



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 8 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Budget 2019 et pluriannuel : suite des débats	p. 236	Sommaire des séances publiques n°s 19 à 22	p. 278	19 ^e séance	Jeu. 25 avril 2019
Compte général 2017	p. 246	Sommaire des questions parlementaires	p. Q172	20 ^e séance	Vend. 3 mai 2019
Protection des membres des services de secours	p. 258			21 ^e séance	Mardi 7 mai 2019
Refonte de la législation ferroviaire	p. 266			22 ^e séance	Mercredi 8 mai 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



« Le Benelux, voix forte au sein de l'UE »



M. Gusty Graas (à gauche), Président du Parlement Benelux

« Le Benelux, une voix forte au sein de l'Union européenne ». C'est avec ces mots que le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, a accueilli les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) à la Chambre des Députés. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en est le Président pour une durée de deux ans.

La « traite des êtres humains et les technologies innovantes pour lutter contre la traite des êtres humains » était le fil conducteur de la deuxième séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux sous présidence luxembourgeoise les 14 et 15 juin 2019 à la Chambre des Députés.

« Une Europe qui fonctionne à trois »

En tant que « vieil ami » du Parlement Benelux, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a souligné que le « Benelux est une Europe qui fonctionne à trois ». Au cours de son discours, M. Bettel est revenu sur les priorités de la présidence luxembourgeoise au niveau gouverne-

mental, qui coïncide avec la présidence du Parlement Benelux.

La lutte contre le réchauffement climatique est une des grandes priorités de la présidence luxembourgeoise. La volonté de la présidence luxembourgeoise est de créer une « plateforme Benelux sur le climat ». Selon M. Bettel, « là où l'Union européenne n'arrive pas à avancer, le Benelux peut trouver des solutions et des positions communes ». Dans ce contexte, il a suggéré aux parlementaires de prendre des initiatives pour combattre le dumping environnemental. Selon le Premier Ministre, il est essentiel de renforcer la plateforme climat au niveau Benelux étant donné que c'est une thématique qui a du mal à avancer au niveau européen.

Une autre priorité de la présidence luxembourgeoise du Benelux est la numérisation ainsi que le renforcement du marché intérieur. M. Xavier Bettel a regretté que le continent européen soit à la traîne dans l'ère numérique. Selon lui, il est primordial que les États membres se dotent « des compétences nécessaires afin de former les métiers de demain ».

Finalement, le Premier Ministre a rappelé que le « projet européen est d'abord un projet de paix, mais également un projet de liberté ». Il fait partie de ceux qui croient à une « Europe qui avance et une Europe qui fait rêver ».

« Combat transfrontalier contre la traite »

Le Ministre de la Justice luxembourgeois, M. Félix Braz, est intervenu lors du débat thématique de la séance plénière et a souligné que « le combat contre la traite des êtres humains est transfrontalier ». M. Félix Braz a rappelé aux parlementaires que les Ministres de la Justice des trois pays du Benelux ont signé en 2016 une déclaration d'intention relative à la coopération en matière de lutte contre la traite des êtres humains. Le but est de renforcer la coopération entre notamment les centres d'accueil et d'assistance aux victimes, les autorités judiciaires, les services de police, d'immigration

et d'intégration et les services d'inspection sociale et du travail. Dans ce contexte, les trois ministres envisagent de créer un instrument juridique pour renforcer leur coopération.

Le Ministre de la Justice luxembourgeois a également informé les parlementaires de l'intention du Gouvernement luxembourgeois de dépénaliser le cannabis récréatif. Le modèle luxembourgeois de la légalisation du cannabis n'est pas encore défini, mais il sera basé sur une approche globale de santé publique, a expliqué le Ministre de la Justice. Selon M. Félix Braz, la légalisation du cannabis récréatif permettra d'éloigner les consommateurs du marché illicite, de réduire de façon déterminée les dangers psychiques et physiques y liés et de combattre la criminalité au niveau de l'approvisionnement. Finalement, M. Braz a souligné que les éventuelles recettes perçues par la production ou par la vente seront entièrement affectées à la politique de prévention des dépendances.

« À un phénomène transnational, la riposte doit être transnationale ». C'est le constat principal du chef de la délégation luxembourgeoise Marc Angel à la fin du débat thématique. M. Marc Angel a constaté que « la traite des êtres humains est plus qu'un problème, c'est un monstre à plusieurs têtes et un esclavagisme contemporain ».

« Mobilité du travail dans le Benelux »

Les parlementaires belges, néerlandais et luxembourgeois ont adopté une recommandation concernant la mobilité du travail dans le Benelux. Il y est plaidé pour une meilleure reconnaissance de l'équivalence des diplômes de l'enseignement supérieur et pour l'organisation de stages transfrontaliers.

Dans ce même contexte, la recommandation met le doigt sur la nécessité d'améliorer la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le Benelux et de prêter une meilleure attention aux conditions de travail de personnes

faiblement scolarisées et de travailleurs migrants.

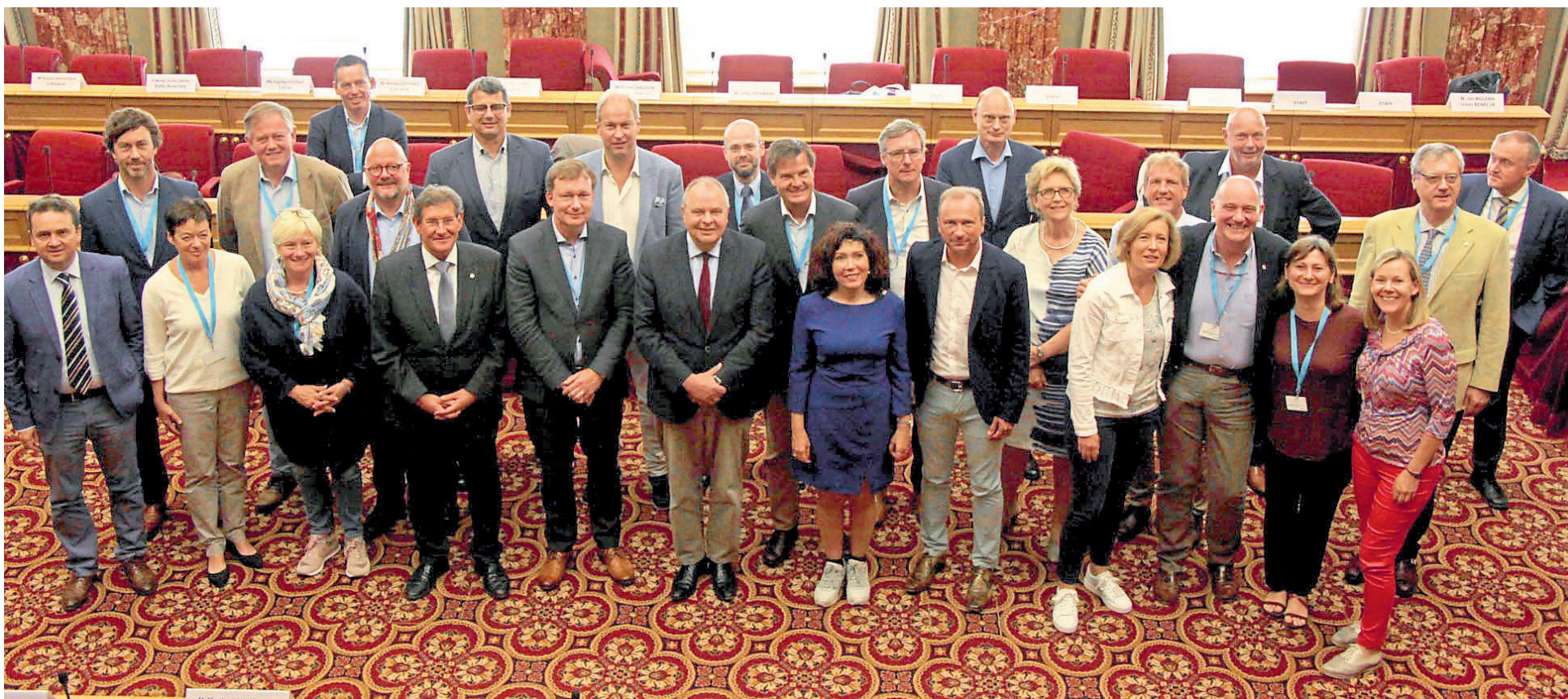
Finalement, la recommandation suggère la gratuité des transports publics à l'échelle transfrontalière entre la Belgique et le Luxembourg. Selon le rapporteur luxembourgeois Gilles Roth « il est indispensable d'agir pour une meilleure mobilité du travail en vue de créer un marché du travail transfrontalier dynamique dans le Benelux ». La recommandation sera transmise aux trois Gouvernements composant le Benelux.

À côté de la traite des êtres humains et de la mobilité des travailleurs, la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux met un accent particulier sur la digitalisation au sein des trois pays. Le souhait des parlementaires est de faire du Benelux un précurseur dans le domaine du digital au sein de l'Union européenne. Le thème central du débat de la prochaine séance plénière sera « une identité en ligne dans le Benelux ». Finalement, les parlementaires ont également discuté sur l'échange de données, sur les effets transfrontaliers de réformes fiscales et sur les conséquences du Brexit pour les pays du Benelux.

Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, dit « Parlement Benelux », informe les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés au sein du Parlement Benelux. Il se compose de 49 députés : 21 parlementaires belges, 21 parlementaires néerlandais et 7 parlementaires luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore les noms des trois pays : Belgique, Nederland, Luxembourg.

Les membres de la délégation luxembourgeoise sont M. Marc Angel (LSAP), Président de la délégation, Mme Diane Aehm (CSV), MM. Alex Bodry (LSAP), Gast Gibéryen (ADR), Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Gilles Roth (CSV).



Les participants à la séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

„Méi Europa ass déi eenzeg Äntwert“

L'importance de l'Union européenne était un des messages-clés du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a prononcé à l'occasion de la fête nationale, le 23 juin 2019, à la Philharmonie Luxembourg.

„Fir de Fridde weider ze garantéieren, brauche mir méi Europa. Méi Europa ass déi eenzeg Äntwert an eiser globaliséierter Welt. (...)“

Europa ass net de Problem, Europa ass d'Léisung. Europa ass net just Geschicht, Europa ass och - a grad elo - eis Zukunft.“

Le Grand-Duché bâtit des ponts

Pour M. Fernand Etgen, „Lëtzebuerg ass eng vun den driiwende Kräften an Europa.“

Dat verdanke mir enner anerem enger typesch Lëtzebuenger Dugend, nämlech der Fäegkeet, Solidaritéit ze weisen a Brécken ze bauen. Dës Bréckefunctioun muss mer weider notzen.“

Il a également remercié la Famille grand-ducale pour son engagement : „A mir sinn dankbar, datt Dir, Altesses Royales, dës Bréckefunctioun ëmmer ënnerstëtzt a ganz konkret Hand mat upaakt, hei zu Lëtzebuerg an am Ausland.“

L'identité luxembourgeoise

Pour M. Fernand Etgen, la fête nationale est l'occasion de rappeler ce que les générations qui nous ont précédés ont transmis au pays : „Ee Land mat Fräiheet, Fridden, Sécherheet a Wuelstand.“

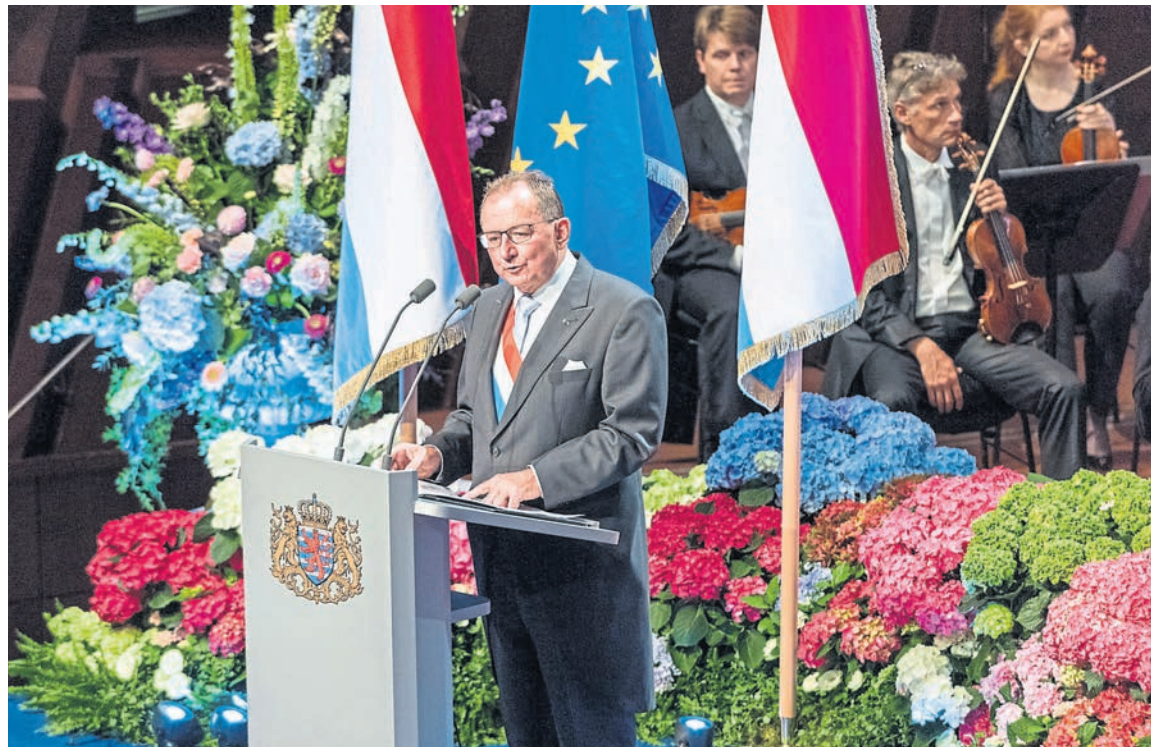
Ee Land, wou mer eis wuelfillen, an deem mer eis fräi entfalan an eis Identitéit lieve kënnen.

Eng Identitéit, déi duerch ennerschiddlech kulturell Aflëss gepräagt ginn ass an eis zu deem gemaach huet, wat mer haut sinn: Mënschen, déi d'Lëtzebuenger Sprooch gären hunn, op Lëtzebuergesch twitteren a simsén, déi awer och bewusst op d'Méisproochegkeet setzen.

Mënschen, déi sech zu Europa, senger Villfalt a senger Wäerter bekennen. Mënschen, déi fir Oppenheet, Solidaritéit, Fläiss, Disziplin, éierenamtlechen Engagement, Entrepreneursgeest an d'Qualitéit vun hirer Aarbecht geschätzt ginn.“

Finalement, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance d'une démocratie stable : „Lëtzebuerg geet et haut gutt! Dorobber kënnen mer houfreg sinn.“

All dës Qualitéit verdanke mir awer och der Stabilitéit vun eiser De-



Le Président de la Chambre a prononcé un discours à l'occasion de la fête nationale.

mokratie. D'Demokratie ass näischt Statesches, si leeft an entwéckelt sech a muss konstant gefleegt ginn.“

Dans ce sens, il a également rappelé que le Grand-Duché fêtera ses 100 ans de suffrage universel avec une

exposition organisée par la Chambre des Députés et le Musée national d'histoire et d'art.

Auszeechnunge fir Nationalfeierdag



Kuerz virun Nationalfeierdag krute verschidden Deputéiert a Beamten aus der Chambersverwaltung eng Distinction honorifique vum Premierminister Xavier Bettel iwwerrecht.

Déi folgend Deputéiert goufen ausgezechent:
Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : den Här Gusty Graas ;

Officier de l'Ordre de Mérite : d'Dammen Tess Burton a Joëlle Elvinger an d'Häre Gilles Baum, Yves Cruchten, Franz Fayot, Max Hahn, Roy Reding a Roberto Traversini.

Op der Säit vun der Chambersverwaltung goufen dekoréiert:

Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : d'Madamm Manon Hoffmann an den Här Joë Spier;

Chevalier de l'Ordre de Mérite : d'Damme Gaby Fischbach, Pascale Kohn a Juliette Ludwig;

Médaille en vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne : d'Häre Paul Gansen, Marcel Goedert a Georges Roth.

Numérisation des comptes rendus de 1840 à 1941

La Chambre des Députés et la Bibliothèque nationale (BnL) ont signé un protocole d'accord pour définir les modalités de la numérisation des comptes rendus des séances publiques de la Chambre publiés entre 1840 et 1941.

L'objectif stratégique des partenaires est de faciliter l'accès à ces publications historiques en les rendant accessibles sur le site Internet de la Chambre des Députés et sur les portails gérés par la BnL : www.eluxemburgensia.lu et www.a-z.lu. Ce projet d'envergure sera entamé en automne 2019.

La numérisation de ces publications répond à la mission de la BnL de conserver et de mettre à disposition à long terme des documents historiques du Grand-Duché sous forme numérisée ainsi qu'au souci de la Chambre des Députés de faciliter l'accès à ses travaux et débats aussi bien dans l'intérêt de la recherche que dans celui du grand public.

Par leur collaboration, les partenaires visent à créer les synergies nécessaires afin d'échanger leur expertise respective et de rationaliser les coûts de la numérisation.



Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, et la Directrice de la Bibliothèque nationale, Mme Monique Kieffer, (1^{re} rangée) signent le protocole d'accord en présence de MM. Benoît Reiter, Max Agnes, Ralph Marschall, Yves Maurer et Carlo Linden (2^e rangée).

Les jeunes à la Chambre

Une quarantaine de jeunes, membres du Parlement des Jeunes, ont discuté avec les députés membres de plusieurs commissions parlementaires sur sept résolutions relatives à des thèmes de l'actualité politique nationale et internationale :

- les tablettes dans l'éducation ;
- l'avis du Parlement des Jeunes sur le projet de loi n° 7265 concernant les stages pour élèves et étudiants ;
- le système électoral luxembourgeois (aspect égalité des chances) ;
- la qualité de vie au Luxembourg ;
- la gestion des déchets ;
- la traite des êtres humains et l'eurosepticisme.

Qu'est-ce que le Parlement des Jeunes ?

Le Parlement des Jeunes (« Jugendparlament ») est une plateforme où chaque jeune âgé entre 14 et 24 ans et habitant au Luxembourg a l'occasion de discuter et débattre ensemble avec d'autres adolescents sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours.

Le Parlement des Jeunes a vu le jour dans la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008. Il a comme objectif principal de favoriser l'engagement des jeunes dans notre société et de rapprocher la jeunesse et le monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui seront transmis aux acteurs politiques concernés. La Chambre des Députés est un des partenaires du Parlement des Jeunes.



Le Président du Parlement des Jeunes remet sept résolutions au Président de la Chambre.



D'Membere vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet a Verdedegung op Visitt zu Dikrech

Op Besuch um Härebiërg

Gutt vertruete war d'Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet a Verdedegung en Donneschdeg, den 13. Juni 2019, wéi se op engem sympathesche Besuch um Härebiërg war. D'Deputéiert kruten eng detailléiert Präsentatioun gemaach vun der Lëtzebuerger Arméi, déi national an international Missiounen erfëllt.

E Schwéierpunkt ass dann och op d'Personal geluecht ginn, wou et besonnesch ëm de fräiwëllegen Zaldot gaangen ass an d'sozial Roll, déi d'Arméi hei huet. Fir de Rekrutement ze verstärken, sinn och d'Deputéiert gefuerdert,

wann et ëm d'Iwwerschaffe vu Gesetzer geet, virun allem am Beräich vum Aarbechtsregimm vun de Membere vun der Arméi a vun de Berufsmeiglechkeeten nom Militärdéngscht.

Legislativ Aarbecht ass och néideg, fir d'Infrastrukturen ze verbessern an esou der Arméi ze erlaben, hir Missiounen uerdentlech ze erfëllen an dem Personal d'Aarbecht a gudde Konditiounen ze erméiglechen.

An deem Kontext kruten d'Deputéiert en Deel vun den Installatiounen gewisen, dorënner den Hangar, wou déi verschidden taktesch a logistesche Gefierer ze gesi waren.

« Une amitié qui date depuis longtemps »

« Une amitié qui date depuis longtemps », c'est avec ces mots que la Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a reçu les membres de la Commission des Pétitions du Landtag Rheinland-Pfalz ainsi que leur Médiateur (« Bürgerbeauftragte »), Mme Barbara Schleicher-Rothmund. Les parlementaires ont rappelé que le Grand-Duché et le land allemand sont concernés par beaucoup de thématiques communes. Une grande partie des préoccupations des citoyens est notamment traitée au sein des organismes de la Grande Région.

Les députés luxembourgeois et la délégation allemande se sont échangés sur les bonnes pratiques ainsi

que sur le travail au quotidien concernant les pétitions et notamment les pétitions en ligne.

Dans le land de Rheinland-Pfalz, le Médiateur a comme objectif de collecter et de traiter les pétitions déposées par les citoyens. Contrairement à la situation au Luxembourg, les pétitions sont traitées par le service du Médiateur. Si ce dernier le juge nécessaire, la pétition est transmise aux membres de la Commission des Pétitions du Landtag.

« Au Grand-Duché, le Médiateur a pour mission de recevoir les réclamations des citoyens relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes », ont expli-

qué les députés luxembourgeois à leurs homologues allemands. Dans les deux cas, le Médiateur est une instance indépendante et au service du citoyen.

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg, la délégation allemande a également eu l'occasion de rencontrer le Médiateur luxembourgeois, Mme Claudia Monti.

Les participants à la rencontre ont partagé le constat que les membres de la Commission des Pétitions doivent s'engager à observer une neutralité politique et à agir dans l'intérêt du citoyen.

Les députés luxembourgeois ont expliqué que l'outil de participation

en ligne, introduit en 2014, a connu un grand succès. Les parlementaires allemands se sont montrés impressionnés par le fait que la pétition publique permet aux pétitionnaires d'obtenir sous certaines conditions un débat public à la Chambre et que l'intérêt pour la pétition a extrêmement augmenté depuis l'introduction de la pétition publique au Luxembourg. En effet, depuis 2014, environ 1.000 pétitions publiques ont été déposées sur le site de la Chambre des Députés. Entre la Deuxième Guerre mondiale et 2014, seulement 300 pétitions ordinaires avaient été déposées.

Les parlementaires allemands et luxembourgeois ont souligné que la

pétition est un élément essentiel qui renforce la démocratie et soutient la participation politique des citoyens. Dans le cadre des discussions, un député luxembourgeois a également fait noter que la proposition de texte pour une nouvelle Constitution prévoit une initiative législative populaire. Finalement les deux délégations ont discuté des critères selon lesquels une pétition publique peut être jugée recevable.

En amont des échanges de vues avec les députés, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a eu l'occasion de discuter avec la Vice-Présidente du Landtag, Mme Astrid Schmitt.



Les députés de la Commission des Pétitions ont reçu les membres de la Commission des Pétitions du Landtag Rheinland-Pfalz.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Poursuivre l'engagement pour la protection de ses valeurs

M. Marc Angel, M. Roberto Traversini et M. Sven Clement ont assisté à la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Bratislava du 31 mai au 3 juin 2019. Au moment où l'OTAN célèbre ses 70 ans, les valeurs de l'Alliance figuraient au cœur des débats. Depuis 1949, l'Alliance a été le principal catalyseur d'une coopération et d'une coordination étroites des politiques menées de part et d'autre de l'Atlantique, éléments cruciaux de l'instauration de la paix, de la prospérité et de la stabilité dans la zone euro-atlantique.

L'Alliance a su conserver sa pertinence pendant les profondes mutations du contexte de sécurité internationale auxquelles elle a dû faire face au cours de son histoire. Le fait que davantage de pays souhaitent encore adhérer à l'Alliance témoigne

de l'importance de ce succès de la démocratie libérale.

À l'occasion de la séance plénière, M. Alejandro Alvargonzález, Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les affaires politiques et la politique de sécurité, a dans ce contexte mis en évidence le rôle crucial des parlementaires, qui incarnent et défendent les valeurs démocratiques communes des pays de l'Alliance à une époque où celles-ci sont mises à mal par diverses menaces d'un genre nouveau.

Tout en insistant sur l'importance pour l'OTAN de rester fidèle à ses compétences de base, la délégation luxembourgeoise a pour sa part également souligné que toute projection de valeurs implique aussi, pour tous les États membres, l'obligation de les respecter eux-mêmes et de les

mettre en œuvre, à commencer par les droits de l'homme et le respect de l'État de droit.

Les parlementaires membres de l'AP-OTAN ont en outre passé en revue les mesures que l'OTAN prend actuellement pour s'adapter aux changements intervenant dans l'environnement de sécurité international, notamment les actions que la Russie continue de mener. Les relations avec l'Union européenne et l'OSCE figuraient également à l'ordre du jour, de même que les menaces hybrides, les enjeux de la cybersécurité, ainsi que l'évolution rapide des technologies, entraînant aussi un besoin d'adaptation et de modernisation des capacités militaires. En tant que Trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a par ailleurs présenté les comptes et le prochain budget de l'organisation.



(de gauche à droite) M Roberto Traversini, M. Marc Angel et M. Sven Clement à Bratislava

L'agriculture solidaire dans la Grande Région



Les participants à la réunion lors de la visite du Fromburger Haff.

Présidée par Mme Carole Hartmann, la Commission « Environnement et Agriculture » du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est réunie au Fromburger Haff près d'Echternach, le 7 juin 2019, pour s'informer sur l'agriculture solidaire. Cette forme d'agriculture émergente fonctionne sans intermédiaires étant donné que le consommateur collecte les produits directement chez le producteur.

L'agriculture solidaire repose par ailleurs sur le principe du préfinancement du producteur par le consommateur pendant une saison entière. Ceci permet à l'agriculteur de couvrir les coûts d'exploitation courants. Le travail de l'agriculteur est ainsi financé plutôt que le produit lui-même. Pour l'exploitant, une sécurité de la planification et des revenus en découle. Quant à eux, les consommateurs bénéficient d'une garantie pour obtenir de manière transparente et sans emballage des aliments saisonniers frais et variés.

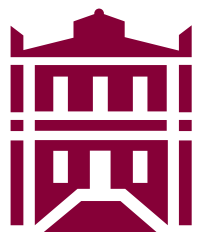
Au Fromburger Haff, M. Pierre Treinen et Mme Françoise Bonert du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, M. Marc Jacobs de la section « Ekologesch Landwirtschaftsberodung » du Oekozer Pafendall et de l'organisation « Lëtzebuurger Landjugend a Jongbaueren », de même que M. Jeff Weydert, le propriétaire du Fromburger Haff, ont présenté aux membres de la commission les principaux enjeux de l'agriculture solidaire.

Pendant la réunion à laquelle le député Jeff Engelen a également participé, Mme Carole Hartmann a souligné l'importance d'améliorer les conditions-cadres de l'agriculture solidaire. La promotion des petites exploitations agricoles dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune est primordiale dans ce contexte.

En vue de la valorisation accrue d'une agriculture durable et locale, les participants ont également mis l'accent sur les fonds de soutien européens tels que le règlement sur le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et les projets LEADER, qui offrent non seulement la possibilité de soutenir les exploitants de l'agriculture solidaire, mais aussi de créer des réseaux transfrontaliers.

Les membres de la commission ont également conclu qu'il est important de mener davantage d'actions de sensibilisation ciblées auprès des citoyens, en particulier des jeunes, et de prendre des mesures pour prévenir la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans ce domaine agricole spécifique.

Pour sa part, Mme Carole Hartmann a de surcroît insisté sur l'utilité de combiner les aides au démarrage avec des conseils économiques afin de fournir une assistance aux exploitants qui se lancent dans l'agriculture solidaire.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 8 • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Secteur ferroviaire

7254 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi sous avis a pour objet :

a) la transposition de la directive 2016/2370/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire ;

b) la refonte de la législation luxembourgeoise ferroviaire.

En l'espace de 15 ans, les efforts d'ouverture du secteur des transports ferroviaires à la concurrence ont fait l'objet de quatre paquets législatifs et d'une refonte des textes existants entre le 3^e et le 4^e paquet. Le 4^e paquet ferroviaire européen, dont la directive 2016/2370/UE fait partie, fut adopté en avril 2016 pour son volet « technique » et en décembre 2016 pour son volet « politique ». La directive susmentionnée, que le présent projet de loi pro-

pose de transposer, relève du volet « politique » du 4^e paquet ferroviaire.

Suite aux efforts successifs du législateur européen de créer un espace ferroviaire unique sans obstacles et à l'accès non discriminatoire, les textes législatifs et réglementaires européens se sont multipliés. Étant donné que, pour la plupart des textes européens, il s'agissait de directives, ces dernières ont modifié les lois et règlements nationaux à plusieurs reprises. Ces modifications multiples de la législation européenne et par la suite des lois et règlements nationaux en la matière ont rendu la législation ferroviaire luxembourgeoise difficilement lisible. Afin d'offrir une meilleure lisibilité et une meilleure sécurité juridique en la matière, les auteurs du projet de loi sous avis ont donc effectué une refonte de la législation ferroviaire luxembourgeoise en fusionnant et en adaptant les textes existants.

La directive 2016/2370/UE fait partie du pilier « politique » du 4^e paquet législatif ferroviaire,

présenté par la Commission européenne en janvier 2013 et adopté par le Parlement européen et le Conseil en 2016. La directive précitée, également appelée directive sur la gouvernance, modifie la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire et vise à éliminer les obstacles qui limitent encore l'efficacité des marchés ferroviaires.

Les obstacles qui subsistent, selon la vue de la Commission européenne, sont liés en premier lieu à la difficulté d'accéder au marché des services nationaux de transport de voyageurs. Dans de nombreux États membres, ces marchés restent fermés à la concurrence, ce qui en limite le développement et crée des disparités entre les États membres qui ont ouvert leur marché et les autres.

La plupart des services nationaux de transport de voyageurs ne peuvent être fournis uniquement de manière commerciale et ont besoin du soutien de l'État. Dans ce cas, ils font l'objet de contrats de service public (ci-après « CSP »). C'est pourquoi le paquet législatif porte aussi sur la mise en concurrence des CSP et sur

d'autres points, tels que la mise à disposition de matériel roulant pour les soumissionnaires potentiels et de tels contrats et les systèmes d'horaire et de billetterie intégrés, lorsqu'ils sont dans l'intérêt des voyageurs.

La directive précitée fait partie du volet « politique » du 4^e paquet ferroviaire au même titre que le règlement 2016/2338/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant le règlement 2007/1370/CE sur l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer, ainsi que le règlement 2016/2337/UE abrogeant le règlement 1969/1192/CEE. En tant que règlements européens, ils sont d'application directe.

À partir de décembre 2019, les entreprises ferroviaires auront le droit d'exploiter des services sur l'ensemble du réseau de l'Union. Par ailleurs, à partir de 2023, les États membres devront procéder à des appels d'offres ouverts à toutes les sociétés européennes du secteur pour les contrats de service publics, excepté les cas dans lesquels l'attribution directe du contrat de service public reste admise.

En ce qui concerne le Luxembourg, le CSP existant actuellement entre l'État et la SNCFL, en-



tré en vigueur le 1^{er} janvier 2010, restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024 et l'attribution directe restera possible.

Le 21 mars 2013, la Chambre des Députés a adopté un « Avis motivé » très critique sous forme de résolution portant sur la « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013) 29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013) 28 final) ».

Dans cet avis motivé la Chambre des Députés a réuni de nombreux arguments contre la libéralisation en général et contre les dispositions qui ne prenaient pas en compte les spécificités luxembourgeoises ou violaient le principe de subsidiarité.

Fin 2013, dans le programme gouvernemental du Gouvernement issu des élections d'octobre, l'exécutif s'était donné la mission d'intervenir au niveau européen « pour qu'il soit tenu compte des spécificités de notre pays » et de négocier « une dérogation permanente vu le statut spécifique des chemins de fer luxembourgeois, notamment à l'égard de l'obligation d'une séparation des CFL en entité réseau et entité trafics. »

Par la suite, le Luxembourg a donc commencé à chercher des alliés politiques, notamment par une initiative commune au niveau du Benelux. Ainsi, en avril 2014, les Gouvernements du Benelux ont publié une déclaration commune où ils s'opposaient à la libéralisation du transport ferroviaire de voyageurs telle que proposée par le 4^e paquet ferroviaire. Ils y défendaient les spécificités des petits pays tout en invitant d'autres États membres à se joindre à cette alliance.

Cette approche politique proactive et les efforts diplomatiques intenses se soldèrent finalement par un soutien important. Au cours des négociations au Conseil des Ministres de l'Union européenne, une dizaine d'autres États ont peu à peu rejoint et soutenu la position luxembourgeoise.

Les éléments revêtant une importance primordiale pour le Luxembourg étaient notamment les points suivants :

- a) pas de découplage complet entre gestionnaire et opérateurs ;
- b) pas d'attribution obligatoire des contrats de services publics par appel d'offre ;
- c) possibilité de limiter l'accès à l'infrastructure.

La politique européenne des transports ferroviaires vise, à l'image des politiques d'harmonisation et de libéralisation dans d'autres secteurs, la dynamisation du transport en l'ouvrant à la concurrence et en créant un espace ferroviaire européen unique. Cette politique fut lancée par la Commission européenne dès le début des années 1990 et visait à redynamiser un secteur généralement en déclin aux niveaux national et européen. Elle s'est ensuite accélérée dès l'année 1998 avec la proposition d'un premier paquet législatif suivi au fil des années par trois autres.

Proposé en 1998 et adopté en 2001, le 1^{er} paquet ferroviaire visait essentiellement à introduire une séparation légale et fonctionnelle entre le gestionnaire d'infrastructure (GI) chargé de l'établissement, de la gestion et de l'entretien de l'infrastructure ferroviaire, et l'entreprise ferroviaire (EF) qui fournit des prestations de transport de marchandises et/ou de voyageurs.

Le deuxième paquet ferroviaire, proposé en 2002 et adopté en 2004, fixait la libéralisation, respectivement l'ouverture à la concurrence pour le fret international au 1^{er} janvier 2006 et pour le fret national au 1^{er} janvier 2007 et créa également l'Agence ferroviaire européenne. Ce paquet était composé de cinq mesures :

Après la libéralisation du fret par le deuxième paquet, le troisième paquet ferroviaire - proposé en 2004 et adopté en 2007 - fixait au 1^{er} janvier 2010 l'ouverture à la concurrence des services internationaux de transport de passagers en intégrant le cabotage. Suite à des blocages politiques importants et des différences de vues entre Conseil et Parlement, ce paquet législatif, formé à l'origine par quatre textes, fut amputé de la directive prévoyant la libéralisation des services de transport de passagers nationaux.

La directive 2012/34/UE, présentée en septembre 2010, a pour objet principal la simplification, la clarification et la modernisation du cadre réglementaire tout en mettant en œuvre une refonte des textes précédents pour une meilleure lisibilité en regroupant l'ensemble des dispositions dans un même texte.

Malgré l'adoption des trois paquets législatifs précédents et l'ouverture des marchés nationaux avec comme objectif de les rendre plus concurrentiels et interopérables au niveau de l'Union européenne, la part modale du rail dans le transport intra-UE reste modeste. Dernière étape de la libéralisation du marché ferroviaire à l'heure actuelle, le quatrième paquet ferroviaire, présenté en 2013 et adopté en 2016, a donc pour ambition, selon la Commission européenne, d'améliorer la qualité et l'efficacité des services ferroviaires en supprimant les derniers obstacles juridiques, institutionnels et techniques éventuels et en renforçant les performances du secteur ferroviaire afin de parachever l'espace ferroviaire unique européen.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.06.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

21.03.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

28.03.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.05.2019

Compte général 2017

7330 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017

L'exécution du budget de l'exercice 2017 s'est faite dans un environnement macro-économique moins favorable que prévu.

Le compte général de l'État de l'exercice 2017 suivant la législation nationale

Balance du compte général de l'État de l'exercice 2017

Le compte général et le budget pour ordre de l'exercice 2017 affichent un résultat positif.

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	
I.	Recettes	15.627.749.173,90
II.	Dépenses	14.274.923.393,91
III.	Excédent de recettes	1.352.825.779,99
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-1.073.070.429,49

B. Recettes et dépenses pour ordre

	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	
I.	Recettes pour ordre	6.042.855.202,17
II.	Dépenses pour ordre	6.038.314.516,92
III.	Excédent de recettes pour ordre	4.540.685,25
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	16.923.011,49

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	
I.	Recettes	5.465.705.192,79
II.	Dépenses	5.341.883.347,82
III.	Excédent de recettes	123.821.844,97
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	2.938.050.535,72

Source : Rapport général de la Cour des comptes (doc. parl. 7330²)

L'exercice 2017 dégage un résultat positif de 1.352.825.779,99 euros. En imputant ce résultat au solde cumulé des exercices clos antérieurs, le report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital, repris au bilan financier de l'État à présenter par la Trésorerie de l'État, s'établit à -1.073.070.429,49 euros.

Situation globale de l'exécution du budget 2017

Par rapport au budget voté de l'exercice 2017, tel qu'il fut arrêté par la loi du 23 décembre 2016, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'État de l'exercice 2017 peuvent être résumées comme suit :

Tableau : Budget et compte 2017

	Budget voté 2017	Compte général 2017	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	13.153.654.513,00	13.688.844.994,43	535.190.481,43	4,07 %
- en capital	90.244.900,00	1.938.904.179,47	1.848.659.279,47	2,048 %
Total recettes (1)	13.243.899.413,00	15.627.749.173,90	2.383.849.760,90	18,00 %
Dépenses				
- courantes	12.701.039.724,00	12.798.233.758,59	97.194.034,59	0,77 %
- en capital	1.393.831.794,00	1.476.689.635,32	82.857.841,32	5,94 %
Total dépenses (2)	14.094.871.518,00	14.274.923.393,91	180.051.875,91	1,28 %
Excédent de recettes (1) - (2)	-850.972.105,00	1.352.825.779,99	2.203.797.884,99	

Source chiffres : budget de l'État 2017, compte général 2017, tableau : Cour des comptes

Le compte général de l'exercice 2017 affiche un excédent de recettes de 1.352,83 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un excédent de dépenses de 850,97 millions d'euros.

Cette différence de 2.203,80 millions d'euros s'explique essentiellement par la comptabilisation des produits et remboursements d'emprunts et prêts qui n'étaient pas prévus au budget voté de l'exercice 2017.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.02.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

04.02.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

02.05.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.05.2019

Loi du 6 juin 2019

Mémorial A : 2019, n° 390, page 1

Exploitation de l'aéroport de Luxembourg

7316 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Le projet de loi sous avis propose de modifier l'article 2, alinéa 2, de la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, en ajoutant un point supplémentaire à la liste exhaustive des missions susceptibles d'être confiées par l'État à un

organisme de droit public ou privé. Il s'agit plus précisément de créer la base légale nécessaire en vue d'une dévolution contractuelle des responsabilités d'exploitant d'aérodrome à un organisme de droit public ou privé, conformément aux dispositions européennes en vigueur en matière de gestion d'aérodrome.



D'Chamber ass op HD - High Definition

Den alen SD-Kanal vu Chamber TV gouf ofgeschalt.
Denkt wannechgelift drun, op den neien HD-Kanal ëmzeschalten!



Le tableau ci-dessous présente l'exécution du budget de l'exercice 2017 en faisant abstraction de ces opérations en lien avec les emprunts et les prêts.

Tableau : Budget et compte 2017 (hors opération d'emprunts)

	Budget voté 2017	Compte général 2017	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	13.153.654.513,00	13.688.844.994,43	535.190.481,43	4,07 %
- en capital	90.244.900,00	161.004.179,47	70.759.279,47	78,41 %
Total recettes (1)	13.243.899.413,00	13.849.849.173,90	605.949.760,90	4,58 %
Dépenses				
- courantes	12.701.039.724,00	12.798.233.758,59	97.194.034,59	0,77 %
- en capital	1.393.831.794,00	1.344.689.635,32	-49.142.158,68	-3,53 %
Total dépenses (2)	14.094.871.518,00	14.142.923.393,91	48.051.875,91	0,34 %
Excédent de recettes (1) - (2)	-850.972.105,00	-293.074.220,01	557.897.884,99	

Source chiffres : budget de l'État 2017, compte général 2017, tableau : Cour des comptes

Le compte général « corrigé » de l'exercice 2017 affiche un excédent de dépenses de 293,07 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un **déficit de 850,97 millions d'euros**. La Cour des comptes observe que ce déficit constitue une amélioration de 557,90 millions d'euros par rapport au déficit inscrit au budget de 2017.

Cette différence s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes courantes qui passent de 13.153,65 millions d'euros à 13.688,84 millions d'euros.

Recettes du budget de l'exercice 2017

Le compte général pour l'exercice 2017 renseigne des **recettes courantes** de 13.688,9 millions d'euros et des recettes **en capital** de 1.938,9 millions d'euros, soit des recettes totales de 15.627,8 millions d'euros. Les recettes totales effectives dépassent la prévision du budget voté de 2.383,9 millions d'euros. Ce résultat est dû à l'imputation des produits d'emprunt en tant que recettes au budget en capital ainsi qu'à des plus-values importantes en matière de recettes fiscales.

En faisant abstraction du produit de l'emprunt obligataire contracté en 2017, les recettes totales effectives s'élèvent à 13.849,9 millions d'euros et elles dépassent la prévision budgétaire de 606,0 millions d'euros, soit une surperformance de 4,58 %.

Dépenses du budget de l'exercice 2017

Le compte général pour l'exercice 2017 renseigne des **dépenses courantes** de 12.798,2 millions d'euros. Les **dépenses courantes** effectives sont supérieures de 97,19 millions d'euros par rapport aux prévisions du budget voté.

Les dépenses en **capital** s'élèvent à 1.476,7 millions d'euros.

Les dépenses totales sont de 14.274,9 millions d'euros. Elles dépassent le volume total des dépenses fixé par le budget voté de 180,1 millions d'euros (soit un écart de 1,28 %).

Les **principaux écarts, positifs et négatifs, entre le budget voté et l'exécution budgétaire** se situent au niveau :

- des dotations aux fonds de réserve (+162,4 millions d'euros, dont 132 millions pour l'amortissement d'un prêt),
- des transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+90,7 millions d'euros),
- des crédits pour la réalisation d'ouvrages de génie civil (-25,9 millions d'euros) ainsi que
- des transferts de revenus aux ménages (-39,2 millions d'euros).

Budget pour ordre

Le budget pour ordre tient compte, d'une part, des recettes encaissées par l'État pour le compte de tiers et, d'autre part, au niveau des dépenses, des montants alloués aux tiers destinataires. En d'autres termes, le budget pour ordre concerne des fonds qui ne font que transiter par la Trésorerie de l'État. Il s'agit donc d'opérations financières qui devraient être budgétairement neutres pour l'État.

En raison de l'article 78(3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, les dépenses pour ordre ne peuvent, en principe, pas dépasser le montant des recettes correspondantes à la fin de l'exercice.

B. Recettes et dépenses pour ordre

I- Recettes pour ordre :	6.042.855.202,17 euros
II- Dépenses pour ordre :	6.038.314.516,92 euros
III- Excédent de recettes pour ordre :	4.540.685,25 euros

L'excédent de recettes pour ordre est porté au crédit du compte « report du solde des recettes et dépenses pour ordre » dont le solde positif s'établit à 16.923.011,49 euros.

Protection des membres des services de secours

7340 - Projet de loi portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile

Le projet de loi 7340 s'inscrit dans le prolongement de la réforme des services de secours et a pour objet d'assurer une protection efficace aux personnes assurant une mission de sécurité civile en cas d'agressions pendant l'exercice de leurs missions de sécurité civile.

L'article unique du projet de loi propose de compléter l'article 269 du Code pénal sur la rébellion par l'insertion d'une référence aux membres des services de secours.

Le nouveau texte aura pour effet d'appliquer, en matière de rébellion, le même échelon des peines aux membres de la Police grand-ducale et aux services de secours, en les mettant ainsi sur un pied d'égalité.

L'article 2 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours définit les personnes assurant une mission de sécurité civile :

- les pompiers volontaires et les professionnels du Corps grand-ducal d'incendie et de secours,

- les militaires de l'Armée luxembourgeoise,
- les personnels de la Police grand-ducale,
- les agents de l'État, des communes et des organismes publics ou privés,
- les membres des services d'incendie d'entreprises et d'usines,
- les membres d'associations ou organismes ayant la sécurité civile dans leur objet social tel que défini à l'article 99 de cette loi.

Cette énumération n'est pas exhaustive et la liste pourra être complétée par d'autres organismes et associations lorsque celles-ci remplissent les conditions énoncées à l'article 99 de la loi du 27 mars 2018.

Finalement, la notion de « préposés de douane » est remplacée par celle d'« agents des douanes et accises ». La notion « agents des douanes et accises » désigne officiellement les personnes agissant au nom de l'Administration des douanes et accises, également susceptibles de subir des agressions lors des contrôles effectués.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 09.07.2018

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

09.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Examen des articles

Examen de l'avis du Conseil d'État

16.01.2019 Présentation et adoption d'une série d'amendements

13.02.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.05.2019

Loi du 5 juin 2019

Mémorial A : 2019, n° 397, page 1

Accessibilité aux TIC publiques

7351 - Projet de loi relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public

Dans le souci de renforcer l'intégration des personnes souffrant d'un handicap dans le domaine virtuel, l'Union européenne a adopté plusieurs actes législatifs jusqu'à présent, à savoir les règlements (UE) n° 1303/2013 et (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil (UE) qui prévoient des mesures relatives à l'accessibilité aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'objet du projet de loi 7351 consiste en la transposition en droit national de la directive (UE) 2016/2102 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public.

La directive (UE) 2016/2102 complète les règlements mentionnés plus haut en introduisant des obligations pour garantir l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes publics.

La notion d'organismes publics dans ce contexte est à prendre au sens large du terme et inclut non seulement les administrations publiques, mais aussi les communes, les établissements publics, ainsi que les établissements scolaires et les crèches, pour ce qui est des fonctions administratives essentielles.

Selon le projet de loi 7351, sont qualifiés conformes aux exigences d'accessibilité les sites internet et applications mobiles qui sont con-

formes aux normes européennes harmonisées pertinentes en la matière.

À défaut de publication de telles normes, la norme EN 301 549 V1.1.2 de 2015, respectivement la dernière version de cette norme, en l'occurrence la version V2.1.2 de 2018, est à considérer comme norme de référence.

Celle-ci exige de manière générale que les informations contenues sur un site ou une application soient accessibles à toute personne, indépendamment de ses facultés physiques, cognitives ou sensorielles, et du caractère temporaire, permanent ou situationnel de son handicap.

À titre d'exemple, les contenus représentés de manière visuelle devront par conséquent être accessibles pour les personnes avec des capacités de vue limitées, en mettant à disposition d'autres moyens, comme par exemple la possibilité d'écouter le contenu.

La directive (UE) 2016/2102 harmonise les exigences des différents États membres afin de minimiser la fragmentation du marché intérieur européen et de renforcer l'interopérabilité européenne.

Ceci contribue notamment à la réduction des incertitudes pour les développeurs et fournisseurs des sites internet et leur facilite l'offre de leurs services sur l'entière du marché européen.

Le saviez-VOUS ?

GRUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

Dépôt par M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, le 28.06.2018

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Diane Adehm):

23.07.2018 Présentation du projet de loi

14.01.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du rapport général de la Cour des comptes

25.03.2019 Examen des avis du Conseil d'État et d'un amendement gouvernemental

01.04.2019 Examen d'un projet de rapport

05.04.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

24.04.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. André Bauler):

23.07.2018 Présentation du projet de loi

01.04.2019 Examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.04.2019

Loi du 26 avril 2019

Mémorial A : 2019, n° 273, page 1



Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 10.08.2018
Rapporteur : M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications
(Président : M. Guy Arendt) :
28.01.2019 Désignation d'un rapporteur
04.02.2019 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
08.02.2019 Présentation et adoption d'une série d'amendements
02.04.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07.05.2019
Loi du 28 mai 2019
Mémorial A : 2019, n° 373, page 1

Mesures financières (Brexit)

7426 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

1° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés et
2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

L'objectif du projet de loi sous rubrique consiste en l'introduction de mesures transitoires permettant la mise en conformité des politiques de placement des fonds d'investissement visés par la présente loi en projet dans le cadre du retrait de l'Union européenne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Au vu des relations étroites entre les places financières de Londres et de Luxembourg, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne aura des répercussions importantes sur les activités commerciales de ces deux secteurs financiers, surtout en cas de sortie sans accord. Ainsi, dans un souci de garantir la stabilité des marchés financiers et la protection des investisseurs, le projet de loi n° 7401 prévoit d'attribuer de manière générale, à la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et au Commissariat aux assurances (CAA), les compétences de prolonger le statut actuel des établissements financiers britanniques pendant une période transitoire, afin que ceux-ci puissent exécuter les contrats qui ont été conclus avant la date de sortie de l'UE du Royaume-Uni.

Cependant, quant aux fonds d'investissement, il y a lieu d'introduire des mesures supplémentaires, en particulier en ce qui concerne l'inobservation des règles de placement qui résultera directement du retrait de la Grande-Bretagne

de l'UE. En effet, à partir du moment où la Grande-Bretagne sortira de l'UE, certains actifs britanniques ne rempliront plus les critères d'éligibilité applicables pour certains fonds d'investissement, notamment pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) luxembourgeois, les OPC de la partie II de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement spécialisés (FIS) visés par la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

Partant, le projet de loi sous rubrique prévoit une période transitoire maximale de douze mois pour les OPC concernés pour se mettre en conformité avec les obligations relatives à leurs politiques de placement. Tout comme pour le projet de loi n° 7401, cette période transitoire s'applique uniquement aux positions prises avant la sortie du Royaume-Uni et aux inobservations qui résultent directement de cet événement.

Par ailleurs, le projet de loi sous rubrique contient également des dispositions spécifiques relatives aux OPCVM britanniques actuellement actifs au Luxembourg, et qui seront qualifiés de fonds d'investissement alternatifs suite à la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Il est précisé que ces dispositions s'appliquent aussi seulement aux contrats conclus avant le retrait.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.03.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
26.03.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
27.03.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.03.2019
Loi du 8 avril 2019
Mémorial A : 2019, n° 238, page 1

Budget 2019

7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;
2° le Code du travail ;
3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung »)
4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdal » ;
8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;
10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;
11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes

Le budget de l'État pour l'exercice 2019 est arrêté aux montants suivants :

- Recettes courantes	euros	16.502.714.969
- Recettes en capital	euros	98.744.600
- Recettes des opérations financières	euros	305.700
- Dépenses courantes	euros	15.185.855.439
- Dépenses en capital	euros	2.230.771.130
- Dépenses des opérations financières	euros	246.929.110

- Article 3. Modification du titre I de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

1° L'alinéa 1^{er} de l'article 137 L.I.R. est modifié afin de tenir compte du nouveau crédit d'impôt qui est à imputer après la détermination de la retenue d'impôt d'après les dispositions tarifaires.

2° Il est introduit à partir de l'année d'imposition 2019 un nouveau crédit d'impôt dénommé « crédit d'impôt salaire social minimum » (CISSM). Ce crédit d'impôt est réservé aux seuls salariés qui réalisent un salaire proche de l'actuel salaire social minimum. Après l'augmentation de 1,1 pour cent du salaire social minimum au 1^{er} janvier 2019 et celle projetée de 0,9 pour cent, le montant brut du salaire social minimum est augmenté de quelque 41 euros et celui du salaire social minimum pour salariés qualifiés de quelque 49 euros par mois. Ces augmentations brutes sont soumises aux cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu et conduisent ainsi à une augmentation nette variant entre 30,82 euros et 39,48 euros suivant classe d'impôt et mode de retenue d'impôt sur traitements et salaires. Le CISSM de 70 euros, qui, pour les salariés concernés, s'ajoute au crédit d'impôt pour salariés, fait en sorte que chaque salarié rémunéré au salaire social minimum bénéficie d'une augmentation nette d'au moins 100 euros par mois. Afin que des salariés disposant de salaires légèrement plus élevés que le salaire social minimum pour salariés qualifiés ne soient pas exclus de la mesure, et toucheraient de ce fait une rémunération nette moindre que ceux rémunérés au salaire social minimum, il est prévu de diminuer linéairement le CISSM de 70 à 0 euros pour des salaires bruts mensuels passant de 2 500 euros à 3 000 euros.

- Recommandations

Recommandations en matière de gouvernance

- Reconnaisant le caractère transversal de la digitalisation, la Commission des Finances et du Budget (ci-après COFIBU) plaide pour une utilisation conséquente des nouvelles technologies de communication afin de doter le Luxembourg d'une administration encore plus efficiente au service des citoyens, d'une part, et afin de simplifier les procédures administratives, d'autre part.

- Soucieuse de la dimension intersectorielle de la digitalisation et de la nécessité d'une coordination à large échelle, elle appuie l'idée de l'institution d'un Haut-comité de la transformation digitale réunissant tous les acteurs publics et privés concernés afin d'améliorer la gouvernance en ce domaine porteur d'avenir.

- Afin de renforcer l'attractivité du site luxembourgeois, la COFIBU estime que le Haut-comité de la transformation digitale se devra d'identifier les nouveaux créneaux qu'offre la digitalisation et d'analyser, dans une approche prospective, les évolutions récentes et actuelles du phénomène numérique.

- La COFIBU suggère de promouvoir, au niveau de l'administration publique, le développement de services attractifs permettant un traitement sécurisé et rapide des demandes des citoyens, des entreprises et autres acteurs tout en favorisant le partage des données.

- Elle propose par ailleurs de développer davantage la numérisation des services publics et des procédures administratives en sensibilisant de manière conséquente les usagers potentiels tout en rassemblant l'intégralité des services en question sur un même portail.

- Face à l'exigence de promouvoir des services personnalisés, la COFIBU recommande tout particulièrement d'accélérer la transition numérique des petites et moyennes entreprises et de les orienter de manière plus ciblée dans leurs choix en matière de cyber-sécurité, de technologie et de communication digitale.

- Afin de lutter contre les clivages numériques, elle conseille de renforcer l'accompagnement pédagogique des usagers de la Toile qui éprouvent de sérieux problèmes à profiter des services en ligne, notamment les personnes âgées, les personnes n'ayant pas ou guère de qualifications professionnelles et les citoyens à revenu faible.

Recommandations en matière de fiscalité et de dotations de fonds

- La COFIBU plaide pour un renforcement des ressources humaines au service des administrations fiscales, une simplification des règles fiscales et l'accélération des efforts de digitalisation, notamment dans l'intérêt des contribuables.

- Vu l'effondrement des recettes de la TVA émanant du commerce électronique, elle suggère de diversifier les sources de financement du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) en les orientant vers la finance dite responsable. En cas de plus-values budgétaires, la COFIBU propose d'en affecter, à côté de la dotation supplémentaire des fonds d'investissements publics, une partie au FSIL.

Recommandations en matière d'analyse macroéconomique

- La COFIBU constate que des problèmes se posent en relation avec la méthodologie d'estimation du produit intérieur brut (PIB). Elle remarque également que les données statistiques servant à la formulation des anticipations macroéconomiques ainsi qu'à l'estimation de l'évolution du solde structurel ne sont pas fiables dans tous les cas. C'est pourquoi la COFIBU, tout en reconnaissant les problèmes de volatilité macroéconomique que rencontre un pays de petit espace extrêmement ouvert sur l'étranger, tel le nôtre, recommande au Gouvernement d'élucider, dans la mesure du possible, les questions de nature méthodologique propres à la détermination du PIB afin de rapprocher les prévisions davantage de la réalité.

- Dans cet ordre d'idées, la COFIBU conseille d'approfondir l'analyse macroéconomique en raffinant la simulation des chocs exogènes (guerres commerciales, flambée des prix pétroliers, régulations nouvelles dans le secteur financier, etc.) sur le solde des administrations publiques.

Recommandations en matière de santé

- La COFIBU plaide pour la promotion d'une médecine des « 4P » (préventive, prédictive, personnalisée et de précision) capable de détecter des maladies avant leur apparition, de prédire la réponse à un traitement ou encore d'identifier des liens et problématiques inconnus. Dans le respect de la protection des données du patient et du secret médical, il s'agira de clarifier les responsabilités des différents acteurs et de promouvoir les formations spécifiques facilitant la maîtrise, par les professionnels de santé, des nouvelles technologies digitales. C'est pourquoi la COFIBU, consciente du défi de l'implémentation concrète des systèmes digitaux, estime que le Gouvernement se devra de mettre en œuvre un cadre légal et technique facilitateur de la transformation numérique tout en protégeant la sphère privée et les droits du patient. Elle propose donc de mettre en place une infrastructure publique sécurisée et d'encourager, si besoin en était, les partenariats appropriés avec les prestataires de solutions industrielles en la matière.

- Dans ce contexte, la COFIBU recommande en particulier d'accélérer la mise en œuvre d'un dossier de soins partagés (DSP) - dans le respect des données personnelles - ainsi que la mise à jour



des logiciels à disposition des prestataires de soins afin d'échanger en sécurité les informations médicales de manière anonyme et efficiente en vue d'approfondir la recherche sur les maladies graves tout en tâchant de mieux maîtriser les dépenses de la sécurité sociale. Enfin, les potentiels de la transformation numérique devront être utilisés afin d'améliorer la gestion des hôpitaux et la qualité des soins.

Recommandation en matière de suivi et d'analyse des politiques gouvernementales

- La COFIBU conseille de soumettre les différentes politiques gouvernementales engagées depuis un certain nombre d'années à une analyse critique afin de procéder, si nécessaire, à des corrections de tir, voire à des réformes. Elle plaide en outre pour un renforcement du contrôle parlementaire des grands projets d'infrastructure dépassant le coût estimatif de dix millions d'euros en intégrant, dans les évaluations et bilans financiers soumis pour avis à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, les projets de construction dans lesquels l'État intervient par une subvention plafonnée.

Recommandation concernant la place financière

- Face aux défis de la transition numérique, elle insiste pour que le Gouvernement anticipe les risques et les potentialités inhérents aux nouvelles technologies (« chaîne de blocs », big data, intelligence artificielle, etc.) quant à l'évolution des activités financières, la transformation de leurs techniques respectivement de gestion et de stockage de données ainsi que les changements inévitables des profils professionnels qui en résulteront.

Recommandations en matière d'« éthique et digitalisation »

- Consciente du fait que la transformation numérique est à l'origine de questions de nature éthique et sociétale, la COFIBU estime qu'il serait indiqué d'étudier, en collaboration étroite avec les milieux académiques les plus divers, les enjeux soulevés par l'intelligence artificielle et la digitalisation.

- Elle suggère donc d'approfondir, dans le cadre d'un débat domestique et en ayant recours, le cas échéant, à des expertises nationales (université ou autres institutions de recherche) et internationales, les réflexions et questionnements en ce domaine complexe tout en y associant, dans une perspective pluraliste, tous les acteurs concernés de notre pays afin de formuler des recommandations à l'adresse des décideurs tant publics que privés.

Recommandations en matière de gestion de la dette et des participations par l'État

- Ayant bien noté que le Gouvernement se propose de dynamiser la gestion de la dette publique et des liquidités dans une perspective de financements encore plus responsables et face aux changements climatiques annoncés, la COFIBU recommande d'examiner l'idée de l'émission d'un emprunt obligataire de type « sustainable finance » aux fins d'affermir la position du Luxembourg comme pôle d'excellence à l'échelle mondiale.

- En outre, elle accueille favorablement la mise en place d'un comité de coordination des participations, lequel aura pour mission d'effectuer une analyse du portefeuille des participations directes et indirectes de l'État et de formuler des propositions visant à améliorer la gestion de ce portefeuille.

Budget pluriannuel 2018-2022

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022

Depuis le vote de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de l'encadrement législatif dans le domaine des finances publiques. Elles ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des 3 secteurs de l'Administration publique : État, administrations locales et administrations de sécurité sociale. Ces orientations pluriannuelles s'insèrent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

La loi de programmation pluriannuelle a pour mission principale d'arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'Administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Elle a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

La programmation financière couvre une période mobile de cinq ans comprenant l'année en cours et les quatre années suivantes, donc la période 2018 à 2022 pour le présent projet de loi.

Le solde nominal des administrations publiques évolue comme suit, au titre de la période 2018-2022 (article 2) :

	2018	2019	2020	2021	2022
En % du PIB	2,6 %	1,0 %	1,4 %	1,5 %	2,0 %
En millions d'euros	1.514	632	876	1.002	1.449

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2018 à 2022 (article 3) :

En % du PIB	2018	2019	2020	2021	2022
- Administration centrale	0,2 %	-1,1 %	-0,8 %	-0,7 %	-0,1 %
- Administrations locales	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %
- Administrations de sécurité sociale	1,8 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %
- Administrations publiques :					
- Solde nominal	2,6 %	1,0 %	1,4 %	1,5 %	2,0 %
- Solde structurel	2,6 %	0,9 %	0,8 %	1,1 %	1,8 %

Dépôt des projets de loi 7450 et 7451 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.03.2019

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14.01.2019 Désignation d'un rapporteur du projet de loi 7450

05.03.2019 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministère des Finances, le Directeur de l'IGF et des représentants du Trésor

Présentation du budget du département Finances

07.03.2019 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Désignation d'un rapporteur du projet de loi 7451

08.03.2019 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises

- 11.03.2019 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
- 15.03.2019 Échange de vues avec les représentants de la CSSF
- 18.03.2019 Entrevue avec les représentants de l'Administration des contributions directes au sujet de plusieurs articles du projet de loi
- 21.03.2019 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS
- 25.03.2019 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques (CNFP)
- 26.03.2019 Présentation de l'avis de la Cour des comptes
- 29.03.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État (articles relatifs à la fiscalité)
Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
- 01.04.2019 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 05.04.2019 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg
- 17.04.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Marc Angel) :

03.04.2019 Présentation et analyse de la partie concernant le Ministère des Affaires étrangères et européennes (volets Affaires étrangères et européennes, Immigration, Coopération et Action humanitaire)

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Présidente : Mme Tess Burton) :

21.03.2019 Présentation par Monsieur le Ministre des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission de la Culture

(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

14.03.2019 Examen du volet budgétaire de la Culture

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

19.03.2019 Présentations et échanges de vues avec Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation (volet Digitalisation) ainsi qu'avec un représentant du Service des Médias et Communications du Ministère d'État (volet Médias et Communications)

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.03.2019 Examen des volets Éducation nationale, Enfance, Jeunesse, Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

03.04.2019 Présentation des volets relevant de la compétence de la Commission

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président : M. Alex Bodry) :

19.03.2019 Présentation et examen du projet de budget du Ministère d'État concernant la Commission

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

02.04.2019 Présentation par M. le Ministre de la Santé des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

21.03.2019 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'IGSS

Vote du projet de loi 7450 en séance publique : 25.04.2019

Loi du 26 avril 2019

Mémorial A : 2019, n° 274, page 1

Vote du projet de loi 7451 en séance publique : 25.04.2019

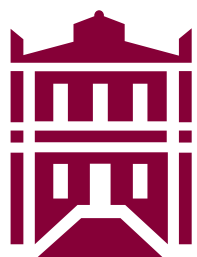
Loi du 26 avril 2019

Mémorial A : 2019, n° 276, page 1

Le saviez-VOUS ?

POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est l'autorité qui édicte les lois. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés.



Sommaire

- 1.** Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
 - 2.** Hommage à la mémoire de M. Jean Goedert, député honoraire
- M. Fernand Etgen, Président
 - 3.** Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar
- M. Laurent Mosar
 - 4.** 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :
 - 1° le Code de la sécurité sociale ;
 - 2° le Code du travail ;
 - 3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - 4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
 - 5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - 7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;
 - 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
 - 9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;
 - 10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;
 - 11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)
et
Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)
 - Discussion générale (suite) : M. Gast Gibéryen (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Roy Reding, Mme Josée Lorsché et M. Fernand Kartheiser) - M. Marc Spautz (dépôt des motions 3 à 9 et des propositions de loi 7434 à 7438) - M. Claude Haagen (interventions de Mme Martine Hansen, M. Michel Wolter et M. Marc Lies) - M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 10 à 12) (interventions de M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen) - Mme Josée Lorsché (fait personnel) (intervention de M. Alex Bodry) - M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Josée Lorsché et M. Mars Di Bartolomeo)
 - Prises de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen et M. Michel Wolter)
 - Parole après ministre : M. Gilles Roth - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - 5.** 7330 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017
 - Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire : Mme Diane Aehm
 - Discussion générale : M. Eugène Berger - M. Alex Bodry - M. Charles Margue - M. Gast Gibéryen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 6.** 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :
 - 1° le Code de la sécurité sociale ;
 - 2° le Code du travail ;
 - 3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - 4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
 - 5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - 7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;
 - 8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
 - 9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;
 - 10°** la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;
 - 11°** la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)
- 7451** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)
et
Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)
 - Vote sur l'amendement 1
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7450 et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7451 et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1 : M. Eugène Berger
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Motion 2 : M. David Wagner - M. Michel Wolter - M. Alex Bodry (intervention de M. Michel Wolter) - M. Gast Gibéryen (intervention de M. Alex Bodry) - M. Eugène Berger (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Motion 3 : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Fernand Kartheiser - M. Eugène Berger - M. Marc Spautz - M. Marc Baum
 - Vote sur la motion 3 (rejetée)
 - Motion 4 : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Marc Spautz - M. Eugène Berger - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur la motion 4 (rejetée)
 - Motion 5 : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Eugène Berger)
 - Vote sur la motion 5 (rejetée)
 - Motion 6 : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur la motion 6 (rejetée)
 - Motion 7 : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique (intervention de M. Eugène Berger) - M. Marc Spautz - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Roy Reding et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Eugène Berger - M. Marc Baum - M. Marc Goergen (intervention de M. Eugène Berger)
 - Vote sur la motion 7 (rejetée)
 - Motion 8 : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur la motion 8 (rejetée)
 - Motion 9 : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - Mme Martine Hansen - M. Marc Baum
 - Vote sur la motion 9 (rejetée)
 - Motion 10 : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum
 - Vote sur la motion 10 (rejetée)
 - Motion 11 : Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen
 - Vote sur la motion 11 (rejetée)
 - Motion 12 : M. Alex Bodry - M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Franz Fayot (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Franz Fayot, M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen)
 - Vote sur la motion 12 (rejetée)
 - 7.** 7419 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2017
 - Rapport de la Commission des Comptes : M. Marc Lies (dépôt de la résolution)
 - Discussion générale : Mme Lydia Mutsch
 - Vote sur la résolution (adoptée)
 - 8.** Résolution concernant les comptes de l'exercice 2017 de la Cour des comptes
 - Exposé : Mme Diane Aehm (dépôt de la résolution)
 - Vote sur la résolution (adoptée)
 - 9.** Résolution concernant les comptes de l'exercice 2017 du Médiateur
 - Exposé : Mme Diane Aehm (dépôt de la résolution)
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, Här President.

2. Hommage à la mémoire de M. Jean Goedert, député honoraire

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dir Damen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat déiwem Bedauere muss ech lech matdeelen, datt ee vun eise fréiere Kolleegen,

de Jean, genannt Jängi Goedert de 4. Abrëll am Alter vun 93 Joer verstuerwen ass.

Hien ass zu Konsdref gebuer ginn an huet och do seng Primärschoul gemaach. No senger Studien am lechternacher Kolléisch, déi hie wéinst dem Krich huet missen ënnerbriechen, huet hie Medezinn studéiert mat enger Spezialisatioun an der Chirurgie an an der Urologie.

No sengem ofgeschlossene Studium war hien dunn och Urolog an der Elisabetherinnklinik zu Lëtzebuerg, wou hien och medezinneschen Direkter war a beim Opbau vun der Häerzchirurgie gehollef huet. Hie war och beim Bau vum Centre hospitalier engagéiert an huet sech fir e Spidol um Kierchbiérg agesat. Des Weidere war hie maassgeblech dru bedeelegt, datt d'Stad Lëtzebuerg e SAMU-Déngscht kritt huet. Och konnt hie seng berufflech Erfahrungen als President a Member vum Verwaltungs-

rot vun der Ligue médico-sociale, fréier Ligue luxembourgeoise contre la tuberculose, asetzen.

Seng politesch Carrière huet 1964 mat der Gemengepolitik an de Reie vun der CSV ugefaangen. Hie war Member vum Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg bis 1979 an duerno Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg, wou hie fir den Urbanismus an de soziale Wunnengsbau zoustänneg war. Hien huet sech staark fir d'Starter Leit agesat, fir hinnen eng besser Liewensqualität unzibidden. Dank him goufen ënner anerem d'Quartiere Pafendall a Gronn restauréiert, d'Foussgängerzon an der Uewerstad agefouert, nei Bauplaze speziell fir Sozialwunnengen geschaaft an d'Rocade de Bonnevoie ass entstanen.

Den Dokter Jean Goedert sot: „Fir mech ass de Beruff ëmmer virgaangen. Politik war ugangs-

just Fräizäit.“ Dowéinst ass hien eréischt 1979 an d'Nationalwahlen matgaangen. Hie gouf dunn och direkt an d'Chamber gewielt, wou hie säi Mandat zéng Joer laang ausgeübt huet.

An der Chamber war hie Vizepräsident vun der Commission des Transports, des Travaux publics et de l'Énergie, Member vun der Commission des Comptes, Member vun der Commission de l'Économie et des Classes moyennes a Member vun der Commission du Travail, de la Sécurité sociale, de la Santé et de la Famille.

Nieft senger politescher Carrière war hien awer och nach an anere Beräicher engagéiert, wéi

zum Beispill am Tourismus, wou hie vun 1968 bis 2004 President vum fréiere Syndicat d'initiative et de tourisme de la ville de Luxembourg war.

Ville Leit wäert den Dokter Jean Goedert feelen. Senger Famill gëllt eist opriichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewëssheet, datt mir de Verstuerwenen a beschter Erënnerung behale wäerten.

Loosse mer opstoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

Ech géif dann dem honorabelen Här Laurent Mosar d'Wuert ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ganz schnell, just fir den Depot ze maache vun enger Proposition de loi iwwer nohaltig Finanzen.

7433 - Proposition de loi pour une finance durable et modifiant la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Ech ginn lech Akt vum Depot vun Ärer Proposition de loi.

4. 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le Code du travail ;

3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Moie mat den Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2019 an iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2018 bis 2022 souwéi iwwert de Stabilitäts- a Wuesstumsprogramm PSC an den Nationale Reformprogramm weider.

Éischtens ageschriwwene Riedner fir haut ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, ech ginn lech d'Wuert.

Discussion générale (suite)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn elo zwee Deeg hier, datt mer déi traureg Noricht vum Doud vum Grand-Duc Jean erfuer hunn. D'Temoignagen, déi aus dem Ausland wéi och massiv hei aus dem Land komm sinn, waren enorm, wat d'Zuel ubelaangt, a se all hunn de Grand-Duc Jean als e grouss Statsmann, e feinen an éierleche Mënsch bezeechent, dee säi ganz Liewen an den Déngscht vun eisem Land a senge Bierger gesat huet an deen, wéi eise fréiere Statsminister, de Jean-Claude Juncker et ausgedréckt huet, en „parcours sans faute“ gemaach huet.

Am Numm vun der ADR wëll ech mech all deenen Temoignagen uschlëssen an eisem Grand-Duc Henri an der ganzer groussherzoglecher Famill onst Bäileed an dese schwéiere Stonnen aussprieche an hinne soen, datt mir de Grand-Duc Jean ni wäerte vergiessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et hu scho vill Riedner et viru mir gesot, datt eise Grand-Duc Jean e Mann war, dee grouss op déi demokratesch Prinzipie gehalen huet an duerfir och sécher Versteedemeh hätt, datt mer des Woch hei an der Chamber eis parlamentaresch Aarbechten esou weiderféieren, wéi dat vun eis verlaangt gëtt, virun allem, well mer wëssen, datt dee Budget, deen des Woch zur Diskussioun steet, den 1. Mee muss a Kraaft trieden.

Et ass e Budget, dee sech eigentlech op aacht Méint baséiert, well mer jo elo schonn am Abrëll sinn an en den 1. Mee a Kraaft trëtt. Et ass e Budget, dee sech op eng national an international gutt Economie ka baséieren, déi während Joren elo schonn hei am Land boomt. D'Fro, déi sech stellt: Hält dese Wuesstum un? Bleift e weider op deem Niveau, souwuel un internationale wéi un nationale Plang? D'Regierung geet dovunner aus.

De Wirtschaftswuesstum, op deen d'Chiffere sech bezieen, dee geet vun engem Wuesstum aus vun 3 % bis 3,5 %. Wa mer awer d'Entwécklung kucken, wéi se soss ass niewent eisem Land, a mir kucken zum Beispill d'Eurozon, da geet de Statec dovun aus, datt 2019 d'Eurozon 1,6 % wüsst, 2017 (veuillez lire : 2020) 1,7 %, 2021 1,8 %, 2022 1,9 %. D'EU-Kommissioun geet dovun aus, datt d'Eurozon 2019 méi lues wüsst: 1,3 %. An d'OECD geet dovun aus, datt se nach méi lues wüsst: 1 %.

Lëtzebuerg soll awer wuessen 3 % 2019, 3,8 % 2020, 3,5 % 2021 an 3 % 2022. Mir ginn also dovun aus, datt Lëtzebuerg och dës Joer an déi nächst Jore praktesch ëm dat Duebelt wüsst, wéi de Wuesstum an der Eurozon ass. Et kann een nëmmen hoffen, datt de Statec sech net geiert huet, well d'Chiffere vun der Regierung, an dat ass normal, déi baséieren op de Chifferen, déi de Statec virleet.

Et muss een awer wëssen, datt eis däitsch Noperen, déi am Fong eise gréissten Handelspartner sinn, d'lescht Woch hire Wuesstum fir dës Joer 2019 vun 0,9 % op 0,5 % erofgesat hunn. Et ass also eng grouss Differenz tëschent hinnen an eis, wa mer dat wëssen.

Awer och d'Avisen, déi mer vun aneren Institutione kritt hunn, si skeptesch vis-à-vis vun deem Wirtschaftswuesstum a sinn awer och skeptesch vis-à-vis vun deene Chifferen, déi am Budget stinn. Mir wëssen, datt dat ëmmer eng gewësse Virwëtzttut ass, wa mer Chifferen an de Budget asetzen. Mä ech weess awer och, an dat sollt ee fairerweis soen, datt mer an de leschte Jore vun eise Verwaltungen an der Regel Chiffere kritt hunn, déi sech herno als richtig erausgestallt hunn. Déi Chifferen, déi mer elo kritt hunn, déi si jo och vun de Verwaltungen komm, an et kann een nëmmen hoffen, datt se sech dann och dës Joer als richtig erausstellen.

Mä ech mengen, et muss een awer wëssen, datt dese Budget an och vläicht déi nächst Budgeten eng Rei vu Risikoe beinhalten.

De Brexit, do wësse mer net, wou et higeet, mat oder ouni Accord, a wat d'Konsequenzen an deem Engen oder anere Fall sinn, d'Konsequenze fir eis Economie, d'Konsequenze fir de Budget. Wat bedeit dat herno, wann d'Veereenegt Kinnekräich näischt méi an den EU-Budget bezilt? Wéi gëtt dee Verloscht ausgeglaach?

Mir sinn der Meinung, datt d'Europäesch Union sech dann och misst där neier Decken no strecken an datt net de Verloscht vun den EU-Bäitrag vu Groussbritannien op déi aner Länner ofgewéckelt gëtt. Mä international Konflikter, international Handelskriecher, Protektionismus, d'Entwécklung vun de Boursen a vun den Zënzen, dat sinn alles Froen, wou haut kee kann eng kloer Äntwert drop ginn. An duerfir menge mir, et wier Virsicht gebueden.

Mä nieft der ekonomescher Entwécklung muss een awer och d'Entwécklung vun de Statsfinanze vun deene leschte Joren analyséieren. An hei wëll ech just zwou Steieren eraushuelen:

bei de Betriber d'Kollektivitätssteuer a bei de Salariéen d'Lounsteuer fir d'Salariéen an d'Pensionären.

Wann ech d'Kollektivitätssteuer vun de Betriber huelen, da muss ee wëssen, datt dat eng Steuer war, déi quasi véier, fënnef, bal sechs Joer bei 1,5 Milliarden d'Joer stagnéiert huet. An eréischt am Joer 2016 op 2017 hu mer eng Progressioun kritt vun 1,6 Milliarden op quasi 2 Milliarden a vun 2017 op 2018 eng Progressioun op 2,34 Milliarden. Dat heescht also, fënnef, sechs Joer Stagnation bei 1,5 Milliarden an da während zwee Joer eng Progressioun vu 740 Millionen oder 47 %, ëm déi d'Steier bannent zwee Joer geklommen ass.

A wa mer da bei d'Lounsteuer higin, do hu mer déiselwech Progressioun och vu 740 Millionen, mä do hu mer dräi Joer gebraucht, fir déi Progressioun ze kréien. A well do d'Zomm vill méi héich ass, sinn et da keng 47 %, mä 23 %, déi d'Zuel vun der Lounsteuer bannent dräi Joer an d'Luucht gaangen ass, vun 3,2 Milliarden op ronn 4 Milliarden am Joer 2018, wat also och eng Progressioun ass.

Déi zwou Steieren eleng hu während zwee, an d'Lounsteuer mat bäigerechent während dräi Joer ronn annerhalft Milliard weider an de Statsbudget bruecht. Dat ass en enormen Zouwuess, dee mer an där Form ni virdrun hei zu Lëtzebuerg kann hunn, datt zwou Steieren eleng esou vill Zouwuess an zwee, dräi Joer bruecht hunn.

Eng kloer Analys, wéi et méiglech ass, datt déi Steieren an esou enger kuerzer Zäit esou massiv an d'Luucht gaange sinn ... Well et muss ee wëssen, datt all déi Prognosen, déi mer déi Jore virdrun opgestallt hunn, d'Budgeten defizitär gesinn hunn. A wa mer haut aus dem Defizit erauskommen a liicht erauskommen d'lescht Joer, dann ass et virun allem d'Augmentatioun vun deenen doten zwou Steieren, déi kee virusgesinn hat an deem Mooss, wat d'Statsfinanze an den Equiliber bruecht huet.

A wann een da kuckt - et muss ee jo eng Analys maachen, firwat datt déi Steieren do esou staark Progressioun hunn -, da war et sécherlech déi gutt national an international Konjunktur, déi do matgespillt huet. Mä mir mengen awer och, an dat ass ons och vun der Steiervaltung gesot ginn, datt déi informatiséiert Steiererklärungen, déi d'Betriber mussen maachen, derzou gefouert hunn, datt d'Steiererklärungen elo éischtens méi séier gemaach ginn, wat d'Zäit ubelaangt, an datt se dann och direkt, wa se eraginn, déi Zomm bezuelen, déi op der Deklaratioun steet, datt dat also vill Sue sinn, déi vill méi séier an d'Statskeess erakomm si wéi an de viregte Joren. A wann dat de Fall ass, dann ass jo och kloer, datt an där Zäit hannendrun am Kader vun den Dekonten Sue wäerten erakommen.

Dat ass eis och zum Deel esou vun der Steiervaltung erkläert ginn. An et ass souguer gesot ginn, datt verschide Steieren um Schluss vum Joer erakomm sinn, virun allem wat d'Immobilien ubelaangt, déi emol net alleguer konnten am Dezember nach ofgerechent ginn, mä datt déi am Fong op dës Joer eriwwegeholl gi sinn, wat da vläicht och eng Erklärung ass, datt mer an deenen éischte Méint vun dësem Joer och nach wäerte Steiererechten hunn.

Den Här Finanzminister huet eis gëscht gesot, datt déi éischt dräi Méint relativ gutt ausgefall wieren a souguer nach eng Progressioun wier vis-à-vis vun den éischten dräi Méint vun leschte Joer, woubäi ee muss wëssen, datt d'lescht Joer déi ganz staark Progressioun am Fong eréischt an deene leschte sechs Méint de Fall war.

Dat ass also do mat Virsicht ze genéissen a mir mussen kucken am Laf vun dësem Joer, wéi dat sech entwéckelt. Sécherlech ginn déi Progressiounen net méi an deem Sënn weider. Duerfir ass och am Budget eng liicht Diminutioun vun de Chifferen agesat ginn, eng gewësse Virsicht. An et ass ze hoffen, datt mer dann och zum Schluss vum Joer bei deene Chifferen erauskommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer also elo gesinn, wat fir eng Progressioun mer an de Steieren hunn an datt mer den Exercice 2018 mat engem Benefiss ofschlëssen, dann hat ee sech am Fong erwaart, datt mer an enger Zäit, wou d'Konjunktur esou héich ass, wou d'Statsfinanze eigentlech am Equiliber sinn, datt mer dës Joer e Budget hei presentéiert krien, deen och am Equiliber wier, mat dem Zil, datt, wann dat Joer dann um Enn ass, well de Budget jo an der Regel ëmmer besser ausgeet bei de Konten, wéi en an de Previsiounen am Budget war, datt een zum Schluss vum Joer 2019 méi e groussen Iwwerschoss erëm hätt.

Mä de Budget hei ass presentéiert mat engem Defizit vu 650 Millionen, wat eiser Meinung no onverantwortlech ass vis-à-vis vun der ekonomescher a finanzieller Situatioun.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wa mer kucken, datt mer des kéier fir d'Éischt déi europäesch Berechnung geholl hu wat de Budget ubelaangt, de SEC 2010, da muss mer wëssen, an dat huet de Finanzminister jo och hei bei der Presentatioun gesot, wa mer nach déi national Kontabilitéit geholl hätten, wéi et fir déi Budgete virdrun alleguer de Fall war, da wier den Defizit 200 Millionen méi héich. Wa mer also e Verglach maache mat de Budgete vun deene Jore virdrun, da sinn et keng 650 Millionen, mä 850 Millionen. Mä opgrond vun deem neien europäesche Berechnungsmodell sinn et der da 650, an an Zukunft geet et jo dann och an déi Richtung virun.

Ech wëll awer och fairerweis soen, datt mer an der Finanzkommissioun alleguer gesot hunn, datt mer mussen dovun ewechkommen, fir ëmmer mat deenen zwee Systemer parallel ze fieren, wou déi eng iwwert den europäeschen, déi aner iwwert déi national Kontabilitéit fieren. An deejéinegen, deen dat huet missen no-lauschteren, fir deen ass et nach méi komplizéiert komm, wéi et schonn de Fall war.

Et hätt also eiser Meinung no missen eng Missioun vum Stat sinn, bei dëser Konjunktur de Budget am Equiliber ze presentéieren, wéi gesot, fir beim Kont duerno d'Zil ze hunn, fir en Iwwerschoss ze realiséieren, dee mer dann eiser Meinung no hätte missen oder missten op den Zukunftsfong iwwerweisen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An der Vergaangenheet ass deen Zukunftsfong och gespeist ginn, an der Regel mat 50 Millionen d'Joer, wat awer geléinte Sue waren, well dee Budget jo am Defizit war, a wat fir eis am Fong e Paradox war: datt mer engersäits Sue geléint hunn, fir se op en Zukunftsfong ze setzen. A spéiderhin, vu datt mer eis Scholde jo, wat d'Kapital ubelaangt, net zrëckbezuelt hätten, kënnen dann eben an 10, 20 Joer déi kommand Generatiounen déi Suen, déi mer op d'Säit geholl hunn, huele fir déi Suen, déi Schold, déi mer gemaach hunn. Dat war u sech e Paradox.

Eiser Meinung no muss en Zukunftsfong gespeist gi vun Iwwerschëss. Mam Zukunftsfong soll ee Scholden zrëckbezuelen oder et soll een higoen a se op d'Reserve leeën. D'Scholden, mir wëssen, wann déi oflafen, da gi se erëm verlängert. A vu d'Situatioun, wéi se haut ass, kritt de Stat jo do en onwahrscheinlech favorabelen Zënssaz, soudatt am Abléck drop gesat gëtt, fir d'Scholden dann einfach erëm ze verlängeren, wat d'Kapital ubelaangt, mat méi niddregen Zënzen.

Duerfir proposéiere mir an enger Motioun, Här President, déi ech lech heimadder ginn, datt mer den Iwwerschoss aus dem Joer 2018, déi 121 Millionen, sollen op den Zukunftsfong setzen. Dat ass Realpolitik, datt ee soll kucken, e positiven Ofschloss ze kréien an déi Suen op d'Säit ze setzen. An duerfir déi Motioun do.

Motion 2

D'Chamber stellt fest,

- datt de Budget vun 2018 viraussichtlech en Iwwerschoss vun 121 Millionen Euro opweist;

- datt dësen Iwwerschoss op déi aussergewéinlech weltwäit Konjunktur zrëckzeféieren ass;

- datt den Zukunftsfong (Fonds souverain intergénérationnel) agefouert ginn ass, fir den zukünftige Generatiounen bei eventuelle wirtschaftlechen oder finanzielle gréissere Problemer eng Reserv zur Verfügung ze stellen;

- datt grad an Zäiten, wou d'Statsfinanze gutt sinn, den Zukunftsfong soll gespeist ginn,

fuerdert d'Regierung op,

- den Iwwerschoss vum Budget 2018 integral an den Zukunftsfong ze iwwerweisen.

(s.) Gast Gibéryen.

D'Scholden u sech, Här President, d'Scholden u sech, déi klamme weider. Och dese Budget huet erëm en Emprunt virges vun enger Milliard, deen awer net muss onbedéngt opgeholl ginn. D'Fro, déi mer ëmmer erëm stellen: Wat geschitt mat deenen autoriséierten Emprunten, déi awer net opgeholl ginn?

D'Regierung argumentéiert, déi géifen autoriséiert bleiwen, och iwwert d'Budgetjoer eraus. An der Cofibu, der Finanzkommissioun, hu mer vum Finanzminister eng Tabell kritt, wou eis am Fong opgefouert gëtt, wat fir eng Emprunten autoriséiert si ginn, wat dovunner gebraucht ginn ass a wat nach net gebraucht ginn ass.

Am Joer 2015 ass en Emprunt autoriséiert gi vun 1,5 Milliarden. Deen ass net benotzt, déi besteet also nach, déi Autorisation. 2016 ass erëm een autoriséiert gi vun 1,5 Milliarden, 1,150 Milliarde sinn opgeholl ginn, 350 Mil-

lioune bestinn nach autoriséiert. 2017 ass eng Milliard autoriséiert ginn, et ass eng Milliard opgehooll ginn. 2018 ass eng Milliard autoriséiert ginn an et ass keng opgehooll ginn. An 2019 elo gëtt erëm eng Milliard autoriséiert, wou mer och net wëssen, ob déi opgehooll gëtt. Iwwert déi fënnf Joer huet d'Chamber also sechs Milliarden Emprunten autoriséiert, dovu si bis elo 2,8 Milliarden opgehooll, also bleiwen 3,2 Milliarden, déi autoriséiert sinn, déi d'Regierung dann theoretisch nach kéint ophuelen.

Firwat? Wa mer also kucken, dass no dem Vott vun dësem Budget d'Regierung nach 3,2 Milliarden huet. D'Argumentatioun ass gewiescht an der Finanzkommission, dass gesot ginn ass, well en Deel vun de Leit an der Finanzkommission der Meenung sinn, dass, wann de Budget ofgeschloss ass an den Emprunt wier net geholl ginn, dass en da verfält. D'Regierung huet argumentéiert, dass ee sollt eng Reserv vu méiglechen Emprunte fir Noutsituatiounen am Land hunn.

Mir als ADR sinn domat d'accord, dass mer esou eng Reserv maachen, dass mer esou eng Reserv hunn, wann eng Kéier eng gréisser kuerzfristeg Situatioun kënn - mir kënnen eis erënnere, mir haten dat eng Kéier, wéi eng Bank huet misse gerett ginn -, fir dass dann de Stat och kéint kuerzfristeg op en Emprunt zréckgräifen. Mä mir géifen awer mengen, dass et dann awer besser wier, mir géifen als Chamber e Spezialgesetz maachen a mir géife soen: „Ma hei, mir autoriséieren zwou oder dräi Milliarden, déi eben d'fir eng Noutsituatioun, wann déi gebraucht ginn.“

Do kann een och eventuell sech da Regele ginn, wéi d'Chamber mat agebaut gëtt - dat muss net a Sëtzunge sinn, dat kann a Kommissiounssëtzunge sinn -, wou dann eben esou eng Reserv an enger Noutsituatioun ka gebraucht ginn. Mä dass een dann op där anerer Säit an de Budgete just déi Emprunten asetzt, déi ee brauch, fir de Budget an den Equilibre ze bréngen. A wa se dann och net gebraucht ginn, dass se dann erëm verfallen.

Ech mengen, dann hätt een eng kloer, transparent Situatioun iwwer autoriséiert Emprunten. An déi Situatioun, wéi mer se elo hunn, dass ass eiser Meenung no keng gesond Situatioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et gëtt also fir eis opgrond vun der finanzieller Situatioun och duerfir keng Ursachen a kee Grund, fir Steuererhéijungen elo ze maachen, et sief, d'Regierung géif gär Steuererhéijungen elo maachen, fir déi Suen erëmzékriegen, déi se virun de Wahlen als kal Wahlkaddoe verdeelt huet, Kaddoen, déi kee Mënsch gefrot huet, mä déi awer de Statsbudget an Zukunft wäerte permanent beaachten. An dach ginn elo d'Pétrolspräisser gehéicht, een Cent beim Bensinn, een Cent (veuillez lire : zwoe Cent) beim Diesel vum 1. Mee un. An dat Ganzt geschitt am Kontext vum Klimawandel.

Wat de Bensinn ubelaangt, ass deen, dee verbraucht gëtt hei zu Lëtzebuerg, am Joer 2017 vu 400 Milliounen op 450 Milliounen Liter eropgaangen. Dass ass eng Progressioun an engem Joer vun 12 % Méiverbrauch u Bensinn. Den Diesel ass vu ronn 2 Milliarden op 2,137 Milliarden eropgaangen. Dass ass eng Progressioun vu 7,4 % an engem Joer. Et ass also nach ni esou vill Bensinn an nach ni esou vill Pétrol hei zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, wéi dat 2017 - an dat sinn déi lescht Chifferen, déi mer kruten - de Fall war.

Den Tanktourismus, Här President, dee bléit hei zu Lëtzebuerg wéi nach ni zevir! An dat ob-schonn ons gréng Kolleegen an der Regierung sinn an dass se, wéi se an der Oppositioun waren, dem Tanktourismus de Krich ugedeit hunn. Do gesi mer, dass mat hirer Participatioun an der Regierung esou vill Diesel an esou vill Bensinn verbraucht gëtt, wéi dat nach ni hei am Land de Fall war.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä wat bréngt déi Erhéijung dem Stat dann elo un zousätzleche Recetten? Den Här Finanzminister schwätzt vun 2,5 Milliounen, also quasi eng käschtenneutral Operatioun. Mir erhéijen d'Präisser, mä et kënn näischt weider an d'Statskeess eran.

Aner Verwaltungen, déi soen, dass doduerch, dass mer déi zwoe Cent um Diesel eropginn, mer elo méi deier wiere wéi d'Belsch. An duerfir géifen 100 Milliounen Liter manner hei zu Lëtzebuerg getankt ginn an dat wier dann e Verloscht vu 75 Milliounen fir de Statsbudget.

Elo wësse mer net, ob hei de Statsminister, dee jo ëmmer seet, e géif op seng Verwaltungen, e géif op de Statec an op alles lauschteren, ob en hei net op seng Verwaltung gelauschert huet, well hie schwätzt vun engem Plus vun 2,5 Milliounen an d'Verwaltung schwätzt vun

engem Minus vu 75 Milliounen. Wien huet recht? De Minister oder d'Verwaltung? Ech hunn lech virdu gesot, Här President, dass d'Vergaangenheet gewisen huet, dass de Verwaltungen hir Estimatiounen an de leschte Joren ëmmer ganz no bei der Realitéit louchen.

Mä Fakt ass awer och - well dat heite gëtt jo am Kader vum Klimawandel gemaach, wéi dat och gëschter hei erkläert ginn ass -, dass déi Transaktioun, déi mer do maachen, déi Augmentatioun vun den Akzisen, dass domadder dem Klima awer och net déi Boun gedéngt gëtt, gehollef gëtt.

(**Interruption**)

Et gëtt keen eenzege Liter dofir manner getankt!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E gëtt vläicht hei zu Lëtzebuerg manner getankt. Mä da gëtt en an der Belsch weider getankt.

déi gréng schéngen also de Klimawandel un national Grenzen ze bannen. Dass ass mer eng nei Ideologie, déi ech nach net verstanen hunn. Dass heescht, d'Haaptsaach ass - fir de Klima, et gëtt näischt geännert! -, mä d'Haaptsaach ass, et ass net hei zu Lëtzebuerg getankt ginn. Dann tanke se eben an der Belsch, a Frankräich oder an Däitschland, da geet et dem Klima anscheinend besser! Dass musse se eis emol eng Kéier erklären, wéi dat geet.

Tatsaach ass, dass opgrond vun där grénger ideologescher Politik do d'Lëtzebuurger elo musse méi bezuele fir hire Bensinn a fir hiren Diesel an et ass näischt geschitt fir de Klima!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wann een da gesäit, wat dee gréngen Energieminister, den Här Turmes, de 27. März 2019 an engem „Tageblatt“-Artikel geschriwwen huet, ...

(**Interruption**)

... da versteet een dat, da versteet een dat! Den Här Turmes huet geschriwwen - et war e ganz interessanten Artikel ënnert dem Titel „Klimaland Luxemburg“ - an en huet zwou kloer Aussoen an deem Artikel gemaach. Déi éischt war iwwer d'Aarbecht vun der Gambia 1 an déi zweet ass, wéi hien, den Här Turmes, sech d'Klimapolitik hei zu Lëtzebuerg an Zukunft virstellt.

Zu 1, der Aarbecht vu Gambia 1, seet den Här Turmes am „Tageblatt“: „Laut Statistik sind wir“ - also „wir“ heescht Lëtzebuerg - „europäisches Schlusslicht, was den Anteil an erneuerbaren Energien betrifft“, gab Turmes zu.“ An da stellt e sech d'Fro: Wéi ass esou eppes méiglech, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Schlusslicht sinn, wou déi gréng fënnf Joer an enger Regierung sinn? Si hunn et emol net op déi zweetlescht Plaz geschafft!

(**Hilarité**)

Neen, mir sinn nach ëmmer déi Lescht an Europa, trotz grénger Participatioun an der Regierung. An da seet den Här Turmes e ganz flotte Saz: „Ich kann aber dabei ganz entspannt bleiben, ich war bisher kein Regierungsmitglied.“

(**Hilarité**)

Dat heescht, e seet ganz kloer: „Dat war déi Regierung virdrun!“ E seet ganz kloer: „Et ass eng Datz fir d'Gambia 1, déi dote Politik“, an et war eng flatsch an d'Gesicht, riets a lénks, vu senger Parteikolleegin, der Ëmweltministerin Carole Dieschbourg, déi hei vum Här Turmes zertifiziert krut, dass se fënnf Joer näischt gemaach hunn, dass mer d'Schlusslicht sinn an dass hien awer esou frou ass, dass en net an där Regierung derbäi war.

Dann zu 2, wéi d'Klimapolitik hei zu Lëtzebuerg an Zukunft sollt ausgesinn. Den Här Turmes seet: „Meine Aufgabe ist es, das Land ultraeffizient zu bekommen“, so Turmes. „Ein Weg dorthin führt über den Geldbeutel der Konsumenten.“!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gréng Politik! „... den Geldbeutel der Konsumenten. Diese Regierung muss die Besteuerung hochfahren“, sagte Turmes.“ An da gëtt et ganz interessant, da seet en: „Um zu verhindern, dass empörte Bürger sich der Gelbwestenbewegung anschließen, schlägt er kleine Schritte vor.“

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - „Wenn die Ökosteuer auf Raten eingeführt wird, werden es die Verbraucher nicht bemerken“, hofft Turmes.“!

► **M. Roy Reding (ADR).** - déi gréng halen d'Leit fir domm!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, fir wéi domm halen den Här Turmes an déi gréng d'Lëtzebuurger? Menge si, si kéinten

d'Steieren héichfueren, ganz lues, etappeweis, net driwwer schwätzen, kengem eppes soen - d'Leit mierken et just duerno -, a kee Mënsch am Land géif dat mierken? Fir wéi domm ...? Et gesäit een, dass den Här Turmes laang an Europa an an der Welt ronderëmgegeschtert ass an net vill vun der Realpolitik hei zu Lëtzebuerg matkritt huet, woubäi et, niewebäi gesot, jo politesch net ganz intelligent war, esou eng Ausso ze maachen. Dass heescht also, mir gesinn, haut kréie mer den éischte Schotz ganz leise, een, zwoe Cent geet se an d'Luucht, an déi nächst lues Schrëtt, déi komme bäi.

An ech soen lech, all Dir Lëtzebuurger, déi dobaussen nokuckt, Dir mierkt näischt dovun - Dir mierkt näischt dovun! -, well déi gréng hoffen dat zumindest, dass Der näischt dovunner mierkt. Wann elo hei alles gréng gëtt, dat gëtt deier, hu mer nach ëmmer gesot. Elo gëtt et nach méi deier, et gëtt ganz offiziell. Et ass just schued, dass d'DP an d'LSAP déi Politik ënnerstetzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - déi gréng maachen hei e Mëssbrauch mam Klimawissel a se demonstrieren en Aktivismus, fir de Leit e schlecht Gewëssen ze maachen a fir Suen aus der Keess ze huelen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Klimawandel a Liewensqualität ass all zweet Wuert, wat mer bei deene Gréngen an enger Ried héieren. Hei gëtt e Spill mat der Angscht gemaach, e Spill mam schlechte Gewësse gemaach.

Mä wéi ass dann elo d'Wierklechkeet vun deene Gréngen? Kommt, mir kucken emol Google, fir e rezent Beispill ze huelen!

Hu mer schonn eppes héieren, wat Google ubelaangt, mam Energieverbrauch, Elektresch, Waasserverbrauch?

► **Une voix.** - Neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Nach näischt héieren. Wou gëtt déi Energie hiergeholl? Ass dat déi erneierbar Energie, wou mer déi lescht Plaz an Europa anhuelen? Huele mer do déi Energie hier, fir Google ze beliwweren? Oder gi mer vläicht awer iwwer siwen Ëmweeër, kréie se vu Cattenom?

Wou huele mer dat Waasser hier, wat Google gär hätt? Et gëtt gesot: „aus der Baach“. Mä mir leeën awer emol virsichtshalber eng SEBES-Leitung gäre mat bis an d'Googlewierk. Dass ass jo net nëmme, fir d'Hänn ze wäschen! Mä all Mënsch weess, dass déi Baachen haut scho bal kee Waasser méi do hunn an dann zesumme bal guer kee Waasser méi hunn! A fir dass dann de Betrib fonctionnéiert, ma da gëtt SEBES-Waasser geholl, fir Google ze beliwweren.

A wann dann d'Oppositioun, an dësem Fall war et d'CSV, hei eng Heure d'actualité wëllt iwwer Google ufroen, da gëtt vun der Regierung alles gemaach, fir dass déi Aktualitéitsstonn net zustane soll kommen. Et gëtt mat allen Argumenter argumentéiert, fir keng esou eng Aktualitéitsstonn ze maachen. Mä well eist Reglement et awer kloer seet, huet se misse kommen, d'Aktualitéitsstonn. Mä da gëtt direkt gesot: „Oh, wann dat doten awer elo esou kënn, da musse mer d'Reglement änneren!“

Dat ass schrecklech, Här President, wann ech esou eppes gesinn! Mir hunn e Reglement, wat dem Parlament Rechter gëtt, a wann d'Oppositioun vun deene Rechter wëllt profitéieren, ma da musse mer d'Reglement änneren! Gëtt dann och elo nach versicht, der Oppositioun e Maulkuef opzesetzen?! Eng Regierung, déi ugetratt ass, d'Fënstere grouss opzerappen, Transparenz an d'Land ze bréngen, awer d'Oppositioun muss de Mond halen! Et därer ee keng Debatt maachen, a wann eng Debatt kënn, da muss d'Reglement geännert ginn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wou si mer hei hikomm an deem Land?

En anert Beispill niewent Google ass d'Jugurtsfabrik. Mir wëssen, wann déi kënn tèschent Beetebuerg an Diddeleng, dass do esou vill Waasser verbraucht gëtt, wéi eng Gemeng Diddeleng selwer verbraucht. Also, wou huele mer dat Waasser hier?

An dann héiere mer, dass am Ëmweltministère scho géif geplangt ginn, fir Etüden ze maachen, fir aus der Musel Drénkwaasser ze maachen. Dass ass bejot gi vun der Ministesch an der Kommissioun. Stëmmt et?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, et stëmmt! Dass heescht, déi gréng sinn derfir, dass Google an d'Jugurtsfabrik Drénkwaasser kréie vum SEBES an aus de Quellen, an d'Leit kréien herno d'Muselwaasser ze drénken.

(**Hilarité**)

Dat ass Är Politik, déi hei an der Realitéit gemaach gëtt! Well ech gleewen net, dass se SEBES-Waasser op d'Musel schécken a Muselwaasser op Diddeleng an d'Jugurtsfabrik schécken. Dass heescht, dass ass Är Politik. Wann Dir esou virufuert, da kréien d'Leit herno d'Waasser aus der Musel ze drénken, ...

(**Hilarité**)

... an d'Jugurtsfabrik a Google, déi kréien ... Dir laacht driwwer, mä et ass leider d'Realiteit!

(**Interruption**)

Sinn dat der Gambia hir Moosnamen am Kampf géint de Klimawissel? Ass dat déi zukünfteg Liewensqualität, déi vun der DP an LSAP matgedroe gëtt?

Ass dat déi nei Liewensqualität, wann d'Leit ëmmer méi am Stau stinn?

Ass dat déi nei Liewensqualität, wann d'Elteren hir kleng Kanner moies müssen um hallwer sechs, sechs Auer aus dem Bett huelen, an den Auto, sech an de Stau stellen, fir an d'Crèche ze kommen, dann erëm an de Stau stellen, fir op d'Aarbecht ze kommen, an owes dat selwecht zréck, mat de Kanner moies an owes am Stau? Ass dat déi nei Liewensqualität? An ass dat déi nei Liewensqualität net, wann d'Eltere wëllen doheim bliwen, fir hir Kanner ze erzeien oder fir hinnen ze hëllefen? Déi kréie vun dëser Regierung keen Cent Ënnerstëtzung! Ass dat déi nei Liewensqualität, déi vun dëser Regierung hei am Land ugestriift gëtt?

D'Wuesstumsdebatt. A wat mécht d'Regierung, fir der Entwécklung entgéizewierken? Ma guer näischt! Si mécht souguer just de Contraire a setzt weider op e strammen an net ze kontrolléierende Wuesstum. D'Regierung baut exklusiv op méi Wuesstum an domadder op kuerzfristeg méi Recetten, awer mëttel- a laangfristeg méi Problemer, manner Liewensqualität. Dass ass eng Politik op d'Käschte vun de kommende Generatiounen, déi mer mat där Politik virun onléisbar Problemer stellen.

D'Scholde klamme weider, obwuel mer héije Wuesstum hunn. Am Klimawissel gëtt just Aktivismus virgespillt, awer an der Realitéit geschitt näischt. Wa mir wierklech eppes am Klimawissel a bei der Liewensqualität wëlle bewegen, musse mer eis d'Fro iwwer de Wuesstum stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do gëtt et kee Wee derlaanscht. Wann d'Regierung weider op Rekordwuesstum setzt, soll se ophalen, iwwer Moosnamen ze schwätzen, déi am Kader vum Klimawandel misse geholl ginn, genausou wéi dat mat der Liewensqualität de Fall ass.

De Budget, deen op Rekordwuesstum setzt, d'Konsequenze vun deem Wuesstum, d'Entwécklung vun der Awunnerzuel; d'lescht Joer 13.000 bis 15.000 nei Awunner an d'Land!

De Logement, de Statec huet net méi spéit wéi gëschter nei Chiffere bekannt ginn. Bei engem Wuesstum vun 3 % muss Lëtzebuerg 228.000 zousätzlech Wunnenge bis 2060 bauen. Dass si 7.000 Wunnenge pro Joer, déi musse gebaut gi bei engem Wuesstum vun 3 %. Wann de Wuesstum méi héich geet bis op 4,5 %, mussen et souguer 7.500 Wunnenge pro Joer sinn, déi gebaut ginn.

D'Land gëtt zoubetonéiert, wat mer mat deem Wuesstum hunn. A wien da kënn a seet, mir hätte méi Liewensqualität, wéi et haut ass, dee muss de Leit dat erklären. Da sëtzen d'Leit a Siloen an et geet ëmmer méi héich. A wéi déi gréng am Stater Schäfferot mat d'Responsabilitéit haten, dann ass de Ban de Gasperich entwéckelt ginn. A gitt emol dohinner kucken! Gitt emol dohinner kucken, dass si Wunnengen do an de Bëtonsklotzen, wou d'Leit just vis-à-vis op en anert Bëtonschhaus kucken! Dass ass gréng Politik, dass ass Liewensqualität, wéi déi gréng sech se virstellen. Dass ass net déi Liewensqualität, déi mir wëllen! A mat dësem Wuesstum, deen hei bedriwwer gëtt, gëtt herno d'ganz Land an déi dote Situatioun gesat.

An dann d'Präisentwécklung beim Logement. Laut Eurostat ass an der Eurozon eng Entwécklung duerch d'ganz Eurozon gekuckt vu 4,2 %. Hei zu Lëtzebuerg d'lescht Joer 9,3 % Augmentatioun vun de Logementspräisser! An der leschter Legislativperiod, fënnf Joer Gambia, sinn d'Präisser global zesummen am Logement 40 % an d'Luucht gaangen! 40%! An da schwätze mir dovun, et géif de Leit gutt goen!

Haut si 40.000 bis 50.000 Lëtzebuurger, déi an d'Grenzregioun wunne musse goen, well se sech hei zu Lëtzebuerg keng Wunneng méi kënnen leeschten. Gambia, huet gëschter d'Ma-



damm Lorsché hei gesot, Gambia géif dem Problem Logement endlech en Enn setzen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ugoen, hunn ech gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, en Enn! Ech hu mer et opgeschriwwen, wéi Der et gesot hutt. Ech hu mer et direkt opgeschriwwen. Ech hu geduecht: Dat do ass e formidabele Saz, dee muss de op dengem Block verankeren! Dunn hunn ech deen direkt opgeschriwwen, dat kënnt Der herno am Chamberblietchen noliesen: „Problem Logement endlech en Enn setzen“.

Ech hu geduecht: A vu wat dreemt se nuets? A vu wat, ...

(Hilarité générale)

... a vu wat dreemt se nuets, wa si mengt, wa mer 7.500 Wunnengen hunn, mat deem Rhythmus, dee mer elo hunn, géif déi Gambia dem Logementsproblem en Enn setzen?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat ass net wouer!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, Madamm Lorsché, ech sinn 100%eg sécher. Ech hunn et ...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dir hutt en Deel vum Saz ewechgelooss.

(Interruptions)

Dir sot Hallefwouerechten hei.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma mir maachen emol eppes géint de Wuesstum, well wa mer ons mat där Fro net ausenanersetzen, kréie mer aner Problemer ...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech hunn dat do net gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir hutt dat dote gesot.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech hunn dat do net gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir kënnen souguer d'Band lauschteren.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat ass net de ganze Saz.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wann Der wëllt, gi mer herno d'Band lauschteren.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo, gären.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir hutt dee Saz do esou gesot, wéi ech e gesot hunn, ...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... well ech hunn en direkt mat opgeschriwwen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Neen, ech hunn en net esou gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- No fénnef Joer, wa mer déi Chifferen alleguer kucken, wéi d'Präisser an d'Luucht ginn a wat d'Besoine sinn, da kann ee just soen, datt no deenen éischte fénnef Joer Wunnengspolitik vun där Regierung d'Situatioun esou katastrofal ass wéi nach ni. A wann een da mengt, an deenen nächste fénnef Joer géif een dee Problem léisen, da kann een och erëm un de Kleesche gleewen.

Da komme mer bei d'Mobilitéit. Wa mer soen, mir hunn hei am Joer 7.000 bis 8.000 Frontaliere weider, déi heihinner schaffe kommen, mir hunn 13.000 bis 15.000 Leit weider, déi an d'Land wunne kommen, dann hu mer also iwwer 20.000 Leit d'Joer, déi sech pro Dag hei am Land bewegen. A fir dann ze mengen, mir géifen de Mobilitéitsproblem an de Grëff kréien, sief et iwwer effentlechen Transport, sief et iwwer Autoen oder Gott weess wéi, da kréie mer en ni an de Grëff. Do lafe mir ëmmer hannendrun, well d'Augmentatioun vun der Zuel vun deene Leit, déi sech hei am Land bewegen, vill méi séier geet, wéi mir iwwerhaupt kënnen Projete realiséieren, woubäi mer jo schonn een enorme Retard opzuehelen hunn.

Mir mussen Rekordchifferen an Infrastrukturen investéieren, fir der Wunnengsentwécklung, fir der Entwécklung hei am Land iwwerhaupt kënnen entgéintzietrieden. Et gëtt ëmmer gesot, et géif zu Rekord investéiert ginn. Et gëtt vis-à-vis vum PIB net méi investéiert wéi déi Jore virdrun. Mä mir mussen e Maximum investéieren, well soss géif de Chaos nach méi fatal hei am Land ginn! Mir mussen also net investéiere fir déi, déi nach kommen, mä mir mussen schonn esou vill investéiere fir déi Problemer, déi mer am Abléck schonn hunn. An duerfir komme mer ni no mat deem Wuesstum, fir déi Problemer do geléist ze kréien. An trotz deem

Rekordwuesstum, wéi gesot - dat hu mer scho gesot -, hu mer Scholden, déi mer un déi kommende Generatioun weiderginn.

Gëschter wa ech zwar frou, wéi mer d'Madamm Lorsché héieren hunn iwwert d'Rente schwätzen. Et war e positive Moment, well d'Madamm Lorsché och hei gesot huet, et misst een déi Diskussioun ugoen. Och wa mer haut gutt dostinn, och wa mer haut vill Reserven hunn an nach iwwer 15, 20 Joer mat de Reserve kommen, da geet et erof an dann op eemol ass näischt méi do. Datt een dat misst ganz objektiv ugoen a jiddweree misst kënnen doriwwer diskutéieren, dat ass eng Approche, déi mir als ADR virun de Wahlen ëmmer gesot hunn. A mir waren net eleng: D'CSV huet dat och gesot.

► **Une voix.**- An all déi aner net.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- A vun hinnen alleguer, vun der Majoritéit huet ee soss näischt héieren, wéi wann d'CSV an d'ADR elo wëllten d'Pensioun kieren, datt se de Pensiounsalter wëllten eropsetzen. Dat ass systematesch gesot ginn. Soubal wéi ee vun eis oder vun der CSV gesot huet: „Mir mussen eis Gedanken iwwert d'laangfristeg Ofsécherung vun de Pensiounen maachen“, ass direkt domadder geschoss ginn. An elo op eemol no de Wahlen sollt een do ganz fein eragoen, et sollt ee kengem e Virwurf maachen, huet ...

► **Une voix.**- Et ass ni engem e Virwurf gemaach ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Majo ... Also, ech ka mech awer elo erënneren, datt virun de Wahlen vun där Regierungspartei permanent, soubal wéi een iwwert d'Rente wollt schwätzen, direkt gesot ginn ass: ...

(Interruptions)

... „Ma, déi wëllen d'Pensioun kieren oder de Pensiounsalter eropsetzen!“ Dat wollt ni ee vun eis a sécher och net vun der CSV. Mir wollt just driwwer diskutéieren, datt mer eis Gedanke maachen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo, Dir kënnt jo direkt fusionéieren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat, wat Dir gëschter proposéiert hutt, ...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... hu mir virun de Wahlen proposéiert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ma da macht et och!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass just deen eenzeggen Ënnerscheid. An dat, wat Dir gëschter gesot hutt - an et soll een duerfir net een, deen dat wëllt maachen, verdonneren -, mä genau dat ass virun de Wahlen vun der Regierungspartei geschitt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ganz richtig!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Mir hunn lech nach ni verdonnert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da schwätze mer iwwert de Chômage. De Chômage ass, no deene leschte Chifferen, déi mer virun e puer Deeg kritt hunn, 386 Unitéiten zrëckgaangen op ee Joer.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Herr, lass diesen Kelch an mir vorübergehen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass eng positiv Entwécklung. An esou ass et och schonn déi Jore virdrun gaangen. Mä wa mer déi awer an d'Relatioun stelle mat deene geschafenen Aarbechtsplazen: Also am Zäitraum vum 1. März 2018 op 1. März 2019 ass de Chômage ëm 386 Unitéiten zrëckgaangen, mä an deemselwechten Zäitraum si 15.670 nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn! 15.670 nei Aarbechtsplazen, an de Chômage ass knapps 300 Leit zrëckgaangen! Do muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wéi ass et méiglech, datt mer esou vill Aarbechtsplaze schafen an datt mer op där anerer Säit net eis Leit op deen Aarbechtsmarché erakréien?

An dann ass dat, wat mäi Frënd Fernand Kartheiser ëmmer seet: Wa mer eng Schoulpolitik maachen, wéi mer se an deene leschte fénnef Joer gemaach hunn, wou am Fong « nivellement vers le bas » d'Richtlinn vun der Schoulpolitik ass, da brauche mer eis net ze wonneren, wann herno eis Ofgänger vun de Schoulen den zweete Präis kréie vis-à-vis vun de Frontalieren. Dat heescht och dat doten, 16.000 Aarbechtsplazen zousätzlech an nëmme 300 Leit Chômage zrëck, ass eng Konsequenz vun der Schoulpolitik vun där Regierung.

Een aert Thema, wat net allze vill ugeschwat ginn ass, dat ass awer d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Mir bretzen eis permanent hei am Land an och, wa mer am Ausland sinn, wéi gutt datt et eis geet, wéi räch datt mir wieren, wat fir e gudd Sozialsystem datt mer hätten, a mer vergiessen awer ëmmer ze soen, datt trotz deem

Rächtum, dee mer hei am Land schafen, ëmmer méi Leit ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Panorama social, dee se elo kierzlech verëffentlecht huet, gesot, datt de Prozentsaz vun de Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz sinn, nach permanent steigt an datt, wat och virdrun de Fall war, och nach ëmmer d'elengerzéierend Mammen déi gréisst Betraffer vun där Aarmut do wieren. An dann huet se awer eppes Neies dës Kéier mat erabruecht, well se seet, huet festgehalten, datt eng fest Aarbechtsplaz haut net méi e Garant ass a Schutz ass virun Aarmut, well 12,2 % vun de Leit, déi eng Vollzeitbeschäftegung hunn - eng Vollzeitbeschäftegung hunn! -, géifen haut hei zu Lëtzebuerg och ënnert d'Aarmutsgrenz falen. An zu Lëtzebuerg wäre mer an där Statistik och leider déi Lescht an Europa.

Traureg fir e Land wéi Lëtzebuerg! Mir wuessen a wuessen an ëmmer méi Leit falen ënnert d'Aarmutsgrenz! A wéi ech scho gesot hunn, duerfir mussen och ëmmer méi Leit an d'Grenzregioun wunne goen.

Här President, wann d'Gambia wierklech mengt, wa mir weider esou wuessen, datt et den normale Leit duerfir géif besser goen, datt déi méi Liewensqualität kriterien, datt dat méi nohaltege wier, datt de Klimawandel duerfir besser géif ginn, soe mir ganz kloer: Neen, dat ass net de Fall!

D'Politik, déi d'Gambia elo schonn zënter fénnef Joer mécht, stellt déi kommende Generatiounen virun onléisbar Problemer. Dese Budget ass, wéi och déi lescht Budgeten, duerfir - ech soen et kloer - e Verbrächen un de kommende Generatiounen! An dorunner wëlle mir eis net bedeelegen a stëmmen duerfir géint dese Budget.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass eng speziell Situatioun, dass mer elo zu deem Zäitpunkt iwwert de Budget schwätzen, net nëmme, well den allzäit beléifte Grand-Duc Jean vun eis gaangen ass, mä well mer och de Budget nom éischte Véierel vum Joer oder éischten Drëttel vum Joer eréischt diskutéieren, an dat opgrond vun de Wahlen vum Dezember, well et do net méiglech war, direkt e Budget opzustellen.

Ech mengen, dass déi speziell Situatioun et dofir och hätt missen erméiglechen, dass mer d'Zuele vum éischten Trimester hätte kënnen gesinn, ier mer hei zu där Debatt komm sinn. Dozou ass et leider net méi komm. Mä ech hoffen, och wann dat zwar dës Joer de Fall war, wa mer nach eng Kéier an déi Situatioun sollte kommen, dass mer se da gesinn, ier et esou wäit ass an ier mer déi Diskussiounen iwwert de Budget kréien.

Ech wëll dem André Bauler e grouse Merci soe fir säi Rapport, säi Budgetsrapport, an och, dass en de Punkt vun der Digitaliséierung mat an de Mëttelepunkt gestallt huet, d'Digitaliséierung, wou d'CSV am Joer 2018 en Dokument erausginn hat iwwert d'Meenung (veuillez lire : hir Bedeutung) am Sozialliewen an d'Geforen an d'Erausforderungen, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt. Dofir ware mer och frou, dass den Här Bauler säi Rapport an de Kader vun der Digitaliséierung gestallt huet.

Dës Woch, an den honorabelen Här Gast Gibéryen huet et scho gesot, ass och de Sozialpanorama vun der Chambre des Salariés erauskomm. Net méi spéit wéi leschten Dénschdeg sinn déi neisten Zuelen erauskomm. An de Sozialalmanach vun der Caritas an de Bericht vum Statec „Travail et cohésion sociale“ an eben elo och de Panorama vun der Chambre des Salariés soen alleguer datselwecht, nämmlech dass d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg trotz Wirtschaftswuesstum ëmmer méi grouss gëtt an dass ëmmer méi Leit och hei zu Lëtzebuerg vun Aarmut beträff sinn.

D'Schéier tëschent Aarm a Räich gëtt ëmmer méi grouss. An do gëllt et, dass déi Leit och zilgerecht gehollef kréien, well et schwéier gëtt, mat generelle Mesuren déi Schéier erëm zouzekréien, mä dass mer deene Leit mussen hëllefen.

An dofir wëll ech och soen, dass d'CSV d'Unhiewe vun Mindestloun ausdrécklech begréisst. An ech wëll drun erënneren, dass mäi Kolleg Gilles Roth scho bei de Budgetsdebatten virun zwee Joer dovun geschwat huet, dass et wichteg wier, dass mer bei der Steuerpolitik eppes géife maachen, dass mer de Mindestloun géife steierbefreen, an dass mer och eng Motioun deemools hannerluecht hunn, fir ze soen, de Mindestloun misst steierbefreit ginn. An ech wëll just drun erënneren, et ass deemools vun de Majoritéitsparteien, wat jo déiselwecht sinn elo wéi deemools, ofgeleent

ginn! Ech wëll dat just nach eng Kéier an de Mëttelepunkt stellen, well sech gëschter verschide Leit selwer op d'Schéier geklappt hunn, well et elo endlech dozou komm ass.

Ech wëll lech just soen, wann et der CSV no-gaange wier, wier dat schonn zwee Joer éischter geschitt, well mir hunn déi Fuerderung scho virun zwee Joer gestallt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wat d'Aarmut ubelaangt, u sech hätte mer jo och, an d'Madamm Minister huet eis d'lescht Woch, oder net d'lescht Woch, mä leschte Mount, virgestallt, gären eng Etüd gehat iwwert d'Office-socialen hei zu Lëtzebuerg. Déi Etüd, déi um Pabeier glänzt an och gutt ausgesäit. Mir haten deemools an der Kommissioun gesot, mir hätte gären d'Méiglechkeet, fir mat den Akteure vum Terrain ze schwätzen.

D'Madamm Minister hat gréng Luucht ginn, an ech hoffen, dass d'Kommissioun vun der Chamber - well et ass un der Chamberskommissioun, elo do d'Initiativ ze huelen - derfir suert, dass et endlech zu där Diskussioun mat deene Responsable vum der Etüd kënnt, fir dann och kënnen à vive voix mat deene Leit, déi d'Etüd erstallt hunn, awer och mat deene Leit vum Secteur iwwert déi eenzel Punkten ze schwätzen. Dat ass ganz wichteg, fir dann och do ze héieren, wéi si et gesinn, oder ob et och nëmme fir si ..., well et héiert een déi eng oder aner Kriticke vun hirer Säit un der Etüd, dass mer dann och offen an éierlech kënnen doriwwer schwätzen an da vläicht och méi spéit eng Debatt hei am Plenum féieren. Mä da soll ee fir d'Éischt déi Leit eng Kéier komme loossen an déi zoustänneg Kommissiounen.

Mir wëllen och eppes maachen, an ech mengen, dat ass ganz wichteg, fir déi eeler Generatiounen. Déi eeler Generatiounen, d'Fleegeversécherung ass d'lescht Joer oder d'lescht Legislaturperiode geännert ginn. Do si vill Problemer entstanen. Do sinn nei Problemer entstanen, déi d'Leit virdrun net kantt hunn. An och do gëllt et, mat de Leit vum Terrain - mat de Leit vum Terrain, da mengen och d'Copas, ech mengen awer och d'Familljen an d'Familljememberen, déi ganz gutt wëssen, wat fir eng Problemer sech do stellen - ze schwätzen.

Mir mussen iwwert d'Fleegebetter schwätzen. Just virun de Wahlen huet d'Madamm Minister hei nach zwee Projeten deposéiert gehat, fir nei zousätzlech Fleegeheimer ze schafen. Ech wëll awer erënneren - ech weess, ech schreiwen och ëmmer der Madamm Minister Question-parlementaire dozou, ech wäert hir och domadder op de Wecker goen, mä dat ass mir awer egal - un d'Situatioun vu Rémeleng, wou elo d'Leit schonn iwwer zéng Joer an engem Chantier liewen, wou do Sträit ass tëschent dem Architekt an dem Bauträger.

An ech géif hoffen, dass do sech déi Partner endlech géife fannen, well et ass a) net schéi fir déi Leit, déi do wunnen, well dee Bau scho plazeweis ugefaangen hat. Et ware scho Planungen, et si schonn Haiser ofgerappt ginn an op eemol ass dat alles gestoppt ginn, well e juristeschen - ech betounen dat awer: e juristesche - Problem ass. Mä et wier wichteg fir déi Leit, déi do wunnen, a virun allem och fir e richteg Zeechen ze setzen, dass déi eeler Leit och net vergiess sinn, dass mer do endlech géifen dee Problem geléist kréien an dass et do géif zu enger Eenegung kommen tëschent dem Bauträger an dem Architekt, fir dass et do endlech och ka viruoen.

An ech maachen nach eng Kéier en Appell un d'Madamm Minister, fir bei de Verrieder vum Stat, déi an dem Verwaltungsrot vun deem Gremium sinn, ze intervenéieren, dass et do endlech zu enger Léisung kënnt, well sage und schreibe 18 Joer geet elo schonn dee ganzen Dossier, de Sträit, juristesche nach keng 18 Joer, mä vun der Planung hier, wou dat de Leit an Aussicht gestallt ginn ass a wou nach ëmmer näischt geschitt ass.

Doriwwer eraus ass et awer och wichteg, dass mer eppes ennerhuele géint d'Veereinsamung vun de Mënschen. D'Veereinsamung vun de Mënschen trëfft ëmmer méi eeler Leit, déi keng Familljebindunge méi hu respektiv déi eleng gi sinn, déi e Partner verluer hunn an dann net méi wëssen, eppes mat sech unzefänken, fir et elo emol ganz krass auszedrécken. Dass et do wichteg ass, dass mer Mesuren huelen an dass mer déi Organisatiounen, déi benevoll Organisatiounen um Terrain, déi sech dorëms bekëmmern, ennerstëtzten, dass mer deenen déi Hëllefen zoukomme loossen, fir deene Mënsche kënnen ze hëllefen.

An do mussen mer och driwwer nodenken, wa mer aus wirtschaftleche Grënn bei Banken, bei Post a bei anere Betriber Agencen zoumaachen a Server net méi ubidden, op déi déi al Leit ëmmer zrëckgegraff hunn an déi déi al Leit och gebraucht hunn, net nëmme fir d'lwuerwei-

sungen ze maachen oder fir de Scheck auszufüllen, mä och fir de soziale Kontakt, deen déi Leit awer halen. A wann een dat eent ofschaaft, muss een awer och gläichzäitig derfir suergen, dass déi Leit net an eng Vereinsamung erakommen. An dofir, mengen ech, wier et wichteg, dass do nei Akzenter géife gesat ginn an dass mer deenen Organisatiounen, déi sech ëm déi Leit bekëmmere, och déi Hëllef zoukomme loosse, déi gebraucht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, a wa mer da vun deem Soziale schwätzen, dann hu mer och gëschter héieren, an dat ass och richtig, mir gesinn et jo och an den Avisa vum Statec, mir schwätze vu fantasteschen Zuelen um Aarbechtsmaart. Et sinn Zuelen um Aarbechtsmaart, déi esou gutt si wéi scho laang net méi. An ech wëll soen, dass mir dat ausdrécklech begrëssen, dass esou vill Leit hei zu Lëtzebuerg an der Beschäftegung si wéi nach ni.

Mä et sinn och nach ëmmer Leit am Chômage! An ee Mënsch am Chômage ass ëmmer een ze vill. An och an deem Sozialpanorama vun der Chambre des Salariés, deen en Dëschdeg erauskomm ass, gëtt nach eng Kéier drop higewisen, dass a verschidde Situatiounen d'Gefor ëmmer méi grouss gëtt. Dat ass déi vun den eelere Chômeuren. An den Alter, fir als eeler Chômeur ze gëllen, dee geet ëmmer weider erof. Wann een näämlech ab engem bestëmmten Alter eng Kéier d'Plaz verléiert, ass et bal onméiglech, nach eng Kéier zrëckzekommen an d'Beschäftegung. Et sinn déi Leit, déi am Reclassement sinn, déi eng Kéier duerch iergende Gebrieche déi eng oder aner Aarbecht, déi se haten, net méi konnte maachen, oder et sinn och Leit, déi an der Mobilité réduite sinn, déi oft Schwierigkeeten hunn, fir um Aarbechtsmaart kënnen ënnerdaach ze kommen. An do ass et wichteg, dass mer deene Leit hëllef, dass mer nei an zousätzlech Mesurë maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An ech mengen, dass do souwuel d'effentlech Hand, d'Gemengen an de Stat eng prioritär Verantwortung hunn, mä dass mer och alles dat muss kucken, wat am Aarbechtsrecht virgesinn ass, dass déi Betriber Hëllef kréien, wa se Leit an där doter Situatioun astellen, dass mer méi dorop opmierksam maachen a se och emol drun erënneren, dass och do eng sozial Verflichtung ass, souwuel vun dem Privatsecteur, mä awer och vum effentleche Secteur, dorop zrëckzegräifen, fir déi Hëllef ze beanspruchen an och déi Leit, déi an där Situatioun sinn, kënnen anzestellen.

Ech géif elo op eppes anescht ersäen an deem Panorama social, an do geet et näämlech ëm d'Gesondheet, ëm d'Inegalitéit vun der Gesondheet. Dat kënnt Der noliesen am Panorama social vun der Chambre des Salariés op der Säit 42 bis 46, dass et hei zu Lëtzebuerg Leit ginn, déi sech verschidde Traitementer net kënnen leeschten. Dat sinn net déi Traitementer, déi d'Krankekeess eent zu eent rembourséiert, mä dat sinn déi Traitementer, déi doriwwer eraus ginn, déi net vun der Krankekeess rembourséiert gi respektiv nëmme deelweis rembourséiert ginn.

An dat eent, an dat kenne mer alleguer an dat wësse mer alleguer, well déi Debatt hu mer och schonn hei an der Chamber gefouert, sinn d'Traitementer vun den Zänn, dass do „ganz vill“ - „ganz vill“ ënner Guillemeten -, 1 % vun deene Leit oder 2 % vun deene Leit d'Moyenen net hunn, fir déi Traitementer, wat d'Zänn a wat d'Aen ubelaangt, ze kréien. An ech mengen, dass mer do eng sozial Verflichtung hunn, dass dat net vläicht onbedéngt ëmmer nëmme eleng d'CNS ass, mä dass mer och do eng Verflichtung hunn, fir dat ze kucken, fir och deene Leit kënnen ze hëllef, well an engem Land, wat jo als Steierparadis, net vun eis, mä vun den Ausländer, duergestallt gëtt, misst et och méiglech sinn, dass een Traitementer, d'Gesondheet u sech, dass jiddweree sech déi kéint leeschten an dass mer do wirklech a richtige Lëtzebuurger Verhältnissen sinn zu 100 % vun de Bierger an net an amerikanesch Verhältnissen ofrutschen, wou mer jo wëssen, dass dat do net gang und gäbe ass.

Ech mengen, dass et och do wichteg ass, wa mer schwätzen, „eise Land geet et gutt, eis Zuele si fantastesch“, da solle mer och déi Leit, deenen ënneschten op der Leeder, dee fantastesche Sozialstat Lëtzebuerg spiere loosse an deenen och déi Hëllef ginn, déi se brauchen.

D'Madamm Familljeminestesch hat an der leschter Legislativperiod en neie REVIS op de Plang bruecht, wou een och do muss wësse beim REVIS, dass de Gros vun deene Leit, déi vum REVIS profitéieren, de fréiere Revenu minimum garanti, Leit waren, déi a Beschäftegung waren, déi Complementéiert kritt hunn opgrond vun där Situatioun, an där se sinn, an net hu misse schaffe goen. Mir haten deemools ofge-maach, mir géifen e Bilan zéien. Ech mengen,

wann d'Joer eriwwer ass, da wier d'Zäit komm, dass mer de Bilan géife maachen an dass mer elo scho vläicht driwwer nodeenken, wat mer gären alles an deem Bilan hätten, an dass mer elo scho vläicht e Katalog an der Kommissioun géifen ausschaffen, wat mer gären alles hätten, wat an deem Bilan soll gekuckt ginn, ënner wat fir enger Form et soll gekuckt ginn an op wat fir eng Aart a Weis.

Well wa mer waarden, bis d'Joer eriwwer ass, an da maache mer eis eréischt Gedanken, wéi mer déi Ausschreiwung maachen, dann ass Zäit verluer. An dofir mäin Appell hei un d'Regierung, fir dass mer eis elo schonn an der zoustänneger Chamberskommissioun, zesumme mat der zoustänneger Ministesch, domat beschäftegen, wat mer gären alles bei dem REVIS an déi Analys mat eran hätten, fir dass mer duerno kënnen op konkrete Punkten agéieren. A wann ech der Madamm Minister hiert Kappnicke richtig interpretéieren, gesinn ech dat als Jo, an dat géif eis ausseruerdentlech freeën.

Een anere Punkt, deen een awer och do muss an Ugrëff huelen, dat ass d'Prozedur vun der Iwwerverscheldung. Mir hu viru siwe Joer e Gesetz gestëmmt iwwer och d'Iwwerverscheldung an d'Privatfaillite, fir et emol esou auszudecken, wou Leit kënnen gehollef kréien, wa se iwwerverscholt sinn, dass se dann iwwert d'Ligue médico-sociale an iwwert d'Service vum Familljeministère Hëllef kréien. Och do wär et wichteg, dass mer e Bilan géifen zéien, well do si Leit, déi fille sech ..., an enger Hi-sicht si se frou, dass se gehollef kritt hunn, aus där fierchterlecher Situatioun erauszekommen, an där anerer menge se awer heiansdo, dass se net richtig géife behandelt ginn.

Ech erkläre mech. Ech hat dee Mann net méi spéit nach wéi d'lescht Woch bei mer setzen. Deen ass iwwer eng Beschäftegungsmesur duerno bei e Patron public komm, bei eng Gemeng, fir et net anescht auszudecken. An dee schafft elo schonn do véier Joer, an d'Gemeng ass ausseruerdentlech zefridde mat em. En huet och scho Promotioun kritt fir déi gutt Aarbecht, déi e mécht. Mä ënner dem Stréch behält en ëmmer datselwecht, näämlech 350 Euro de Mount Täschegeld, an de Rescht gëtt alles vu senger Pai direkt geholl, fir alleguerten déi Fraisen ze bezuelen, déi nach opstinn duerch d'Schold.

Do huet e mer eng Kéier gesot: „Da sinn ech jo en Eefalt! Ech gi mech drun, ech ginn all Samschdeg, all Sonnden, all Feiertag, wann de Patron rufft, dohinner an da kréien ech alles ewechgeholl, ech bleiwen ëmmer op darselwechter Zomm. An deejeinegen, deen an där Situatioun ass an näischt mécht, dee behält och nach ëmmer all Mount 350 Euro iwwreg.“ An do, mengen ech, misst een awer kucken, ob een dat net kann anescht staffelen, dass déi Leit, déi wierklech all Feiertag an all Sonndeg da schaffe ginn, fir och eppes ze maachen, och méi e groussen Undeel vun där Zomm kënnen fir sech behalen. Ech weess, dass dat eng schwierig Diskussioun wäert ginn, mä ech wier frou, wann een och deen Dossier géif opmaachen, well et wichteg ass, fir deene Leit ze hëllef.

Well wa mer déi Leit, déi wëlle schaffe goen, an déi Leit, déi sech druginn, all Kéiers och nach bestrofen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dann ass net grad d'Motivatioun ganz grouss, fir do eppes ze maachen. Dann ass dat e falscht Zeechen. An ech mengen, do ass et grad un eis als effentlech Hand, als Stat, do muss de Geste sinn, fir deene Leit och kënnen ze hëllef, fir doraus erauszekommen.

► Une voix.- Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, d'sozial Froe vum leschte Jorhonnert ware Pensionsversicherung a Sozialversicherung. Déi gréisste sozial Fro an de soziale Problem, dee Lëtzebuerg de Moment kennt, ass de Logement. Ech erkläre mech.

Wann näämlech esou e groussen Undeel vum Loun dropgeet, fir wunnen ze goen, dann ass et normal, dass et schwierig ass, fir digne duerch d'Liewen ze kommen. De Gilles Roth ass scho gëschter am Detail a senger exzellenter Ausféierung dorop agaangen.

Nach an den 80er Joren ass hei zu Lëtzebuerg 10 % bis 15 % vum Revenu vun engem Stot dropgaange fir de Logement. A 85 % vun de Leit, kënnt Der noliesen an de Berichter, aus der Mëtt 80er Joren, do ware 85 % vun de Residenté Propriétaire vun engem Haus an et waren nëmme 15 % vun de Leit, déi am Locatif waren. Mä de Gros vun de Lëtzebuurger, net nëmme de Lëtzebuurger, mä vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, ware Propriétaire. A mir feieren elo gläich den 100. Joresdag vun der Grënnung vun der Société nationale des habitations à bon marché, enger Wunnengsstruktur, déi vum Stat gegrënt ginn ass nom Eische Weltkrich, fir de Leit ze hëllef, zu engem Eegeheim ze kommen.

Mir haten och an där Zäit, an do gëtt et en exzellent Buch vun der Madamm Antoinette Lorang, do sinn et Betriber ginn, déi Wunnenge geschaaft hunn. An dee gréisste Promoteur hei zu Lëtzebuerg ëm den Eische Weltkrich an och direkt nom Eische Weltkrich war keen anere wéi d'ARBED, déi deemools Wunnenge gebaut huet fir hir Leit, fir dass mer de Problem vum Stau net sollte kréien, dass d'Leit kéinte bei de Betriber wunne kommen. An dat war jo net nëmme e Selbstzweck, mä dat war awer och, well se wussten, wann d'Leit méi séier op der Aarbecht sinn, da si se och eischer do, wa mer ruffen.

Mä déi sozial Responsabilitéit vun de Betriber, déi kenne mer haut net méi. Mir hu se nach an de 70er an an de 60er Jore kannt um Bau, wou ganz vill Bauentreprisen deene Leit, déi se komme gelooss hunn aus Portugal an aus Italien, Wunnengen zur Verfügung gestallt hunn, fir dass se konnten dohinner schaffe kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, firwat soen ech dat? 10 % bis 15 % sinn déizäit dropgaange vun de Revenue vun engem Partner an där Famill, dee schaffe gaangen ass, well do ass meeschtens den zweete Partner doheim bliwen. An et ass awer duergaangen, mat deene Suen en Haus ze kafen, en Haus ze bauen oder och digne wunnen ze goen.

Haut bleiwe mer bei 30 % bis 40 % vun de Revenuen, déi droppi fir de Logement, an net de Revenu vun engem Persoun, mä de Revenu vum Menage, déi zu zwee schaffe ginn, fir sech dat nach kënnen ze leeschten! An et ass do, wou et gëllt, Akzenter ze setzen. A wann ee jo d'Terrainspräisser hei zu Lëtzebuerg kuckt, plazeweis ass et hei zu Lëtzebuerg jo méi deier wéi zu München, zu Frankfurt an am Bering vu Paräis. Wann een nëmme eleng de Präis kuckt, fir hei zu Lëtzebuerg kënnen ze bauen, wann ech do d' Stad Lëtzebuerg an de Speckgürtel ronderëm kucken, wat Der do fir en Ar-Präis bezuelt, do kritt Der och schonn eppes an deene Grousstied fir aner Präisser an och fir méi bëlleg, wéi dat hei de Fall ass. An ech mengen, dass et do wichteg ass, eppes dohinzusetzen.

A wann et am Ufank nëmme de Präis vun Terrain war, deen de Bau verdeiert huet, stelle mer jo fest - an et si jo och ganz vill Kommunalpolitiker, déi stellen dat all Dag fest, wa se elo Soumissiounen opmaachen, wat se do Iwwerraschungen hunn, wéi déi Soumissiounen do op eemol duerch de Plaffong ginn.

Ech hunn net méi spéit wéi d'lescht Woch vun engem Syndikat héieren, déi haten 12 Milliounen virgesi fir e Projet. Elo, wou se d'Soumissioun opgemaach hunn, waren et der 19 Milliounen, wat dee Bëllegsten eraginn huet, déi elo awer e bësse staunen, wat do alles geschitt ass, an déi elo muss kucken, wou se déi 7 Milliounen, déi se jo net previsionnéiert haten, dann elo hierkréien, fir hire Projet awer kënnen ze maachen. Et ass bei engem Kläranlagensyndikat - Kläranlagen ass jo e gutt Thema -, déi do wierklech net méi wëssen, wéi se dann elo do d'Enner zesumme kréien.

Mir wëssen et alleguer: D'Gemenge wäerte méi bezuelen an dann ass et fäerdeg. Mä et ass awer och do, wou ee gesäit, wéi de Bau ëmmer méi deier gëtt, an dass mer och muss kucken, fir eppes do ze maachen, well wa mer ëmmer méi investéieren, dann ass et jo kloer, dass gläichzäitig de Bau méi deier gëtt, well wa méi Aarbecht um Marché ass wéi déi, déi ka gemaach ginn, da ginn och d'Präisser an d'Luucht. An och dat d'äerf een net vergiesse.

An et sinn och gläichzäitig, an dat ass scho vu Kolleguen heibanne gesot ginn, ëmmer méi Lëtzebuurger, déi an d'Ausland ginn. A wann déi Chifferen, déi ëmmer virgefouert ginn - ech ka se net kontrolléieren, mä d'Regierung huet dat bestëmmt -, richtig sinn, da ginn ëmmer méi Lëtzebuurger Frontalieren an hirem eegene Land, an déi Zuel géif sech an Tëschenzäit tëscht 16.000 a 25.000 Leit bewegen, mengen ech, wat och net grad e gutt Zeechen ass. An ech bedauern et och, ech hat lescht Kéiers en enger Zeitung gelies, wou do ee gesot huet: Maja, da sollen d'Lëtzebuurger an d'Ausland wunne goen, da kënnen se sech dat besser leeschten, déi schlecht Gestallten; da kënnen mir gutt bezuelten Ausländer an d'Land huelen. Ech mengen och, dass dat engem Land wéi Lëtzebuerg net gerecht gëtt.

Ech mengen, an dat huet d'Martine Hansen gëschter gesot, dass mer müssen en Emdenke maachen. Hatt ass op d'Beispill agaange vun de Plan-sectoriellen. Wéi d'Regierung Bettel 1 ugetratt ass, ware se op Clierf an e Seminar. Ech weess net, ob de Clierfer Buergermeeschter hinnen do eppes ageflössst hat. Si haten duerno gesot, dat wier elo alles séier geregelt an déi véier Plan-sectorielle kéimen. D'Plan-sectorielle sinn zrëckgezu ginn. Et sollen ëmmer neier kommen. Well dat ass den A an den O an där ganzer Geschicht: Wou sollen d'Industriezonen hikommen? Wou soll de

Wunnengsbau hikommen? A wéi soll et mam Transport viru goen?

Well haut stinn d'Leit tëscht eng an zwou Stonnen den Dag am Stau, fir schaffen ze goen, well se esou laang brauchen. Do, wou d'Aarbechtsplaz sinn, hate mer nach fréier, dass de Patron, wann en Aarbechtsplaz geschaaft huet, Wunnenge gebaut huet, ob dat an enger Faïencerie war, ob dat war bei de Brauereien, ob dat war an der Siderurgie. Dat ass esou haut net méi de Fall. An da komme se duerch de Fläschhengal an Moien eran, ronderëm d' Stad Lëtzebuerg an an d' Stad Lëtzebuerg, fir dohinner schaffen ze kommen, a stinn annerhalfe Stonn am Stau. A mir hätte gär, dass et zu enger Dezentraliséierung kënnt, dass d'Aarbechtsplazen erëm bei de Leit sinn, dass d'Aarbechtsplazen do geschafe ginn, wou d'Leit wunnen.

Dofir brauche mer onbedéngt déi Plan-sectoriellen. An ech géif nach eng Kéier en Appell maachen, dass et awer elo esou laang Zäit gëtt, fir dat dann alles ze bréngen, wat schonn 2014 anscheinend fäerdeg war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng grouss Zukunft wäert och bei der Digitaliséierung sinn. Ech ënnersträchen dat nach eng Kéier, wat den André Bauler gesot huet, an och dat Dokument vun der CSV „Eng sozial Visioun fir den digitalen Zäitalter“. Mir brauchen Digitaliséierung um Aarbechtsmaart, an der Schoul an am Liewen. Awer et gëllt och do de richtige Kader ze schafen. De richtige Kader ze schafen, do gëllt et virun allem och Ängscht bei de Leit ofzebauen, Ängscht virun allem bei deenen eelere Generatiounen.

Ech hunn et am Ufank gesot: Wa mer d'Agence vun der Post zoumaachen, d'Agence vun der Bank zoumaachen an dann äntworte mer hinnen: „Dir kënnt elo elektronesch dorop zrëckgräifen“, dann ass et och vläicht wichteg, dass mer d'Leit mat der Hand huelen an deenen hëllef, dat unzebidden, wéi se sech digitaliséieren kënnen, a gläichzäitig hinnen och soen, dass dat keng Gefor ass, mä dass et eng Vereinfachung ass, dass et hinnen d'Liewen a ville Punkte ka vereinfachen. An do wier et wichteg, eng Werbung, ech nennen et eng Werbung, eng Campagne ze maachen, fir hinnen iwwert d'Virdeeler vun der Digitaliséierung ze schwätzen an net nëmme iwwert d'Nodeeler.

Mä ier een esou eng Campagne ka maachen, muss ee sech awer ee Kader ginn. An do ass et och wichteg, bei deene Schaffenden déi Ängscht ofzebauen, well Dir hutt verschidde Secteuren, wou d'Ängscht uleeft, wann et heescht: Wat maache mer mat der Digitaliséierung? Wann Der an e Supermarché gitt mat enger elektronischer Keess oder wann nach e Mënsch dosetzt, fir nëmme dat Beispill ze huelen, fir dass ee mat deene Leit schwätzt, dass een net nëmme Aarbechtsplazen domadder ofschaaft, mä dass een och nei Aarbechtsplaz bei der Digitaliséierung ka schafen, dass dat e Wandel ass, dee kënnt.

Dofir wier et wichteg, dass mer eng Kéier eng Diskussioun hei am Parlament géifen dozou féieren, wéi mer et an der Digitaliséierung gesinn, wat mer als Virdeeler, wat mer als Nodeeler gesinn. An do weess ech, dass eng Kollegin vu mir esou eng Debatt wäert ufroen, fir dass mer kënnen esou eng Diskussioun heibanne féieren iwwert d'Digitaliséierung, fir op d'Virdeeler an d'Nodeeler hinzewiesen, dass dat eng ganz grouss Wichtegkeet huet. Well do do muss een definéieren, aarbechtsrechtlech gekuckt, wéini een dann am „on“ a wéini een am „off“ ass.

Wann ech eis alleguer heibanne kucken, wa mer elo alleguerten heibanne wieren zu 60, dann hu mer alleguerten esou en Apparat an der Täsch. An dee geet bei deenen enge 24 Stonnen op 24 Stonnen, déi aner maachen en emol heiansdo aus, a wann et och nëmme ass, fir ze lueden. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, heiansdo ass ee jo ganz frou, wann een deen Apparat derbäi huet, mä heiansdo nervt een dat jo och ganz schéin!

An elo si mir net an engem Salariatsverhältnis, mä et ass wichteg fir déi Leit, déi an engem Salariatsverhältnis sinn, déi en Handy oder e Computer zur Verfügung gestallt kritt hunn, dass et net ka sinn, dass déi mussen do 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 an 365 Deeg am Joer zur Verfügung stoen, soudass et och wichteg ass, do deen néidege Kader ze schafen, fir dat alles kënnen ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Virdeel vun der Digitaliséierung ka sinn, d'Aarbechtswelt an d'Famill besser openeen ofzestëmme. D'Aarbechtszäiten, nei Technologie wéi den Teletravail kënnen sécher dozou bäi-

droen. Et geet drëm, dat an de Kader ze setze vun der Humaniséierung vun der Aarbechtswelt. Et géllt och, Leit am Berufswelt déi Zäit fir d'Famill ze ginn, déi noutwendeg ass.

D'CSV ass fir eng modern Familljepolitik, eng Familljepolitik, wou een all Liewensformen ënnerstëtzt an net déi eng géint déi aner auspillt. D'CSV ass fir de Choix.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'CSV-Fraktioun hat op hirem Fraktiounsdrag d'Familljepolitik an de Mëttelpunkt gestallt. An déi 21 Deputéiert, zesumme mat de Mataarbechter vun der Fraktioun, hunn do Projeten ausgeschafft, Propositionen ausgeschafft, wou ech d'Eier an d'Freed hunn, déi hei kënnen elo ze presentéieren, fir eng modern an eng sozial Familljepolitik. Dat si Punkte fir de Familljemodell. Dat geet ëm eng aner Aarbechtszäitorganisatioun. Dat geet ëm eng aner sozial Ofsécherung, fir do de Leit besser kënnen de Choix ze loossen, wat se wëlle maachen an a wat fir eng Richtung si hiert Familljeliewe wëlle gestalten.

D'CSV schléit eng Politik vir mat méi Zäit, méi Flexibilitéit, méi Fräiheet a méi finanzielle Mëttel fir all Famill. De Stat soll ënnerstëtzen, ouni de Leit hiert Liewe virzeschreiw. Fir d'CSV ass d'Familljepolitik keng Ideologie. De Stat dierf net de Familljemodell virginn. Dofir wëllt d'CSV och Familljen ënnerstëtzen, bei deenen ee Partner bewosst fir d'Erzéiungsaarbecht doheem bleift.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - D'CSV deposéiert elo an e puer Minutten siwe Motiouen a fënneg Proposition-de-loien, déi et erméiglechen, jiddwerengem dat Familljeliewe ze geneemegen, dat sengem Liewensmodell, dat senger Philosophie entsprécht.

Mir hätt gär d'Aféierung vun engem Familljendesch, fir kënnen beim Familljendesch emol eng Kéier all déi Diskussiounen ze féieren, an net dass déi Associatiounen sech géigesäiteg mat Communiqué soen: „Déi eng, dat sinn déi modern, dat anert sinn déi onmodern“, mä dass d'Regierung soll e Familljendesch mat all den Akteuren aus der Gesellschaft, déi sech ëm d'Famill bekëmmern, zesummeruffen, fir d'Suerger an d'Besoinen vun de Leit mat deenen ze debattéieren an och kënnen konkret Propositionen auszeschaffen.

Dofir proposéieren ech hei eng éischt Motiou, Här Vizepräsident.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la recomposition des liens sociaux dans la société luxembourgeoise ;

- considérant les profondes mutations des familles à tous les niveaux ;

- rappelant l'importance de la famille qui transmet des valeurs et des normes et produit un lien social fort ;

- constatant que le libre choix du modèle de vie familial n'est souvent qu'une liberté théorique pour les familles concernées ;

- considérant qu'une amélioration de la politique familiale nécessite un grand débat d'idées nationales et sociétales pour arriver à des réponses nouvelles et durables pour toutes les personnes concernées ;

invite le Gouvernement

- à instaurer un « Familljendesch » pour dresser objectivement et scientifiquement un état des lieux des problèmes des familles et de la législation y afférente ;

- à rassembler dans ce cadre tous les acteurs concernés ;

- à arriver ainsi à un large débat d'idées innovatrices aboutissant à des propositions nouvelles et concrètes afin d'optimiser les réponses et tenir compte des besoins de tous les modèles familiaux.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

En zweete Punkt ass dee vum schoulesche Plang. Mir stellen och fest, a PISA huet dat bewisen, dass ëmmer méi Kanner Schwierigkeiten hunn, an der Schoul mat virunzoukommen, dass verschidde Kanner an ëmmer méi Kanner duerch de Sift falen, dass do d'Sprooch doudsécher e ganz grouse Problem ass, net nëmme d'Sprooch vun der Schoul, mä och d'Sprooch, déi doheem geschwat gëtt.

A wann Der doheem Elteren hutt, déi där enger oder där anerer Sprooch, déi a Lëtzebuerg normal sinn, net mächtig sinn, bleiwen déi Kanner meeschtens op der Streck. Dat geet

och aus de PISA-Etuden an aus aneren Etuden ervir. An dofir proposéieren mer, dass misst eng gratis Hausaufgabenhëllef hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn, dass all Kand am Fundamental ka gratis op d'Hausaufgabenhëllef zrëckgräifen.

Här President, ech ginn lech domadder eng zweet Motiou vun der CSV.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il ressort tant du dernier rapport PISA 2015 sur le Luxembourg que du Rapport national sur l'éducation au Luxembourg de 2018 que l'acquisition et le développement des compétences des élèves dépendent e. a. de leur contexte migratoire ainsi que du statut socio-économique des parents ;

- constatant également que de plus en plus de parents travaillent de nos jours tous les deux à plein temps, de sorte qu'ils ont peu de temps pour s'investir dans les études de leurs enfants ;

- considérant que le succès scolaire d'un enfant ne doit être tributaire ni du milieu socio-économique de ses parents ni de leur niveau socio-culturel ou encore de leur disponibilité ;

- constatant encore que de nombreux prestataires d'accueil et d'encadrement d'enfants organisent d'ores et déjà une supervision des devoirs, lors de l'accueil des enfants y inscrits ;

- constatant également que cette mission de supervision, pour importante et nécessaire qu'elle soit, n'est pas suffisante, si on veut offrir à chaque enfant une réelle chance de développer ses facultés et talents et réduire ainsi les inégalités d'accès au savoir ;

- considérant encore que l'accompagnement scolaire ne saurait être considéré comme un élément autonome se situant complètement en dehors du système scolaire ;

- considérant, au contraire, que la réussite de l'accompagnement scolaire passe par une étroite collaboration entre l'école et les prestataires de l'accueil et de l'encadrement ;

- concluant qu'au nom de l'égalité des enfants, chaque enfant, y compris celui qui ne bénéficie pas des prestations d'accueil et d'encadrement, devrait pouvoir être suivi dans ses études ;

invite le Gouvernement

- à œuvrer dans le sens d'une collaboration étroite entre l'école et les structures d'accueil et d'encadrement concernées ;

- à prévoir et soutenir dans ce contexte la mise en place de projets pilotes destinés à optimiser la collaboration entre les maisons relais et l'école ;

- à initier avec les parties concernées un dialogue en vue d'implémenter au niveau de l'école fondamentale l'aide et le soutien gratuit aux devoirs et à l'apprentissage.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - En anere Punkt ass deen am Kader vun de Kannerbetreuungsstrukturen. Do si mer der Meenung, dass déi Aarbechten an déi Definitionen vun deenen Agent-régionallen, déi d'Qualitéitskontroll maachen ...

Wou ech zwar eng Klammer maachen, dat hu mer elo net an der Motiou geschriwwen, mä ech mengen nach eng Kéier, et misst een driwwer nodenken, ob een dat net misst an en anere Gremium setzen, net bei de Service national de la jeunesse, mä ob een do net misst iergenden anere Gremium schafen, wou déi wierklech komplett onofhängeg déi Aufgab géife maachen.

Déi Klammer maachen ech erëm zou, an dat soen ech och hei a betounen ech, dass dat just meng reng perséinlech Meenung ass. Mä ech fannen dat net gutt, dass dat innerhalb vun deem Service national de la jeunesse ugesidelt ass, mä et wier besser - d'CSSF ass jo och net ugesidelt beim Här Finanzminister -, wann een e Kontrollorgan hätt, dass een dat och vläicht do géif usidelen, wou et net direkt mat deem Ministère a mat deem Minister eppes ze dinn hätt.

Mä d'Motioun freet, dass do d'Méiglechkeet besteet, dass d'Agent-régionalle méi Qualitéitskontrollen kënnen maachen an den Accueilstrukturen an dass se do och d'Méiglechkeet hunn, ouni sech musse laang am Virfeld unzemellen. Well Dir kënn lech nach alleguerten erënnere: Wa fréier den Inspekter an d'Schoul komm ass, dann ass ënnert der Bänk geraumt ginn, wann den Inspekter sech ugemellt hat, an dann ass och alles schéin tiptopp an der Rei gewiescht, wann den Inspekter komm ass.

Dofir si mer der Meenung, dass et besser wier, déi Kontrolle wiere spontan a si géifen net nach laang am Virfeld ugemellt ginn, well da wiere se bestëmmt och méi effikass. An déi Pro-

blemer, déi d'Leit mellen, géifen dann och vläicht éischt constatéiert ginn, wéi wann ëmmer fir d'Éischt eng Umeldung do ass.

Här President, ech ginn lech dozou eng drëtt Motiou vun der CSV.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- rappelant que la loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse institue la création d'agents régionaux « enfance et jeunesse » ;

- sachant que selon l'article 8 du règlement grand-ducal du 27 juin 2016 concernant l'assurance de la qualité dans l'activité de l'assistance parentale, dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants et dans les services pour jeunes, les contrôles par les agents régionaux sont prévus deux fois par an ;

- sachant encore que les visites des agents régionaux sont annoncées au moins deux semaines en avance et par voie écrite au gestionnaire ou à l'assistant parental participant au dispositif du chèque-service accueil ;

- notant que la mission des agents régionaux consiste dans le contrôle et le monitoring de la qualité pédagogique et éducative des services d'accueil et d'éducation pour enfants, des assistants parentaux et des services pour jeunes ;

- précisant que les contrôles des agents consistent à rassembler les faits constatés sur place et à émettre des avis et recommandations aux services responsables du ministère qui pourront décider, le cas échéant, d'enlever la qualité de prestataire CSA ;

- considérant que le secteur de l'accueil de la petite enfance est un secteur particulier sensible qui mérite qu'on y attache une grande attention notamment en assurant aux agents régionaux les moyens leur permettant d'effectuer un contrôle efficace ;

- constatant in fine qu'il serait souhaitable de renforcer dans les structures ou auprès des prestataires concernés la promotion d'une culture de sensibilisation, d'information et de contrôle en matière de qualité de l'encadrement et de l'accueil des enfants et des jeunes ;

invite le Gouvernement

- à étendre les missions des agents régionaux en prévoyant dans leur chef de réelles missions de contrôle de qualité et de recherche d'infractions ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de permettre aux agents régionaux de se rendre librement et sans avertissement préalable auprès du gestionnaire ou de l'assistant parental participant au dispositif du chèque-service accueil afin d'y effectuer les contrôles nécessaires.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - E weidere Punkt ass deen, wat d'Motioun ubelaangt vum „service public“: Dir wësst, dass beim Gesetz vun der Jeunesse vun 2016 do verschidden Termen drastinn, wéi „mission de service public“ an „bénéfice raisonnable“, „Bénéfice raisonnable“, ech muss lech soen, den Här Gramegna huet do doudsécher eng aner Virstellung, wat en „bénéfice raisonnable“ ass wéi ech. An ech ka mer virstellen, den Här Schneider huet och eng aner Meenung dozou wéi d'Martine Hansen, wat en „bénéfice raisonnable“ wier, soudass een net an engem Gesetz einfach schreiw sollt vun engem „bénéfice raisonnable“, mä dass een dann och definéiere sollt, wat deen „bénéfice raisonnable“ ass.

Well wa mer elo am Gesetz kucken, do schreiw mer ëmmer dran, de Benefiss muss rasonabel sinn an da kucke mer weider. Do wier et kloer an et wier och gutt fir d'Bedreiwler vun deenen Haiser, dass déi wësst, wat konkret den „bénéfice raisonnable“ géif bedeuten.

Här President, dofir ginn ech lech eng véiert Motiou vun der CSV dozou of.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- sachant qu'au Luxembourg la situation de l'éducation et de l'accueil extrafamilial et extrascolaire a évolué de manière considérable au cours des dernières années ;

- notant en effet que l'offre totale de places en structures d'éducation et d'accueil (« SEA ») se chiffre à quelque 56.000 places en 2017¹ ;

- constatant que les SEA se sont vu reconnaître, par la loi du 24 avril 2016 modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, une mission de service public ;

- constatant que cette mission n'est définie nulle part ;

- constatant encore que pour déterminer les coûts occasionnés par l'exécution des obligations découlant de l'accomplissement de la mission de service public par le prestataire, sont pris en considération les coûts variables occasionnés par la fourniture desdites prestations, s'il y a lieu une contribution proportionnelle aux coûts fixes communs au service en cause et à d'autres activités, ainsi qu'un « bénéfice raisonnable », qui n'est pas défini ;

- considérant que ces structures interviennent dans un contexte, celui de la jeunesse, où il échet de fixer de manière claire et précise les attentes de la politique envers ces structures pour que celles-ci puissent prendre toutes les mesures nécessaires afin de remplir leurs obligations, et ce d'autant plus que seuls les coûts liés à la mission de service public sont pris en compte par l'État ;

- considérant encore que le paysage SEA a beaucoup évolué ces dernières années ;

- constatant que si d'une part les contraintes, qu'il s'agisse de contraintes liées à la qualité de l'accueil ou liées à l'enseignement plurilingue, ont considérablement augmenté, de nombreuses structures ont investi dans des concepts offrant des prestations ou des services spécifiques supplémentaires afin de se démarquer des autres entités et mieux répondre aux besoins et attentes des familles et des enfants en diversifiant l'offre en prestations ;

- considérant qu'il est dans l'intérêt des familles et des enfants de préserver un paysage des structures SEA diversifié ;

- considérant qu'il n'est pas toujours aisé de savoir quelles sont les prestations dont les coûts sont pris en charge par l'État, car tombant dans la catégorie des prestations qualifiées de missions de service public, et quelles sont les prestations spécifiques supplémentaires pouvant être facturées au-delà du tarif maximal de six euros de l'heure correspondant à l'aide maximale de l'État au titre du CSA ;

- constatant que de telles précisions sont importantes pour les structures, et plus spécialement pour les petites structures, afin de gérer leur quotidien et planifier leur avenir ;

invite le Gouvernement

- à définir, dans les plus brefs délais, de manière précise les tâches qui incombent aux SEA au titre de « mission de service public » et à procéder, le cas échéant, à la modification des textes législatifs et réglementaires y relatifs ;

- à définir également clairement les prestations spécifiques supplémentaires qui peuvent être facturées au-delà du montant maximal que l'État est prêt à prendre en charge ;

- à définir in fine de manière précise la notion de « bénéfice raisonnable » et à modifier, le cas échéant, également les textes législatifs et réglementaires y relatifs.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

A wa mer da vum Congé parental schwätzen, wat jo och nach fir all Familljemodell deeselwechten ass, do hat, wéi deen neie Congé parental komm ass, meng Kolleegin Françoise Hetto eng Hällewull Amendemente gemaach, wou d'Ministesche duerno gesot huet an der Kommissioun, et wier e bëssen ze spéit gewiescht. Do muss ech awer soen: Dat ass vläicht richtig gewiescht; vläicht och net, well et hätt een, wann awer de Wellen do gewiescht wier, dat och aneschtens kënnen maachen!

An dofir géif ech lech hei och eng Proposition de loi gi vun der CSV betreffend de Congé parental, wou mer awer och gläichzäitig der Meenung sinn, dass de Congé parental misst kënnen ausgebaut ginn, wou een och kéint d'Méiglechkeet hunn, dass deen ee Partner deem anere säi Congé parental iwwerhëlt. An eppes, wat mer 2013 an eiselem Wahlprogramm stoen haten: Wann Der och nach Grousselteren hutt bei engem Kand, déi aktiv sinn, dass een och do d'Méiglechkeet misst schafen - well de Congé parental ass jo fir d'Kand do -, dass, wann d'Elteren aus wat fir enge Grënn och ëmmer net kënnen op dat Angebot zrëckgräifen, dat och kéint op d'Grousselteren ausgebaut ginn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wannechgelift, hei ass d'Proposition de loi.

7434 - Proposition de loi portant flexibilité du congé parental et extension de l'exercice du congé parental aux grands-parents et modifiant 1. le Code du travail, 2. le Code de la sécurité sociale, 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et 4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

¹ Rapport MEN 2018



► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance.- Merci.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, ech wëll dann och nach eng aner Proposition de loi eraginn, dat ass dat Gesetz modifié vun 2008 iwwert d'Jeunesse, wou mer och gären hätten - do geet et och ëm de Congé parental -, dass do och nach eng Kéier muss definiert ginn, wat d'Durée vum Congé parental ubelaangt, dass een déi och ka staffelen, véier respektiv sechs Méint, an dass een do och kann, wat de Chèque-service ubelaangt, aner Dispositionen huelen.

Dofir ginn ech lech och do eng Proposition de loi.

7435 - Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Elo muss ech oppassen, dass ech mat de Proposition-de-loien a mat de Motiounen laanschteneekommen.

Dann ass et eis och drëm gaangen, mir hunn et virduw gesot, mir hunn iwwer berufstäteg Eltere geschwat, mir hunn iwwert d'Digitaliséierung geschwat, mir hunn iwwert den Teletravail geschwat, dass et do och wichteg ass, dass mer do méi maache fir den Teletravail, den Teletravail am öffentleche Secteur, den Teletravail am Privatsektor. Am Teletravail ass et en Accord ginn, do waren den Här Gramegna an ech - dunn hate mer nach allen zwee aner Aufgaben - och mat involved, wéi téschent de Sozialpartner deemools an de Berufschamberen e fräiwëllegen Accord fonnt ginn ass iwwert den Teletravail. Mir sinn der Meenung, dass een dat alles nach eng Kéier misst an Ugrëff huelen, souwuel am öffentleche Secteur, wou et jo och plazeweis leeft, mä och am Privatsektor, fir den Teletravail vill méi ze féerden.

An dofir géif ech lech eng Motioun dozou ginn.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que le télétravail, encouragé par la mondialisation économique et l'optimisation des technologies modernes de l'information et de la communication, est un mode de travail qui rencontre un succès grandissant ;

- constatant que le télétravail est lié à de nombreux enjeux sociaux, économiques et environnementaux ;

- constatant ainsi plus précisément que si des garanties réelles sont données aux salariés, et si notamment le droit à la déconnexion est respecté, le télétravail constitue un mode d'organisation de travail garantissant aux salariés une meilleure qualité de vie et à l'entreprise des salariés plus motivés et partant plus performants ;

- considérant en effet que le télétravail favorise une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée/familiale en assurant notamment aux parents un gain de temps précieux qu'ils peuvent passer avec leurs enfants plutôt que sur les trajets ;

- constatant que le travail à distance peut également être un outil du développement durable en réduisant le trafic du transport collectif et privé du Luxembourg et de la Grande Région, et de ce fait en diminuant les émissions CO₂ responsables du réchauffement climatique et autres agents polluants ;

- notant que le développement du télétravail s'inscrit aussi dans la mise en œuvre des conclusions de l'étude Rifkin, alors que ce mode de travail figure en haut de la liste des domaines d'application concrets de la troisième révolution industrielle ;

- notant que dans le secteur privé, le télétravail fait l'objet d'un encadrement juridique via une convention signée entre les partenaires sociaux en 2006 et reconduite à plusieurs reprises, et que cet accord et ses reconductions ont été déclarés d'obligation générale par règlement grand-ducal ;

- notant encore que dans le secteur public, le télétravail dispose d'une base légale depuis 2003 complétée en 2012 via règlement grand-ducal ;

- constatant que selon le Statec en 2015, 6,1 % des actifs résidents étaient concernés par le télétravail ;

- constatant encore que dans la fonction publique, l'ancien Ministre de la Fonction publique avait, sur base de l'étude Rifkin, lancé en octobre 2017 un projet pilote « Télétravail » dont le but est e. a. d'identifier les problèmes potentiels et de formuler, sur base des expériences faites, des recommandations au niveau législatif ;

- constatant qu'une centaine de fonctionnaires répartis sur onze établissements ont participé à ce projet pilote et qu'en septembre 2018, le Ministre de la Fonction publique de l'époque a tiré, lors d'une conférence de presse, les premières conclusions de celui-ci ;

- notant que ce dernier a clairement affirmé lors de la conférence de presse que le cadre législatif n'est plus adapté ;

invite le Gouvernement

au niveau du secteur public ou assimilé :

- à montrer l'exemple en étendant le télétravail aux entités étatiques et aux entités assimilées qui ont montré un réel intérêt pour ce mode de travail voire qui ont la possibilité de recourir à cette forme de travail à distance ;

- à finaliser le plus rapidement possible l'évaluation définitive du projet pilote de 2015 et de procéder aux modifications nécessaires qui s'imposent afin de mieux encadrer la mise en œuvre du télétravail ;

au niveau du secteur privé :

- à voir avec les partenaires sociaux concernés s'il ne serait pas opportun de légiférer en la matière et de donner ainsi une base légale générale au télétravail en s'inspirant des dispositions de la Convention de 2006 telle que reconduite voire en y apportant les modifications qui s'imposent, quitte à ce que les spécificités propres aux différents secteurs ou entreprises peuvent être prises en compte dans le cadre des conventions collectives ou accords interprofessionnels ;

- à s'assurer que le cadre légal prenne en compte les implications que le télétravail entraîne e. a. au niveau du travail, du droit fiscal, du droit de la sécurité sociale ou de la législation en matière de protection de la vie privée ;

- à mobiliser les efforts en vue de trouver tant sur le plan européen en général et sur le plan de la Grande Région en particulier des solutions adéquates pour les salariés frontaliers ;

en tout état de cause,

- à s'investir dans la promotion du télétravail tous azimuts et à prendre les mesures qui s'avèreront nécessaires ;

- à promouvoir dans ce contexte notamment les différentes formes de travail à distance et notamment les espaces de cotravail (coworking spaces) dans les zones périphériques situées à proximité de pôles multimodaux pour davantage de flexibilité.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance.- Merci.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- A wa mer dovu schwätzen, fir den Teletravail méi ze féerden, da menge mer, dass dat legislativ muss geschéien, an da géife mer awer och nach gären eng Kéier op dat zréckkommen, wat schonn eng Kéier heibannen diskutéiert ginn ass a wou och ee vu menge Kolleegen, deen och nach gläichzäiteg Buergermeeschter ass, déi Diskussioun schonn eng Kéier gefouert huet: fir Gebaier ze schafen, dass direkt op de Grenzen d'Leit do kënnen schaffen. Well mir wësse jo beim Teletravail, dass mer ënnerschiddlech Behandlungen hunn, jee nodeem ob dat Däitschland, Frankräich oder d'Belsch ass, well dat bilateral Accorde sinn, an dass et do net méiglech ass. Deemno wéi laang Der do schafft, da gitt Der näamlech net méi nom Lëtzebuerger Modell, mä nom däitschen, franséischen oder belsche Modell behandelt, sou dass een do och muss déi néideg Punkten uginn.

Ech ginn lech nach deen Ziedel, dee kënn nach bei deen aneren derbäi, Här President, net dass Der duerjerneekommt.

(Interruption par la présidence)

Da geet et ëm deen nächste Modell, dee mer wëllen hunn. Deen nächste Modell, dee mer hunn, dat ass dee vun de Betriebsrëchen. Mir hätten och gären, dass een driwwer nodenkt, fir Betriebsrëchen ze maachen. A wann ech soen „Betriebsrëchen“, dann ass et och gläichzäiteg, dass dat net muss eleng op de Betrib reduzéiert sinn, dat kann och an enger Zon sinn. Mir wëssen, dass vill Betriber net déi kritesch Mass hunn, fir et elo emol esou auszedrücken, fir ze soen, dass et sech géif bei hinne rentéieren, fir eng Betriebsrëche ze maachen. Mä wann een awer déi Betriber, déi an deem ganze Zoning sinn, mat géif eranhuelen, da wier déi Méiglechkeet do.

Dofir hätte mer gären, dass een do alles géif maachen, fir dass méi där Crèchë géifen entstoën, an dass een do iwwer e Crédit d'impôt fir Betriber kéint fueren, fir deene Betriber, déi eng géife schafen, déi Ureegung an déi Hëllef ze ginn, déi se brauchen, fir Betriebsrëchen ze maachen.

Dozou déi heite Motioun, Här President.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'au Luxembourg la situation de l'accueil extrafamilial et extrascolaire a évolué de

manière considérable au cours des dernières années ;

- notant que l'offre totale de places en services d'éducation et d'accueil et en assistance parentale est passée de quelque 7.700 places en 2004 à plus de 59.000 places en 2019³ ;

- constatant cependant que la demande en places d'accueil est toujours très grande et que beaucoup de parents ont toujours du mal à trouver une place d'accueil pour leurs enfants ;

- constatant que parmi les critères de recherche d'une structure d'accueil pour enfants figure la proximité de la structure du domicile des parents ou celle avec le lieu de travail ;

- constatant que plusieurs entreprises offrent à leurs salariés la possibilité de faire garder leurs enfants dans une crèche dans l'enceinte entrepreneuriale, il n'en demeure pas moins que pour faire fonctionner une crèche qui peut aussi être financée, une certaine masse critique est nécessaire ;

- constatant que de nombreuses entreprises, notamment la plupart des PME, ne sauraient offrir un tel service à leurs salariés ;

- notant d'autre part que de nombreuses entreprises seraient cependant prêtes à s'investir dans un tel projet, dès lors qu'il serait porté par plusieurs entreprises ;

- considérant dès lors qu'à côté des crèches d'entreprises au sens strict qu'il échet de continuer à promouvoir, il appert que la création de crèches inter-entreprises ou de crèches communes à plusieurs entreprises permettrait d'augmenter l'offre en places d'accueil disponibles et prendrait également en compte les attentes des parents ;

invite le Gouvernement

- à encourager, à côté des crèches d'entreprises, la création de crèches inter-entreprises ; notamment via l'attribution d'un label d'employeur de qualité ;

- à examiner la possibilité de la mise en place d'un « crédit d'impôt » pour les entreprises qui mettent en place une crèche au sein de l'entreprise respectivement qui entendent mettre leurs moyens en commun pour offrir à leurs salariés une structure d'accueil commune.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Da geet et nach ëm alles dat, wou iwwer mer rieds hate beim Congé parental. Mir haten och deemools rieds, dass ee misst kucken, wat fir eng Auswierkungen e Congé parental op kleng a mëttel Betriber huet, op d'Betriber am Allgemengen. Do si vill Betriber, déi käichen, do si Betriber, déi käiche manner.

Op där leschter Etüd, déi mer kritt hunn, wou d'Madamm Minister eis déi Detailler ginn hat iwwer alleguerten déi Leit, déi géife Congé parental froen, wou mer jo op 50 % ukomm sinn téschent Männlein und Weiblein, hu mer awer och festgestallt, opgrond vun der Nott vun der Sécurité sociale, wou een d'Secteur gesäit, dass a verschiddene Secteuren dat exzellent leeft an a verschiddene Secteuren dat awer nach ëmmer mat Schwierigkeete verbonnen ass, de Congé parental.

Dofir géif d'CSV do virschloen, dass mer géifen eng Etüd maachen, wou ee géif kucken zuesumme mat deene Betriber aus deene Secteuren, wat fir eng Auswierkungen de Congé parental fir si huet op d'Produktivitéit. An et ass och wichteg, fir do ze kucken, fir d'Patronen ze encouragéieren an och, wat ee kéint alles maachen, fir déi Remplacemeter ze generéieren.

An dofir géif ech lech nach eng Motioun ginn, Här Vizepräsident.

Motion 9

La Chambre des Députés

- considérant que la conciliation entre vie professionnelle et familiale est depuis longtemps une priorité politique ;

- notant que les mesures mises en œuvre pour atteindre cet objectif doivent tenir compte des réalités sociétales et offrir aux familles les meilleures conditions possibles ;

- sachant qu'il importe de continuer l'analyse des moyens mis en œuvre pour concilier vie professionnelle et vie privée, dont notamment le dispositif du congé parental ;

- notant qu'un congé parental nécessite souvent des modifications et adaptations dans la planification d'une entreprise, et ceci notamment pour les petites et moyennes entreprises ;

- concluant qu'un bilan et une analyse profonde des modalités du congé parental s'impose auprès du secteur privé, et plus particulièrement auprès des petites et moyennes entreprises (« PME ») ;

invite le Gouvernement

- à lancer une étude approfondie portant sur les modalités du congé parental dans le secteur privé ainsi que sur les besoins des patrons et salariés du secteur privé ;

- à analyser dans le cadre de cette étude la possibilité de la mise en place d'un « pool de remplaçants » pouvant effectuer une partie des remplacements générés par des congés parentaux dans le secteur des PME ;

- à prévoir et soutenir également dans ce contexte des initiatives et des projets pilotes destinés à optimiser la planification et l'organisation interne des PME en cas de congés parentaux.

(s.) Marc Spautz, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Marco Schank.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance.- Merci.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir Dammen an Dir Hären, da fuere mer viru bei deenen nächste Punkten. Da geet et nach ëm dee vum Congé parental, wou et d'Méiglechkeet wier fir d'Grousselteren ..., do hat ech lech scho virudrun déi Proposition de loi ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir sinn awer och der Meenung, dass een d'Diskussioun bei den „raisons familiales“, bei dem „congé pour raisons familiales“ sollt féieren. An ech weess, well mer eng ganz intensiv a flott Diskussioun an der Chamberskommissioun haten, dass et oft do schwierig ass, och duerch d'Familles composées a recomposées, fir heiansdo deen ze fannen, dee ka beim Kand bleiwen an dee kann dovun Notzen hunn.

Mir proposéieren do, och do d'Méiglechkeet ze ginn, dass dee Congé op d'Grousseltere kann ausgebaut ginn, dass och do d'Grousseltere vun de Kanner d'Méiglechkeet hunn, op dee Congé parental zréckzegraifen, wa se nach am Berufsliewe sinn, well et awer wichteg ass, wann dat Kand eng Persoun bei sech huet, wann et am Spidol ass, wann et iergenden Traitement huet, dass et déi kennt. An do ass et méi einfach, wann dat dann een ass vun der Famill, wéi wann dat een ass vun iergendenger Struktur.

Dofir géif ech lech déi heite Proposition de loi och ginn, Här Minister, pardon, Här President - do war ech nach an der Vergaangenheet!

(Hilarité)

7436 - Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, da geet et nach ëm eng Allocation complémentaire. Dat ass och näischt Neits. D'Madamm Minister weess dat, wéi mer d'Veerenheetlechung vum Kannergeld gemaach hunn, dass ech do am Numm vun der CSV gesot hunn, dass mer Problemer hätte mat enger Vereenheetlechung vum Kannergeld. Well virudrun hate mer jo eng Staffellung 1. Kand, 2. Kand, 3., 4., 5. an esou weider, well et awer fir Leit, déi méi wéi zwee Kanner hunn, also ab dem drëtten Kand, heiansdo Schwierigkeete ginn, well se sech dann aner Uschafunge mussen maachen, déi nach net verlaangt sinn, wann Der der eent oder zwee hutt. An dofir hate mer deemools schonn eppes an d'Gespréich bruecht, wat mer genannt hunn, dass ee géif eng extra Allocation aféiere fir Famillje mat méi Kanner, ab deem drëtten Kand.

Do géif ech lech och elo eng Proposition de loi ginn - déi ass natierlech sozial gestaffelt jee no de Revenuen -, dass mer gären hätten, dass eng Primm, eng extra Allocation agefouert géif fir alleguerten déi Leit mat méi wéi dräi Kanner (veuillez lire : mat méi wéi zwee Kanner), déi awer dem Revenu vun den Elteren no - ech betounen: net vun de Kanner, well déi hu keen, mä vun den Elteren - gestaffelt ass.

An deem ganze Kader, wéll ech awer och soen, huele mer awer och nach eng Propos mat op, déi mäi Kolleeg Gilles Roth schonn eng Kéier gemaach hat dëst Joer beim Débat sur l'état de la nation, oder net État de la nation, mä bei der Regierungserklärung. D'Regierung huet an hirem Koalitiounsprogramm stoën - an d'Martine Hansen hat dat deemools och ënnerstrach -, dass se am Laf vun dëser Legislaturperiod d'Kannergeld erëm géif indexéieren.

Ech wëll soen, mir hunn deemools eng Motioun gemaach a mir hu gesot, mir géifen d'Regierung opfuerderen, dat direkt ze maachen. An no deene fantasteschen Zuelen, esou wéi

² https://fonction-publique.public.lu/fr/plus/actualites/articles-actualites/2018/07/20180727_teletravail.html

³ Rapport 2018 Ministère de l'Éducation nationale

den Här Gramegna eis dat jo gezielt huet, gesi mer net an, dass een elo do nach muss fënnef Joer waarden oder nach véier Joer waarden, bis d'Kannergeld erëm indexéiert gëtt!

D'Kannergeld ass desindexéiert ginn deemools zu engem Zäitpunkt, wou et dem Land net esou gutt gaangen ass, an et war eng vun deene Spuermoosnamen. Mä ech hunn awer elo déi lescht Stonnen an Deeg vun der Majoritéitsäit vun der Chamber héieren an och vun där vis-à-vis hei vum Riednerpult, dass et dem Land esou gutt geet wéi nach ni an dass mer net nemme schwaarz Zuele schreiwen, mä och nach plus, plus, plus! Dofir si mir als CSV der Meinung, dass een d'Kannergeld direkt kéint indexéieren, réckwierkend op den 1. Januar 2019, an dass dann ab dem 1. Januar 2019 réckwierkend d'Kannergeld erëm géif weider mam Index lafen, fir domadder och de Leit de Kafkraaftverloscht beim Kannergeld zoukommen ze looschen.

Wannechgelift, Här President.

7437 - Proposition de loi portant modification du Livre IV du Code de la sécurité sociale relatif aux prestations familiales

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dann eng lescht Proposition de loi, déi mer géife maachen ...

► **Une voix.** - Dir sidd awer elo esou gutt lancéiert!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An eng lescht Proposition de loi géife mer maachen. Mir kréie jo ëmmer virgeworf, wa mer soen, dass mer gären hätten, dass d'Leit kënnen hire Familljemodell selwer decidéieren, a wann do ee Partner weill doheem bleiwen, da sollt deen d'Méiglechkeet hunn, doheem ze bleiwen, dann heescht et ëmmer: „Oh, Dir sidd lech jo net bewosst, wat Der maacht. Dir kuckt d'Scheidungsrat net. Dir wësst net, wat dat fir dee Partner bedeit, wa se herno gescheet ginn a si falen ... Da froe se méi spéit eng Pensioun un, dann hu se e Problem.“

Dofir hu mer eng Proposition de loi ausgeschafft, fir ze soen, dass d'Babyjoren hei zu Lëtzebuerg vun zwee op véier Joer an d'Luucht ginn, dass dann domadder dat Lach net méi do ass, mä dass d'Leit jo dann awer sozialverséichert sinn an dass dat an hire Pensioun net verluer geet an dass jiddweree während véier Joer Babyjore ka kréien, deen e Kand op d'Welt setzt, wann e sech dann dofir opfert, fir doheem ze bleiwen - oder fir déi Freed ze hunn, „opferen“ ass e schlecht Wuert, fir déi Freed ze hunn, ...

(Brouhaha)

... fir déi Freed ze hunn, fir kënnen beim Kand doheem ze sinn!

An, Här Kox, ob dat dann och fir d'Deputéiert géllt oder net, dat ass net un eis mat dran, mä dat kënnen déi gréng dann duerno decidéieren.

► **Une voix.** - déi gréng mat hiren ...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech géif lech och domadder déi heite Proposition de loi iwwerreechen.

7438 - Proposition de loi portant modification du Livre III du Code de la sécurité sociale relatif aux années bébé (« Baby Years »)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech wëll nach eng Keier ënnersträchen, dat hei waren net alles meng Iddien, mä dat hei ass eppes, wat d'CSV-Fraktioun an engem extrae Retrait ausgeschafft huet, wou mer duerno alleguerten déi Punkte gekuckt hunn, wat gutt a wat schlecht leeft. An ech wëll och alleguerten deene Leit Merci soen - Dir wësst, beim Proposition-de-loi-Schreiwen, dat rëselt Der net aus dem Aarm, a bei de Motiounen bei esou enger grousser Unzuel och net - vun der CSV-Fraktioun ronderëm d'Nadia Rangan fir déi Aar-becht, déi se gemaach hunn.

An Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech, ech gi jo dovun aus, dass d'Motiounen direkt alleguerten hei mat der Unanimitéit wäerte gestëmmt ginn, a bei de Proposition-de-loie frëgen ech mech op d'Avis vum Conseil d'État, well ech dovunner ausginn, dass déi och elo direkt weidergereecht ginn, fir dass mer duerno kënnen en connaissance de cause dovun schwätzen an déi Saachen an d'Realitéit ëmsetzen, déi bluttnoutwendeg si fir d'Lëtzebuerg Land, fir d'Familljen am Lëtzebuerg Land a fir eng gutt Sozialpolitik.

An ech hu gëschter iwwerall op der Majoritéitsäit héieren, wéi wichteg d'Sozialpolitik ass. Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e grouesse

Schrëtt an der Sozialpolitik. Wann Der dat matstëmmt, matdrot, dann hutt Der de richtige Wee geholl fir d'Sozialpolitik.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, an dëser Budgetsdebatt e puer Iwwerleeungen zu de Gemengefinanzen ze ginn, d'autant plus dass jo d'CSV en Amendement eragereecht huet am Kader vun dëser Budgetsdebatt, wat de CDA Ettelbréck-Dikrech ubelaangt an an deem Kontext och vun der Nordstad.

Ech hunn elo déi Debatten hei nogelauschert an ech hunn ausser dem Amendement vun der CSV an dem Statement, dass si mat där Reform vun de Gemengefinanzen net averstanen ass an och net wäert sinn, an dem Depot vum Amendement just vum Alex Bodry héieren, wat iwwert d'Gemengefinanze gesot ginn ass, wat ech natierlech och nëmme kann deelen, dass déi Reform vun de Gemengefinanzen, déi ënner där leschter Legislaturperiod gemaach ginn ass, ronn de Gemengen elo eng Mise à disposition vu 95 Milliounen mécht.

Ech kommen net zrëck op d'Debatten, déi hei bei der Reform gefouert gi sinn. Ech weess, dass mer do ënnerschiddlecher Meinung waren. Dat kann ee sinn. Et fënnt een och bei enger Reform vun de Gemengefinanze keen 100%eg gerechte System, wéi een dee kann unwenden. Mä ech gesinn awer, dass et net zu finanziellen Diskussiounen féiert bei enger Budgetsdebatt an dat hei e Konsens fënnt, dass déi 95 Milliounen, déi dann en plus bei d'Gemenge kommen, och wëllkomm si vun de Gemengen, d'autant plus dass een och mierkt, dass den Investissement vun de Gemengen an och déi ganz Reform richtig ukomm sinn.

Wat den Amendement ubelaangt, denken ech jo net - an ech ënnerstellen der CSV dat och net -, dass hei elo op eemol géif Parteipolitik gemaach ginn am Kader vun der Nordstad, fir ze soen, dass hei elo misst iwwert d'Population ajustée ee Koeffizient vu 5 %, 1,05, ugewannt ginn, fir dass notament fir d'Gemeng Ettelbréck an d'Gemeng Dikrech méi Suen aus der Enveloppe vun de Gemengefinanze kënn.

Ech kommen awer ganz kuerz dorobber ze schwätzen.

D'Initiativ, denken ech emol, vun deem heiten Amendement ass vu mengem Kolleg, dem Ettelbrécker Buergermeeschter, ausgaangen, deen ech och respektéieren, wou mer och a Gremien zesumme sätzen. Ech mengen, et ass do Drock gemaach ginn. Bon, dat ass de bonne guerre.

En Interview an der Press, wou gesot ginn ass, dass iwwert dës Loi budgétaire den Ajustement vun der Population ganz einfach géif - ech mengen, et war - „in Beton gegossen“ ass. Ech denken net, dass eng Loi budgétaire do ass, dass et „in Beton gegossen“ ass, mä et war eng Doleance an et war eng Revendication, notament och vun der CSV, fir déi Koeffizienten, wat d'CDAs ubelaangt, wat d'Determinationen vun der Population ajustée ubelaangt, notament fir d'Etat Lëtzebuerg, fir d'Etat Esch a fir déi aner CDAs, fir dat an d'Loi budgétaire ze kréien.

Et ass also genau dat gemaach ginn, wat an der Interieurskommissioun vun der leschter Legislaturperiod - wou ech d'Éier hat, President ze sinn, a well ech och Rapporteur war vun der Reform vun de Gemengefinanzen - proposéiert ginn ass, well gesot ginn ass, iwwer Règlement grand-ducal, dat wär just de Contraire an dass an der Chamber ebe kann dann diskutéiert ginn, wann et am Kader vun der Loi budgétaire ass.

Richtig ass och, dass an dësem Budget, dat heescht an der Loi budgétaire, de Koeffizient vun der Stad Lëtzebuerg, der Stad Esch a vun den CDAs festgehale ginn ass. A richtig ass och, dass Ettelbréck an Dikrech net als CDA do festgehale gi sinn.

Elo kann ee sech natierlech froen: Firwat ass dat esou? Firwat ass dat net an d'Loi budgétaire ageschriwwen ginn? Ech wëll do e bëssen op dat zrëckgräifen, wat deemools an der Kommissioun diskutéiert ginn ass.

An der Kommissioun ass diskutéiert ginn, dass d'CDAs ëmmer nëmme kënnen remuneréiert ginn iwwert d'Population ajustée, wann et Uertschafte sinn. Wann et awer iwwer eng Nordstad geet - an iwwert déi schwätze mer hei, denken ech -, da sinn dat oder waren dat sechs Gemengen. Elo nom Vott vu Colmer, denken ech, sinn et der nach fënnf. An déi fënnf Gemengen hu sech zu Fusiounsgesprécher afonnt, wéi Der alleguerte wësst.

Wann een dat also gemaach hätt ... An ech mengen, et war souguer eng Observatioun vum Statsrot. Well d'Nordstad nach kee Ganzt ass, well et nach keng Entitéit ass, kann een dat guer net maachen. Also misst een dat an déi Gemenge verdeelen, déi an der Nordstad sinn. Nach eng Keier: Déi Zäit waren et der sechs, haut si mer nach zu fënnf.

Wann een also op dee Wee gaange wier - an dat ass richtig, et kann ee jiddweregem eppes ginn -, da wëll ech lech just soen, dass dann d'Enveloppe, wann een hei verdeelt, au détriment vun deenen anere Gemenge geet. Ech hoffen, dass dann och jiddweree sech däers bewosst ass. Ech weess net, wéi d'Etat Lëtzebuerg géif reagéieren, wa se op eemol manner kréich, wann dat dote gemaach gi wier, oder d'Etat Esch oder aner Uertschaften, vu dass dat jo och deemools an der Kommissioun diskutéiert ginn ass.

An deem Amendement gräift d'CSV op d'Joer, ech mengen, 2003 zrëck. An do gëtt iwwert de Bipol Ettelbréck/Dikrech geschwat. Okay, Bipol Ettelbréck/Dikrech, dat war déi Zäit vläicht d'Terminologie, fir ze soen: „Mir huelen Ettelbréck, Ierpeldeng an Dikrech.“ Ech stelle mer dat esou vir, well Ettelbréck nach ëmmer net un Dikrech stéisst, an Dikrech nach ëmmer net un Ettelbréck. Do hu mer eng Uertschaft der-tëscht. Déi heescht Ierpeldeng.

Wa mer also vum Bipol schwätzen, da schwätze mer vun deene Gemengen, déi do concernéiert sinn. Dat ass déi éischt Remark, déi ech do wëll soen, mat der Remark, dass ee jo da muss oppassen, wat dat fir déi aner Gemenge géif bedeuten.

Elo wëll ech awer zum Amendement selwer kommen. Wéi gesot, d'Initiativ kënn vum Buergermeeschter vun Ettelbréck. An dat, wat mech am Ufank e bëssen erstaunt huet, dat ass, dass notament Ettelbréck ëmmer gesot huet: „Mir kréien duerch d'Reform vun de Gemengefinanze manner Suen fir d'Etat Ettelbréck.“

Ech hu mer dat eng Keier ugekuckt an ech hu mer déi Montanten eng Keier ausgerechent. Iwwerengs kënn Der dat och maachen, well d'CSV huet iwwert den honorabelen Députéierten Här Lies eng Question parlementaire gestallt, wou en och genau déi Dokumenter krut. Ech denken, dat war de leschte Mount. Dofir war et fir mech och méi einfach, fir dat och ze kucken.

D'Nordstad kritt iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen 8,1 Milliounen Euro d'Joer méi. Dovu kritt d'Etat Ettelbréck 3,5 Milliounen pro Joer méi. Wann een also an deem heite Kontext seet, Ettelbréck an Dikrech, wou - dat ass eng Decisioun vun der CSV - emol net mat Dikrech driwwer geschwat ginn ass, ob se dann op dee Wee ginn ... Et ass och komesch, dass vläicht e Buergermeeschter hei géif stoen a soen: „Ech wëll déi 5 % net.“

Ech wëll awer op dat Ganzt agoen am Kader vun der Fusioun. Da muss ech awer soen, dass d'Nordstad an deem Domän, wou keng vun deene sechs Gemenge verluer huet a substantiellement bäikritt huet, ganz zefridden ass mat där Reform.

Elo kënnen mer alleguerte kucken, wat déi eng Gemeng kritt huet a wat déi aner Gemeng kritt huet. A mir kënnen d'Solidaritéit tëscht de Gemengen ausspillen. Ech denken net, dass dat actuellement dee richtige Wee ass, d'autant plus dass mer elo a Fusiounsgesprécher sinn. A wa mer a Fusiounsgesprécher sinn, ass dat Schlechtst, wat een de Bierger dobausse ka vermëttelen: „Hei geet et just ëm d'Finanzen.“

Wann déi fënnf Gemenge sech eens ginn - an dat ass och an der Interieurskommissioun vun der leschter Legislatur festgehale ginn, op jidde Fall gesot ginn; déi Leit, déi do dra waren oder haut nach dra sinn an där neier, wëssen dat; an ech denken, dass d'Ministesch och do herno kann eng Ausso maachen -, dass, wann eng Fusioun kënn an der Nordstad, mat der ganzer Nordstad géif d'Population ajustée gekuckt gi mat 1,25 %. Et kéimen also 25 % bäi. Wann een dat mécht, dann ass et mir och kloer hei, an ech denken eis alleguerten, dass dann och d'Enveloppe budgétaire muss eropgesat ginn, well soss geet et au détriment vun deenen anere Gemengen am Land. An da ka jiddweree sech eng Keier ausrechnen, wat dat bedeit.

An dofir wier et net gutt, wa mer elo schon iwwert d'Finanze géife schwätze bei engem Projet, dee grad eréischt an de Kannerschong ass a wou et eng grouss politesch Volontéit gëtt, fir op eng Fusioun ze goen.

An eng Fusioun mat fënnf Gemengen ... Also, wéi gesot, ech hunn nach ni eng Fusioun matgemaach. D'Gemeng Dikrech huet déi Chance, dass se just d'Etat Dikrech huet. Mä eng Fusioun vu fënnf Gemenge mat fënnf ënnerschiddleche Charakteristiken, rural an urban, dat schëddelt een net einfach esou aus der Hand. An do muss een e Konsens kréien, wéi

een op dee Wee geet. Do kann een natierlech och elo direkt soen: „Mir huelen de Bipol Ettelbréck/Dikrech als CDA an da sinn déi, déi déi 5 % froen, egal wien dat ass, dat sinn déi Gutt, an déi, déi dat net wëllen, aus wat fir enger Ursaach och ëmmer, dat sinn déi Schlecht.“

De Moment vun de Fusiounsgesprécher ass awer och gepräagt vun enger Konventioun, déi ronn - ech misst elo kucken, ech mengen - vun 2006 u leeft. Dat sinn dräi Konventiounen, déi scho gemaach gi sinn. An d'Konventioun mat der Regierung, wat den Developpement vun der Nordstad - den Developpement vun der Nordstad! - ugeet, déi iwwerengs am Amendement vun der CSV steet, mä de finanziellen Aspekt steet net dran ...

(Interruption)

Dee steet net dran!

Dat bedeit, dass d'Nordstad - wat een och 2006 ënner „Nordstad“ verstanen huet - bis haut ronn 2 Milliounen Euro krut. Dat ass eppes, woumat mer eis an der Nordstad mat de Gemengen alleguerte mussen auserneeetzen, well deen CDA, déi 5 %, déi do gefrot ginn, déi si jo fir den Developpement an der Region ze maachen.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Firwat da just Ettelbréck an Dikrech? Déi kréien déi aner dräi Gemengen net. Déi géife par contre verléieren; net vill, mä se géife verléieren. Do muss mer eis da selwer, och d'Etat Dikrech, mat der Nues huelen a soen: Vun deene Suen, déi eng Mise à disposition vun der Regierung kruten, vu verschiddene Regierungen, vun 2010 bis 2017, waren dat 1,5 Milliounen - 1.540.000, fir genau ze sinn - iwwer Konventioun.

Do hu mer 919.000 Euro gebraucht a mir hu bis haut 621.000 Euro net gebraucht - net gebraucht! - fir de regionalen Developpement. Da muss ee sech froen - an dat ass ee Reproche un déi Gemenge vun der Nordstad, an och un d'Etat Dikrech -, firwat dass dat esou ass, vu dass jo d'Suen do waren. Dat ass also eppes, wat mech e bësse perturbéiert, d'autant plus dass elo d'Rendez-vous fir d'Verhandlungen - an „Verhandlungen“ ass ee grousst Wuert - fixéiert sinn, fir eng nei Konventioun ze maachen.

Éischt Fro bei där neier Konventioun, wa mer iwwer CDAs schwätzen, wa mer iwwert de Financement schwätzen: Ass an där neier Konventioun Colmer mat derbäi oder net? Colmer huet an hirem Gemengerot eng Decisioun geholl, fir net Member vun der Nordstad ze ginn. Also scheidt se aus der Nordstad aus. Dat ass, wéi wann een an engem Fussballclub ass, et ass een do licenciéiert an et spillt een enzwousch anescht. Dat schéngt mer schwéier ze goen, souguer beim Sport.

Da gëtt jo och de Montant gekuckt vun där Konventioun. An ech weess, dass dat d'Loi budgétaire ass, an ech weess dat mam CDA an ech kënnen déi juristeschen Bedenken, dass dat esou ass, an dofir kommen ech drop zrëck.

Wann et eng Fusioun gëtt, wéi séier kréie mer déi hin? Déi eng hätte se gäre virun 2023. Bon, ech si kee Frënd vun Datumen, déi mer eis fixéieren, fir eis esou ënner Drock setzen ze looschen, dass mer eppes iwwert de Knéi brieche. Da muss ech och kucken, wat elo an déi Konventioun kënn. Dat heescht: Wat fir ee Montant spillt do? An dee Virstouss hei fir deen Amendement verstinn ech scho guer net, vu dass mer jo elo als fënnf Nordstad-Gemenge soen: „Ma Regierung, mir fänken elo Fusiounsgesprécher un.“

Mir waren eis eens mat engem Syndicat à vocation multiple, iwwert dee vill diskutéiert ginn ass. Eng Zone artisanale ZANO ass entstanen.

(Interruption)

Gelift? ZANO, jo. Ech kann och ZANO soe wéi den Zorro, mä ech nennen et ZANO.

► **Une voix.** - „Z“ !

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - „Z“, jo.

Soudatt Beméiunge sinn. Eng Entwécklungs-gesellschaft ass gegrennt ginn. Soudatt also vill gemaach gëtt an der Nordstad an dass elo wierklech de falsche Moment ass, fir dat doten ze maachen, d'autant plus dass déi Iwwerleeung, fir dass dann déi fënnf Gemengen an der Nordstad een Urecht kréien op eng Augmentatioun vun der Dotatioun, dat vläicht an enger Konventioun kéint festgehale gi bis déi nächst sechs Joer. Déi lescht Konventiounen waren ëmmer mat enger Durée vu fënnf Joer. Da maache mer fënnf Joer draus an da gesi mer, wéi wäit dass mer mat der Fusioun kommen. An da wäert dat souwisou an 1,25 % Majoratioun ëmgewandelt ginn.

Dann hunn ech mer e bëssen, ... well sech jo da Suergen hei gemaach gëtt ëm den Investissement vun dëser Regierung an der Nordstad. Ech muss lech soen, dass - an Dir hutt de Bud-

get jo alleguete gekuckt, op jidde Fall dee vun dësem Joer, dee vum leschte Joer, an ech war och eng Kéier Budgetsrapporteur - an deenen nächste Jore ronn 500 Milliounen, also eng hallef Milliard Euro an d'Nordstad gestach ginn. Dat fängt mat der Eettelbrécker Gare un, dat fängt mat de schouleschen Infrastrukturen un, dat fängt ...

(Interruption)

Gelif?

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Dat ass scho lancéiert mat der Eettelbrécker Gare.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Ass se lancéiert?

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Déi war an der Regierung virdu schon decidéiert ginn.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Do ginn ech lech recht. Do ginn ech lech recht. Et geet jo och net doréms!

Ech denken, datt hei sämtlech Leit, sämtlech Parteien eng Nordstad wëllen. Ob dat an der leschter Regierung, an der nächster oder an der iwwernächster Regierung decidéiert gëtt, dat, muss ech lech soen, ass mir als Buergermeeschter vun Dikrech an als Member vun der Nordstad egal! Dat soen ech emol eng Kéier ganz kloer.

An ech akzeptéieren och net, datt elo op eemol d'Impressioun géif opkommen, datt hei Parteipolitik mat enger Nordstad gemaach gëtt. Grad elo an engem Moment, wou mer wierklech um Depart sinn, fir dat ze lancéieren! An da kommen do Propositionen ... Well de Bierger do-bausse versteet jo net, datt ee seet: „Ma déi 5 % Augmentatioun iwwer Population ajustée, déi huele mer elo net.“ Dat ass schweier soen.

Ech kann lech awer soen, wat geschitt, vu datt et iwwer Loi budgétaire gemaach gëtt: Wann d'Fusioun näischt gëtt an déi 1,25 % kommen net, da wäert natierlech all Gemeng als CDA Demandeur sinn, an do wäert dat och erakommen. An den Zäitpunkt, fir et ganz einfach an enger Finanzkommissioun ze froen, wou Der horgenee wësst, an, ech mengen, et ass deen eenzegen Amendement, deen hei läit, wou Der horgenee wësst - an dat wëssen d'Leit allegueren heibannen -, datt dann een Avis supplémentaire beim Statsrot hätt misse gefrot ginn, datt mer haut net an der Budgetsdebatt waren ... Elo kënn den Amendement erëm eran, ouni - dat betounen ech nach eng Kéier - datt iwwerhaupt mat enger Stad Dikrech geschwat ginn ass. Ech denken, a vu datt d'Initiativ vun Eettelbréck kënn, an dat ass net op iergendeng ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Neen, dat ass net de Problem.

... an net op iergendeng Rivalitéit erauszegoen. Dat ass et net.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Fairerweis ...

Här Wolter, wësst Der, Dir stoungt schon oft hei an Dir hutt Är Meenung gesot. Ech soe se haut och eng Kéier!

(Brouhaha)

A wann een dat dote mat lech gemaach hätt, da wier hei d'Gebai ze kleng gewiescht! Dofir probéieren ech dat hei objektiv ze maachen. An ech weess och ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Ech si laang genuch derbäi, fir ze wëssen, op wat datt Der hei wëllt erauskommen. Dat bestëmme ech nach ëmmer, well et ass ëmmer nach meng Ried! Wann Dir anerer Meenung sidd, kënn Der dat maachen. Dat ...

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Haagen, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Jo, jo, d'Madamm Hansen. Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV)**.- Ech hu soss näischt gesot.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Merci, Här President. Ech wollt u sech reagéieren, well elo schon, ech mengen, gefillte 25-mol gesot ginn ass, ech hätt op Drock an op Initiativ vum Eettelbrécker Buergermeeschter reagéiert.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Neen, dat hunn ech net gesot. Et ass op Initiativ ...

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Dir hutt et elo grad nach gesot gehat. An ech wëll dat einfach elo emol kloerstellen. Also, ech si scho méi wéi zweemol 18 Joer al an ech kann och selwer reagéieren. An ech hunn net op Drock vum Eettelbrécker Buergermeeschter reagéiert. Ech hunn deen doten Artikel am Budgetsgesetz gesinn. Mir hate scho Question-parlementairen, déi an déi Richtung gaange sinn. An dofir hu mer hei nach eng Kéier nogehaakt gehat.

A wann ech da soen ... Dir sot: „Déi Eettelbrécker an Dikrecher Gemenge krute bei de

Gemengefinanze bäi“, ma da muss ech soen: Och alleguer déi aner CDAe krute bei de Gemengefinanze bäi. Esch huet bei der Reform 6,6 % bäikritt, Déifferdeng zum Beispill 3,9 %. Dat heescht, och alleguer déi krute bäi an zousätzlech nach den CDA berücksichtegt.

Dann de Bipol Eettelbréck/Dikrech ass u sech d'ordre moyen klasséiert. Och Esch huet 25 % bäikritt, och an de Gemengefinanzen, ... neen, elo zousätzlech. An och dat geet dann, wann ech lech wëll zitieren, au détriment vun deenen anere Gemengen. Dat fannen ech awer komesch, datt Dir dat sot, well dat doten ass u sech Är Initiativ.

Dann dat anert: Bipol Eettelbréck/Dikrech huet regional Aufgaben. Dir sot elo grad, wann d'Fusioun näischt géif ginn, da géift Der déi 5 % froe wéinst deene regionalen Aufgaben. Mä da verstinn ech net, firwat Der se elo net direkt wëllt hunn, well Dir hutt jo elo nach keng Fusioun ...

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Well mer ...

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- ... an Dir hutt déi regional Aufgaben.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Merci, Madamm Hansen, fir Är Fro.

Well mer momentan am Kader vun enger Konventioun sinn, fir dat auszuhandelen. Well mer jo genau an deem Moment ... 2019, elo am Abrëll, leeft déi Konventioun aus, op déi Dir an Ärem Amendement hiweist.

Dann, fir ze soen: Et ass richtig, datt bei deenen CDAen déi aner Gemengen och bäikriegen. Ech wëll lech just dat heite soen: Ech hu mer dat och ausgerechent. Wann de Bipol Eettelbréck/Dikrech ... Dat ass fir lech Eettelbréck an Dikrech?

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Jo.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Ierpeldeng net?

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- D'Gemengen hu mengen Informatiounen no do och matenee geschwat gehat. An et si virun allem Eettelbréck an Dikrech, déi am Moment déi regional Aufgaben ze erfüllen hunn. Virun allem hunn déi zwou Gemengen déi regional Aufgaben ze erfüllen.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Da sinn ech frou, wann déi zwou Gemengen da matenee geschwat hunn, well ech kennen de Buergermeeschter vun där enger Gemeng ganz gutt.

(Hilarité)

Wann déi matenee geschwat hunn. Bon, dann ass dat esou. Dann huelen ech dat zur Kenntnis.

(Hilarité)

Ech wëll dann ...

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Här ...

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Ech wëll just soen, fir d'CDA 5 %, dat géif am Kader vun deem, wat hei verlaangt ass am Amendement, bedeuten, datt zwar Eettelbréck an Dikrech Montante bäikriten, mä datt déi aner Gemengen an der Nordstad manner kriten!

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Neen!

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Soll ech lech d'Zuelen nennen? Soll ech lech d'Zuelen nennen? Dat ass jo awer net de Problem.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Dir hutt jo och net gerechent, wat déi aner Gemenge manner kriten, wann Esch 25 % bäikritt.

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Ma neen! Madamm Hansen, ech gi vun deenen Zuelen aus, déi elo hei um Dësch leien, esou wéi deen Amendement formuléiert ass. Do kann ech lech just dat soen. Et ass jo einfach, fir dat ze verifiieren. Macht eng Question parlementaire un d'Ministesch, da wäert sech confirméieren, datt dat esou ass!

Bon, ech gesinn actuellement als Buergermeeschter vun der Stad Dikrech, an dat ass mäi Schlusswuert heizou, net den Zweck an, fir deen CDA vu 5 % hei iwwert deen Amendement guttzeheeschen, well mer, éischtens, solidaresch an der Nordstad sinn, zweetens, well an der Konventioun eng Decisioun muss getraff ginn, ob Colmer an enger Konventioun bleibt oder net. Da sinn et nach fënnf Gemengen. An drëtzens sinn ech der Meenung, datt et, wann déi Fusioun eppes soll ginn, op jidde Fall elo net fir zwou Gemengen, déi regional Aufgabe maachen, dat ass richtig, déi awer och vum Stat kofinanzéiert ginn, au détriment vun deenen anere Gemenge soll sinn, déi an der Nordstad sinn.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Dat ass fir eis net akzeptabel.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Haagen, erlaabt Der, datt den Här Lies lech nach eng Fro stellt?

► **M. Marc Lies (CSV)**.- Ech wollt just eng Fro stelle respektiv eng Suggestioun maachen. Den Här Haagen huet mech virdrun ernimmt gehat opgrond vun enger Question parlementaire, déi ech gestallt hat, wou et drëm gaangen ass, an de Joren 2015, 2017 an 2018, wat dann effektiv d'Attributioun vum Stat par tête d'habitant un déi jeeeweileg Gemenge sinn.

An ech stellen do awer fest ... Bon, an ech mengen, déi Fro, déi ass awer pertinent, vu datt d'Nordstad an deenen nächste Joren awer soll eng gewëssen Importenz hei am Land hunn.

An ech mengen, déi Fro, wat d'Gemengefinanzen ugeet, ass vusäite vun der CSV-Fraktioun awer net méi wéi pertinent, wann ee kuckt: 2017 - par tête d'habitant wuelverstanen - war d'Stad Dikrech op 70. Plaz, d'Stad Eettelbréck op 94. Plaz. An 2018 war d'Stad Dikrech op 74. Plaz an d'Stad Eettelbréck op 84. Plaz vun all de Gemengen hei am Land.

Duerfir, mengen ech, dokumentéiert dat awer ganz kloer, datt net onbedéngt d'Nordstad elo wierklech, wat d'Gemengefinanzen ugeet, absolutt d'Prioritéit hei am Land huet. Dat just als Remark.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Ech wëll lech just op déi Fro äntwerten, datt d'Nordstad pro Joer 8,1 Milliounen no der Gemengefinanzreform méi krut. Wann déi also éischer komm wier, zéng Joer virdrun, da kënn Der lech de Montant jo ausrechnen.

Dann déi Plazen do, datt ass richtig. Dofir hunn ech jo virdu gesot: Wann eng Fusioun vun der Nordstad kënn a wann dat dann iwwert d'Population ajustée mat 25 %, dat heescht mol 1,25 % multiplizéiert gëtt, da muss déi Regierung, déi dann och do ass, op jidde Fall d'Enveloppe budgétaire eropsetzen. Well wa se et net mécht, da géif dat bedeuten, mat deenen Zuele vun 2017, déi ech hunn, zum Beispill, datt d'Stad Lëtzebuerg 3 Milliounen Euro géif verléieren. Als Beispill.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Haagen. Den nächsten ageschriewene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Villmools Merci, Här President. Ech wëll mech fir d'Éischt deene Wieder vum Här Gast Gibéryen usschléissen, déi e fonnt huet, fir eis déif Trauer matzedeelen, well eise Groussherzog Jean eis verlooss huet.

Ech wëll och dem Här Bauler a mengem Numm Merci soe fir de Rapport. Ech mengen, dat ass wierklech eng exzellent Aarbecht gewiescht, fir déi mer him alleguer dankbar sinn.

Wann ech haut heihinnerkommen an d'Wuert huelen, dann ass et eigentlech just, fir nach e puer Motiounen mat an d'Diskussioun eranzebréngen, déi sech haaptsächlech mat der Verdeelegungspolitik, mat der Elektromobilitéit beschäftegen an och e bësse mat der Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Ech wëll vläicht ufänke mat der Verdeelegungspolitik, déi eis besonnesch interesséiert, well et déi éische Kéier an der Geschicht vun eisem Land ass, datt dee Ressort vun engem grénge Minister assuréiert gëtt. Dat ass natierlech interessant, och wann een d'Geschicht vun der gréngeger Partei kuckt, eng Partei, déi aus enger pazifistescher Vergaangenheet kënn, déi dacks d'Oferschtung verlaangt huet, déi sech, soulaang se net an der Regierung war, ganz offensiv mat der Verdeelegungspolitik ausenargesat huet, fréier d'Ofschafung vun der Arméi gefuerdert huet an eben elo higeet an dee Ressort an hirem Vertrauen, an hirem Zoustännegkeetsberäich muss féieren, dann ass et fir eis interessant, fir ze kucken, wéi dat da geschitt.

An do gëtt et, elo no enger gewëssener Zäit, wou deen neien Här Minister, den Här Minister Bausch, sech domadder befaasst, och scho Rumeuren an Entwécklungen, déi eis Suerge maachen. Eng vun deenen, dat ass de Rekrutement vun auslänneschen Offizéier an Enneroffizéier. Ech wëll just an Erënnerung ruffen, datt mer hei am Beräich vun de souveräne Rechter vun engem Stat sinn, vun engem Domaine réservé, wat d'Fonction publique ugeet, datt mir eis ëmmer als ADR derfir ausschwätzen, datt déi Funktiounen mussen vu Lëtzebuurger Statsbierger ageholl ginn, wou och Lëtzebuergesch geschwat gëtt. An ech mengen, et wär e falsche Wee, fir elo ze probéieren, auslännesch Spezialisten als Offizéier oder och Enneroffizéier ze rekrutéieren, fir elo do engem Personalmangel entgéintzewirken.

Wann ee wëllt engem Personalmangel an der Force publique entgéintwierken, da geet dat

duerch Motivatioun. Et geet duerch nei Iddien, zum Beispill och duerch d'Finanzéierung vu Studien, fir dat herno mat engem Engagement an der Arméi oder an der Police ze kompenséieren. Et gëtt vill Gedankemodeller, déi een do kann adaptéieren. Et muss een net op de Wee goen, et soll een net an et dærf een net an eisen Aen op de Wee goen, fir ze soen: „Da rekrutéiere mer elo auslännesch Kaderen an deenen Domänen, wou d'Souveränitéitsrechter exercéiert ginn.“

Wa mer dat maachen am Kader vun der Force publique - Arméi/Police -, dann dauert et net laang, da kommen déi nächst Fuerderungen, fir auslännesch Diplomaten, fir auslännesch Riichter an aner Funktiounen eben esou ze verdeelen. Ech mengen, et wär ee falsche Wee, deen hei ugeduecht gëtt an der Defense, a wou mir elo scho warnend soen: Op deen dote Wee gi mir net mat!

Et ass och esou, datt am Regierungsprogramm op e puer Plazen eng Kontinuitéit an der Defense ugeduecht gëtt ... neen, net ugeduecht, gefuerdert gëtt. Et ass zum Beispill esou, datt gesot gëtt: Am Satellitteberäich solle Synergien entwéckelt ginn tëschent dem militäresche Beräich, den Observatiounssatelliten an deem, wat mer am ziville Weltraumberäich kënnen leeschten. Dat steet explizit am Regierungsprogramm.

Et steet explizit am Regierungsprogramm, datt eng Fiabilitéit an eng Kredibilitéit am Programm sinn. Eng Fiabilitéit an eng Kredibilitéit, eng Kontinuitéit och vun der Lëtzebuurger Verdeelegungspolitik. An dat gëllt an eisen Aen eben och an deene Beräicher, déi an de Lignes directrices festgeluecht gi sinn.

Déi Lignes directrices sinn eréischt virun e puer Joer vun der leschter Gambia-Regierung festgeluecht ginn, mam Accord vun deene Gréngen. Et ka jo net sinn, datt eng Regierung Lignes directrices presentéiert an der Verdeelegungspolitik, déi eis op fënnf, sechs Joer festleeën an an dësem Regierungsprogramm, am Accord de coalition nach eng Kéier confirméiert goufen an hirer Kontinuitéit, an dann higeet an, wann eng aner Partei dann d'Verantwortung op eemol iwwerhëlt, sech distanzéiert vun deene Lignes directrices, déi mat dem Accord vun deene Grénge geholl goufen.

Dat gëllt am Beräich vun der Satellittentechnologie, wou jo och ausdrécklech op d'Noutwendegkeet vu Synergien higewise gouf. Et gëllt awer och an deene Capacitéiten, wou notament um Niveau vun der NATO Lacunne bestinn, wéi Transporthelikopter, Evakuatioun, och medezinnesch Evakuatioun, a fir dat dann elo erëm alles a Fro ze stellen.

Budgetär, an dofir soulevéiere mer déi Fro hei am Kader vun de Budgetsdebatten, ass et och esou, datt mer net kënnen higoen an engem Domän, wou esou deier Investissementer gemaach gi wéi an der Arméi, fir dann eng Politik vun hott an har ze hunn, ouni laangfristeg Planung.

Well deen Abléck komme mer an eng Situatioun eran, wou mer net militäresch plangen oder sënnavoll Kontributiounen zu engem gemeinsamen Effort de défense wëlle maachen, wéi et jo och am Regierungsprogramm verlaangt gëtt, mä da komme mer an eng Politik, wou mer Sue verschwängsen, wou mer se an de Sand setzen, amplaz eng zuverlässeg Roll ze spillen als Partner an der NATO.

Et wonnert eis och, datt am Regierungsprogramm gesot gouf, datt déi gréng notament Suergen hunn iwwert d'europäesch Verdeelegungspolitik an dann awer, soulaang se hei an der Regierung waren, och de Projet vun enger europäescher Arméi, oder déi Iddien, ouni Kritik matgedroen hunn.

Dofir ass eis éischt Motioun, datt mer eng Kontinuitéit verlaangen an der Verdeelegungspolitik - Här President, an déi ginn ech lech -, fir datt déi Lignes directrices esou emgesat ginn, wéi se vun där leschter Regierung ugeholl goufen an domadder där Gefor vun der Verschwendung vu Geld am Verdeelegungsberäich entgéintgewierkt gëtt.

Villmools Merci.

Motion 10

D'Chamber vun den Deputéierten

notéiert,

- datt a ville Politikberäicher, an deene ganz komplex Investitiounen gemaach a grouss Projete geréiert ginn, eng laangfristeg operationell a finanziell Planungssécherheet noutwendeg ass;

- datt zu dese Beräicher och d'Lëtzebuurger Sécherheits- a Verdeelegungspolitik gehéiert;

riff an Erënnerung,

- datt ënnert där viregter Regierung sougenannt « Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà » iwwert d'Veerdeedegungspolitik ugeholl goufen;

fuerdert d'Regierung op:

- wichteg Projeten, déi an dësen « Lignes directrices » zréckbehale goufen, wéi z. B. am Weltraumberäich de LuxGovSat an den „Wideband Global Satellite Communications System“ an am Loftberäich d'Uschafung vu militäreschen Helikoptere fir den taktischen Transport an déi medezinnesch Evakuéierung, virunzeféieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Déi zweet Motioun, déi mer wëlle presentéieren, dat ass och eppes, wat mer der grénger Partei virun allem wëllen un d'Häerz leeën. Am Regierungsprogramm steet, an ech wëll dat hei zitieren, u sech eng gutt Intentioun. Ech zitieren dat op Franséisch, well de Programm op Franséisch ass, wann d'Entreprises - privat Entreprises - hir Produiten op de Marché hei werfen, datt se solle kucken, datt déi ganz Fournisseurs, alles dat, wat an där Chaîne matwierkt, an enger Verantwortung agieren: an enger Verantwortung géintwärt dem Respekt virun de Mënscherechter an an enger Verantwortung géintwärt eiser Ëmwelt.

Et steet wuertwärtlech am Programm: « (...) garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux. »

Mä wann dat vun den Entreprises verlaangt gëtt, da muss de Stat jo awer mat guddem Beispill virgoen. An hei sinn ech beim Punkt vun der Elektromobilitéit. D'Regierungsparteien, an notament déi gréng, wësse jo - si wëssen et! -, datt dee Kobalt an de Lithium, déi ofgebaut gi fir d'Elektromobilitéit, souwuel Mënscherechtsverletzung provozéiere wéi och enorm Ëmweltschied.

Wann also d'Regierungsparteien dat wëssen a si subventionéieren déi dote Form vun Energie, wéi kënne se da vun de Privatentreprisé verlaangen, déi ganz Chaîne de fournisseurs no moraleche Kritären ze beuerteelen, wann de Stat higeet a Kanneraarbecht am Kongo subventionéiert an de Waasserverloscht zum Beispill an de chilenesche Wüsten duerch den Ofbau vun Lithium?! Do ass dach eng eklatant Kontradiktioun!

A wann ee vun de Privatentreprisé verlaangt, d'Mënscherechter ze respektéieren, firwat brauch d'Gambia-Regierung, firwat brauch déi gréng Partei d'Mënscherechter net ze respektéieren, wann d'Kanneraarbecht am Kongo zu Ärer Elektromobilitéit bäidréit?!

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat geet net! A mir wäerten als ADR hei déi Motioun maachen, well da kënne déi gréng ofstemen. Well si wëssen et. A mir hunn et haut hei nach eng kéier gesot: Dee Kobalt, dee kënnt vun der Kanneraarbecht! A mir verlaangen, datt eng Subventionéierung soulaang net gemaach gëtt, bis déiselwecht Kritäre vun Zouverlässegkeet fir de Stat gëllen, wéi se och fir déi Privatentreprisé gëllen.

An dofir, Här President, iwwerrechen ech lech déi zweet Motioun.

Motion 11

D'Chamber vun den Deputéierten

notéiert,

- datt d'Regierung decidéiert huet, fir Subventionéierung fir d'Elektromobilitéit ze bezuelen;

sech bewosst,

- datt d'Elektromobilitéit mat Batterien funktionéiert, déi rar Materialien an Elementer enthalen, wéi z. B. Kobalt a Lithium;

déif besuergt doriwwer,

- datt den Ofbau vu Mineralien, déi Kobalt a Lithium enthalen, grouss mënschlech an ekologesch Problemer mat sech bréngt;

- datt z. B. den Ofbau vu Lithium am Chile grouss Ëmweltschied verursaacht an duerch den héije Verbrauch vum Grundwaasser zu der Verdréngung vun deene betraffene Regiounen bäidréit an de lokale Baueren hir Liewesgrundlag entzitt;

- datt e substanzialen Deel vum Kobalt aus klengen an dacks ongesécherte Minnen am Kongo staamt, an deenen ënnert dacks mënschenonwierdege Konditiounen muss geschafft ginn;

- datt besonnesch och am Kongo dacks Kanneraarbecht bei der Extraktioun vu kobalthaltege Mineralien benotzt gëtt;

erënnert drun,

- datt d'Regierung an hirem Koalitionsaccord besonnesch op déi sozial Verantwortung vun den Entrepreneuren agaan ass:

« Le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur et représenterait une mesure complémentaire au Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains qui souligne l'importance de la diligence raisonnable pour prévenir des violations des droits humains et des dommages environnementaux engendrés par les activités des entreprises. » (Accord de coalition, S. 218; Ervirhiewung am Text duerch den Auteur vun der Motioun)

fuerdert d'Regierung op:

- beim Respekt vun de Mënscherechter an dem Schutz vun der natierlecher Ëmwelt mam gudden Beispill virzuegoen;

- d'Subventionéierung fir d'Elektromobilitéit ze stoppen, bis d'Fournisseure vun der Automobilindustrie beweise kënnen, datt déi Elementer, déi besonnesch an der Batterieproduktioun benotzt ginn, ënner ethesch an ekologesch akzeptable Bedéngungen extrahéiert ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Déi drëtt Motioun, déi befaasst sech mat der Europäescher Unioun. An hei wëll ech mech e bëssen un d'Kolleeg vun der Sozialistescher Partei adresséieren.

D'Sozialisten hunn eis e Wahlprogramm presentéiert, deen heescht „Europa kloer anescht“, oder esou äänlech, an do stinn zwou Saachen dran, déi awer mussen interpelléieren, déi all Lëtzebuerger soll wëssen, wann e sech decidéiert, wien e wëllt wielen an der Europawahl. Ech géif mat der Partei zitieren, mat der CSV: „Gitt gutt informéiert an d'Wahlkabinn!“, well wat fuerderen d'Sozialisten? Si fuerderen, d'Eestëmmegkeet a Steierfroen ofzeschaffen!

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dach, dach, dach, dach!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Nee, nee, nee!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, et ass gutt! D'Eestëmmegkeet a Steierfroen soll iwwerduecht ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Maja! Esou zitéiert Dir andauernd falsch! Dat ass typesch ADR-Politik.

(Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Wann een dat an ee Wahlprogramm schreift, Här Bodry, wat ass dann do ze iwwerdenken? Mir stinn zu der Eestëmmegkeet. An ech kommen elo dorop.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir hutt falsch Zitater ugefouert, wéi Der et ëmmer maacht! Fake-News-Spezialiste sidd Der!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat heescht, datt Dir d'Eestëmmegkeet wëllt opginn. Oder, Här Bodry, eng Alternativ: Stitt hei op, elo, an da verspricht Der dem Lëtzebuerger, datt d'Sozialisten no den Europawahlen ni drun denken, d'Eestëmmegkeet an de Steierfroen opzeginn! Da sidd Der kredibel. Elo sidd Der et net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, dat maache se net. Dat maache se net!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir wëllt d'Eestëmmegkeet a Fro stellen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Iwwerdenken.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An, elo kommen ech op deen nächste Punkt. An den nächste Punkt, zwou Zeile méi wäit, dat ass ... oder zwou Zeile virun, eng Finanztransaktionssteuer wëllt Der aféieren. Eng Finanztransaktionssteuer! Wësst Der, wat dat fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg géif bedeiten? Wësst Der,

wat dat fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg bedeit an enger Konkurrenzsituatioun zu London, dat dann net méi an der Europäescher Unioun ass?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat gesi mer nach.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Dir gesitt et nach, op d'Käschte vun deem wichtigste Wirtschaftszweig vum Lëtzebuerger Land.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannech gelift! D'Mikro sinn ageschalt, si funktionéieren, dofir kënnt Der e bësse méi lues maachen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hutt Der dat och zum Här Bodry gesot, Här President, well deen huet gejaut, datt d'Mauere gewackelt hunn?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat gëllt fir jiddwereen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wëll d'Sozialisten eppes froen: Wou mengt Dir an Ärer Sozialpolitik oder an Ärem Engagement, datt déi Suen hierkommen, déi Der mat Recht wëllt verdeelen, mir alleguer, fir de Räichtum hei am Land ze verdeelen an der sozialer Nout entgéintzewierken an dem Aarmutrisiko entgéintzewierken an de Mindestloun ze erhéien, Saachen, déi mer alleguer deelen, wa mer d'Finanzplaz ruinéieren?

Wéi wëllt Dir justifiéieren, datt mir eng Finanztransaktionssteuer aféieren zum Nodeel vun der Finanzplaz Lëtzebuerg? Dat géif heeschen, datt dat alles oder zu engem groussen Deel géif an d'Ausland verlagert ginn, wou eise Wuelstand drop berout. Dat ass eng vollkommene verantwortungslos Politik, déi Dir hei proposéiert! An ech kann de Lëtzebuerger a mengem bescheidenen Rôle nëmme recommandéieren, Parteien net ze niemen, déi déi Lëtzebuerger Economie wëlle ruinéieren doduerch, datt se europäesch Steieren aféieren, déi d'Finanzplaz Lëtzebuerg an eng Situatioun setzen, wou se net méi kompetitiv ass.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Sidd Dir fir Steiergerechtgeet?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir sidd op jidde Fall ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Also wëllt Der et maachen? Also wëllt Der et maachen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech ginn lech d'Antwort drop, Här Bodry. Wa mir dat dote fäerdegbréngen um Niveau vun der OECD, wou all Finanzplazen op der Welt dat do matmaachen, dann ass dat eng aner Diskussioun. Mä wann Dir heihinnerkommt an Dir sot, eng Finanztransaktionssteuer, wuel wësend, datt eisen Haaptkonkurrent do dann net dovu betraff wär, da kann ech mech wierklech nëmme froen: Wou ass d'Veantwortung vun der LSAP, fir esou eppes ze maachen? Dir sidd einfach net wielbar! Dir sidd net wielbar!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Är Stëmm wëll ech net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An dofir wëll ech lech hei nach eppes un d'Häerz leeën. Mir hunn hei och eng Tendenz, an d'Finanztransaktionssteuer ass eng vun deenen, fir ze soen: Mir mussen nei direkt europäesch Steiere schafen! An d'Finanztransaktionssteuer ass wahrscheinlech eng, déi als Ressource propre soll un d'Europäesch Unioun goen. An och do soe mir: neen. D'Besteuerung ass eng national Kompetenz. A mir wëllen net, datt d'Europäesch Unioun ... Et ass och néierens an der Europäescher Unioun, ausser vläicht hei zu Lëtzebuerg, iwwerhaapt drun ze denken, datt d'Länner domadder d'accord wären, datt d'Vëlker dat laangfristeg géife matdroen! Mir wëllen net, datt d'Besteuerung an Europa decidéiert gëtt.

An och do soen ech lech aus sozialem Gewëssen eraus: Wéi mengt Der, datt de Sozialstat Lëtzebuerg kéint funktionéieren, wann op eemol d'Besteuerung vun de Staten net méi hei decidéiert gëtt, mä am Europaparlament oder op anere Plazen? Dir denkt Är Propositionen net bis zum Schluss. An dofir soen ech lech nach eng kéier, d'LSAP ass net wielbar an den Europawahlen, well se net nëmme d'Finanzplazinteressen a Fro stellt, mä och dat soziaalt Wuel vun de Lëtzebuerger.

An dofir, Här President, iwwerrechen ech lech déi drëtt Motioun am Numm vun der ADR an ech soen lech villmools Merci.

Motion 12

D'Chamber vun den Deputéierten

notéiert,

- datt dat Vereenegt Kinnekräich vu Groussbritannien an Nordirland viraussichtlech am Laf vun dësem Kalennerjoer déi Europäesch Unioun verléisst; bedauert,

- datt duerch de Verloscht vum Vereenegt Kinnekräich déi Europäesch Unioun ee vun hire politesch an ekonomesch bedeutendste Memberstate verléiert;

stellt fest,

- datt déi Europäesch Unioun duerch dësen Austrëtt gläichzäitig och ee vun hire gréissten Netto-bezueler verléiert;

sech bewosst,

- datt duerch dësen - och finanziellen - Verloscht fir déi Europäesch Unioun Drock op déi aner Memberstaten entsteet, fir déi finanziell Abousen am EU-Budget méiglechst komplett auszegläichen an hir Kontributionen zum EU-Budget entsprechend ze erhéien;

- datt och nees méi Drock entsteet, fir nei, sougenannten „eege Ressourcen“ fir den EU-Budget ze schafen, also praktesch nei direkt europäesch Steieren anzeféieren, zum Beispill am Beräich vu finanziellen Transaktiounen oder dem Ausstouss vun Zärgasen;

fuerdert d'Regierung op:

- den europäesche Budget nom Austrëtt vum Vereenegt Kinnekräich no ënnen ze korrigéieren;

- de lëtzeburgesch Bäitrag zum EU-Budget net ze erhéien;

- sech der Aféierung vun neien, eegene Ressourcen fir d'Europäesch Unioun strikt ze widdersetzen, besonnesch och a Form vun z. B. enger Finanztransaktionssteuer, enger Kuelendioxid-Steier oder Steieren, déi d'Mobilitéit vun de Bierger betreffen.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech kann lech garantéieren, déi nächste kéier, wann d'Mikroen ausfalen, mir ginn och esou eens.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Lorsché wéinst Fait personnel.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo, ech jäizen och net, soen awer d'Wourecht, Här President.

Heimat wëll ech kloerstellen, datt den Här Gibéryen mech net nëmme falsch zitéiert huet, mä hie mer e ganze Saz an de Mond geluecht huet, deen ech net gesot hunn. Déi Confirmatioun hunn ech vum Service Compte rendu vun der Chamber virun drun zougestallt kritt. Ech wëll inhaltlech net méi vill dozou soen, just awer bedauern, datt d'ADR sech net ze schued ass, fir esou Methoden hei unzewenden an de Leit Ligen hei wierklech ze ënnerstellen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Zweek Beispiller an enger Stonn, dat ass e Rekord!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Zweek an enger Stonn. Als gréng Fraktioun fanne mir dat do äusserst bedauerlech.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gibéryen, wannech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech géif d'Madamm Lorsché bidden, dann de Saz hei ze soen, wéi si e gesot huet, da si mer kloer.

(Interruption)

Dach, se soll e soen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech soen de Saz ganz gär. Ech hu gesot: ...

► **Une voix.**- Eng Entschëllegung, dat wär dat Éischt emol.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dir hutt lech nach net entschëllegt, mä dat kann nach kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Sot de Saz!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- „Net onwichtig ass d'Erhéijung vu 6,8 % vun de staatlechen Zommen, déi an de Logement fléissen, fir der Wunnproblematik méi geziilt entgéintzewierken a fir de Problem vun de feelende Locationswunnengen hei am Land iwwerhaapt emol mat konkrete Moosnamen unzuegoen.“ Dat hunn ech gesot an dat ass och esou vum Compte rendu mir elo zougestallt ginn. Voilà! An Dir hutt de Contraire hei behaupt. Wéi ech lech gesot hunn, ech hätt dat net esou gëschter gesot, dunn hutt Der gesot, dat wär net wouer, Dir hätt lech mäi Saz opgeschriwwen. Dann hat Der net gutt héieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gibéryen!

Da misste mer duerno awer schléissen. Ech mengen, dat ka jo dann duerno jiddwereen am Compte rendu noliesen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech géif och soen, mir sollten d'Band lauschteeren. D'Madamm Lorsché huet elo dat hei gelies, wat op hirem Blat stoung.

(Brouhaha général)

Jo, jo! Jo, jo! Ech hu mer dat näämlech gëschter hei ... D'Madamm Lorsché huet elo hei gelies, wat si op hirem Blat stoen hat. An de Compte rendu huet och déi Ried krit.

(Interruption par M. Alex Bodry)

An ech hu kee Feeler gemaach, well ech hu mer dat gëschter hei opgeschriwwen. An ech wäert och duerfir d'Band lauschtere goen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Voilà, et ass vun der Madamm Claire Garçon ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... aus dem Service Compte rendu. Dat ass dat, wat ech gesot hunn.

(Mme Josée Lorsché remet le texte à M. Gast Gibéryen.)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass genau Ären Text, wéi Dir en um Blat stoen hutt.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Deen huet si mir elo esou zougestallt als Bestätigung, datt ech mäin Text esou gesot hunn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, dat dote kënne mer alleguerten am Compte rendu noliesen. An elo huet d'Regierung d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Da kéint Dir lech op d'mannst entschëllegen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, wann ech eppes falsch gesot hunn, entschëllegen ech mech. Ech lauschteren d'Band.

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. Et huet och ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Ech hunn ee kann, dee gesot huet: „Wann et eescht gëtt, muss ee léien.“ Dee kennt Dir och.

► **Une voix.**- Dee Mann huet et wäit bruecht.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass elo kee méi, deen d'Wuert huet, ausser der Regierung!

Wie vun de Regierungsmemberen hëlt fir d'Éischt d'Wuert, fir zu deene verschiddenen Interventione Stellung ze huelen?

Den delegierte Minister fir Digitalisierung, den Här Marc Hansen.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.**- Här President, léif Membere vun der Chamber, ier de Finanzminister natierlech och op déi verschidden Debate wäert reagéieren, géif ech, well och de Schwéierpunkt vun dem Rapporteur André Bauler d'Digitalisation un an dat an deene leschten zwee Deeg en héije Sujet war op dëser Plaz, awer och lech wëllen annonciéieren, dass d'Regierung an deenen nächsten Deeg eng Consultatiounsdebatt iwwert d'Digitalisierung wäert ufroen, fir hei an der Chamber eng Kéier mat deene verschiddene Parteien iwwert dee Sujet ze schwätzen.

Dat ass eppes, wat eis alleguerten iwwerpartei-lech beweegt, mat alle Facettë vun der Digitalisation vum Secteur privé, Secteur public, vun der Inclusion numérique, wéi mer mat deem Sujet hei zu Lëtzebuerg och ëmginn, wat d'Intelligence artificielle ugeet, an dass déi Demande an d'Chamber wäert agoen an deenen nächsten Deeg, fir an deenen nächste Méint och hei eng Kéier preparéiert do erazegoen. Well dat eppes ass, wat ech awer erausgespuert hunn, dass dat an deene leschten Deeg an och an der Preparatioun vum Budgetsrapport en héije Sujet war, mengen ech, ass et och op dëser Plaz, wou mer déi Consultatioun eng Kéier sollte féieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hansen. Dann ass et um Här Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, léif Regierungskollegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, et ass jo Traditioun, dass de Finanzminister och zum Schluss vun den Debaten e puer Remarke mécht an op den Debat ageet. Dat wäert ech dann och elo maachen. Ech wäert op sechs Punkten zrëckkommen.

Éischte Punkt: Wéi zuverlässlech sinn d'Zuelen?

Zweete Punkt: Sinn d'Zuele komplett?

Drette Punkt: Ass de Budget sozial genuch?

Véierte Punkt: Ass et e Budget, deen d'Weichen och fir d'Émwelt stellt?

Fënneftens: Ass den Defizit 2019 ze héich?

Sechstens: de Fonds souverain intergénérationnel. An dann eng ganz kuerz Konklusioun.

ler ech déi sechs Froen, déi, mengen ech, vill diskutéiert gi sinn an deem Debat, uschwätzen, awer nach ganz kuerz e Rappell.

2018 hu mir fir d'Éischt säit 2007 an der Administration centrale positiv Zifferen geschriwwen. Ech mengen, doriwwer kann a muss ee sech freeën. Mir sinn an Europa am Joer 2018 dat Land, wat deen héchste Solde structurel hat, huet Eurostat virun zwee Deeg an enger Statistik publizéiert.

Wat 2019 ubelaangt, fannen ech et wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträchen, dass mer do e wichtige Deel vum Koalitiounsprogramm am Budget schonn erëmfannen. Ech rappeléieren, dass mer ënner anerem déi 100 Euro netto fir de Salaire social minimum doranner virgesinn hunn. Ech rappeléieren och nach eng Kéier, wéi ech et a menger Ried vum 6. März gesot hat oder vum 5. März, dass de Coût vun där Mesure ronn 60 Milliounen Euro ass, well ech och doriwwer eng Fro gestallt krut. Déi sinn natierlech an den Zifferen, déi deposéiert gi sinn, do erëmfannen.

Mir hunn d'Reduktioun vun der Kierperschaftssteuer vun 18 % op 17 % natierlech och budgetiséiert, souwuel wéi mer och budgetiséiert hunn, dass den Taux vu 15 % elo net nëmme bis 25.000 Euro spillt, mä bis 175.000 Euro. Déi zwou Mesurë kaschte ronn 50 Milliounen a sinn natierlech an den Zifferen dran.

Ass den Defizit vu 650 Milliounen ze héich? Dat ass e politesche Choix vun der Regierung gewiescht, fir dat ze maachen. Ech ginn net an den Detail eran, firwat mer dat gemaach hunn, mä den Hauptgrond, firwat mer et maachen, ass natierlech, well mer d'Investissementen wëllen héich halen. Dat ass déi eenzeg grouss Explikatioun, firwat dat ass. An ech wäert herno nach op dee Punkt zrëckkommen.

Leschte Punkt: D'Schold wäert 2019 ronn 20 % sinn. Wéi d'Regierung 2013 ugetrueden ass, war d'Schold ronn 24 %. Ech mengen, déi Zifferen eleng soen, wéi et dem Land geet, a beweisen, dass mer eng gesond Finanzpolitik maachen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Sinn déi Zuelen zuverlässlech? Fir d'Éischt ginn ëmmer d'Fro gestallt iwwert de Wuesstum. Mir hunn dat all déi Jore gehat. Mir hu se erëm eng Kéier haut gehat. Mir haten, ech rappeléieren, an de leschte fënnef Joer eng Moyenne vun 3 % Wuesstum. Mir ginn dovunner aus, ouni elo an den Detail vun alle Joren ze goen, dass mer eng äänlech Croissance an den nächste Jore wäerten hunn. Mir haten an de leschte fënnef Joer praktesch duebel esou vill Croissance wéi d'Moyenne européenne! Jo, dat hate mir! A mir ginn dovunner aus, dass mer dat wäerten halen.

An ee vun de wichtige Grënn, firwat dass mer dat hunn, ass, well de Finanzsektor gutt geet! An de Finanzsektor ass natierlech ee mat grousser Valeur ajoutée.

Mir hunn d'Zifferen vum Statec geholl, esou wéi dat muss gemaach ginn. Mä ech si mat lech d'accord, well vill Deputéierten dat evocéiert hunn: Mir hu méi eng grouss Incertitude, wat d'Wuesstumzifferen zu Lëtzebuerg ubelaangt par rapport zu anere Länner. An ech ënnerstëtzen et 100%eg, dass mer solle méi Efforte maachen, do, wou et néideg ass, fir méi Präzisioun an deenen Zifferen ze kréien, an deenen Zuelen ze kréien. De Statec schafft drun. Den CES schafft och drun. An ech kann lech soen, als Finanzministère ënnerstëtze mir dat, a wa mir kënnen och hëllefen, do méi Kloerheet ze schafen, maache mir dat ganz gär.

Elo muss een awer och net déi Saach do dramatiséieren. Mir hate keng Variatiounen vum PIB, wéi Irland dat kann huet, wou vun engem Joer op dat anert op eemol de PIB 15 % méi héich war. Ech wëll mer guer net virstellen, wat d'Situatioun kéint sinn an engem Land, wou op eemol vun engem Dag op deen aneren de PIB 15 % méi niddreg wär.

Dofir, et ass e seriöse Sujet, an ech si mer däers bewosst, dass mer do musse Progrès maachen. An ech wäert dat zesumme mam Étienne Schneider maachen, deen zoustänneg ass fir de Statec.

Dann ass gesot ginn, dass déi Prognosen ze vill optimisteschen wieren, well et esou vill Risiko gëtt. Ech hunn déi Risiko, déi Dir all och opgezielt hutt, selwer och opgezielt. An ech hunn lech jo en long et en large gesot, an Dir kënnt dat am Exposé des motifs vum Gesetz noliesen, dass mer jo Zeenarioen ausgerechent hunn, wat géif geschéien, wann. Ech invitéieren déi, déi immens kritiséiert hunn, dass mer esou en Exercice net sollen hätte gemaach hunn, dass dat gemaach ginn ass! Et ass eng Analyse de risque gemaach ginn. Ech mengen, dat muss

gemaach ginn, dat ass verantwortlech. An dat hu mer gemaach. Eis Zifferen sinn also menger Meinung no realistesch a si baséieren zu engem ganz groussen Deel op Zuelen, déi d'Verwaltungen ausgerechent hunn.

An da vläicht dat Alleriwverzeegendst, wat eis Previsibilitéit ubelaangt a wat d'Eierlechkeet vun eisen Zifferen ubelaangt, dat ass dat heiten: Mir hunn 2014, 2015 an 2016, wat d'Previsiounen vun de Recetten ubelaangt, eng Punktlandung gemaach, eng Punktlandung! Dat hat et nach ni ginn.

2017 an 2018 hu mer eis, ware mer ze vill pessimisteschen, an do ass eppes geschitt, wat och den Här Gibéryen, deen och elo hei erakënn, ganz richtig geschildert huet. 2017 an 2018 ass d'Kierperschaftssteuer ganz séier an d'Luucht gaangen, wéi mer dat säit Joren net gesinn haten, an dat war net previsibel. An dat selwecht ass 2018 geschitt. An 2018 cumuléiert ass och d'Retenue d'impôt sur les traitements et salaires relativ méi an d'Luucht gaange wéi virgesinn. Mä ech fannen, dat ass eng remarkabel Zensur, déi mer do op fënnef Joer haten! Mir hunn ni iwwerschatt, ni iwwerschatt, dräimol Punktlandung an zweemol virsiichteg.

An ech soen lech, am selwechten État d'esprit hu mer de Budget vun 2019 gemaach. Mir hunn Erfahrungswäerter an ech hoffen, dass déi Erfahrungswäerter och 2019 wäerte valabel sinn.

Sinn d'Zuele komplett? Jo, se si komplett. Se sinn esou komplett wéi méiglech. An ech wëll och dorop hiweisen, dass et viru fënnef, sechs Joer iwwerhaapt kee Budget pluriannuel gouf. Dat muss ee sech emol virstellen! Wann ech all déi Kriticken héieren, an et waren der jo, et ass jo och e bëssen de Sport, wann een an der Opposition ass, vill ze kritiséieren. Mä esou vill Informatiounen an esou vill Transparenz, wéi mer an deem heite Budget an an deem viregten haten, huet et nach ni zu Lëtzebuerg ginn! Nach ni! Et kann een et natierlech ëmmer besser maachen.

Mä ech kann lech och soen, ech vergläichen dat mat den Zifferen, déi een am Ausland kritt, déi gi guer net esou wäit, wat de Pluriannuel ubelaangt. Mir sinn eent vun de Länner, wat déi meescht Informatiounen iwwert de Pluriannuel gëtt!

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An da kréien et virgeworf, da kritt d'Regierung virgeworf, mir hätten eng Rëtsch Mesuren, déi am Koalitiounsprogramm stinn, nach net chiffriert. Majo, et kann ee se jo nach net chiffriieren! Wéi wëllt Der dann eng Mesure chiffriieren, wou d'Modalitéiten nach net ausgeschafft sinn, wou nach keng Fiche financière gemaach ginn ass? Kommt, mir sinn dach rasonabel! Mir kënnen nëmme dat chiffriieren, wat an engem Gesetzesprojet virbereet ginn ass, wou eng Fiche financière dran ass. A wann dann dee Gesetzesprojet dat Joer soll gestëmmt ginn, da kann een dat integréieren. Sou ass dat iwwregens och ëmmer an der Vergaangenheet gemaach ginn.

Ech si frou, op där anerer Säit festgestallt ze hunn, dass all Partei begréisst, dass mer e Rapprochement tëschent dem europäesche System SEC 2010 an dem Lëtzebuurger Kontabilitéitsgesetz vun 1999 gemaach hunn. Mir wäerten och weider dorop schaffen. Mir hunn elo e Modell, dee gutt ass, a mir wäerten deen elo emol eprouvéieren an da kucken, ob mer nach méi e Rapprochement an Zukunft kënne maachen. Ech wäert dat och natierlech zesumme mat der Chamber, mat der Cofibu ausschaffen, wann dat an Zukunft néideg ass.

Ass de Budget sozial genuch? Bal 50 % vun den Depensé si sozial Depensen. Mir hunn déi Steiermesure geholl, fir déi 100 Euro netto auszebuellen. Wann dat keng sozial Mesure ass, da froen ech mech, wat sozial Mesurë sinn!

Wann ech zrëckkucken, wat d'Steierreform 2017 gemaach hat. Nach ni ass eng méi sozial Steierreform gemaach ginn. Si ass jo grad fir de Mëtzelstand a fir déi Klengverdienger cibléiert ginn! An da kréien ech als Kommentar, dass dese Budget net kohärent wier an net genuch fir d'Wellness, den „well-being“ oder de Bien-être maache géif! Ma fir wie maache mer dann dat Sozialt? Ma fir d'Leit a fir soss keen!

Dofir, wann een elo wëllt en neie Vocabulaire erfanne fir sozial Mesuren, ech hu kee Problem domat.

(Hilarité)

Mä eis ze soen, dass mer net genuch sozial maachen, ass net kredibel.

Ass de Budget gutt, andeem en d'Weihe stellt fir d'Émwelt? Bon, mir hu vill geschwat iwwert déi Mesure vun der Augmentatioun vun engem Cent fir de Bensinn a vun zwee Cent um Diesel. Ech weess, dass et Verschiddenen

iwwerhaapt net gefält, Verschiddener fannen et mëttelméisseg gutt, Verschiddener fannen, dass et net wäit genuch geet. Sou ass dat an der Politik mat ville Saachen. Mä d'Glaskugel huet keen, an hei ass Glaskugelliesen, fir den Effet vun esou enger Mesure virauszugesinn. An den Effet vun esou enger Mesure erauszerechnen, dat ass eben eppes Komplizéiertes. Firwat? Well eng Dynamik, eng wirtschaftlech Dynamik hannendrustéicht. An dat versteet jiddwieren.

Wann den Diesel zwee Centimes eropgeet an da vum 1. Mee un zu Lëtzebuerg licht méi deier ass fir professionell Transporteuren, wéi en an der Belsch ass, ass dann d'Konsequenz, dass d'belsch Transporteuren iwwerhaapt net méi zu Lëtzebuerg tanken? Dat weess keen! Jee nodeem, wou se op hirer Rees sinn, tanke se vläicht nawell zu Lëtzebuerg.

Zweetens: Wie seet eis, wat déi belsch Regierung decidéiert, wa se bis gesäit, dass déi Lëtzebuurger den Diesel zwee Centimes an d'Luucht gesat huet? Ech soen lech, hire Budget ass net wéi eisen. Da sprange se vläicht drop, fir ze soen: „Majo dann ass elo grad de Moment, fir bei eis den Diesel méi deier ze maachen.“ Ech soen net, dass se dat maachen. Ech soe just, all déi Hypothese si méiglech.

Wann dann ee mir soe kënnt: „Ech weess, wivill dass esou eng Mesure kascht als Déchet fiscal“, majo, deen negligéiert d'Dynamik vun der Wirtschaft. Mechanesch kann een dat ëmmer ausrechnen, mä wéi dat fluktuéiert, wéi dat herno an der Praxis ausgesäit, dat weess keen. Dofir soen ech lech, zum Schluss vum Joer, no aacht Méint, wäerte mer jo gesinn, wéi d'Consumatioun vum Diesel - ech bleiwen hei haaptsächlech bei deem - evoluéiert huet. An da maache mer de Punkt an da rechne mer aus, wou mer si par rapport zum CO₂-Verbrauch a wou mer müssen 2020 sinn. Méi kann ech lech haut net soen. Mä ech mengen, méi transparent am Rasonnement wéi dat, wat ech elo grad gemaach hunn, kann ech och net sinn.

Ass den Defizit fir 2019 ze héich? 650 Milliounen am État central, an der Administration centrale, mä e groussen Iwwerschoss awer an der Administration publique. An deen Total vu 650 Milliounen bei der Administration centrale geet jo all déi aner Joren erëm erof a mir wäerten 2022 am Equilibre sinn.

Jo, mir sinn hei am Ufank vun enger Legislaturperiode a mir wollten en Akzent setzen op déi néideg Investissementen, déi mer musse maachen. An dofir mengen ech, dass mer grad dee richtigen Akzent gesat hunn. All déi, déi sech beklouen, dass mer ze vill am Stau sinn, all déi, déi sech beklouen, dass d'Liewensqualität net gutt genuch ass, déi missten nach natierlech mat zwou Hänn applaudéieren, dass mer méi wëllen investéieren.

Ech wëll hei och soen, en annexe, dass et immens wichtig wier, dass de Privatsektor an dass d'Entreprisë géife méi zu Lëtzebuerg investéieren. Ech ka mech nach un d'80er an d'90er Joren erënneren, dunn huet de Lëtzebuurger Stat ganz weénege a Recherche an Developpement an an Innovatioun investéiert, ganz weénege. Do si mer konstant vun der OCDE kritiséiert ginn. Haut ass et „le monde à l'envers“: De Lëtzebuurger Stat investéiert immens vill doranner an de Privatsektor ganz weénege. Dat musse mer hannerfroen. An ech wäert och mam Étienne Schneider dat kucken, wéi mer de Privatsektor kënne besser mobiliséieren, firwat en och zum Beispill zu Lëtzebuerg net esou vill investéiert.

650 Milliounen Defizit an der Administration centrale heescht, dass mer mechanesch, wann deen Defizit antrëtt - wann en antrëtt! -, jo misste 650 Milliounen léien. Dofir hu mer jo och d'Autorisation gefrot, fir eng Milliard ze léien. Do gouf vun deem engen oder vun deem anere gesot, e géif dat net begrëissen, dass en Defizit do wär, fir sozial Mesuren ze finanzéieren. Ech soen hei ganz däitlech: Déi 650 Milliounen sinn ongeféier e Véierel vun all deem, wat mer 2019 wäerten investéieren, e Véierel. Dat heescht, mir finanzéieren, wann d'Zuelen esou bleiwen, wéi se elo de Moment um Dësch sinn, dräi Véierel vum Invest vun 2019 mat lafende Recetten! A wann den Defizit wierklech 650 Milliounen wier, da géife mer ee Véierel mat Emprunte finanzéieren.

Gitt mir en anert Land an Europa sichen, wou dat de Fall ass! Gitt mir eng Privatpersoun sichen! Oh, et gëtt der vläicht, mä et sinn der net vill, déi dräi Véierel vum Invest selwer finanzéieren an nëmme ee Véierel geléint kréien. Dat ass eng gesond Finanzpolitik, well d'Investissementen, jo, déi si gutt fir 10, 20, 30 Joer an

et ass dat Normalst vun der Welt! All Land mécht dat, fir dat ze finanzéieren, zu engem Deel iwwert den Emprunt.

En Deputéierte vun der CSV, den Här Roth, huet eng Rëtsch Mesurë proposéiert, wou e mengt a seet, déi missten onbedéngt d'urgence geholl ginn, well se (veuillez lire : well aner) an der Krisenzäit vun der virviregter Regierung geholl gi sinn. An do misst also ënner anerem beim Impôt solidarité eppes gemaach ginn, dee misst halbéiert ginn, dass fir de Fonds pour l'emploi de Stat misst 50 % bezuelen. Ech soen lech, ech hunn deene Mesuren nogelauschert an ech hunn och ausge-rechent, wivill dass dat kascht: iwwer 600 Milliounen. Jo, déi zwou Mesuren! Dat ass och Äert gutt Recht, esou eng Proposition zu maachen. Mä da wär et awer och interessant ze wëssen: Wéi géigefinanzéieren ech dat?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Mat engem Emprunt.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- An déi zweet Saach, déi proposéiert ginn ass: eng ganz Rëtsch Mesuren am Domän vun Logement ze maachen, fir soi-disant dem Acheteur ze hëllefen. Ech soen lech eppes: Déi Mesuren, déi Dir proposéiert hutt, déi géifen direkt vum Marché an de Präis integréiert ginn. A wat mer domat géife fäerdegbréngen, dat ass, dass d'Präisser nach méi séier an d'Luucht ginn. An en plus géif de Stat nach Recettë verléieren. Ech mengen net, dass dat e gudd Virschlag ass.

(**Interruptions**)

A wann ech dann d'Propositione vum Här Spautz héieren, ech si kee Spezialist vun de Familiemesuren, mä ech weess, dass se ëmmer eppes kaschten. A wann ech dann nëmmen eng vun deenen huelen, dass d'Prestation-familialen elo sollen direkt indexéiert ginn, ech soen lech, dat kascht immens deier.

(**Interruption par M. Marc Spautz**)

Ech verstinn, ech verstinn, dass een dat freet. Mä da muss ee sech dem Käschtepunkt bewusst sinn, d'Finanzierungsgéigemoosname proposéieren, soss ass dat net kredibel.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- A wann Dir och gesot hutt, Dir hätt virun zwee oder dräi Joer proposéiert, dass de Mindestloun soll steierfräi sinn, jo, wann een an der Opposition ass, kann een alles proposéieren an et brauch een näischt ze chiffriieren!

(**Brouhaha et protestations**)

Mä leschte Punkt ass iwwregens de Fonds souverain.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- An d'Kannerbetreiung, wivill kascht déi?

(**Brouhaha**)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ... seet deen, dee virun zéng Minutte gesot huet, e kéint seng eege Propositionen net chiffriieren ...

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Fonds souverain ...

(**Interruption**)

Fonds souverain: Ech si frou, zum Fonds souverain hunn ech héieren, dass vun alle Säite Kommentare komm sinn, dass, wa mer eng schwaarz Null schreiwen 2018, d'Zäit komm ass, fir vläicht méi Suen an de Fonds souverain ze stiechen. Ech deelen déi Analys, dass de Moment komm ass, fir esou eng Reflexioun ze maachen. Iwwer wellech Method mer dat maachen, wéi mer déi Alimentatioun maachen, ass e ganz komplexe Sujet. Mä ech si frou, dass déi meescht Parteien, fir net ze soen alleguerten d'Partei fannen, dass een dat soll maachen.

Dat berouegt mech, dass trotz de Polemiken, déi et emol gëtt, wann een iwwert de Budget schwätzt, wat och an der Natur vun der Saach ass an der Demokratie, well och de Budget e symboleschen, wichtege Akt ass vun der Demokratie an deen, deen natierlech d'ganz Joer bestëmmt, wat de Finanzement vun alle Politiken ubelaangt, an ech freeë mech trotzdem, dass hei e Konsensus schéngt ze bestoen, dass mer Sue mussen fir déi nächst Generatioun op d'Säit setzen. Dofir hu mer och viru fënnef Joer de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg geschaaft. Deen ass net vun all Mënsch deemools begréisst ginn. Mä ech si frou, dass haut jiddweree wëllt méi Suen drastiechen. Dat ass eng gutt Noriicht.

Zur Konklusioun géif ech soen, dass ech vill aner Propositionen héieren hunn a gutt nogelauschert hunn. Dir hutt jo gesinn, ech hunn

déi ganzen Zäit gutt nogelauschert an opgeschriwwen. Ech géif gäre soen, dass mer dat alles seriö huelen a mat op de Wee huelen.

Ech géif gären dem Rapporteur nach eng Kéier Merci soen. An ech mengen, déi Annonce, déi de Minister Hansen virdu gemaach huet, beweist, dass Der goldrichteg loucht, Här Bauler, andeem Der dann den Accent op d'Digitalisatioun gesat hutt. Dat ass e Sujet, deen ass déi ganzen Zäit erëmkomm. An dofir freeën ech mech, dass mer elo dann an der Chamber an Zukunft do eng Debat wäerten hunn, déi ganz interessant gëtt.

Zum Ofschluss: Mir liewen haut an enger Welt, wou et net méi duergeet, wéi et nach viru vläicht 10, 15 oder vläicht nach méi laanger Zäit de Fall war, wéi et duergaangen ass, dass de Finanzminister hei op d'Tribün komm ass a gesot huet: „Hei ass alles an der Rei.“ Dat ass och net de Message, deen ech gemaach hunn! Ech si mer bewusst vun den Defien. Ech sinn och beonrouegt, wa mer 650 Milliounen Euro Defizit hunn, mä ech sinn awer net beonrouegt au point, dass ech dat net rasonabel fannen. Et gëtt Argumenter, fir dat ze verteidegen.

Ech respektéieren déi, déi soen: „Ech hätt gär null Defizit.“ Dat ass eng Politik, déi ee ka wälen. Verschiddeger vun lech hunn Däitschland zitëiert. Däitschland, well se esou en héijen Defizit haten, bis op 80 % vum PIB, huet während zéng Joer, während zwielef Joer als Haaptprioritéit gehat, den Defizit erofzeschrauwen, mat de Konsequenzen, déi mer kennen: Ennerinvestissement iwwer bal eng hallef Generatioun! An dat muss een herno nohuelen. Déi Politik wëlle mir net maachen. Mä als Finanzminister kann ech lech berouegen: Ech hunn en A drop, dass deen Defizit am Grëff bleift. Dat ass mäi Rôle.

An zum Ofschluss: Ech sinn net deen, dee seet: „Dat do ass de gudd Budget, dee richteg Budget.“ Ech verteidegen en. Mä et ass d'OECD, et ass de Fonds monétaire international. An et ass d'Europäesch Kommissioun, déi eis jo kontrolléiert an der Union économique et monétaire an an der Eurozon, déi eis elo nach virun e puer Deeg geschriwwen huet: „Dir hutt gesond Statsfinanzen.“ Ech sinn net deen, deen et seet, et ass d'Europäesch Union.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Roth, wannechgelift!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Ech sinn eigentlech e bëssen erstaunt iwwert dem Här Finanzminister seng Interventioun: dass en zwar bannent manner wéi 24 Stonnen alles wëllt mengen ze chiffriieren, dat, wat d'Opposition proposéiert huet, a seng eege Mesuren, déi ugekënnegt sinn an der Regierungserklärung, do seet en: „Dat kënne mer net chiffriieren.“

Ech soen lech, Här Gramegna, dass dat, wat Der behaupt hutt, et ass déi Propos vum der CSV, näamlech dass Betriber plus Privatpersone maximal dierfte 50 % vun de Käschte vum Fonds pour l'emploi finanzéieren a wat Dir mat 600 Milliounen chiffriiert hutt, dass dat falsch ass! Well näamlech de Fonds pour l'emploi, dee gëtt dës Joer, 2019, geschat 693 Milliounen Euro Gesamtdespensen aus. Also kann et net sinn, dass, wann d'Betriber plus d'Stéit d'Halschent dovunner finanzéieren, dat soll 600 Milliounen kaschten. Dat stëmmt absolut net. Well et gëtt näamlech zousätzlech nach Verméigenssteuer vun de Betriber bezuelt. Et gëtt zousätzlech d'Contributions sociales, déi op dem Spritt opgehuewe ginn. Dat eleng, d'Contributions sociales um Spritt, sinn 129 Milliounen. Duerfir ass déi Zuel, déi Der hei genannt hutt, falsch!

Dat, wat d'CSV wëllt, an näischt aneres, dat ass, dass net méi mat Kriseninstrumenter vun 2013 weidergeuer gëtt, fir Äre Budget ze sanéieren. Dat ass dat, wat d'CSV wëllt. Et kann een net soen: „Mir hunn d'Land aus der Kris erausgefouert“ an dann nach weider vun de Leit 7 % bis 9 % Solidaritätssteuer zousätzlech zu der Akomessteuer an zousätzlech zu der Lounsteuer fuerderen. De Chômagetaux zanter 2013, deen ass erfogaangen. An de Stat, deen entzitt sech ganz einfach an dem Beschäftigungsfong senger Verantwortung: näamlech d'Kontributioun, déi iwwert de Budget gelaf ass, déi ass vun 125 Milliounen Euro op 10 Milliounen Euro erfogésat ginn. An et kann een net soen, dass zënter 1990 bis 2009 Privatleit just 2,5 % Solidaritätssteuer bezuelt hunn, ënner ennerschiddlechen Héichten an Déifte vun der Konjunktur, an dass Dir da weider lech déi schwaarz Null op de Fändel schreift an Dir ditt d'Leit bludden, tëschen 7 % an 9 % Solidaritätssteuer ze bezuelen.

Dir laacht elo. Mä ech fuerderen lech op, ech fuerderen lech op - Dir schwätzt jo vill fir d'Digitalisatioun -, mä da schreift emol sämtleche Statsbeamten a sämtleche Leit, déi beim Stat a

Pensioun sinn, schreift deenen am Sënn vun der Transparenz drop, wat se niewent hirer normaler Akomessteuer pro Mount bezuelen, wat se niewent der Assurance dépendance bezuelen! Schreift hinnen och drop, wat se all Mount als Solidaritätssteuer bezuelen!

Well dat, wat mer mat de Leit maachen ... Dir kënnt mat Recht soen: „Dat war bei enger viregter Regierung och de Fall.“ Mä dat war op engem manner héijen Taux. Op engem manner héijen Taux! Well d'Leit kréie jo bei der Solidaritätssteuer déi béis Iwwerraschung, wa se herno de Bulletin d'impôt zougestallt kréien, well da kréie se hir Akomessteuer opgeléicht an da kréie se zousätzlech nach d'Kontributioun fir de Fonds pour l'emploi.

An duerfir ass déi Fuerderung vun der CSV: Jo, mir behalen d'Solidaritätssteuer, mä mir féiere se erof. Well wat musst Der soss droppaken, wann et dem Land net méi esou gutt geet wéi elo a wann d'Konjunktur hinnen entgéintbléist?

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Finanzminister, wannechgelift!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo, ech hat net wëllen op all d'Saache vum Här Roth agoen. Mä en insistéiert jo, an et freet mech richteg, dass en insistéiert, et freet mech richteg! Well déi Lag, déi mir 2013 geierft hunn, ech hu kee Wuert driwwer gesot.

(**Brouhaha**)

Jo, jo, dat interesséiert lech net! Mä dat war d'Realitéit.

(**Interruption**)

Mir waren dobäi, de Pacte de stabilité et de croissance net méi anzehalen, trotz Äre fameuse Mesuren, déi d'Leit bludde gedoen hunn, déi Dir agefouert hutt. Déi sinn net duergaangen, déi si ganz einfach net duergaangen!

A vun där Milliard Commerce électronique (veuillez lire : vun där Milliard Perte op dem Commerce électronique) hunn ech och net geschwat, well ech net den Typ sinn, dee gären ëmmer nëmme Polemik mécht. Mä Är Interventioun, Här Roth, gëschter an haut, et geet jo nëmmen drëms, Polemik ze maachen. Ech haassen dat!

(**Brouhaha général**)

Ech haassen dat an dofir maachen ech dat net. Mä ech soen lech, ...

Ech wollt dat elo haut net erëm eng Kéier ufänken, et ze soen, mä mir hunn dese Budget vum Lëtzeburger Stat sanéiert! Dat ass 2018 bewise ginn! An Dir kënnt esou haart järe wéi Der wëllt an aner Beispiller huelen an eis ermonteren, déi Mesuren, déi Dir geholl hutt, ze änneren. Mä ech soen lech, des Regierung wäert hir eege Mesuren huelen. An ech soen lech: A Saache Fiskalitéit hu mir vun der CSV awer wierklech keng Lektionen ze kréien, awer wierklech!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Well mat LuxLeaks, mat Anti-Money Laundering hunn ech eng Situatioun geierft, wou mer op der ganzen Welt - op der ganzen Welt! - duerch den Dreck gezu gi sinn, wou ee sech bal net méi konnt weisen op internationale Reunioenen.

(**Brouhaha**)

Jo, sou war et! Dat hu mer missen änneren. Mir hu misse fir de Commerce électronique vun enger Milliard Sue fannen. Ah jo! A mir hunn eng Réforme fiscale 2017 gemaach, an déi war anescht wéi déi, déi Dir ëmmer an deene leschte Jorzénge gemaach hutt, wou de Barème ajustéiert gëtt an de Barème gëtt ajustéiert. A wien ass de gréisste Beneficiaire, wann de Barème ajustéiert gëtt? Majo déi, déi ganz déck verdéngen. Dat wollt mir net maachen!

Le saviez-VOUS ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

Dat hu mir net gemaach. An dofir, mir wäerten net dat aalt Gerüst, wat Dir eis hannerloos hutt, huelen an doranner flécke goen, wéi Dir eis dat gëschter recommandéiert hutt, an hei nach um 1A e bësse fréckelen an um 1 an um 2; dat ass Ären ale Film.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Mir maachen dat ganz anescht. Mir hu gesot: „Mir maachen eng Steierreform.“ Mir schaffen drun. Mir si ganz am Ufank dovunner. An ech soen lech, dat wäert net Ärem ale Gerüst gläichen!

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

5. 7330 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017

ler mer zur Ofstëmmung iwwert de Budget kommen, komme mer elo fir d'Eischt un de Projet de loi 7330 iwwert d'Konte vum Exercice 2017. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgueluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

(**Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**)

► **Mme Diane Adehm** (CSV), *rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2017 hunn d'Statskonten ofgeschloss mat engem Iwwerschoss vu ronn 1,3 Milliarden Euro. Am Budget fir d'Joer 2017 war en Defizit virgesi vun 850 Milliounen Euro. Dëst positiv Resultat vun 2,2 Milliarden Euro brauch awer e puer Erklärungen.

Esou gouf am Joer 2017 e Statsemprunt vun 2 Milliarden Euro opgeholl. Des Weideren huet de Lëtzeburger Stat e Prêt vun der Europäescher Investitiounsbank kritt vun 150 Milliounen, fir d'Schoulinfrastrukturen energetesch ze sanéieren. An op der Ausgabesäit gouf en Emprunt aus dem Joer 2006 zréckbezuelt an et goufen zousätzlech Dépenses en capital getéigt.

Ouni des zousätzlech Einnamen aus den Emprunten an d'zousätzlech Ausgabe weisen d'Statskonten en Defizit op vun 293 Milliounen Euro. Dëst si 558 Milliounen Euro manner Defizit, wéi am Statsbudget fir d'Joer 2017 virgesi waren.

Dëst bessert Resultat vun de Statskonte fir d'Joer 2017 erkläert sech haaptsächlech duerch wesentlech méi héich Steiereinnamen wéi am Budget virgesinn. Ouni d'Emprunte wieren d'Einnamen 606 Milliounen Euro méi héich wéi virgesinn, dat si 4,58 %. D'Ausgabe waren 180 Milliounen méi héich wéi am Budget virgesinn an dëst sinn 1,28 %. Am Allgemenge muss ee bemerken, dass am Joer 2017 d'wirtschaftlecht Umfeld gutt war. De PIB ass ëm 2,3 % gewuess, wat awer manner séier war wéi déi 4,6 %, déi de Statec ugekënnegt hat. D'Inflatioun louch bei 1,7 % an de Chômage bei 5,8 % am Joer 2017.

Här President, de Gesetzesprojet betreffend d'Statskonte vun 2017 gouf den 28. Juni 2018 an der Chamber hannerluecht. Et war och eng Annex derbäi iwwert d'Entwécklung vun den Einnamen an den Ausgabe vun de Spezialfonge genesou wéi d'Situatioun vun de Services de l'État à gestion séparée. Des Weidere begréisst d'Budgetkontrollkommissioun ausdrécklech, dass de Finanzminister enger vun hire laangjäregre Fuerderungen aus der Vergaangenheet Rechnung gedroen huet an en Tableau gemaach huet mat den Autorisatiounen aus de leschte Statsbudgeten, fir Emprunten opzehuelen. Ausserdem ginn och déi verschidde Emprunte mat den Detailer, wéi Lafzäit, Taux d'intérêt an esou weider opgefouert. Dat mécht d'Kontroll vun den Emprunten, déi de Stat zitt, vill méi einfach.

Eng weider laangjäreg Recommendation vum der Budgetkontrollkommissioun betrëfft de Budget pour ordre, also déi Gelder, déi de Stat anzitt, fir se weiderzeleeden. An der Vergaangenheet hunn d'Cour des comptes an d'Budgetkontrollkommissioun ëmmer erëm verlaangt, dass en Equilibre tëschen den Einnamen an den Ausgabe misst hiergestallt ginn. An enger Reunioen mat de Vertrieeder vum Finanzministère gouf d'Budgetkontrollkommissioun informéiert, dass am Kader vum Rapportement vun der Statskontabilitéit op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 an der europäescher Methodologie SEC 2010 och Ännerungen um Niveau vum Budget pour ordre kommen. Dës Ännerunge brénge mat sech, dass den Desequilibrium tëschen den Einnamen an den Ausgabe an Zukunft wäert vill méi kleng sinn.



Aus dem Grond léisst d'Budgetkontrollkommission hir Recommendation betreffend de Budget pour ordre an Zukunft falen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Diane ADEHM (CSV), rapportrice.** - Wat déi 258 Moosnamen aus dem Zukunftspak ugeet, stellt d'Cour des comptes fest, dass déi viregt Regierung kee Bilan gemaach huet iwwert des Moosnamen. Well elo eng nei Legislaturperiod ufänkt, hält d'Budgetkontrollkommission net méi um Bilan vun diesen 258 Moosnamen fest. Duerfir freet d'Budgetkontrollkommission genesou wéi de Lëtzebuerger Rechnungshaff e finanzielle Bilan vun der Steuerreform, déi 2017 a Kraaft getrueden ass.

Här President, an hirem Rapport iwwert d'Statskonten 2017 vum 18. Oktober 2018 huet d'Cour des comptes och eng Analys vun den Transfers de crédit gemaach an dëst op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999. Si huet festgestallt, dass verschidden Transfers net genuch motivéiert waren an dass bei zwee Ministeren d'Transfers de crédit systematesch vu Beamten ennerschriwwen goufen an net vum zoustännegen Minister, esou wéi d'Gesetz dat virschreift.

Des Weideren huet d'Cour des comptes festgehalten, dass verschidde Budgetartikel systematesch ze héich oder ze niddreg am Budget stinn. D'Cour des comptes verlaangt an deem Zesammenhang, dass an Zukunft d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 respektéiert gëtt.

D'Budgetkontrollkommission schléisst sech dieser Recommendation vun der Cour des comptes un.

Wat d'Spezialfongen ugeet, esou stellt d'Cour des comptes fest, dass d'Avoire vun dese Fongen em 116 Milliounen Euro geklomme sinn, fir Enn 2017 bei 1.934 Milliounen Euro ze leien.

An der Vergaangenheet ass och ëmmer bemängelt ginn, dass d'Presentatioun vun de Spezialfongen net ëmmer optimal gewiescht wier. Mä bei der Reunion, déi mer, wéi gesot, mat de Vertrieeder vum Finanzministerium hatten, si si eis als Budgetkontrollkommission an deem Sënn entgéintkomm, dass si gesot hunn, an Zukunft géif och d'Presentatioun vun de Spezialfonge verbessert ginn.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenannter SEC 2010-Presentatioun ugeet, esou muss mir festhalen, dass am Gesetzesprojekt iwwert d'Statskonten 2017 d'Zuele vum Programme de stabilité et de croissance vum 27. Abrëll 2018 iwwerhol goufen. Op der Basis vun diesen Zuele gouf et beim Zentralstat en Defizit vun 220 Milliounen Euro. Am Budget war fir 2017 en Defizit vun 881 Milliounen Euro virgesinn. Bei der öffentlecher Verwaltung, also dem Zentralstat, dem Gemengesektor an der Sécurité sociale zesummen, gouf et laut dem Programme de stabilité et de croissance en Iwwerschoss vun 858 Milliounen Euro. Am Budget war en Iwwerschoss vun 347 Milliounen Euro virgesinn.

A sengem Avis vum 13. November 2018 freet de Statsrot nach eng Kéier, dass d'Presentatioun vun de Statskonten op der Basis vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 soll un déi europäesch Method SEC 2010 ugepasst ginn. D'Budgetkontrollkommission schléisst sech dieser Demande un, mä verweist awer drop, dass am Finanzministerium schon dorunner geschafft gëtt an dass och schon éischt Mesuren doriwier de Membere vun der Kommission virgestallt goufen.

Här President, fir weider Detailler iwwert de Gesetzesprojekt vun de Statskonten 2017 verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktion.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm ADEHM. Éischtens ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Eugène BERGER.

Discussion générale

► **M. Eugène BERGER (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll direkt och der Presidentin an dem Rapporteur vun deemem Text Merci soe fir hir Aarbecht. Mir hatten och eng ganz gutt Zesummenaarbecht an der Comexbu, wou mer also d'Zuele vun 2017 nach eng Kéier genau ënnert d'Lupp geholl hunn. Ech mengen, dee Rapport bestätegt och déi positiv Zuelen, dee positiven Ofschloss, dee mer 2017 hate par rapport zu de Previsiounen. Dat ass jo eigentlech näischt Neies.

D'Kommission mécht och ëmmer Recommendationen. Et si Recommendationen, déi ëmmer regelméisseg erëm zrëckkommen. An och do konnte mer feststellen, dass awer op enger Rei Recommendationen wierklech konkret Fortschreter gemaach gi si respektiv och Antwerte komm sinn. Si si schonn erwäant ginn:

den Tableau mat den Emprunten, och beim Budget pour l'ordre.

Ech mengen, dat ass besonnesch dat, well als fréiere President vun der Cofibu weess ech, dass mer laang dat gefrot hunn, an dass dat och fir d'Visibilitéit, d'Transparenz wichteg ass, dass een also do wierklech am Finanzministère gewéllt war, fir méi no uneneezekommen téschent der Statskontabilitéit an dem SEC 2010, dass mer do wierklech grous Fortschreter gemaach hunn. Ech mengen, dat sinn alles och positiv Elementer.

Einfach fir ze soen, dass mir natierlech als DP-Fraktion och dese Rapport wäerte stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här BERGER. Dann ass et elo um honorabelen Här Alex BODRY.

► **M. Alex BODRY (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn elo no Wahlen, mir sinn net viru Wahlen. D'leschte Kéier hate mer e bësse méi mouvementéiert Diskussiounen bei der Presentatioun vum Kont vum Joer 2016. Duerch de Fait, dass mer konnten eng Eestëmmekeet un der Presentatioun vum Rapport fannen an dass och dee Rapport hei vun der Rapportrice, der Kommissionspresidentin, op eng sachlech Aart a Weis presentéiert ginn ass, mengen ech, brauch ech hei net an den Detail anzegoen.

Ech mengen, et war nützlich, dass mer nach eng Kéier eng Récksprooch hatten an eiser Kommission mat de Vertrieeder vum Finanzministerium, wou mer eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen kritt hunn. Des Konten 2017, déi bestätegen déi Tendenz vun deene leschte Joren, dass den Ofschloss vum Statsbudget an der Regel méi positiv ass, wéi dat de Budgetsprojekt ausweist, wéi e vun der Chamber gestëmmt gëtt. Déi Regel huet sech och fir 2017 nach eng Kéier hei bestätegt. An insgesamt ass et jo ronn eng hallef Milliard Euro, wou u sech den Defizit méi kleng ass wéi deen, deen ursprénglech geplangt war.

Dat kënnt zu engem gudden Deel duerch zousätzleche Steiereinnahmen, déi esou net virausgesi gi waren, awer och duerch eng Budgetdisziplin, déi awer geherrscht huet bei der Depensepolitik vum Stat. An dat alles zesumme weist nach ëmmer en Defizit aus, mä weist awer och, dass deen an engem erträagleche Mooss ass a besser ass, wéi sengerzäit gemengt gi war.

Wichtig ass et, dass eng Rei vu Bemierkungen, déi souwuel d'Cour des comptes an och déi zoustänneg Kommission ëmmer erëm gemaach hunn, och eescht geholl si gi vun der Regierungssait, dass eng Rei Verbesserungskommissionen an der Presentatioun, soudass eigentlech d'Parlament wierklech iwwer vill Informatiounen verfüügt, fir seng Aarbecht uerdentlech kënnen ze maachen.

Ech hu just ganz éierlech ëmmer den Androck, an ech schlësse mech domadder gäre selwer an, dass mer eis net ëmmer selwer déi néideg Zäit huelen, fir all déi wierklech gutt Informatiounen, déi an deene Budgetdokumenten dra sinn, och am Detail ze kucken. Si wäeren et heiansdo derwärt, fir méi am Detail gekuckt an och analyséiert an diskutéiert ze ginn. Dat sollte mer eis vläicht gemeinsam virhuele fir weider Budgetdiskussiounen.

An deem Sënn hu mer och kee Problem als LSAP-Fraktion, dese Kontsprojete ze stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här BODRY. An da wier et um honorabelen Här Charles MARGUE.

► **M. Charles MARGUE (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci un d'Rapportrice vun deemem Projet fir déi Däitlechkeet an och fir déi Zoustëmmung vun hirem Fraktioun.

Ech sinn als Neophyte hei am Haus frou, zwou Saachen ze begrëssen: dass d'Spill vun den Institutionen besser funktionéiert, dat heescht, dass och d'Aschätzung vun de Konten, d'Informatiounen besser leeft. Dat steet der Chamber an den Institutionen a virun allem der Saach gutt zu Gesiicht. An dass méi Transparenz do ass, léisst mech am Vertrauen dann och soen, dass déi Previsiounen an d'Zukunft, déi mer jo e wéineg bemängelt hunn, an deenen nächste Jore besser kënnen ausgesinn.

An deem Sënn ginn ech och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktion zu deem Rapport an deemem Projet de loi.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här MARGUE. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast GIBÉRYEN.

► **M. Gast GIBÉRYEN (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, och wann een de Budget net stëmmt, wëlle mer d'Konte stëmmen, fir

domadder ze dokumentéieren, dass alles dat, wat an de Konte gebucht ginn ass, souwuel bei de Recetté wéi bei den Depensen, dass dat korrekt gelaf ass an och duerfir eis Zoustëmmung féinnt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här GIBÉRYEN. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre GRAMEGNA, Ministre des Finances.** - Här President, wann Der erlaabt, maachen ech dat vun hei aus, well ech mengen, eng grous Unanimité besteet, wat mech natierlech freet.

Fir d'Éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madamm ADEHM, déi e ganz faktuelle Rapport gemaach huet, deen e gudd Resumé gëtt vun den Diskussiounen, déi an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire stattfont hunn.

Fir d'Éischt eng Remark iwwert de Fong. D'Resultat vum Kont 2017, jo, e Resultat vun engem Defizit vun 293 Milliounen Euro, woubäi der iwwer 800 virgesi waren, ass natierlech e gutt Resultat. Wéi den Deputéierten Alex BODRY richtig ënnerstrach huet, dat kënnt dohier, dass d'Depensen ongeféier do louche wéi virgesinn an dass grad d'Recetté méi héich ausgefall waren 2017. E Phenomeen, dee mer jo och 2018 kann hunn.

Wat d'Transparenz oder d'Form ubelaangt, wëll ech lech just ee Message maachen: Et ass mir wichteg, et ass der Regierung wichteg, dass esou vill Transparenz wéi méiglech existéiert. Heiansdo gi Saache gefrot, déi mer guer net hunn oder déi immens komplex sinn anzesammelen. Mä, gleef mir, wa mer d'Informatiounen hunn, dann deele mer se mat lech, well dat ass am Interêt vun eis alleguerten! Dat ass am Interêt vun der Demokratie. Et ass am Interêt vun der Kontroll, déi d'Chambre des Députés mécht iwwert d'Exekutioun vum Budget. Dir sidd en charge, fir d'Kreditter der Regierung ze ginn, an et ass dat Normalst vun der Welt, dass Dir kontrolléiert, wat mat deene Sue gemaach gëtt.

Ech freeë mech, dass Der och vill vun deenen Efforten, déi mer gemaach hunn, begréisst hutt, souwuel d'Rapportrice wéi och d'Membere. Mir wëllen och an deem Sënn weider schaffen. Mir wäerten och, an ech hunn dat a menger Ried hei virdrun och gesot, kucken, wéi mer elo de Rapprochement téschent SEC 2010 par rapport zum Kontabilitéitsgesetz 1999 emol fäerdegbruecht hunn, wéi dat elo sech ausspillt dëst Joer an d'nächst Joer. A wann do nach Verbesserungsverschléi sinn, si mer natierlech och op fir déi.

Ech freeë mech, dass mer hei à l'unanimité kënnen feststellen, dass d'Exekutioun gutt gelaf ass. An ech soen alleguerten, déi dorop geschafft hunn, Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Finanzminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7330. Den Text steet am Document parlementaire 7330⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7330 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7330 ass mat 59 Jo-Stëmmen, mat 0 Nee-Stëmmen an 0 Abstentionen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7330 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane ADEHM, Nancy ARENDT épouse KEMP, MM. Emile EICHER, Félix EISCHEN, Paul GALLES, Léon GLODEN, Jean-Marie HALSDORF, Mmes Martine HANSEN, Françoise HETTO-GAASCH, MM. Aly KAES, Marc LIES, Georges MISCHO, Mme OCTAVIE MODERT, M. Laurent MOSAR, Mme VIVIANE REDING, MM. Gilles ROTH, Marco SCHANK, Marc SPAUTZ, Serge WILMES, Claude WISELER et Michel WOLTER ;

MM. Guy ARENDT, André BAULER, Gilles BAUM, Mme SIMONE BEISSEL, MM. Eugène BERGER, Frank COLABIANCHI, Mme Joëlle ELVINGER, MM. Fernand ETGEN, Gusty GRAAS, Max HAHN, Mmes Carole HARTMANN et Lydie POLFER ;

MM. Marc ANGEL, Dan BIANCALANA, Alex BODRY, Mme TESS BURTON, MM. Yves CRUCHTEN, Mars Di BARTOLOMEO, Georges ENGEL, Franz FAYOT, Claude HAAGEN et Mme LYDIA MUTSCH ;

MM. Carlo BACK, François BENOY, Mmes Djuna BERNARD, Stéphanie EMPAIN, MM. Marc HANSEN, Henri KOX, Mme Josée LORSCHÉ, MM. Charles MARGUE et Roberto TRAVERSINI ;

MM. Jeff ENGELN, Gast GIBÉRYEN, Fernand KARTHEISER et Roy REDING ;

MM. Sven CLEMENT (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le Code du travail ;

3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat ;

9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite) et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)

Amendement 1

ler mer elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7450 kommen, stëmme mer fir d'Éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktion of, deen als Objet huet, de Punkt 1 vum Artikel 26 ëmzännern.

Vote sur l'amendement 1

Mir komme gläich zum Vott. Duerno de Vote par procuration.

Den Amendement 1 ass mat 26 Jo-Stëmmen géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement 1 est rejeté par 33 voix contre 27.

Ont voté oui : Mmes Diane ADEHM, Nancy ARENDT épouse KEMP, MM. Emile EICHER, Félix EISCHEN, Paul GALLES, Léon GLODEN, Jean-Marie HALSDORF, Mmes Martine HANSEN, Françoise HETTO-GAASCH, MM. Aly KAES, Marc LIES, Georges MISCHO, Mme OCTAVIE MODERT, M. Laurent MOSAR, Mme VIVIANE REDING, MM. Gilles ROTH, Marco SCHANK, Marc SPAUTZ, Serge WILMES, Claude WISELER et Michel WOLTER ;

MM. Jeff ENGELN, Gast GIBÉRYEN, Fernand KARTHEISER et Roy REDING ;

MM. Sven CLEMENT (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy ARENDT, André BAULER, Gilles BAUM, Mme SIMONE BEISSEL, MM. Eugène BERGER, Frank COLABIANCHI, Mme Joëlle ELVINGER, MM. Fernand ETGEN, Gusty GRAAS, Max HAHN, Mmes Carole HARTMANN et Lydie POLFER ;

MM. Marc ANGEL, Dan BIANCALANA, Alex BODRY, Mme TESS BURTON, MM. Yves CRUCHTEN, Mars Di BARTOLOMEO, Georges ENGEL, Franz FAYOT, Claude HAAGEN et Mme LYDIA MUTSCH ;

MM. Carlo BACK, François BENOY, Mmes Djuna BERNARD, Stéphanie EMPAIN, MM. Marc HANSEN, Henri KOX, Mme Josée LORSCHÉ, MM. Charles MARGUE et Roberto TRAVERSINI ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

De Punkt 1 vum Artikel 26 gëtt also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7450. Den Text steet am Document parlementaire 7450¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7450 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimadder ofgeschloss. De Projet ...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Ech kann lech alleguer berouegen: De Projet de loi 7450 ass mat 33 Jo-Stëmmen géint 26 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7450 est adopté par 31 voix contre 29.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Als nächste Punkt stinn d'Chamberskonte vum Joer 2017 um Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Den honorabelen Här Marc Lies ass Rapporteur a presentéiert elo d'Konten.

(Interruptions diverses)

► **Plusieurs voix.** - An d'Motiounen?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Déi kommen duerno.

(Consultation interne)

Neen, entschëllegt, Här Lies, fir d'Éischt musse mer nach iwwert de Projet de loi 7451 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7451 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. Dese Projet ass mat 30 Jo-Stëmmen géint 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7451 est adopté par 31 voix contre 29.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

(Consultation interne)

Da kéime mer zum Vott vun ...

(Brouhaha)

Ech hat och Oui gestëmmt.

(Brouhaha général et hilarité)

Mir wäerten dat korrigeieren.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Brouhaha)

Motions

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

Motion 1

D'Motioun Nummer 1, déi vun de Piraten abruucht ginn ass, iwwert de Programme national de réforme.

Kënne mer direkt zum Vott vun där Motioun kommen?

Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo. Merci, Här President. Just ganz kuerz awer e klengt Wuert zu der Motioun Nummer 1 vun de Piraten.

Wéi ech se gelies hunn, hat ech éischer gemengt, et kéint eng Resolutioun sinn, datt sech dat géif un d'Chamber richten. Mä ech mengen, et ass och vläicht, well d'Piraten an der leschter Legislatuur nach net an der Chamber präsent waren. Einfach fir ze soen, datt mer awer esou eng Prozedur eigentlech schonn hunn an der Chamber oder eng äänlech Prozedur. Dëst Joer ass e speziell Joer. Dat hu mer elo déi lescht fënnf Joer zweemol gehat, well de Budget eben am Abrëll gestëmmt gëtt an dat da mat melangéiert gëtt e bësse mat där Diskussioun iwwert de PNR an de PSC.

Am normale Fall, dat wäert dann also d'nächst Joer erëm sinn an déi Joren duerno, kommen och d'Minister an d'Kommissioun, déi zoustänneg Kommissiounen, fir do Ried an Äntwert ze stoen. An do hu mer och gewéinlech dat kombinéiert mam État de la nation, wéi mer dat déi lescht Jore gemaach hunn, wou mer dann ausféierlech och an der Chamber iwwert de PNR an de PSC diskutéiert hunn an dann och d'Ministeren nach eng Kéier Stellung geholl hunn.

Dat ass einfach fir ze soen, datt dat eigentlech vläicht eng gutt Ofsicht war, mä déi scho méi laang derbäi sinn, déi wëssen awer, datt mer dat am Normalfall och hunn. Dëst Joer ass et vläicht e bëssen ënnergaangen, och nach duerch aner Emstänn, déi mer alleguerte kennen. Well soss wier näamlech en Dënschdeg awer och eng Diskussioun wéinstens an de Kommissiounen gewiescht.

Duerfir wëll ech einfach soen, si ass superfatatoire. Mir kënne se awer ofstëmmen. Mä aus deem Grond géife mir se awer dann net stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënne mer direkt iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger,

MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der ADR abruucht ginn ass, fir den Iwwerschoss vum Budget 2018 integral an den Zukunftsfong ze iwwerweisen. Do wëllt den Här Wagner eppes soen derzou.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bon, ech mengen, den Här Finanzminister war virdrun e bëssen enthusiastesch an en huet sech gefreet, datt et e Consensus hei géif ginn an der Chamber, wat de Fonds souverain intergénérationnel uegt. Mä hie weess natierlech, datt mir e bësse méi kritesch sinn. Ech hat jo och schonn zwou Question-parlementaire gestallt, wou ech mer nach ëmmer Froe stellen iwwert d'Methodologie vun der Berechnung vu gewëssenen Indicen. Mä doriwwer wëll ech net schwätzen.

Mä mir mengen trotzdem, datt ee mat deem Instrument iwwer gitt oppasse muss. Et ass net ze verwieselen och mam Fonds de compensation, wou ee sech och hätt kënne Froe stellen, mä dee vill méi onsécher ass. An ech mengen, d'Proposition vun der ADR ass ganz riskant. Ganz riskant! D'autant plus, wann ech mech elo net iren, an ech kucken de Bilan vun deem Joer, wann ech dat richtig verstinn, hunn ech den Androck, datt de Fong fir dëst Joer eng Contreperformance gemaach huet. Also en huet Sue verluer u sech, wann een de Bilan vu PwC liest. Vlächcht kann ech widderluecht ginn; mä dat steet relativ kloer dran.

Dat heescht, et muss een ..., well en ass jo awer och ganz ofhängeg vun internationale Fluktuatiounen. Iwwerhaupt, fir deen ze benotzen, en Zukunftsfong ze nennen, ech mengen, et ass eng onsécher Saach. An et sollt een op jidde Fall net an déi Richtung goen, fir nach méi Suen dranzepompe fir d'Sécherheet vun de Pensiounen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wagner. Den Här Wolter, wannechgelift.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, just fir eppes richtzebéien, wat de Finanzminister virdu gesot huet, wéi e gemengt huet, et wär elo esou eng grouss Unanimité hei, wat dee Fong géif ubelaangen, deen Zukunftsfong. Ech bleiwen, mir bleiwe bei eiser Kritik, wat d'Opsetzen an d'Aart a Weis vum Fonctionnement vun deem Fong ubelaangt, esou wéi mer se deemools geäussert hunn, wéi dee Fong agefuert ginn ass. Mir géifen dee Fong aneschtens geréieren.

Mä mir sinn awer der Meenung, dass, wann en Iwwerschoss ass, dee Fong mat deem Iwwerschoss sollt gespeist ginn. Dat eent ass also de Prinzip vun der Speisung an dat anert ass de Prinzip vum Fonctionnement a vum Opsetze vum Fong.

An ech wollt lech berouegen, Här Finanzminister: Contrairement zu Är Meenung si mir nach net mat lech d'accord op der Aart a Weis, wéi Der dat gemaach hutt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Bodry, wannechgelift.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech hat jo déi Fro vun der Affektatioun vun de Plus-valuen, e Phenomeen, dee mer zënter 2007 net méi haten, och schonn a menger Ried ugeschwat. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass d'Chamber sech dozou prononcéiert. Si soll et awer elo ...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Vlächcht net am Hauruckverfahren.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ... maachen, ouni nach eng Kéier genau d'Zuelen emol eng Kéier gekuckt ze hunn. Dat si jo och nach Schätzungen eigentlech, déi an eiseem Budgetsdokument dra sinn, wou mer dervun ausginn, dass se ganz no bei der Realitéit vum Konto wäerte sinn.

An der Regel sinn d'Plus-valuen an der Vergaangenheet ëmmer integral an déi eenzel Fonge gaangen, an d'Investitiounsfonge vum Stat gaangen, an d'Reserve gaange vun deenen eenzelne Fongen. Ech mengen, et soll een net komplett mat där Traditionen do brieche. Ech fannen et wichteg, dass een Deel vun de Plus-valuen och derzou kann déngen, fir d'Investitiounsfonge vum Stat ze speisen.

Déi déngen och der nächster Generatioun! Déi Investissemter, déi am effentlechen Transport, an de Spideeler an iwwerall gemaach ginn, an de Schoule gemaach ginn, dat ass jo net nëmme fir déi Leit, déi haut hei sinn, déi dovunner profitéieren, et ass sécherlech och oft en Investissement, wou och nach an 20 Joer eigentlech een dovunner kann e Profitt erauszéien.

Duerfir mengen ech, mir sollten eis dat halen. Wat iwwerens am Rapport steet vun der Kommissioun, dass en Deel - „en Deel“, steet dran - vun där Plus-value soll an den intergénérationnelle Fong goen. A fir de Rescht, mengen ech, soll een da kucken, a wat fir eng aner Fongen een domadder geet. Duerfir géife mir déi heite Resolutioun an deem dote Stadium hei net stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Gibéryen, wannechgelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, et gëtt bei deem, wat de Kolleg Bodry elo gesot huet, eng Differenz: Fréier hu mer dat effektiv gemaach, datt mer heibannen an der Chamber eng Resolutioun gestëmmt hunn, wou dann d'Iwwerschëss op déi verschidde Fongen opgedeelt gi sinn. Mä deen heite Fong ass jo am Fong ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Neen, hei ass e Fong, déi Suen, déi hei dropgesat ginn, do kënnt kee méi drun. Dat ass déi grouss Differenz. Déi aner Investitiounsfongen, do wësse mer, datt déi um Pabeier stinn, mä d'Sue sinn am Prinzip net méi do. Mä déi heite Sue sinn op deem Fong gespaart. Dat heescht, déi kënne och nëmme iwwer Gesetz erëm erausgeholl ginn. Duerfir ass dat heite scho vill méi e wichtige Fong, well dat Geld wierklech do bleift.

Ech sinn awer bereet, wann ech héieren hei ronderëm, datt am Fong jiddwereen der Meenung ass, datt ee soll vun deene Suen - an de Rapporteur huet dat och als eng vun de Recommandatiounen gemaach -, datt ee sollt een Deel vun deene Suen, déi Rescht bleiwen, op dee Fong setzen, esou hätt ech léiwer, mir géifen dann haut net driwwer ofstëmmen. Et huet jo kee Wäert, wa mer eppes, wat mer alleguer iergendwéi an déi Richtung wëllen, elo hei ofleenen.

Ech géif da soen, mir sollte waarden, bis mer déi definitiv Konten hunn, an dann eventuell nach eng Kéier mat der Regierung an der Finanzkommissioun driwwer diskutéieren, wat ee vun deem Iwwerschoss kann an dee Fong hei iwwerweisen. An ech géif se da bis dohinner einfach zrëckzéien.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här Gibéryen, wäert Dir déi ganzen Zäit esou verstänneg gewiescht wéi elo!

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Berger, wannechglift.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bodry, deem ass näischt bäizefügen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo. Mir huelen also och zur Kenntnis, datt den honorabelen Här Gibéryen ganz verstänneg ass a se dann zrëckzitt. Ech wollt eigentlech och nëmme soen, datt mir se net hätte kënne stëmmen, virun allem och, well he steet „intégral“, also integral. Well op där enger Säit stëmme mer de Rapport vum Budgetsrapporteur, wou steet, datt ee kéint iwwerleeën, mat engem Deel, le cas échéant, wann ech säin Text richtig an Erënnerung hunn, dat ze maachen, en fonction vun den Zuelen, an da kéinte mer net, wa mer also dee Rapport stëmmen, op där anerer Säit de Géigendeel stëmmen. Mä soit! De Problem ass jo da geléist. An da kucke mer et eng Kéier zu engem spéidere Moment.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - An ofschléissend den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Wéi ech virdrun op deem Punkt intervenéiert sinn, war meng Intentioun, Folgendes ze soen, an ech si vlächcht méssverstane ginn: Ech fannen d'Iddi, dass een, wann een Iwwerschëss huet, en Deel dovunner an de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg géif investéieren, als Usaz gutt. Mä ech mengen, et ass eng Diskussioun, déi ee wierklech muss verdéieren, wéi een dat mécht, wéini een dat mécht, wivill ee mécht.

Den Här Gibéryen huet richtegerweis ënnerstrach: Deen heite Fong ass ganz anescht wéi all déi aner, well he setze mer d'Suen op d'Säit fir déi nächst Generatiounen. Si si gespaart - esou kann een et ausdrécken -, well d'Gesetz dat



esou virgesinn huet, well Dir dat, och op Proposition vun der Regierung, esou decidéiert hutt. An dat ass och gudd esou. An do sinn eng ganz Rëtsch Konditiounen och ronderëm.

D'Gesetz gesäit och vir, dass d'Regierung à tout moment kann Decisiounen huelen, fir additiounel Suen dranzesetzen, wat och sporadesch geschitt ass an deene leschte véier Joer. Ech géif lech proposéieren, dass mer iwwert dee Sujet vum Fonds souverain am Laf vun den nächste Méint eng seriö Diskussioun maachen an der Cofibu. Ech hätt gärten an Echange mat lech, fir déi Pist do ze exploréieren, an an engem gudden Verständnis, well hei geet et ëm déi nächst Generatiounen. Ech mengen, dat interesséiert jiddwereen.

An, jo, mir hu kleng ugefaangen, mat deem Fong. Deen ass jo all Joers mat 50 Milliounen, ronn, gespeist ginn. Mech deet e bësse schmützen, wann dann déi Partei, déi bal ëmmer de Finanzministère hat an der ganzer Geschicht vu Lëtzebuerg an ni esou e Fonds souverain geschafent huet, da seet, si wäeren net ganz d'accord domat. Jo, mä si hu jo ni ee proposéiert!

Mä ech sinn awer frou, och mat hinnen doriwwe ze diskutéieren, well dat hei soll iwwerparteilch gekuckt ginn. A wa mer fir de Planéit, fir d'Nohaltegkeet, fir de Klimaschutz wëllen un déi nächst Generatiounen denken, da solle mer dat och an deem Fonds souverain hei maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Finanzminister. Kann ech duerch Handopheiwien den Accord froen, fir d'Motioun Nummer 2 un d'Kommissioun ze verweisen?

► **Plusieurs voix.** - Neen!

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - En huet se zrëckgezunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ah, si gétt zrëckgezunn. Okay! Domadder ass d'Motioun Nummer 2 zrëckgewisen. Da komme mer zur Motioun Nummer 3.

► **Plusieurs voix.** - Zrëckgezunn, net zrëckgewisen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Zrëckgewisen.

► **Plusieurs voix.** - Neen, zrëckgezunn!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Zrëckgezunn, zrëckgezunn, richteg! Jo, pardon ...

Ech präziséieren: D'Motioun Nummer 2 ass zrëckgezunn.

(**La motion n° 2 de M. Gast Gibéryen est retirée.**)

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, fir e Familljendesch anzesetzen. D'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen, freet d'Wuert.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, villmools Merci, Här President. Also am Regierungssaccord steet, dass mer wäerten eng Etüd maachen, déi mer elo lancéiert hunn, iwwert den « compte et le coût de l'enfant ». An ech mengen, d'Chamber ass e Familljendesch, wou souwuel an der Kommissioun wéi och hei an der Pleniéiere natierlech och iwwer Familljepolitik geschwat gëtt, wéi och iwwer all anere Sujet. An dofir géif ech d'Chamber bidden, déi dote Motioun net unzehuelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser, wannechgelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech wonnere mech e bëssen iwwert d'Stellungnam vun der Regierung, well ech mengen, esou vill Expertise jo och ëmmer an deem héijen Haus ass, et ass awer esou, dass ganz vill ÖNGen, Associatiounen, betraffe Leit am Land sinn, déi ganz sécher wëilten hire Bäitrag zu deser Diskussioun bréngen.

Aus der Perspektiv vun der ADR fanne mer déi Iddi hei richteg. A mir géife se och matdroen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, ech mengen, d'Madamm Familljeministesch huet et awer zu Recht gesot, dass mer eigentlech all concernéiert sinn. Ech mengen, mir sinn alleguete Famill hei am Land, jiddwereen. Mir hu vill Zorte vu Familljen: bestuet, net bestuet, an dann, wat et alles vu Patchworkfamillje gëtt. A mir representéieren hei eigentlech als Deputéiert alleguerten déi villfälteg Familljen dobaussen am Land.

Dat heescht dann, wann een also e Familljendesch mécht, da kënne mir eigentlech deen och hei representativ maachen. Well et steet jo hei - ech weess och net, wéi een dat och géif hei maachen -: « à rassembler [...] tous les

acteurs concernés ». Da misste mer eigentlech d'ganz Land hei an d'Chamber invitéieren. Mir representéieren dat ganz Land, all d'Familljen. An duerfir ass et eigentlech d'Aufgab, wéi d'Ministesch gesot huet - och am Koalitiounsaccord stinn eng Rei Saachen -, fir do och nach Etüden ze maache respektiv och mat Experte verschidde Punkte méi genau ze kucken.

Wéi gesot, dat hei ass superfetatoire oder op gudd Lëtzebuergesch: Si ass iwwerflësseg. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Spautz, wannechgelift.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, mir gesinn dat e bëssen anescht wéi den Här Berger, dass dat soll iwwerflësseg sinn. Mä mir sinn der Meinung, dass all déi Akteuren, déi an der Familljepolitik sinn, déi, déi heibanne sëtzen, an och doriwwe eraus, sollten zesummesat ginn. Ech staune just, ze héiere vun engem fréiere Regierungsmember, deen derbäi war, wann aner Dëscher aberuff si ginn, dass déi net superfetatoire waren (veuillez lire : dass deen heiten elo soll superfetatoire sinn). Do hätt een och kënne soen, et wier um Parlament eleng gewiescht. An dofir: e Vott, Här President. Dat ass am einfachsten.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, dat dote war ee Wuert. Da kënne mer ... Neen, den Här Baum.

(**Interruption**)

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Ech sinn och e bëssen erstaunt, dass elo hei gesot gëtt: „We are family, an alleguer si mer eng grouss Famill hei an doduerch kënne mer ...

(**Hilarité**)

... dat alleguer, ass dat hei eigentlech de Familljendesch.“ Well déiselwecht DP huet jo awer gefrot, fir en nationale Bildungsdësch ze instauréieren, wou ee jo och ka soen: „Jo, mir si jo awer alleguer iergendwéi ..., jiddweree war eng Kéier an der Schoul, also kënne mer alleguer driwwer matschwätzen.“

(**Brouhaha**)

Ech mengen, dass dat e bëssen eng komesch Argumentatioun ass.

Nawell wäerte mir eis bei deser Motioun enthalten, well an de Consideranten awer verschidde Formulatiounen dra sinn, wou et ëm Wäerter an Norme geet, déi d'Famill soll vermëttelen, wou ech esou eng konservativ Nuechtegailchen héieren trapsen, ...

(**Hilarité**)

... déi eis awer dann net ganz zefriddestellt. Duerfir wäerte mer eis enthalten.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum.

Vote sur la motion 3

Ech mengen, da kënne mer ofstëmmen. De Vott fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 3 est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

Da kënne mer zur Motioun Nummer 4 kommen, déi eng besser Zesummenaarbecht

tëschtent der Schoul an de Structures d'accueil freet. D'Familljeministesch, wannechgelift.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, ech si ganz frou, dass dat gefrot gëtt, well dat steet tel quel am Koalitiounsaccord. Ech géif lech do invitéieren, dat dann och nach eng Kéier nozeliesen. Ech kann dat awer och gärten nach eng Kéier virliesen, wann dat elo hei gewënscht wär. An duerfir, mengen ech, ass déi Motioun hei och net néideg ze stëmmen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Mir sinn der Meinung, dass dat ofgestëmmt soll ginn. Ech wëll just soen, Madamm Familljeministesch, mir hunn de Koalitiounsaccord gelies. Ech weess awer net, wou dat do genau steet, esou wéi mir soen, vun der gratis Hausaufgabenhëllef. An dofir hätte mir gärten e Vott heibannen op deser Plaz doriwwe. An da ka jo jiddweree sech dozou ausdrécken, wéi e wëllt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Berger fir d'Eischt.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ouni wëllen elo den Extrait, op deen d'Madamm Ministesch scho Referenz gemaach huet, et ass Säit 60 ... Da kann den Här Spautz dat do genau noliesen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Familljeministesch.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - « Les écoles de l'enseignement fondamental seront amenées à développer un concept d'aide aux devoirs, avec la possibilité de recourir à des heures supplémentaires prestées volontairement. Dans ce contexte, une offre étendue d'aide aux devoirs par du personnel qualifié sera garantie. Pour des besoins de révision, du matériel fondé sur les cours en classe sera élaboré. Une plateforme digitale permettra aux parents et aux élèves de télécharger gratuitement des exercices en fonction des besoins personnels de l'élève et des matières à réviser en dehors des heures de classe.

Les cours d'appui à l'enseignement secondaire, organisés pendant les vacances d'été, seront professionnalisés et se tiendront à partir de la mi-août par des membres du personnel enseignant volontaires. »

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

(**Brouhaha**)

Vote sur la motion 4

Ech mengen, da kënne mer och do zum Vott kommen.

► **Une voix.** - Jo!

(**Brouhaha**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 5

Da kënne mer zur Motioun Nummer 5 kommen iwwert d'Gesetz vum 4. Juli 2008 iwwert d'Agents régionaux „enfance et jeunesse“. Ass dozou d'Wuert gefrot?

D'Madamm Familljeministesch, wannechgelift.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, och dat steet am Koalitiounsaccord, dass den SNJ géif reorganiséiert ginn. An dofir ass dat en cours de route an amgang gemaach ze ginn.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Säit 59.

(**Brouhaha**)

Vote sur la motion 5

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënne mer och do zum Vott kommen. De Vott fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno d'Procuratiounen. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 5 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Motion 6

Da kéime mer zur Motioun Nummer 6 iwwert d'Plazen an de Structures d'éducation et d'accueil. D'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, och dozou steet ganz vill am Regierungssaccord, Här ...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, mir freeën ons iwwregens iwwert déi Ennerstëtzung, déi mer hei kréien. Well d'Regierung gesäit eng Reform vun de Chèques-services accueil vir. Dat geet vill méi wäit wéi dat, wat hei gefuerdert gëtt. An dofir freeë mer ons iwwert déi Ennerstëtzung, déi mer do an där Reform wäerte kréien. Villmools Merci.

(**Interruptions**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass nach een, deen eppes dozou wëllt soen?

► **Une voix.** - Neen.

Vote sur la motion 6

► **M. Fernand Etgen, Président.** - De Vott fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 28 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 6 est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;



MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Motion 7

Da kënnen mer zur Motioun Nummer 7 kommen iwwert den Teletravail. Den Här Minister Marc Hansen wannechgelift.

► **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.**- Als Minister vun der Fonction publique, déi jo an dësem Sujet ganz staark ugeschwat ass, wëll ech natierlech och, fir eng Kéier e bëssen en anere Wording ze huelen, soen, dass an där Motioun praktesch d'Wieder aus dem Koalitiounsaccord geholl gi sinn. An zwar d'Promotioun vum Teletravail fannt Der souwuel am Kapitel vun der Fonction publique, wou dee soll „promu“ ginn, wéi an den Droitu-travaux-lwwerleeungen an der Secteur-privés-Geschicht. Dat heescht, dat steet och tel quel dran, d'Promotioun vum Teletravail.

Ech kann dem Här Spautz och als nei Informatioun ginn - well et steet jo do, dass och d'Entitéiten, déi vum Teletravail wëlle profitéieren, kënnen weider dovunner profitéieren an och ausgeweit ginn -: An deem heiten Dokument vun där Pressekonferenz vum leschte Joer geet vun 11 Entitéite rieds, do si mer entre-temps op 18 Entitéiten och an d'Luucht gefuer. An och d'Zuel vun den Agenten, déi dovunner kënnen profitéieren, déi ass an d'Luucht gefuer. Dat heescht, dat geschitt schonn. Et steet tel quel am Koalitiounsaccord.

Ech mengen, Dir hutt deen, souwäit ech weess, net ënnerstëtzt a gestëmmt. Mir kéinten lech awer och elo proposéieren, dass Der dat deemools gemaach hätt. Dat heite gëtt gemaach, d'Promotioun vum Teletravail, d'Work-life-balance zitt sech duerch dee ganze Koalitiounsaccord.

Dofir géif ech der Chamber proposéieren, fir och déi Motioun net unzehuelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Spautz, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Säite 29, Här President, ...

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wann dat jo esou ass, wéi den Här Minister seet, dann ass jo iwwerhaupt kee Problem, dass d'Majoritéit dat matstëmmt. Dofir au vote! Au vote wannechgelift!

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Oh là, là!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Mir verstinn eigentlech och net déi Logik, déi elo hei praktizéiert gëtt vun der Majoritéit. Wann d'Oppositioun kënnt a si hëlt Motiounen hei, wou eventuell Detailler d'selwecht am Regierungsaccord stinn, dann ass dat jo awer e gutt Recht, well an engem Regierungsaccord steet viles. An et gëtt och viles dovunner herno net gemaach. A wann duerfir d'Parlament heihikënn a si (veuillez lire : d'Regierung) seet, mir géifen drängelen domat, an d'Oppositioun seet: „Mir sinn eventuell souguer mat deem d'accord“, da géif ech mengen, datt et gutt wier, wann och d'Majoritéit déi Motiounen géif matstëmmt!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wann elo zum Beispill d'Oppositioun géif higoen a si géif an deem Rhythmus hei virufueren a si géif nach 20, 30, 50, 100 Motiounen am Laf vun deenen nächste Wochen a Méint abrëngen, wat alles vläicht am Regierungsprogramm steet, da géife mer jo eng ganz konfus Situatioun kréien: ...

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ah jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dann hätt op eemol d'Oppositioun de Regierungsprogramm gestëmmt an d'Majoritéit hätt en ofgeleent.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Et wier jo méi einfach, Dir hätt en direkt gestëmmt.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Firwat maacht Der dat zerstéckelt?

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Da stëmmt en direkt! De Regierungsprogramm ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Berger huet d'Wuert a soss keen!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Kënnen mer deen net nach ...?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Mir bréngen en nach eng Kéier erëm.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et ass jo dann eigentlech esou, wann esou Motiounen vun der Oppositioun kommen, déi eis Regierungsaccord steet, ënnerstëtzen, dann hätt se jo och kënnen direkt de Koalitiounsaccord matstëmme, da wier dat jo méi einfach gewiescht.

(Interruption)

Wéi gesot, mir freeën eis iwwert déi Ënnerstëtzung. An ech kann och den Här Gibéryen berouegen: Wann e kuckt, déi lescht fënnf Joer, ëmmer dat, wat mer gesot hunn, hu mer och gemaach. Dir kënnt also Are Kapp a Rou leeën, mir wäerten och all déi Saachen, déi ...

(Exclamations)

... am Koalitiounsprogramm stinn, an deenen nächste fënnf Joer maachen!

(Brouhaha)

Rendez-vous, Rendez-vous ...

(Coups de cloche de la présidence)

... hei a fënnf Joer! Merci.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Baum, wannechgelift.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo. Merci, Här President, et ass effektiv eng kokass Situatioun. Et kéint ee bal mengen, d'CSV hätt de Koalitiounsprogramm geschriwwen, wann een zumindest verschidden Aussoen hei héiert.

(Interruption)

Zur Motioun selwer, do mengen ech, wäerte mir eis och enthalen, well zwar eng ganz Retsch Elementer dra sinn, déi sënnavoll sinn, déi mengen ech och richteg sinn, mä eis stéisst awer e bëssen déi relativ eesäitig Euphorie fir den Teletravail erop. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee seriö sollt diskutéieren an och déi legislativ an déi legal Basisse schafen, fir dat kënnen ze maachen. An ech mengen, datt dat hei awer vläicht e bëssen eesäitig formuléiert ass, an duerfir géife mir eis enthalen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Goergen, wannechgelift.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Mir stinn natierlech och zum Teletravail a wäerten dat deementspriedend hei matstëmme.

Mir haten awer och de Koalitiounsaccord matgestëmmt. Deementspriedend hu mir dann och eng aner Optik op dës Diskussioun.

► **Une voix.**- ... d'Motioun refuséieren.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- An als Neie verwonnert et mech e bëssen: Ech hunn einfach d'Gefill, dass heiansdo dee falsche Logo oder déi falsch Faarf op enger Propos ass an dass se, egal wéi gutt se ka sinn, dann einfach emol vun der Majoritéit refuséiert gëtt. An dat ass wierklech schued fir d'Demokratie! An et ass wierklech schued, well de Leit dobausse gëtt dat e Bild vun enger Politikverdrossenheet (veuillez lire : e Bild, dat zur Politikverdrossenheet féiert), wat Dir do am Moment maacht. An dat ass wierklech schued! Haalt wannechgelift mat esou Geschichten op!

(Brouhaha)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et gëtt d'Bild vum Knäpen ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, elo ass alles gesot a mir kënnen iwwert d'Motioun Nummer 7 ofstëmme.

Vote sur la motion 7

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 7 ass mat 27 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc

Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par Mme Tess Burton), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 8

An da kënnen mer zur Motioun Nummer 8 kommen iwwert d'Situatioun, wat den Accueil extrafamilial an extrascolaire ubelaangt. D'Familljeministes, d'Madamm Corinne Cahen, wannechgelift.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, do geet et dann em d'Entreprises. Déi kënnen och haut natierlech scho Crèchen opmaachen. Déi gi genau d'nämlech subventionéiert wéi och all déi aner privat Crèchen, déi eben eng Crèche opmaachen. A mir sinn do der Meenung, dass een do net nach iwwer en zousätzleche Steierkredit den Entreprisé misst Sue ginn. Si hunn Hëllef, Subventiounen, fir Crèchen opzemaachen. A mir sinn och frou, wann dat geschitt, dass d'Kanner eben och kënnen no bei den Eltere sinn, notament wann d'Mammen zum Beispill nach nieren, ass dat ganz praktesch, wann d'Kanner net wäit ewech sinn. Dofir kënnen mir dat nëmme esou ënnerstëtzen. An dat maache mir och schonn haut.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Ech mengen, da kënnen mer och direkt zum Vott iwwergoen, et ass keng Wuertmeldung méi do.

Vote sur la motion 8

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme an 33 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 9

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9, fir eng Étude approfondie iwwert d'Modalitéite vum Congé parental ze lancéieren. An och do freet d'Familljeministes direkt d'Wuert.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, villmools Merci, Här President. Elo sinn ech natierlech ganz besonnesch paff iwwert dës Motioun, well esou eng Motioun ass schonn hei gestëmmt ginn, wéi mer näamlech d'Gesetz vum Congé parental hei haten, wéi Der dat gestëmmt hutt. Dunn hu mer, hutt Dir decidéiert, dass mer sollen, wannechgelift, eng Etüd maachen. Déi ass och schonn amgaange gemaach ze ginn. Dat heescht, dat ass schonn alles ënnerwee. Dofir verstinn ech d'Motioun net richteg.

Ech wëll awer just da profitéieren hei, fir ze soen, dass alleguer d'Zuelen am Moment weisen, dass d'Regierung an hirer Familljepolitik den Nerv vun der Zäit getraff huet, dass se richteg op déi Suerger, déi d'Leit haten, agaangen ass, an dass déi Mesuren, déi mer an deene leschte fënnf Joer gemaach hunn, wierklech e ganz, ganz grouse Succès hu bei de Familljen, fir dass d'Leit méi Zäit mat hire Kanner kënnen verbréngen. Dofir, also déi heite Motioun, mengen ech, déi war schonn eng Kéier hei deposéiert a gestëmmt ginn. Dat war schonn decidéiert an dat ass schonn en cours de route.

Voilà, villmools Merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Martine Hansen huet d'Wuert gefrot.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Also ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer wierklech konkret dee Punkt uschwätze vun engem Pool de remplacements, fir deen ze kreéieren. An der Landwirtschaft gëtt et dat, dat funktionéiert ganz gutt. Dat heescht „Maschinenring“ an dat kënnt een och vläicht an anere Betribsparte virgesinn. Dat ass bis elo nach net hei ofgestëmmt ginn an ech géif et wierklech schued fannen, wann dat net hei kéint eis Ënnerstëtzung fannen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Den Här Baum, wannechgelift.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo. D'Madamm Cahen ass drop agaangen, datt deen éischten Tret vum Invite, datt deen effektiv esou schonn an der Maach ass. Deen zweeten, do muss ech awer soen, domat kënnen mir als Lénk net averstane sinn. Dat heescht, mir sollen do e Pool vu Remplacantë schafen, also quasi esou eng Reservarméi un Aarbechtskraaft, déi da soll asprangen, wann eventuell e Congé parental agefouert gëtt.

Dat ass eng Virstellung, déi awer, mengen ech, och ganz staark deem widdersprécht, wat eis Virstellung och vun Aarbechtsrecht an Zukunft soll sinn. A mat esou emgem Pool de remplacements, do kann ee sech jo ganz lebhaft Diskussiounen virstellen, dee jo dann eventuell och eng Kéier kéint agesat ginn, wéi zum Beispill, wann am Santésecteur deen een oder anere Betrib streikt.

Also mir mengen, datt dat hei e ganz geféierleche Wee ass a wäerten dat hei net matdroen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënnen mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 9

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme an 33 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 10

Da kéime mer un d'Motioun Nummer 10 vun der ADR. Ass do eppes derzou ze soen? Da kënnen mer ...

(Interruptions)

Oh, d'Madamm Lorsché!

(Hilarité)

► **Une voix.**- Wat heescht dat?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dir sidd awer schéin iwwerrascht!



► **Une voix.** - Oh, Här President!

(*Hilarité et exclamations*)

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Wann et roueg ass, fänken ech och un. Jo, ech hunn net vill ze soen. Mir sinn der Meenung, datt och dës Motioun iwwerflësseg ass, well et ass genee dat do, wat am Koalitiounsaccord festgehale ass. An dobäi ass och nach ze soen, datt dat Thema schonn an der zoustänneger Chamberskommission diskutéiert ginn ass, esou wéi d'Presidentin vun der Kommissioun mer dat bestätegt huet. Dofir soe mir Neen zu dëser Motioun.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Här President, dat ass ganz interessant, wat d'Madamm Lorsché eis elo seet. Mir huelen dovunner Nott. An ech géif soen, mir kucken dann an e puer Méint, ob déi gréng Partei sech dann an d'Lignes directrices an un de Koalitiounsaccord hält. A mir wäerten dat ganz interesséiert verfollegen.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Den Här Baum.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Jo, also d'Motioun hale mer selbstverständlech oprecht a mir loosse doriwwer ofstëmmen. Här President, mir bidden lech, driwwer ofstëmmen ze loosse.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Den Här Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Oh, Här President!

(*Hilarité*)

Ech mengen, datt dës Motioun hire Wäert huet, deen nämmlech doranner besteet, datt e sech ganz hefteg dergéint ausschwatze muss. Als Lénk si mir net averstane mat der Orientéierung vun de Lignes directrices vun der Defense bis 2025 a wäerten duerfir och heigéint stëmmen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools. An ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Motioun Nummer 10 ofstëmmen.

Vote sur la motion 10

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 25 Jo-Stëmmen a 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 11

Da komme mer elo zur Motioun Nummer 11, wat d'Subventioun fir d'Elektromobilität ubelaangt. Madamm Lorsché, wannechgelift.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Dës Kéier ass et dann oui Gelächter gaangen. Majo, net nëmmen déi gréng, Här President, mä ech denken, déi ganz Koalitioun ass emol fir d'Éischt der Meenung, datt mer eng gutt Loftqualitéit zu Lëtzebuerg brauchen, mä net nëmmen zu Lëtzebuerg. An déi Loftqualitéit ass nëmmen ze erreechen, wann d'Mobilität elektresch gëtt, well et kloer ass, datt Diesel a Bensinn net d'Loft tel quel kënne propper halen. Dat ass dat Éischt, wat ech dozou wëll soen.

Dat Zweet ass, datt et a puncto Batterië schonn eng europäesch Strategie gëtt, déi och Lëtzebuerg wäert ugoen: den Aktiounsplang, fir Bat-

terien nohalteg a propper ze produzéieren. Do si mir natierlech drop aus, datt mer deen dann och unerkennen an eis op déi Basis bezéien. D'Batterië kënne reguléiert ginn, wat beim Pétrol net de Fall ass. Och dat ass eng Evidenz.

Wat elo d'Kanneraarbecht ubelaangt, an am Allgemengen och de Schutz vun de Mënscherechter, ginn et schonn eng ganz Rei EU-Initiativen. Esou mussen Firmen zum Beispill zanter 2018 sougenannt „non financial statements“ an hire järeleche Rapport draschreien an deen och bäileeën. An dësen Opstellung mussen se Informatiounen liwweren iwwert d'Beméiungen am Ëmweltschutz, de Respekt vu Mënscherechter, sozial Engagementer, de Kampf géint Korruptioun an esou weider an esou fort.

Des Weidere gouf 2017 och eng EU-Direktiv oder e Règlement ugeholl, dat d'Konfliktmineralie verbitt, wat dann och d'Produktioun vun deene Batterien ubelaangt.

Dobäi wëll ech nach bemierken, datt mer och am Koalitiounsaccord e ganz Kapitel hunn iwwert déi sozial Responsabilitéit vun der Beschafung an awer och déi sozial Responsabilitéit vun den Entrepreneuren, soudatt mer eis hei net wëlle virgeheie loosse duerch eng Motioun, mir géifen déi do Kritären net respektéieren. Déi ganz Koalitioun ass sech hirer Verantwortung bewusst op deem heite Gebitt, an duerfir ass déi Motioun och superfetatoire.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci, Madamm Lorsché. Den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Merci, Här President. Ech fannen et jo touchant, datt d'ADR sech a leschter Zäit vill Suerge mécht em dat, wat geschitt an de Minne vum Kongo, dat, wat geschitt an de Minne vum Chile an och op anere Plazen. Et ass och gutt, datt si sech elo Suergen dréms mécht. Mir hunn dat oft thematiséiert, och an engem Kontext vun engem Kader vun enger Aussepolitik, Entwécklungspolitik a Commercepolitik, déi awer d'ADR contrairement zu eis net onbedéngt a Fro stellt. Soit!

Mä et ass richtig, datt d'Exploitatioun vum Kobalt, vum Lithium, d'Aart a Weis, wéi se exploitéiert ginn, inakzeptabel ass. Wien d'Besëtzerhältnisser (veuillez lire : d'Besëtzerrechter) huet vun deene Minnen, zemoos am Kongo, doriwwer kéint een och diskutéieren. An all EU-Direktiv, déi kann a wäert do net vill änneren, well justement och Leit, déi mat der EU ze dinn hunn, och eppes mat deene Minnen ze dinn hunn.

Duerno, de Problem ass jo awer och deen, datt anerersäits och d'Elektromobilität eng Solution de facilité ass, wann een eng Ekologie light wëllt maachen, fir dat ze verkafen, wéi wann dat eng Léisung wier. Mir mengen, et muss ee vill méi wäit goen, och a Richtung justement vum éffentlechen Transport. D'Elektromobilität ass elo e Moudewuert, mä ech mengen, dovunner muss een och ewechkommen, wann ee richtig Ekologie wëllt maachen.

Duerno, de Problem, dee mer awer hunn, dat ass, datt déi heite Motioun relativ restriktiv ass, well de Problem läit net just bei der Exploitatioun vum Kobalt, läit net just bei der Exploitatioun vum Lithium. D'Exploitatioun vum Pétrol zum Beispill: Wat fir eng Problemer um Niveau vun de Mënscherechter an esou weider stellt déi an Afrika, ënner anerem? Do gi korrump Regimenter opgestallt dowéinst. Do gi Leit masakréiert, deemno wéi, wa se rebelléieren. Et steet näischt dovunner dran. Oder et gi Putschere organiséiert a gewëssene Länner, a Latäinamerika an esou weider. Dovunner steet näischt dran!

Och den Uran zum Beispill: Dir kënnt lech erënneren, Frankräich ass am Mali intervenéiert. Déi Naiv hunn déi offiziell Versioun gegleef an hu geduecht, Frankräich géif géint den Terrorismus ugoen. Mä a Wierklechkeet wollte se d'Route d'approvisionnement an den Niger assuréieren, wou jo den Uran sech befënt. Bon, soit!

Dovunner geet keng Ried an dëser Motioun. An ech hunn éischer den Androck, datt et méi eng Motioun ass géint d'Elektromobilität - vis-à-vis vun där ee muss kritisches sinn - wéi eng Motioun fir d'Mënscherechter. Also dofir kënne mir se en l'état net matdroen.

An et sinn nach aner Saachen, iwwert déi ee misst diskutéieren: de Fonds de compensation, deen nach ëmmer onméiglech Investissementer mécht! Ech hat eng Question parlementaire gemaach - et gëtt ëmmer vun „devoirs de diligence“ geschwat -: Déi Sociéit, déi déi Software produzéiert huet, déi den Här Khashoggi geholf huet ëmzebréngen, déi um Kierchbiereg eng Filial huet, wou ech zwou Äntwerte kritt hunn, déi skandaléis sinn, a wou mer nei Saachen erauskritt hunn, déi ëmmer méi beweisen, datt Lëtzebuerg seng Aarbecht net mécht, doriwwer geet och net rieds.

Den Zukunftsfonds: D'ADR mécht eng Motioun, fir all den Iwwerschoss vun de Renten an den Zukunftsfonds ze bréngen, wat total onseriö ass! Deen Zukunftsfonds, deen ass net seriö. Deen huet och nach Sue verluer. Hei seet keen eppes dovunner, ausser mir, well et wierklech e Problem ass, deen Zukunftsfonds! Wann ee seriö mat Rentեսuen ëmgeet, da schwätzt een net vum Zukunftsfonds. Ech mengen, mir si vläicht déi Eenzeg, déi keng Krawatt undinn, ...

(*Brouhaha*)

... mä ech mengen, et muss een awer eng Kéier seriö sinn, am Fong.

Ech mengen, mir sinn do virun enger gewëssener Hypokrisie. Dofir wäerte mir eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci, Här Wagner. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Jo, Här President, ech wëll vläicht kuerz fir d'Éischt op dat agoen, wat den Här David Wagner gesot huet. En huet recht: Et gëtt och mam Pétrol ganz vill Problemer. An ech mengen, et wär net verantwortlech, fir dat elo ze leegnen, fir ze soen, et wär net wichteg.

De Kontext vun dëser Motioun ass awer elo eng direkt Reaktioun op eng rezent Initiativ vun der Regierung an engem bestëmmte Beräich. D'Absicht ass net, iwwer aner Saachen net ze schwätzen. D'Absicht ass elo eng direkt Reaktioun op eng Aktioun vun der Regierung, déi an eisen Ae moralesch fragwürdeg ass.

Och ass et esou, mengen ech, Här Wagner, datt vläicht och eng gewësse Konfusioun besteet tëschent Zukunftsfonds a Rentefonds. Dofir mussen mer vläicht doriwwer an engem anere Forum nach eng Kéier diskutéieren. Mä an deem Punkt kann ech Ärem Rasonnement elo net noginn.

Wat d'Madamm Lorsché gesot huet, Här President, ass erstaunlech. Den Här Gibéryen hat a senger Ried - ech mengen, vollkommen zu Recht - drop higewisen, datt, wie vu Loftqualitéit zu Lëtzebuerg schwätzt a gläichzäiteg de Wuesstum hei am Land net wëllt bremsen, deen net kredibel ass.

D'Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg, dat ass manner eng Fro vun der Elektromobilität, mä vu kilometerlaenge Stauen. An et ass jo dat eng vun deene grondleeënde Problematiken an där grénger Politik iwwerhaupt, datt se déi richtig Problemer net uginn, wéi zum Beispill de Wuesstum. D'Land gëtt zoubetonéiert, d'Staue gi méi laang. An da komme se hei iwwer Loftqualitéit schwätzen, zulaaschten - an dat behale mer oprecht! - ënner anerem vun de Kanner am Kongo.

Well et ass jo wouer, datt et Direktive gëtt, oder Recommendationen fir d'Fournisseuren, datt déi solle soen, ob do ethesch Kritäre respektéiert sinn. Mä et ass och wouer, datt d'Firmen dat net maachen! Datt se soen, dat wär entweder Geschäftsgeheimnis, datt se soen, si kënten déi Donnéeën net kréien. An awer, och dat wëssend, datt d'Firmen deenen do Recommendationen net nokommen, gëtt hei esou gemaach, als wär alles an der Rei!

Ech bleiwe bei där Behauptung, datt déi gréng hei zwee grondleeënd Feeler maachen, wa se hirer Ideologie wëllen trei sinn. Dat Éischt ass eng Verkennung vun der reeller Problematik iwwert d'Liewensqualitéit an d'Loftqualitéit hei am Land. An dat Zweet ass eng zynesch Ignoranz vum Leide vun deene Schwaachen an Dréttwëltnänner, déi hei d'Affer och vun där grénger Politik sinn.

Mir halen dës Motioun oprecht!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - D'Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (*CSV*). - Merci, Här President. Also fir d'Éischt fannen ech et e bësse schued, datt elo keng gréng Minister hei ass, well mir hate jo och scho méi dacks an den Debatten hei driwwer geschwat gehat, iwwert dee Problem.

Deen éischten Tiret: „beim Respekt vun de Mënscherechter an dem Schutz vun der natierlecher Ëmwelt mam gudden Beispill virzegoen“, ech mengen, deen Tiret, dee misst jo jiddweren hei kënnen ënnerstëtzen. A bei der Ëmwelt muss een definitiv global kucken. A wa mer Elektromobilität férdere, da wësse mer, datt dat propper Loft hei zu Lëtzebuerg férdert - hei zu Lëtzebuerg, mä mir mussen awer global kucken. An duerfir hat ech och gesot gehat, et gëtt u sech hei kee Schwaarz a Wäiss a mir hunn definitiv Problemer bei dem Ofbau vun deene Materialien. An déi Problemer, mengen ech, solle mer och berücksichtegen.

Duerfir denken ech, datt et wichteg ass, aner Forme vu Mobilität ze férdere an net nëmmen op d'Elektromobilität elo kuerzfristeg als

dat Allheilmittel ze setzen, well da si mer e bësse schäinhelleg.

Mir kënnen duerfir dës Motioun net komplett stëmmen, mä mir wäerten eis dann heibäi enthalten.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Här President!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*). - Ech erkennen un, och bei den Iwwerleeunge vun der CSV, datt awer wéinstens bei där Partei de Problem erkannt gëtt. An ech wär och bereet, de Libellé vun der Motioun e bëssen ze änneren, fir vläicht och de Kollege vun der CSV entgéintzekommen.

Mir kéinten eventuell soen, datt mer déi Subventiounen net sollte stoppen, mä u Konditiounen bannen, an datt d'Automobillindustrie muss beweisen, datt déi Konditiounen erfëllt sinn.

Wann dat der CSV kéint hëllefen, fir eventuell déi heite Motioun matzestëmmen, wäere mer ganz frou.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Madamm Hansen!

► **Mme Martine Hansen** (*CSV*). - Jo, ech soen dem Här Kartheiser Merci fir dat Entgéintkommen. Mä ech denken, datt déi do Konditioun relativ schwéier u sech duerchzezéien ass. An duerfir bleiwe mer bei eiser Enthaltung.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Ech mengen, elo wier alles gesot. Da kéinte mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion 11

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 12

Da kéinte mer zur Motioun Nummer 12 kommen, déi den europäesche Budget ubelaangt nom Brexit. Den Här Bodry wannechgelift.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*). - Jo, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, déi heite Motioun, géif ech mengen, kann een esou net stëmmen, op jiddé Fall d'Regierungsparteien net, well se eigentlech an hirem Inhalt contraire ass zu deem, wat am Koalitiounsafkommes drasteet, wat notament den nächste Cadre financier pluriannuel vun der Europäescher Union ueget, wou ganz kloer festgehale ginn ass, dass mer der Europäescher Union och mussen d'Finanzmëttel ginn, fir dass se hir Missiounen - an déi ginn net méi kleng, déi ginn éischer méi grouss - och kann uerdentlech maachen. Emmer nei Fuerderung bei der Sécherheet, Immigratioun kaschten och Geld. Also muss d'EU, wa se soll Léisunge bréngen zum Problem, och déi néideg Suen derfir kréien.

An duerfir si mer als Lëtzebuerg och prett, ze diskutéieren, esou steet et am Regierungsofkommes, iwwer eng Augmentation budgétaire an och eng Reform vun dem System vun de

Ressources propres vun der Europäescher Union y compris eventuell ech nei Ressourcen propres, soudass deen Text hei vun der ADR contraire ass zum Regierungsprogramm. An duerfir géif ech mengen, dass mer sollten dergéint stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Laurent Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Déi Motioun huet zwee Voleten. Deen éischte Volet, dat ass elo deen, deen de Kolleg Bodry ugeschwat huet, dee vun engem Eropsetze vum EU-Budget. Do kënne mir net d'accord si mat deem, wat d'ADR ...

► **Une voix.**- Erofsetzen!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- D'Erofsetze vum Budget. Domadder kënne mir net d'accord sinn, well mer do och hei d'Appreciation vum Här Bodry deelen. Déi Europäesch Union muss sech d'Moyene gi vun enger ambitiöser Politik. Dat heescht, op deem Deel kënne mer mat de Kollege vun der ADR net d'accord sinn. Duerfir wäerte mer déi Motioun och net kënne stëmmen.

Déi Motioun huet awer och nach en zweete Volet, op deen ech wollt agoen, well dee fir eis och ganz wichteg ass. An do kënne mer dem Kolleg Kartheiser recht ginn. Dat ass dee ganze Volet vun der Finanztransaktionssteuer. An do wollt ech awer och elo nach eng kéier e kloert Wuert vum Här Finanzminister dozou héieren, well - ech wëll och do nach eng kéier d'Positioun vun der CSV hei ganz kloer soen - mir si fir eng Finanztransaktionssteuer um OECD-Niveau. Mir sinn awer géint eng europäesch Finanztransaktionssteuer a mir sinn och géint eng Finanztransaktionssteuer just hei zu Lëtzebuerg. Dat ass ganz kloer d'Positioun vun der CSV.

Ech hu verstanen, datt och d'Regierung bis elo géint eng europäesch Finanztransaktionssteuer war. An dat ass dann och d'Fro, déi ech wäert stellen. Ech hunn awer och mat ganz vill Interêt de Programm vun der Sozialistescher Aarbechterpartei fir d'Europawahl gelies. An ech hunn och gewëssen Interviewe vum Parteipresident dozou héieren, wou d'Sozialistescher Partei sech fir eng Finanztransaktionssteuer um europäeschen Niveau ausschwätzt.

An eis géif et natierlech interesséieren, well jo awer hei eng ganz kloer Meenungsverschiedenheet mat zumindest enger vun deenen dräi Koalitionsparteie besteet: Wéi wäert d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung dann no den Europawahlen, wann eng nei Kommissioun do ass a wann déi doten Iddien erëm op den Dësch kommen, sinn? Ech mengen, dat ass eng Fro, déi d'Land a ganz besonnesch och d'Finanzplaz an de Finanzsektor interesséiert. An ech wär do frou, e kloert Wuert och vum Finanzminister ze kréien. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Finanzminister.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, Merci, Här President. Zwou Remarken. Déi éischt: Lëtzebuerg setzt sech an, fir dass Europa méi effikass soll sinn, fir dass Europa soll méi Missiounen kréien, well Europa en Deel vun der Léisung ass hei op dësem Kontinent, vill méi wéi en Deel vum Problem.

Dofir si mer natierlech op, an dat steet jo och am Koalitionsprogramm, esou wéi och den Deputéierten Alex Bodry dat gesot huet, dass mir souguer bereet sinn, fir méi an de Budget europäen anzebezuelen.

Ech muss lech awer soen, dass mir eent vun deene rare Länner sinn, dat dat esou kloer seet. Mä ech fannen, dat steet eis gutt zu Gesiicht, dass mir déi Disponibilitéit do hunn.

Wat elo déi nei Ressourcen ubelaangt, do gëtt et e Rapport Monti. Do sinn Dosende Virschléi vun nei Ressourcen dran. A mir verschléissen eis als Lëtzebuerg net enger Diskussioun iwwer nei Ressourcen. Firwat solle mer déi Diskussioun net maachen, wann et iwwerhaupt esou wäit kënnt?

Fir elo spezifesch op d'Fro vun der Financial Transaction Tax ze kommen, do huet d'Regierung ganz kloer gesot, dass se do dergéint ass. Ech rappeléieren - an dat ass haut esou an dat war an der Vergaangenheet esou -: Et ass esou, dass zéng Länner op europäeschem Niveau do eng Coopération renforcée wëlle maachen. Si doktere säit dräi bis véier Joer drun a se gi sech net eens. Dat heescht, souguer an der EU vun 28 Länner, muer 27, sinn der 10, déi dorobber schaffen, déi sech net eens ginn. An do sinn der 17, déi do net wëlle matmaachen.

Dat heescht, d'Imminenz vun engem Denominateur commun um europäeschen Niveau op der finanzieller Transaktionssteuer ass wäit ewech.

Eng finanziell Transaktionssteuer um Niveau vun der OCDE, à voir. Wann ech richtig verstanen hunn, huet den Här Mosar gesot, do wär d'CSV derfir.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Mir kënne mat enger Finanztransaktionssteuer, déi op OECD-Niveau géif decidéiert ginn an déi sech natierlech da fir all d'Länner applizéiert, liewen. Dat ass eng ganz kloer Positioun, déi ech och wollt ervirsträchen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo. Et ass ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Mir hunn awer e Problem, wann hei géif en europäeschen Alleingang gemaach ginn a just déi 28 a muer déi 27 Länner déi géifen aféieren.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech mengen, dann hunn ech lech jo genuch rassuréiert. Mir sinn net fir en Alleingang vun der Europäescher Union.

A fir de Rescht soen ech elo näischt.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Ech mengen, da kënne mer och iwwert dës Motioun ofstëmmen, wuel wëssend ...

(Interruptions)

► **Une voix.**- Den Här Fayot.

► **Une autre voix.**- Hei, den Här Fayot kënnt nach!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Et ass elo e puermol hei vu menger Partei geschwat ginn, och am Kontext vun dëser Motioun, och am Kontext vun der Finanztransaktionssteuer. Ech mengen, et sinn zwou verschidde Saachen. Dat eent, dat ass d'Positioun vun der Regierung. Dat, wat den Här Mosar an och den Här Kartheiser evoquéiert hunn, ass de Programm vun der LSAP fir d'Europawahlen.

An do soe mer: Jo, ganz kloer, mir sinn där Meenung. An ech mengen, déi Europawahl wäerte jo och méiglecherweis eng nei Orientierung vun der europäescher Politik an deem Beräich mat sech bréngen. Dat wäerten d'Resultater vun deene Wahle soen.

Mir soe Jo, ganz kloer, mir mengen, dass mer um europäeschen Niveau sollten iwwer eng EU-Finanztransaktionssteuer nodenken als e Renforcement vun de Moyens budgétaires vun der Europäescher Union. Well mir mengen, contrairement zu lech, Här Kartheiser, an zu Ärer Partei, dass mer méi Europa brauchen, dass mer méi Moyenen och brauche fir Europa, well mer der Iwwerzeugung sinn, dass d'Problemer vu Lëtzebuerg, déi grenziwwergräifend Problemer, déi grouss Problemer, de Klimawandel, d'Flüchtlingskris, mä och déi sozial Froen an d'Steiergerechtegkeet, um europäeschen Niveau geléist ginn an net méi um nationalen Niveau.

Mir gesinn awer, dass Dir do enger anerer Meenung sidd, dass Dir déi national Schinn fuert, déi och aner Parteien, déi lech nostinn an Europa, fueren: d'Madamm Le Pen, d'AFD an Däitschland, den Här Orbán an den Här Kaczyński. Dir schreift lech ganz kloer an déi Linn an.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- An déi eenzeg, déi eenzeg Partei ...

(Brouhaha)

Déi eenzeg Partei, Här Kartheiser, déi sech onwielbar mécht, och mat där hei Motioun, Dir hutt hei ganz kloer Faarf bekannt, dat sidd Dir. Dat ass net d'LSAP.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Den Här Kartheiser.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- An Europa derfir an zu Lëtzebuerg dergéint!

(Interruptions diverses)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Also, Här President, ech fannen ...

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Är Kollege vun der EVP sinn och net all ...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- D'CSV-Partei-kollegen awer.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Gutt. Ech wëll déi ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir hu keng Wahlversammlung fir d'Europawahlen.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech mengen, mir hunn eng ganz interessant Diskussioun hei.

(Interruptions)

Dat éischt, wat ech wëll soen, ass, dass an der Motioun zwee verschidde Voleten sinn, déi a priori verschidde sinn an awer zesummenhängen. Trotzdeem mengen ech, dass eleng den Dossier vun der Finanztransaktionssteuer a wéi mer domadder ëmginn esou wichteg ass, dass mer eis dat Recht virbehalen, op dee Punkt speziell zrëckzekommen, fir ganz kloer hei nach eng kéier de Wëlle vun der Lëtzebuerg Vollektivvertriedung festzehalen. Och wa mer dat elo nëmmen accessoirement an dëser Motioun maachen, wäerte mer op jidde Fall dorobber zrëckkommen.

Dat Zweet ass: Brauche mer e staarkt Europa? D'Antwort dorobber ass: Jo! Dat stellt heibanne keen a Fro.

► **Une voix.**- Dach.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mä d'Fro ass: Op wéi eng Manéier? Et gëtt déi, déi wëllen e federaalt Europa an eng zentral Regierung. D'Federalisten, déi d'State méi oder manner wëllen ofschafen. Dat ass dat, wat mer och an der Diskussioun iwwert de Fënnepunkteplang haten, wou ech mech och nach un d'Positiounen vun der LSAP erënneren.

An et gëtt déi wéi mir, déi soen, d'Natiounen sollen aus Europa net ewechgeduecht ginn. Mä mir kënne international zesummeschaffen, well et jo wouer ass, dass kee Land hautzudaags staark genuch ass, fir déi grouss Erausforderung vun Europa selwer an eleng kënnen unzegoen. Awer d'Zesummenaarbecht ass e Modell, deen an all Land ka matgedroe ginn. E federaalt Europa mécht Europa futti. An de Brexit ass dat beschte Beispill, fir ze soen an ze beweisen, dass deen doten Usatz zum Zesummebroch féiert an net zu enger laangfristeger europäescher Zesummenaarbecht.

Wann een e staarkt Europa wëllt, wéi mir et och wëllen, well mer ebe wëssen ... A mir dreeme jo alleguer vun engem Europa vum Fridden, wou mer als Natiounen zesummeschaffen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, mir sinn net am Zenario vun enger Wahlversammlung fir d'Europawahlen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen. Nee, nee! Ech äntwerten dem Här Fayot an dem Här Minister elo op déi ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir sinn hei an dem Kontext vun enger Motioun, ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... wou ech mengen, dass alles gesot ginn ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... ech äntworten ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech ginn lech recht, dass dat dote Froe sinn, op déi mer wäerten an Zukunft ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... virun an no den Europawahlen ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wat huet den Här Fayot da gemaach?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... op anere Plazen ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... doudsécher nach dacks zrëckkommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, den Här Fayot huet mech ugegräff.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mä fir d'Motioun ass alles gesot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, den Här Minister huet nach geschwat vun de Steieren an ech äntwerte just op dee Punkt!

An ech mengen, dass Recht muss mer zougestane sinn, well ech sinn den Auteur vun der Motioun an den Här Fayot huet mech och perséinlech ugeschwat.

Den Här Minister huet gefrot a gesot an och den Här Fayot an hiren Developpement, dass mer müssen déi Steieren do, dass mer müssen och Europa finanziell Moyene ginn (veuillez lire: dass mer mussen mat deene Steieren do och Europa finanziell Moyene ginn). Awer fir finanziell Moyenen ze ginn an och an der Hypothese, dass ee wëllt méi Steieren dofir consacréieren, ass nach eng fundamental Fro: Soll dat als Ressource propre si vun Europa oder solle mer als Nationalstat Kontributiounen erhiewen?

Do ass e groussen Ennerscheid. An ech mengen och an deem ... Ech wëll dat elo net ze laang ausféieren, Här President, well ech eben

net op enger Wahlversammlung sinn, mä och do ass eis Positioun ganz kloer: D'Besteuerung ass eng national Kompetenz. A wa mer da wëlle fir europäesch Zwecker oder aner Zwecker an enger Solidaritéit Moyene consacréieren, da soll dat eng Decisioun vun dësem Parlament sinn an net vun engem aneren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Ech mengen, zur Motioun ass alles gesot a mir kënne iwwert d'Motioun Nummer 12 ofstëmmen.

Vote sur la motion 12

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmmen a 55 Neestëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7.7419 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2017

Als nächste Punkt stinn d'Chamberskonte vum Joer 2017 um Ordre du jour. Den honorabelen Här Marc Lies ass an de Startlächer als Rapporteur a presentéiert eis d'Konten.

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Marc Lies (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et kuerz, et ass zu später Stund. Esou wéi all Joer goufen och dës Joer d'Konten vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2017 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Auditeur KPMG, deen d'Konten vun der Chamber fir den Exercice 2017 kontrolléiert huet, koum den 11. Oktober vum leschte Joer a sengem Schreiwem zu folgender Konklusioun: « A notre avis, les comptes annuels de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été établis dans tous leurs aspects significatifs conformément aux principes comptables applicables à la Chambre des Députés définis par le Bureau et tels que détaillés en note 1 des comptes annuels. »

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Révisseur d'entreprises KPMG sinn der Meenung, dass d'Konten vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech alleguerete bieden, d'Konten vum Exercice 2017 guttzeheeschen. Ech wëllt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och gär ee grouss Merci soe fir hir exemplaresch Aarbecht.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech selbstverständlech och den Accord zu dësem Rapport ginn a géif och d'Fraktiounen an d'Sensibilitéit politique bieden, datselwech ze maachen. Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren an iwwerreechen dem Chamberspräsident dës Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2017 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

► **Une voix.**- Très bien !



► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch agedroen.

Discussion générale

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Och eis Fraktioun kann d'Zoustëmmung zu de Konte ginn. Ech wëll awer och hei betounen, dass mir a kompletter Transparenz all d'Informatiounen iwwert déi siwe Sektione kritt hunn, déi d'Chamber ausmaachen.

Mat hire mëttlerweil 94 Mataarbechterinnen a Mataarbechter hu mer et wierklech scho mat enger gréisserer Entreprise ze dinn. Dofir ass et ëmsou méi begrëssenswäert, dass déi Konte professionell gefouert sinn. An och ech wëilt am Numm vun eiser Fraktioun souwuel dem Bureau awer och dem Generalsekretär a senger ganzer Equipp e grouse Merci soen. Et ass wichteg, dass mir eis Zoustëmmung kënnen ginn a kompletter Informatioun iwwert de Bien-fondé vun dësem Punkt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Mutsch. Esou wéi ech d'Madamm Mutsch verstanen hunn, huet se dat am Numm vun alle Fraktiounen, dem Groupe technique an der Sensibilitéit gesot.

(Interruptions)

An dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss. Esou wéi den Artikel 174 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert déi Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet an déi Dir verdeelt kritt hutt.

Kënnen mer dat mat engem Vote à main levée maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

D'Resolutioun ass domadder ugeholl.

Esou wéi den Artikel 174 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport un d'Kontekommissioun vun der Cour des comptes weidergereecht.

(Brouhaha)

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2017 de la Cour des comptes

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun iwwert d'Konten vun der Cour des comptes fir d'Joer 2017. An d'Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm, ass scho prett um Riederpult.

Exposé

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Jo. Merci, Här President. Also mir hunn och d'Konten vun der Cour des comptes gekuckt. Do war näischt drun ze beanstanden. Déi Konten sinn och nach eng Kéier vun engem Réviseur d'entreprises gekuckt ginn. Och dee war mat allem d'accord, wat an de Konten drastoung.

An duerfir wëilt ech d'Chamber bidden, och d'Resolutioun unzehuelen, mat där mer d'Konten vun 2017 vun der Cour des comptes unzehuelen.

An ech wëilt der Cour des comptes och nach Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer iwwert d'ganzt Joer mat hinnen haten.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « sous réserve de l'incidence du point décrit dans le paragraphe "Fondement de l'opinion modifiée", les états financiers ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Établissement au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 25 février 2019 ;

approuve

les comptes de l'exercice 2017 de la Cour des comptes.

¹ Principes généraux : Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour des comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

(s.) Diane Adehm.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Ech mengen, hei kënnen mer déi nämlecht Prozedur uwenden wéi virdrun. Ech mengen, esou wéi den Artikel 167 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer iwwert d'Resolutioun of.

Vote sur la résolution

An ech géif lech bidden, dat mat Handophiewen ze maachen.

D'Resolutioun ass domadder eestëmmeg ugeholl an dës Resolutioun gëtt un d'Cour des comptes weidergereecht.

9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2017 du Médiateur

De leschte Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konten vum Mediateur fir d'Joer 2017. An ech géif d'Madamm Diane Adehm nach eng Kéier bidden, fir eis déi ze presentéieren. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Jo. Merci, Här President. Dann awer fir d'Lescht fir haut. Och d'Konten vum Mediateur hu mer an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gekuckt. Och do war näischt drun auszesetzen. Wuel wëssend, dass et awer hei éischter e Keesebuch ass mat de Recetten a mat den Depensen an dass net en tant que tel e Bilan gemaach gëtt vun der Mediateur, mä och hei war e Réviseur, deen dat alles gekuckt huet. Et war keng Beanstandung do. An duerfir

géif ech och der Chamber proposéieren, dass mer d'Konten vum der Mediateur iwwert de Wee vun enger Resolutioun unzehuelen. An ech géif och der Mediateur da Merci soe fir hir Aarbecht.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que « le tableau des recettes et des dépenses (...) du Secrétariat du Médiateur au 31 décembre 2017 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg » ;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 25 février 2019 ;

approuve

les comptes de l'exercice 2017 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

► **Une voix.** - Okay.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Adehm. Ech mengen, esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur et virgesäit, géif ech lech da froen, ob Der och mat där doter Resolutioun d'accord sidd.

Vote sur la résolution

An och dat kënnen mer mat Handophiewe maachen.

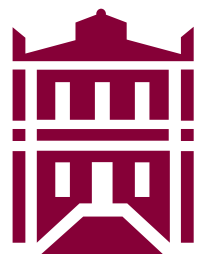
Dës Resolutioun ass domadder och eestëmmeg ugeholl. A mir wäerten dës Resolutioun dann un d'Mediateur weiderginn.

Domat si mer um Enn vun dëser Sitzung ukomm.

E Freideg, den 3. Mee, hu mer eng feierlech Sitzung, wou mer dem verstuerwene Grand-Duc Jean eng lescht Eier erweisen.

D'Sitzung ass domadder opgehewen.

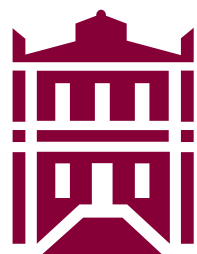
(La séance publique est levée à 13.01 heures.)



SÉANCE 20

VENDREDI
3 MAI 2019

Séance solennelle de commémoration à l'occasion des funérailles de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean
(cf. pages introductives du compte rendu n° 06)



SÉANCE 21

MARDI
7 MAI 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. 7433 - Proposition de loi pour une finance durable et modifiant la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

7434 - Proposition de loi portant flexibilisation du congé parental et extension de l'exercice du congé parental aux grands-parents et modifiant 1. le Code du travail, 2. le Code de la sécurité sociale, 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et 4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

7435 - Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

7436 - Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail

7437 - Proposition de loi portant modification du Livre IV du Code de la sécurité sociale relatif aux prestations familiales

7438 - Proposition de loi portant modification du Livre III du Code de la sécurité sociale relatif au années bébé (« baby years »)

- Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président

4. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 35 du 7 mai 2019 de M. Georges Mischo relative au Hall des soufflantes à Esch/Belval, adressée à Mme la Ministre de la Culture

- M. Georges Mischo (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Josée Lorsché) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. André Bauler et M. Guy Arendt)

Question n° 36 du 6 mai 2019 de M. Gusty Graas relative à la situation des demandeurs d'asile en Hongrie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

- M. Gusty Graas - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Question n° 37 du 7 mai 2019 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation au développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 38 du 7 mai 2019 de M. Paul Galles relative aux pensions alimentaires, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Paul Galles - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n° 39 du 7 mai 2019 de Mme Martine Hansen relative au projet Google, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Michel Wolter, M. Eugène Berger, M. Henri Kox et Mme Josée Lorsché)

Question n° 40 du 7 mai 2019 de M. Laurent Mosar relative au financement des cultes, adressé à M. le Ministre des Cultes

- M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes (intervention de M. Laurent Mosar)

6. Question élargie n° 8 de M. Fernand Kartheiser au sujet des pratiques du Gouvernement dans le cadre de la ratification de conventions et traités

- M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gast Gibéryen et M. le Ministre Jean Asselborn)

7. 7340 - Projet de loi portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile

- Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Empain

- Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen

- Prises de position du Gouvernement : M. Félix Braz, Ministre de la Justice - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7351 - Projet de loi relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public

- Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Eugène Berger

- Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. Marc Goergen - Mme Simone Beissel (intervention de M. Eugène Berger)

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. Question élargie n° 10 de M. Marco Schank relative à la construction et à l'exploitation d'une centrale d'énergie dans la zone industrielle Eselborn/Lentzweiler

- M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Roy Reding) - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► M. Félix Braz, Ministre de la Justice.- Neen, Här President.

2. Communications

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der Sitzung vum 26. März deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der Sitzung vum 26. März deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 7 mai 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7428 - Projet de loi portant approbation du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, fait à New York, le 31 mai 2001

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.03.2019

7429 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre la République d'Arménie et les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) appliquant l'Accord entre l'Union européenne et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, fait à Bruxelles, le 20 juin 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.03.2019

7430 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 01.04.2019

7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.04.2019

7432 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.04.2019

7439 - Projet de loi modifiant la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 02.05.2019

7440 - Projet de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire ; 3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 4° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ; 5° de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 03.05.2019

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

1255 - Demande de pétition publique : Pour que l'école maternelle/primaire commence plus tard que 07h50

Dépôt : Caroline Duys, le 26.03.2019

1256 - Demande de pétition publique : Pour partir plus tôt en pension / Fir éischer an d'Pensioun ze goen

Dépôt : Catarina Simoes Pereira, le 27.03.2019

1257 - Demande de pétition publique : Für eine Impfflicht in Crèches, Maisons relais und Vorschulen

Dépôt : Laurent Weisgerber, le 27.03.2019

1258 - Demande de pétition publique : Payer les parents au foyer

Dépôt : Susana Rodrigues, le 27.03.2019

1259 - Demande de pétition publique : Aboiement continu des animaux domestiques (chiens)

Dépôt : Céline Janin, le 28.03.2019

1260 - Demande de pétition publique : Legale Gebrauch vun Dashcams

Dépôt : André Steffen, le 29.03.2019

1261 - Demande de pétition publique : Zone 30 sur tout le Limpertsberg

Dépôt : Marco Most, le 01.04.2019

1262 - Demande de pétition publique : Droit aux cafés d'eau gratuites dans tous les restaurants et bars

Dépôt : Xavier Celli-Lancel, le 02.04.2019

1263 - Demande de pétition publique : Kee Knascht aus dem Auto geheien

Dépôt : Sven Backes, le 04.04.2019

1264 - Demande de pétition publique : Aféierung vun enger genereller Impfflicht fir Klengkanner / Introduction d'une obligation vaccinale généralisée pour les enfants en bas âge

Dépôt : Karoline Maes, le 07.04.2019

1265 - Demande de pétition publique : Sanctionner le non-respect d'interdiction de dépassement pour les poids lourds

Dépôt : Richard Durand, le 08.04.2019

1266 - Demande de pétition publique : Stop la 5G

Dépôt : Guy Theisen, le 08.04.2019

1267 - Demande de pétition ordinaire : Pétition pour que les célibataires puissent être imposés en classe 2

Dépôt : Renée Schmitz, le 20.03.2019

1269 - Demande de pétition publique : Consultation de la population via référendum quant au choix du maintien définitif de l'heure d'hiver ou de l'heure d'été dès 2021

Dépôt : Gilles Barbabianca, le 10.04.2019

1270 - Demande de pétition publique : La peine de prison pour pédophilie

Dépôt : Mélanie Pacheco Figueiredo, le 13.04.2019

1271 - Demande de pétition publique : Sanctions pour les publicités déposées dans les boîtes aux lettres

Dépôt : Sylvain Barone, le 14.04.2019

1272 - Demande de pétition publique : Impôt célibataire

Dépôt : Philippe Pietrzko, le 15.04.2019

1273 - Demande de pétition publique : Interdiction pour les communes et les associations de diffuser des « bulletins d'informations » dans les boîtes aux lettres

Dépôt : Sylvain Barone, le 16.04.2019

1274 - Demande de pétition publique : Maladies rares

Dépôt : Carlo Tompers, le 20.04.2019

1275 - Demande de pétition publique : Ouverture des commerces le dimanche et les jours fériés

Dépôt : Élodie Lenoir, le 24.04.2019

1276 - Demande de pétition publique : Les receveurs du RGPH ont eu la malchance qu'après la loi de l'année 2007 leur complément RMG a été supprimé pour toujours lors de la clôture de leurs dossiers auprès du FNDS. Veuillez les aider à regagner ce montant de 500 €/mois par votre signature électronique pour cette pétition importante

Dépôt : Claude Gaspar, le 26.04.2019

1277 - Demande de pétition publique : Petitioun fir nohalteg Wäckeldëscher aus recycelërbare Materialien iwwerall an de Männertoiletten

Dépôt : Yvo Lederlé, le 27.04.2019

1278 - Demande de pétition publique : Eau potable dans les restaurants au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Jenny Cardoso, le 28.04.2019

1279 - Demande de pétition publique : Lëtzebuerger Nationallidd

Dépôt : François Staar, le 30.04.2019

1280 - Demande de pétition publique : Vers une alternative écologique à l'inhumation et à la crémation : le droit à l'humusation

Dépôt : Cindy Bauwens, le 01.05.2019

1281 - Demande de pétition publique : Et muss verbuede ginn, Reklammen ënnert d'Autoswischen ze hänken

Dépôt : Marcel Back, le 02.05.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7433 - Proposition de loi pour une finance durable et modifiant la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

7434 - Proposition de loi portant flexibilisation du congé parental et extension de l'exercice du congé parental aux grands-parents et modifiant 1. le Code du travail, 2. le Code de la sécurité sociale, 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et 4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

7435 - Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

7436 - Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail

7437 - Proposition de loi portant modification du Livre IV du Code de la sécurité sociale relatif aux prestations familiales

7438 - Proposition de loi portant modification du Livre III du Code de la sécurité sociale relatif au années bébé (« baby years »)

Déclarations de recevabilité

An hirer Reunioun vum 2. Mee huet d'Präsidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vu sechs Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm: de Gesetzesvorschlag 7433 iwwer nohalteg Finanzen, deen de 25. Abrëll vum Här Laurent Mosar deponéiert gouf, de Gesetzesvorschlag 7434 iwwer eng Flexibiliséierung vum Congé parental, deen de 25. Abrëll vum Här Marc Spautz deponéiert gouf, de Gesetzesvorschlag 7435, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Jugend, deen de 25. Abrëll vum Här Marc Spautz deponéiert gouf, de Gesetzesvorschlag 7436 iwwer eng Erweiderung vum Krees vun deenen, déi de Congé pour raisons familiales kënnen an Usproch huelen, deen de 25. Abrëll vum Här Marc Spautz deponéiert gouf, de Gesetzesvorschlag 7437, eng Ofännerung vum Code de la sécurité sociale, wat d'Familljenzoulagen ugeet, deen de 25. Abrëll vum Här Marc Spautz deponéiert gouf, an de Gesetzesvorschlag 7438, eng Ofännerung vum Code de la sécurité sociale, wat déi sougenannten „baby years“ ugeet, deen de 25. Abrëll vum Här Marc Spautz deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Vorschlag vun der Präsidentekonferenz un, déi sechs Gesetzesvorschläg als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

(La proposition de loi n° 7433 est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget. Les propositions de loi n° 7434, n° 7435, n° 7436, n° 7437 et n° 7438 sont renvoyées à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 35 vum Här Georges Mischo un d'Kulturministesch iwwert d'Gebléishal zu Esch/Belval. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, ech hat geduecht, déi wier scho beäntwert.

► **M. Georges Mischo (CSV).**- Ech hunn nach Froen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir kennen dem Här Mischo seng Fro nach net. Dofir wësse mer net, ob se beäntwert ass oder net, Här Vizepräsident.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dat gesi mer elo gläich. Ech si ganz gespaant.

- Question n° 35 du 7 mai 2019 de M. Georges Mischo relative au Hall des soufflantes à Esch/Belval, adressée à Mme la Ministre de la Culture

► **M. Georges Mischo (CSV).**- Merci Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 160 Meter laang, 72 Meter breet, 28 Meter héich: Dat sinn d'Moosse vum engem Monument op Esch/Belval. Eng Hal, wéi se zu Lëtzebuerg keng zweete Kéier steet. Eng Hal, wou zanter 1911 vill a schwéier geschaff gouf a wou 1997 d'Dieren zougemaach goufen. Duerno gouf et just nach een Asaz, an dat war während dem Kulturjoer 2007.

Bis op den Daach ass dësen Zäitzeien aus den Industriejoren an engem gudden Zoustand, well duerch d'Hëtzt vun de Maschinne war et an der Gebléishal ëmmer waarm. Esou gouf et keng Korrosioun, weder un de stole Sailen nach um Daachtragwierk.

Eng sënnavoll Notzung vun der Gebléishal ass vu sëllegen Historiker a virun allem nationalen an internationalen Architekten ëmmer erëm bestätegt ginn, dat fir d'Lescht virun e puer Wochen an de Workshoppen am Kader vun der Initiative „All we need“, wou national an international Experte gewisen hunn, wat alles an dëser Hal méiglech ass. An un Iddie feelt et natierlech och net: Büros- a Reunionsraim, grouss Ausstellungen, Stockage fir d'Uni, groust Archiv fir d'Industriekultur an esou weider.

Dat groust Virbild misst am Fong geholl den Zollverein zu Essen am Ruhrpott sinn, wou se 2006 ugefaangen hunn, dës Site, dee vill méi grouss ass wéi den zu Esch, ze renovéieren. 2010 war den Zollverein d'Haaptattraktioun vum Kulturjoer zu Essen, an dat war och d'Iddi vum Kulturjoer 2022 zu Esch an an der Regioun.

Esou war et och am Bid Book, dat de Kulturministère un Virfeld ofgeseent hat, festgehalten. Hei e klengen Extrait aus dem Bid Book: « Nous envisageons par exemple de l'utiliser comme espace d'exposition et d'hébergement du Remix Culture Club, comme laboratoire pour les modèles du futur et comme lieu de réunion central pendant l'année 2022. »

An nach vill méi wichteg ass, dass de Label fir d'Kulturjoer am Joer 2022 op Basis vun dësem Bid Book den Zouschlag kritt huet. Jiddwereen ass dervun ausgegangen, dass d'Gebléishal genue wéi 2007 mat der Ausstellung „All we need“ en Highlight géif ginn. Déi nei Kulturministesch war viru Wochen och vun dëser Iddi begeeschtert, mä elo ass eng Etüd iwwert d'Sécherheet opgetaucht, vun där ech als Buergermeeschter, virun allem als President vum Verwaltungsrat vun Esch 2022, nach näischt gesinn oder héieren hunn, wat awer schonn e bëssen erstaunlech ass.

Dass den Daach net méi gutt ass, deen Zoustand, dat wouste mer, dat ass och bekannt.

Dofir hânt och schonn zanter Joren en Netz an der Gebléishal. A bis 2022 misst et dach méiglech sinn, op dëser Plaz nozebesseren!

Dass déi ganz Gebléishal net ka komplett renovéiert ginn, ass, mengen ech, jiddwereengem kloer. Mä tëscht enger kompletter Renovéierung an näischt maachen ass awer nach Sputt. An ech ginn d'Gefill net lass, dass et hei éischter ëm Sue geet wéi ëm d'Sécherheet. Am neien Escher PAG ass d'Gebléishal jiddefalls maximal geschützt, an et ass och genau bekannt, dass dës Hal am Inventaire supplémentaire steet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Mischo, Dir musst zu Äre Froe kommen.

(Brouhaha)

► **M. Georges Mischo (CSV).**- Et bliewen dann nach e puer Froen:

Wat soll d'Direktioun vum Kulturjoer an ech selwer de 5. Juni zu Timişoara a Rumänien dem Panel vun der EU erklären, wann d'Gebléishal an déi ganz Projeten, déi mat der Hal zesummenhänken, thematiséiert ginn, wuel wëssend, dass et e groussen a kruzialen Deel am Bid Book ass?

Ass d'Regierung gewëllt, d'Gebléishal net nëmmen un Inventaire supplémentaire ze loossen, mä carrement national ze schützen?

(Interruption)

Kann déi nei Etüd iwwert d'Sécherheet, déi an der Press annoncéiert gouf, publizéiert ginn, fir dass jiddweree sech kann e Bild maachen?

Wat ass virun allem mam Asbest lass?

A wa wierklech iwwerhaupt näischt méi méiglech ass, wéi ass et mat der Sécherheet vun de Policeagenten, déi an d'Gebléishal mussen eran, fir d'Fourrière ze geréieren?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Mischo. D'Madamm Kulturministesch huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- 3 Minutte 40 huet e gebraucht.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- An eng Fro, déi scho gestallt ginn ass.

(Brouhaha et exclamations)

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Schéine gudde Mëtteg.

(Brouhaha)

Huhu!

(Brouhaha)

Ech ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir hutt zwou Minutten.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert a soss keen.

► **M. André Bauler (DP).**- Kënnen mer vläicht zur Saach kommen?

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Elo sinn ech ganz duerjerneen, well elo weess ech net méi, wéi vill Zäit ech hunn.

► **Une voix.**- Vill!

(Interruptions diverses)

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Gutt. Also: ...

► **Une voix.**- Et héiert een lech net.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Mä kee Wonner, dass Der mech net héiert, et ass ze vill Kaméidi heibannen.

► **M. Guy Arendt (DP).**- Dir musst lech duerchsetzen, Madamm Minister.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Tja.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Gutt, Här Statssekretär!

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannech gelift!

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Dir sot mer, wann ech schwätze kann.

► **Une voix.**- Et ass scho bal eng Minutt ëm.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- D'Gebléishal schéngt haut en därege Sujet ze sinn, well ech hu jo de Moie schonn, wéi dat elo schonn hei bemierkt gouf, eng Fro zu deem Sujet beäntwert vun de sozialistesche Kolleegeen hei op der Lénker Säit.

Also, fir d'Éischt emol, fir kloerzstellen, par rapport zu esou muncher Saach, déi ech an deene leschten Deeg gelies an héieren hunn: D'Gebléishal en tant que tel - an duerfir, fir elo ze soen, dat wier eng finanziell Fro! -, d'Gebléishal en tant que tel ass net a Fro gestallt!

Mäi Wëlle fir d'Gebléishal ze erhalen ass nach ëmmer deeselech wéi virun e puer Wochen. An dat, wat ech virun e puer Wochen, Här Mischo, op där Veranstaltung, wou mir allen zwee waren, gesot hunn, dat ass genau dat, wat ech elo nach ëmmer ka soen: Ech sinn der Meinung, dass d'Gebléishal soll erhale bliewen. Ob se fir Esch 2022 ka genotzt ginn, dat muss mer kucken, well et priméiert d'Sécherheet vun de Leit, deenen Dausende Leit, déi mer do wäerten dee Moment wëllen eraloossen.

Wann Der elo sot, Dir hätt nach näischt vun där ganzer Saach héieren, da sinn ech zimlech erstaunt, well ech mengen, Dir wart plus ou moins déi éischt Persoun no eiser Reunition, déi mer zesummen hate mat dem Fonds Belval, mat dem Ministère des Travaux publics, mat der ASBL, déi ech driwwer informéiert hunn, dass d'Gebléishal net kéint genotzt gi fir Esch 2022.

(Interruption)

Bon, wat elo d'Zukunft vun der Gebléishal ugeet: Wéi ech de Moie geschriwwen hunn, ass et fir mech à ce stade virun allem wichteg, dass mer eis drop eenegen, dass mer eng sënnavoll, nohaltege Notzung fir déi wierklech impressionnant Hal fannen, déi e Patrimoine industriel vun eisem Land duerstelt, déi wichteg op deem Site vun Esch/Belval ass. Dat si mer amgaangen ze kucken. Mir sinn do an enker Zesummenaarbecht mat Bâtiments publics, mam Fonds Belval, fir eng sënnavoll, nohaltege Notzung ze fannen.

Wat d'Notzung fir Esch 2022 ugeet: Ech hu mech direkt am Dezember zesummesat mat Bâtiments publics, fir ze kucken, ënner wéi enge Konditiounen mer déi Gebléishal kéinte fir Esch 2022 asetzen. Do ass mer gesot ginn, et wäre scho vill Etüden iwwert deen dote Punkt gemaach ginn. Dat Ganz ass nach eng Kéier am Detail resuméiert a gekuckt ginn.

An de Fait ass einfach deen: Et si Bëtonsdallen am Daach. A wa mer déi Bëtonsdalle wëllen esou securiséieren, dass se net just punktuell fir een Evenement kënnen benotzt ginn an net just, fir wann Autoen drënnerstinn, mä wa wierklech Dausende Leit dobanne sinn, a fir dass et sécher ass, dann ass et net realistesch ze soen, dat wär fäerdeg net just fir de Januar 2022, mä och fir déi Virlafzäit virun.

Well wat wollt Esch 2022 dohinner maachen? Si wölten hiren Headquarter dohinner kréien a si wölten et och nutzen, déi ganz grouss Hal, fir en Digital Art Center, wat ech nach ëmmer eng super Iddi fannen a wou ech och sécher sinn, dass mer eng uerdentlech Plaz op deem selwechte Site vum Belval derfir fannen.

A fir elo an där kuerzer Zäit dat hinzekréien, dat war, vu d'Delaen, net méiglech, fir herno eng sécher Léisung fir d'Leit ze fannen, wou mer d'Garantie hunn, dass de Leit näischt ka geschéien. Wann ech vu Spezialiste gesot kréien, dass mer déi Sécherheet net kéinte garantéieren, da soen ech net - ech weess net, wéi Dir dat maacht, Här Mischo, mä ech soen dat jiddefalls net -: „Et ass egal, da maache mer dat awer, well et steet esou am Bid Book.“

Dee leschte Punkt ass dee vun der Léisung fir Esch 2022. Deen ass eminent wichteg. An ech weess och, dass dat eng grouss Suerg ass vun de Coordinateuren. De Patrimoine industriel ass dat, wat am Mëttelpunkt steet vun deem Kulturjoer.

A mir sichen am Moment. Mir hunn eng Rëtsch Plazen identifiziéiert. Ech soen lech elo net, wéi eng, well egal wat ech elo haut soen, ginn ech dann iwwermuer erëm dorobber festgeneelt oder et gëtt probéiert, mech dorobber festzeneelen. Mä et sinn eng Rëtsch Plazen um Site, déi a Fro kommen. Soubal et kloer ass, dass mer dee Site, déi Plaz kënnen nutzen, gitt Der natierlech allegueren informéiert doriwwer, well mer souwisou mussen iwwer entweder e Gesetzesprojet oder iwwer Bâtiments publics dee Moment fueren, fir dat kënnen ze valoriséieren.

Op alle Fall: Et si ganz enk Kontakter. Et si vill Reunitionen am Moment tëscht dem Fonds Belval an de Coordinateuren vun Esch 2022, soudass ech zouversichtlech sinn, dass mer wierklech eng flott Plaz fannen. Et sinn nach vill flott Sitten op deem Site do, déi mer kënnen fir deen Evenement kréien.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Kulturministesch. Mir kommen elo un d'Fro Nummer 36 vum Här Gusty Graas un den Aussen- an Europaminister iwwert d'Situatioun vun den Demandeurs d'asile an Ungarn. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 36 du 6 mai 2019 de M. Gusty Graas relative à la situation des demandeurs d'asile en Hongrie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Mee koum e Pressecommuniqué vun dem Héijen UN-Kommissariat fir Mënscherechter eraus. A wann een deen eng Kéier duergelies huet, dann huet ee sech awer emol eng Kéier misse wierklech zesummenhuelen, fir net verschidden Aussoen direkt ze maachen.

An zwar geet et dorëms, dass anscheinend - a wann ech soen „anscheinend“, da schéngt dat awer der Wierklechkeet ze entsprechen - Flüchtlingen an Ungarn, déi elo net méi d'Recht hunn, fir an Ungarn ze bliewen oder weinstens an d'Prozedur ze kommen, déi a sougenannten „Transitzonen“ sinn, dass déi elo als „Bestrofung“ - tësche Guillemeten - keen lesse méi kréien. Dat heescht, dass se quasi zum Deel do erhéngere gelooss ginn!

An ech beruffe mech, wéi gesot, op dee Pressecommuniqué. Zënter 2018 wieren elo schonn 21 Leit esou „bestrooft“ ginn an do wiere Leit derbäi, déi bis zu fënnf Deeg iwwerhaupt näischt z'iesse kritt hätten.

Et ass normal, dass do natierlech um internationalen Niveau eng ganz Rei schaarf Reaktiounen koumen, ënner anerem vun fréiere belsche Premier, dem Guy Verhofstadt. Dee schwätzt hei vun engem immense Skandal. Dee seet, dass hei misst direkt reagéiert ginn, dass misste Sanktiounen vun der Europäescher Kommissioun kommen.

Dowéinst wollt ech dem Här Ausseminister an deem Kontext e puer Froe stellen:

- éischstens, ob déi Faiten, déi esou vun der Mënscherechtkommissioun vun der UN relatéiert ginn, ob déi och der Wierklechkeet esou entsprechen.

- Zweetens, wann dat sollt de Fall sinn, inwiefern dränge sech dann effektiv vläicht kuerzfristeg Mesuren op?

- Drëtens, wéi eng Sanktiounen kéinten dat sinn?

- A vläicht véiertens dann awer och nach: Wéi kann een dat an Zukunft an engem Land wéi Ungarn verhënnere, an doriwwer eraus och nach an deem engen oder anere Land, wat potenziell eben och kéint emol esou Saache maachen?

Well ech mengen, hei hu mer awer den Degré vun der Onmënschlechkeet op eng Manéier strapaziéiert, wéi et net an engem EU tolerabel ass! An an deem Sënn, wéi gesot, wollt ech emol froen, wéi den Här Ausseminister déi ganz Affär do gesäit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass eng wichteg Fro. Ech géif vläicht, wann de President erlaabt, eng Minutt e wéineg aushuelen.

Mir hunn am Joer 2018 an Europa 330.000 Leit de Statut ginn „protection internationale“. Dovan waren 30 % Syrer. Dat ware 40 % manner wéi d'Joer 2017, wou et der nach 533.000 waren.

An Ungarn hunn am leschte Joer genee 350 Leit de Statut kritt. Dir wësst, Ungarn ass e Land vun zéng Millioune Leit. Fir dat ze vergläiche mat Lëtzebuerg: Bei eis hunn 1.052 Leit de Statut kritt. An Dir wësst, dass mer eng Populatioun hu vun e wéineg iwwer 600.000.

Fir vläicht direkt op d'Froen ze äntweren an op dat, wat den Här Graas zum Schluss gesot huet: Wat fir Méiglechkeeten hu mer als Europäesch Unioun?

Dat Éischt, dat ass, dass jo dat Wichtigst, wat mer hunn, d'Cour européenne de justice ass, an natierlech och d'Kommissioun, déi do ass, fir ze kucken, dass d'Traitéen agehalen ginn. Eh ben, et sinn zwee Instrumenter, zwou Procédures d'infraction amgaangen: déi vum 19.7.2018 géint Ungarn, déi ganz kloer seet,

Le saviez-VOUS ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

dass an Ungarn keen Accès effectif ass op d'Procédure d'asile, dass d'Conditions d'accueil horribel sinn an dass och d'Violatioun vum Principe de non-refoulement - dat heescht, dass déi Leit iwwerhaupt net erakommen, fir hir Demande ze stellen -, dass dat besteet.

Da kënn eng aner Infraqtioun derbäi, dat ass déi ganz Aktioun „Stop Soros“. Dir hutt vläicht héieren, dass eng Action pénale géint d'ONGen a géint Individue kéint lancéiert ginn, wann déi Refugiéien hëllef bei hirer Prozedur. Déi Leit, déi an Ungarn an der Prozedur sinn, dierfen och net mat ONGe schwätzen. Dat ass also extrem grav.

Derbäi kënn eng aner Aktioun, déi jo gestart ginn ass vun der Kommissioun virun der Cour européenne de justice. An Dir kënn lech vläicht erënneren: Am September 2017 huet d'Cour européenne de justice gesot, dass déi Decisioun, déi mer geholl haten a Saache Relocalisatioun, vun all Land muss respektéiert ginn. Ungarn hätt missen 1.294 Leit ophuelen - nach eng Kéier - bei enger Populatioun vun zéng Milliounen Leit.

Dir wësst och, dass Ungarn e radikale Refus d'exécution gemaach huet. Si hunn, och no deem d'Cour gesprach hat, null Refugiéien opgehol. Wann dat dote géif duerchgoen, da kënn mer d'Europäesch Unioun an hir Méthode communautaire vergiessen, well dat wichtegst Organ, wat mer jo awer hunn, fir ze trancheieren, wa Problemer sinn, dat géif court-circuitéiert ginn.

Dir kënn lech vläicht erënneren, dass d'ungarisch Regierung gesot huet, nodeem d'Urteil gesprach war: „Elo geet de Kampf eréischt un, fir dass mir recht kréien.“ Ben, mir waarden elo drop, dass op der Cour eng Audiéiz stattfënn, dass déi fixéiert gëtt. A meng Informatiounen sinn, dass géint Ungarn, géint Polen a géint d'Slowakei - déi sinn och do mat am Coup -, dass do bis Enn vun dësem Joer soll en Uerteel kommen.

Den Här Gusty Graas huet absolutt recht, fir sech wierklech ze beschwéieren a fir déi Kritik unzehrigen. Mir sinn an Europa. Mir hunn an Europa ee Land, wou vun dem Haut-Commissariat aux droits de l'homme am Titel geschriwwen gëtt: « La Hongrie prive délibérément de nourriture des demandeurs d'asile déboutés dans l'attente de leur expulsion, en violation du droit international ». Dat huet déi Haut-Kommissarin, dat ass d'Madamm Bachelet, déi fréier Presidentin vun Chile, gesot.

Dat ass also schonn extrem grav.

Dat Zweet, dat ass, dass et effektiv 21 Migrante sinn, déi deeglaang keen lesse kritt hunn. An et ass esou, dass eigentlech schonn eng Mesure provisoire geholl gi war vun der Cour européenne des droits de l'homme, wou Ungarn gesot kritt huet, si missten direkt domadder ophéieren. Si hu sech och doriwwer ewechgesat. An dat ass also extrem, extrem grav!

Et gëtt eng Regel, dat nennt een d'„règle Nelson Mandela“. Dat heescht, dass an enger ziviliséierter Gesellschaft, och an Afrika an, ech mengen, awer och an Europa, géint Leit, déi „privé de liberté“ sinn, déi agespaart sinn, dass net ka géint déi virgaange ginn, andeem se näischt z'lesse kréien. Dat heiten ass déiwe Mëttelalter, ganz déiwe Mëttelalter, an eigentlech en Hohn fir Europa!

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Ausseminister. A mir kommen elo un d'Fro Nummer 37 vun der Madamm Djuna Bernard un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Erzéiung zur nohalteger Entwécklung. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 37 du 7 mai 2019 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation au développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Här Minister, am Koalitionsaccord steet, dass d'Educatioun au développement durable méi Gewicht soll kréien. Haut, méi wéi jee, läit dëst Thema bei ville Kanner a Jonke ganz uewen. Momentan ginn et scho vill eenzel Initiativen a Projeten an dësem Beräich, souwuel an der formaler wéi an der nonformaler Bildung.

Wéi gesitt Dir, wéi een d'Bildung zur Nohaltegkeet kéint besser institutionaliséieren a méi systematesch verankeren? Wéi kéint een déi eenzel Initiative besser vernetzen a bekannt maachen?

An zousätzlech géif ech och d'Fro stellen, wéi een dann eist Schoul- an educatiivt Personal op dës ganz wichteg zukünfteg Missiounen géif vrbereeden.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Bernard. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend huet d'Wuert. Här Meisch, et ass un lech.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci fir déi Fro, op déi ech ganz laang kéint äntwerten, well den Développement durable ass ee vun deenen transversale Sujeten, deem mer eis ganz besonnesch verschriwwen hunn, am ganze Bildungsberäich. Dat ass déi formal Bildung, also d'Schoul, awer och déi nonformal Bildung.

Am Bildungsrahmenplan vun der nonformaler Bildung hëllt dat och schonn e groust Kapitel an, ass eng vun den Zilsetzungen a gëtt do-duerjer och schonn an deene leschte Jore ganz intensiv an och systematesch a strukturéiert, esou wéi Der et hei zu Recht fuerdert, an der nonformaler Bildung, de Crèche, de Maison-relais, de Jugendhaiser éngesat; op énnerschiedlech Manéier, mä awer: Et kënn do keen derlaanscht.

Dir hutt recht, wann Der sot: „Et gëtt vill Initiativen, vill eenzel Initiativen am Beräich vun der Förderung vum Développement durable oder der Educatioun au développement durable, och an eise Schoulen, dat sécherlech vun dem Cycle 1 bis erop op d'Première an och an d'Formation professionnelle eran. An do ass et natierlech esou, dass mer ganz énnerschiedlech Aspekter hu vum Développement durable, déi mer belichten.“

Mir wëssen, dass den Développement durable dräi Schwéierpunktthemen huet: Deen een ass éischer e sozialen, deen aneren e finanziell-wirtschaftlechen, an en drëtten, den ökologeschen.

De sozialen an de wirtschaftlechen, mengen ech, ass eng vun de Käraufgabe vun engem Schoulsystem, fir virun allem déi Jonk op hiert spéidert Liewen ze preparéieren, dass se fir sech, awer och fir d'Gesellschaft, och fir hire Patron an Zukunft kënnen Verantwortung iwwerhuelen, dass se sozial ofgeséichert sinn an dass se och weiderhin zum wirtschaftleche Wuelstand kënnen bäidroen. Dat ass eng vun de Käraufgabe vun all Bildungssystem.

A sécherlech ass an de leschte Joren - ech géif soen 20 Joer - méi staark och Wäert geluecht ginn op den ökologeschen Aspekt; an dat absolutt zu Recht. An ech mengen och, dass mer do net kënnen stoe bleiwen.

An och do, mengen ech, muss mer zu villen Domänen agéieren. Dat maache mer zum Deel och. Et geet ëm d'Contenuen, déi mer vermëttelen. Ech géif et net richtig fannen, wa mer e Fach « éducation au développement durable » hätten. Et ass eng transversal Aufgab.

A mir kënnen ganz flott eenzel Schoulfächer och ëmmer nees an och altersgerecht dann thematiséieren. E Fach wéi « vie et société » eegent sech ganz besonnesch dofir, awer och déi technesch-wëssenschaftlech, naturwëssenschaftlech Fächer, fir d'Grundlag eigentlech ze verstoen, wat dann eise Planéit verdréit a wou dann och iergendwou d'Limite sinn.

Mir hunn och, well de Marché du travail mëttlerweil eng ganz Rei vu Spezialiste freet, déi am Développement durable eng Responsabilité kënnen iwwerhuelen, nei Formatiounen geschaaft. Mir hunn och Lycéeën, déi sech spezialiséieren am Beräich vum Développement durable. Also och do si mer an engem Prozess mat dran.

De Regierungsprogramm gesäit vir, dass mer nach eng Kéier déi gesamt Contenuen an der Educatioun nationale analyséieren a kucken, fir an eise Curricula, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire, den Développement durable méi staark ze verankeren.

An ech proposéieren, dass mer dat iwwert déi Manéier maachen, déi mer eigentlech generell hunn, fir Schoulprogrammer ze definéieren respektiv ze iwwerschaffen, also iwwer Programmkommissiounen, awer och iwwert den nei geschafene Conseil national des programmes, deen och vu baussen en Input ka ginn, dass d'Schoul net eleng fir sech schafft, mä dass mer ganz kloer och d'Zilsetzung kënnen definéieren, wou déi schoulesch Akteuren dann duerno kënnen mat op deen dote Wee goen.

En aneren Aspekt ass deen: Wéi durabel funktionéieren d'Schoulen eigentlech selwer? Deen ass wichteg, well eng Schoul e grouse Betrib ass, deen Energie verbraucht, deen Offall mécht an esou weider. An en ass awer sécherlech och wichteg, well et eng Virbildfunktioon huet an een och do Gewunnechte ka vermëttelen, dass dat fir dat eent Kand oder dat anert Kand, dat vläicht vun doheem aus net mat op de Wee kritt, dass mer d'Luuchten ausmaachen, dass mer spuwersam mat de Ressourcen émginn, dass mer de Müll trennen oder de

Müll vermeiden, och zur Routine gëtt, déi an der Schoul all Dag geliefert gëtt.

Do ass ee grouse Sujet momentan natierlech och de Plastik an de Schoulen, wou mer ganz intensiv kucken, fir de méttelfristeg, géif ech emol soen, op null ze reduzéieren. Dat ass net esou evident, mä trotzdem sinn ech awer optimistes, dass mer, wa mer eis e bëssen Zäit kënnen ginn, och dat kënnen erreechen an natierlech och an deenen aneren Aspekter, déi ech genannt hunn - Recyclage, Energieverbrauch -, mam gudden Beispill do kënnen virgoen.

Dir gesitt, dass et e ganz vaste Sujet ass. Bei der Preparatioun fir dës Äntwert hei hunn ech mer en Dokument vun 30 Säiten erausdrécke gelooss, wou all déi eenzel Aspekter an eenzel Projeten opgeléicht sinn, déi mer am Beräich vum Développement durable realiséiert hunn, amgaang sinn ze realiséieren oder wou mer amgaang sinn, drun ze schaffen.

A well et esou vast ass, kéint een et och eng Kéier op den Ordre du jour vun der Chamberskommissioun huelen, fir sécherlech méi en detailléierten Echange doriwwer ze hunn, well et a menge véier Minuten a 47 Sekunden net méiglech war, op alles anzegoen.

Villmools Merci.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo un d'Fro Nummer 38 vun Här Paul Galles un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert d'Énnerschiedsgeld. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 38 du 7 mai 2019 de M. Paul Galles relative aux pensions alimentaires, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Paul Galles (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter war op reporter.lu e ganz interessanten Artikel, dee mech beréiert huet, well et ëm déi Alimenter geet, déi net bezuelt ginn. An dat ass e ganz seriöse Problem fir eng ganz Rei Leit.

Dee Problem huet mech interpelléiert aus zwee Grënn: Deen éische Grond ass dat, wat een esou schéin en „gap management“ nennt: wann ee sech iwwerleert, wou an eisem System nach Lächer sinn, wou Leit ëmmer nach duerchrutschen a wou et ebe Leit, obwuel e System do ass, trotzdem net gutt geet.

An deen zweete Grond, woufir et mech interpelléiert huet, ass deen, dass déi elengerzéiend Fraen, déi grad vun dësem Problem am meeschte betraff sinn, ebe schonn och am meeschte vun Aarmutrisiko betraff sinn, an dass dat hei nach e Grond méi ass, woufir si aus deem Aarmutrisiko net erauskommen.

Wat ass de Problem? De Problem ass deen, dass oft Alimenter net bezuelt ginn an dass d'Laascht da bei deene läit, déi hire Sue mussen nolafen. An dat bedeit dann oft, dass se administrativ mussen tätég ginn. Wann een net bestuet ass, muss een zum Beispill iwwert d'Friddensgeriicht fueren. An dat ass fir vill Leit scho vill ze vill. Dat ass e ganz groussen Akt, eng ganz grouse Ustrengung, mat där se oft net eens ginn.

An dann an deem Moment, wou d'Netbezuelen dann antrëtt, da mécht d'Geriicht eng Pfändung. An déi geléngt ganz oft net, näamlech an deem Fall, wou de Betraffenen - deen, dee bezuele misst - eben net am Land ass, also am Ausland ass oder näischt méi huet.

An da si mer an deem Fall, dass zwar déi Méiglechkeet besteet, bei de Fonds national de solidarité ze goen. An dat ass immens gutt, dat ass immens hëllefriich. Ech fannen dat och ganz gutt a wëll et och hei énnerschräichen. Mä déi Schwierigkeet, déi ech gesinn, déi läit awer do, dass de Wee bis dohinner, bis op dee Punkt, fir ganz vill Leit scho ganz laang ass, ganz beschwéierlech an och ganz frustrant ass an dass et do och oft weinst der familiärer Situatioun ganz vill Emotiounen ginn a bedréckend Emotiounen, déi souwisou schonn do sinn, nach méi bedréckend ginn.

Déi aner Schwierigkeet, déi ech gesinn, dat ass och déi, dass déi, déi net bezuelen, oft, wéi et schéngt, net sanktionéiert ginn.

An dem Artikel ass eng Propos gemaach ginn, an zwar, et ze vergläiche mat deem Modell aus dem Québec, dem „Revenu Québec“. Dat ass eng Agence, déi automatesch an all Fall, wou Alimenter muss bezuelt ginn, derfir suergt, dass se agedriwwen ginn. Dat heescht, déi iwwerhuelen déi ganz Demarchen. Dat heescht, deen, deen Alimenter zegutt huet, muss net an der Justiz oder an der Administratioun tätég ginn. An dat kéint natierlech ganz vill Leit entlaaschten.

Meng Fro ass, ob mer hei zu Lëtzebuerg kéinten an esou eng Richtung goen. An et ass och eng Méiglechkeet erwänt vun enger Tabell,

déi et an Däitschland gëtt zum Beispill, déi sougenannt „Düsseldorfer Tabelle“, déi eng Rei Montante festleert fir de Fall, wou et net iwwert d'Geriicht geet. An déi Tabell géif derzou féieren, well eben do Pauschale virgesi sinn, déi als Alimenter bezuelt ginn, dass an deem Moment d'Zomm insgesamt méi héich wär wéi déi, déi bezuelt gëtt, falls et iwwert d'Geriicht geet.

Voilà. Merci villmools fir eng Äntwert.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Galles. D'Madamm Familljeministesch huet d'Wuert.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, villmools Merci fir déi Fro. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also et ass esou, dass, wann een Elterendeel seng Pension alimentaire net bezuelt kritt, dann eben d'Méiglechkeet besteet, wéi den Här Galles grad gesot huet, um Fonds national de solidarité eng Demande ze maachen, fir eben d'Avance ze kréien vun der Pension alimentaire.

Déi Avance, déi gëtt ënner gewëssene Konditiounen bezuelt. Déi huet och all Resident zegutt, ganz onofhängeg vun der Nationalitéit, déi ka vu jiddwerengem gefrot ginn.

D'Pension alimentaire muss iwwer e Jugement fixéiert gi sinn oder och duerch eng Konvention énnert de Parteien. Fir dee Fall mussen d'Leit dann en Titre exécutoire vum Geriicht virweisen.

Duerch dat Gesetz kréien besonnesch déi Famillen, déi manner Revenu hunn, eng finanziell Énnerstëtzung. Dat heescht, de Fonds national de solidarité, dee bezilt déi Avance, wann de Stot - an elo haalt lech un - manner wéi 6.500 Euro Bruttoakomes pro Mount huet, wat awer eng ganz, ganz héich Zomm ass. Dat heescht, bis 6.500 Euro de Mount Bruttoakomes spréngt de Fonds national de solidarité an, fir dann déi Pension alimentaire ze bezuelen.

D'Avance, déi kann iwwereng och esou laang bezuelt ginn, wéi d'Kanner scalariséiert sinn, wéi se entweder an enger Formation scolaire oder an enger Formation professionnelle sinn. Dat kann also och iwwert den 18. Gebuertsdag vum Kand erausgoen.

De Recouvrement vun der Avance, dee gëtt dann dee Moment gemaach vum Fonds national de solidarité géint den Debiteur.

Pour info: Op den 31. Dezember d'lescht Joer hu 710 Persounen eng Avance vun der Pension alimentaire kritt. Dat war eben op deen Datum e Montant vun 2.220.456 Euro. An et muss een och soen, dass iwwert déi lescht fënnf Joer d'Zuel vun de Beneficiaire vun esou enger Avance relativ stabil bliwwen ass.

Ech géif awer och gäre soen, dass mer net vergiessen dierfen, dass mer am REVIS ganz geziilt och de Familles monoparentales nach eng Kéier entgéintkomm sinn, andeems mer de Kanner an de Stéit vu Familles monoparentales méi Sue gi wéi de Stéit, wou zwee Erwuessener liewen. Ech ginn lech do och nach eng Kéier Zuelen. Dat heescht, ee Stot mat nëmmer engem Elterendeel, do kréie se pro Kand 292,29 Euro. An engem Stot mat deenen zwee Elterendeeler sinn dat 225,59 Euro. Am REVIS ass et iwwereng och esou, wann d'Pension alimentaire bezuelt gëtt, dass déi dann och immuniséiert gëtt, d'nämlech wéi de Salaire, dat heescht, 25 % ginn dee Moment och net ugerechent.

Mir kucken, dass d'Leit effektiv dignement kënnen liewen hei zu Lëtzebuerg, dass jiddweren dat kritt, wat em och zousteet. An dofir, mengen ech, spréngt den FNS an, an och de Familljeministère, iwwer verschidde Moosnamen.

Dir hutt e puer aner Beispiller aus dem Ausland genannt. Bis elo war et ëmmer esou, dass mer awer gemierkt hunn, dass hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun dacks méi favorabel ass wéi am Ausland, dass et méi einfach ass, fir déi Suen ze kréien, respektiv dass de Fonds national de solidarité do relativ séier kann asprangen, wann déi Pensioun, déi Pension alimentaire net bezuelt gëtt vum Partner. An ech mengen, wat ons wichteg muss sinn, dat ass, dass d'Leit genuch Suen hunn, fir ze liewen, an dass se dat kréien, wat hinnen zousteet, respektiv dass och d'Kanner kënnen dignement opwuessen an net an Aarmut. An do solle mer och all zesumme weider dru schaffen, fir dee beschte System ze hunn.

Mir sollen ons natierlech déi Systemer am Ausland uckelen. Bis elo ass ons net opgefällt, dass déi „Düsseldorfer Tabelle“ zum Beispill besser wär wéi dat, wat hei zu Lëtzebuerg am Moment gemaach gëtt. Mä mir halen dat natierlech alles am An, well mer gären hätten, dass natierlech d'Kanner, d'Familles monoparentales, mä och all déi aner Familjen, dignement hei am Land kënnen liewen.

Villmoos Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Cahen.

Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 39 vun der Madamm Martine Hansen un de Premier- a Statsminister iwwert de Projet Google. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 39 du 7 mai 2019 de Mme Martine Hansen relative au projet Google, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. De 27. März hate mer eng Aktualitéitsstonn hei iwwert de Projet Google. Mir hate ganz vill Froen an et sinn der net ganz vill beäntwert ginn.

Dofir hu mer den 29. März - de Michel Wolter an ech - nach eng schrëftlech Question parlementaire gestallt, wou mer dann elo de 6. Mee eng Äntwert kritt hunn. Wat een awer net kann als Äntwert bezeechnen! Et waren u sech eefel Zeilen. Mir haten zéng konkret Froe gestallt. Eng hallef ass beäntwert ginn, néng an eng hallef Froe sinn net beäntwert ginn. Dat ass éischters Ontransparenz am Dossier, mä et ass awer och eng Frechheet a Respektlosegkeet vis-à-vis vun der Chamber.

D'Regierung behandelt hei d'Deputéiert wéi Hampelmänner oder -freen. An ech kann lech just soen: Mir hampelen net esou, wéi Dir dat gären hätt.

Ech hat déi Fro adresséiert un den Här Turmes an un d'Madamm Dieschbourg. Déi leschte Kéier waren déi zwee hei. Dunn huet zwar den Här Schneider geäntwert. Dës Kéier si se net hei. A wéist Der, wou d'Madamm Dieschbourg ass? D'Madamm Dieschbourg konnt net kommen, well si ass zu Dikrech am LCD. Ech fanne, dat ass net akzeptabel. Mir hunn hei eng Heure de questions. D'Madamm Dieschbourg war am LCD bis hallwer dräi. Mir hunn eng Heure de questions, d'Ministère sollen hei sinn, fir den Deputéierte Ried an Äntwert ze stoen!

(Interruption)

Dat ass keng Entschëllegung.

Sou. Dann huet dës Kéier awer den Här Premier mat ënnerschriwwer bei deenen eefel Zeilen, an dofir stellen ech dem Här Premier d'Froen - zum Deel - nach eng Kéier. Ech hu keng Zäit, fir se alleguer nach eng Kéier ze stellen.

Wann een eventuellen Datacenter vu Google géif 2.500 Gigawattstonne Stroum pro Joer verbrauchen, esou wéi et an der Press stoung, geet dann eis aktuell Netzcapacitéit duer oder muss de Reseau fir esou eng zousätzlech Nofro u Stroum verstärkt ginn?

Wa wéinst dem Projet Google an de Reseau misst investéiert ginn, wéi wëllt d'Regierung verhënnere, datt déi Méikäschten op den Endkonsument repercutéiert ginn?

Kann d'Regierung an deem präzise Fall nach hieft am Energieeffizienzplang gesatent Zil errechen a puncto Reduktioun vum Gesamtenergieverbrauch? A wann net, riskéiere mer dann net, Strofe mussen ze bezuelen?

Kann d'Regierung an deem präzise Fall nach hieft Zil am Beräich vun den erneierbaren Energien erfëllen?

An, Dir Dammen an Dir Hären, wann een Energieminister déi do Froen net ka beäntwerten, da muss ech mer wierklech Suerge maachen ëm deen do Beräich.

An dann awer nach eng Fro. Den Här Schneider sot: „Wann de Projet Google näischt gétt, da maache mer eng aner Zone d'activité draus.“ Do läit awer dann d'Fro op der Hand: Huet d'Regierung en Accord mat Google, fir d'Terrainen zréckzekafen, wann de Projet näischt gétt? A wa jo, zu wéi engem Präis?

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen. Den Här Premier- a Statsminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, fir hei op dës Fro kënnen ze äntwerten a representéieren, wéi gesot, dann och d'Äntwert vun den anere Kolleegen, déi leider wéinst anere Verpflichtungen net kënnen hei sinn.

Ech wëll virop ënnersträchen, Här President, dass d'Regierung sech un d'Prozeduren hält an och d'Prozedure wëllt respektéieren. Et gétt Geneemegungsprozedure mat Delaien an déi sinn och ze respektéieren. Esou gétt et vum Gesetz virgeschriwwer Prozeduren, notamment eng Émweltpreiwung, Consultatiounen, eng Kommodosprozedur. Dir wéist, dass jo och d'Leit consultéiert gi sinn.

Doriwwer eraus gétt et awer virun allem och eppes an deem Land, wat fir mech ganz wichtig ass a wat „Gemeingegenautonomie“ heescht, an déi soll respektéiert ginn. An d'Klasséierung vun deem Terrain betrëfft, wéi gesot, d'Gemeng, déi déi Saach ze maachen huet.

Dat heescht, den Ament, den Dag vun haut, kann ech confirméieren, dass Google an der Gemeng Biessen Terraine kaaft huet. Dat stëmmt. Dat stëmmt, dat ass de facto dat, wat am Moment richteg ass.

Mir hunn à ce stade awer nach net mat engem konkrete Projet ze dinn, soudass ech am Respekt vum Gesetz, vun de Prozeduren a vun der Zoustännegkeet ganz bestëmmt net hei kann iwwer Eventualitéite spekuléieren.

A genaousou ass d'Fro awer gestallt ginn: „eventuell“. Well d'Deputéiert huet eng Rei Froe gestallt iwwert de Stroum an och iwwert d'eventuell Repercussiounen op d'Netzcapacitéiten. Et gétt gefrot iwwer, an ech zitieren: „theoretisch Berechnungen“ an eventuell „Resultater vun deene Berechnungen“, iwwer en „Energieeffizienzplang“ an iwwer eng eventuell Reduktioun vum Stroumpräis.

Här President, huet mer et net iwwer, mä dat sinn awer alles spekulativ Froen. Esou, wéi d'Fro gestallt ginn ass: „Wann eventuell...“, kann een net verantweren a fuerderen, dass eng responsabel Regierung soll op esou Spekulationen agoen.

Ech kann lech versécheren, dass soubal méi Informatiounen iwwert dee Projet do sinn, ech ganz gären an d'Chamber kommen, fir den Deputéierte Ried an Äntwert ze stoen. Mä duerfir brauch ech awer e konkrete Projet, deen da géif deposéiert ginn.

Et ass och eng Fro gestallt ginn, schrëftlech, déi elo net hei zitéiert ginn ass, dat ass déi, déi d'Steiere betrëfft. Do sief ënnerstrach, dass weder Google nach eng aner Firma kann invoquéieren, e spezielle Regimm ze kréien, deen net och am Gesetz virgesi wier. Ech wéist net, wéi dat sollt goen. Ech kann doriwwer eraus awer och soen, dass weder de Finanzminister nach ech selwer zu iergendengem Ament mat Google iwwert de Sujet Steiere geschwat hätt am Fall, wou déi Firma géif e Projet zu Lëtzebuerg wëlle realiséieren.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Premier- a Statsminister.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 40 vun Här Laurent Mosar un de Kultusminister iwwert d'Finanzéierung vun de Glawengsgemeinschaften. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- An dat interpelléiert lech net, datt hei systematesch op Froen, déi konkret gestallt ginn an der Heure de questions, vun de Ministeren net geäntwert gétt?

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Wéi ass d'Prozedur?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Net geäntwert gétt! Dat ass keng Prozedur!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et ass konkret gesot ginn, firwat datt en net konnt drop äntweren ...

(Brouhaha général)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat ass iwwerhaapt keng Prozedur!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Mir sinn an enger Prozedur, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Mir stellen eng Fro ...

(Brouhaha général)

Mir stellen eng Fro an dann hätte mer gären eng Äntwert. Soss brauche mer déi Heure de questions hei net!

(Coups de cloche de la présidence)

(Interruptions)

Oh meiii!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wann ech gelift, den Här Mosar huet d'Wuert, ...

(Brouhaha)

... fir seng Fro ze stellen.

(Interruption par M. Henri Kox)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- ... dat interpelléiert lech net! Dat interpelléiert lech net, datt systematesch Froen net beäntwert ginn.

(Brouhaha et interruptions)

► **Une voix.**- Déi, déi léien ...

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Haalt emol op mat léien!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Interpelléiert dat lech net?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir sinn hei an enger präziser Prozedur dran, ...

► **Une voix.**- Neen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ...wou eng Fro gestallt gétt ...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- A keng Äntwert bruecht gétt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... a wou do eng Äntwert kënn ...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ma neen, keng!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... a wou keng Zousazfro erlaabt gétt.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech weess dat.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Op déi Froe kann e keng Äntwert ginn! Ma haalt dach op!

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Wuert huet elo den Här Mosar.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Spekulation!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Da brauche mer déi Prozedur hei net méi ze maachen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Populismus!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... si sinn am Angriffsmodus.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Entschëllegt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Mosar, et ass un lech, wannechgelift.

- Question n° 40 du 7 mai 2019 de M. Laurent Mosar relative au financement des cultes, adressée à M. le Ministre des Cultes

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Deeg ass a Frankräich e Buch erauskomm, wat nawell fir ganz vill Welle gesuert huet. Dat Buch heescht „Qatar Papers“. An et geet a sech an deem Buch ëm de Financement vum Islam a Frankräich, awer och a ganz Europa.

(M. Laurent Mosar montre un livre.)

An deem Buch geet et awer och haaptsächlech ëm eng Fondatioun, déi ganz aktiv ass an iwwert déi alleguerten déi Finanzementer lafen, dat ass d'Qatar Charity Association. Et gétt och an deem Buch behaupt, déi Charity Association géif ganz no bei der muslimescher Bruderschaft stoen. Den Ausseminister sëtzt hei, dee kennt déi Associatioun, dat ass eng terroristesch Organisatioun, déi ënner anerem sech baséiert op „Mein Kampf“ an op den Hitler an och deelweis faschistoid Zich opweist.

Firwat stellen ech awer elo déi Fro de Mëtten hei an der Chamber? An deem Buch gétt och Lëtzebuerg zitéiert. An do schéngt et och esou ze sinn, wéi wann do relativ vill Suen an eng Moschee - fir se net ze nennen: d'Moschee vu Bouneweg, déi mengen ech och aktiv ass zu Mamer, e juste Milieu - gefloss wären.

Meng Froen de Mëtten un de Premier, mä de Justizminister ass vläicht gradesou domadder saisiert... Ech wëll och soen, wann dat stëmmt, wat an deem Buch steet - ech ka mech ëmmer nëmmen dorobber baséieren, et sinn awer zwee exzellente Journalisten, déi dat Buch geschriwwen hunn -, dann hätt och schonn de franséische President Macron sech ageschalt, deen och ganz besuert wär iwwert déi Revelatiounen, déi do gemaach ginn.

Éischters wollt ech also vum Statsminister wëssen, ob hien iwwert déi Finanzementer do Bescheid weess, an zweetens, wat hien och vun deene Finanzementer do hält, well dat geet relativ wäit. Wann ee kuckt, datt hei e Stat, de Katar an deem präzise Fall, direkt Suen ... Hei geet vun iwwer zwou Milliounen Euro rieds, déi dohinnegefloss wären. Do géif ech also gären wëssen, ob de Statsminister der Meenung ass, datt dat alles konform ass. Drëtters géif ech och gären wëssen - et geet hei vun „opaquen“, dat heescht vu verstopptene Finanzementer rieds -, ob net eventuell do och misse judiciaire Konsequenze geholl ginn. A véiertens stellen ech mer och d'Fro, ob net d'Gesetz iwwert de Financement vun de Culten eng Kéier misst op de Leescht geholl ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Mosar. Den Här Kultusminister huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes.**- Här President, ech soen lech Merci. Den Här Mosar stellt tatsächlech eng Fro iwwer e Buch, dat ech nach net kann hunn. Mä wéi hie mer et gesot huet, hunn ech mech e bësse reiseignéiert. Tatsächlech ass et e Buch, wou zitéiert gétt, dass an zeg Länner fir ongeféier 70 Milliounen Euro Projeten ënnerstëtzt gi wieren. Mä déi Behauptunge mussen iwwerpréift ginn.

Ech ka mech hei net baséieren op eppes, wat en Auteur geschriwwen huet. Wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi Informatiounen. Et muss gekuckt ginn, ob déi Saachen do stëmmen oder net. An dann, de Culte musulman huet d'Personnalité juridique, esou wéi mer et jo och mat deenen anere Culten ausgemaach hunn. An do gétt et Regeln. Do gétt et och zum Beispill Transparenzregeln. Bei de Finanze kréie mer jo och e Rapport. Do gétt et jo e Rapport vun engem Reviseur, dee mer all Joers kréien. An deenen nächste Wochen a Méint, normalerweis am Juni, Juli, kréie mer déi Rapporte vun der Schura.

Mä wéi gesot, et gétt Regeln iwwert déi hei Finanzementer, wéi déi ginn. An déi huet och eng Schura ze respektéieren, esou wéi jiddwereen, ob dat e Culte ass oder eng Gesellschaft. A wann dann eppes contraire zum Gesetz ass - deene Behauptungen no -, wa mer dat géife confirméiert kréien, da verstitt Der, dass d'Justiz sech muss saiséieren. Mä et ass net u mir, der Justiz ze soen, ob dat richteg oder falsch ass. Da muss si déi Enquête maachen, déi si fir néideg fënn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här Minister, kann ech vläicht direkt dorop ... Do huet en engem Interview de President vun der Schura e Financement duerch déi doten Associatioun expressément bestätegt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Mosar, mir sinn hei och net an enger Prozedur ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Ech wollt dat dem Här Statsminister als zousätzlech Informatioun ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... vun engem Zousazfro, ech wëll dat just eng Kéier rappeléieren.

(Brouhaha)

6. Question élargie n° 8 de M. Fernand Kartheiser au sujet des pratiques du Gouvernement dans le cadre de la ratification de conventions et traités

Bon, mir kéimen dann zur erweiderter Fro Nummer 8 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Praxis vun der Regierung bei der Ratifizéierung vun Ofkommessen, déi d'Regierung oder eenzeler vun hire Membere mat anere Staaten oder Membere vun enger auslännescher Exekutiv oder enger internationaler Institutioun ofschléissen. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedoen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmoos Merci, Här President. Wann d'Ministère vereedeegt ginn, da gi se bei de Grand-Duc a schwieren dem Grand-Duc Fidélitéit an Obéissance à la Constitution.

An déi Fro, déi haut hei gestallt gétt, dat ass eben déi: Hält d'Regierung sech un dat Versprieche? Follegt se eiser Verfassung? An dat Beispill, wat ech hei wëll wielen, fir dës Fro ze stellen, ass den Artikel 37 vun der Constitutioun, wou et drëm geet, wat geschitt mat internationalen Traitéen, déi d'Regierung am Numm vun deem Land ënnerschreift.

D'Verfassung ass ganz kloer an däitlech dozou, si seet: Et gétt keng geheim Traitéen. An en Traité huet keng Effeten, wann en net duerch e Gesetz, also duerch d'Chamber, confirméiert ass an eben dann och publizéiert.

Ech mengen, do steet kloer: « Les traités n'auront d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues [...] ».

Et ass natierlech kloer, datt an eiser laanger Geschicht déi Verfassung jo och virun d'Gerichter koom. An eis héchst Gerichter hu sech mat dëser Fro ausenanergesat a sinn all zu där Konklusioun komm, datt et u sech egal ass, wéi d'Prozedur ass, well dat ass eng Form vun der diplomatescher Gewunnecht oder Konventioun, fir déi Traitéen ze behandelen. Et ass also u sech egal, wéi d'Prozedur oder d'Form ass, also och, wéi en Accord heescht. Wat wichtig ass, dat ass dat Materiell: datt de Stat eng Obligatioun op sech hält géintwärt anere Staaten. An deen Abléck, wann dat de Fall ass, dann hu mer et mat engem internationalen Accord ze dinn, deen nëmme ka gëllen, wann d'Chamber e ratifizéiert, dat heescht, wann e Gesetz geholl gétt, fir dat ze ratifizéieren.

Mir hunn hei en Avis juridique gehat virun enger gewëssener Zäit, an zwar ass deen Avis juridique den 2. Juni 2016 ugefrot ginn, well

mer an der Defense e Problem haten, wou gewësse geheim Artikelen hu missen diskutéiert ginn. An do huet sech déi Fro konkret gestallt: Wat muss publizéiert ginn a wat net, wann déi national Sécherheet invoquéiert ass? Mä och an deem Avis juridique ass eng ganz kloer Konklusioun gewiescht, ee Prinzip, deen ass kloer: Soubal en Effet juridique do ass, an egal, wéi en Traité heescht, ob dat Memorandum of Understanding oder Konventioun oder Accord oder soss eppes ass, da muss e ratifizéiert ginn. An nëmme ganz kleng technesch Saachen, déi ausgetoscht kënne ginn, wéi zum Beispill Telefonsnummern, Kontaktpersonen oder esou Saachen, déi brauchen net publizéiert ze ginn an déi kënne dann och geheim gehale ginn.

D'Praxis ass awer eng aner. D'Praxis ass eng ganz aner, an dat geet duerch déi dräi Parteien. Well mir hunn an deene leschte Jore gesinn, datt Ministeren ëmmer erëm international Accorden ofschléissen, zum Deel mat budgetäre Konsequenzen, déi juristesche Obligatiounen fir eist Land mat sech bréngen, déi also der Constitutioun no missten hei an d'Parlament kommen, hei diskutéiert a ratifizéiert ginn, déi awer laanscht d'Parlament hir Effeten eraushuelen.

An dat geet duerch déi dräi Parteien. Mir hunn et bei der LSAP. Mir hunn et an der Entwécklungshëllef, wou déi sougenannt Programmes indicatifs de coopération fir eis finanziell Obligatiounen an aner Obligatiounen géintwuer Drëttstatten hunn a bis elo ni am Parlament diskutéiert a ratifizéiert goufen, konträr zu der Verfassung.

Mir hunn et an der Éducation nationale, d'DP, wou den Här Meisch nach viru Kuerzem e Memorandum d'entente mat Portugal ofgeschloss huet iwwert den Enseignement vum Portugiseschen an de Lëtzebuurger Schoulen. Woubäi nach zousätzlech muss gesot ginn, datt d'Verfassung, den Artikel 23 vun der Verfassung, explizit seet, datt déi Saachen, déi mat der Instruction publique ze dinn hunn, dem Gesetz reservéiert sinn. Et kann also net iergendee Minister higoen an eppes maachen am Beräich vun der Educatioun, wat net iwwer e Gesetz ofgeseent ass. Hei sinn also gläich zwee Artikelen vun der Verfassung violéiert. Deen een, den Artikel 37, datt d'Parlament muss ratifizéieren, an den Artikel 23, déi Domaine réservée à la loi.

Dat Drëtt ass e Beispill aus dem Beräich vun eise gréng Kolleegen. Do huet de Minister Bausch en Accord mam Cap-Vert iwwer Waffeliwwerungen ofgeschloss. Ech verstinn, datt déi gréng net gär hunn, wann d'Parlament hei iwwer esou eppes diskutéiert, mä och dat ass eng Saach, déi d'Parlament concernéiert. Mir kënne net higoen an Accorde mat Drëttstatten iwwer Waffeliwwerungen ofschléisse laanscht d'Parlament.

Ech hu Question-parlementairen un den Här Meisch an un den Här Bausch gestallt, firwat se déi Accorden net dem Parlament virleeën.

Den Här Meisch huet geäntwert: „Dat brauche mer net, well dat ass e Memorandum d'entente, Memorandum of Understanding.“ An den Här Bausch huet gesot: „Dat brauche mer net, dat ass eng Deklaratioun.“ Dat ass konträr zu der Jurisprudenz vun eisen héchste Gerichter, konträr zum Avis juridique, well egal, wéi en Accord heescht, deen dëst Land géintwuer engem Drëttstat ageet, soubal en Effet juridique, eng Obligatioun fir eis draus erauskënn, an zemoos, wou och nach budgetär Konsequenze sinn, muss en dem Parlament virgeluecht gi fir eng Ratifikatioun.

Déi Konklusioun, déi een, mengen ech, muss dorauer zéien, ass, datt dës Regierung d'Verfassung net esou anhält, wéi et misst sinn. Si probéiert, all déi Accorden, déi si steieren, laanscht dëst Parlament ze kréien, an domadder violéiert se e Grondsatz vun eise demokratesche Rechtsstat.

A meng Fro un d'Regierung ass: Wéini kréie mer endlech déi Accorden zur Ratifizéierung virgeluecht, déi der Verfassung no virun dëst Parlament gehéieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vilmools, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Jo, Här President. Also ech mengen, fir d'Alleréisch, Här President, gi mer eis eens, souguer mam Här Kartheiser, dass mer den Artikel 37 vun eiser Verfassung hunn, deen zimlech kloer ass: „De Grand-Duc mécht d'Traitéen.“ Traitée maachen ass also eng Prærogativ vum Grand-Duc. Den Effet vun Traitéen, déi de Grand-Duc mécht,

also d'Regierung, déi kënne awer eréischt a Kraaft treden, wann d'Chamber per Gesetz approuvéiert huet a wa se och publizéiert sinn.

Ech mengen, bis dohinner si mer eis eens. Wou mer eis net eens sinn ..., an do misst een awer oppassen am Wuertgebrauch: „Verfassung violéieren“ an esou weider, dat ass, mengen ech, e wéineg wäit gegruff. Et ass esou, dass mer eis och mussen eens ginn iwwert d'Definitioun vum Traité. A wat ech lech elo hei soen, dat ass dat, wat hei am Land säit nom Krich besteet, deem net widdersprach ginn ass vun iergendengem Geriicht, dass een nëmme vun Traité schwätze kann, wann och eng juristesche bindend Obligatioun entsteet - eng juristesche bindend Obligatioun entsteet! -, net einfach, wann dat e Caractère juridique huet, mä et muss eng juristesche bindend Obligatioun entstoen.

An duerfir, Här President: Et gëtt Absichtserklärungen, mir nennen dat Memorandum of Understanding. Et gëtt Absichtserklärungen, et gëtt politesch Deklaratiounen, an dat sinn net automatesch juristesche Engagementer. An do ass den Ennerscheid, dee mer maache mussen, wa mer wierklech de bonne volonté sinn. Soudass ech géif mengen, dass mer hei ganz kloer mat enger Fro konfrontéiert sinn, wou den Här Kartheiser mengt, d'Regierung géif d'Verfassung violéieren, an dass déi muss mat Neen, absolut mat Neen, beäntwert ginn. E Memorandum of Understanding, deen net juristesche bindend ass, brauch net ratifizéiert ze ginn a gëtt a kengem Land, dat eng äänlech Constitutioun huet wéi mir, duerch d'Chamber ratifizéiert.

Den Här Kartheiser hat e puer Beispiller gesot. Am Abrëll 2017 sinn - an do si jo och scho Question-parlementaire vum him driwwer gestallt ginn an en huet eng kloer Äntwert kritt - Absichtserklärungen ennerschriwwen gi mat der portugisescher Regierung iwwert d'Educatioun. Dat concernéiert da virun allem déi portugisesche Bierger a portugisesche Kanner hei am Land, an do si mer ganz kloer net am Kader vum Artikel 37.

Dat heescht awer och, ech soen et nach eng Kéier, dass, wa juristesche Obligatiounen an esou engem Text stinn, da muss d'Chamber den Text virgeluecht kréien an e muss och publizéiert ginn.

Wann, an dat soen ech och ganz kloer, e Memorandum of Understanding ugeholl ginn ass an d'Regierung wëllt dann an dee Memorandum of Understanding Elementer drasetzen, wou eng juristesche Obligatioun entsteet, da muss dat selbstverständlech och esou séier wéi méiglech der Chamber virgeluecht ginn an och guttgeheescht ginn.

Iwwert d'Delaie steet am Artikel 37 näischt. Mä et ass kloer, dass esou laang, wéi d'Chamber bei Traitéen net implizéiert ass, den Effet net a Kraaft trëtt.

Bon, ech mengen, Dir wësst dat, d'Publikatioun vun der Loi d'approbation gëtt am Journal officiel gemaach, an dann hëlt deen Traité och seng Effeten. Mir hunn, Här President, ech soen dat och hei ganz kloer, als Regierung - an ech mengen, ech war a kenger Regierung, wou dat jee eng Kéier mat Féiss getrëppelt ginn ass - Geheimtraité gemaach (veuillez lire : keng Geheimtraité gemaach). Et steet an der Constitutioun, dass Geheimtraitéen ofgeschafft sinn zu Lëtzebuerg, dass et där keng gëtt. Et sinn där ginn an enger Zäit, wou Krich war hei, oder vläicht vill méi nach virun, mä d'Verfassung selwer huet all Geheimtraité ofgeschafft.

Dat, wat et gëtt, dat sinn Actes d'exécution. Ech mengen, Här Kartheiser, et gëtt Saachen, wou ganz kloer den Traité dat Wichtigst ass, an d'Chamber kritt deen Traité virgeluecht. An da kënne et Actes d'exécution ginn, zum Beispill am Beräich vun der Defense, wou dat dann net op d'Place publique muss geluecht ginn, well et confidentiel ass. Dat ass net nëmme zu Lëtzebuerg esou.

Ech kenne mech elo net aus an deene geheime Geschichten. Vlächicht wësst Dir do besser Bescheid wéi ech. Mä ech wëll nëmme just soen, dass mer hei an dëser Regierung an an deene Regierunge virun ni eppes gemaach hunn, och net bei den Actes d'exécution, wat géint eis Verfassung géif verstoussen.

Voilà! Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vilmools, Här Asselborn. Mir kommen ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wollt nach eng Kéier nohaken.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo, Här Kartheiser, Är Riedezäit ass verbraucht.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, neen, dat steet am Reglement. Et kann een nofroen nach eng Kéier, dat heescht ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Am Kader vun där Riedezäit, déi engem zur Verfügung

steet, huet ee mat der Zousazfro fënnf Minuten zegutt. An Dir hutt fënnf Minuten a 40 Sekonne verbraucht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech mengen net. Mir kucken dat no, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Asselborn, sidd Dir d'accord, datt den Här Kartheiser lech eng Zousazfro stellt?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Selbstverständlech.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, Dir hutt da kuerz d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, mir misste waarden, bis mer dat am Reglement gekläert hunn. Well et ass jo awer eng Grondsazfro, déi eis alleguer interesséiert, wat do d'Recht ass vun deemjéinegen, deen esou eng Fro stellt. Ech mengen, dat betrëfft eis all.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass den Artikel 85 an et ass de Punkt 5 vum Artikel 85. Et ass op der Säit 31 a menger Versioun. Ech bieden lech, Här Kartheiser, d'nächst Kéier virun der Sitzung d'Reglement ze studéieren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Une voix.**- Bis elo konnt een ëmmer nach nohaken, dat war ëmmer hei d'Praxis.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat ass och d'Praxis am Kader vun där Riedezäit. Här Kartheiser, gitt Der mer recht?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech ginn lech recht.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **Plusieurs voix.**- Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An ech géif awer virschloen, fir datt de Sënn vun dëser Dispositioun hei respektéiert gëtt, datt mer an der Reglementskommissioun nach eng Kéier heiriwwer schwätzen, well et ass jo an eise Sënn als Parlament, datt mer méi Rechter hunn als Deputéiert géintwuer der Regierung. Dofir komme mer heiro an der Reglementskommissioun zréck.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, et ass dem President seng Missioun, fir ze kucken, datt d'Reglement agehale gëtt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

7. 7340 - Projet de loi portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Bon, mir kéimen dann elo zum Projet de loi 7340, enger Ofännerung vum Artikel 269 vum Code pénal, fir d'Sanktioun vun Aggressiounen op Leit, déi bei ziville Sécherheitsmissiounen matmaachen, ze erméiglechen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Pompjeeën, Rettungsdéngschter, Zaldoten, Polizisten an all déi aner, déi enger Mission de sécurité civile noginn, sinn e wichtige Piler vun eise gesellschaftlechen Zesummeliewen. Si sinn do, fir eis ze hëllefen, wann et eis schlecht geet. Si leeschten Eischt Hëllef, geréieren Nout- a Krisensituatiounen. Si sinn déi Eischt, déi do sinn, fir ze hëllefen, an déi Lescht, déi heemginn.

All dës engagéiert Matbierger hunn eisen déifste Merci a virun allem eise Respekt virun hirer Aarbecht verdéngt. Ouni si wäire mir e gutt Stéck méi schlecht drun. Mä dës Leit, déi dacks genuch, ënnert dem Asaz vun hirem eegene Liewen, anere Leit hëllefen, hunn et allze oft mat Beleidegungen, Provokatiounen, bis hin zu tätlechen Iwwergrëffer ze dinn.

Esou gouf et am Laf vum Joer 2018 59 Aggressiounen géint Sekuristen, déi gemellt gi sinn. Dat ware 36 verbal Attacken, 21 Fäll, wou op si gespaut gouf, no hinne geschlo gouf oder getrëppelt ginn ass, an effektiv och 2 Fäll vun der héchster Geforekategorie. Dobäi muss ee soen, datt et sech heibäi ëm eng Donkelziffer handelt (veuillez lire : datt d'Donkelziffer bestëmmt nach méi héich ass), well dës Zuelen nach net esou laang erhuewe ginn an d'Sekuriste sécher nach net dee richtege Reflex hunn, fir all In-

cident ëmmer ze mellen. Dës Zuele sinn also net klengzerieden, well se eng Belaschtung fir d'Leit am Déngscht kënne duerstellung, an awer och, well se noutwendeg Rettungsaktiounen verzögeren oder am Extremfall och verhënnere kënne.

Bis elo konnten esou Aggressiounen net ausräichend sanktionéiert ginn, well dës Fäll dacks net vun eise Gesetzestexter ofgedeckt ginn. Deem soll heimadder elo entgéintgewierkt ginn duerch eng méi konkret Definitioun vun den Akte vun Aggressioun, vun de Persounen, géint déi se geréicht sinn, also elo och inklusiv deene Leit, déi un enger Mission de sécurité civile deelhuefen, an de Strofen, déi elo ze applizéieren sinn.

Wat de Projet de loi als solchen ubelaangt, handelt et sech hei ëm en Article unique, woufir den Avant-projet de loi der Justizkommissioun de 27. Juni 2018 virgestallt ginn ass. Dat war also nach e bësseleche viru mengem Untrëtt vu mengem Mandat.

Den Text gouf den 9. Juli 2018 vum Här Justizminister déposéiert, wourobber de Statsrot säin Avis den 13. November 2018 ginn huet. Den Avis huet keng Opposition formelle beinhalten, en huet awer e puer Bedenke formuléiert. Deen Avis ass den 9. Januar 2019 an der Justizkommissioun analyséiert ginn a mir hunn dunn och den Umierkung vum Statsrot Rechnung gedroen.

Den aktualiséierten Text ass dunn an der Kommissioun vum 16. Januar 2019 adoptéiert ginn an de Statsrot huet dësen a sengem Avis complémentaire vum 5. Februar validéiert, soudass de Rapport vun dësem Projet de loi den 13. Februar 2019 konnt ugeholl ginn.

Zum Inhalt vum Projet de loi: Dëse Projet de loi ass ze gesinn am Zesammenhang mat der grousser Reform vun de Rettungsdéngschter. Dës Reform hat jo mam Gesetz vum 27. März 2018 iwwert d'Organisation vun der Sécurité civile hire virleefeg Héichpunkt.

Hei gi mer elo nach e Schrëtt méi wäit, andeems Folgendes festgehal gëtt: Den Article unique komplettéiert den Artikel 269 vum Code pénal iwwert d'Rebellioun. Dësen Artikel stellt verbal oder physisch Attacke souwéi d'Behënnerung vu Persounen, déi eng Funktioun vun ëffentlechen Déngscht erfëllen, ënner Strof.

Am Moment falen zum Beispill dorënner: d'Dépositaires oder d'Agents de la force publique, d'Membere vun Personnel pénitentiaire, d'Proposé vum der Douane, d'Offizéier an d'Agenten vun der Police judiciaire oder administrative. Ech ziele se elo net allegueren hei op, mä dës Lescht gëtt elo dahingehend komplettéiert, dass elo och Persounen, déi eng Mission de sécurité civile erfëllen, dorënnerfalen.

Den Artikel 2 vum Gesetz vum 27. März 2018 iwwert d'Organisation vun de Rettungsdéngschter definéiert, wie mat der Notion „personnes assurant une mission de sécurité civile“ gemengt ass. Dat sinn d'fräiwëlleg Pompjeeën an d'Beruffspompjeeën vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours, d'Militär vun der lëtzebuergescher Arméi, d'Personal vun der Police grand-ducale, d'Agenten vum Stat, de Gemengen an den Organismes publics ou privés, d'Membere vun de Services d'incendie vun Entreprises a Fabricken an och d'Membere vun Associatiounen oder Organismen, déi d'Sécurité civile an hirem Objet social stoen hunn, esou wéi se am Artikel 99 vum 2018er Gesetz definéiert ass.

Dës Opzielung ass och net exhaustiv a se ka mat der Zäit ergänzt ginn, wann aner Associatiounen oder Organismen d'Konditiounen vun dësem Artikel 99 erfëllen.

Dann ass och nach ze soen, dass d'Notioun „présosés de douane“ am aktuellen Artikel 269 vum Code pénal elo ersat gëtt duerch „agents des douanes et accises“, dëst, fir dass mer d'gesamt Personal, wat am Numm vun der Administration des douanes et accises agéiert, schütze kënne, well si am Kader vun de Kontrollen, déi si musse maachen, och a Geforsinn, Affer vun Aggressiounen kënne ze ginn.

Wien also elo an Zukunft Sekuristen - also Pompjeeën, Zaldoten, Polizisten oder anert Personal, wat eng Mission de sécurité civile ausféiert - un der Exekutioun vun hirer Aarbecht hënnert, sief dat duerch verbal oder physisch Attacken, dee muss an Zukunft mat Strofe vun 251 bis 2.000 Euro a vun aacht Deeg bis sechs Méint (veuillez lire : mat Strofe vun 251 bis 10.000 Euro a vun aacht Deeg bis fënnf Joer) Haft rechnen, esou wéi dat bis elo och am Artikel 271 vum Code pénal bestrooft ginn ass.

Geschitt dat Ganzt ënnert dem Asaz vun enger Waff oder an engem Grupp, ginn d'Strofen entsprechend méi héich. D'Detailer dozou kënne déi Interesséiert an den Artikelen 272 bis 274 noliesen.

Mat dëser Gesetzesännerung hu mir virun allem eist Zil erreecht, eise Rettungsdéngschter

am Fall vu Rebellioun déiselwecht Form vu Garantien zoukommen ze loosson, andeems d'Aggressiounen d'selwecht bestrooft gi wéi zum Beispill am Fall vun Aggressiounen géint d'Police.

Ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass mir mat dësem Gesetzestext e wichtege Schrëtt maachen, fir d'Membere vun eise Rettungsdéngschter besser ze schützen. An deem Sënn géif ech heimadder och am Numm vun der grénger Fraktioun eisen Accord ginn. An ech soen all deene Leit Merci, déi un der Aarbecht fir dëse Projet de loi bedeelegt waren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och der Madamm Empain fir hire schrëftlechen a mündleche Bericht. D'CSV stëmmt selbstverständlech dësem Gesetzesprojet zou, well Aggressiounen géint d'Rettungsdéngschter, ob dat professioneller sinn oder fräiwëlleger, grad ewéi Aggressiounen géint d'Sécherheitsdéngschter an d'Police, dat geet net an dat ass inakzeptabel. Déi Leit, déi sti mat hirem Liewen do, fir anere Leit hiert Liewen ze retten.

Als CSV si mer awer och frou, dass d'Chamberskommission der Fuerderung vun der CSV nokomm ass, fir vun dem urspréngleche Projet de loi, esou wéi d'Regierung en deposéiert hat, ofzeréckelen an net dat Ganzt ze gesinn als Non-assistance à personne en danger, well de Statsrot mat Recht gesot huet, dass, wann ech e Rettungsdéngscht hënneren, fir seng Aufgaben ze maachen, dann hunn ech net selwer eng Non-assistance à personne en danger gemaach.

An zweetens soen ech och ganz kloer: An dem urspréngleche Projet de loi, esou wéi e vun der Regierung deposéiert war, do wier eng Aggressioun géintiwuer vun de Rettungsdéngschter mat bis zu fënnf Joer Prisong sanktionéiert ginn, par rapport zu enger Aggressioun géintiwuer vun enger Police mat just sechs Méint Prisong. Ech mengen, déi Differenz, déi ass net ze justifizéieren.

Ech muss awer soen, et ass vill iwwert d'Form diskutéiert ginn, mä net genuch iwwert de Fong. Well et steet net am Rapport vun der Chamberskommission - do kënn Der soen, do kann d'CSV dann och hire Mea culpa maachen -, wat iwwerhaupt eng Rebellioun ass. Rebellioun ass Widerstand géint d'Statsgewalt an sens vun dem Artikel 269 vun eisem Code pénal.

Et ass awer esou, dass d'Jurisprudence vun eisen héchste Gerichter, vun der Cour supérieure de justice, an deene leschte Joren och dat genau präziséiert hunn. An et ass net esou, wéi dat dann och de Moien an de Medien eriwierkomm ass, dass einfach eng verbal Aggressioun oder, ech soen, d'Hënnere vun de Rettungsdéngschter an hirer Missioun, dass dat ënnert d'Rebellioun fällt.

D'Cour supérieure de justice, déi huet a rezenten Uerteeler - ech verweisen do op en Uerteel vun 2012 - kloer d'Konditioun festgesat, wéini dass ech iwwerhaupt an eng Rebellioun falen. An do ass et net eng verbal Aggressioun. Neen, et zielt do eng Attack oder eng „résistance avec violence ou menace“. Dat ass den éischten Tatbestand.

Den zweeten Tatbestand ass deen: D'„attaque ou résistance doit être dirigée contre l'un des agents mentionnés“, dat heescht, et muss e Member vun de Rettungsdéngschter sinn, deen och nach am Exercice vu senger Fonctioun ass.

An déi lescht Konditioun ass déi, dass de presuméierten Täter „en connaissance de cause“ war, dass dat, wat e géint de Rettungsdéngscht gemaach huet, och am Exercice vun deem senger Fonctioun war.

Doraus ergi sech eng ganz Rei vu Konditiounen. An och d'Cour supérieure de justice huet dat kloer präziséiert. Also et muss een en „acte physique“ maachen. Dat heescht also net eng „aggression verbale“. Et muss een en „acte physique“ gemaach hunn, deen entweder direkt ass oder, wa kee Kontakt do ass, dann ass et esou, wéi d'Jurisprudence dat festhält, da muss et en „acte de nature à impressionner vivement“ sinn. Dat heescht also, wann de Rettungsdéngscht zu mir seet: „Dir fuert elo no riets!“, an ech fueren no lénks, da fällt dat net ënner eng Rebellioun. Däers muss ee sech kloer bewusst sinn.

Et ass och esou, dass de Rettungsdéngscht am Exercice vu senger Fonctioun muss sinn, hie muss kloer am Exercice vu senger Fonctioun sinn.

Déi drëtt Konditioun ass déi: E muss och erkennbar am Exercice vu senger Fonctioun sinn. Dat heescht am Kloertext, et geet net duer, dass en einfach en T-Shirt unhuet, mä et muss och eng Uniform sinn, fir dass deejéinegen, dee presuméierten Täter ass, konnt logesch erkennen, dass en hei en Akt géint e Member vun de Rettungsdéngschter mécht.

Ech mengen, dat ass et zum Fong. An et wier utile, wann entweder de Justizminister oder d'Innenministesch, déi dohanne sëtzt, och géife via Circulaire präziséieren, dass et net esou ass, wéi et eriwierkënn. Wann ech eng verbal Aggressioun gemaach hunn oder ech hunn d'Rettungsdéngschter un dem Exercice vun hire Missioun gehënnert, da fällt een net ënnert d'Konditiounen vun dësem Akt, wat Rebellioun ass. An déi Leit, déi regelméisseg och Plainte vun dem Syndicat national de la Police grand-ducale nogelauschert hunn, déi wëssen, dass och do e Präzisierungsbedarf ass, wat déi konkret Applikatioun vun dëser Strobbestimmung ass.

An als CSV stëmme mer selbstverständlech dësem Gesetzesprojet zou. Mir wieren awer frou, wann d'Regierung géif déi konkret Applikatioun vun dëser Dispositioun an der Praxis de Rettungsdéngschter an och de Policen nach eng Kéier präziséieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Als fréieren Offizéier bei de Beruffspompjeeën hunn ech leider selwer misse materliewen, wéi meng Kollege während Asätz aggresséiert goufen. Oft ass et bei verbale Beleidigung bliwwen. A ville Fäll koum et carrement zu schlëmme, jo, zu ganz schlëmme Handgräiflechkeeten.

Handgräiflechkeete géintiwuer vu Leit, déi am Asätz sinn, fir anere Mënschen d'Liewen ze retten, dat muss ee sech op der Zong zergoe loosson. Dat geet ganz, ganz wäit. 59-mol ass dat d'lescht Joer, also 2018, virkomm, also dass eis Rettungsdéngschter während Asätz aggresséiert goufen.

Léif Kollegegen, Aggressiounen géintiwuer Rettungsdéngschter sinn en absoluten No-Go. Ech mengen, do si mer eis heibannen alleguer eens. Wie Leit aggresséiert, déi amgaange sinn, Mënscheliwwen ze retten, muss mat aller Härte vun Gesetz bestrooft ginn. Dës Leit gefäerden näamlech net nëmme d'Gesondheet vun eise Sekuristen, neen, si gefäerden och d'Gesondheet vun deene Leit, déi amgaange sinn, gerett ze ginn, de Leit an Nout.

Här President, et ass eng traureg Realitéit, dass d'Hemmschwell, fir d'Sekuristen ze aggresséieren, däitlech gefall ass. Dofir ass d'Politik gefuerdert. A mat dësem Gesetz gétt reagiert. Mat dësem Gesetz gétt d'Aggressioun vu Sekuristen mat bis zu fënnf Joer Prisong a bis zu 10.000 Euro bestrooft. Ech begrëssen ausdrécklech, dass dëst Gesetz net nëmme déi klassesch Rettungsdéngschter ofdeckt, mä jiddereen, deen am Asaz am Kader vun enger „mission de sécurité civile“ ass. Et däerf hei näamlech keen Ennerscheed gemaach ginn tëschent deene verschiddeenen Unitéite respektiv Corpsen. Jiddereen, dee fir eis Sécherheet a fir eise Wuelbefannen am Asaz ass, soll d'nämlech vun Gesetz geschützt ginn.

Här President, dëst Gesetz ass wichtig a richtig. An awer mécht et mech traureg, dass esou streng Strofen néideg sinn, fir eis Rettungsdéngschter ze schützen. Et mécht mech traureg, dass verschidde Leit net den néidege Mënscheverstand besëtzen a Mënschen attackéieren, déi selwer soss näischt am Sënn hunn, wéi anere Mënschen d'Liewen ze retten.

Et mécht mech och rosen. Et mécht mech rosen, dass duerch esou Leit Jonker sech et haut zweemol iwwerleeden, ob si wierklech wëlle Pompjee, Ambulancier oder Polizist ginn. Dofir ass et fir mech nieft de méi strenge Strofe genausou wichtig, d'Sensibilisierungscampagne besonnesch an de Schoulen ze intensivéieren an och de spezifische Problem vu Gewalt géintiwuer Rettungsdéngschter ze thematiséieren.

Här President, d'Vision zéro géllt net nëmme fir eis Stroossen, mä och fir eis Rettungsdéngschter. Mir däerfe keng Toleranz vis-à-vis vun Aggressiounen géintiwuer vu Mënschen am Déngscht hunn. An dofir stëmme mir och dëst Gesetz mat. Ech ginn dofir heimat den Accord, awer net ier ech der Rapportrice géif e grouse Merci fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport soen an natierlech och e ganz grouse Merci nach eng Kéier un déi Leit riichten, déi sech berufflech an awer och fräiwëlleg dagdeeglech fir eis Sécherheet asetzen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kollegegen a Kollegegen, „#Respekt112 - Respektéiert déi, déi lech hëllefen“ ass d'Informatiounen- an d'Sensibilisierungscampagne, déi d'lescht Joer vun viregten Innenminister Dan Kersch lancéiert gouf, dëst fir op déi gewaltsam Iwwergrëff opmierksam ze maachen, deene souwuel déi professionell wéi och déi fräiwëlleg Matarbechter vun de Rettungsdéngschter ëmmer méi ausgesat sinn.

Am Juli 2018 hunn de Justiz- an den Innenminister zesummen de Projet de loi vun haut presentéiert. Ufanks 2018 gouf et a verschidde franséschen Departementer aus deeneselwechte Grënn op Initiativ vun der Fédération nationale an départementale des pompiers och schonn eng Campagne mam Slogan: „Touche pas à mon pompier“. Och hei sollt op d'Banalisation vun Iwwergrëffer opmierksam gemaach ginn.

Beim CGDIS goufen et am Joer 2018 59 Meldungen vun esou Iwwergrëffer. Dat sinn der ganz kloer 59 ze vill. De Grond, dës national Campagne zu Lëtzebuerg an d'Weeër ze leede souwéi och, iwwert de Projet de loi vun haut Sanktiounen anzeféiere fir Mënschen, déi Gewalt uwenden, dat weist, dass d'Hemmschwell kloer ofhëlt, anerefalls bräichte mer se net.

Dat ass och sécher en Zeeche vu Respektlosegkeet, a fir esou e Verhale gétt et sécher keng Toleranz. Wann d'Matarbechter vun de Centres d'incendie et de secours selwer Affer vu Gewalt ginn, muss mer probéieren, si do vir drun ze schützen.

D'Aféiere vu Sanktiounen ass eng Äntwert drop. Haut weise mer, dass mer Respekt a Wäertschätzung virun hirer Aarbecht hunn an hinne Merci soen, dass si fir eis do sinn, dann, wa mer se brauchen.

En Iwwergrëff op eng Persoun, déi sech fir eise Liewen, eis Sécherheet asetzt, ass sécher och vun der Symbolik hier en Iwwergrëff op eis Gesellschaft. A vu dass si am Alldag ëmmer erëm mat de schwierige Situatiounen muss kënnen ëmgoen, géllt et och, hir Sécherheet ze gewäreeschten. Déi, déi fir eis Sécherheet suerge sollen, sollten net musse fir hir eege Sécherheet fäerten. A mam Gesetz vun haut gi mer do e kloer Message.

Den Artikel 269 vun Code pénal iwwert d'Rebellioun gétt haut vervollstännegt. Déi, déi eng sougenannten „mission de sécurité civile“ gewäreeschten, ginn deemno gläichgestallt mat deenen, déi d'Force publique ausüben, notamment d'Police, mä awer och eng ganz Rei aner Agenten: Giischtercher, Bannhider, Matarbechter vun der Douane.

Der Jurisprudence no, an et ass vir drun och schonn ugeschwat ginn, ass d'Rebellioun als gewaltsamen Akt ze verstoen, wou eng Resistenz ausgeübt gétt mam But, deen, deen eng Missioun ze erfüllen huet, drun ze hënneren, dëst ze maachen. Mir droen och deemno dem Avis vun Statsrot Rechnung, andeems mer éischens net eng weider spezifesch Infraction schaffen, esou wéi et initial beim Projet de loi virgesi war, bei den „abstentions coupables“ dësen Artikel bäizefügen, an zweetens, andeems mer awer e positiven Akt zréckbehalen, also en Akt, deen en aktiiv Handel aussetzt. Dat ass bei kierperlecher Gewalt, notamment Schléi, awer och nom Asaz vu Waffe sécher de Fall.

An natierlech si bei dësem rechtswiddrege Verhalen och penal Sanktiounen virgesinn. Den Artikel 271 wéi och déi dropfolgend stelle kloer den Tarif, dass een zu enger correctioneller Strof vun acht Deeg bis fënnf Joer wéi och zu enger Geldstrof vun 251 bis 12.500 Euro uerteelt ka ginn a souguer och zu enger krimineller Strof.

Eng Sanktioun huet generell ëmmer eng präventiv Fonctioun. Ob natierlech de Betreffenen, deen den Iwwergrëff mécht an dee situationsbedéngt e Verhalen un den Dag leet - zum Beispill am Affekt, Aggressivitéit duerch Alkoholkonsum -, sech ëmmer konkret bewusst ass, dass e grad eng Rebellioun gemaach huet an d'Strofmooss direkt virun Aen huet, dat ass nach eng aner Realitéit. Awéieren do d'Sanktioun, wéi bei all Strof, en dissuasive Charakter huet an dofir deen Iwwergrëff net stattfënn, bleift nach konkret ze analyséieren. Wann d'Gesetz bis a Kraaft ass, kann een dat sécher méi no suivéieren.

Op alle Fall, als Affer vun Iwwergrëff huet een eng Handhab. Et kann een eng Plainte maachen an et esou net bei enger Bagatell beloesen. Et ass näamlech keng! An et gi ganz sécher Iwwergrëffer, déi an der Vergaangenheet stattfonnt hunn, mä déi aus enger ganzer Rei Ursaache vun de Betreffene vun de Rettungsdéngschter net gemellt gi sinn.

Här President, léif Kollegegen a Kollegegen, interessanterweis gouf et 2018 op der Uni Bochum am Kriminologiedepartement e Fuerorschungsprojet am Land Nordrhein-Westfalen iwwert d'Verhale vu Matarbechter aus dem Rettungswiese bei Gewaltiwwergrëff. D'Resultater si ganz opschlussräich, wann och net eent zu eent op Lëtzebuerg transposable. E puer Erkenntnisser erausgepickt, si si sécherlech och fir eis hei zu Lëtzebuerg wichtig an a Betruecht ze zéien:

D'Analys weist, dass iwwer 50 %, also iwwert d'Halschent vun deenen, déi interviewt goufen, en Iwwergrëff erlieft hunn, mä deen net gemellt hunn, éischens, well se fonnt hunn, dass et eng Bagatell ass, zweetens, well et dach näischt un der Situatioun geännert hätt, an drëttens, well esou en Iwwergrëff zur Aarbecht gehéiert, also „les risques du métier“.

De Projet ass iwwer eng Rei Jore gaangen. A fir d'Joer 2017 hu ronn 80 %, also aacht vun zéng keng Plainte gemaach, obwuel an Däitschland esou e rechtswiddrege Verhalen och als Rebellioun um penale Plang verankert ass.

De Constat ass also, dass natierlech en Iwwergrëff net ofsehbar ass, en dréit awer zu enger Belaaschtung an enger Beanträchtegung am Asaz bäi. Et ass also engersäits och wichtig, Schoulung a Fortbildung unzëbiden, fir kënnen och duerch Desescalation anzewierken. Anerersäits huet sech awer och erausgestallt an dësem Projet, dass d'Beschreibung an d'Aschätzung vun der Situatioun vun de Leitstellen net onwichtig ass, wéi awer och herno d'Nosuerg, natierlech d'psychologesch Betreuung.

Et weist also, dass dës Situatioun komplex a villschichtig sinn. Mir sollten dat och deemno hei zu Lëtzebuerg am A behalen. An eng Zesummearbecht mat der Uni Lëtzebuerg ass do sécherlech hëllefreich.

Zum Schluss soen ech nach hei der Rapportrice Stéphanie Empain Merci fir hire gudde mündlechen a schrëftleche Rapport a ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wäert och net abuséieren. Ech hunn dem magistrale Virtrag vun Gilles Roth, wat de juristesche Volet ueget, net vill bäizefügen. Mir hu ganz schlëmm Fäll. Déi ginn ofgedeckt haut vun der Infraction vun Non-assistance à personne en danger, wat déi schlëmmsten Infraction ass, déi et an dësem Fall gétt.

Mir begrëssen als ADR, dass mer elo ausweiden: aner, männer schlëmm, mä trotzdem schlëmm Behënnemesser vun deenen anere Concernéierten, déi elo gläichgestallt gi mat der Rebellioun. Dat ass eng gutt Saach. Och do muss mer legiferéieren.

A mir als ADR ginn eisen Accord zu dësem Text.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

(Interruption)

Neen, den Här Wagner, wannechglift!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dir hutt vollkommene recht, Här Etgen, et ass de Marc Baum, deen ageschriwwen ass, mä en huet schnell misse gonn. En huet mer awer trotzdem gesot, ech soll lech matdeelen, dass mir dee Gesetzesprojet selbstverständlech mat ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. An dann ass et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass et e ganz wichtege Gesetz, well et sinn eis Rettungsdéngschter, déi hiert Liewen all Dag an dem Asaz och riskéieren, fir eis Leit ze retten, a well am Fall vun enger Rebellioun och d'Liewe vun de Leit, déi solle gerett ginn, um Spill steet. Duerfir ass et immens wichtig, dass mer haut dëse Wee ginn, fir d'Rebellioun méi ënner Strof ze setzen.

Et ass leider e Phenomeen, dass d'Zuelen an d'Luucht gaange sinn an de leschte Joren. Dofir

géife mir Piraten och d'Regierung bieten, fir den #Respekt112, mir kënnen et och #Respekt113 nennen, weiderhin ausbauen. Et ass immens wichteg, dass mer de Respekt virun eise Rettungsdéngschter an den nächste Jore weider ervirhiewen. Et ass wichteg, fir ze soen, dass si et sinn, déi d'Liewe retten, a fir hinnen awer och e grouse Merci ze soe fir déi oft Fräizäit a Familienzäit, déi se opferen, fir déi Leit ze retten. Dofir kann et net sinn, dass si beanträchtegt ginn duerch d'Rebellioun.

An deementspriedend wäerten d'Piraten och hir Zoustëmmung zu deemem Gesetzesprojet ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Ech hunn dese Projet de loi am Numm vun der Regierung d'lescht Joer den 9. Juli deposéiert. Dat ass awer kee Projet, deen eleng am Justizministerium ausgeschafft gi wier. Am Géigendeel, deen ass an enker Zesummenaarbecht mam Innenministère, mat der Madamm Bofferding an awer och mat hirem Virgänger am Amt, dem Här Kersch, ausgeschafft ginn, a mat hire Servicer. A si hunn eis och deen néidegen Input ginn, fir eis kloerzemaachen, wéi grouse de Problem méttlerweil zu Lëtzebuerg och ginn ass.

Dofir ass et wichteg, dass bei deem Projet, dee mer haut stëmmen, de Message net nëmmen deen ass, dass mer an Zukunft wëlle penal méi streng virgoen, wa Leit sech un d'Aarbecht vun der Sekuristen erumaachen, fir se ze behënneren, respektiv un d'Sekuriste selwer erumaachen. Mä et geet haaptsächlech fir mech och dréms, e Message erauszeginn, dass et wichteg ass, dass mer am Land eng Kultur weider developpieren a weider stärken, déi et erlaabt, dass déi Leit hir Aarbecht kënnen maachen. An déi, déi dat net wëlle verstoen, déi mussen domadder rechnen, dass et och penal Sanktioune gëtt.

Mir haten ufänglech eng aner Approche am Projet de loi virgesinn. Op Urode vum Statsrot ... Et war net direkt vun der CSV, Här Roth, et war de Statsrot ouni „h“, dee suggeréiert huet, op en anere Wee ze goen. D'CSV huet sech deem ugeschloss. D'Majoritéit huet sech an der Kommissioun dem Avis vum Statsrot and ugeschloss, fir op e bëssen en anere Wee ze goen, näamlech dee vun der Rebellioun.

Mä ech kann dat, wat den Här Roth gesot huet, nëmmen ënnersträichen. D'Rebellioun ass eppes, wat duerch genuch Jurisprudenzen hei zu Lëtzebuerg definéiert ass. Dat huet eng kloer a präzis Bedeutung. Et ass net alles, wat ee sech ka virstellen u Stéierendem, och dofir automatesch eng Rebellioun am Sënn vum Code pénal. Dat huet säi präzis Sënn. An dofir fannen ech och, dass déi Ureegung, fir och ze dokumentéieren a weiderzeginn, wat genee d'Etendue ass vun der Infraction vum der Rebellioun, dass dat eng gutt Iddi ass.

Ech bleiwen och nach ëmmer e bëssen am Zweifel, ob dee Wee, op dee mer elo ginn, wierklech nëmme Virdeeler huet. En huet mat Sécherheet eng Rei Virdeeler. Déi hu mer an der Kommissioun diskutéiert. Déi aner Approche, déi doranner bestanen hätt, am Artikel 410-2 vum Code pénal en Alinea bäizeflecken, hätt och eng Rei Avantagë gehat.

Et hätt och eng Rei manner Exigence gehat, contrairement zu deem, wat mer haut maache mat der Rebellioun, an hätt eigentlech d'Non-assistance à personne en danger och ausgeweit op déi, déi anerer dovunner ofhalen, de Leit, déi Assistenz brauchen, och déi Assistenz zoukommen ze loosse, mat vläicht manner contraignant Exigence wéi déi vun der Rebellioun, déi duerch d'Jurisprudenz präzis beschriwwen ass. Et ass also net esou, dass dat eent eng schlecht Iddi gewiesch wier an dat hei elo eng, déi nëmme gutt wier. Béides hätt seng Avantagë gehat, och déi aner Op-tioun.

Mä ech mengen, d'Haaptsaach ass, dass mer haut kloer dokumentéieren als Regierung, an d'Chamber och duerch hire Vott, dass mer do net wëllen duerch d'Fangere kucken, dass mer déi Saachen do escht huelen an nach méi escht huelen a wierklech déi mussen schützen, déi Hëllef leeschten, an och déi, déi Hëllef brauchen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Justizminister. An dann d'Madamm Innenminister.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat huet den Avantage, dass mer d'Quot verbessert hunn.

(Hilarité)

► **Une voix.**- En huet et selwer net gemierkt.

(Interruption)

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.**- Hien ass der Zäit scho virus. Gutt!

► **Une voix.**- Se gläiche sech ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Innenminister, loosst lech elo net duercherneerbréngen.

(Hilarité)

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.**- Jo, wéi soll ... Gutt! Als Eischt wëll ech nach der Rapportrice Merci soen an och allequerten de Riedner an da selbstverständlech dem Justizminister fir déi gutt Zesummenaarbecht bei der Ausschaffung vun deemem Projet de loi.

Här President, Gewalt an eiser Gesellschaft, egal ob verbal, physisch, an de soziale Medien oder ganz real am Bistro, Gewalt ass ni eng Lösung. Besonnesch Aggressioun geint Persounen, déi am Déngscht vun der Allgemengheet stinn, ob se elo eng Uniform un hunn oder net, esou e Verhalen dierfe mer ni toleréieren. Dogéint, ob elo beruflech oder duerch säi fräiwëllegt Engagement, wien ebe senge Matmënsche wëllt hëllef, dat par contre, dat bréngt eis Gesellschaft weider a mécht se ëmmer nees e Stéck méi gerecht a méi solidarisch.

Eis Rettungsdéngschter hu vill Leit, Meedercher, Jongen, Fraen a Männer, déi sech all Dag fir hir Matmënschen engagieren an dat eben aus Iwwerzeugung an och mat ganz vill Engagement an och mat Härz maachen.

Ech hat d'Chance, säit mengem Mandat als Ministesch an deene leschte Méint ebe ganz vill Pompjeeë kennzeléieren, perséinlech kennzeléieren, a war ëmmer erëm beandrockt vun deem perséinlechen Engagement, dat se hei bréngen. An dofir mécht et mech ëmsou méi rosen, an ech mengen, do schwätzen ech fir eis allequerten heibannen, wann da grad déi Leit, déi sech jo engagieren, déi am Asaz sinn, fir anere Leit an Nout ze hëllef, wann da grad des Leit aggresséiert ginn oder, eben nach schlëmmer, herno selwer Affer vu Gewalt ginn a bei hirer Aarbecht behënneren ginn, déi se eigentlech sollte maachen.

Ech hat rezent nach eng Kéier beim CGDIS nogefrot, well och virdrunner scho Chiffere genannt gi sinn. Ech hat de Moien nach eng Kéier nogefrot, an et ass effektiv esou, dass d'lescht Joer offiziell 63 Fäll gemellt gi sinn. Fir d'est Joer sinn et der 9. D'Prozedur, an dat huet d'Rapportrice och virdrunner scho gesot, ass nach relativ nei an dofir kann een effektiv nach vun enger méi héijer Donkelziffer ausgoen.

Wann et awer zu esou engem Fall kënn, an dat wëll ech och nach eng Kéier ganz kloer betounen, da bitt de CGDIS selbstverständlech eng medezinesch, eng psychologisch an och juristesche Hëllef fir d'Affer un. Iwwregens goufen et d'lescht Joer véier Plainten, wouvunner der zwou da viru Geriicht plädéiert gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik muss op esou Mëschten opmierksam maachen, muss reagieren! An dat huet d'Politik och gemaach! D'Politik huet reagiert, engersäits duerch déi Sensibiliséierungscampagne fir d'Bevölkerung, och déi ass virdrunner scho genannt ginn, den #Respekt112, an anerersäits eben och duerch de Projet de loi, also d'Ofännerung vum Code pénal, déi Der haut da wäert stëmmen, fir dass eben an Zukunft d'Aggressioun geint Persounen aus de Service-de-secours dann och méi haart bestrooft kënnen ginn.

An deem Kontext wëll ech awer och nach drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mer och an der Präventioun nach weider Efforte maachen an eis nach weider investéieren: ebe Präventioun an och de richtegen Émgang, mat Gewaltsituatiounen émgoen. An dofir leeën ech och ganz vill Wäert op d'Courses am Beräich vun der Deseskalatioun, spezifesch fir d'Membere vun der Rettungsdéngschter, an awer och, wéi scho virdu gesot ginn ass, op d'Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit allequerten dobaussen doriwirer opzklären.

An ech kann och berouegen, dass d'Campagne, eben den #Respekt112, wäert weider lancéiert ginn. Mir notzen natierlech haut de Vott, fir eben eis Campaigne nach weider kënnen ze féieren a fir domadder d'Leit nach kënnen weider drop opmierksam ze maachen.

D'est gesot, wëll ech just nach eng Kéier drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mer déi Gesetzesännerung hei maachen. Mir brauche méi streng Strofen, ebe grad fir déi éiweg Onverbesserlech. A virun allem brauche mer des Strofen, fir eis Leit am Asaz ze schützen.

Et soll heeschen: Null Toleranz géigeniwwer esou engem Verhalen, géigeniwwer Aggressiounen vun de Pompjeeën. Ech mengen, dat gëtt haut mam Vott nach wesentlech méi daitlech wéi et schon ass. An dofir wëll ech der Chamber mäi Merci ausschwätzen, dass Der dat maacht. An ech profitéieren dann och nach vun der Geleeënheet, fir all deene Leit Merci ze soen, déi sech all Dag fir eis engagieren an do sinn, fir dann an Nout ze hëllef, wann et drop ukënn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Innenminister. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7340. Den Text steet am Document parlementaire 7340⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7340 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänt un. Fir d'Eischt déi perséinlech stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7351 - Projet de loi relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7351 iwwert den Zougang zu Internetsitten a mobilen Appen aus den öffentleche Secteuren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Wann een den Titel vum Projet de loi liest, da geet rieds vun Internet/App. Et kann een also dovunner ausgoen, dass et en techesche Projet ass. Dat ass et sécherlech och, mä dese Projet ass awer och nach vill méi:

Et ass an éischer Linn a virun allem e Projet am Sënn vun der Inklusioun vun all de Bierger an eis nei, modern Gesellschaft. Mir liewen näamlech an enger Gesellschaft, déi een ëmmer méi kann als digital Informatiounsgesellschaft bezeichnen. Emmer méi ginn d'Informatiounen, d'Norichten, d'Matdeelungen, déi all d'Bierger concernéieren, nach just iwwert den Internet zougänglech, dee lues a lues de Pabeier verdrängt respektiv komplett ofléist.

An ech mengen, eis Suerg muss et sinn, dass duerch déi digital Technologien net eng Rei vu Matbierger ausgeschloss ginn oder an hirem Recht, an hire Méiglechkeeten op Informatiounen ageschränkt ginn.

Wat mer also hei maachen, ass ee Projet de loi, wou mer och eng Direktiv emsetzen an natio-

naalt Recht mam Zil, fir d'Accessibilitéit vun den Internetsitten an Appe vun öffentlechen - öffentlechen! - Organisme fir all Bierger, och fir Bierger mat Handicap, sief dat e kierperlechen oder e kognitiven Handicap, ze garantéieren. Also d'Recht op Informatioun, e fundamentaalt Recht an eiser Gesellschaft, gëtt eigentlech hei un déi nei, digital Informatiounsgesellschaft ugepasst.

Ech mengen, wou fënnt een essenziell wichteg öffentlech Informatiounen, Matdeelungen, Noriichten, Avisen? Dat ass eben hautdesdaags ëmmer ... Ben, dat ass also bei de Ministère, den Internetsitte vun de Ministère, den Internetsitte vu Verwaltungen, den Internetsitte vun de Gemengen an esou weider.

Dat ass jo och eppes, wat mer féerden, wat mer jo alleguerten och wëllen. Et steet och am Koalitiounsaccord, dass mer weider kucken, fir wierklech allequerten déi öffentlech Verwaltungen kënnen digital opstellen. Op där anerer Säit muss mer dann awer och derfir suergen, dass den Accès, d'Verstoe vun deenen Informatiounen vun den öffentleche Verwaltungen fir jiddwereen zougänglech muss gemaach ginn.

Ech mengen, nodeems d'Regierung d'lescht Joer schon déi däitsch Gebärdesprooch offiziell unerkannt huet, hu mer eis och am neien ..., oder huet d'Regierung sech an hirem neie Koalitiounsaccord ganz daitlech fir d'Inklusioun an d'Gläichberechtigung vun alle Bierger ausgeschwat. A mat deem Gesetz - et ass effektiv och eng Direktiv, déi mer voll droen - gëtt e weidere wichtige Schrëtt gemaach am Beräich eben hei dann net nëmmen einfach vun der Inklusioun, mä och vun der digitaler Inklusioun.

Ech ginn net op de ganze Projet an, vläicht just e puer Detailler, fir ze präzisieren:

Et ass esou, dass all öffentlech Organismen, dat heescht souwuel Verwaltungen vum Stat, de Gemengen, awer och Organismes de droit public, dann elo hir Internetsäiten an och mobil Appen/Applikatiounen esou gestalten mussen, dass se konform si mat enger Rei vu präzis Normen, déi net mir hei zu Lëtzebuerg eleng hunn oder hei erfionnt hunn, mä dat sinn Normen, déi vun der EU virgi ginn, ausgeschafft gi sinn.

Konkret heescht dat, dass all Inhalt op engem Site esou duergestallt soll ginn, dass Leit mat engem Handicap, engem kierperlechen oder engem kognitiven Handicap, kënnen op eng, ech soen emol, alternativ Aart a Weis Zougang zu der digitaler Informatioun kréien.

E Beispill: Generell hu mer jo - dat ass d'Quintessenz vum Digitalen, kéint ee scho bal soen - Informatiounen op eng visuell Manéier duergestallt. Dat ass entweder d'Schrëft oder d'Bild. Mir hunn och eng Rei Leit an der Gesellschaft, déi net gutt gesinn, déi vläicht guer net gesinn. An et muss een also kucken, dass also och déi Informatiounen, och wa se elo digital sinn, trotzdem esou verschafft ginn, dass se awer och fir déi Leit accessibel sinn.

Wéi kann dat dann hei geschéien? Dat ass, dass een zum Beispill eng Audioversioun huet, wann een do en Text huet. Et si Leit, déi dat also net kënnen liesen, well se net gesinn, dass se dann awer eng Audioversioun hunn, dass si se dann awer kënnen lauschten. Oder et sinn och Leit, déi ganz schlecht gesinn, och mat Brëll, dass een also och eng Versioun mécht, wou een dann d'Schrëft ka méi grouss maachen, fir dass d'Leit dat kënnen kucken.

An anerersäits ginn et och Situatiounen, wou Leit net gutt héieren oder guer net héieren. Et huet een awer och dann um Internet zum Beispill Videoen, wou Saachen erkläert ginn, dass een also dann och muss kucken zum Beispill bei esou Videoen, wann dat de Fall ass bei öffentleche Verwaltungen, dass een do dann Ennertitele virgesäit, fir dass déi Leit dat awer da kënnen liesen.

Wat och nei ass, dat ass de Gebrauch vun der sougenannter „leichte Sprache“ op Däitsch oder „licht Sprooch“ op Lëtzebuergesch. Konkret heescht dat, dass jo ganz oft administrativ Texter relativ komplex geschriwwen sinn, an déi mussen och heiansdo esou geschriwwen sinn, well et dann, ech soen emol, e Paraphrasage ass vun engem Gesetz an esou weider. An heiansdo huet och souguer den Normalbierger da Schwierigkeiten, se ze verstoen, well en net an deem Langage dran ass. An et ass also och esou, dass dann eben och Versiounen mussen proposéiert, presentéiert ginn, fir dass dat also och fir jiddweree liicht ze verstoen ass, fir dass dat och fir Leit, déi vläicht net déi eng oder aner Sprooch perfekt beherrschen, ze verstoen ass.

Ech mengen, et gëtt jo och schon déi eng oder aner Parteien, déi zum Beispill hir Wahlprogramm oder hir Internetsitte schon esou mat „leichter Sprache“ och presentéieren.



Bon, zu deenen allgemengen Obligatiounen ginn et och verschidden Ausnamen. Ausname bestätege bekannterweis d'Regel. Zum Beispill d'Schoulen, déi brauchen nëmmen Informatiounen, déi fir den administrative Fonctionnement wichteg sinn, un déi Normen ze adaptéieren. Wann zum Beispill eng Schoul elo Texter huet vun de Schüler oder soss Produktiounen, mussen déi natierlech net allegueren dann och do ugepasst ginn. Mä déi administrativ wichteg Informatiounen, déi mussen awer eben dann adaptéiert ginn.

Och Live-Iwwerdroungen - en anert Beispill -, déi mussen net onbedéngt konform zu där Direktiv sinn. Stellt lech vir, dat ass d'Schwierigkeit - fir Leit, déi eben Ennertiteel bräichen -, dat ass schwierig bei enger Live-Iwwerdroung, fir ganz schnell dann all déi Ennertiteel do mussen dohinnerzemaachen en temps réel.

Et ass och esou, et ginn heiansdo - et fällt mer elo net direkt e Beispill an - awer emol Handicappen, wat ganz spezifesch Behënnerunge sinn, wou et wierklech méi schwierig ass, fir awer do kënnen eng Soluatioun ze fannen un Internet, wou eigentlech den Opward demesuréiert an disproportional wier. Dat heescht, do kann een dann och Ausname froen. Dat muss een dann awer och no ganz kloer Kritären umellen.

Ech mengen, dat ass och méi generell, also d'Verwaltunge mussen eng Deklaratioun verëffentlechen, wou se soen, awéieren se dann do konform sinn zu där Direktiv an och zum Gesetz, a wa se eventuell eppes net gemaach hunn, firwat dat esou e Fall ass. Do kucke se dann awer, iergendwéi aner Alternativen trotzdem unzibidden, zum Beispill, dat en awer nach kann drop hiweisen, dat en eng speziell, ech soen elo emol, Telefonsnummer kann urufen, fir datt Leit, déi net gesinn, dann awer iwwer Telefon déi Informatiounen nach kéinte kréien.

Bon, ech ginn elo net weider op all méiglech Cas de figure an, op all Detail an. Vläch awer nach eppes aneres Wichtiges hei an deem Projet de loi: Et gëtt eng Kontrollinstanz designéiert. Dat ass de SIP, de Service information et presse. Dee gëtt chargéiert, fir d'Konformitéit vun den ëffentleche Sitten ze iwwerpréieren an ze kontrolléieren, och eventuell ze kucken, wann esou Ausname gemaach ginn, ob dat da berechtigt ass. An natierlech ass et wichteg, an dat ass dann eng nei Missioun vum SIP, fir eben ze sensibiliséieren, d'Verwaltungen ze beroden, ze ënnerstëtzen, fir hir Sitten esou wäit wéi méiglech fir jiddwereen zougänglech ze maachen, och fir Leit mat deem engen oder aneren Handicap.

Vu datt een natierlech och den eenzelne Verwaltungen awer muss Zäit ginn, fir sech ëmzestellen op déi nei Dispositiounen, si verschidden Delaie virgesinn. Dat ass esou, datt d'Sitten, déi virum 23. September 2018 schon online waren, bis den 23. September 2020 Zäit hunn, fir konform ze sinn. An da Sitten, déi nom 23. September 2018 online gaange sinn, déi hu bis den 23. September 2019, also dëst Joer, Zäit, fir sech un déi Ufuerderungen ze adaptéieren. A bei den Appen ass den Delai den 23. Juni 2021.

Voilà, dat sinn e puer wichteg Elementer. Soss zum Projet de loi, do hate mer den Avis vum Statsrot, deen e puer Oppositionen formelles hat, wou mer awer keng gréisser Schwierigkeiten hatten, fir deem entgéintzekommen. An op alle Fall sinn ech frou, datt ech elo deen Text hei konnt presentéieren.

An ech géif an engems d'Geleeënheet notzen, fir den Accord vun der DP-Fraktioun zu deem gudden Text ze ginn, dee wierklech e wichtige Schrëtt ass am Sënn vun der Inklusioun an eis digital Informatiounsgesellschaft.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Berger. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Aehm agedroen. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Fir d'Éischt wéilt ech dem Rapporteur, dem Här Eugène Berger, villmools Merci soe fir säi Rapport. Et ass, wéi hie richteg gesot huet, e Rapport, deen e bësse méi technesch ass, mä et ass awer e Projet de loi, deen eis ganz wichteg ass.

Et ass e Projet de loi, deen eng europäesch Direktiv ëmsetzt. Et muss ee wëssen, dass bis elo op europäischem Niveau eng ganz Partie Initiative grad an deem heite Beräich vun den elektronische Medien geholl gi sinn, fir déi méi accessibel ze maache fir de breede Publikum dobaussen. A mat där Direktiv vun 2016, déi mer haut hei ëmsetzen, gëtt eigentlech dat Ganz op europäischem Niveau harmoniséiert,

an zwar esou, dass jiddwereen, all Bierger hei am Land, elo en Accès huet op ëffentlech Informatiounen, déi op Internetsitten an op sougenannten Appe virhande sinn.

Ech wéilt an deem Zesammenhang eng Kéier ganz kuerz just op den Avis vun der Chambre des Salariés agoen, well dat war elo net esou richteg am Rapport erauskomm gewiescht, an ech géif dat gär eng Kéier ënnerstëtzen, wat d'Chambre des Salariés seet. Si weist nämlech op déi Leit hin, déi net onbedéngt en Accès op elektronisch Medien hunn. Et stëmmt, dass mer ganz vill maachen, fir d'elektronesch Medien hei weiderzedreiwen, mä et ginn awer ëmmer nach eng Partie Leit hei am Land, déi keen Accès op déi Medien hunn, sief et aus finanzielle Grënn oder sief et eben och ganz einfach aus Grënn wéi eben dem Alter, wou Leit iwwerholl gi vun den elektronische Medien, déi mer haut hunn, an et net méi ronnkréien, fir an eiser rapider Entwécklung matzuegoen.

A grad fir déi Leit ass et wichteg, dass se déi Informatiounen awer och nach op anere Plaze fannen. An deem Zesammenhang géif ech och nach gären eng Kéier drop hiweisen, dass d'Chambre des Salariés ënnerstrach huet, dass een d'Coordonnéie vun de Responsabelen an de Verwaltungen, an de Ministären an esou weider, och nach iergendwou eng Kéier soll public maachen, fir dass d'Leit awer nach wëssen, mat wem se schwätze kënnen.

Ech weess, dass dat an de leschte Jore ganz vill gemaach ginn ass. Et si wierklech immens vill Efforte gemaach ginn, fir déi Coordonnéie vun de Leit weiderzeginn. Mä et soll een dat net vergiessen.

Ofschléissend wéilt ech just soen, dass mir als CSV d'Strategie „Digital Lëtzebuerg“ ënnerstëtzen an dass mir duerfir selbstverständlech deen heite Projet de loi matstëmme wäerten.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Aehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. Genee wéi all aner national Parlaementer si mir hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi regelméisseg saiséiert mat Projet-de-loien, déi am Gesamtberäich Digitaliséierung ze situéieren sinn. Do geet et meeschtens ëm d'Ausdehnung vun der Offer, souwuel fir d'Privatpersounen wéi och fir d'Entreprises, an dorëm, eis och als Land optimal opzestellen. Émsou méi wichteg fannen ech et, dass et haut bei deem Projet de loi ëm d'Fro geet, ob och jiddwereen déi nämlech Méiglechkeeten an déi nämlech Chancen huet, fir en Zougang zu där Offer ze kréien.

Mir wësse ganz kloer, an dat ass och hei zu Lëtzebuerg net anescht, dass dat net de Fall ass, dass also Mënschen opgrond vun hire physischen oder sensorielle oder kognitive Prädispositiounen net ëmmer déi nämlech Méiglechkeeten oder Chancen oder Startbedéngungen hunn, fir en Accès zu den Informatiounen oder technesch Méiglechkeeten ze kréien. Dofir ass et ganz wichteg, dass mer an deem Projet de loi déi Dispositiounen, déi virleien, och als Lëtzebuurger ëmsetzen an domadder och ausdrécken, dass mir keen op der Streck wëlle loossen an dass Digitaliséierung fir eis och heescht, dass jiddwereen déi nämlech Chance soll hunn, fir dovunner ze profitéieren.

An dofir kann ech gudde Gewëssens den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi mat op de Wee ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wär et um honorabel Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och vu mir aus e grouse Merci un den Eugène Berger fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. déi gréng begrëissen all Initiativ, déi a Richtung Inklusioun vu behënnerter Persounen an eiser Gesellschaft geet. Dat heescht, dass eis Gesellschaft op ass fir Diversitéit, wou net deen Einzelne sech muss upassen, fir kënnen deelzehuelen, mä wou jidderee mat senger Fäegkeete wäertvoll ass a wou d'Gesellschaft als solch sollt eng onkompliziert an ondiskriminatesch Participatioun vun all Einzelne méiglech maachen.

Eist Zil ass deemno eng tolerant Gesellschaft nom Prinzipium „design for all“, eng Gesellschaft, wou jiddereen ouni individuell Upassung oder besonnesch Assistenz ka barrièrefräi liewen. Duerfir begrëissen ech et och aus-

drécklech, dass d'Familjen- an Integrationsministeresche Corinne Cahen de 26. Mäerz anoncéiert huet, dass deen neien nationalen Aktionsplang fir d'Ëmsetzung vun der Behënnerterrechtskonventioun vun der UNO fir 2019-2024, dee participativ ausgeschafft gëtt, weider konkret Mesurë wäert enthalen, fir d'Situatioun vun de behënnerter Matbierger ze verbesseren, an dass an alle Beräicher hir Participatioun soll promovéiert ginn. All Ministère soll a sengem Kompetenzberäich konkret Mesuren ergreifen.

Am Artikel 9 vun der UN-Behënnerterrechtskonventioun geet et ëm d'gläichberechtigt Accessibilitéit vun de behënnerter Persounen: engersäits ëm d'Accessibilitéit vu Gebaier, Stroossen, Transportmëttelen an esou weider - dese Beräich gëtt am Projet de loi 7346 behandelt, deen nach um Instanzewege ass - an anersäits ëm d'Accessibilitéit vun Informatiouns-, Kommunikatiouns- an aneren Déngschter, wou och déi elektronesch drënnerfale, déi am Projet de loi 7351 traitéiert ginn, dee mer haut zum Vott virleien hunn.

Här President, e Liewen ouni Internet kënnen mer eis haut guet net méi virstellen. D'Tendenz ass, dass ëmmer méi ëffentlech Servicer online ugebuede ginn. Et ass awer esou, dass net jiddereen deeselwechten Zougang zum Internet huet. Engersäits gëtt et Leit, déi keen Zougang hunn zu informativem Material, well se sech et net leeschte kënnen oder den Émgang domadder net beherrschen, wéi zum Beispill vill eeler Leit. Dëst ass net den Thema vun haut, mä et ass awer wichteg, esou vill wéi méiglech Leit ze hëllefen, Zougang zum Internet ze kréien, a gläichzäitig awer och offline respektiv Net-Internet-Alternativen oprechtzëerhalen, déi ouni Diskriminatioun kënnen genotzt ginn.

Firwat betounen ech dat, dass Online- an Offlineservicer ouni Diskriminatioun mussen kënnen genotzt ginn? Majo, well et eben eng Retsch Plaze gëtt, wou dat net de Fall ass, esou zum Beispill bei Bankfrais, wann een amplatz per Online Banking seng Operatiounen nëmme kann oder wëllt am Guichet maachen. Dat ass fir mech e wichtige Punkt.

Haut geet et beim virleien Gesetzeesprojet awer speziell ëm d'Verbesserung vun Informatiounszougang op Internetsäite vun ëffentlechen Organisme fir Leit, déi duerch eng Behënnerung ënner Émstänn keen oder zumindest kee vollwäertegen Accès zu diesen ëffentlech-rechtliche Biergerinformatiounssäiten hunn.

Duerfir ass et e wichtige Schrëtt fir eis Biergerinnen a Bierger, dass mat deem Gesetz de barrièrefräien Zougang am Internet am ëffentleche Beräich verbessert gëtt an esou Leit mat enger Behënnerung e besseren Zougang zu ëffentlechen Déngschter an Internetsäiten erméiglecht kréien.

Ënner dëst Gesetz falen déi ëffentlech Websäiten an och hir Appen. Ëmmer méi Servicer an Informatiounen si per Smartphone oder Tablet iwwer Appen accessibel a ginn och vu behënnerter Persounen ëmmer méi genotzt. Et ass also immens wichteg, dass mer hei elo och verbindlech Regele fir barrièrefräi Appen erloosen.

Et fällt allerdéngs op, dass eng sëllegen Derogatioun geschafft gi sinn. D'Angscht war, dass et duerch ze héich Ufuerderungen zu enger Reduzéierung vun den ëffentlechen Online-Inhalten an -déngschter kéint kommen, wat en negativen Impakt fir all d'Biergerinnen a Bierger gehat hätt an net zu méi Barrièrefräiheet gefouert hätt.

Nieft de klassischen Internetsäiten huet an de leschte Jore virum allem de Contenu op de sougenannte soziale Medien rasant zougéhol. Déi sinn awer bis haut wesentlech manner accessibel fir behënnerter Leit wéi klassesch Websäiten. Duerfir ass et mir wichteg ze betounen, dass an Zukunft déi betreffen ëffentlech Institutiounen an Organisme hire Contenu op de soziale Medien och all méiglech barrièrefräi gestalten an diffuséieren. Am Sënn vun der Direktiv 2016/2102, déi mer haut ëmsetzen, géif dat dann heeschen, dass zum Beispill d'Videos all sollten - am Idealfall méisproocheg - ënnertitelt ginn.

Ech sinn der Meenung, dass dëst Gesetz e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, fir den Online-Informatiounszougang zu de Websäiten an Applikatiounen fir behënnerter Persounen ze verbesseren, a ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabel Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mengem Kolleeg Hansen vun deene Grënnen nëmme recht ginn. An och mir si fir Inklusioun an ondiskriminatesch Parti-

patioun. Dat hei ass e gudden Text. Eis Kolleegin Mutsch huet gesot: „Kee soll op der Streck bliewen.“ An dat ass ganz richteg.

Mir stëmmen deen Text, well mer fannen, datt all Handicap soll Rechnung gedroe ginn.

Ech gi just ze bedenken, datt Inklusioun och mat Sprooch ze dinn huet: Et ass e veritabele Skandal, wann haut gewëssen ëffentlech-rechtlech Websäiten, notamment déi vun der Stad Lëtzebuerg, just op Franséisch sinn, wat vill Lëtzebuurger net gutt beherrschen, déi Anglofon ganz sécher net.

Mir bretzen eis ëmmer domat, datt mer esou e multikulturelle Stat sinn, datt 50 % vun eisen Awunner keng Lëtzebuurger sinn. Mä kommt, mir kommen och eisen engleschsproochige Kolleegen entgéint!

Bei allem Respekt fir all Mënsch, deen en Handicap huet an deem soll gehollef ginn - an duerfir stëmme mer dëst Gesetz -, sollte mer och deene Leit hëllefen, déi ganz einfach déi franséisch Sprooch net beherrschen. Dat schéngt mer eng absolutt Evidenz.

An duerfir fanne mir als ADR, datt sämtlech ëffentlech Websäite sollten an alleréischter Linn och op Lëtzebuergesch sinn an an zweeter Linn sech och un all déi Awunner vun eisem Land richten, déi net frankofon sinn, sief et däitsch-, sief et engleschsproocheg oder anerer.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabel Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Piraten soe scho säit Laangem, dass de fräien Accès zum Internet e Grondrecht duerstelle soll. Fir dem Recht op Informatioun a Kommunikatioun am Beräich vum Internet gerecht ze ginn, geet et einfach net duer, just e puer ëffentlech Computeren opzestellen, déi en Internetzougang hunn. Neen, mir gi méi wäit. Mir fuerderen, dass de Wi-Fi am ganze Land gratis gëtt, well an deem Fall huet een och emol den Accès op dat, wat mer haut entscheeden.

An neen, wann ee vun engem fräien Internet fir jidderee schwätzt, da muss een och derfir suergen, dass den theoretesch zwar disponibelen Internetzougang och praktesch accessibel ass. Do fänt et vun der Leitung bis zum Tarif un, fir iwwerhaupt emol kënnen deen Internet mat ze benotzen.

Deen hei thematiséierte Projet de loi ass heibäi deen éischte kleng Schrëtt an déi richteg Richtung. Vill ëffentlech Internetsäite sinn aktuell schlecht programmiert oder mobil net richteg ofzeruffen. D'Chance, am Beräich vun der Inklusioun wierklech eppes ze woen, ass vun der Regierung net ergraff ginn, well den Uwendungsberäich vum Gesetz aus finanzielle Grënn méiglechst klenggehal ginn ass. Am Fall vun disproportionalen Ausgabe mussen déi am Gesetz festgehalene Regelen nämlech net applizéiert ginn. An den Ae vun de Piraten ass dat en Hohn vis-à-vis vun all Persoun mat enger Beanträchtegung. Wéi kann iergendeng finanziell Ausgab disproportional zum perséinleche Gewënn sinn, deen eng Persoun erlieft, déi sech och eemol selbstständig informéieren wëllt?

Mir bedauern och, dass d'Crëchen oder vergläichbar Strukturen, déi eng zentral Bedeitung am Liewe vun allen Elteren a Kanner hunn, ob mat oder ouni Beanträchtegung, gréisstendeels vum Projet ausgeschloss goufen.

Mir begrëissen, dass d'Regierung op de Wee geet vun den digitalen Appen, wëllen awer och dorop opmierksam maachen, dass een aktuell - fir keng Nimm ze nennen - bei deenen zwee Groussen immens vill Date muss hannerleeën, an deementspriedend och Bezuelméiglechkeeten. Do fuerdere mer d'Regierung op, fir d'Appen esou ze gestalten, dass ee se och kritt, ouni iwwer déi Storen ze goen a soumat net deene grouse Giganten ausgeliwert ass.

Trotz deem Gesote wäerten d'Piraten dese Projet matstëmme, an der Hoffnung, dass nach e méi ëmfaassend Gesetzeesprojet folge wäert.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. Leschte Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll just eng Präzisioun ginn. Den Här Reding huet eppes gesot, dat kann ech net an der Loft hei stoe loossen. Iergendwéi huet en net gutt opgepasst am Gemengrot vun der Gemeng Lëtzebuerg. En ass och

souwisou net regelméisseg do a meeschtens ni bis zum Schluss.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Aha!

(**Interruption**)

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Mir hunn an dem Kader vun de Budgetsdebatte ganz kloer gesot - an Dir wësst, d'Gemeng ass ganz grouss -, dass momentan d'Texter alleguerten op Franséisch sinn, a mir sinn amgaangen, e ganze Programm auszeschaffen, ...

(**Interruption par M. Roy Reding**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Lauschtert!

► **Mme Simone Beissel (DP).** - ... fir dat do alles an déi dräi aner gängeg Sproochen, déi zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, ze iwwersetzen. An ech kann dat net soen: (veuillez lire : An ech kann dat net guttheeschen, wann) Dir schwätzt vun engem Skandal vun der Gemeng Lëtzebuerg! Lauschtert léiwer besser no!

Merci, Här Reding.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Beissel. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.** - Här President, pardon, wann ech hei vläicht eppes soen, wat deem engen oder deem aneren net gefält, mä mir schwätzen elo hei net vu Leit, déi déi eng oder déi aner Sprooch net verstinn. Mir schwätze vu Leit, déi am Moment iwwerhaupt keen Accès hunn. Mir schwätze vu Leit, déi am Moment duerch eng Barrière iwwerhaupt net zu deenen Informatiounen kommen.

An ech muss lech soen, dass ech et traureg fannen, dass mer elo doriwwer eng Debatt maachen, op wéi enger Sprooch et ass, wa mer iwwer Leit schwätzen, déi iwwerhaupt keen Accès zu verschiddenen Informatiounen hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

(**Interruption**)

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation.** - Ech wëll och der Madamm Adehm Merci soen. Ech wëll selbstverständlech dem Rapporteur, dem Här Berger, prioritairement Merci soen, mä och der Madamm Adehm Merci soen, ...

(**Exclamations**)

... dass déi gréissten Oppositionspartei hei déi Initiativ „Digital Lëtzebuerg“, wou och deem heite Punkt drasteet, ënnerstëtzt. Et ass am Interêt vun ons alleguerten, dass mer am digitale Beräich weider vir un der Spëtzt si vun deenen europäesche Länner, déi probéieren, ob dat d'Infrastruktur sinn, mä och d'Accessibilitéit, kënne Virreider ze sinn.

Déi viiregt Regierung huet Aarbecht gelescht, déi et erlaabt, dass haut vum Point de vue Infrastrukture villes do ass. Mä mir mussen garantéieren, dass d'Leit och en Accès dozou kréien. An dofir ass déi Transposition vun dëser Direktiv wichteg.

An dofir wëll ech och der gréisster Oppositionspartei Merci soe fir déi konstruktiv Punkten, déi se och hei ervirgehuewen huet.

Ech soen och deenen anere Riedner Merci, dass se d'Wuert ergraff hunn an och dësse Projet wäerten ënnerstëtzen, well am Fong ass en egalitären Accès, Här President, zu effentelechen Dëngschter wichteg fir eng gläichberechtigt Gesellschaft. An déi wënschen ech mer hei zu Lëtzebuerg all Dag méi no uneneenzebréngen, fir dass déi Inegalitéiten, déi et hautdesdaags gëtt, well verschidde Leit eben net, iwwerhaupt net zu engem Accès kommen, gläich zur Geschicht gehéieren an dass mer en Accès kréien, elo bei den effentelechen Dëngschter, wou mer eng Interpretation large gemaach hunn.

Dir wësst, dass d'Gemengen, d'Crëchen et cetera - eng Rétsch vun anere Punkten - och deenen doten Effort mussen maachen, well - den Här Hansen vun deene Gréngen huet et och zitiiert - mer déi UNO-Konventionen elo zu Lëtzebuerg wäerten och transposéieren an eben déi Efforten och maachen. Et ass héich Zäit! Wann een an engem Land verschidde Leit ausschléisst vu verschiddenen Accessibilitéiten, vu verschiddenen Informatiounen, hunn ech e Problem, Premier ze sinn. An dowéinst sinn ech frou, dass do déi lescht Zäit och vill Efforten an dësem Beräich gemaach gi sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Diskussion ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7351. Den Text steet am Document parlementaire 7351⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7351 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7351 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. François Benoy), MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

9. Question élargie n° 10 de M. Marco Schank relative à la construction et à l'exploitation d'une centrale d'énergie dans la zone industrielle Eselborn/Lentzweiler

Als leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour hu mer haut eng erweidert Fro Nummer 10 vum Här Marco Schank iwwert de Bau an d'Exploitation vun enger Energiezentral an der Industriezon zu Eselbuer bei Lentzweiler. Ech widerhuelen, dass den Auteur vun der Fro fénnef Minutten Zäit huet, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, ursprénglech wollt mäi Fraktiounskolleeg Emile Eicher dës Question élargie haut de Mëtte stellen. D'Conférence des Présidents huet awer de leschten Donneschdeg decidéiert, dat géng net, well en Interessekonflikt géif bestoen. Mir als Fraktioun sinn der Meenung, dass dat absolut net esou ass, a mir wäerten och in Kürze dorop zrëckkommen.

Zum Fong vu menger Fro: Den interkommunale Syndikat vum Clierfer Kanton SICLER ass am Februar 2017 vun der Firma Tarkett kontaktéiert ginn, fir eng sougenannt Trigenérationsanlag zu Lentzweiler an der Zone d'activité opzerrichten, deemno eng Fabrik, déi aus Biomass Stroum, Hëtzt a Keelt mécht.

Tarkett selwer produzéiert Buedembeleg, a si wëllen an deenen nächste Joren hiert Wierk staark moderniséieren a sichen och no alternativen Energiequellen, wat jo am Prinzip och ze begrësse wier.

Dës Trigenérationsanlag soll mat manderwäertegem an onbehandeltem Holz aus der Region fonctionnéieren an de Bedarf vun Tarkett ofdecken. Dës Anlag soll op hirem Site vun der Firma Engie gebaut an exploitéiert ginn. De SICLER huet am Fong och direkt drop higewisen, dass do keng Plaz fir Lagercapacitéite géif iwwreg bléifen an dass en och net wëlles hätt, weider Camionen ze toleréieren, déi stonne-laang, souguer ganz Weekender, d'Stroosse blockéieren.

Am Februar d'lescht Joer krut de SICLER dunn eng offiziell Demande d'implantation, fir eng Cogeneration um Site vun Tarkett ze bauen. Doropshin huet de SICLER, wéi bei allen Investitiounsprojeten, en Avis vum Ministère de l'Économie gefrot, wou bis ewell nach keng Äntwert koum.

Am Hierscht d'lescht Joer huet d'Bedreiwergesellschaft e Kommodo ugefrot, wou et awer nëmmen em eng Trigenération goug. Déi zwou concernéiert Gemengen, Wëntger a Clierf, hunn en Avis négatif geschriwwen, well eng ganz Rei vun Donnéeën aus dem Kommodo net ze erfëlle wieren.

De 15. Januar dëst Joer huet Engie dem SICLER erkläert, dass si nach eng Pelletsfabrik bräichten, fir eng besser Auslaaschtung an hiren Energieproduktioun ze erreechen, fir esou och d'Konditiounen ze erfëllen, fir an de Genuss vu substanzuellen Aiden ze kommen. Dës Pelletsfabrik mat Lagercapacitéite géif op engem Terrain vun zwee Hektar gebaut ginn, deem awer an der Zone verte läit, also och nach muss emklasséiert ginn.

Wat den Terrain ugeet, ass de Projet deemno elo em dat Véierfacht gewuess. D'Kommodosprozedur beschränkt sech iwwregens just op d'Trigenérationsanlag. Kee Wuert iwwer eng Pelletsfabrik!

Et stelle sech eng Partie Froen: Firwat ass de Kommodo net komplett iwwert déi ganz Investitioun ugefrot ginn? Schwätze mer nach vum selwechte Projet, deem ufanks nëmme fir d'Besoinen vun Tarkett geplangt war? Eng Pelletsproduktioun bedeit jo dann och zousätzlechen Transport, wa fir d'Verbrennung eleng schonns 80.000 Tonnen Holz pro Joer gebraucht géife ginn, wat eng 3.400 Camion-remorquë géif entsprechen. Wivill zousätzlech Holz kënt dann elo nach derbäi fir déi Pelletsproduktioun? Wou soll dat Holz hierkommen? A wat fir Holzqualitéite sinn dat? Schwaachholz, Offallholz aus Recyclingzentren oder aus der Industrie? Wie kontrolléiert dës Holzqualitéit, respektiv wéi dacks a wéi? A misst de Begrëff Biomass an där Kommodosprozedur net méi daitlech definéiert ginn?

Engie huet och zouginn, dass se misst wäit iwwert d'Grenze vun eiselem Land dës Biomass siche fueren. Et geet rieds vun engem Émkrees vun 200 Kilometer. Dozou wollt ech froen: Gëtt et statistesch Donnéeën iwwert d'Produktioun vun nowuessendem Holz pro Joer an dësem Radius? Ass dat iwwerhaupt disponibel? Kann een nach vun nohalteger Forstwirtschaft schwätze respektiv gëtt et Berechnungen zur Energiebilanz, wann esou grouss Quantitéiten Holz Honnerte vu Kilometer transportéiert ginn? A wär et net méi sénnvoll, nëmmen Holz am direkten Émfeld ze notzen?

An dann eng ganz wichteg Fro, wou ech gären eng Äntwert hätt: Huet Engie Zousoen oder Engagementer vusäite vun der Regierung kritt? A wa jo, wéi gesinn déi aus?

Här President, d'Bergerinitiative „Gesond liewen“ mécht sech awer virun allem Suergen iwwert d'Schuedstoffemissiounen wéi Feinstaub, Dioxinen, PAKen, VOCen, also flüchtig organesch Verbindungen, Kuelemonoxid a virun allem awer och iwwert de Kaméidi vun der Turbinn. Stëmmt hir Ausso, dass d' Holzverbrennung 145-mol méi en héije Stébsausstouss huet wéi beispillsweis Gasverfeierung? A wa jo, wat fir Mesurë missten da geholl ginn, fir dat ze reduzéieren?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Här President, Dir Damm an Härén Deputéiert, wat d'Fro vun honorabelen Deputéierten Marco Schank ugeet, déi, wéi hie richteg sot, ursprénglech eigentlech vum Här Emile Eicher gestallt gouf, wëll ech einfach soen, dass ech mengen, dass d'Chamber net d'Plaz ass fir eng Diskussioun tëschent Gemengen oder engem Syndikat an der Regierung an dass se och net kann d'Plaz sinn, fir a lafend Autorisationsprozeduren anzegräifen. An ech fannen et schued, dass mer elo erëm iwwer en eenzelne Betrib hei an der Chamber schwätzen.

(**Interruption**)

Wann et awer elo em d'Fro vum honorabelen Deputéierten Marco Schank geet, esou ass et e Betrib, dee sech an enger regionaler Gewerbezon etabléiert, an der Gewerbezon Eselbuer/Lentzweiler. An et ass dem regionale Syndikat, dem SICLER, deem a sech alleng Propriétaire vun dem Terrain an dëser Zone d'activité ass, fräigestallt ze decidéieren, ob en engem, deem eng Demande stellt, fir e Betrib do ze maachen, eng Erlaabnis gëtt. An et ass och d'Decision vum SICLER, fir ze soen, ob e gewëllt ass, engem Terrainen ze iwwerloossen. Dat just, fir de Kader ze setzen.

Elo kommen ech zu menge Kompetenzen als Émweltministesch. Mir ass à ce stade - an dat wëll ech ganz kloer soen - kee Volet an der Zone verte bekannt, dat ass deem éischte Punkt. Déi gesetzlech Prozeduren am Émweltberäich sinn insgesamt do, fir derfir ze suergen,

dass a sech d'Émweltnormen, a besonnesch an dësem Fall d'Grenzwärter, wat d'Emissionen ugeet, agehale ginn. An zurzäit ass et esou, dass mer an engem Kommodo sinn. Hei muss een och soen: Et ass eng Gewerbezon, wou mer nach kee Gesamtkommodo fir déi gesamt Zon hunn. Dofir ass et nëmme vu Betrib zu Betrib, wou mer kucken.

An deene leschte Joren huet meng Verwaltung, an dat wëll ech awer och soen, zesumme mat dem SICLER, zesumme mat de Gemengeresponsabelen, vill Effort gemaach, fir op deem Site de Suerge vun de Bierger, sief et iwwert d'Geruchsbelaschtung, sief et iwwert d'Emissionen, Rechnung ze droen. An et gouf eben och op dem Niveau vun de Firmen agefuert, dass si sech deenen neisten Technolgieën, den „meilleures techniques disponibles“, ënnerwerfen an och moderniséieren.

Wat elo dës Betrib ugeet, deem am Zentrum vun dëser Fro steet, wëll ech just soen, dass am Géigesaz zu deem, wat an der Fro drasteet, mir eppes virleien hunn, wou et em natierlech Holz geet, net em d'Verbrenne vun Decheten. Bei mir ass och kee Volet Pellets à ce stade offiziell ugefrot ginn. An als Regierungsmember wëll ech awer zu engem lafende Geneemungsverfahre soss näischt soen, wéi Är Froen ze beäntweren, an dat war eben dee Volet, wat do gemaach géif ginn.

Ech iwwerginn domadder mengem Kolleeg aus der Regierung, dem Claude Turmes, d'Wuert, fir op den zweete Volet vun Äre Froen ze äntweren.

Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - De President iwwergëtt d'Wuert, net de Minister.

► **Une voix.** - Oh!!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Wuert huet den Energieminister, den Här Claude Turmes.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Här President, léif Deputéiert, wat ass d'Kompetenz vum Energieminister? Oder a wéi enger Hisiicht betrëft déi Fro den Energieministère? Hei geet et jo drëm: Mir hunn e Projet vun enger grousser Holzackschnitzelanlag vun 20 Megawatt, nieft enger Industrie, déi haut 40 Megawatt Gas notzt. Dat heescht en gros: Wann dee Projet den Normen entsprecht, géife mer iwwert dee Projet hei ganz vill CO₂ aspueuren, well mer jo Gas, iwwer 2.000 Kilometer oder méi transportéiert mat engem klimaschiedlechen CO₂-Ausstouss, géifen ersetzen duerch eng erneierbar Energie.

Et gëtt dann Aiden. Déi eng Aide ass e Règlement grand-ducal aus dem Joer 2011 (veuillez lire: en ofgeännerte Règlement grand-ducal aus dem Joer 2014). Wann een erneierbar Engie, an zu deene gehéiert och Holz, notzt, fir Stroum ze produzéieren, da kann ee pro Kilowattstonn produzéiert Elektresch eng gewëssen Hëllefstellung kréien, pro Kilowattstonn. A fir dass Holzverfeierungsanlagen hei am Land ëmmer mat deem beschtméigleche Wierkungsgrad kommen, gëtt et och nach eng Primm, fir d'Hëtzt ze notzen.

An hei schwätze mer vun enger „Trigenération“, dat heescht, dass Stroum gemaach gëtt, Wärmt gemaach gëtt a Keelt. Dat heescht, dat ass eigentlech perspektivesch eng ganz gutt Effizienz, déi dann do géif geholl ginn, fir dat Holz ze notzen.

Also gëtt et déi Aide - déi ass aus engem Règlement grand-ducal vum 2014 -, pro Kilowattstonn, déi herno hiergestallt gëtt. An da gëtt et eng zweet, an dat ass eng Aide d'investissement, déi dee Betrib ugefrot huet bei der Économie.

Den Dossier war beim Étienne Schneider. An der leschter Regierung war et esou, dass d'Aiden am Beräich och vun der Energie bei de Betriber eng exklusiv Kompetenz vum Ékonomiesministère, vum Étienne Schneider, waren. An dëser Regierung hu mer eng gedeelte Kompetenz tëscht der Économie an der Energie, wat déi Aiden ubelaangt. Dee Betrib huet en Dossier ageerecht, an déi Kommissioun, déi zoustänneg ass fir déi Aiden, huet deem Betrib och gesot: „Wann Der dat esou an esou maacht, da kënt Der Aidé kréien.“

An deem Règlement grand-ducal vum 2014 - ech mengen, dat war eng Regierung, do war de Marco Schank Émweltminister -, an deem Règlement grand-ducal steet näischt zur Provenance vum Holz. Also kann een do gesetzlech, op alle Fall esou, wéi de Règlement grand-ducal haut ass, och net intervenéieren. Do, wou déi lescht Regierung scho méi fortschrëttlech war an där Hisiicht, dat ass an der Bähëllef fir d'direkt Investitioun vun deem Betrib. Do ass e Saz dran: „provenance du bois durable“, a mir sinn amgaangen, mam Betrib ze kucken, fir dat dann uerdentlech ze definéieren an och duerno ze kontrolléieren.

Ech soen lech Merci.



► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Den Här Marco Schank freet nach d'Wuert.

► **M. Marco Schank (CSV).**- Ganz kuerz, ech hunn nach néng Sekonnen. Ech wollt den Här Energieminister froen: D'Biergerinitiativ „Gesond liewen“ mécht sech virun allem Suerge wéinst de Schuedstoffemissiounen. Kann ee si berouegen an deem Kontext? Ech hunn e puer Saachen opgezielt. Dat ass dat, mengen ech, wat d'Leit am meeschten ëmdreift. Duerfir meng Fro dozou.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Regierung huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Ben, et ass e bëssen, wéi ech a menger Äntwert gesot hunn. Mir huelen natierlech d'Suerge vun de Bierger eescht a mir wäerten och hei kucken, wéi an allen aneren Dossieren, wou e Betrib sech néierléisst oder eppes gebaut gëtt, dass hei d'Emissiounswärter agehale ginn a mer alles maachen, fir dass eis Bierger protegéiert sinn.

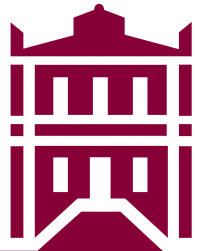
Mä wéi gesot, mir sinn an enger Zone d'aktivité, wou mer leider nach kee Gesamtkommodo hunn.

A mir hunn och - an do kann lech awer den Här Eicher éischer drop äntwerten - an engem Meeting um Ministère 2017 festgehalten, dass d'Gemengen, d'Gemengen an och de Syndikat, sech ënner anerem ëm de Volet Kaméidi solle këmmen. Mir kucken dann, dass am Beräich vum Kommodo fir d'Emissiounen speziell gekuckt gëtt, dass d'Normen agehale ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci der Ëmweltministesch. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënn muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.45 heures.)



SÉANCE 22

MERCREDI
8 MAI 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Question élargie n° 6 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique

- M. Laurent Mosar (intervention de M. le Ministre Étienne Schneider) - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Laurent Mosar et M. Claude Haagen) - M. Laurent Mosar - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie

3. Question élargie n° 7 de M. Yves Cruchten relative à l'accès aux soins de santé

- M. Yves Cruchten - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

4. 7316 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Frank Colabianchi - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen - M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Parole après ministre : M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7254 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Marco Schank (interventions de M. le Ministre François Bausch, Mme Martine Hansen, M. Marc Lies et Mme Octavie Modert) - M. Frank Colabianchi - M. Yves Cruchten - M. Jeff Engelen (interventions de M. Gast Gibéryen et M. André Bauler) - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Josée Lorsché)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. David Wagner (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. Marc Goergen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Vote sur la motion 1

6. 7404 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence d'un collaborateur du rapporteur lors de réunions de commission

- Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding

- Discussion générale : M. Léon Gloden (interventions de M. Alex Bodry et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Eugène Berger - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Roy Reding) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry et Mme Josée Lorsché) - M. Mars Di Bartolomeo (fait personnel) (intervention de M. Alex Bodry) - M. Gast Gibéryen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Gast Gibéryen) - M. Marc Baum (dépôt de la résolution 1) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Goergen - M. Léon Gloden

- Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

7. 7405 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition du Bureau et à la déclaration de politique générale sur l'état de la nation

- Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding

- Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Eugène Berger - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum

- Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

8. 7422 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur la vérification des pouvoirs relative au Parlement européen

- Rapport de la Commission du Règlement : M. Alex Bodry

- Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Eugène Berger - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum (intervention de M. Alex Bodry)

- Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

9. 7404 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence d'un collaborateur du rapporteur lors de réunions de commission (suite)

- Résolution 1 : M. Léon Gloden

- Vote sur la résolution 1

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider et M. François Bausch, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 6 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den éischte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 6 vun Här Laurent Mosar iwwer eng Direktivproposition iwwert d'Droit-d'auteurs an digitale Bannemaart. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedoen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre

Ministren, virun enger Rei vun Deeg ass effektiv déi ominéis „Urheberrechtsdirektiv“, wéi se heescht, zu Bréissel iwwert d'Bün gaangen. Si ass do mat enger Majoritéit vum Europaparlament gestëmmt ginn a si ass och um Niveau vum EU-Conseil guttgeheescht ginn.

Ech wëll vläicht direkt zwou kuerz aleedend Remarque maachen, déi mer awer wichteg schéngen ze sinn. Et kënn selte vir, duerfir soll een et ervirsträchen, datt an dësem Haus all Fraktiounen, déi hei vertraude sinn, sech géint déi Direktiv ausgeschwat hunn, esou wéi se vum Europaparlament schlussendlech awer zrëckbehalen ginn ass.

An zweetens huet d'Regierung vun Ufank u sech och géint déi Direktiv ausgeschwat an huet och bis zum Schluss déi Positioun bäibehalen, wat mir eigentlech begrëssen. Et kënn net oft vir, datt mer d'Regierung luewen, duerfir, wa se et verdéngt, da soll een dat och eng Käier soen, Här Minister.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Merci.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Elo ass also d'Fro, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et mat der Ëmsetzung vun der Direktiv virugeet, well mir hu jo elo net méi vill anere Choix, wéi déi Direktiv ëmzesetzen. Duerfir huet d'Regierung zwee Joer Zäit. An ech hunn och mat Interêt

gesinn, datt eis Regierung, wéi iwwregens och aner Regierungen, sougenannt „Protokollerklärungen“ zu der Direktiv matënnerschrivwen huet. An ech wär vläicht och herno frou, wann de Minister eis kéint e puer Erklärung ginn, wat och an der Protokollerklärung vun der lëtzebuerger Regierung drasteet.

Fir eis ass et awer ganz kloer, datt an deem Gesetz, wat da kënn, eng Rei vu Prinzipie mussen festgeschriwwen ginn. En éischten, ganz wichtige Prinzip ass, datt et natierlech zu enger ugemossener a korrekter Vergütung a Bezuelung vun de Kreative kënn. Et kann net sinn, datt hei Auteurs kee Loun fir déi Aarbecht, déi se an hir Wierker stiechen, kréien. An duerfir muss dat och séchergestallt ginn.

Zweete grouse Prinzip: D'Meenungsfreiheet an d'Rechter vun de Usere mussen awer grad esou kloer festgeschriwwen ginn. Dat heescht, et dierf op kee Fall hei zu enger Zensur am Internet kommen.

Drëtten muss och kloergestallt ginn, datt et en Ennerscheid gëtt tëschent deene groussen Uploadplattformen an deene ville kleng Start-uppen, kleng Bloggen, Foren, Messengerdëngschter wéi WhatsApp, Verkaufsportaler, Clouddëngschter, déi net hei dierfen drafalen. An duerfir muss dat och ofgesécher sinn, datt dat an engem Text esou kloer präziséiert gëtt.

Véiertens muss och ganz kloer gekläert ginn, datt Uploadplattformen och künfteg als fräi an onzenséiert Kommunikatiounskanal fir d'Zivilgesellschaft zur Verfügung stinn.

Fënneftens muss och kloergestallt ginn, datt keng Schutzmoosname kënnen geholl gi fir Rechter. An dat heescht ganz kloer, datt mir der Meenung sinn, datt muss eng Interdiction fir Uploadfilteren am lëtzebuerger Gesetz festgeschriwwen ginn.

Dann, an dat ass déi lescht Konditioun, vun där mir mengen, datt et wichteg wär, wa se am Gesetz géif festgeschriwwen ginn: Dat ass, datt natierlech d'Notzung vu geschützten Inhalter op Uploadplattformen, beispillsweis fir Kritik, Rezessiounen, Karikaturen a Parodien, muss fräi bleiwen. Ech mengen, dat gehéiert och dozou.

Aus all deenen dote Konditiounen an lwwerleeungen ergi sech da fir eis eng Rei vu Froen, déi ech mer elo erlabe virzedoen:

Éischtens: Wéi schnell, Här Minister, wëllt d'Regierung dës Direktiv ëmsetzen? Wëllt se do éischer e bësselche waarden a kucken, wat déi aner Länner maachen, oder éischer hei „first mover“ sinn?

Wëllt, an dat ass meng zweet Fro, d'Regierung hei dee ganzen Handlungsspillraum, deen des Direktiv trotzdeem gëtt, wëllt se dee voll ausschöpfen?

Drëttens: Wäert d'Regierung am Virfeld Gesprécher féieren, op där enger Säit natierlech mat de Rechteverwärtungsgesellschaften, op där anerer Säit awer och mat de Bedreiwer vun den Internetplattformen?

Véiertens: Gëtt hei eng kloer Separatioun an deem Text gemaach tëschent deene grouse Plattformen, ech hu se genannt - Google, Facebook, Youtube ... - an deene ville kleng Plattformen, déi haaptsächlech ënnert de Forme vu Start-up funktionnéieren?

Fënneftens: Gedenkt d'Regierung, hei e ganz kloer Verbuet vum Gebrauch vun Uploadfilteren an deem Gesetzestext festzeschreien?

A sechstens a lescht Fro: Engagéiert d'Regierung sech, wann et sech sollt erausstellen, an dat gëtt elo scho vun enger Rei vun anere Länner an de Raum gesat, datt des Direktiv, esou wéi se elo verabschit ginn ass, an der Praxis schwéier, wann net guer net duerchzusetzen ass, datt se dann erëm eng Kéier soll frësch verhandelt ginn?

Ech soen am Virus Merci fir Är Äntwerten.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo am aachte Joer Minister an och am aachte Joer hunn ech d'Eier, hei virum Parlament Ried an Äntwert ze stoen, an et ass fir d'Éischt Kéier, dass den Här Mosar mech lueft.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Ooh!

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dofir huelen ech dat als Ulass, fir den Owend een huelen ze goen op seng Gesondheet.

► **Une voix.**- All zesammen awer!

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Mir kënnen dat gären zesumme maachen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Dat gëtt schéin!

(Hilarité)

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Gitt Der mat, Här Haagen? Mir kënnen och op Dikrech goen.

(Interruption)

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, Spaass bäsäit! Ech mengen, den Här Mosar huet e ganz wichtige Sujet hei ugeschwat. Mir sinn hei bei där Direktiv an enger Situatioun, déi extrem komplizéiert war, wou während zwee an engem hallwe Joer driwwer verhandelt ginn ass, fir zu engem Kompromiss ze fannen, deen eis awer net gefält als Lëtzebuerger Regierung.

Et si 75 Reunionen zu Bréssel organiséiert gi just iwwert deen dote Sujet. D'Présidence huet sech 7 Verhandlungsmantander ginn, iwwert déi ofgestëmmt ginn ass a wou Lëtzebuerg och 2-mol dergéint gestëmmt huet. Et si 6 politesch Trilogien organiséiert ginn, fir zu engem Konsens ze kommen. An et si 6 Versiounen vum Artikel 11 diskutéiert a gestëmmt ginn. Et sinn 8 Versiounen vun deem berüünten Artikel 13 diskutéiert an ofgestëmmt ginn. A finalement huet d'Europaparlament mat engem Vott vun 348 géint 274 Stëmme deen doten Text ugeholl.

Ech kann hei just soen, dass Lëtzebuerg ëmmer probéiert huet, e weínege Kompromissbereet un deenen Diskussiounen deelzehuelen. Mir hunn och all Kompromiss matgestëmmt, deen iergendwéi fir eis vertriebar war. Allerdéngs muss een och soen, dass dat aktuell Resultat finalement en Accord war, dee getraff ginn ass tëschent zwee grouse Länner, nämlech Däitschland a Frankräich, an iwwert deen eigentlech guer keng Diskussioun herno méi zougelooss gi war, wou een herno einfach nach just d'Méiglechkeet hat, fir mat Jo oder mat Neen ze stëmmen.

Mir sinn als Lëtzebuerger Regierung der Meinung, dass mer an deem heiten Text net dee richtegen Equilibre fonnt hunn, deen een hätt misse fannen. En ass a mengen Ae vill ze komplizéiert, fir en ze realiséieren. An dat ass och schonn eng Äntwert op eng vun Äre Froen, fir ze soen: „Wéi setzt Der dat ëm?“ Mir wëssen et nach net, well et extrem komplizéiert ass.

Villes, wat hei diskutéiert ginn ass, hätt kënnen an eenzelnen Direktiven diskutéiert ginn an ofgestëmmt ginn. Mä dee Fourre-tout, dee

mer elo hunn, mécht eis d'Liewen extrem komplizéiert an e schafft en extrem onsécher Umfeld - an eisem Sënn - fir d'PMEn, fir och d'Start-uppen. Ech mengen, déi grouse Konzerne, Google a Co. a wéi se alleguerten heeschen, déi ginn eens mat deem Text. Déi kënnen sech déi Moyene ginn, fir deem ze entsprechen. Mä déi kleng Entrepreneuren, mëttelständesch Entrepreneuren, d'Start-uppen, déi kréien et extrem schwéier, fir mat deem doten Text eens ze ginn.

Mir hunn och, wat déi Artikele 15 a 17, also fréier 11 an 13, ugeet, eng ganz Rei Remarke gemaach gehat um europäeschen Niveau. Wat den Artikel 15 ugeet, ware mer der Meinung, dass en neien Droit voisin fir d'Presseeditoren net onbedéngt d'Léisung wier, déi mer hei gebraucht hunn. Den Artikel 15 soll en neien Droit voisin fir Presseeditoren schafen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt bien entendu déi berechtigt Fuerderung vun den Editeuren, mä mir si vun Ufank un der Meinung gewiescht, dass en neien Droit voisin net d'Léisung ka si vun deem Problem, dee sech hei stellt. Esou eng Legislatioun gouf schonn an Däitschland an a Spuenien agefouert a si huet net funktionéiert, an dat wësse mer alleguer. Dat hu mer alleguerte gesinn.

Mir waren a mir sinn dofir der Meinung, dass d'Atéiere vun enger Présomption légale fir d'Presseeditoren déi richteg Léisung an deem Dossier gewiescht wier. Des Léisung gouf vun enger Dose État-membre ënnerstëtzt, mä si ass leider net zréckbehalde ginn. Op d'mannst eng Obligatioun agefouert ginn, déi mer och ënnerstëtzt hunn d'ailleurs, dass d'Journalisten een Deel vun deem neien Droit voisin, dee se da kréien, also deem d'Editeure kréien, fir sech kënnen an Usproch huelen.

Och wann d'Hyperlinke weider gedeelt kënnen ginn, wa se, an ech zitieren „assortés“ si vun „mots isolés“ oder „de très courts extraits“, fanne mir, dass dëst vill ze vag formuléiert ass a méi eng grouss legal Unsicherheit schafft, wéi dat, mengen ech, aktuell de Fall ass.

Et wäert dofir onweigerlech zu verschiddenen Interpretatiounen vun de Gerichter an deene verschiddene Länner kommen, wann et eben zu Prozesser kënn, well den Text an deem heite Sënn net kloer ass. Lëtzebuerg huet ëmmer fir e kloer legalen Text plädéiert, fir dass och deen Text kann an der ganzer Europäescher Union uniform ugewannt ginn an dass et keng Diskussiounen iwwert d'Interpretatioun vun deem Text gëtt.

Wat den Artikel 17 ugeet, wat jo dann de fréieren Artikel 13 war, do soll jo de Profit besser verdeelt ginn tëschent de Plattformen an deene Kreativen. Och hei war Lëtzebuerg ëmmer fir d'Verbesserung vun der Positioun vun de Rechteinhaber am Verglach mat den Onlinenplattformen. A fir dass desen digitale Marché funktionéieren kann, ass et gutt, wann een d'PMEn erausléisst, fir dass si sech an enger innovativer digitaler Émwelt entwéckele kënnen.

Mir sinn dofir der Meinung, dass et fir eis europäesch a besonnesch lëtzebuergesch PMEn schwéier gëtt, de GAFAen a Konsorten hir Muechtpositioun streideg ze maachen. D'GAFAe kënnen mat deser Direktiv liewen, wéi ech virdu gesot hunn. Mä fir d'PMEn an deem Beräich wäert dat heite wierklech d'Situatioun just nach méi komplizéiert maachen, méi schwéier maachen, fir domadder ëmzegoen. Déi Limitatioun, déi Limitation de responsabilité fir d'PMEn, déi och nach u Konditiounen gebonnen ass, geet a mengen Aen dofir bái Wäitem net duer.

Et gouf d'ailleurs ni proposéiert, fir Memes a GIFsen ze verhënnern, awer et stelle sech vill Froen betreffend d'Fäegkeet vun Algorithmen, fir esou Inhalter dann och ze erkennen an erausfilteren. Den Text vun der Direktiv nennt d'Uploadfilteren net spezifesch. Allerdéngs ass et déi eenzeg Technologie, déi et aktuell gëtt, fir d'Veréffentlechung vu Videoen, déi net autoriséiert sinn, fir eben déi ze verhënnern. Eng aner Technologie hu mer de Moment net, fir dat ze maachen.

Dofir, desen Text gouf zwar majoritär adoptéiert a Lëtzebuerg wäert sech mussen un déi Direktiv halen a sech och d'ailleurs drun halen, fir se innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer ëmzesetzen, mä dat dote wäert komplizéiert ginn. Dat gëtt net einfach, well mer hei och iwwer Kräiz leien, dat muss ee ganz kloer soen, mat Frankräich, dat des Direktiv am meeschte gepusht huet.

Mir wäerte bei deene Punkten, wou mer eng Marge de manoeuvre hunn, net kënnen de franséischen Text iwwerhuelen, well en a Kontradiktioun ass zu onser Philosophie am Droit d'auteur. An an deem Beräich ass dat belscht Gesetz eigentlech méi no un deem, wat mir hei liewen a wat mir och hei wollten hunn an och, wouvu mir iwwerzeegt sinn.

Et ass dofir schwéier, elo konkret op déi Froen ze äntwerten, déi den honorabelen Deputéierte gestallt huet. Mä et gëtt fir eis schwéier, fir déi doten Direktiv legislativ dann och an e Kontext ze setzen, fir se ëmzesetzen a fir och déi kulturell, ekonomesch Spezifisitéiten, déi mir hei am Land kennen, kënnen an deem Kontext ze respektéieren.

Voilà! Méi kann ech lech de Moment net soen. Mä ech sinn awer ganz gäre bereet, Här Mosar, dass mer dat doten am Detail och nach an der Kommissioun diskutéieren, fir vläicht och zesummen an deem Parlament Weeër ze fannen, wéi mer mat där schwieriger Direktiv, déi fir eis wierklech e Problem ass an déi mer jo net ënnerstëtzt hunn, iergendwéi eens kënnen ginn, fir dass mer do, wou mer déi Marge-de-manoeuvre hunn, fir dass mer déi maximal kënnen ausnotzen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Mosar huet nach eng kuerz Zousazfro.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech verstinn, datt de Minister mer elo de Mëtten am Detail net op all déi Froen kann äntwerten. Ech akzeptéieren och déi Propositioun, datt mer eng Kéier méi am Detail dat sollen an der Kommissioun kucken.

Ech wëllt en awer just drop hiweisen, datt zum Beispill seng Kollege vun der däitscher Regierung scho relativ kloer Virstellungen hunn, wéi se wëlle virgoen. An déi Fro, déi ech dofir och gestallt hunn, do wär ech awer fro, Här Minister, wann Der mer géift dorop äntwerten. Déi däitsch Regierung huet zum Beispill ganz kloer an hirer Protokollerklärung gesot, wat se wëllt a wat se net wëllt.

Ech hu gesinn, datt d'lëtzebuergesch Regierung och eng Protokollerklärung gemaach huet. Ech hunn awer net erausfonnt, wat do drasteet. Dofir, wann Der eis awer vläicht kéint soen, op wat fir enge Punkten datt d'lëtzebuergesch Regierung hei besonnesch an hirer Protokollerklärung insistéiert hätt, da géif dat eis vläicht och eis Aarbecht an Zukunft méi einfach maachen.

Merci.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Also wéi gesot, ech komme ganz gären eng Kéier an der Kommissioun am Detail dorobber zréck. Mä fir eis ass et natierlech wichtig, dass déi Direktiv och applikabel oder ëmsetzbar ass, net nëmme fir déi grouse international Konzerne, déi sech d'Moyene kënnen ginn, fir déi Direktiv ëmzesetzen, mä dass se eben och viabel ass fir eise Mëttelstand, fir d'PMEn, fir d'Start-uppen, dass mer Weeër fannen, wéi och déi kënnen domadder ëmgoen. Dat schéngt fir mech extrem wichtig ze sinn.

A wéi gesot, mir si gäre bereet, mat der Oppositioun natierlech zesammen, well ech gesinn, dass mer hei jo och un engem Strang zéien, dass mer do zesumme Weeër fannen, fir dat kënnen ze maachen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider.

3. Question élargie n° 7 de M. Yves Cruchten relative à l'accès aux soins de santé

Da kéime mer dann zur erweiderter Fro Nummer 7 vum Här Yves Cruchten iwwert den Accès zur medezinnescher Versuergung. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Här Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech erënnern, wéi virun enger Partie Joren - jo, et ass schonn e gutt Stéck hier - de Bernard Kouchner an engem Interview gefrot gouf, wat hie sech géif wënschen, wann hien ee Wunsch fräi hätt, egal wéi een. An hien huet deemools geäntwert, an dat hunn ech verhalen, hie géif sech eng Krankekeess fir all Mënsch op der Welt wënschen an domat verbonnen den Zougang zu enger medezinnescher Versuergung. Jo, domat ass et och e bësse wéi mam Weltfridden: e fromme Wunsch, deen onrealistes schéngt! An nawell sollte mer probéieren, deem Zil méi no ze kommen.

Eng Krankeversécherung fir jiddwieren, dat ass och an eise westleche Länner net jiddweringem vergonn. An den USA zum Beispill si bal 50 Milliounen Awunner net krankeverséiert. Glécklecherweis ass dat bei eis anescht. Zu Lëtzebuerg mussen déi allermeescht vun eis net fir d'Éischt an de Portmonni kucken, ier se sech decidéieren, ob se bei den Dokter ginn oder net.

Mir kënnen eis et och kaum méi virstellen, wéi et ass, wann ee sech fir d'Éischt muss entscheeden: Soll ech eppes iessen oder soll ech bei den Dokter goen? Och déi permanent Angscht: „Ech hoffen, et geschitt mer näischt“, déi Angscht, déi ass eis glécklecherweis friem!

Eis Krankeversécherung ass eng vun deene grouse sozialen Errungenschaften, déi mer leider awer allze dacks vergiessen an déi eis ëmmer eréischt bewosst gëtt, wa mer iwwer eis Grenzen ewech kucken. Dofir huet et der och vill vun eis erfieert, wéi mer virun e puer Woche gelies hunn, dass iwwer 800 Mënschen zu Lëtzebuerg am Joer 2018 op d'Déngschter vu Médecins du monde hu missen zréckgräifen, well se net verséiert sinn oder net d'Moyenen hunn, fir d'Sue vun engem Traitement oder fir Medikamenter virzestrecken. Zu där Zuel kommen nach déi Leit derbái, déi vläicht krank waren, awer net op déi Déngschter wollten zougräifen, respektiv déi Leit, déi net verséiert waren hei am Land, mä glécklecherweis zejoert keen Dokter gebraucht hunn.

Et muss ee wëssen, dass Médecins du monde eng ASBL ass, déi mat Donen a mat Benevole funktionéiert. Hinne gehéiert dofir eise gréisste Respekt fir hiren Asaz fir hir Matmënschen. Si gräifen nämlech och do an, wou eise System awer nach seng Limite kennt. Dëst alles werft natierlech eng Partie Froen op, déi ech dem Här Minister gäre géif stellen:

Wat wësse mir iwwert déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg net krankeverséiert sinn?

Zweetens: Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir deene Leit ze hëllefen, op eng medezinnesch Grundversuergung zréckgräifen ze kënnen, wëssend, dass eise Versécherungssystem jo funktionéiert iwwert d'Bäitrag vun de Versécherter? Eppes, wat mer net solle vum Prinzip hier a Fro stellen, mä wat natierlech als Konsequenz huet, dass verschidde Leit ausgeschloss bleiven.

An drëttens, am Koalitionsaccord liesen ech: « Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État. »

An deem Kader wëllt ech wëssen, wat fir Méiglechkeeten et haut scho gëtt, ob déi Méiglechkeeten all d'Situatiounen ofdecken an ob déi Moyene bekannt genug sinn, respektiv wat ee ka maachen, fir dass déi Moyenen och zum Droe kommen an effektiv all d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg och tatsächlech kënnen den Zougang zu der Gesondheitsversuergung hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Cruchten. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol mengen ech, ass et gutt, datt mer des Fro hei debattéieren a virun allem och Positioun dozou huelen. Et ass eng Fro, déi genau och op enger Linn ass mat deem, wat ech als Sozialminister an deene leschte fënnf Joer an an deenen nächste fënnf Joer wëllen hunn, dat heescht, virunzefuere mat enger héichwärtiger Gesondheitsleschtung fir jiddwieren hei an eisem Land.

An deem Kader hat ech och schonn eng Rei vun Entrevuen an deene leschte Méint gehat, souwuel mat Médecins du monde wéi och mat Aids sida, wéi och mat aneren Organisatiounen an Associatiounen wéi d'Rout Kräiz zum Beispill. Engersäits emol, fir hinne Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi si um Terrain leeschten, wa se hëllefen, datt Leit, déi engersäits net esou eens gi mat eisem Sozialsystem, mä déi virun allem och risquéieren, duerch dat ganz enk gefüüg-tend Netz ze falen, eng Hëllefstellung kréien, mä zweetens och, fir eng Kéier iwwert déi Problematiken ze kucken, déi effektiv kënnen bestoen an engem System.

An ech mengen, den Här Cruchten huet et ugeschwat, ee Lëtzebuerger Sozialversécherungssystem, deen een, mengen ech, roueg ka bezeichnen als ee vun de beschten op der Welt, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. A vläicht am Virfeld eng Kéier den Istzustand vun deem System, fir dann awer och herno ze kucken, wat sinn effektiv d'Iddien och vun der Regierung, déi jo am Regierungsprogramm relativ kloer beschriwwen sinn, fir dee System, dee Filet nach méi enk ze strécken, datt kee méi duerch dat Netz soll falen.

Eise System, deen effektiv op Cotisatiounen opgebaut ass, de Prinzip vu Cotisatiounen, dee sollte mer och an Zukunft, mengen ech, net a Fro stellen, well déi Affiliatioun bedeit hannendrun, datt ech e Recht hunn op Leeschtungen,



sief dat am Krankheetsfall, sief dat bei Prise-en-chargé vu Fleegen, déi ech kréien, respektiv och bei Aarbechtsaccidenter.

Déi Cotisatiounen, déi engersäits entweder obligatoresch sinn, dat heescht, wann ech schaffen oder wann ech iergendeng Indemnitéit oder e Revenu hunn, op där anerer Säit awer och als Coassurance kënnen gëllen, dann, wann ech eben duerch eng Assurance vun der Sécurité sociale och mat couvéiert sinn, bilden eng Ofdeckung vun Assuréeen dann och iwwer Familljen eraus respektiv op där anerer Säit virun allem fir Kanner, déi hei direkt mat couvéiert sinn. Also eng breet Ofsécherung ass do de Fall.

Et gëtt och, mengen ech, d'Méiglechkeet, dass a bestëmmte Fäll, wou d'Personen net ofgesécherst sinn iwwer esou eng Méiglechkeet vun Assurance oder Coassurance, och de Stat ka supplementar hei asprangen, fir effektiv och eng Assurance kënnen ze maachen. An dat ass grad de Fall bei de Kanner. Kanner, déi egal wéi bis 18 Joer ëmmer affiliéiert sinn, onofhängeg dovunner, ob d'Elteren affiliéiert sinn oder net. Ech mengen, dass ass eng wichteg Informatioun, déi och bei aneren Associatiounen respektiv och Mouvementer, mat deenen ech Entrevue hat, net ëmmer gewosst war. An et ass ee vun deene Punkten, op déi ech herno och wäert wäert. D'Informatioun ass ee ganz wichtige Punkt, déi och heiansdo op der Plaz wäert feelen.

Derniewent, mengen ech, hu mer jo grad och an der Quadripartite regelméisseg gekuckt: Wéi kréier mer grad dës Prise en charge par rapport zu de Familljen, zu de Kanner verbessert? An dofir, déi lescht Decisiounen, déi vun der Quadripartite respektiv mat der Regierung geholl gi sinn, si jo grad och eng 100%eg Prise en charge vun de Consultatiounen bei de Kanner, déi an deene leschte Joren iwwert d'Statute geregelt goufen. An ech mengen, dat bedeit, dass mer hei wierklech eng breet Ofsécherung hunn.

Derniewent ass et esou, wa mer Persounen hunn, déi och eng physisch oder eng psychologisch Behënnerung hunn, ass et och de Stat, deen asprängt, fir eng Assurance kënnen ze maachen.

Dir gesitt also, dass mer hei schonn eng breet Couverture hu vun all deene Leit. Derbäi kënn dann nach, dass jo och nach kann eng fakultativ Affiliatioun stattfinden. Eng fakultativ Affiliatioun, déi ongeféier de Mount eng 116 Euro kascht, déi dann natierlech eng Stagezäit vun ongeféier dräi Méint huet, ier dann effektiv déi eenzel Gesondheetsleeschtunge respektiv d'Krankeversécherung kann drop agräifen.

An ech mengen, dass ass e wichtige Punkt, dee mer hei mussen ernimmen, dass et grad fir déi fakultativ Affiliatioun och duergeet, wann eng Persoun, déi hei am Land wunnt, kann nowiesen, dass se effektiv am Land ass. Et ass dat eng Saach, déi ganz dacks ervirgehewe gouf, dass dat net géif akzeptéiert gi vum Centre commun. Neen, do ass effektiv eng grouss Overture vum Centre commun, fir effektiv och déi Residence kënnen ze akzeptéieren an deem Moment, wou déi entweder eng Déclaration d'hébergement maachen oder eng Bescheinigung maache vun enger Assignatioun vun enger Associatioun, déi den Encadrement vun deene Leit garantéiert, soudatt also de Centre commun an deem Moment och kann déi Affiliatioun maachen, déi sougenannte fakultativ Affiliatioun, soudatt déi Persoun also och ka couvéiert ginn.

An derniewent ginn et jo eng ganz Rei vu Méiglechkeete vu Coassurancen, déi kënnen gemaach ginn: eng Coassurance ménage, eng Coassurance fir Kanner ënner 30 Joer, eng Coassurance placement zum Beispill, déi nach eng Kéier eng ganz Rei vu Leit effektiv couvéiert.

Et ass awer kloer, dass déi heite Kritären net iwwerall gewosst sinn. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer och hei déi eenzel Associatiounen an d'Bierger selwer nach eng Kéier kloer doriwier informéieren, fir och effektiv drop hinzeweisen, wat fir eng Méiglechkeeten dat et ginn. An ech mengen, grad och bei där Prise en charge vun deenen 116 Euro, wat déi fakultativ Cotisatioun betrëfft, ass de Rôle vun de Gemengen, vun de Sozialämter e ganz wichtige, déi hei ganz dacks asprangen, fir effektiv do dës Assurance ze maachen, dës Umeldung ze maachen, fir dass eben hannendrun och kënnen d'Fraise couvéiert ginn.

An ech mengen, hei kann een och nëmmen de gudder Fonctionnement vun de Sozialämter effektiv ënnersträichen, gewosst, dass ganz dacks och Leit do sinn, déi eng Hand mussen ugepaakt kréien, fir eben deen dote Schrëtt ze maachen. An ech mengen, dass ass een éischte Volet, dee mer mussen verdéiwen, dass mer hei mussen Personal kréien, dat och kann déi Roll iwwerhuelen, fir eng Zort Streetworker ze spillen, fir déi Leit ze begleeden, fir deen administrative Schrëtt do ze maachen.

Ganz dacks sinn et déi, déi duerch déi Netzer falen, fir eben déi Assurance do kënnen ze maachen. Eppes ass awer och kloer: Wann an engem Spidol oder an engem Noutfall ee muss gehollef kréien, da kritt e gehollef. A wa keng Affiliatioun do ass a wa kee fir effektiv Fraisen opkënn, dann ass et de Stat, wou effektiv am Budgetartikel vun der Santé e spezifeschen Artikel virgesinn ass, fir dës Käschte vun dëser Behandlung och kënnen opzegräifen.

Wéi ass et awer elo ëm d'Zukunft bestellt? Ech mengen, hei si fir mech zwou Pisten an hannendrun eng drëtt, déi méi allgemeng ze gesinn ass.

Eng éischt ass déi vun der Informatioun. An hei ass et wichteg, dass sech de Moment och grad d'Gesondheetskeess mam Centre commun, awer och aneren Informatiounen zesammen-deet, fir effektiv en Informatiounsdokument auszuschaffen, dass mer kënnen den Assuréeen, awer net nëmmen den Assuréeen, mä de Bierger, jiddwerengem, deen an eisem Land ass, deen an eist Land kënn, aushändegen, fir déi eenzel Mechanismen ze erklären.

Niewent deem, wat ech gesot hunn, muss mer och Leit zur Verfügung stellen, déi effektiv eng Hand mat upake fir Leit, déi net méi amstand sinn, déi doten administrativ Schrëtt ze maachen. An derniewent mengen ech, grad ewéi Der zitëiert hutt, Här Cruchten, am Regierungsprogramm steet dran, dass mer och wäerte Pisten opzeeche fir déi Leit, déi de Moment duerch dat Netz falen. Där ginn et effektiv.

Dat si vläicht net déi 800, déi hei zitëiert ginn. Déi Zuele si jee nodeem schweier vun eis aus moosbar, well dat administrativ Zuele si vun Associatiounen. Déi kann d'Sécurité sociale net moossen, well et der jo sinn, déi zum Deel laanscht de sougenannte Filet ginn. Mä grad hei, mengen ech, ass et wichteg. An ech hunn dofir och en Aarbechtsgrupp domadder beoptragt, mer do Pisten ze ginn, Optiounen ze developpéieren, wéi mer komplementar zu dem besteende System och hei kënnen d'Leit ofsécheren. Dat awer, wéi Dir et och gesot hutt, ouni vum Prinzip vun der obligatorescher Assurance kënnen ofzewäichen.

Mir wäerten op dem Prinzip vun der Cotisatioun bestoen, dass och virun allem, fir wéi och an anere Länner kënnen dovunner ofzegoen, dass mer hei eng Zort sozialen Tourismus kréien. Och dee wëlle mer net. Dat ass net de But dovunner. Et geet drëm, fir d'Leit, déi hei sinn, effektiv optimal kënnen ofzesécheren an och mat deenen néidege Leeschtunge kënnen ze betreiwen. Ech mengen, dass ass ee wichtige Punkt.

Dann derniewent, mengen ech, ass ee Facteur, dee mer och ëmmer méi spieren, deen: Firwat kënnen Leit net op Gesondheetsleeschtungen zréckgräifen? Dat ass einfach, well se d'Moyenen net hunn, fir Geld virzestrecken. Hei gëtt et de Moment ee Moyenen, dass ass den Tiers payant social, en Tiers payant social, deen heiansdo ganz komplizéiert ass, wou Leit sech och heiansdo schummen, fir deen iwwerhaupt unzefroen.

Och hei mengen ech, muss mer kucken, dass mer dee vereinfachen, dass e vill méi einfach geet. Mä virun allem hannendrun, mengen ech, muss de Wee dee sinn, an et ass een, deen ech och prônéieren, deen ech selbstverständlech prônéiere mat allen Akteuren zesammen, wat eng Plus-value och muss ginn, engersäits fir den Assurée, anersäits virun allem awer och fir den Dokter an och fir d'Gesondheetskeess, vun der Aféierung vum Tiers payant.

Den Tiers payant, mengen ech, soll an Zukunft och eng Richtung sinn, fir och déi dote Fäll opzefänken, déi zwar d'Assurance hunn, mä déi d'Moyenen net hunn, sech kënnen Leeschtungen, sief dat Leeschtungen a Verbesserung bei den Zänn respektiv bei anere Gesondheetsleeschtungen, ze leeschten, well se d'Suen net hunn, fir déi kënnen virzestrecken. Hei muss den Tiers payant ganz einfach intervenéieren, fir och dat doten ze couvéieren.

An ech mengen, et ass eppes do, wou de Moment en Aarbechtsgrupp bei mir konkret dru schafft, wou mer scho ganz wäit komm sinn, fir och déi technesch Ëmsetzung dovunner ze garantéieren. An ech si mer, mengen ech, eigentlech ganz kloer, dass mer à moyen terme dat dote kënnen maachen. An dat wäert niewent deem besteende System, deen exzellent ass, nach eng Plus-value ginn zu eisem System. An ech mengen, da kënnen mer soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng exzellent Couverture hu vun eisen eenzelne Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunne respektiv hei zu Lëtzebuerg an eisem Land sinn.

An deem Sënn Merci. An ech wäert natierlech och déi zoustänneg Chamberskommissioun regelméisseg informéieren, engersäits wat den Aarbechtsgrupp beim Ausschaffe vun deenen Alternativen ugeet, déi mer jo ausschaffen an

déi dann am Budget 2020 och sollen erëmfonnen ginn, well iergendwou mussen dat jo Cotisatiounen sinn, déi bezuelt gi säitens vum Stat. Et steet jo dran: « à charge du budget », déi mussen jo dann erëmfonnen. Dofir hunn ech dem Aarbechtsgrupp gesot, dass e bis Enn 2012 (veuillez lire: 2019) soll Proposen hanneleréien, déi mer da wäerten erëmfonnen am Budget vun 2020, fir déi dann och kënnen ze implizéieren. Op där anerer Säit den Tiers payant, soubal mer do méi konkret viruginn, wäerte mer selbstverständlech och d'Chamberskommissioun informéieren.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Minister. Ech gesinn, den Auteur vun der Fro ass ganz zefridde mat der Antwort an huet keng Zousazfro méi.

4. 7316 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Domat kënnen mer bei deen nächste Punkt kommen, de Projet de loi 7316 iwwert d'Erweiterung vun der Exploitatioun vum Flughafen an iwwert d'Vergréisserung vun der Aérogare. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Frank Colabianchi, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, ech presentéieren lech de Projet de loi 7316 - ech liesen lech en op Franséisch vir - portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare. Dir gesitt, et ass schonn en Text, deen e bësse méi al ass, dee mer elo ännere ginn. An ech versichen lech och ze erklären, wat mer änneren a firwat.

Beim virleiende Projet de loi 7316 geet et drëm, fir eng Gesetzesdispositioun esou ze ergänzen, dass si et der Regierung erlaabt, enger Firma, an hei geet et natierlech ëm lux-Airport, déi néideg Responsabilitéit fir d'Exploitatioun vum Lëtzebuerg Flughafen ze iwwerdreen.

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - Dat geschitt mat folgendem Zousaz am 2. Paragraph vum Artikel 2 vum Gesetz vum 26. Juli 2002 iwwert d'Exploitatioun vum Flughafen, an ech zitëieren: « les responsabilités d'exploitant d'aérodrome conformément aux dispositions européennes en vigueur en matière de gestion d'aérodrome ». Domadder ass da formalisteschesch a juristeschesch kloer präziséiert, dass déi designéiert Firma als Exploitant d'aérodrome net nëmmen d'Missioun vum Exploitant direct oder indirect erfëllt, mä am Klang mat der EU-Gesetzgebung a speziell mam europäeschen Reglement Nummer 139/2014 och d'Responsabilitéit derfir dréit.

Dës proposéiert Gesetzesännerung steet domadder indirekt an der Suite vun engem anere Gesetz vum 1. August vum leschte Joer. Mam Projet de loi 6895 iwwert d'ANA, d'Administration de la navigation aérienne, deen den 11. Juli 2018 hei am Haus gestëmmt gouf, goufen d'Kompetenzen an d'Missiounen, wat d'Gestioun vum Flughafen ueget, nei definéiert.

Bis zum Akraaftriede vun deem Gesetz vum 1. August 2018 louch d'Exploitatioun vum Flughafen näamlech deels bei der ANA, also enger staatlecher Verwaltung, an deels bei lux-Airport, dat heescht enger privatrechtlecher Firma, déi zu 100 % an öffentlecher Hand ass.

Wéi de Statsrot a sengem Avis zum virleiende Gesetzesprojet erwänt huet, hat d'ANA eng generell Kompetenz fir d'operationell Gestioun vum Flughafen a lux-Airport eng Deelkompetenz, dat heescht fir eenzel iwwerdroe Missiounen. Fir konform mat den neien EU-Regelen ze ginn, fir Kompetenzproblemer ze vermeiden a virun allem, dass ass dat wichtegst Element, fir d'Zertifikatioun vum Lëtzebuerg Flughafen bis Enn 2017 ze packen, hunn deemno an de leschte Joren eng Rëtsch Ännerunge misse virgeholl ginn, Ännerungen, an déi sech den haitege Projet de loi deemno areit.

De Statsrot huet keng Opposition formelle zu deemem Projet de loi gehat an aner Avise si bis elo keng erakomm.

A sengem Avis huet de Statsrot allerdéngs op eng Inkohärenz an engem anere Paragraph vum selwechten Artikel vum Gesetz higewisen a proposéiert, dee betreffende Sazdeel einfach ze sträichen.

D'Kommissioun huet dës Propose vum Statsrot zréckbehalen an huet de Rapport an der Sitzung vum 28. März 2019 uegholl. D'Kommissioun proposéiert deemno der Chamber, de virleiende Projet de loi unzehuelen. An deem Sënn ginn ech heimadder och den Accord vun där grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Här President. Mir bleift net vill méi ze soen, wéi dem Rapporteur Merci ze soe fir säi Rapport an den Accord ze gi vun der CSV-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wilmes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Frank Colabianchi.

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Merci, Här President. An direkt weider mat de Mercien, och mat engem décke Merci un de Carlo Back, deen dee Rapport hei tiptopp schréfflech an och mëndlech presentéiert huet. Een Dossier, deen net ganz duerchsichteg an net ganz licht verständlech ass. Ech muss soen, en huet dat tiptopp gemaach.

Hei ass ee Projet de loi, do eriwwege sech vill Diskussiounen. Firwat? Mir kommen net derlaanscht. Bedéngt duerch d'Zertifikatioun vum Flughafen an och duerch d'europäeschen Reglementatioun ass hei kee Choix. An dofir géif ech och hei den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Colabianchi. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, villmools Merci. Och ech kann et kuerz maachen. Ech géif och gären dem honorabelen Här Back villmools Merci soe fir déi vill Méi, déi e sech gemaach huet mat deem Rapport. An ech kann d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert dann direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif dann elo hei dem Här Carlo Back Merci soe fir säi Rapport an ech géif da soen, d'ADR stëmmt dëst Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. An der Politik gëtt et ëmmer e Choix, well soss brauch ee sech net opstellen a wielen ze loosse. An da bräicht een och keng Diskussioun an dëser Chamber ze féieren.

Mir wëssen, dass et staark Pressioun gi vun der Europäescher Unioun, fir alles ze liberaliséieren. Mir wäerten herno jo och nach iwwert de véierte Paquet ferroviaire diskutéieren, Saachen, déi ze condemnéieren sinn. Elo geet et weider, dass mer och d'Fluchhäfe lues a lues liberaliséieren respektiv privatiséieren. An deem Fall ginn erëm esou Fakte geschafen, dass heescht, dass u sech eng Société anonyme, déi zwar 100%eg dem Stat gehéiert, mä trotzdem eng Société anonyme ass, d'Gestioun vum ganze Flughafen wäert iwwerhuelen. Déi Société anonyme, déi awer net iwwert d'Kompetenzen an d'Capacitéit verfüegt, fir dat alles ze maachen.

A wann een dat esou richteg kuckt, da si mer an enger Situatioun, wou eng Privatgesellschaft u sech Saachen outgesourced kritt vun enger öffentlecher Administratioun, déi d'Aarbecht da mécht. Mä et ass duerno awer d'Privatgesellschaft, déi dat iwwerhëlt an déi derfir responsabel ass. Dat ass d'Welt op de Kapp gedréit. Mä ech wëll awer och drun erënneren, dass et souwisso och zu soziale Konflikter koom um Findel. An elo komme mer an d'Situatioun, et ass jo déi Tendenz, fir alles zu Privatgesellschaft

ten, Société-anonymen ze maachen, wat an effentlecher Hand misst si respektiv misst bleiwen.

Mir hunn de Präzedenzfall beim Beispill Lux-Tram, wou, wann e Sozialkonflikt ass a wann iergendee Problem ass, de Minister da soe kann: Jo, mä bon, ech ka mech net améschen, well et ass eng Privatgesellschaft. An d'Leit, déi do schaffen, déi ginn natierlech och aneschtens behandelt, och wann de Stat 100 % vum Kapital huet. Mir sinn an enger ganz anerer Logik, enger managerialer Logik, enger privater Logik, géint déi ee muss goen.

A Frankräich kënt et deemno wéi och zu engem Referendum iwwert d'Privatisatioun vum Aéroport de Paris zum Beispill. Mir schwätzen och iwwer Fluchhäfen. Mir schwätzen net iwwer eng Tankstell. Et ass scho wierklech bedenklech, datt Fluchhäfen, déi ganz wichteg Aufgaben hunn, y compris Aufgabe vun nationaler Souveränitéit hunn, u sech an d'Hänn vun enger privater Sociétéit mussen iwwergoen. Dat ass eng Tendenz, géint déi ee sech muss wieren. A mir stëmme géint dee Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert. Här Bausch, wannechgelift!

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Och Merci all den Deputéierte fir hir Bäitrag. Deene meeschte brauch ech näischt ze soen. Ech wëll awer dem Här Wagner soen, datt en awer hei e puer Saachen duerjerneegehait.

Éischtens emol gëtt hei net duerch deen heite Gesetzesprojet alles privatiséiert, wat um Fluchhafen ass. Dat ass net richtig. Ech wëll drop hiweisen, datt dee ganze Sécherheitsberäich, also d'Fluchlootsen, den Tower, d'ANA als staatlech Administratioun eng staatlech Administratioun bleift an datt och d'ANA zoustänneg ass fir d'Sécherheet am Fluchberäich an esou weider, um Fluchhafen, wéi d'Fliger erop an erofgeholl ginn, och wéi se geparkt ginn an esou weider. Déi ganz Kompetenzen, déi déi staatlech national Administratioun ANA hat, huet se behalen.

Dat Eenzegt, wat gemaach ginn ass, dat ass effektiv d'Gesamtgestioun vum Fluchhafen, wat jo eng kommerziell Gestoun ass, well do geet et jo net nëmme em dee Sécherheitsberäich an deen typeschen, effektiv staatlechen - kann ee soen - Souveränitätsberäich, mä do geet et och em Commercen, déi do geréiert musse ginn an esou weider, dat heescht em privat Fluchgesellschaften, mat deenen ee muss diskutieren.

Déi ganz kommerziell Gestoun an d'gesamt Responsabilitéit vum Fluchhafen ass effektiv iwwerschiwwen op lux-Airport, wat eng Gesellschaft ass, déi zu 100 % dem Stat och gehéiert, well ech hei nach eng Kéier ennersträchen. An awer dee ganze Fluchhafen, déi eenzel Beräicher ginn iwwer sougenannte Service-Level-Agreementen vun der Gesellschaft lux-Airport erausginn u staatlech Gesellschaften, wéi zum Beispill, wann et em d'Sécherheet geet, hei d'ANA, wat dee ganze Beräich ubelaangt vun de Fluchlootsen.

Also do ännert guer näischt par rapport zu haut. Dat war och d'Diskussioun, déi ech mat de Gewerkschaften hat, wéi mer déi Conciliatioun haten, déi Mediations haten. Dat ass jo alles och vu jiddwerengem ennerschriwwen ginn, déi Service-Level-Agreementen. Déi Texter sinn entre-temps och längst ennerzeechent zur vollster Zefriddenheet vun deenen enzelnen Akteuren um Fluchhafen. Also et kann een net einfach alles hei duerjerneegheien an da behaupten, hei géife mer elo dee ganze Fluchhafen inklusiv d'Sécherheet u iergendeng Privatgesellschaft ginn, déi dat do géif maachen.

Et ass och net esou, datt duerch dat Gesetz hei de Fluchverkéier liberaliséiert oder de Fluchhafen liberaliséiert gëtt. Dat ass scho laang geschitt. Dat ass scho virun 10, 15 Joer geschitt. Also deen Zuch, Här Wagner, deen hutt Der verpasst viru 15 Joer, wann Der dat hätt wëlle bekämpfen. Do sinn ech awer ganz bei lech. Dat ass guer net de Punkt. Mä mir kënnen elo natierlech net maachen, wéi wann dat elo duerch dat Gesetz hei érischt géif agefouert ginn. Dat gëtt et scho laang alles, dat ass Realitéit. Et gëtt kee Beräich an eiser Gesellschaft, dee méi liberaliséiert ass wéi de Fluchverkéier an de Fluchberäich. Wéi gesot, dat ass awer net duerch dat Gesetz hei, wou dat gemaach gëtt.

Hei maache mer just am Fong déi lescht Etapp vun deene ganze Verhandlungen, déi an där leschter Legislaturperiod waren, vun deene ganze Reformen, déi mer gemaach hunn, fir datt mer deen eenzege Fluchhafen, dee mer am Land hunn, näamlech eisen nationale Fluchhafen an esou opstellen, datt e kann existieren an deem europäesche Kontext.

An dat huet natierlech och ze di mat der Zertiifikatioun vum Fluchhafen, wéi et hei schonn zu Recht gesot ginn ass, wéi mer déi ganz Prozedur duerchlaf hunn an der leschter Legislaturperiod. Mä wéi gesot, mir privatisieren net de Fluchhafen duerch dëst Gesetz, éischstens. An zweetens, all déi sécherheitsrelevant Aspekter bleiwen a staatlecher Hand.

An doriwuer eraus gëtt et jo, niewebäi bemierkt, och nach den iwwergeuerdnete Regulateur vun der Sécherheet um Fluchhafen, wat d'Direction de l'aviation civile ass. Et sinn déi schlussendlech, déi bestëmmen, wat um Fluchhafen Saach ass an der Sécherheet, am Sécherheitsberäich. Dat ass och eng staatlech Verwaltung. Also et soll een elo net hei den Däiwel un d'Wand molen. Bei allem Verständnis, wat ee kann hunn, iwwer iwwerméisseg Liberalisierungsbestriewungen, déi oft an Europa waren an och nach souguer zum Deel do sinn, hei soll een awer net Saache matenee verwieselen, déi net mateneen ze verwiesele sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Wagner huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech hu guer näischt duerjerneegepucht. Ech hunn och net behaupt, dee ganze Fluchhafen gëtt privatiséiert. Ech hu justement gesot: Wat jo d'Saach e bësse méi pimentéiert, dat ass, déi national a staatlech Administratiounen, déi bleiwen natierlech bestoen an déi schaffe fir eng Privatgesellschaft, déi u sech dat Ganz iwwerhëlt.

(Interruption)

Ma dach, et ass en Outsourcing. Et ass en emgedreiten Outsourcing, wéi mer dee kennen. A schlussendlech hu mer duerno e Fluchhafen, dee geréiert gëtt vun enger privater Gesellschaft mat 100 % effentlechem Kapital. A mir sinn herno och an enger Situatioun, wou d'Regierung ka soen, wann et iwwerhaupt zu engem Konflikt ka kommen, datt d'Regierung sech net kann améschen an eng Société de droit privé.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dat ass natierlech net richtig, well wa mer bei deem bliwwen wäeren, wat viru war, wou d'ANA als staatlech Administratioun de Gestionnaire gewiescht wär vum ganze Fluchhafen, dann hätt dat bedeit, datt mer déi ganz national staatlech Administratioun hätte misse komplett emkrepelen. Dann hätt déi missen ufänken, eng kommerziell Kontabilitéit anzefieren, fir datt se kéint dat alles maachen.

Dat kënt Der lech jo virstellen, zu wat dat gefouert hätt, datt dat net ganz gutt an der Praxis gaange wier. An hei hu mer just duerch d'Aart a Weis, wéi mir et organiséiert hunn, wat och eng komplett aner Aart a Weis ass, wéi déi meescht aner europäesch Länner et gemaach hunn, derfir gesuergt, datt déi staatlech Administratioun kann an där Form bestoe bleiwen an hir sécherheitsrelevant Aufgabe weider maache wéi viru an derniewent awer an der Rei si par rapport zu deenen internationale Regelen, déi et ginn.

Also wéi gesot, dat ass net esou, datt déi Verwaltung, déi ... Wéi soll ech soen? Déi schafft eegestänneg an ass och eegestänneg fir d'Sécherheet zoustänneg. Si muss natierlech garantieren, an dat ass jo awer normal an deem Kontrakt hei, datt se déi Sécherheitsaufgaben och esou erfëllt, wéi se verlaangt sinn an dem internationale Regimm. Mä dat war viru an och net aneschtens. Mä et ass net esou, datt lux-Airport zum Beispill der ANA kann dräschwätzen, wann et drëms geet, de Fluchverkéier ze regelen an esou weider. Dat ass der ANA hir Kompetenz, wéi et se an der Vergaangenheet och war.

Et ass just, datt fir de gesamte Fluchhafen deen, dee muss riichtstoen herno, wann eppes schiffeelt, dat ass lux-Airport natierlech par rapport zu der EASA an esou weider, als Beispill den internationale Regulateur. Mä d'ANA kann hei a voller Autonomie par rapport zu deem Beräich, deen am Kontrakt steet, wat de Sécherheitsberäich ass am Fluchverkéier, voll hir Aufgab iwwerhuelen an ass och eleng responsabel.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7316. Den Text steet am Document parlementaire 7316².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7316 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7316 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7316 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7254 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire

Mir kommen elo zum Projet de loi 7254, enger Direktiv iwwert d'Erëffnung vun den nationalen Zuchtransportservicer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marco Schank, den Här Frank Colabianchi, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, ech fänken direkt mam Waasser un, well des Kéier gëtt et e bësse méi ee laangen Exposé hei, wann ech iwwert d'Transpositioun an nationalt Recht vum véierte Paquet ferroviaire schwätzen.

Dat ass een, wéi gesot, ganz interessante Projet, virun allem fir een, deen elo kuerz derbäi ass. En huet mer och erlaabt, e gewëssene Réckbléck ze maachen an eng Rei Saache feststellen, wéi gesot, datt mer awer och hei zu Lëtzebuerg, muss ech soen, nawell ganz gutt och am europäesche Kontext zuwee kommen.

Mä bon, kommt, mir kommen zrëck op eise Projet!

Den Objet vun dësem Projet de loi:

- d'Transpositioun vun der Direktiv 2016/2370/UE vum Europaparlament a vum Conseil vum 14. Dezember 2016, déi d'Direktiv 2012/34/UE ännert.

Wat ass dodran?

Et geet em d'Ouvertür vum Marché vun den nationale schinnegebondenen Transportnetzer fir Reesender, fir Persounen also, an d'Governance vun den Infrastrukture vun der Eisebunn.

An dann een zweete Volet, dee mer och hei uginn, dat ass d'Zesummeschweessen, also d'Reform vun der nationaler Eisebunnsgesetzgebung.

An ongeféier 15 Joer gouf versicht, de Secteur vum Transport op de Schinnen, Marchandise a Reesender gläichzäiteg, opzemaache fir d'Konkurrenz. Dëst huet véier Paquet-ferroviaire mat sech bruecht. De véierte Paquet gouf am Abrëll 2016 fir seng Partie technique adoptéiert. Säu Volet politique gouf am Dezember 2016 adoptéiert. Et ass dëse Volet politique, dee mir hei émsen. Des Weidere maache mir eng Reform vun den nationale Gesetzestexten, déi sech op d'Paquets 3 a 4 basieren.

D'Reform vun eiser nationaler Gesetzgebung:

Mat der successiver Émssetzung vun dëser europäescher Gesetzgebung huet och eis national Gesetzgebung an engem regelméissegem Rhythmus geännert. Dëst huet mat sech bruecht, datt eis national Gesetzgebung schweier liesbar gouf. Fir eben des Lektür ze verbessern an eis Texter och juristesche ofzesécheren, gouf dës Refonte gemaach. D'Texter goufe fusionéiert an ugepasst.

Et handelt sech em dräi Gesetzestexten an zwee Reglementen. Den Detail dovunner kënt Der a mengem schrëftleche Rapport ..., an dem Rapport vun der Kommissioun, pardon, noliesen. Ech ginn elo net hei dorobber an.

An enger zweeter Etapp wäerten dann d'Direktiven, déi zum Pilier technique vum véierte Paquet ferroviaire gehéieren, émgesat ginn. Dat sinn d'Direktiven 2016/797 betreffend d'Interoperabilitéit vum Schinnentransportsystem an der EU an d'Direktiv 2016/798 iwwert d'Sécherheet um Schinnentransportsystem an Europa.

Éier mer elo am Detail op d'Direktiv 2016/2370 aginn, déi mir hei émsen, schéngt et mer nëtzlech a wichteg, fir d'Éischt e puer Wuert zum generelle Kontext vun dëser Direktiv am véierte Paquet ferroviaire am Generellen ze soen, well et si jo eng ganz Rei Leit, mengen ech, heibannen, déi d'Chance net haten, dëst an der Vergaangenheet mat ze begleeden.

D'Ambitioun vun der EU resuméiert sech am folgende Satz: « vers un espace ferroviaire unique européen ». D'europäesch Politik betreffend den Transport op de Schinnen huet versicht, esou wéi et schonns an anere Secteure gemaach gouf, eng Harmoniséierung an eng Liberaliséierung vun dësem Secteur erbäizefieren, dëst iwwer eng Dynamiséierung vun dësem Transportsecteur, déi dra besteet, de Marché opzemaache fir méi Konkurrenz an duerch d'Schafe vun engem europäeschen Transportsystem, genannt „Espace ferroviaire“.

Dës Politik huet 1991 ugefaangen, an engem Moment, wou, wéi Der all wësst, dësen Transportsystem sougutt national wéi och europäesch an engem schlechten Zoustand war.

Eng éischt Direktiv hat d'Zil, fir déi jee weileg national Eisebunnsfirme méi onofhängeg vum Stat ze maachen a war an deem Sënn deen éischte Schrëtt a Richtung Trennung vun der Gestoun vum Eisebunnsnetz. Déi Gestoun begraift dann och, wéi gesot, nei Strecken eventuell ze maachen an och den Entretien vum Eisebunnsnetz ze trenne vun der Exploitatioun vum Netz, wat also op de Schinne fiert.

1996 gouf dunn den éischte Livre blanc publié mam Titel « Une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires », mat deem d'EU-Kommissioun ugekënnegt huet, an Zukunft méi e breet a kohärent legislativ Arsenal op den Instanzeweze ze bréngen, dat heescht déi zukünfteg Approche mat besser openeen ofgestëmmte Gesetzespaqueten.

Éischte Paquet ferroviaire: Dat war 2001.

Deen éischte Paquet ferroviaire huet de Wuerenttransport, de Fret, liberaliséiert. E schreift och eng legal a fonctionnel Separatioun tëschent dem Gestionnaire d'infrastructure, also dem Schinnennetz, an der Entreprise ferroviaire vir, déi zoustänneg ass, Persounen oder Gidder ze transportieren.

Zweete Paquet ferroviaire: 2004.

Den zweete Paquet huet d'Liberaliséierung vum Giddertransport iwwert d'Schinnen nach méi wäit ausgebaut respektiv den internationale Giddertransport opgemaach fir d'Konkurrenz. Des Weidere gouf eng Agence ferroviaire européenne kreéiert.

Dann den drëtte Paquet ferroviaire: 2007.

Deen drëtte Paquet huet d'europäescht Schinnennetz fir d'Konkurrenz um internationale Reesenderservice opgemaach an huet de Cabotage agefouert. Dat heescht - Cabotage -, datt d'Reesender kënnen an engem anere Land aus dem Zuch gelooss ginn oder erageholl ginn an datt dës Firma och muss kënnen Tickete fir dës „kleng“ Cabotage-Strecken an engem anere Land verkafen. Dës Direktiv huet

des Weideren och d'Rechter vun de Passagéier verstärkt.

Dann de véierte Paquet ferroviaire, 2016, vun deem mer haut schwätzen.

Trotz all den europäeschen Harmoniséierungs-efforten ass de Modal Split vum Schinneverkéier bannent Europa ëmmer nach kleng bliwwen.

Mam véierte Paquet ferroviaire, vun deem mir haut schwätzen, hat d'EU-Kommissioun d'Ambitioun, fir d'Qualitéit an d'Performancé vun den nationale Schinrentransportservicer virun allem awer ënnerhalb vun deem ugestrieften Espace ferroviaire européen unique ze verbessern. Dese véierte Paquet sollt déi lescht juristesche, institutionell an eventuell technesch Hindernisser aus dem Wee raumen.

Wéi scho gesot, dese Paquet begräift zwee grouss Voléiten: ee Volet technique an ee Volet politique.

De Volet politique, vun deem mer hei haut schwätzen: Hei geet et drëm, datt all Entreprise vum Secteur sech ka fräi an engem anere Land installéieren an do hir Servicer u Reesender of-fréieren.

Nei ass an deem Kontext vun dësem véierte Paquet zum Beispill eng, dass ee Paragraf virgesäit, datt Entreprise sech un déi national, sozial an Aarbechtsgesetzgebung hale mussen a keen Dumping kënnen bedriewen.

Komme mer elo méi spezifesch zur Direktiv an zu den Dispositiounen vun eisem Projet de loi 7254.

D'Zil vun der Kommissioun:

- d'Ouvertür vum Marché vun den nationale schinnegebonnenen Transportnetzer fir d'Reesender, mam Zil, fir de Konkurrenzdruck an dësem Secteur op nationalem Plang ze erhéien an domat d'Qualitéit an och d'Quantitéit vun dese Servicer ze erhéien;

- d'Gouvernance vun den Infrastrukture vun der Eisebunn ze verbessern a Richtung fir gläichen Zougang op d'Infrastrukture vun aneren Transportfirmen, aus dem Inland wéi aus dem Ausland.

An der Praxis ass et esou, datt déi meescht national Eisebunnsgeellschaften net nëmme vun hire kommerziellen Transportleeschunge kënnen liewen - dat wësse mer -, mir brauchen Hëllef vum Stat. An deem Fall schléisst se e Contrat de service public (CSP) mam Stat of. Dat heescht, de Stat gëtt hinnen den Optrag, déi Leeschungen ze bréngen, déi an dem Secteur gebraucht ginn, a bezilt och e groussen Deel do dervun. Wéi gesot, genau ewéi et och hei zu Lëtzebuerg ass.

An deem Sënn: Dës Direktiv gesäit och esou CSPe vir, déi awer ënner Konkurrenzsituatioun sollen erstallt ginn. Beim ursprénglech vun der Kommissioun proposéierten Text wollt d'Kommissioun hei e gutt Stéck méi wäit goen an d'Attributioun vun dësen CSPen d'office par appel d'offres virschreien. Dat konnt awer glécklecherweis verhënnert ginn.

Wat sinn déi nächst Echeancé bei der Liberaliséierung vum Zuchverkéier hei, déi elo ustinn?

- Vum Dezember 2019, also dat ass net méi wäit, u kënnen d'Entreprises ferroviaires Servicer um ganzen europäesche Schinnett ubidden.

- Dann, vun 2023 u mussen déi national Staten CSPen iwwer Appel d'offres ausschreien, déi allen nationalen europäesche Firmen aus dem Secteur opstinn, ausser - ausser! - déi Fäll, wou eng Attribution directe méiglech ass. Esou ass et de Fall fir Lëtzebuerg.

- Den CSP, deen de Moment a Kraaft ass tëscht dem lëtzebuergesche Stat an der SNCFL bleift bestoe bis 2024. Mä, wéi gesot, wat Lëtzebuerg ugeet, bleift eng Attribution directe ëmmer méiglech.

Erënnere mer drun, datt duerch déi viregt Paqueten nach zwee Akteuren derbäikomm sinn:

- Nieft dem Regulateur an der SNCFL gëtt et och nach déi staatlech Administration des chemins de fer, déi offiziell zoustänneg ass fir d'« répartition des capacités et des tarifications en vertu de la loi modifiée du 22 juillet 2009 ». Dës Fonctioun iwwerhëlt zu Lëtzebuerg aus Onofhängegkeetsgrënn - wéinst der vertikal integréierter Entreprise - net de Gestionnaire vun der Infrastruktur, mä déi vun der CFL (veuillez lire : SNCFL) onofhängeg Administration des chemins de fer.

- Dann, d'Regulatioun vum Marché ferroviaire gëtt vun der ILR, also vum Institut luxembourgeois de régulation gemaach. Mam véierte Paquet kritt de Regulateur awer däitlech méi Kompetenzen, notament en matière d'évaluation de l'équilibre économique vum CSP, dat heescht bei der Attributioun vun dësem Kontrakt.

Des Weideren, wat d'Trennung tëscht Netz an Operateur ugeet, schreien déi nei Regeln eng nach méi strikt finanziell Trennung vir wéi bis elo.

Elo kommen ech zu der Lëtzebuurger Position während de Verhandlung vum véierte Paquet ferroviaire.

Erlaabt mer da vun dësem Punkt vun der Trennung tëscht Netzgestionnaire an den Operateuren... D'Operateuren, dat sinn déi, déi d'Zich lafe loossen. D'Netzgestionnairen, déi bekëmmere sech ëm d'Netzinfrastruktur an ënnerhalen déi. Elo maachen ech e klengen Ausfluch an d'Kulisse vun de Bréisseler Negociatiounen, déi zu dësem véierte Paquet a méi spezifesch zu dëser Direktiv gefouert hunn.

D'Kommissioun huet hir Propose vum véierte Paquet am Januar 2013 op den Dësch geluecht. Direkt duerno, am Kader vum Contrôle politique a vun der Subsidiaritätskontroll, déi all nationaalt Parlament kann ausüben, huet eis Chamber am März 2013 een zimlech kritisches Avis zum véierte Paquet op Bréissel geschéckt.

Iwwregens net deen éischten zum Thema Zuchliberaliséierung, wéi een dat kann an de Chamberarchiven noliesen. Et gong och drëm, eiser spezifischer Situatioun als klengt EU-Land Rechnung ze droen.

Och d'Regierung war op där Linn. An de véierte Paquet ferroviaire gouf deementspreechend och am Regierungsprogramm vum Dezember 2013 mat engem klengen Zil erwänt, mat der Demande, eng Derogatioun fir eist Land ze negociéieren. Dëst ass an Zesummenaarbecht mat de Benelux-Länner gemaach ginn, wou gemeinsam Oppositioun zum Projet vum véierte Paquet ferroviaire gemaach gouf, virun allem, datt déi Benelux-Länner op d'Situatioun vun deene klenge Länner verwisen hunn. Dës Aktiounen hunn dann och Erfolleg gehat, an zéng aner Länner hu sech eiser Positioun ugeschloss.

Bei de kritisches Punkten, wou Lëtzebuerg sech agesat huet, stiechen der dräi besonnesch ervir, déi ech och elo am Rapport e bësse méi explizit thematiséieren.

Deen éischten: keng total Lasskoppelung vum Gestionnaire vum Réseau an Operateur. Allgemeng gëtt et, eben och an dësem Eisebunnssektor, zwee Typen vu Relatiounen tëscht dem Gestionnaire vum Réseau an den Entrepreneuren, déi ee Service voyageur ubidden.

- Vertikal Integratioun: Déi zwou Entitéiten sinn an eng selwechter Gesellschaft integréiert mat engem juristeschen an operationeller Trennung. Dat beschte Beispill, dat gréisste Beispill an Europa ass Däitschland.

- Vertikal Separatioun: Hei sinn déi zwou Entitéiten total getrennt. Dat ass zum Beispill an England de Fall ... an UK, pardon.

Den initiale Projet vun der EU hat virgesinn, datt all Land misst de Modell vun der vertikaler Separatioun unhuelen. Dëst ass der EU awer net gelongen, well de Minister vum Développement durable an Infrastrukture sech derfir mat Erfolleg agesat huet, fir de Begrëff « entreprise verticalement intégrée », esou wéi et zu Lëtzebuerg de Fall ass, an den Text ze kréien, wat him och gelongen ass.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Zweete Punkt: keng obligatoresch Attributioun vun engem CSP - nach eng Kéier: „Contrat de service public“, wat ech virun erkläre hunn - iwwer eng Ausschreiwung.

D'EU huet nach eng Kéier versicht, datt d'CSPe missten iwwer öffentlech Ausschreiwung vergi ginn. Och hei hat d'EU kee Succès, well eng Rei Länner, an dorënner och Lëtzebuerg, sech mat Erfolleg opposéiert hunn.

D'CSPe kënnen direkt vum Stat attribuéiert ginn. Elo gesäit den Text vir, datt - ech zitieren op Franséisch -: « La directive 2016/2370/UE précitée dispose que la condition du risque de compromis de l'équilibre économique du CSP concerné va autoriser l'attribution directe d'un CSP. » Dës objektiv ekonomesch Analys muss vum Regulateur, also dem Institut luxembourgeois de régulation, virgeholl ginn. Dese Mechanismus spillt net hei zu Lëtzebuerg virun Enn 2024, well den aktuelle CSP tëscht dem Stat an der SNCFL leeft eréischt 2024 aus.

Deen drëtte Punkt: d'Méiglechkeeten, fir den Accès vun externe Firmen op d'Infrastruktur ze limitéieren.

Den drëtte Succès fir Lëtzebuerg besteet doran, datt deen Accès op eis Reseau ka limitéiert ginn ënner gewëssene Konditiounen.

Da kommen ech zum Schluss.

Den Avis vum Statsrot, deen ass vum 24. Juli 2018. De Statsrot hat eng Rei legistesche Remarque gemaach, mä hat dann och fënnf Op-positionsformellen ausgeschwat.

Am Avis complémentaire vum 26. März 2019, no den Amendements parlementaires, huet de Statsrot och säin Accord ginn, fir dës Opposition-formellen opzehiewen.

Dann zu den Avisa vum de Chambres professionnelles. Do goufen et der zwee:

Den Avis vun der Chambre des Salariés: D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis vum 24. Abrëll 2018 dervu profitéiert, hir Positioun zu der Liberaliséierung vum schinnegebonnenen Transport am Generellen ze argumentéieren an drun ze erënneren, ze rappelléieren:

- D'Chambre des Salariés bedauert hei virun allem déi negativ Effeten op Sozial- a Sécherheetskonditiounen;

- dann erënnert drun, datt keng Evaluatioun vun den Effete vun der Liberalisatioun gemaach gouf;

- kënt zur Konklussioun, datt d'Liberaliséierung net zu deenen erwënschte Resultater komm ass;

- a gëtt dofir och een negativen Avis zu dëser Direktiv a virun allem hirer Ëmsetzung an nationaalt Recht of.

Den Avis vun der Chambre de Commerce: Den Avis vun der Chambre de Commerce gesäit dëse Projet de loi par contre positiv a begréisst och ausdrécklech de Volet „Refonte“ vun der aktueller Gesetzgebung am Sënn vun enger besserer Liesbarkeet.

Domat wier ech dann och um Enn vum Rapport ukomm. Eis Kommissioun huet dëse Rapport an der Sitzung vum 2. Mee 2019 ugeholl a proposéiert deemno och dëser ganzer Chamber, dëse Gesetzesprojet unzehuelen. An deem Sënn ginn ech och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschten.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Back. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marco Schank** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wollt ech dem Rapporteur, dem Kolleg Carlo Back - en ass grad bis eraus -, ee Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport an och fir déi ganz ausféierlech Manéier, fir op déi technesch Aspekter vum Text anzegoen.

Mam virleiende Projet setze mer d'Direktiv 2016/2370 ëm. Engersäits ass et d'Ouvertür vum Eisebunns-marché an anersäits passe mer natierlech dann och eis national Gesetzgebung entsprechend un.

D'Europaparlament huet de 14. Dezember 2016 de véierte Paquet ferroviaire ugeholl, deen de Wee fräi mécht fir eng progressiv Ouvertür vum Marché fir d'Konkurrenz.

Och am EU-Parlament waren d'Diskussiounen net evident, an et war bis zum Schluss net sécher, ob den Text géif duerchgoen.

Erlaabt mer e ganz kuerze Réckbléck.

Am Januar 2013 gouf de Projet am EU-Parlament presentéiert.

Den 21. März 2013, also och nach ënnert der deemoleger CSV/LSAP-Regierung, hu mer hei an der Chamber ee kritisches Avis motivé ugeholl, deen eng ganz Rei vun Argumenter géint eng generell Liberaliséierung hat, déi de Lëtzebuurger Spezifitéiten net Rechnung gedroen hätt an de Subsidiaritätsprinzip net respektéiert hätt.

Zu Recht gouf an deem Avis och drop higewisen, datt eis Legislatioun souwiso deemools scho festgehalten hat, datt d'CFL mussen déi europäesch Reglementatioun respektéieren.

D'Iddi vun engem Espace ferroviaire unique an Europa zënter dem Ufank vun den 90er Joren ass vun der Europäescher Kommissioun verfollegt ginn, hat do d'Zil, eng Dynamiséierung vum Transport duerch d'Konkurrenz ze schaffen.

De Rapporteur ass op déi verschidden Etappen agaangen. Ech ka mer also do een Deel spueren. Just fir ze soen, datt deen éischte Paquet schonn 1998 proposéiert gouf an 2001 ugeholl ginn ass.

Wéi gesot, d'Zil: d'legal fonctionnel Trennung vum Gestionnaire respektiv vun der Entreprise ferroviaire.

Den zweete Paquet, deen 2004 ugeholl ginn ass mat der Liberaliséierung respektiv der Konkurrenz am Beräich vum Fret, vum nationalen an internationale Fret.

An duerno deen drëtte Paquet aus dem Joer 2007, wou d'Konkurrenz opgemaach ginn ass fir de Passagéiertransport.

De véierte Paquet ferroviaire aus dem Joer 2016, iwwert deen mer haut schwätzen an ofstëmme wäerten, soll dann, wéi gesot, eng lescht Etapp fir d'Liberaliséierung vum Marché ferroviaire si mat der Ambitioun, d'Qualitéit an d'Effektivitéit vun de Servicer ze verbessern doduerch, datt juristesche, institutionell an technesch Hindernisser aus dem Wee geraumt ginn.

Här President, et gouf scho gesot: Et gëtt hei e puer Aspekter, déi wichteg sinn, fir eise Lëtzebuurger Spezifitéite Rechnung ze droen:

- keng komplett Entkoppelung tëscht dem Gestionnaire an dem Operateur. Am initiale Projet vun der Kommissioun war esou een „unbundling“ virgesinn, mä elo ass en net méi obligatoresch, fir ebe grad d'Iwwerliewe vun Eisebunnsgeellschaften an de klenge Memberstaten ze garantéieren;

- zweetens, keng obligatoresch Attributioun vun de Contrats de service public duerch Appel d'offres. Domat kann eise Modell vum Service public national gehale ginn. Elo ka bei eis eng objektiv ekonomesch Analys gemaach gi vum ILR, fir d'Attributioun vum Contrat de service public ze autoriséieren. Dat geschitt bei eis och net virun 2025, well den aktuelle Vertrag tëscht Stat an CFL ass bis de leschten Dezember 2024 (veuillez lire : den 31. Dezember 2024) a Kraaft;

- an dann, drëtens, d'Méiglechkeet, den Accès op d'Infrastruktur ze limitéieren. Den Artikel 11 Paragraf 5 gëtt de Memberstaten d'Méiglechkeet, den Accès op d'Infrastruktur ze limitéieren am Fall vun Exklusivrecht fir de Passagéiertransport - dat ass och scho gesot ginn - duerch de Contrat de service public, deen virun 16. Juni 2015 ofgeschloss gouf, wat fir Lëtzebuerg de Fall ass.

Här President, ech wollt op dëser Plaz awer och nach e puer Gedanke viruginn, déi sech d'Gewerkschafte vun den Eisebunnen zum Paquet ferroviaire maachen an déi net fir d'Lescht och vum Syprolux u mech erugedroe goufen. Just dräi, véier Iwwerleeungen.

Den „social dumping in rail“ ass zum Beispill ee Schlagwuert, dat illustriert, firwat d'Gewerkschafte dem Liberaliséierungswëllen, also dem Paquet ferroviaire, kritisches géigeniwwer-stoung respektiv -stinn. Net fir d'Lescht leeën d'Gewerkschafte besonnesch e Wäert op d'Formatioun. Dës muss, genee wéi d'Sécherheet vum Personal an dem Client, iwwer allem stoen.

A puncto Outsourcing sinn d'Gewerkschafte der Meenung, datt och hei zu Lëtzebuerg am Beräich Eisebunn ee Maximum soll „in house“ vergi ginn an datt de Recours op Interimsleit net därer opkomme beziungswies net op eisebunnspezifesch Beruffer därer ausgedeeent ginn.

An a puncto „Voyageurs“ an „Gestion infrastructure“ ass fir d'Gewerkschafte och d'Attribution directe am Zesummenhang mat engem gudden Contrat de service public iwwer 2023 eraus deen eenzege Garant fir ee qualitativ héichwärtigen öffentlechen Transport.

An da soen d'Eisebunnsgeellschaften och, datt a puncto Wuerentransport Europa misst derfir surgen, datt de Prinzip vum Pollueur-payeur duerchgesat gëtt. Soulaang de Stroosentransport net méi restriktiv behandelt géif ginn, hätt eng Eisebunn keng Chance a géif weider Parts de marché verléieren. Esou wäit d'Iwwerleeunge vun de Gewerkschafte.

Här President, zum Schluss erlaabt mer awer nach eng oder zwou Remarken zum Eisebunnsverkéier. Wann ee mam Zuch op d'Schaff fiert, dann erlieft ee jo ëmmer erëm, datt deen een oder aneren Zuch net pünktlech ass respektiv ...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo?

► **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.- Dierf ech lech eng Fro stellen?

► **M. Marco Schank** (CSV).- Jo.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Den Här Bausch, wannechgelift.

► **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.- Ech wollt den Här Schank just froen, en huet mer do elo alles virgelies, wat de Syprolux gesot huet zu der europäescher Liberaliséierung; wat ech iwwregens alles deelen.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Mhm.

► **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.- Mä ech wollt awer froen: Wat ass dann awer der CSV hir Meenung

zu deene Punkten? Respektiv wéi war et dann historesch gesi virdu bei deenen éischte Paquet-ferroviairen, déi ënner Ärer Responsabilitéit gemaach gi sinn? Well ech hunn hei eppes geännert.

Ech wéisst awer duerfir gär ... Et geet mer net drëms, hei e Communiqué yrizeliesen. Da wéisst ech awer och gär, wat Är Meenung zu deem Thema ass.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Majo, ech wäert herno och soen, dass mir dee Projet selbstverständlech stëmmen, aus deene Grënn, déi ech och virdu gesot hunn. Mä et war mer awer wichteg, och eng Rei Iwwerleeungen, déi d'Gewerkschafte sech zu deem Sujet maachen, ze soen. An Dir sot jo selwer, Dir géift déi deelen.

(Interruption)

Däerf ech vläicht eng Fro och lassginn oder déi eng oder aner Remark nach lassginn am Kontext vum Eisebunnsverkéier hei zu Lëtzebuerg, wann den Här Minister mer herno vläicht och kéint dorop äntwerten?

Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, dass mir als CSV déi héich Investissementer begrëissen, déi passéieren, zum Beispill den Ausbau vun der Stater Gare oder déi nei Zuchlinn Lëtzebuerg-Beetebuerg, a virun allem och nieft enger geplanter globaler Verbesserung vun der Qualitéit vun den CFL mat mander Retarden, mat mander Ausfäll, an dat fir den Zäithorizont 2024. Dat hunn ech viru Kuerzem och an der Äntwert vun enger Question parlementaire, ech mengen, et war déi vum Här Engelen, gelies.

An eben an der Äntwert op eng entsprecheend Question parlementaire huet de Mobilitéitsminister och ... Do geet rieds vum Aktionsplang „Pénktlechkeet“, deen op der ganzer CFL soll agesat, koordinéiert an iwwerwaacht ginn. Dësen Aktionsplang soll ënner anerem regelméisseg gespeist gi mat de Resultater, Analyse vun de Grënn fir déi verschidde Verspéidungen an Ausfäll op dese verschidde Linnen.

An ech wollt an deem Kontext och d'Proposition maachen, fir vläicht déi Responsabel vun deem Aktionsplang vun den CFL eemol an d'Mobilitéitskommissioun ze invitéieren, fir den Deputéierten och Einzelheete vun deem Plang viruzeginn.

(Interruption par M. le Ministre François Bausch)

Gelift?

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Déi waren an der Kommissioun, Här Schank, fir dat alles virzestellen.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Mir hunn awer eng Partie Einzelheeten deemools nach gefrot gehat. An ech hätt nawell gär gehat ... Jo?

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Et war kee Vertrieeder vun der CSV do an där Kommissioun.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Ech wëll just soen, dass ech och nach duerno mat de Responsabele vun den CFL geschwat hunn ...

(Brouhaha)

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- ... de Bericht kucke goen!

► **M. Marco Schank** (CSV).- ... an ech gären Informatiounen dozou gehat hätt.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Bis um Schluss, déi lescht fënnf Minutten ass een erakomm vun lech.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Schank huet d'Wuert.

(Brouhaha)

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Majo neen, wéi esou dacks!

► **M. Marc Lies** (CSV).- Well erëm Reunionen openegefall sinn.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Jiddweree kann eng gutt Ursach hunn, fir net do gewiescht ze sinn. Ech wëll just soen ...

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Dat ass mir egal! Ech wollt lech just soen, dass mer dat gemaach hunn.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Dat ass ganz ...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Ech wëll just soen, dass d'Chamber erëm eng Kéier soll oppassen, wivill Kommissiounen se openeleet.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Oh, sot!

(Brouhaha général)

► **M. Marco Schank** (CSV).- Ech mengen trotzdem, dass et sënnavoll wier, nach eemol drop anzegoen, well sech eng ganz Partie Fro stellen, och d'Leit dobause sech eng ganz Partie Fro stellen. Émsou méi begrëissen ech, dass et schon eemol gemaach ginn ass. Ech géif mer awer wënschen, dass dat dann nach eemol géif gemaach ginn.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Et war virun engem Mount.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Well besonnesch ... Et ass ee Punkt, deen ech awer nach zum Schluss wollt opwerfen, ...

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Den Här Lies kourf fënnf Minutten virum Schluss.

(Interruption)

► **M. Marco Schank** (CSV).- ... dat ass dee vun der Kommunikatioun a vun der Informatioun. Ech erënnere mech, dass mer scho virun zwee oder dräi Joer iwwert déi berüümt Tablets rieds haten, déi d'Zuchbegleeder solle kréie respektiv Leit op de Quaien, an dëst a Verbindung mat enger entsprecheender Leitcentral, fir dass d'Leit uerdentlech informéiert ginn. An dat ass bis elo nach ëmmer net geschitt.

Ech hu mer de Moien erlaabt, Här Minister, de Kontroller am Zuch ze froen, wou dat dru wier. En huet mer gesot, si hätte se eng Kéier kritt a se wieren erëm ewechkomm. De System ass also nach net operationell. Fir d'Éischt wier et d'Hardware, duerno d'Software, déi net funktionéiert hätt.

An ech wollt einfach froen, wéi wäit dass mer do sinn, ob dat drop an drun ass, dass elo dann d'Zuchbegleeder mat deenen Tablets equipéiert ginn, a wéi dat da soll entsprecheend viruoen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech dann och soen, dass dee Projet, dee mer haut stëmmen, eng grouss Bedeutung huet fir den Eisebunnsverkéier hei zu Lëtzebuerg an ech wollt dann och den Accord vu menger Fraktioun dozou ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Schank. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Frank Colabianchi** (DP).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Liberaliséierung vun europäesche Schinneverkéier an d'Schafe vun engem gemeinsamen europäesche Raum vum Zuchverkéier ass ee vun de Mammutprojete vun der Europäescher Unioun. Vum Enn vun de 70er Joren an huet sech de politesche Willen erauskristalliséiert, den deemolge Verfall vun der Part modale vum Zuch zugoschte vum Auto a vum Fliger opzehalen an den Zuchverkéier an Europa nei ze dynamiséieren.

No éischten Direktiven ufanks den 90er Joren huet dese Prozess lues a lues u Vitess gewonne mam éischte sougenannte Paquet ferroviaire am Joer 2001. Deem sinn da bekanntlech 2004, 2007 an 2016 dräi weiderer nokomm, soudass mer haut beim véierte sinn, an deem d'Qualitéit an d'Effizienz vum Zuchverkéier am Mëttelpunkt stinn.

Och wa mer aktuell an enger Situatioun vum Schinneverkéier sinn, déi sech duerchaus e gutt Stéck ënnerscheet vun där vu viru 40 Joer, huet sech awer de Besoin, den Zuch ze stäerken, absolut net verännert. Deemools huet den Trafic op der Schinn, souwuel wäit den Transport vu Wuere wéi och vu Passagéiere ubelaangt, ofgehall, dëst aus ënnerschiddleche Grënn.

Déi national Netzer waren deelweis ofgekapselt vuneneen. Déi europäesch Landschaft war zerstückelt, an esou war et méi einfach, iwwert d'Strooss an d'Loft ze reesen an Handel ze bedriewen. Deemools war d'Situatioun also déi, dass den Zuch zum alen Eise gehéiert huet, net méi attraktiv war, an et hätt ee kënne mengen, d'Zukunft géif exklusiv dem Fliger oder dem Auto gehéieren.

Haut si mer an der ëmgedréiter Situatioun, an dat ass da wuel d'Ironie vun der Geschicht. Haut wësse mer: Den Zuch huet och eng ganz wichteg Roll ze spillen, besonnesch op europäeschem Niveau. Et ass zum engen natierlech eng Fro vum Klima- an Ëmweltschutz. Den Transportsektor ass fir e groussen Deel vun den CO₂-Emissiounen verantwortlech, an den Zuch ass heibäi mat dat propperst Verkéiersmëttel, dat mer hunn.

Et ass also evident, dass mer e Maximum vum intraeuropäesche Giddertransport iwwert d'Schinn sollen oder souguer mussen ofwécke-

len. Gläichzäitig brauche mer och gutt Verbindungen a Saache Passagéierzich tëschent de groussen europäesche Stied a Regionen, fir den Zuchtourismus ze fërderen. D'Entwécklung vun engem gemeinsamen europäesche Raum vum Zuch ass elementar.

Nieft klimateschen Aspekter stellt de Schinneverkéier och e wicthegen Deel am Prozess vun der europäescher Konstruktioon an der Vernetzung tëschent de Memberstaten duer. Déi grenziwwerschreidend Mobilitéit ass jo eng vun de grondleeëndem Iddie vun Europa. Si ass net nëmme d'Viraussetzung vun europäesche Bannemaart, deen duerch e besser vernetzte Réseau dynamiséiert ka ginn an derzou bäidréit, dass d'EU wirtschaftlech méi zesummewuesse kann. Si ass och eng Manéier, de Bierger, a besonnesch de Jonken, Europa méi no ze bréngen an den Austausch tëschent de Bierger an Europa ze fërderen.

D'Verdieuung vum Espace ferroviaire européen ass dowéinst fir eis als DP e wicthegt Element, fir d'Erausforderungen, mat deenen d'EU haut konfrontéiert ass, sief et op klimateschem, wirtschaftlech oder gesellschaftlech Niveau, unzegoen. Beméiungen, fir den europäeschen Zuchverkéier ze liberaliséieren, mam Zil, de grenziwwerschreidende Verkéier an Transport ze fërderen an déi technesch Interoperabilitéit ze verdéiwen, kënne mir also nëmme begrëissen.

Och déi Lëtzebuurger Regierung ass sech deem enorme Potenzial vum Zuch innerhalb vum Land an iwwert d'Grenzen eraus beim Fret a beim Passagéiertransport bewosst. Den Ausbau vun den Infrastrukturen an d'Investissementer an d'Schinn leien dowéinst och op engem Rekordniveau. Vun de 625 Milliounen, déi eleng dëst Joer an d'Mobilitéit investéiert ginn, kommen der ronn 320 dem Zuch zegutt. Iwwert den Zäitraum vun 2018 bis 2022 sinn 1,8 Milliarden Euro eleng fir d'Schinn virgesinn. Déi Zuele schwätze fir sech.

Als DP sti mir voll a ganz hannert deser Politik a sinn och op europäeschem Niveau komplett fir e weideren Ausbau vun der grenziwwerschreidender Infrastruktur, wat den Zuch ueegt. Gläichzäitig, an dat wëll ech ënnersträichen, huet et kee Wäert, eng Liberaliséierung op Plazen ze forcéieren, op deenen et kee Sënn ergëtt. Lëtzebuerg ass esou eng Plaz, an do besteet, mengen ech, och keen Zweifel doriwwer hei an deser Chamber.

Et ginn eng sëllegen Argumenter géint eng Liberaliséierung vum Lëtzebuurger Schinneseau an deenen Effekter, déi domadder verbonne sinn. D'Gréisst vum Land ass hei natierlech d'zentraalt Argument. De Lëtzebuurger Marché ass ganz einfach vill ze kleng fir ënnerschiddlech Akteuren, besonnesch am Persounentransport. Méi Konkurrenz hätt also net den erwünschten Effekt, de Marché méi dynamesch a méi effikass ze maachen.

Dernieft ass och d'Situatioun vun den CFL zu Lëtzebuerg eng aner wéi déi vu grousser Firmen an anere Memberstaten. Déi vun der Kommissioun gefuerdert Mesuren hätten op alle Fall negativ Auswierkungen op des historesch Gesellschaft gehat. Dës Mesurë betreffe virun allem den Decouplage tëschent dem Gestionnaire vum Reseau an der Bedriewerfirma; d'Obligatioun, fir d'Service-public-Kontrakter eng Ausschreiwung missen ze organiséieren, an d'Méiglechkeet, den Accès zur Infrastruktur ze begrenzen.

Déi virlescht Chamber huet dëst d'selwecht gesinn an och eng deementspriechend Resolutioun uegholl, fir eng Ausnameregulung fir Lëtzebuerg an deem Kader ze kréien. An och déi viiregt blo-rout-gréng Regierung huet sech derfir staarkgemaach.

Lëtzebuerg huet Alliéierter fir seng Positioun bei deenen anere Memberstate gesicht, fir d'Éischt iwwert de Benelux, dëst mat Succès. An dunn hunn och weider Länner eis Positioun ënnerstëtzt. An deem Sënn si mir als DP natierlech immens frou, haut dese Projet ze stëmmen, an deem Lëtzebuerg déi gefroten Drogatiounen kann applizéieren an déi genannte Mesuren net brauch ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord zu deemem Gesetzesprojet, ouni selbstverständlech ze vergessen, dem Rapporteur Carlo Back Merci ze soe fir säin exzellenten an ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Colabianchi. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, wannechgelift.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Här President: „Die Sozialisten werden weiterhin in den Aus-

bau des Eisenbahnnetzes investieren. Neue schienengebundene Verkehrswege müssen geplant und realisiert werden. Diese stellen das Rückgrat des öffentlichen Verkehrsnetzes dar.“ Esou heescht et am Wahlprogramm vun der LSAP bei de leschte Chamberwahlen. Am Regierungsprogramm steet ënner anerem: « Au vu de la stratégie du MoDu 2.0, les investissements pour tous les modes de transport et en particulier pour le ferroviaire sont maintenus à un niveau très élevé. De même, des moyens pour accélérer la réalisation des travaux en question seront recherchés. » Ech hunn lech des Auszich zitéiert, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, wéi eng Importenz net nëmme meng Partei, mä d'ganz Regierung der Bunn bäimoost.

D'Eisebunn ass een zentraalt Element an enger Mobilitéitsstrategie, déi als Zil huet, de Modal Split ze verbesseren, an zwar an deem Sënn, dass bis d'Joer 2025 22 % vun alle Weeër op a vun der Aarbecht solle mam öffentlechen Transport zréckgeluecht ginn, an dass de Prozentsaz vu Schüler, déi mam Auto an hir Schoul fuere respektiv gefouert ginn, vun 39 % op 20 % soll erofgoen, eng Mobilitéitsstrategie, déi als weidert Objektiv huet, d'Attraktivitéit vun öffentlechen Transport ze verbesseren.

Fir dass d'Eisebunn hir Roll beschtméiglech erfëlle kann, muss si optimal funktionéieren, fir leschten Enns dee beschtméigleche Service, souwuel quantitativ wéi och qualitativ, kënnen ze offréieren. Dëst setzt natierlech virus, dass de reglementaren, de gesetzleche Kader stëmmt. Do komme mir als Chamber an d'Spill. Do sti mir dann an der Verantwortung. An an deem Kontext si mir dann och scho bei deem ominöse véierte Paquet ferroviaire, iwwert dee mer elo schonn eng gutt hallef Stonn hei diskutéieren.

D'Zil vun der Europäescher Kommissioun ass et, säit elo scho méi wéi 20 Joer, de Schinnentransport duerch d'Opmaache fir d'Konkurrenz op nationalem an europäeschem Niveau ze dynamiséieren. Éischt Beméiungen an déi Richtung goufe vun engem Espace ferroviaire européen unique an den 90er Jore gemaach. An dee ganze Rescht vum Historique, dee kann ech mer elo erspueren, well meng Virriedner, souwuel den Här Colabianchi wéi och de Rapporteur, den Här Back, an och den Här Marco Schank waren alleguerten op den Historique vun deenen eenzelne Paquet-ferroviairen aganghen. An ech mengen, dass et net vill Sënn mécht, fir dat nach eng véierte Kéier ze widerhuelen.

Mä ech kéim dann zum Schluss vun deem véierte Paquet, der virleefeg leschter Etapp vun der Liberaliséierungsplang vun der Europäescher Kommissioun. Dee gouf 2013 presentéiert, dräi Joer méi spéit adaptéiert an haut solle mer en dann an dat nationaalt Recht ëmsetzen.

Konkret sollen duerch de véierte Pak lescht juristesche, institutionell an technesch Obstakelen aus dem Wee geräumt ginn. Déi europäesch politesch Verantwortlech erhoffe sech vun den decidéierte Moosnamen eng Verbesserung vun der Effizienz a vun der Qualitéit vun den Eisebunnsdëngschter. An un desen Objektiv ass prinzipiell näischt auszesetzen. Méi Effizienz a virun allem besser Konditiounen fir d'Usagere genee ewéi fir d'Personal sinn alles Elementer, déi mir als Partei selbstverständlech matdroen an entsprecheend Moosnamen och mat béiden Hänn ënnerschreiwé kënnen.

Mä iwwert de Wee respektiv iwwert d'Ausriichtung vu verschidde Mesuren hate mir an hu mir aner Vuen ewéi d'Europäesch Kommissioun. Dat betrëfft net nëmme den Transportsektor, mä och nach ganz vill aner Beräicher.

Generell gesi mir als LSAP deen Dogma, dass d'Liberaliséierung vun enger Déngschtleeschung automatesch zu méi Effizienz an zu méi Qualitéit féiert, deen Dogma gesi mir méi wéi skeptesch, an d'Praxis gëtt eis do och méi wéi recht.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et brauch een net wäit sichen ze goen an et kann een einfach beim Eisebunnssektor bleiwen. Huele mer d'Beispill vu Groussbritannien. D'Liberaliséierung vum Zuchverkéier war op der Insel, fir et einfach auszudrécken, eng Katastroph. D'Onpénktlechkeet an d'Ausfäll vun Zich hunn dramatesch zougehall. Méi dramatesch war awer, dass d'Zuel vun den Accidenter zougehall huet, dat opgrond vu futtissem alem Material, wat d'Konsequenz vu feelenden Investitiounen war, oder opgrond vu mënschleche Feeler, déi d'Konsequenz vun enger restriktiver Personalpolitik waren. Ganz dacks geet dee Phänomeen vun der Liberaliséierung eben op d'Käschte vun de sécherheetstechneschen an de soziale Standarden. Wann eppes duerch de Liberaliséierungswëlle gesteigert gëtt, dann ass dat a ganz ville Fäll de Kontostand vun e puer weinegen, an zwar op d'Käschte vu ganz villen.

Derbäi kënn, dass d'Propose vun der Kommissioun, dat ënnerstellen ech hir elo emol hei a menger ganzer Naivitéit, gutt gemengt sinn, trotz hirer Léift fir d'Liberaliséierung, an zwar am Sënn, dass si dorobber ofzilen, fir enger méiglechst grousser Zuel vun EU-Bierger hiert Liewe méiglechst besser ze maachen. Bei de Beméiungen, déi entspreichend Regeln opzestellen, kann et dann awer emol virkommen, dass dës fir dat eent Land manner favorabel si wéi fir en anert.

Bei 28 Memberstate verwonnert dat net an et ass och net iwwerraschend, dass déi speziell Situatioun vu kleng Länner, sief et geografesch oder demografesch kleng oder béides, net esou berücksichtegt gëtt, wéi dat zum Beispill bei grousser Länner de Fall ass. An deem Fall, dem véierte Paquet ferroviaire, war dat esou eng Situatioun. An ech kann dem Schluss virgräifen, well mer all wëssen, wéi et ausgingen ass. An deem Dossier huet eis Chamber an och eis Regierung hire Match gemaach. E ganz gudder Match hunn awer och, dat dierf een hei net vergiessen ze soen, d'Gewerkschaften hei am Land, zesumme mat hiren europäesche Kollegen, gemaach.

Lëtzebuerg huet schonn Ufank 2013, ier de legislative Projet sollt am Transportconseil eng éischte Kéier diskutéiert ginn, eng kloer Positioun geholl, eng Positioun, déi strikt géint verschidde staark contestéiert Punkte war. Zu dese Punkten hunn déi geplangten Trennung vun der Gestiou an der Exploitatioun vum Reseau gezielt genee ewéi déi proposéiert Obligatioun fir en Appel d'offres, fir e Contrat de service public ze verginn.

Wieren haaptsächlech dës zwee Punkten esou ëmgesat ginn, wéi d'Kommissioun dat wollt, wier et zu enger perverser Situatioun komm, wou e System, dee jo gutt funktionéiert, hätt missen duerch e System ersat ginn, dee manner gutt wär. Oder fir et anescht auszudrücken: Dese Paquet wier fir eist Land eigentlech eng Katastroph gewiescht. Dat hätt näamlech d'Dier grouss opgemaach fir auslännesch Bunnbedreier, déi vill méi grouss si wéi eis CFL. Dës hätten onni Problem sech déi Strecke kënnen ënnert den Nol rappen, déi wirtschaftlech am interessanteste sinn, a fir den nationalen Operateur wieren dann nëmmen nach déi méi orientabel Strecke Rescht bliwwen. Deen ee kritt de Kuch an déi aner kréien d'Grimmelen.

D'Konsequenzen, déi dës Situatioun fir déi Beschäftegt vun der Eisebunn an domadder verbonne fir eist ganz Land gehat hätt, brauch ech hei wuel net am Detail auszeféieren. Den Här Schank hat et ewell a senger Ried gesot: D'Chamber hat e ganz kritisches Avis motivé formuléiert, wou se drop higewisen huet, dass déi proposéiert Dispositiounen de Lëtzebuenger Spezifisitéiten net géife Rechnung droen oder de Subsidiaritätsprinzip géife verletzen.

D'Regierungscoalitioun, déi aus de Wahle vum Oktober 2013 ervirgaangen ass, huet an hirem Koalitionsaccord festgehalen, dass si sech géif fir eng dauerhaft Derogatioun vum spezifesch Statut vun den CFL asetzen. An d'Regierung, dat muss ee betounen, huet hiert Wuert gehalten. Si huet gezielt no politeschen Alliéiert fir hir Positioun gesicht, fir d'Éischt um Benelux-Niveau, duerno dorwäert eraus, soudass schlussendlech, mengen ech, eng gutt zéng aner Länner am Ministeschconseil op der Säit vu Lëtzebuerg stoungen, mam Resultat, dass de Paquet a senger ursprénglecher Form konnt däitlech entschäerft ginn. Ouni Zweifel hätt hien zu Loun- a Sozialdumping, zu Aspuerungen op d'Käschte vun der Sécherheet a vum Personal genesou wéi zu engem europawäite Chaos bei den Tariffer gefouert.

Esou wäert och an Zukunft nach déi sougenannt vertikale Integratioun vum Gestionnaire vum Reseau a vum Operateur méiglech bliwwen, dat heescht, dës zwee mussen och zukünftig net komplett onofhängeg ee vun deem anere funktionéieren. Och mussen déi effentlech Déngschtleeschungsverträge, déi ominéis Contrats de service public, net obligatoresch effentlech ausgeschriwwen ginn, mä eng direkt Attributioun bleift dann nach ëmmer méiglech.

Wichtig fir Lëtzebuerg a fir d'CFL ass och, dass am Fall, wou Exklusivrechtler via Contrat de service public zougestane goufen, den Zougang zur Infrastruktur fir aner Bedreier kann ageschränkt ginn. Besonnesch wichteg fir eis als LSAP ass awer dann den ofgeännerten Artikel 4 vum Reglement, deen elo d'Obligatioun virgesäit, dass all d'Sociétéite mussen konform zum Sozial- an Aarbechtsrecht agéieren. Esou soll all Abus a Sozialdumping verhënnert ginn.

Op dëser Plaz wéilt ech dann eng kleng Klamer opmaachen. De 26. Mee viele mer en neit Europaparlament. Verschidde Sondage soe viraus, dass et wäert zu engem Ruck no riets kommen an dass populistesche, EU-kritesch an EU-feindlech Parteien wäerten zouleeën. Dat

héieren déi Hären hei op menger Rietser vläicht gären, mä et ass nach net esou wäit. A wann et esou wäit kéim, dann hätt dat sécherlech net nëmme ee Grond.

Natierlech funktionéiert net alles zum Beschten an der Europäescher Unioun. Natierlech gëtt et vill Chantieren. Dat alles stëmmt, mä d'Argumenter, déi ëmmer erëm vun de Populiste benotzt ginn, dass d'Europäesch Unioun ondemokratesch wier, dass Bréissel alles vun uewen erof géif diktieren an dass déi eenzel Länner net kéinte matdiskutieren an decidieren, sinn definitiv falsch. Dat weist, an dorobber wëll ech jo hei eraus, ganz kloer dës Projet, dee mer haut stëmmen.

De véierten Eisebunnspek war ursprénglech, ech soen et elo emol, eng Katastroph, dee weder fir déi Beschäftegt nach fir d'Clienté vun der Bunn Avantage bruecht hätt, ganz am Géigendeel. Mä mat vill politeschem an diplomateschem Asaz ass et gelongen, däitlech Verbesserungen ze errechen. Dat ass ganz praktesch an demokratesch geliefent Europa. An et ass och e gutt Beispill fir deenen entgéintzehalen, déi ëmmer erëm blokieren, dass zu Bréissel géif iwwer eis Käpp ewech decidéiert ginn.

Fir ofzeschleissen erlaabt mir awer, drun ze erënneren, dass, wa mir elo dëst Gesetz gestëmmt hunn, eng nächst Erausforderung a Saache Mobilitéit virun der Dier steet, d'Afféiere vum gratis effentlechen Transport. Dës Initiativ, déi, ech wëll dat awer nach eemol ënnersträichen, op der Mëscht vun der LSAP gewuess ass, stellt, net nëmme, awer och, d'Eisebunn viru grouss Erausforderungen, an dat steet ausser Fro.

Ech hu keen Zweifel, dass eis Regierung, zesumme mat alle concernéierten Akteuren, dës Erausforderung beschtens wäert meeschten. An ech kann lech elo an hei versécheren, dass meng Partei och bei deem Projet alles wäert maachen, fir dass déi Reform keng No-deeler fir d'Personal vum Transportsecteur wäert hunn. Domadder wëll ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ginn an ech wéilt natierlech zum Schluss net vermessen, fir dem Här Back villmools Merci ze soe fir seng zwee Rapporten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänke vun eiser Säit aus dem Här Carlo Back en häerzleche Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport zum Projet betreffend déi sougenannte véiert Upassung zur Liberaliséierung vun eisebunnsnetz, dat heescht der Trennung vum Schinnennetz an der Exploitatioun an domat verbonnen och d'Opmaache fir d'Konkurrenz.

Dese Projet berout op enger europäescher Direktiv, déi ewell zrëckgeet op d'Joer 2004. Et geet hei ëm d'Liberaliséierung vun dem Service vun der Eisebunn, engersäits d'Infrastruktur an anerersäits d'Bedreiwung. Ab Dezember 2019 ass d'Méiglechkeet vun deser Ouvertür ginn duerch d'Submissiounen op méi Gesellschaften oder op eng, jee nodeem, an ab dem Joer 2023 ass et laut EU-Direktiv da Pflicht, dat se och international ausgeschriwwen mussen ginn, mat Ausnam vun de besteende Kontrakter. An dat ass fir Lëtzebuerg bis den 31. Dezember 2004 (veuillez lire : 2024) geséichert iwwert den CSP, Contrat de service public.

Mä Lëtzebuerg huet dräi Ausnameregulungen ausgehandelt, an dat ënnert der Mathëllef vun de Benelux-Staten an nach siwen anere Länner, déi sech dese Länner ugeschloss hunn. An dës Ausnameregele sinn: éischtens, keng komplett Trennung tëschent Gestionnaire an Operateur; zweetens, mir si fräigestallt vun der effentlecher Ausschreiwung am Beräich vum CSP; an drëtens, mir kënnen den Zougang begrenzen zu eisen Infrastrukturen.

Dës Ausnameregulunge goufe méiglech op Basis vun der ofgeännerten Direktiv 2012/34/EU Artikel 2 vum 14. Dezember 2016. Alldéngs, fir dat ze errechen, huet do virdrun awer an der Chamber och nach eppes misse gestëmmt ginn, an zwar eng Resolutioun, den 21. März 2013, fir dës Saach méi Drock ze ginn. An dës gouf dann eestëmmege ugeholl.

Ech hätt dann awer nach eng Fro un de Minister: Wat ännert sech dann elo konkret duerch dëst Gesetz am Lëtzebuenger Eisebunnsweesen a bei der Lëtzebuenger CSV?

Ech mengen, dat meescht ass gesot ginn hei vun all menge Virriedner. Duerfir wëll ech net méi weider op all déi aner Saachen agoen.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - CFL!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'CSV has de gesot.

► **M. André Bauler (DP).** - Dir mengt d'CFL, Här Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Hmh?

► **M. André Bauler (DP).** - Et geet hei net ëm d'CSV.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Hat ech CSV gesot?

(Hilarité)

Da muss ech meng Wierder zrëckhuelen. Et war d'CFL. Ech wollt just kucken, ob Dir géift oppassen.

(Hilarité)

► **M. André Bauler (DP).** - Dir sidd op d'CSV fixéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Widderhuel Äre Saz elo nach eng Kéier, Här Engelen!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Dat war ee Freudsche Lapsus, géif ech mengen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Pardon, dat war awer net esou gemengt.

(Interruption)

Mä erlaabt mer, an deem Kontext eng kleng Ouvertür ze maachen: Ech hunn awer e bësse Bedenken, an dat ass menger Meenung no och wichteg an deser Liberaliséierung vun deem Eisebunnsressort (veuillez lire : an dat ass menger Meenung no och méi wichteg wéi dës Liberaliséierung vun deem Eisebunnsressort). An dat huet mat der Sécherheet ze dinn, speziell fir déi ganz Bedreiwung an och fir d'Zuchpassagéier. An dat wär och, fir eng wierklech Verbesserung vun der Qualitéit ze garantéieren.

Déi eenzel Schinnennetzer an den eenzelne Länner missten emol ugepasst ginn no enger internationaler Norm. Dat wëllt soen, eng eenheetlech Signalisatioun an eng eenheetlech Reglementatioun. Déi ass leider an all Land aneschtens. Dat kann ee vergläiche mam Code de la route op eise Stroossen. Do ass et haut jo ondenkbar, dass all Land een anere Code de la route huet. Mä bei der Eisebunn ass et esou. Eis dräi direkt Nopeschlänner hunn hir eege Signalisatioun an hir eege Reglementatioun. Dat ass bal net ze verstoen. An heirunner, mengen ech, misste mer all schaffen.

Dës Uniformiséierung vun der Signalisatioun a Reglementatioun op internationalem Niveau wär méi wichteg wéi dës Liberalisatioun, déi mer haut hei stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Mä well dese Pak besser ass wéi dee leschte Pak, hu mir als ADR decidéiert, dass mer deem Pak haut eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, wannechgelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. D'Geschicht huet e grouss Sënn fir Ironie. An dese Sënn fir Ironie gëtt haut an deser Debatt erëm verdäitlecht, éischts, well mer nach eng Kéier eng EU-Direktiv mussen transposéieren, déi a Richtung geet vun enger weiderer fataler Liberaliséierung vum Zuchtransport an der Europäescher Unioun, an dat kuerz virun den Europawahlen, grad an engem Moment, wou déi grouss klassesch politesch Familjen, déi zënter Jorzéngten d'EU regéieren, nach ëmmer net aus dem Staune kommen, wann d'Leit lues a lues der EU de Réck dréien. Dobäi ass d'Austeritéitspolitik an d'Liberaliséierungspolitik en Hauptgrond, firwat d'Leit d'EU ëmmer manner gären hunn.

Zweetens, well mer an enger Situatioun sinn, wou d'Degradatioun vun der Ëmwelt a vun der klimatescher Situatioun esou dramatesch ass, dass d'Konsequenzen dovun ëmmer méi konkret ze spiere sinn. An dobäi ass jo gewosst, dass eng vun de Léisungen an engem äusserst ausgedeenten effentlechen Transport läit, en effentlechen Transport, deen awer integral effentlech muss sinn an deen op kee Fall an a kenger Hisiicht iergendwéi op der Logik vu privatem Profitt berouwe kann, well et ass jo grad déi Logik vum private Profitt vun e puer Einzelnen, déi amgaangen ass, eis Welt futti ze maachen!

Mä net schlëmm! D'EU fiert monter weider mat der deliranter Liberaliséierungspolitik, a mir, déi demokratesch gewielte Volleksvertreider, si gebieden, dee Bräi ze schlécken. Als déi Lénk soe mir: net mat eis!

Här President, ech kenne kee Mënsch mat gesondem Mënscheverstand, dee mir iegendeng Kéier gesot hätt: D'Bunn muss a privat Hänn!

Esou eppes gëtt et net am Rapport, deen awer nuancéiert redigéiert ass, wat och e Beweis ass, dass keen oder bal keen a Wierklechkeet d'Liberaliséierung gutt fënnt. An et ass jo och gesot ginn, mir hu jo och hei Resolutiounen an deem Sënn gestëmmt. Et ass awer onni an der ...

Ouni Ëmweeër sinn d'Zilsetzungen awer trotzdem an der Direktiv formuléiert. Si si schonn eng Kéier genannt gi vum Rapporteur, deen dat ganz gutt gemaach huet, den Här Back. Ech soen et erëm eng Kéier, esou wéi et am Text steet, well dat muss ee sech awer wierklech op der Zong zergoe loosse.

D'Zil ass: « Ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer, dans le but d'intensifier la pression concurrentielle sur les marchés ferroviaires nationaux, afin d'augmenter la quantité et d'améliorer la qualité des services de transport de voyageurs. »

Wann d'Sprooch Mathematik wier, da wiere mer hei an engem total onlogesche Syllogismus, mengen ech, kéint en esou soen, well dee Saz ass total surrealistesch. Fir ze vergläichen, et ass wéi wann ee géif behaupten: An der Medezinn gëtt elo alles erlaabt, fräi Konkurrenz, d'Medezinner kënnen mat de Patienté maachen an experimentéieren, wat se wëllen, an dee Beschte soll gewonnen. Oder an der Schoul: D'Schoule kënnen déi astellen, déi se wëllen, fir Profz ze spillen, a se ginn op d'Kanner lassgelooss an dann hu mer herno um Enn eng besser Educatioun. Oder geschter hu mer iwwert d'Rettungsdéngschter geschwat, iwwert d'Pompjeeën. Do kéint een och soen: Egal, jiddweree kann elo e Pompjebesbtrieb opmaachen, egal ob en ausgebild ass oder net. An dee Beschte soll gewonnen. Ech mengen, den Här Hahn wier domadder och net averstanen.

Et kéint een natierlech mat deene Beispiller weiderfuere. Kee wëllt dat fir d'Gesondheet, kee wëllt dat fir d'Schoul, kee wëllt dat fir d'Rettungsdéngschter, kee wëllt dat fir ganz vill effentlech a wichteg Déngschtleeschungen. Ma firwat solle mer et op eemol fir den Zuchtransport wëllen? Derfir gëtt et stricteem keng Ursach. Am Géigendeel!

Et ass scho vum Här Cruchten vun England geschwat ginn, vum Vereenegte Kinnekräich geschwat ginn. Bon, déi hunn emol net op d'EU gewaart, fir déi Dommheeten ze maachen, fir alles ze privatiséieren. Natierlech mam Resultat, dass d'Präisser sech verdräifacht hunn, vervéierfach hunn, dass d'Zich op gewesse Strecken an engem desolaten Zoustand sinn, dass vill Accidenter stattfannen an dass gewessen Zich heiansdo ausgesi wéi aus der Zäit vun der Queen Victoria quasi, op jidde Fall net wäit ewech dovunner. Et ass Steampunk op eng gewëssen Aart a Weis. Et huet vläicht säi Charme.

Mä d'Situatioun an England huet sech d'ailleurs esou därmoossen degradéiert, dass d'Sociétéit, déi fir d'Gestioun vun de Strecken zoustänneg ass, erëm nationaliséiert gouf. A souwisou, an der Tëschenzäit ass eng Majoritéit vun de Britten der Meenung, dass dat Ganz erëm misst nationaliséiert ginn. D'Britten hu Liberalismus, haarde Liberalismus materlieft, an ech mengen, dat gefält hinnen net méi.

A Schweden, och do ginn et Sondagen, dass 70 % vun de Schwede wéilten, dass hir Eisebunn erëm nationaliséiert gëtt. Déi aner 30 % si vläicht déi, déi den Zuch ni huelen oder déi vläicht Parten hunn.

D'Privatiséierung vun der Bunn dréit ënner anerem och dozou bäi, dass d'Billjeeë méi deier ginn, an dat seet och d'Sabine Trier, d'Vizepräsidentin vun der europäescher Eisebunnsgeellschaft, well eng privat Eisebunnsgeellschaft oder eng Eisebunnsgeellschaft, déi eng Streck oder méi Strecken ausnotze wëllt, vill Investitiounskäschten huet.

Zanter den 90er Joren ass elo d'EU domadder beschäftegt, mat enger Salamatik déi effentlech Bunn lues a lues ze privatiséieren, an dat mat Hëllef ebe vun deene sougenannte Paquets ferroviaires. Den éischten ass 2001 ugeholl ginn an deen huet eng legal a funktionell Separatioun tëschent dem Gestionnaire vun der Infrastruktur virgesinn an der Eisebunnsgeellschaft, déi sech ëm de Wueren- a Persounentransport bekëmmert.

Den zweete Pak gouf 2004 ugeholl, wou d'Liberaliséierung vun internationalen an duerno nationale Wuerentransport ugeholl gouf. Du kum den drëtten Pak 2007, wou d'Liberaliséierung vum Cabotage, also vum Kuerzstrecken-transport vun de Persounen a vun de Wuere komm ass. An elo si mer ebe beim véierte Pak ukomm, dass déi lescht Etapp.

An do hu mer och schonn op eng gewëssen Aart a Weis Präzedenzfäll. Mir hu virdu jo och doriwwer geschwat, vun der Aviatioun a vum Transport aérien justement, dee liberaliséiert gouf a wou mer jo och permanent a Schwie-regkeete sinn, och déi europäesch Fluchgesellschaften, wou d'Staten nëmme limitéiert kënnen Aktionär sinn a wou dann aner Sociéité kënnen dran erakommen, déi vläicht duerno erëm erausginn. An deemno wéi hu se jo och nach Manageren, déi dann an eng aner Sociéité ginn an och nach gewësse Geheimnisser hunn an esou weider an esou virun. An et kennt een och net ... Et ass een och net méi konkurrenzéiell, well een och net d'Ennerstëtzung vun de Gelder vum Stat huet, well - ech mengen, den Här Minister weess dat souguer nach besser wéi ech - deen dote Betrib ass immens käschtenintensiv.

Mä bon, wéi géife se zu Bréssel soen: Vu datt et esou schlecht an der Aviatioun klappt, firwat et net och fir d'Eisebunn maachen? An elo gëtt et spannend, well den nationale Maart soll jo opgemaach gi fir d'Eisebunns-gesellschaft fir de Persounentransport aus der ganzer EU. An dat soll u sech am Prinzip am Dezember vun deem Joer a Kraaft trieden.

Elo ass et awer natierlech och esou, datt den deemolegen an aktuellen Transportminister et fäerdegbruecht huet, zesumme mat anere kleng Länner Ausnameregulungen ze fanne fir déi méi kleng Reseauen. Dat muss een och begrëssen, well ech weess net, ob aner Regierungen datselwecht gemaach hätten oder ob se net einfach dee ganze Pak esou geschléckt hätten. Dat wëll ech awer richteg betounen.

Dat heescht, datt elo de Contrat de service public tëscht der SNCF an dem Stat, deen 2010 zustane komm ass, bis den 31. Dezember 2024 en vigueur wäert bleiwen. An doriwwer eraus kann en, e muss awer net, ouni Appel d'offres direkt erëm attribuëiert ginn, well et ass keng Obligatioun do. Mir sinn eis däers bewosst.

A fénnef Joer ass keng Obligatioun do, fir en Appel d'offres ze maachen. Mä et ass och keng Obligatioun do, fir datt et net gemaach gëtt, emgedréit. An dat wäert ... Mir wësse jo net, wéi et a fénnef Joer ausgesäit. Den Här Bausch wäert jo net méi Minister si bis dohin, an huet dat jo scho matgedeelt. Maja, da wësse mer nach net, wou mer dru sinn.

Et kann een natierlech soen, et wäert och gekuckt ginn, wéi et ekonomesch appreciéiert gëtt vum ILR.

(Interruption)

Jo, mä bis dohi wësse mer och net, no wat fir enge Kritären ekonomesch appreciéiert gëtt. An do muss ee ganz gutt oppassen. Ech mengen, bis dohi lafe mer Gefor, datt awer eng Ausschreiwung gemaach gëtt.

Et ginn nach aner Risiken, aner Schlupflächer, och an der aktueller Situatioun, zum Beispill deen, wat den Ennerhalt vum Reseau ugeet, den Investissement, d'Ofschaf vu Strecken an esou weider, wou och d'Regierung kann aner Akteure froen.

Här President, ech mengen, et gëtt esou lues Zäit, den Dirigente vun der EU kloerzemaachen, datt mer keng Liberaliséierung wëllen, och net, wann déi eng oder déi aner kleng Ausnam gemaach gouf, vläicht och nëmme zäitweilig Ausnam gemaach gouf oder zougestane gouf.

Et muss ee sech resolutt géint déi Bestriewe wieren, déi als eenzeg Zilsetzung hunn, datt vun der Bunn, déi mat eise Steiergelder opgebaut gouf, elo Privatinvestisseure profitéieren kënnen, fir sech ze beräicheren uechtert d'ganze EU, an datt mir och esou lues a lues d'Hand verléieren iwwer eis Transportpolitik. Et misst souwiesou iergendeng Kéier och op europäischem Niveau oder vläicht och op nationalem Niveau eng Evaluatioun gemaach gi vun deene leschten europäesche Liberaliséierungspolitikken. Et wier gutt, wann den Här Minister dat kéint eng Kéier op e Conseil mathuelen.

Dofir kéint ee soen, Här President, deen heite Projet de loi ass zwar besser wéi d'Direktiv, op jidde Fall wat Lëtzebuerg ugeet, mä et ass awer trotzdem eng Verschlechterung vun der aktueller Legislatioun.

An ech mengen, et wär esou lues un der Zäit, datt och d'demokratesch Verrieder, gewielte Verrieder der EU-Kommissioun, déi net esou demokratesch gewielt ass, emol eng Kéier ganz einfach matdeelen, datt mer déi Liberaliséierung vun effentlechen Transport net méi wëlle matdroen, an datt d'EU-Kommissioun och iergendeng Kéier versteet, déi Leit, déi do

genannt gi sinn an déi no der Päif vun de Lobbyen dancen, datt se ophale sollen, Saachen einfach duerchzepschén, an datt mir hei an der Parlamenter einfach mussen „Jo an Amen“ soen an eis vläicht mat e puer Verbesserungen par rapport zu de ganz schlimme Verschlechterungen musse satisfaisieren. Ech mengen, dat kann net méi esou weidergoen! Wa mer dat Spillche matmaachen, da kënnen mer d'EU direkt apaken.

Dofir wëlle mer dat Signal u sech setzen, andeems mer och géint dese Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Ma Merci och. Ech ginn dovun aus, dass mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun sinn. An d'Wuert huet den ...

(Interruptions)

Ah, entschëllegt. Entschëllegt! Ech war ze vill presséiert. Den Här Goergen huet d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de gratis effentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg wäert endlech kommen. An de Wahle ware mir Piraten zimlech eleng mat der Fuerderung, mat der Visioun, wéi eng Wierkung des Moosnam fir de Klimaschutz an och géint de Stau kéint hunn.

(Interruptions)

Dese Bausteen, dese wichtige Bausteen an engem Mobilitéitskonzept vun der Zukunft ass awer just méiglech, wann d'Qualitéit an d'Sécherheet gewäerleescht ginn.

D'Liberaliséierung a Privatiséierung vun effentlechen Transport stellen des Qualitéit an och d'Sécherheet awer a Fro. Et ass a kengem Land gelongen, a scho guer net an der EU, erfollegräich d'Schinnennetz ze liberaliséieren. Dat wäert och zu Lëtzebuerg e Fail ginn. Allgemeng sinn et ganz weineg Liberaliséierung ginn, egal a wéi engem Wirtschaftsberäich an der EU, déi erfollegräich waren.

Mir Piraten schwätzen eis konsequent géint d'Liberaliséierung am effentlechen Transport aus. Des Moosnamen entsprechen dem Geescht vun enger EU aus den 90er, wou d'Privatiséierung vun Infrastrukturen total an der Moud war, awer bal néierens dem Bierger ee Virdeel bruecht huet. Déi Privatiséierungen hu meeschtens nëmme engem gehollef, de Firmen, déi en décke Profit wollten a konnte maachen. Wichtig Infrastrukturen nëmme op hire finanzielle Gewënn ze bewäerten, ass de falsche Wee.

Et gi beim Schinnennetz genuch negativ Beispiller. Dem bekanntsten ass Groussbritannien, wou elo d'Labour Party an hirem neie Wahlprogramm souguer schreift, dass d'est sollt réckgängig gemaach ginn, fir och am Kinnekräich erëm eng staatlech Eisebunn ze hunn. Oft ass a Groussbritannien guer näischt méi gaangen, well d'Bedreier einfach eng Käschtenoptiméierung virgehollt hunn. Dofir wëllt och eng kloer Majoritéit vun de Bierger a Groussbritannien erëm eng staatlech Eisebunn, datt wäert dem aktuelle Mangel u Qualitéit a Sécherheet.

Just ee Beispill: en Zuchticketsabonnement kascht am Noverkéier 4.900 Euro pro Joer a Groussbritannien. D'Statistik seet, a Groussbritannien ass den Zuchticket sechsmol esou deier wéi fir e Bewunner aus vergläichbaren europäesche Stied, wou den Zuch nach net liberaliséiert ass. Trotz dem héije Präis stinn d'Passagéier Schëller u Schëller am Zuch. De Maximum u Passagéier muss fir e grouse finanzielle Gewënn an den Zuch gequetscht ginn.

Net nëmme a Groussbritannien, mä och méi wäit ewech an Neuseeland wëllt déi nei Regierung de Schrëtt vun der Liberaliséierung a Privatiséierung erëm réckgängig maachen. An der Regel setzt eng Liberaliséierung viraus, dass den Transport sech duerch d'Tickete finanziéiert. Zu Lëtzebuerg stelle mir dofir a Fro, wéi des Liberaliséierung mat dem gratis effentlechen Transport soll kompatibel sinn.

Do wär dann eng Ausschreiwung an de Bëllegste géif den Zouschlag kréien an domat all Mount eng sécher Recette erhalen. Do stelle sech spéider nach vill Froen. D'CFL wäert no der Liberaliséierung aus der Perspektiv vum Profit wuel net déi beschte Kaarte fir den Zouschlag kréien, och wa staark Aschränkunge bei den Ausschreiwungen agebaut gi sinn, mä déi ginn eis net wäit genuch.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Op kee Fall dierfen d'sozial Errungenschaften vun der CFL ofgebaut ginn, fir an Zukunft d'Käschten erfrozesetzen, fir eng Käschtenoptimiséierung ze errechen.

Déi technesch Aschränkunge kënnen awer och aner Firme wéi LuxTram spéider erfëllen a soumat hu mer eng bëlleg Alternativ mat mander sozialen Ofsécherungen, déi schonn do ass, fir

um Streckennetz an der Zukunft ze fueren. Eng Firma wéi LuxTram, wou mir allgemeng déi sozial Bedingungen als schwierig ugesinn an dofir och haut eng Motioun areeche mat dem Zil, dass de Stat net selwer Sozialdumping bedreift, mat neie Bedeelegungen u Firmen, fir scho besteeënd staatlech Firmen a Konkurrenz ze setzen, andeem een dem Personal einfach mander Loun bezillt a se mat méi schlechte Konditiounen schaffe léisst. Dat ass fir eis keng Optioun. Wannechgelift!

Motion 1

D'Deputéiertechamber,

virum Hannergrond vum Gesetzesprojet 7254 portant transposition de la directive 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire,

besuert, dass d'sozial Standarden um Marché vun den nationale Schinnentransportservices souwéi hirem Ausbau an Entretien fale kéinten an dass d'Aarbechtskonditiounen sech esou verschlechtere kéinten,

invitéiert d'Regierung,

esou séier wéi méiglech déi néideg Dispositiounen ze treffen, fir héich sozial Standarden an alle Gesellschaften, an deenen de Stat d'Majoritéit vum Kapital hält, ze garantéieren, andeems d'Modalitéit vun den Arbechtskonditiounen an de Sécherheitsstandarde vun der CFL an Zukunft och fir d'Mataarbechter vu LuxTram oder aneren Transportservicer mat staatlecher Bedeelegung gëlle wäerten.

(s.) Marc Goergen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Dofir fuerdere mir d'Regierung op, fir bei LuxTram an anere vergläichbare Bedeelegungen déiselwecht sozial Standarden a Léin ze bezuele wéi bei der CFL selwer. Wat d'Sécherheet an d'Qualitéit vum Schinnennetz no der Privatiséierung ugeet, hu mir grouss Bedenken. Do wäert Lëtzebuerg sech mat deem Gesetz nach vill Problemer anhandelen.

Mir Piraten trieden derfir an, dass an der EU erëm de Schinnentransport soll an effentlecher Hand sinn. Ze wichtig ass des Infrastruktur, fir se nëmme dem Profit auszesetzen. Sollte genuch Piraten am nächsten Europaparlament sinn, wäerte mir déi liberal Direktiv iwwerschaffene.

Eng DP wäert sech haut freeën, et kann erëm eppes liberaliséiert ginn. Mä wien de Klimaschutz wierklech wëllt, kann net fir eng Liberaliséierung vun effentlechen Transport stëmmen. Wien eng sozialistesche Politik wëllt, kann net bei deem Gesetz mat Jo stëmmen.

Mat deem Gesetz, awer och allgemeng mat deser Direktiv wäerte sech elo d'Investoren an d'Hand laachen, well se mat villen neie Recette reche kënnen, zum Nodeel vum Bierger an der Qualitéit an der Sécherheet.

Mir Piraten wäerten haut géint eng weider Liberaliséierung vum Schinneverkéier stëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Bausch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. An e Merci och allen Deputéierte fir hir Bättrig. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech den Här Goergen elo um Schluss héieren hunn, dunh hunn ech mer gesot: Fir datt mer méi sachlech kéinten iwwert den Inhalt, de wierklechen Inhalt vun deem Projet diskutéieren, wär et vläicht besser gewiescht, mir hätten dat heiten eréischt an d'Chamber bruecht no den Europawahlen. Dat wär wahrscheinlech e bësse méi einfach gewiescht, well dann hätten d'Leit zum Projet geschwat an net zu Saachen, déi net am Projet stinn.

Dee Projet hei an och den historiesche Werdegang, wéi et zu deem Text koom, deen huet eng laang Geschicht. D'Geschicht ass ugaangen, natierlech wéi et schonn zu Recht vu Verschiddene gesot ginn ass, mat deem éischten, zweeten an drëtten Paquet ferroviaire. An dee véierten, deen hei, deen dräi Piliere huet - hei ass jo nëmme ee Piliere, dee mer émsenzen -, deen hätt am Fong dat Ganzt solle wierklech op den - wéi soll ech soen? -, d'Krëinung dovunner sinn, andeem mer effektiv iwwert dee Projet hei am Persouneverkéier alles vu vir bis hannen total liberaliséiert hätten - an ech soen „hätten“ -, wann de Projet esou duerchgaange wär, wéi en a senger Ursprungsfassung vun der Kommissioun proposéiert gi war.

Wann ech soen, et sinn dräi Paquete virdu ginn, da kéinte mer elo eng laang Diskussioun

hei féieren. Ech hu mat vill Interessé noga-lauschert, wat eenzel Deputéiert gesot hu fir hir Fraktiounen, wéi dann déi Fraktiounen sech verhalen hu bei deem éischten, bei deem zweeten a bei deem drëtten Paquet ferroviaire. Ech weess nach, wéi ech mech als Deputéierte verhalen hunn, wéi ech hei nach Deputéierte war, an ech weess och nach, wéi ech gestëmmt hunn. Ech weess awer och, wéi aner Leit sech verhalen hunn a wéi se gestëmmt hunn a wéi se verhandelt hunn op europäischem Niveau, wéi et zu deene Paquete komm ass.

Bon, ech wëll awer elo net deen Historique nach eng Kéier hei maachen. Jiddweree kann dat noliese goen. Dir wësst awer, Dir kennt awer schonn u mengem Ennertoung eraushéieren, a wéi eng Richtung datt et wahrscheinlech gaangen ass. Ech si frou, datt haut d'Leit alleguerten enger anerer Meenung sinn. An et schéngt jo an deser Chamber eng Unanimitéit ze ginn, wat mech natierlech freet, doriwwer, datt jiddwereen der Meenung ass haut, datt den effentlechen Noverkéier zu Lëtzebuerg op kee Fall soll privatiséiert ginn, datt heescht, datt e soll an effentlech-rechtlecher Hand bleiwen. Dat freet mech, well dat ass och meng Meenung an dat ass och souwiesou der aktueller Regierung hir Meenung. Mä dann hu mer dat jo emol ee fir alle Mol arrétéiert. A wann dat zu 60 Deputéierten haut gedroe gëtt, datt heescht vun alle Fraktiounen, alle Parteien, dann ass dat zumindest eng gutt Viraussetzung fir d'Zukunft.

Ech sinn och duerfir iwwerrascht, wann ech Deputéierte gewiescht wier an deser Assemblée, wat ech awer de Moment net sinn, dann hätt ech eng Motioun erabruecht, wou ech d'Regierung opgefuerdert hätt, datt d'Regierung dat, wat elo am Text virgesinn ass, näamlech datt mir kënnen e Contrat de service public, eng Direktvergab maachen, op alle Fall sollt maachen 2023. Ech hat mer am Fong erwaart, datt dat géif kommen. Ech hätt och gesot, ...

► **Une voix.**- Hutt Dir dat dann net wëlles, Här Minister?

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- ... dat wär kee Problem fir mech gewiescht an och net fir d'Regierung. Mir hätten déi ugeholl, déi Motioun. Well d'Regierung huet effektiv wëlles, datt mir natierlech 2023, well dofir hu mir jo gestriden an der leschter Legislativperiode, dofir hunn ech mech agesat op europäescher Ebene, eng Direktvergab maachen un d'national Gesellschaft CFL.

Mä dat ass och wahrscheinlech de Grond, firwat keng Motioun komm ass, well wahrscheinlech gewosst ginn ass oder dovun ausgaange ginn ass, datt des Regierung dat wëllt maachen. Mä mindestens hunn ech dat heiten elo deklaréiert a versprach am Numm vun der Regierung, soudatt Der emol kennt dovun ausgeen, datt des Regierung alles wäert maachen, fir d'Jalonen ze setzen, fir datt 2023 dee Contrat de service public als Direktvergab un d'CFL gemaach gëtt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, datt awer munch Saachen hei och duerjerneegehait gi sinn. Et gëtt schonn e groussen Ennerscheed, wa mer iwwert de Service public, iwwert den effentlechen Noverkéier, zu Lëtzebuerg hu mer jo haaptsächlech effentlechen Noverkéier, an den internationale Persounentransport op der Schinn schwätzen.

An et kann een effektiv Lëtzebuerg net vergläiche mat Frankräich, mat grouse Strecken tëscht Däitschland a Frankräich, grouse Verbindungen, internationale mat groussen Zich, TGV oder wat et och ëmmer ass. Do gëtt et jo awer elo vill, do kéint ee villes a laang diskutéieren, och wat do méi Sënn mécht oder maner Sënn mécht, jee nodeem wéi ee wat do organiséiert. Well et muss een awer eppes soen, bei aller Virleift, déi ech hunn, fir datt d'Eisebunns-gesellschaften an effentlecher Hand bleiwen, datt de Moment an Europa, an dat dierfe mer awer net vergiessen, eng grouse Onzefriddenheet besteet par rapport zu den Eisebunns-gesellschaften. Dat huet awer och domat ze dinn, datt déi national Eisebunns-gesellschaften net ëmmer dat gemaach hunn, wat se hätte misse maachen.

Wann Der wësst, datt an Däitschland eng Deutsche Bundesbahn, wou jo haut och ganz vill Problemer sinn a grouse Diskussiounen sinn an Däitschland, sech méi interesséiert huet, wéi een et soll maachen, fir am schnellsten op d'Bourse ze kommen an op der Bourse cotéiert ze ginn, amplat sech drëms ze këmmen als Gesellschaft, wéi een d'Regiounen matenee verbënt an international Verbindungen opmécht, dann ass dat net nëmme eng Fro vun der Liberaliséierung. Well et ass net nëmme och d'DB, déi esou fonctionnéiert huet, mä och a Frankräich d'SNCF, déi esou fonctionnéiert huet.

Oder an der Belsch, wou jo nach ëmmer alles staatlech ass, wou et zwar zwou getrennte Ge-



sellschafte gëtt, déi eng fir de Reseau an déi aner fir d'Exploitation, mä awer béides staatlech Gesellschaften, also 100 % staatlech Gesellschaften sinn. An ech gesinn, wéi dat do ofleef, dann huet dat awer och net nëmme mat der Liberaliséierung ze dinn, mä och mat engem Fonctionnéiere vun den Eisebunnsge-
sellschaften.

An ech mengen, et kann een net nëmme alles, wat schlecht leeft, op d'Fro vun der Liberaliséierung drécken, wou meng Meinung zu der Liberaliséierung jo relativ kloer ass; déi war kloer an ass och haut kloer. Mä ech mengen, et muss een awer och objektiv diskutieren a gesinn, datt et awer och eng Rei strukturell Problemer gëtt bei den Eisebunnsge-
sellschaften.

Ech kann lech awer soen, deen heite Projet, esou wéi en an der verännerter Form haut vir-
läit an esou wéi en och duerfir Lëtzebuerg et erméiglecht, déi Direktvergab ze maachen, entsprécht donc iwwerhaapt net deem, wat den Här Goergen hei seet, datt mir do grousse Problemer kréien.

Mir kënnen keng kréien, well et ass ganz ein-
fach, mir maachen eng Direktvergab un eis national Gesellschaft an da funktionnéiert de System esou, wéi en haut funktionnéiert. Mir
mussen natierlech e Cahier des charges erstellen fir d'CFL. An do ginn och natierlech Penali-
täten dragesat, datt d'Qualitéit funktionnéiert an esou weider. Mä ech mengen, datt ass am Fong
näischt Aussergewöhnliches. Mä de System
bleift, wéi en haut ass.

Duerfir lafe mer do kee Risiko, duerch den Text,
dee mer haut schonn ... Au contraire, duerch
de Fait, datt mer ënner Lëtzeburger Presi-
dence deen heiten Text esou ausgehandelt
hunn, ënner laanger Virbereedungsarbeit, a
wéi den Här Cruchten et och schonn hei zu
Recht ënnerstrach huet, ënner villen Diskus-
sionnen, wou mer vill hu misse verhandelen a
kucken, Allianzen hei ze fannen. Deen Text
erlaabt eis, datt mer d'Situatioun vu Lëtze-
buerg, déi mer haut hunn, och mar kënnen be-
halten. Duerfir, all déi Behauptungen, déi opge-
stellt ginn, datt dat eis wäert Schwierigkeete
maachen, déi sinn net richtig, well deen Text
eis d'Méiglechkeet bitt, datt mir selwer kënnen
entscheeden, wat mer an Zukunft wëlle ma-
chen.

A wann ee mer seet: „Jo, dat mécht elo d'Dier
op, da kann eng zukünfteg Regierung vläicht
awer privatisieren“, ma do soen ech lech: Eng
Regierung ka souwisou eng zukünfteg Privati-
sierung onofhängeg vun enger europäescher
Direktiv maachen.

Ech mengen, den Här Wagner huet zu Recht
drop higewisen, datt an England laang privati-
siert gi war, ier eng europäesch Direktiv do
war. Et ass all Land iwwerlooss, ze decidieren,
ob et eng Eisebunnsgeellschaft a staatlecher
Hand wëllt loossen oder ob et dee ganze Re-
seau wëllt privatisieren. Dat heescht, wann
eng Regierung am Parlament eng Majoritéit
huet an déi Majoritéit dat matdréit, kann déi
dat ëmmer maachen. Do si weder eng Direktiv
nach en Text, déi eis do virdrunner schützen.
An et ass net, well hei an der Direktiv drasteet,
datt déi Méiglechkeet besteet, datt een et
eréischt doduerjer ka maachen. Duerfir ass dat
wierklech eng falsch Behauptung.

Fir Lëtzebuerg ass deen Text hei net nëmme
gutt par rapport zu dem Fait, datt mer eng
Direktivvergab kënnen maachen un eis national
Gesellschaft, mä et ass och wichteg, datt mer
eppes erméiglecht kritt hunn, well mer aus der
Direktiv eppes, wat ursprénglech drastoung,
erakritt hunn, nämlech datt een an Zukunft
misst obligatoresch zwou getrennte Gesell-
schaften hunn, eng fir d'Gestioun vun dem Re-
seau an eng fir d'Exploitation. Dat heescht,
datt mer dat, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, de
Fait, datt mer eiser nationaler Eisebunnsge-
sellschaft en Optrag ginn, datt si och de Reseau
soll gerieren, datt dat an der Zukunft net méi
méiglech gewiescht wär! Och dat ass erausge-
holl ginn! Et ass souguer generell erausgeholl
ginn am Text! Dat ass souguer net nëmme fir
kleng Länner méiglech, mä och fir grousse Län-
ner méiglech. Dat war awer am Ursprungstext
vun der Direktiv, esou wéi se vun der Kom-
missioun proposéiert gi war, alles dran!

An duerfir behaupten ech, datt deen heiten
Text, deen haut hei virläit, duerch déi Aarbecht,
déi vun der Lëtzeburger Regierung, der Lëtze-
burger Presidence gemaach ginn ass an där
leschter Legislaturperiode, déi éischte Kéier ass -
déi éischte Kéier ass! -, datt mer der Liberali-
sierung wierklech e Rigel virschiben an eigent-
lech éischter e Schratt zrëckginn, éischter dee
ganze Liberaliséierungswahn stoppen, näm-
lech datt mer d'Méiglechkeete bestoe loossen,
fir integréiert Betriber weider ze hunn a fir
Direktivvergaben ze maachen. Dat heescht, am
Fong ass hei en éischte wichtige Schratt ge-
maach ginn, dee bal historesch ass, well mer
jo, no zwee Jorzéngten an eng aner Richtung,
endlech agesinn hunn an Europa, duerch déi

Aarbecht, déi mer gemaach hunn, datt dat dee
falsche Wee ass an datt ee muss erëm an eng
aner Richtung goen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Mir kréien natierlech
net ... Et ass sécher net einfach, fir iwwerhaapt
heihinnerzekommen op deen Text, dee mer hei
hunn. Mä een, dee mengt, et kéint een 20 Joer
Geschicht an enge sechs Méint an Europa ein-
fach esou erëm zrëckdréien an einfach alles
erëm ophiewen, wat 20 Joer virdrun decidéiert
ginn ass, bei alle Komplexitéiten an ënner-
schiedleche Situatiounen, déi mer jo och hunn
an Europa op deene ganze Reseauen, ech
mengen, dee lieft awer an der Illusioun!

Mä, wéi gesot, dat hei ass e gudden Text an
deem Sënn fir Lëtzebuerg op alle Fall, well en
eis alles opléisst an alles erlaabt. An et ass zwe-
tens och an där Hisiicht e Schratt no vir, well
mer definitiv mat deem heiten Text festgehalten
hunn, datt d'Liberaliséierung net alles ass,
wann et ëm d'Zukunft vum Eisebunnsreseau
geet.

A gleef mer es, duerch déi Diskussiounen, déi
mer och hate ronderëm deen Text am euro-
päesche Conseil vun den Transportministern
hu mer entre-temps och eng ganz grousse Dis-
kussioun iwwert dat, wat déi grousse Prioritéit
ass oder muss sinn an den nächste Joren an
Europa, wa mer de Schinnereseau wëllen esou
ausbauen, wéi dat soll sinn, nämlech datt den
Investissement dat Allerwichtigst ass an d'Qua-
litéit vun de Reseauen.

An an Tëschenzäit gëtt et do och ganz wéineg,
ganz wéineg, déi ech kennen, bal vu kenger
Partei gëtt et nach een, deen am Conseil der
Meenung ass, datt déi Investissementer ge-
schéien doduerjer, datt mer géife liberaliséie-
ren, datt do Privater géife kommen, déi ein-
fach, well se wierklech nëmme am Interessi
vun der Allgemengheet wëilten investieren,
déi Investitiounen hei wëilte maachen. Et
kënnen nëmme d'Nationalstate sinn, déi dat
maachen, well et hei ëm ganz schwéier Infra-
strukture geet, ëm ganz komplex Infrastruktu-
ren.

An duerfir sinn ech och iwwerzeegt, datt mer
ebe mat deem Text hei a mat deem Schratt,
dee mer hei maachen, zemoos wéi e cadréiert
ass, awer e wichtige Schratt an déi richtig
Richtung gemaach hunn.

Da wëll ech och - ech mengen, den Här
Engelen huet dat ugeschnidde mat den ënner-
schiedleche Signalisationen, mat de Stan-
darden - dorop hiweisen, datt dee véierte
Paquet ferroviaire jo e puer Piliere hat. Hei ass
jo nëmme dee politesche Piliere, dee vun der
Liberaliséierung/Netliberaliséierung, der Direkt-
vergab, getrennte Gesellschaften, datt sinn alle-
guerten déi Froen, déi mer hei regelen.

Mä et gëtt nach een anere Piliere, dat ass dee
sougenannten technesche Piliere. Dee wäerte
mer och nach ëmsetzen. An do geet et just
dorëms. An duerfir ass och an där ganzer Re-
form, déi gemaach ginn ass, net alles schlecht,
wat do proposéiert ginn ass; do geet et genau
dorëms, fir d'Standarden unzupassen, fir ze
kucken, d'Sécherheetssystemer unzupassen, fir
d'Rullmaterial unzupassen. Dat ass verréckt,
wann ech lech soen, wéi ënnerschiddlech dat
de Moment nach alles an Europa gehandhabt
gëtt!

Mä do soen ech lech awer och, datt bei deem
technesche Piliere sech am meeschte schwéier-
gedoe gëtt innerhalb vun den einzelnen euro-
päesche Länner. An do kann een nu wierklech
awer net der Kommissioun de Reproche ma-
chen. Do muss een éischter den Nationalstate
de Reproche maachen, déi sech dann hanner
all Méiglechkeete verstoppen, fir eben net virunze-
maache bei den Investissementer.

Ech ginn lech just ee Beispill: De System ETCS,
den europäesche Sécherheitsstandard, dee jo
scho laang decidéiert ginn ass, deen hätt
eigentlech schonn 2014/2015 misse bestoen.
Dat eenzelt Land an Europa, d'Land, wat kom-
plett um ganze Reseau den ETCS installéiert
huet, dat si mir hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt nach
eenzel Regionnen, déi et hunn.

An de Moment ass dee gréisste Misär, dee mer
hunn, deen, datt mer eisen Nopeschreseau
mat hirem Rullmaterial d'Delais schonn e puer-
mol verlängert hunn an dunn awer eise Regula-
teur gesot huet, och nom Accident zu Beete-
buerg: „Et geet elo duer, mir dréien
d'Schrauwe bäi, fir dat Der méi séier weider-
fuert mat Arem Material, fir dat ze equipéiere
mam System“, datt ech permanent Bréiwer
geschéckt kréie vun den Nopeschreseauen a
vun den Eisebunnsgegesellschaften: „Jo, mir
sinn net prett“ an esou weider an esou virun. Dat
heescht, bei engem System, deen an Europa
decidéiert ginn ass, vun Europa gemeinsam,
wou d'State all sech derfir higin hunn, di
sech awer dann déi eenzel Nationalstate
schwéier, fir en ëmsetzen.

An am Endeffekt geet et och do ëm Konkur-
renzsituatiounen. Well firwat gëtt dee Sécher-
heetssystem net méi schnell weiderbruecht?
Well natierlech deen een oder deen aneren och
Rullmaterial produzéiert an dee fënnt, säi Sys-
tem wär besser wéi deem anere säin.

Also duerfir, ech fannen et net richtig, datt bei
all deene Problemer, déi bestinn, ëmmer nëm-
men op d'Europäesch Union an op d'Kom-
missioun verweise gëtt. Vill Problemer, déi mer
hunn, leie bei den Nationalstate. An ech
mengen och, datt mer hei bewisen hunn
duerch deen Text an duerch den Asaz, dee
mer gemaach hunn, datt, wann ee wëllt an Eu-
ropa an ee sech asetzt fir aner Texter, een och
Chancen huet, déi duerchzekerien.

Ech mengen, bei aller Virleift fir Wahlkampf, déi
ee kann hunn, Europawahlkampf: Kommt, mir
halen op ze maachen, wéi wann d'Problemer
ëmmer nëmme bei der Europäescher Union
léichen! Ganz vill läit et bei nationalem Egoi-
smus, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - ... firwat datt eppes
sech net duerchsetzt, an net bei Europa.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech bleiwen derbäi,
datt deen Text hei ...

(**Interruption**)

... fir Lëtzebuerg kee Problem duerstellt, au
contraire, datt hei gutt geschafft ginn ass, datt
en eis all Virussetzunge léisst, fir datt mer kë-
nnen esou wéi haut e gudden öffentlechen
Transport organisieren. An ech bleiwen och
derbäi, datt et en éischte Schratt ass an eng
aner Richtung.

An duerfir sinn ech och frou, datt eng grousse
Majoritéit vum Parlament deen Text wäert
stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-
mools, Här François Bausch. Mir kommen dann
elo zur Diskussioun ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, wann
Der erlaabt, just nach awer, den Här Schank
hat mer nach zwou Froen gestallt, elo hat ech
déi bal vergiess.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass
nach eng Motioun!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Dat éischt, datt ass
mat den Tablets.

Gelift?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass
nach eng Motioun!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech hunn den Text
vun der Motioun nach net gesinn.

Mä zu den Tablets: Also, et ass esou, ech hunn
datt nogefrot: Déi Tablets, do waren eng Rei
technesch Schwierigkeeten an der Program-
matioun. Do sinn eng Rei Tester gemaach ginn.
Mä déi wäerten awer am Laf vun deem Joer
agefouert ginn. Et ass och esou, datt ass e wich-
tegt Instrument natierlech fir d'Personal vun
der Eisebunn, fir kënnen Informatiounen ze
ginn.

An da wëilt ech awer nach eng Kéier drun
erënnere - den Här Schank hat gefrot no der
Kommissioun: Den 28. Februar dëst Joer war
déi Kommissioun, wou mer des Laangen an
des Breeden ... Ech hunn d'Dokument och
nach eng Kéier ...

(**Interruption**)

... hei erausdrécke gelooss. Ech ginn et dann
och nach eng Kéier of, Här President, bei lech
hei.

(**M. le Ministre François Bausch dépose une documentation.**)

Do stinn all d'Detailer dran, déi ganz Strategie.
A mir haten eng gutt Diskussioun an der Kom-
missioun vun annerhallwer Stonn mat den De-
putéierten, fir iwwert déi Froen vun der Informa-
tioun, de Verspéidungen, der Qualitéit, wéi déi
verbessert ginn, an iwwert d'Strategie vun der
CFL ze diskutieren. Ech géif dann den Här
Schank a seng Fraktiounen bieden, nach eng
Kéier déi Dokumentatioun duerchzulesen,
déi mer an der Kommissioun den 28. Februar
presentéiert hunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-
mools, Här Minister, fir déi Präzisierungen.

(**Interruption**)

D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kënnen dann alt schonn zur Ofstëmmung
iwwert de Projet de loi 7254 kommen. Den
Text steet am Document parlementaire 7254⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7254 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséin-
lech Stëmmen. Duerno de Vote par procu-
ration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7254 ass mat 56 Jo-Stëmmen a
4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt
épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile
Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden,
Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen,
Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc
Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M.
Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles
Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes,
Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum,
Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank
Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand
Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole
Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry,
Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di
Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude
Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna
Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen,
Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles
Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand
Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc
Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freest d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote
constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Kënnen mer da gläich zur Diskussioun respektiv
dem Vott vun der Motioun vun de Piraten
kommen? Den Här Minister, wannechgelift.

Motion 1

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, ech
mengen, et ass der Chamber iwwerlooss, wat
se mat där Motioun hei mécht, mä ech wollt
awer soen, wat d'Meenung vun der Regierung
heizou ass.

Ech mengen, et muss een oppassen, datt een
awer net alles duerjerneegehait. Hei ginn an
de Consideranten d'Direktiv an d'Eisebunn er-
nimmt an de Schinentransport en général. An
da gëtt dat verméscht natierlech mat der Dis-
kussioun, déi de Moment besteet ronderëm
d'Aarbechtskonditiounen an de Kollektivvertrag
bei LuxTram.

Éischtens wëll ech dozou soen, datt ech iwwer-
zeegt sinn, datt e gudde Kollektivvertrag bei
LuxTram wäert erauskommen. Mä et soll een
d'Sozialpartner do gewäerde loossen.

Ech wëll drun erënnere, datt et awer en
hellege Prinzip ass an deem Land, et bis elo
war, datt de Stat an d'Regierung sech net a
Kollektivvertragsverhandlungen amésche ginn.
Well wa mer dat bis ufänken, soen ech lech, da
si mer awer wierklech ...! Ech fannen dat net
gutt, dovun ofgesinn, datt d'Gewerkschaften
och ni do derfir waren.

Dat Zweet ass, ech mengen awer och, datt een
net kann alles duerjerneegehien. Et ass jo
awer eng aner Situatioun. Ech mengen, den
Outil de travail beim Tram ass jo awer en anere
wéi bei enger Eisebunnsgeellschaft, déi jo
international fiert an esou weider. Et kann een
net einfach alles duerjerneegehien. Et sinn
zwee verschidde Betriber, esou wéi se do fonc-
tionnéieren.

Duerfir wär ech op alle Fall frou, wann d'Cham-
ber des Motioun net géif unhuelen, well ech
eben iwwerzeegt sinn, datt, wéi gesot, een
deene Verhandlungen do eng Chance soll loos-
sen, an ech och iwwerzeegt sinn, datt déi zu
engem gudden Enn wäerte kommen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här
David Wagner, wannechgelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci,
Här President. Mir zécken heiansdo, fir Mo-
tiounen ze deposieren, well mer eis ëmmer
duerno soen: Egal wat mer draschreien,
d'Majoritéit wäert iergende Komma fannen,
deem op der falscher Plaz ass, an iergendeng
Méck gëtt da gepéilt, fir duerno ze soen: „Mir

kënne se dowéinst net unhuelen.“ Dat ass e reelle Problem. Dofir hu mer och beim Vott do zum Beispill déi Motioun net deposéiert, déi Dir eis virgeschloen hutt ze deposéieren.

(Hilarité et interruption)

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Dann awer och net déi aner néng gréng Deputéierten.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo. « Chat échaudé craint l'eau froide », wéi ee seet. Mä bon, anerersäits, also mir hate jo schonn deemools, souwuel am Stater Gemengerot wéi och an der Chamber, wéi d'Société LuxTram als Société anonyme gegrennt gouf, gewarnt a gesot: „Nee, dat soll net sinn, et soll en Établissement public sinn.“ Wat fir d'Busbetriber funktionéiert, wat fir d'Zuchbetriber funktionéiert, kann och fir den Tram funktionéieren. Mir wëssen och, dat een Tram keen Zuch ass an datt den Zuch kee Bus ass. Mä et ass en Transportmëttel.

Ech krut och honnertmol erkläert vu Leit, déi weder an hirem Liewen e Bus gefuer sinn nach en Tram gefuer sinn, datt dat net datselwecht ass, well se et ganz gutt wëssen. Ech krut awer och scho vu Buschauffere gesot: „Nee, et ass natierlech net datselwecht, mä et ass awer och vergläichbar anerersäits.“

An ech mengen trotzdem, um Hannergrond souwies vum deem Sozialkonflikt, deen undauert an undauert an undauert, well d'Direktioun vu LuxTram net capabel ass, op legitimm Fuerderungen anzegoen a souguer esou wäit geet, fir gewerkschaftlech organiséiert Leit anzuschlechteren, wéi dat geschitt ass, wat sech duerno domadder soldéiert huet bei de Sozialwahlen, datt mer eng Participatioun hate vun 92 % vun der Belegschaft vu LuxTram. Dat ass en Zeechen, dat ass ganz héich iwwert der Moyenne. Dat heescht, datt déi Leit, déi do schaffen, net zefridde sinn an datt se net einfach esou e Caprice maachen.

Et kann een natierlech soen, an da geschitt dat, jo natierlech, et ass eng Société anonyme, da gëtt natierlech negociéiert an da kann d'Regierung soen: „Mä mir kënne jo näischt soen!“ Do huet d'Regierung formell och nach recht, dat ze soen. Mä dat ass justement dat, wat mir jo ëmmer kritiséieren! A wann et en Établissement public wier - bei de CFL oder zesummen oder wéi och ëmmer -, wann et en Établissement public wier, da wiere mer net virun deene Schwierigkeeten, mat deenen och d'Personal vu LuxTram konfrontéiert ass, an da wier d'Personal vu LuxTram och net domadder beschäftegt, sech mat enger antisozialer Direktioun müssen ze zerstreiden, an d'Regierung wier och net permanent ënner Beschoss a si wier och net permanent ënner Beschoss vun eis, well mir awer fuerderen, datt eng Regierung sech trotzdem ëm d'Aarbechter bekëmmert vu LuxTram.

Et geet net nëmmen duer, fir do schéin ze poséieren bei Fotoen, well mer den Tram hunn: Et muss een och un d'Leit denken, déi dofir schaffen.

Ech soen lech Merci. Dofir wäerte mer natierlech dat mat ënnerstetzen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Duerno den Här Goergen, dann de Minister François Bausch.

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Merci, Här President. Mir wëssen, dass e Kollektivvertrag ënnerwee ass. Et ass awer och esou, dass ee gewisse moralesch Verpflichtungen huet, wann ee Parten huet. Et kann ee vläicht soen: „Juristesch dierf ech oder well ech ...“ oder wat och ëmmer, mä et huet een awer verschidde moralesch Verpflichtungen. An eng Regierung kann an eisen Ae ganz wuel higoen, direkt de Gewerkschaften ubidden: Hei ass deeselwechten Deal wéi bei der CFL. Dat kann eng Regierung maachen. Mat hire Parte kënne se dat roueg och beaflossen. Do kënn Der mer näischt aneres méi zielen.

An ech fannen et e bësse schlëmm, dass Dir elo sot: „Oh, dee fiert jo nëmmen Tram, da kritt en einfach emol nëmmen nach d'Halschent vun dem Gehalt vun engem, deen Zuch fiert.“ Dat ka jo net sinn! Dir maacht hei eng Diskriminatioun vun deene Leit, déi och aacht Stonnen hir Aarbecht maachen an, wéi mer héieren hunn, wäit doriwwer eras. Mir hu vläicht eng aner Wäertschätzung fir déi Leit, déi beim Tram fueren. Dat ka gutt sinn.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här President, éischten emol wëll ech dem Här Wagner soen, datt

mer eis als Regierung och net amëschen an d'Aarbechtskonditiounen bei de CFL oder bei CFL cargo zum Beispill. Ech wëll awer drun erënneren, datt d'CFL, d'CFL cargo och e Kollektivvertrag hunn. Duerfir, et ass net alles esou, wéi dat hei gezielt gëtt.

Et ass jo awer net esou, datt bei de CFL cargo schlecht Aarbechtskonditiounen sinn a schlecht Paie sinn. Ech hu bis elo op alle Fall nach näischt esou héieren. Do gëtt jo vum OGB-L, also haaptsächlech dem OGB-L, deen ass majoritär, e Kollektivvertrag ofgeschloss.

Dat heescht, et ass net esou, datt de Stat sech iwwerall amësch, an dat ass och richtig esou. Wéi soll dat da goen? Stellt lech emol nëmme vir, eng Regierung fänkt un, Micromanagement ze maachen a sech iwwerall an d'Entreprises amëschen ze goen!

D'Regierung, also de Stat huet och 25 % vun de Parte bei der Banque Générale BNP Paribas. Heescht dat dann elo, datt de Finanzminister an d'Regierung d'nächst Kéier kommen a soen, wann do e Kollektivvertrag am Bankesektor ausgehandelt gëtt, datt d'Regierung sech soll amëschen an de Kollektivvertrag am Bankesektor? Also mir müssen awer nach iergendwéi mat zwee Féiss um Buedem stoe bleiwen!

An ech muss lech soen, Här Goergen: Ech bewonneren lech, Dir sëtzt jo hei an der Chamber als Deputéierten, bei allem Respekt, mä Dir schéngt d'Situatioun extrem gutt ze kennen. Dir schéngt am Betrib ze schaffen. Dir schéngt och ze wëssen, wat do alles proposéiert gëtt, wat do verdéngt gëtt, wéi d'Aarbechtskonditiounen sinn. Dir musst mech emol eng Kéier informéieren.

Kommt, mir sinn dach emol eng Kéier seriö! Bei allem, wat ech u Verständnis derfir kann hunn, och fir d'Oppositioun, datt een hei wëllt Oppositioun maachen an datt och, wéi gesot, an der nächster Zäit Wahlen sinn: Kommt, mir bleiwe mat zwee Féiss um Buedem a mir loosse déi Leit a Rou mateneen diskutéieren!

Ech wëll iwwerengs drun erënneren, datt och nach d'Stad Lëtzebuerg Aktionär ass, net nëmmen de Stat, mä dat ass awer elo egal. Mä kommt, mir loosse déi Leit gewäerden! An da wäert Der gesinn, do wäert schonn e gudd Kollektivvertrag dobäi erauskommen!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools. Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert déi do Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme géint 55 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 4 voix pour et 56 voix contre.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

6. 7404 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence d'un collaborateur du rapporteur lors de réunions de commission

Deen nächste Punkt ass den Änderungsversuch vum Chambersreglement 7404, deen et erméiglecht, datt de Rapporteur ee Kollaborateur mat an eng Kommissioun kann huelen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Änderungsversuch vum Chambersreglement, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Roy Reding** (*ADR*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass d'ëst mäin éischte Rapport als President vun der Reglementskommissioun, an duerfir wollt ech déi Geleeenheet beim Schlawittchen huelen, fir alle Memberen häerzlech Merci ze soe fir déi extrem agreabel a flott Atmosphär an där Kommissioun, an och eisem Generalsekretär an eisem Kommissionssekretär Benoît Reiter fir hir hervorragend Mataarbecht.

D'Propositioun 7404 gouf deposéiert vun den honorabele Kollege Berger, Bodry a Lorsché. Et geet drëm, datt ee Rapporteur oder méi Rapporteur vun engem méi groussen, méi wichtege Projet de loi sech vun engem Kollaborateur vun hirer jeeweileger Fraktioun dierfe begleede loosse.

D'Ursaach, déi ugefouert ginn ass, ass deen oft beschwéierlechen Aller-retour vun deem Rapporteur a seng Fraktioun, bei seng Mataarbechter, wou hien hinne praktesch muss ee Rapport maache vun deem, wat diskutéiert ginn ass an der Kommissioun, a wou et dann einfach méi liicht ass, wann dee Mataarbechter an där Kommissioun selwer dobäi ass, fir dee politesche Volet vum Rapport ze redigéieren.

Bei der Oppositioun ass dës Propositioun op Desaccord gestouss. Et ass ugefouert ginn, datt wier géint d'Gläichbehandlung vun den Deputéierten, notament och, well jo och Oppositiionsdeputéierten an enger äänlecher Situatioun sinn, datt se hirem Fraktiounsmataarbechter musse Rapport maachen iwwert dat, wat diskutéiert ginn ass.

Et ass ugefouert ginn, zumindest, wann eng Partei gefrot hätt, datt e Punkt op den Ordre du jour kéim, datt déi Partei dann och autoriséiert sollt ginn, e Kollaborateur aus der Fraktioun matzebréngen. Et kann een och drun denken, datt, wann eng Proposition de loi vun engem Deputéierte géif diskutéiert ginn, een datselwecht géif unweinen.

Bref, mir haten eng laang a ganz frëndschaftlech a ganz konstruktiv Diskussioun. Et ass eng Ouvertür ginn, fir an Zukunft iwwert déi dote Saachen ze diskutéieren, och am Kader vun der Augmentatioun vun der Zuel vun de Mataarbechter vun de Fraktiounen, speziell och fir d'EU-Dossieren, wou mer jo wëssen, datt déi ganz bestëmmt nach am Laf vun Joer wäerte kommen.

Dann ass nach doriwwer rieds gaangen, datt dee Kollaborateur, deen do matkënn, fir de Rapporteur ze ënnerstetzen, ënner kengen Émstänn dierf un den Debatte participéieren an datt seng Presence och nëmme fir dee Punkt toleréiert gëtt an der Kommissioun, wann et ëm genau dee Projet geet, wou en de Rapporteur soll ënnerstetzen. An en dierf och keng Prise de position publique maachen, genaousou wéineg wéi aner Leit dat solle maachen, also weder déi Kollaborateuren nach soss ee Fonctionnaire, déi jo meeschtens a Kommissionssetzungen derbäi sinn. D'Prise de position publique soll den Deputéierten a Memberen vun der Regierung virbehale sinn, ausser deen ee Fall, wa Leit speziell an d'Kommissioun invitéiert ginn, fir hiert Uleies virzedoen, datt déi selbstverständlech duerno dierfen de Public iwwert dat informéieren, wat se do virgedoen hunn.

Dat war mäin neutrale Rapport als President-Rapporteur. De Gast Gibéryen wäert fir d'ADR dozou schwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden** (*CSV*).- Merci, Här President. A regelmeesegen Ofstänn ännere mer eist Chambersreglement of. Ech hunn nogekuckt: An de leschten zwou Legislaturen hu mer 17 Upassungen ugeholl, wann ech mech net verzielt hunn. Déi eng, déi ginn zrëck op eng Rei reng rechtlech Consideratiounen, aner si méi politesch gefieert. An hei hu mer eng, déi ass reng politesch gefieert. Well et steet schonn am Koalitionsaccord vun de Regierungsparteien, an ech zitieren: « Les partis de la coalition (...) veilleront à ce que les rapporteurs de projets de loi pourront se faire accompagner d'un collaborateur aux réunions des commissions parlementaires. »

Här President, am noen Ausland ass et gang und gäbe, datt e Mataarbechter vun enger Fraktioun ka mam Deputéierten an eng Kommissionssetzung goen. Zum Beispill an der Belsch steet am Reglement vum belsche Repräsentantenhaus, ech zitieren: « Les membres d'un groupe politique peuvent se faire assister en commission par un collaborateur de leur groupe. » Och a Frankräich an der Assemblée nationale ass dat méiglech, ech zitieren: « Peuvent assister aux travaux d'une commission permanente ou spéciale (...) un collaborateur de chaque groupe sous réserve qu'un député membre du groupe pour lequel ce collaborateur travaille soit présent. »

Leider dréien hei zu Lëtzebuerg d'Aueren anescht. Hei dierf mat dëser Propositioun just de Rapporteur, also d'office de Majoritéitsvertrieeder e Kollaborateur mat an d'Kommissioun bréngen, well et si jo ëmmer d'Majoritéitsdeputéiert, déi de Rapport maachen, mat Ausnam vun der Verfassungsreform.

(Brouhaha)

D'Begrënnung, Här President, ass, datt et drëm geet, d'Nuancé matzekeréien. Also, dat ass schonn eng komesch Argumentatioun. An et ass jo och net usuel, datt d'Chambersadministratioun sech zu Wuert mell bei enger Modifikatioun vum Reglement vun dësem héijen Haus. An dës Kéier hu se et gemaach, well si fannen och dee Virstouss net harmlos. Fir et op Lëtzebuergesch ze soen: Mat dëser Modifikatioun gëtt am Fong gesot, mir mengen och, datt déi verschidde Sekretären an de Kommissiounen och d'Nuancen net matkréien, an duerfir muss de Rapporteur e Kollaborateur vu senger Fraktioun matbréngen.

(Interruption par M. Georges Engel)

Dat steet do, Här Engel. Liest d'Stellungnam vun der Administratioun a liest de Rapport. Do steet et och dran. Et geet ëm d'Nuancen. Den Här Bodry gëtt mer recht.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Mä et muss een awer d'Appreciatioun vun der Verwaltung net deelen.

► **Une voix**.- Et ass net de Statsrot!

► **M. Léon Gloden** (*CSV*).- Also, op dësem Punkt si mir eis eens, Här Bodry.

Mir sinn der Meenung, datt d'Mataarbechter hei vun der Verwaltung wéi och d'Deputéiert, op d'mannst vu menger Fraktioun, awer kënnen a mëme sinn, d'Nuancé matzekeréien. Dat schéngt bei Aren Deputéierten net de Fall ze sinn.

Wa mer wierklech wëllen a voller Transparenz schaffen, mä da kommt, mer maachen d'Reuniounen an de Kommissiounen public! Well hei hu mer op där enger Säit d'Majoritéitsdeputéiert, déi ënnerstëtzt ginn d'ailleurs vun de Conseillere vun der Regierung. An ech erënneren och drun, datt säit leschem Dezember d'Zuel vu politesche Beamte jo och nach eng Kéier vun 82 op 120 an d'Luucht gesat ginn ass.

An ech sinn awer e bëssen erstaunt, besonnesch vun de Kollege vun der LSAP, datt se dat hei matdroen, well et ass grad hire Spracher am Verfassungsrecht, dee sech ëmmer erëm, an ech hunn dat oft begréisst, fir de Rôle vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung agesat huet an deen och ëmmer Grënn gesot huet, wisou mir awer och oppasse müssen am héijen Haus, quitte datt et d'Majoritéit an d'Oppositioun gëtt, dat sinn d'demokratesch Spillregeln, datt awer ee gewëssen Equilibre an der politescher Aarbecht gewahrt gëtt.

Här President, ...

(Interruptions par M. Mars Di Bartolomeo)

Här President, dat hei ass en däischtere Moment fir d'Oppositioun! Et ass en däischtere Moment fir de politeschen Equilibre an der par-

Le saviez-VOUS ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.



lamentarescher Aarbecht! An ech wéilt mä Virtrag schlësse mat engem Zitat vum Här Norbert Lammert. Den Här Mars Di Bartolomeo huet jo nach virun engem knappe Mount mat dem Här Lammert zu lechternach am Trifolion e Referat gehalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Mä deen hat dat a senger Ried net gehat.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Dach!

(Brouhaha)

Lauschtert gutt no! „In der Regel wird der Wechsel aus der Opposition in die Regierungsverantwortung höher geschätzt als der umgekehrte Rollenwechsel. Umso wichtiger ist die Einsicht, dass die demokratische Reife eines politischen Systems nicht an der Existenz der Regierung zu erkennen ist, sondern am Parlament und dort vor allem am Vorhandensein einer Opposition und ihren politischen Wirkungsmöglichkeiten. Regiert wird immer und überall, mal mit und oft ohne demokratische Legitimation. Die Opposition macht den Unterschied, und ihre Bedeutung steht und fällt mit dem Gewicht des Parlaments als Vertretung des ganzen Volkes: Mehrheit und Minderheit, Rede und Widerrede.“

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. D'Demokratesch Partei wéi och meng Fraktioun steet fir eng staark Chamber, steet fir e staarken éischte Pouvoir. Duerfir wäerte mer d'ëst Reglement net nëmmen herno stëmmen, mä duerfir ware mer och derbäi, wéi déi Proposition hei geschriwwe ginn ass, déi mer och mat ënnerschriwwen hunn. Well effektiv sinn hei an deem Text eng Rei Verbesserungen. Hei ass eng Valorisation vum der Aarbecht ebe justement vum der Chamber a vun den Deputéierten, insbesonnesch wat d'Rapporturen ubelaangt.

Ech mengen, mat deem Text hei kënnen eben d'Chamber an och d'Deputéiert insgesamt sech besser opstelle par rapport och zu aneren Institutione wéi zum Beispill der Regierung, dat am Sënn vun der Qualitéit vun der politescher Aarbecht.

Ech mengen awer och, vläicht eng Kéier an deem Kontext, well dat sinn d'Leit dobausse sech och net ëmmer bewosst, dass d'Chamber an och hei déi eenzel Deputéiert am Verglach mat anere Parlamentarier, ech soen elo emol einfach nëmmen an der Europäescher Unioun, dach an hirer Aarbecht ganz minimal ënnerstëtzt ginn, ganz minimal vun Experten oder Mataarbechter assistéiert ginn, an dat natierlech och net zouträglech ass, fir optimal gutt Konditione ze hu fir d'politesch Aarbecht.

Mir wëssen, mir begéinen och an internationale Gremien, Assemblée-parlementaire Kollegen zum Beispill aus Däitschland, aus Frankräich, déi froen dann ëmmer: „A wat fir enger Kommission bass du dann?“ Wann een da bis ufänkt, bei där drëtter verstinn déi dann d'Welt net méi. Da soen déi: „Wéi kanns du dat dann iwwerhaapt maachen, dräi, véier, fënnf Kommissione kënnen ze suivéieren?“ Da froe se: „Wivill Mataarbechter hues de dann, fir dat ze maachen?“ Wann een da seet: „Oh, mir deelen eis dann, wann ech dat esou déifrechen oder héichrechnen, ee Mataarbechter, annerhallwe Mataarbechter“, da versti se d'Welt nach manner. Nëmme fir awer och op där anerer Sait ze soen, dass mer och mat deene wéinege Moyenen a mat deene ville Kommissionen, déi mer eigentlech hei hunn, ouni eis wëllen ze brezen, awer dach versichen, alleguerten, Opposition a Majoritéit, tous confondus, eng optimal Aarbecht ze maachen.

Mä hei mat dëser Modifikatioun maache mer en éischte Schrëtt, fir awer do och ebe Verbesserungen an deenen Aarbechtskonditione ze maachen. A virun allem: Dat si jo awer déi Deputéiert. Dat huet näischt mat Majoritéit an der Prozedur, fir e Projet de loi an der Chamber ze behandelen, eng besonnesch Aufgab. A si hunn eng Aufgab, déi maache se net am Numm vun enger Fraktioun. D'Rapporturen hunn eng Aufgab, déi maache se am Numm vun enger ganzer Kommission. Ech wëll dat hei eng Kéier ënnersträichen.

Wa mer e Projet de loi hunn, dann ass et jo esou, dass dat hanner zouenen Diere leeft an de Kommissionensitzungen. Do kommen d'Avisen eran, do ginn d'Texte duerchgeholl, do gëtt eventuell d'Regierung, Experten invitéiert an da ginn all déi Avis gekuckt, eventuell Amendementen gemaach an esou weider. An an där ganzer Prozedur hëlt de Rapporteur am Numm vun der ganzer Kommission - ech widerhuele mech - do eng absolutt Schlësselposi-

tioun, eng wichteg Positioun an. Et ass hien also, deen och d'Aarbechte genau suivéiert.

An et ass och de Rapporteur, deen am Numm vun all de Fraktiounen, vun all den Deputéierten an der Kommission herno e schréffleche Rapport mécht an och e mëndleche Rapport presentéiert. Ech mengen, dat ass duerchass eng nobel Aufgab, wann ee Rapporteur ass. Mä et ass awer och eng Aufgab, déi mat méi Aarbecht verbonden ass wéi deen Deputéierten, deen herno eventuell d'Positioun vu senger Fraktioun presentéiert.

Et ass och eng Aarbecht, déi heiansdo vill Aarbecht ass. Denke mer nëmmen um de Budget. De Budgetsrapport - ech mengen, den André Bauler kann e Lidd dovun sängen, mä aner Rapporturen och - ass awer ganz vill Aarbecht. Mä awer och e wichtige Projet wéi elo zum Beispill bei der Verfassungsreform, wou de Rapport och vill Aarbecht ass. An dat ass Aarbecht, fir zesummenzefaassen, fir ze redigéieren, ze recherchéieren an esou virun an esou fort.

An ech mengen, duerfir hu mer gemengt, dass et sënnavoll an nützlich wier, fir eben déi Aarbecht ze valoriséieren a virun allem och déi besonnesch Aarbecht als Rapporteur besser ze encadréieren, andeems een dann e Mataarbechter zouléisst, deen dann de Rapporteur an der Kommission, dans le vif du sujet, ka suivéieren.

Well mir wësse jo, wéi et an der Praxis ass, dass een da vun der Kommission als Rapporteur a seng Fraktioun geet, de Mataarbechter seet: „Dat an dat ass geschwat ginn, mer muss vläicht kucken, dat an de Rapport eranze kréien.“ Et huet ee vläicht schonn erëm eppes vergiess an esou virun an esou fort. Ech mengen, dat ass also hei wierklech am Sënn vun der Aarbecht vum Rapporteur, am Sënn vun der Qualitéit vum Rapport. An, wéi gesot, dat ass stellverriedend fir déi ganz Kommission. Dat ass net fir eng Fraktioun.

An dat ass eben och just d'Kritik vun der Opposition, déi mer elo schonn héieren hunn, do géifen nëmmen d'Majoritéitsdeputéiert favoriéiert ginn. Neen, et ass also de Rapporteur! An dat kann och ee vun der Opposition sinn. Mir haten elo grad déi Situatioun hei, dass en Oppositionspolitiker e Rapport gemaach huet. Och den Här Reding hätt also ... oder an Zukunft kann den Här Reding e Mataarbechter mat an d'Kommissionensitzung bréngen, fir säi Rapport ze presentéieren. Och an Zukunft kann, wann zum Beispill ee vun der CSV mat Rapporteur ass vum Verfassungstext, deen och e Mataarbechter mat an déi zoustänneg Kommission bréngen an esou weider.

Einfach nëmmen, fir ze ënnersträichen, dass dat hei net eppes ass, wat exklusiv eppes soll si fir d'Majoritéitsdeputéiert. Nach eng Kéier: Et ass fir de Rapporteur, deen eng speziell Aufgab an der Kommission huet.

An den Diskussiounen war awer och nach en anere kuerzen ...

► **Une voix.**- D'Zäit ass eriwuer.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ech sinn elo och ... Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Berger, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ee lescht Wuert dann nach just. Dat ass, et war och an de Kommissionen d'Diskussion opkomm: Wéi ass et da mat der Confidentialitéit? Mir wëssen, et si keng öffentlech Sitzungen an dat do eventuell de Risiko wier, dass déi Mataarbechter dat dann net géife respektéieren.

Ech mengen, dat gëllt natierlech och fir déi, wa se an déi Kommissionen kommen, wéi fir jiddwer aneren och, fir d'Beamten aus de Regierungsverwaltungen an all déi aner Experten, déi emol an eng Kommissionensitzung kommen. Och si sinn dru gehalen, dass se sech un déi Confidentialitéit halen. An et huet ee jo och e Moyen, wann dat net de Fall wier: Déi Mataarbechter, déi hunn en Aarbechtskontrakt an de Fraktiounen. Bei eis muss se och ënnerschriwwen, dass se och an der Fraktioun natierlech mussen d'Confidentialitéit respektéieren, dass also dat de Fall wär. Mä ech sinn iwwerzeugt, dass kee vun deene Mataarbechter, wa se an déi Kommissionen kommen, sech wäert net dorunner halen.

Dat gesot, ginn ech natierlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem wichtige Text, deen an eisen Aen eng Revalorisation vun der Aarbecht vun der Chamber, insbesonnesch vun där vun de Rapporturen, ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Berger. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, e puer Wieder och

vusäite vun der LSAP-Fraktioun zu där heiten Ofännerung vum Reglement, dat een, mengen ech, net däréi lassgeliest gesi vun enger Entwécklung, déi dës Chamber, d'ëst Parlament gemaach huet, wat d'Kommissionensarbechten ugeet a wat och d'Rapporten ugeet iwwert déi lescht 30 bis 40 Joer, wou ech zu deene gehéieren, déi de Privileg haten, do e gudden Deel vun där Zäit derbäi ze sinn.

Ech ka mech nach un déi Zäiten erënneren, wou d'Rapporten an d'Haaptrieden net hei am Parlament geschriwwe gi sinn, mä an den Officé vun der Regierung. Dat war skandaléis. An ech si frou, dass mer duerch d'Stärkung vun de Fraktiounen, duerch d'Stärkung vun der Verwaltung vum Parlament lues a lues an en anere System erakomm sinn.

An ech gesinn déi heite Reform och net als Ofschluss vun enger Entwécklung, déi iwwer laang Jore gaangen ass, wou mer d'Kommissionensarbechte méi a méi opgemaach hunn. Ech ka mech un déi Zäit erënneren, wou keng Protokoller, Procès-verballe vun de Kommissionensitzungen hunn därferen erausgoen. Du si mer op de Wee gaangen, fir d'Protokoller vun de Sitzungen awer offen ze maachen.

Elo viru Kuerzem hu mer souguer d'Decision geholl, dass d'Deputéiert erëm därfer mat hirem Numm an de Procès-verballe op tauchen, wat ech immens wichteg a richtig fannen. Dat heescht, mir sinn amgaangen, d'Kommissionensarbechte méi opzemaachen. An op där anerer Sait si mer amgaangen, an deem Zesammenhang och derfir ze suergen, dass mer eis eigentlech als Parlament nach stärken. Ech kann déi Meinung wierklech net deelen, dass de Fait, dass d'Rapporturen kënnen an Zukunft e Mataarbechter matbréngen, soll eng Schwächung vum Parlament sinn.

Et ass just de Contraire! Dat ass eng Stärkung vum Parlament, well de Rapporteur ass e Vertriener vum Parlament. De Rapporteur ass e Vertriener vun enger Kommission. E gëtt vun enger Kommission mat engem Opdrag bestëmmt. An hien huet u sech déi majoritär Positioun vun der Kommission a sengem Rapport ze verdeelen, wou duerchass och aner Positiounen sech an deem Rapport kënnen erëmfannen.

Ech mengen also, dass mer hei u sech eppes maachen, wat natierlech opgrond vun den Traditionen an dësem Parlament zu engem groussen Deel de Majoritéitsdeputéierte kann zegutt kommen, soufern se Rapporten maachen, well méi vun hinne natierlech Rapporten maache wéi déi vun der Opposition. Ech fannen et awer e richtige Schratt.

An ech fannen et op jidde Fall keen Desaveu par rapport zur Verwaltung vun der Chamber, well ech mengen, dass politesch Rapporten och solle vu politesche Mataarbechter an den Deputéierte selwer virun allem och gemaach ginn. Dat däréi een net vergiessen. Ech mengen, dass et nach ëmmer eng éischt Verantwortung ass vum Deputéierte selwer, seng Aarbecht ze maachen. An e ka sech da gären ënnerstëtze loose bei där doter Aarbecht, mä ech halen net vill vun all deene preparéierte Rieden hei an der Chamber. Ech mengen nach ëmmer, dass d'Stärkung vun engem Parlament schlussendlech och an der eegener Capacitéit vun all Deputéierte besteet, seng Positiounen hei duerzeleeën.

Nach brauche mer awer opgrond vun der Zuel vun eise Parlamentarier an dem Fait, dass mer effektiv net an enger oder zwou Kommissionen sëtze wéi am Ausland, wou se dann zu Honnerten och nach an enger Kommission sëtzen, mä dass mer oft a fënnf, sechs bis siwe Kommissionen sëtzen, selbstverständlech och emol eng Hëllef vu baussen. An dat kann och nützlich sinn, mengen ech, fir d'Qualitéit vun de Rapporten, déi hei gemaach ginn.

Duerfir fanne mir u sech déi dote Form richtig als weidere Schratt hin zu enger Öffnung vun eise Kommissionensarbechten op där enger Sait an enger Stärkung vun der Parlamentsarbecht insgesamt. An duerfir wäerte mer och als LSAP deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. Den nächsten ageschriwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo, villmools Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, meng zwee Virriedner, den Här Bodry an den Här Berger, hunn am Fong scho gutt erkläert, firwat dës Modifikatioun vum Reglement Sënn mécht.

Wéi scho gesot, geet et jo just drëms, dass de Rapporteur oder d'Rapportrice vun engem Projet de loi e Mataarbechter oder eng Mataarbechterin mat an d'Chamberskommission d'ëst huelen, wann dee Projet de loi um Ordre

du jour steet, an dass dee Mataarbechter dann och just fir dee Punkt kann dobleiwen, ouni dass e seng Meinung däréi an der Kommission an och duerno ausdrécken. Dat ass net erlaabt an dat steet och explizitt esou am Text. Net méi an net manner ass an dëser Modifikatioun inclus.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech just dräi Remarken dozou lassgi respektiv och op e puer Aussoe reagéieren, déi an der Kommission gemaach gi si respektiv virdrun hei och vum Här Gloden.

Déi éischt Remark ass déi, dass mir als Gréng net gëlle loosse, dass de Rapporteur net vill Aarbecht huet. Dat hutt Dir elo net gesot, mä dat ass awer an der Kommission gesot ginn. Et ass gesot ginn, dass d'Chamber souwisou de Gros vun der Aarbecht géif maachen, wat einfach net stëmmt. D'Chamberservicer maachen net de Gros vun der Aarbecht. Et ass de Rapporteur, dee schafft. An een, deen dat behaapt, deen huet menger Meinung no nach ni e Rapport geschriwwen oder en huet just en Deel vum Gesetz kopéiert, wat engem Rapport net würdeg ass.

E Rapporteur huet ganz kloer d'Mission, wann e seriö schafft, dass en d'Gesetz an de gesamt-politesche Kontext setzt, dass en och vläicht en historisches Réckbléck mécht, dass en d'Objektiver erkläert, dass en déi wichtegst Dispositione resuméiert an explizéiert an dass en den Avis vum Statsrot och presentéiert a sengem Rapport. A wann ech zrëckkucken op meng lescht fënnf Joer, als Netjurist ass dat nach laang keen Hunneglecken, wann een en Avis vum Statsrot huet, deen oft ganz komplex ass, an dann ass ee frou, wann een Hëllef kritt.

Donieft ass een als Rapporteur och gehalen, d'Diskussionen, déi an der Kommission gefouert ginn, neutral ze resuméieren. An ech wëll betounen, dass een do souwuel der Positioun vun der Opposition wéi och där vun der Majoritéit soll Rechnung droen. An et ass och dat, wat ech an de leschte fënnf Joer ëmmer versicht hunn. An et ass natierlech och wichteg, fir d'Neutralitéit vum Rapporteur ze ënnersträichen.

Op alle Fall kann een net behaupten, dass de Rapporteur gläichzesetzen ass mat allen anere Membere vun enger Kommission, well en eng ganz speziell Roll huet. An dat ass nun emol déi, eng neutral Roll ze spillen a jiddwerengem gerecht ze ginn. Woumat ech awer och d'Aarbecht vun deenen aneren Deputéierten an der Kommission net wëll a Fro stellen.

Déi zweet Remark ass déi, dass et an dësem Projet de loi net drëms geet, enger Fraktioun oder engem Deputéierte Virdeeler ze verschaffen, ganz bestëmmt net. Et geet och eiser Meinung no eenzeg an eleng drëms, d'Fraktionensarbecht doduerch opzewäerten, dass déi Personnen, déi an enger Fraktioun schaffen, déi agestallt sinn, déi en Aarbechtskontrakt hunn, méi no u d'Chamber eruréckelen, dass se d'Aarbecht, déi an de Kommissionen leeft, konkret kënnen materliewen a sech doduerch iwwert den direkte Wee kënnen informéieren iwwert d'Diskussionen, déi gefouert ginn, mä och iwwert d'Erklärungen, déi vun de Beamten vun de Ministère kommen.

Dat ass souwuel eng Plus-value fir d'Eegenaarbecht vun de Mataarbechter a Mataarbechterinnen, et ass awer och eng Plus-value fir d'Qualitéit vum Rapport. An ech mengen, dass ass wichteg, well et gëtt en Document parlementaire, dat duerno wäert erhale bleiwen. Mir mengen net, dass dat iergendepes mat politescher Fierwung ze dinn huet.

Net ze vergiessen, dass d'Regierungsvertreider esou vill Beamten a Beamtinnen kënnen matbréngen, wéi se wëllen, dass se sech och an de Kommissionen kënnen berode loosse an dass dat vu kengem Mënsch heibannen a Fro gestallt gëtt. An dat ass och duerchass berechtigt.

Eng drëtt a lescht Remark ass nach déi, dass geet a Richtung Ausland, wou ech dat widderhuelen, wat den Här Gloden gesot huet: Et ass gewosst, dass an auslännesche Parlamenten scho laang d'Gewonnecht besteet, d'Recht besteet, dass Mataarbechter kënnen mat an d'Kommissionen kommen, an d'Ausschëss. Mir erfannen d'Rad also zu Lëtzebuerg net nei, wa mer d'Dier opmaachen an eng seriö Aarbecht heimat erméiglechen.

An da wëll ech awer och dozou soen, dass mer eis ebe grad där Diskussioun net verschléissen, fir d'Dier nach weider opzemaachen an driwwer ze diskutéieren, ob an enger nächster Etapp dann och all Deputéierten e Mataarbechter oder eng Mataarbechterin ka matbréngen.

Och dat hu mer an der Kommissioun gesot. Et muss ee just de Wee fannen, wéi mer dat erméiglechen. Mä wéi seet een esou schéin: „Ee Schrëtt nom aneren.“ Dat maache mer oft esou, datt mer net alles mateneen decidéieren.

(Brouhaha)

A mir hu gesot kritt, datt mer d'Raimlechkeeten och deemno missten upassen, fir datt dat iwwerhaapt e gutt Schaffe wäert ginn.

Jiddwerfalls ass dat hei en éischte wichtege Schrëtt, dee mir ënnerstëtzen, ...

(Brouhaha)

... fir d'Aarbecht vun der Chamber a vun de Fraktiounen opzewäerten.

An da wéilt ech nach dem neutrale Rapporteur Roy Reding villmools Merci soe fir säin net gefertte Rapport.

► **M. Roy Reding** (ADR), rapporteur.- Merci!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Ganz kuerz eng prinzipiell Iwwerleeung. Ech mengen, meng Virriednerin huet elo mat Recht hei gesot, datt se och der Meenung ass, datt all Politiker, all Deputéierte kéint ee mat an d'Kommissioun bréngen, wann dat en Accord géif fannen.

Ech bedauern, datt mer et dës Kéier net fäerdegbruecht hunn, vu Majoritéitsäit ze kucken, datt mer direkt een Accord an der Reglementskommissioun fonnt hätten, dee vun alle Parteien gedroe ginn ass. Dat war an der Vergaangeneheet ëmmer de Wëlle vun der Majoritéit a vun der Oppositioun, fir am Kader vun engem Reglement ee gemeinsamen Accord ze fannen. Dat ass hei elo net méi de Fall. Et hätt näischt geschuet, wa mer nach e puer Woche gewaart hätten a mer hätten direkt e Package gemaach a mer hätte versicht, een Accord tëschent der Majoritéit an der Oppositioun ze fannen. Dat hei ass e schlechte politesche Stil, deen hei gefouert gëtt.

Ech mengen, wa mer higin a mer soen, de Rapporteur kéint e Kollaborateur aus senger Partei, aus senger Fraktioun matbréngen, da kann een domadder averstane sinn, mä da muss een awer gläichzäitig soen: Wa mer iwwer wichtege Projet-de-loie schwätzen, ech denken do un d'Verfassungsreform, un de Budget oder aner grouss Gesetzer, da wier et och scho wichtege, wann den Deputéierten aus der Oppositioun kéint e Kollaborateur matbréngen, fir déi Aarbecht ze begleeden. Ech mengen, et ass net geduecht fir bei all Projet, do bréngt souwiesou keen ee mat, mä et gëtt grouss wichtege Projeten, wou déi Mataarbecht dann erwünscht wier. An do hätt ee kënnen en Accord fannen, mä dat war hei net gewollt.

An duerfir ass dat hei och net, wéi verschidde Riedner elo gesot hunn, eng Opwärtung vum Parlament! Wa mer et fir d'ganzt Parlament gemaach hätten, wier et eng Opwärtung gewiescht. Mä dat heiten ass just eng Opwärtung fir d'Majoritéit! A wann da gesot gëtt, déi wier fir de politesche Volet zoustänneg, dann hunn ech awer meng Bedenken! Ginn dann elo d'Rapporte vun de Kommissiounen méi politesch gemaach? Ginn déi elo méi politesch gemaach oder ass et en objektive Rapport vun der Kommissioun? An ech stelle mer eng Fro: Wann ...

(Interruption)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat do sinn zwou verschidde Saachen, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- An ech stellen lech ...

Jo, mä bis elo ass dat vun engem Fonctionnaire vun der Chamber gemaach ginn. An da konnt ...

(Interruptions diverses)

Jo, jo. Jo, jo.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Et ass awer ni ee Rapport gemaach ginn!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Si hunn Är Rapporte vläicht gemaach!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, neen. Ach ...

(Brouhaha général)

Déi si vun de Fonctionnaire vum der Chamber gemaach ginn an dann huet d'Fraktioun hiren Afloss doranner mat erabruecht. Dat hei ass och e Mésstrae vis-à-vis vun ...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Dat ass falsch, wat Der sot!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ... onse Fonctionnaires.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Dir kommt heihin an Dir erfannt dat elo!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här Bodry, de President vun der leschter Chambersessioun, deen hätt lech elo scho laang ënnerbrach gehat mat deenen Zwëscheriff, déi Der elo gemaach hutt.

Mä wéi gesot, loosse mer awer elo hei bei dësem Sujet bleiwen!

(Interruptions)

Dat ass d'Wourecht. Dat ass d'Wourecht!

► **Une voix**.- Neen! Falsch!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wann Dir wéilt e Rapport maachen, ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ... da géif ech lech och invitéieren: Da maacht de Rapport ganz! Da maacht e ganz an Ärer Fraktioun! Da kënnen mer eist Personal hei an der Chamber och zum Deel entlaaschten.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- A sot net, déi sollen déi eng Aarbecht maachen an Dir géift da just dee rengen politesche Volet hei matebraengen.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech hunn där Rapporte scho ganz gemaach.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat hei ass op jidde Fall keng Opwärtung vum Parlament. Et ass, wéi mer dat an de leschte Wochen hei systematesch erliewen, datt mer momentan eng Majoritéit hunn, déi sech Rechter hält an déi der Oppositioun wéllt ëmmer méi e Maulkuerf opsetzen. Dat maache mir net mat!

(Exclamations)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Gibéryen.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Här President?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den nächsten ageschriwwene Riedner ...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Fait personnel.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Här President?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Di Bartolomeo, wannechgelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Fait personnel, ...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ären Numm ass gefall.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- ... well ech just ugeschwat gi si vum Här Gibéryen. Als President vun där viregter Legislatur hei am Parlament wéll ech soen, dass an deene Joren, wou ech en Iwwerbléck hunn, ëmmer eng ganz gutt Zesummenaarbecht war tëschent dem Personal hei an der Chamber an dem Personal an de Fraktiounen an den Deputéierten, fir zesammen e Rapport ze maachen, deen d'Strooss hält.

Do huet jiddweree seng Roll gespilt. Déi eng méi no un deem, wat d'legislativ an d'legislativ Aarbecht ueget, an déi aner, fir d'politesch - net d'partei-politesch - Importenz vun deene jeeweilege Projeten ervirzesträichen. Dat ass ganz gutt gelaf.

Doduerch, dass awer déi Leit, déi an de Fraktiounen waren, net direkt an d'Aarbecht an de Kommissiounen mat implizéiert waren, ass dat méi komplizéiert gewiescht. Elo gëtt et nach méi einfach, wann all déi Leit, déi un engem Rapport schaffen, sech kënnen austauschen, och an der Kommissioun, respektiv nolauschten, wat an der Kommissioun diskutéiert ginn ass.

Et ass also net, dass hei en Desaveu ass vum Chamberspersonal. Ganz am Contraire! Déi Aarbecht vum Chamberspersonal gëtt ganz héich geschat, mengen ech, vun eis alleguer!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Gibéryen, wannechgelift.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, ech kommen aus dem Staunen net méi eraus.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Ou?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Ou?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här Di Bartolomeo, esou wéi Dir elo an och de Mëtte schonn an der Sitzung hei geschwat hutt, an et ass dat, wat ech am Fong wollt soen, wéi den Här Bodry gesot huet, hätt de President vun der leschter Sessioun souwuel lech wéi den Här Bodry an aner Leit direkt ënnerbrach, well se Zwëscheriff gemaach hunn. Do waart Dir jo awer relativ sec!

Doriwwer hunn ech geschwat! An elo hutt Dir dat geholl fir de Projet an eng politesch Argumentatioun hei zu dësem Reglement. Doriwwer hunn ech guer net geschwat! Ech hu just iwwert d'Manéier, wéi Dir presidéiert hutt a wéi den ...

(Interruptions)

... haitege President presidéiert, geschwat.

► **Une voix**.- Hutt Der dat dann ni gemaach?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech hunn lech net a Verbindung mat dem Projet bruecht. Ech hu festgestallt, datt den Här Di Bartolomeo, zënter en net méi President ass, hei an der Chamber Aktivitéit mécht, déi en als fréiere President direkt verbueden huet.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Här President, just eng Präzisioun.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Di Bartolomeo, wannechgelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Hätt ech nach do gesiess, dann ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dann hätt Der lech d'Wuert elo net ginn!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Dann hätt ech lech ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dann hätt Der lech ...

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Dann hätt ech lech no Ärer Interventioun gesot ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wann Dir elo nach do géift sätzen, hätt der lech d'Wuert net ginn!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Dann hätt ech lech no Ärer Interventioun gesot, dass dat, wat Der gesot hutt, net richtig ass ...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dach, dach, dach!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- ... an dass et keen Desaveu vum Personal ass! Pardon!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat huet awer näischt mat ...

(Brouhaha)

Dat huet awer näischt mam President ze dinn!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Also, wéist Der, wa mer matenee jäizen, do kann ech mathalen!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat huet awer näischt mam President ze dinn!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Do kann ech mathalen, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat huet guer näischt mam President ze dinn!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Do kann ech mathalen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat huet guer näischt mam President ze dinn!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- An am Géigesaz zu där Zäit, wou ech uewe souz, kann ech elo erëm matmaachen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- En anere President ... De President vun der leschter Period hätt lech scho laang d'Wuert geholl!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Voilà! An ech loosse net alles, wat Der sot, am Raum stoen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Deen hätt lech scho laang d'Wuert geholl!

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Ech loosse net alles, wat Der sot, am Raum stoen!

► **Plusieurs voix**.- Ey!

(Brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

► **Une voix**.- Ey!

► **Une autre voix**.- Elo gëtt et emol hei wéi zu London!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Hätten an haten, dat waren ...

(Brouhaha)

An den nächste Riedner ass elo den Här Marc Baum.

(Brouhaha général et hilarité)

► **Une voix**.- Marc, bréng emol Uerdnung hei eran!

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Jo, dat hei ...

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Et war munches ugastaut.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Dat hei schéngt jo a komesch Richtungen ze goen. Mä et däerf ee sech net wonneren, datt d'Debatt awer elo e bëssen aus dem Rudder leeft, wann een op déi doten Aart a Weis Majoritéit an Oppositioun spléckt op der Fro vum demokratesche Fonctionnement vun eiser Chamber. An et muss ee soen: Dat ass esou.

Dat hei wäert e Projet sinn, dee mat 31 Stëmmen ugeholl gëtt a mat 29 Stëmmen net ugeholl gëtt. An dat ass ganz traureg, well et, éischstens, mat där Traditioun brécht, déi mer hei awer an dësem Haus kennen, näamlech datt, wat d'Chambersreglement ueget, mer dee gréisstméigleche Konsens sichen. An hei ass déi klengstméigleche Majoritéit, déi probéiert, ze emportéieren.

Et ass geschwat gi vun der Stärkung vum Parlament. Jo, domat si mir averstanen. D'Parlament soll gestärkt ginn! Et gëtt d'Beispiller vun der Belsch, vun Däitschland a Frankräich, eisen dräi Nopeschlänner. Et gëtt d'Beispill vum Fonctionnement vum Europaparlament, wou et an deene Länner méiglech ass, datt all am Parlament vertruede Partei och kann e Kollaborateur, ënner verschidde Konditiounen, un de jeeweilege Kommissiounssätzungen deelhuele loosse.

Hei gëtt, wann ee seet, d'Glas ass hallef voll, vun deenen engen, vum Här Bodry, gesot: „Mä et ass en éischte Schrëtt. Et ass eng éischt Ouvertür.“ Jo, et kann een et als Ouvertür gesinn, mä et muss ee soen: Wéi een Deel vum Parlament gëtt hei gestärkt? Ma d'Majoritéit gëtt gestärkt!

► **Une voix**.- Neen!

► **Une autre voix**.- Ma dach!

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Dach, well et geet jo drëm, datt d'Aufgabe vum Rapporteur facilitéiert ginn. D'Madamm Lorsché huet virdu gesot, datt och d'Aarbecht vum Rapporteur wierklech keen Hunneglecke wier, wat ech och ganz gären zougestinn a ganz gäre gleewen.

Nawell bleift, et kann een esou vill Hunneglecken, wéi ee wéllt, bei dësem Projet awer e ganz batteren Nageschmaach, näamlech deen, datt effektiv, nieft der Situatioun, déi mer am Moment scho kennen, d'Ministeren an d'Chamberskommissioun kommen a sech kënnen assistéieren loosse vun esou ville Ministerialbeamten, wéi se wëllen. Dat ass gang und gäbe: zwee, dräi, véier. Ech hu scho Kommissiounssätzungen gemaach, wou e Minister mat fénnef Ministerialbeamten do war, fir kënnen Explikatiounen ze ginn a fir kënnen op technesch Detailler anzegoen.

E Minister ass, wéi dat vun Natur aus esou ass, en Deel vun der Regierung. An déi Regierung gëtt gedroen duerch d'Majoritéit. Elo kritt d'Majoritéit nach d'Méiglechkeet, bei Projeten e Kollaborateur bäizehuelen. An do kann een net soen, dat ass en allgemenge Prinzip, well, wa mer awer éierlech sinn, 98 % vun de Rapporte gi vu Majoritéitsvertreeder gehalten.

Bon, an de Kommissiounen hu mer dunn doriwwer diskutéiert. An ech hunn am Numm vun der Lénker zumindest probéiert, nach e Komproméssvorschlag eranzeginn, datt zumindest bei deene Punkten, déi d'Oppositioun oder egal wéi eng Partei op den Ordre du jour vun enger Kommissioun setze léisst, wou et ganz dacks em technesch schwierig Froe geet, déi jeeweileg Partei d'Recht hätt, och e Kollaborateur matzebréngen. Dat ass leider net zréckbehalde ginn.

Duerfir mengen ech - den Här Gloden huet virdu vun engem däischtere Moment geschwat -, ech probéieren dee Moment dann elo emol e bëssen opzehelle mat enger Resolutioun, déi ech grad un de Chamberspräsident weiderginn hunn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

d'un collaborateur du rapporteur lors des réunions de commission (document parlementaire n° 7404) ;

- considérant le droit des ministres de se faire assister par un ou plusieurs collaborateurs dans les commissions parlementaires ;

- considérant que la très grande majorité des rapports est rédigée par des membres de la majorité ;

- considérant qu'ainsi « l'inégalité de moyens entre la majorité et l'opposition risque encore de s'accroître » ;

- s'exprimant en faveur d'une amélioration et d'une facilitation du travail parlementaire de tous les députés ;

décide

- de procéder à une extension du droit de se faire assister par un collaborateur à chaque groupe politique ou technique et à chaque sensibilité politique.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Marc Goergen, Roy Reding, David Wagner.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Eng Resolutioun, déi vun eis staamt an déi gedroe gëtt vun der ADR a vun de Piraten a wou d'Chamber per Resolutioun selwer decidéiert fir eng Ausweidung vun deem Recht, fir sech kënne vun engem Kollaborateur begleeten ze loosse, datt dat extendéiert gëtt op all Partei, déi an enger Chamberskommissioun vertraued ass.

Et ass virdrun ugeklongen, ech mengen, et war d'Madamm Lorsché, déi gesot huet: „Jo, mä do ginn et nach technesch Problemer, mer muss kucken, datt d'Raimlechkeeten eventuell adaptéiert ginn.“ Well mer hunn effektiv am Moment relativ kleng Versammlungsraum. Mä menges Wëssens ass dat dach an der Maach. D'Kommissiounssäll 1 an 2 sollen, souwäit ech informéiert sinn, souwisou zesummegeschloe ginn, soudatt et just eng Fro vun der Zäit ass, vu Wochen, mengen ech, voire vu Méint, bis een och d'Raimlechkeeten hätt, fir dat dote kënne ze maachen.

Dës gesot, ech fannen et ganz schued - ganz schued! -, datt hei op esou enger wichteger Fro kee Konsens fonnt ginn ass an, an dat muss ee soen, och ni probéiert ginn ass, ze sichen. Dat ass bedauerlech. An duerfir gesi mer et ebe leider net als éischte Schrëtt zu enger Ouvertür, mä zu enger weiderer Ongläichgewichtung zugonschte vun der Majoritéit a wou d'Oppositioun alt nees erëm eng Kéier eidel ausbleift.

Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. A well den Här Gibéryen gesot huet, ech misst méi streng ginn, wëll ech den Här Goergen drop opmierksam maachen, datt en nach just eng Minutt a 40 Sekonnen huet.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Da leeë mer den Turbo an. Ech kann awer trotzdem nach eng kleng Anekdot zielen. An zwar, wéi mer d'Preparatioun haten op dës Chamberssetzung, hu mer eise Leit dann emol den Ordre du jour geschéckt. Dunn hunn déi eis ganz erstaunt gefrot: „Wéi, déi Politiker, déi do vir stinn, och vun der Majoritéit virun allem, mat de Rapporten, hunn déi déi net selwer geschriwwen?“ Déi hu geduecht: „Oh, kuck emol, wat sinn dat heiansdo brilliant Käpp. Déi hunn dat selwer gemaach. Déi schaffe richteg

vill doheim.“ Elo ass op eemol erauskomm: D'Mataarbechter mussen do mathëllefen.

Fir eis ass dat eng onfair Verdeelung, well Dir kritt elo scho méi ...

(**Brouhaha**)

... Infoe vun de Ministeren. An elo kommt Der och nach mam Mataarbechter dohin.

► **Une voix.**- Gutenachtgeschichten von den Piraten!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Mä virdrun ass hei nach eng Kéier gezielt ginn, wéi neutral déi Rapporteur sinn. Ma dat kéint Der jo och higoen an Dir loosst heiansdo d'Oppositioun emol e Rapport maachen, well e muss jo souwisou neutral sinn, vun deene wichtege Themen. Dir gitt der Oppositioun déi kleng Themen. An déi aner behaalt Dir.

(**Brouhaha**)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannech gelift!

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Fir déi lescht 20 Sekonnen, wat eis ganz wichteg ass als Piraten, an domadder hätte mer de Problem geléist: Gitt se dach einfach public maachen! Setzt eng Kéier d'Transparenz an! An dann ass dee ganze Problem geléist. Da ka jiddwereen dobausse kucken, wat an de Kommissiounen geschafft gëtt.

Merci.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. D'Diskussioun ...

(**Interruption**)

Den Här Gloden.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Zur Resolutioun wollt ech nach e Wuert soen, Här President, wann Der erlaabt. Merci.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.**- Mir kennen den Text net!

► **Une voix.**- Dir schéngt den Text ze kennen, mir kennen den Text net.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Ah sou?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir stëmme fir d'Éischt iwwert den Änderungsversuchlag of.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Okay.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- A wann dann d'Resolutioun verdeelt ass, da maache mer déi eventuell eréischt hannendrun. Mir géifen dann elo eben zur Ofstëmmung vun Änderungsversuchlag vum Chambersreglement 7404 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7404¹.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7404

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimadder ofgeschloss.

Dësen Änderungsversuchlag ass mat 31 Jo-Stëmme bei 27 Nee-Stëmme an 2 Abstentiuonen ugeholl ginn.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di

Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Marque et Roberto Traversini.

Ont voté non : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Marie Halsdorf), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7405 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition du Bureau et à la déclaration de politique générale sur l'état de la nation

Mir géifen dann direkt zum nächsten Änderungsversuchlag kommen an dann herno d'Resolutioun ofstëmme. Dat heescht, dat ass den Änderungsversuchlag vum Chambersreglement 7405 iwwert d'Zesummesetzung vum Bureau an d'Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Nation. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ginn. An ech géif direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roy Reding, d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Roy Reding (ADR), rapporteur.**- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleegen, dat hei gëtt méi eng Zockerschlecken, dese Rapport, well dat hei ass eng Ännerung, déi am Konsens zustane komm ass. Si gouf deposéiert vun den honorabele Kollege Berger, Bodry, Gibéryen, Hansen a Lorsché.

Et geet am Wesentlechen ëm zwee Punkten.

Et geet ëm de Chambersbureau, deen ëm zwou Persoune verstärkt gëtt. Bis elo waren et ni dem President an dräi Vizepresidenten siwe Memberen. An dat gëtt elo eropgesat op néng Memberen, fir eng equilibriéiert Präsenz vun deene verschidde politesche Gruppen ze gewäreschten.

Deen zweete Punkt ass d'Deklaratioun zur Lag vun der Nation vum Premier, déi ëmmer am éischte Semester vun all Joer ass. Do gëtt elo an d'Reglement derbaigeschriwwen, datt de Bureau kann eng Décision contraire huelen, fir datt déi Deklaratioun net muss am éischte Semester sinn, speziell a Jore wéi dësem, wou mer no de Wahlen da schon d'Budgetsdebatten hunn - am Hierscht d'Wahlen, dann am Fréijoer d'Budgetsdebatt -, datt een dat dann net och nach muss mat der Lag zur Nation verbannen. An déi kann dann op den Hierscht verschubst ginn.

A fir dese Projet bréngen ech dann och den Accord vun der ADR.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Mat dëser Proposition de modification kann d'CSV d'accord sinn. Mir soe Merci an ech gi mäin Accord.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden. An dann ass et um honorabelen Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soen - dat hat ech och fir dee Rapport virdu vergiess -, well en als Rapporteur objektiv am Nimm vun der Kommissioun de Rapport mécht an net fir eng politesch Partei oder ee Groupe technique.

Zur Deklaratioun vum État de la nation, ech mengen, dat ergëtt sech aus der Praxis, déi mer wäerte wahrscheinlech och praktesch all fënnef Joer dann hunn, well am Fréijoer, oder loosse mer soen am Abrëll, wou gewéinlech traditionell déi Deklaratioun ass, och dann eben de Budget dëst Joer war respektiv all fënnef Joer mer an déi Situatioun wäerte kommen an dat awer eng speziell Situatioun wier, wa Budget an État de la nation géifen openeefalen. Duerfir dës Modifikatioun, fir datt mer do eng gewësse Souplesse hunn.

Och fir de Bureau, mengen ech, ass et an der Logik. Mir sinn e representatiivt Parlament. A well awer och an deenen anere Kommissiounen duerch nei Majoritéiten, déi sech forméiert hunn, d'Representatiounen ënnerschiddlech oder nei sinn, hu mer dat an de Kommissiounen gemaach. Forcement ass déi logesch Suite och, datt mer dat am Bureau maachen an also och do dat da consideréieren.

Vläicht eng kleng Remark: De Bureau ass jo eigentlech net eng klassesch Kommissioun. Et ass e speziell Gremium vun dem Parlament, wou mer awer dann och kucken, déi Proportionalitéit do ze consideréieren.

Et ass awer e Gremium, de Bureau, wou eigentlech net kann ersat ginn. An deenen anere Kommissiounen kann een dat maachen. An duerfir hat ech och schonn eng Kéier proposéiert, datt een awer och vläicht soll virgesinn, datt am Bureau, vläicht ënner enger spezieller Form, dann do awer de Remplacement vu Membere misst méiglech sinn.

Mir kéint virschwiewen, datt een zum Beispill e Suppléant permanent géif nennen, wéi dat och an internationalen Assemblée-parlementairen ass. Also een eenzeg, dee pro Fraktioun oder pro Groupe technique kéint emol een ersetzen; natierlech ni de President oder e Vizepräsident ersetzt, mä awer soss Membere vu senger Fraktioun am Bureau kéint ersetzen. Dat heescht, datt een dat bei enger nächster Modifikatioun vum Règlement kéint virgesinn, also ënner Form vu Suppléant permanent fir dann eben déi ganz Legislatur.

Dat gesot, ginn ech awer och den Accord vu menger Fraktioun zu där Modifikatioun hei vun deem Punkt am Règlement.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Berger. An da wier et um honorabelen Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, ech mengen, déi doten Ännerungen hate mer schonn am Virfeld diskutéiert.

Wat d'Zesummesetzung vum Bureau ugeet, ass, obwuel d'Reglement vun der Chamber, dat wëll ech hei rappeléieren, keng Proportionalitéit vun de Fraktiounen a vun de Sensibilitäten am Bureau virgesäit, et awer esou, dass ee selbstverständlech muss Suerg hunn, eng gewësse Proportionalitéit ze wahren. Wat natierlech net méi einfach gëtt doduerjer, dass d'Zuel vun de Fraktiounen oder vun de Sensibilitäten sech vergréissert.

Dat gëtt dann ëmmer méi schwier, wann ee vu 60 erof muss goen op eng kleng Zuel, fir dann integral déi Proportionalitéit ze wahren a gläichzäiteg natierlech och derfir ze suergen, dass eng Majoritéit nach ëmmer eng Majoritéit bleift. Dat ass also déi Suerg, déi mer hei hunn. An da kann et netzlech sinn, fir dann och vun der aktueller Zuel vum Maximum 11 op 13 eropzegen.

Wéi mer dat dann elo genau maachen, dat muss mer dann an deenen nächsten Deeg a Woche gesinn. Mä et ass wichteg, dass mer déi Fakultéit zumindest schafen, fir do kënne méi no eigentlech un eng Proportionalitéit erunzeken, och am Bureau, wat awer d'Hauptorgan vun der Chamber ass.

Déi zweet Iwwerleung, déi ass méi rezent. Déi ass eigentlech komm duerch de Kalenner vun dësem Joer mat enger Diskussioun an engem Vott vum Statsbudget a vum Pluriannuel Enn Abrëll. An dat ass normalerweis déi Zäit - Enn Abrëll, ufanks Mee -, wou och dann d'Deklaratioun zur Lag vun der Regierung stattfënn. An dat hätt sécherlech dëst Joer net gepasst.

An ech mengen, mir missten eis insgesamt nach eng Kéier frësch Gedanke maachen iwwert den Timing vun deene groussen Debatten hei an der Chamber. Dat géillt fir d'Budgetsdebatten am Dezember, wa mer déi bäibehalen. D'Diskussioun war jo opkomm, vläicht de Budget vum Joer lasszéise vum Pluriannuel, dass een de Pluriannuel géif zu engem anere Moment diskutéieren, an zwar dee Moment, wou mer eis Aktualiséierung vun Pacte de stabilité et de croissance am Kader vum Semestre européen op Bréssel muss weiderschécken. Dat ass normalerweis och am Mount Abrëll. Dass ee vläicht déi Saache géif zesummemaachen, well dat ass eigentlech och eng Programmation pluriannuelle, soudass een also déi Diskussiounen, de PNR, Plan national de réforme, d'Strategie 2020 plus dann eben den État de la nation eventuell zesummenhält an dann de Budget um Enn vum Joer mécht. Dat ass eng Diskussioun, mengen ech, déi mer sollte féieren.



Duerch déi Ofännerung hei gi mer eis déi néideg Flexibilitéit, fir dat vu Fall zu Fall kënnen nei festzeleeën, och opgrond vläicht vun onerwaarten Evenementer, déi de Kalenner emol eng Kéier kënnen duerjerneegeheien. Duerfir wäert och eis Fraktioun deen doten Deel stëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. An ech gi gläich d'Wuert weider un d'Madamm Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Villmools Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun schlëssen ech mech meng Virriedner un. Mir si frou, dass hei méi e grouse Konsens entsteet, an hoffen, dass jiddwereen dës zwou Modifikatiounen wäert droen.

Ech wëllt dann och nach eng Kéier dem Här Reding Merci soe fir seng neutral Aart a Weis, de Rapport ze bréngen a konstruktiv matzeschaffen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. An dann ass et um honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Also wat deen ee Volet ugeet fir d'Verleeë vun der Ried vum État de la nation, hu mer natierlech och guer kee Problem, vu d'Situatioun an datt et effektiv sënnslos gewiescht wier, datt kuerz no der Budgetried nach eng Kéier eng Ried gehale gi wier iwwert den État de la nation.

Mer fannen awer natierlech, wéi dat eis Manéier ass, e klengt Heerchen an der Zopp, näamlech ass dat deen ominéise Bureau vun der Chamber, deen eben net esou funktionéiert wéi eng normal Kommissioun, wou och am Chambersreglement, an den Här Bodry huet drop opmierksam gemaach, keng Proportionalitéit virgesinn ass. Dat heescht, theoretesch kéint d'Majoritéit de Bureau just besetze mat Membere vun der Majoritéit. An et ass eng Form vun „good will“, datt dat net stattfënnt.

Ech mengen, datt déi Froen, déi opgeworf gi si vun der Proportionalitéit an awer och, wéi den Här Berger gesot huet, vun der Capacitéit, fir sech eventuell ersetzen ze loossen, nach eng Kéier sollte seriö diskutéiert ginn. A mir ginn, wéi gesot, mat dësem Hoer an der Zopp, dat entre-temps dann elo schon op der Zong ukomm ass, awer den Accord zu dësem Projet.

(Interruption et hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum.

D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung vum Änderungsverschlach vum Chambersreglement 7405. Den Text steet am Document parlementaire 7405¹.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7405

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann de Vote par procuration. De Vott ass heimadder ofgeschloss.

Dësen Änderungsverschlach ass mat 60 Jo-Stëmmen, dat heescht eestëmmeg, ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Paul Galles), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

8. 7422 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur la vérification des pouvoirs relative au Parlement européen

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour ass den Änderungsverschlach vum Chambersreglement 7422 iwwert d'Vérification des pouvoirs fir d'Europaparlament. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Alex Bodry, d'Wuert ginn.

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Jo, Merci, Här President. Ech denken, opgrond vun den Diskussiounen, déi mer an der Reglements-kommissioun haten, dass dat heiten och dierft méi konsensuell gi wéi déi éischt Ofännerung vun eise Chamberreglement. Well eigentlech ass déi heite Reform eng logesch Suite vun där Decisioun, déi mer den 19. Juli d'lescht Joer

hei als Chamber geholl hunn, wéi mer eist Reglement an deem Sënn emgeännert a vervollstännegt hunn, dass mer eng genau Prozedur festgeluecht hunn, wat d'Vérification des pouvoirs ugeet an notamment och wat d'Validatioun vun de Chamberwahlen hei zu Lëtzebuerg ugeet, wou mer d'Suerg haten, dass mer méi no un international Standarden erukommen, wat eben dee ganz sensible Punkt betrëfft vu politesche Wahlen.

Well mer hei zu Lëtzebuerg an der Situatioun sinn, an där och eenzel aner europäesch Länner sinn, dass d'Parlament selwer Juge ass iwwert d'Zusammensetzung vun där Instanz, ass et och selbstverständlech, dass natierlech do kann e Soupçon vun Ofhängegkeet a vu Partia-litéit entstoën. Duerfir ass et wichteg, dass ee sech eng Rei vu minimale Garantien gëtt iwwert d'Prozeduren, dass déi Aarbecht vun deem Par-lament seriö gemaach gëtt.

Dat hu mer fäerdegbruecht fir eist nationaalt Parlament. An ech denken, dass mer dat och elo wäerte ronkréie fir d'Europaparlament.

Bon. Et ass esou, dass nom Wahlgesetz - an der Verfassung steet näischt dran - d'Chamber zoustänneg ass, fir déi Verifikatioun vun den Europawahlen hei am Land ze maachen. Dat sinn d'Artikelen 282 an 283 vun eise Wahlgesetz.

Et ass schon erstaunlech, muss ech soen, dass d'Reglement vun der Chamber dann awer total stomm ass zu där doter Fro. Dat heescht, d'Chamber ass responsabel, fir déi Verifikatiounen ze maachen, mä eist Reglement seet net, wéi se dat mécht. An do gëtt dann aus prag-matesche Grënn, zënter dass déi Verifikatioun gemaach gëtt, dat heescht, zënter dass mer am Fong d'Direktwahl vum europäesche Parlament hunn, gesot: „Ma dann applizéiere mer déi Prozedur, déi mer fir d'Nationalwahlen hunn. Mer kucken, déi dann och am Fall vun Euro-pawahl kënnen ze applizéieren.“

Dat ass natierlech eng Situatioun, wou ech ka soen, dass mer eigentlech d'Gléck haten, dass et net zu seriö Contestatiounen eng Kéier bei den Europawahlen hei zu Lëtzebuerg komm ass, well dann hätte mer op relativ wackelege Bee gestanen, fir ze rechtfertegen, wéi dann déi Chamber hei ouni Texter am Detail déi Verifikatioun vun de Wahle virhält a wéi se virun allem op Reklamatiounen reagéiert, déi vu bausen un d'Chamber géifen erudedroe ginn, well jo och hei u sech keen Text seet, dass e Geriicht zoustänneg wär, fir dat ze maachen.

Bei de Kommunalwahlen ass et jo esou, dass et do am Endeffekt eis Gerichter sinn, déi decidéieren, soudass et also aus Iwwerleeunge vu méi grouser Rechtssécherheet an och vun enger, mengen ech, entwéckelter Rechtsstaat-lechkeet wichteg ass, dass mer och, wéi mer dat bei de Chamberwahl maachen, bei den Europawahlen déi Prozedur am Detail am

Reglement vun der Chamber da festleeën, well jo d'Chambersreglement och no enger zumindest eelerer Jurisprudenz als gläichwärtig ugesi gëtt par rapport zu de Gesetzter, insofern et natierlech d'Organisatioun vun der Chamber be-trëfft.

Déi Reglementsännerung, déi mer also hei maachen, ass deemno iwwerfällig. Mir hunn och net hei probéiert, total nei Weeër ze goen. Mir hunn eis elo praktesch eent zu eent mat liichten Adaptatiounen op deem engen oder anere Punkt un déi Prozedur gehalen, déi fir d'Éischt elo gespilt huet bei de leschte Cham-berwahlen an déi mer dann och schon an eise Reglement stoen hu fir d'National-wahlen.

Änlech wéi bei de Chamberwahlen ass et also esou, dass hei d'Regularitéit vun de Wahle festgestallt soll ginn, dass d'Wahlresultat och kontrolléiert gëtt a virun allem och kontrolléiert gëtt, ob déi Gewielten déi gesetzlech Bedén-gungen erfëllen, fir kënnen dat Mandat iwwer-haapt ze exercéieren.

Dat heescht also am Kloertext: Et muss esou sinn, dass d'Kandidaten d'Eligibilitätsbedén-gungen, déi d'Gesetz virschreift, erfëllen. Et muss esou sinn, dass se net iergendwéi an de Beräich vu gesetzlechen Onvereinbarkeete falen, wat familiär Relatiounen ugeet. An et muss och esou sinn, dat ass spezifesch fir d'Eu-ropawahlen: Si dierfen net och Kandidat bei den Europawahlen an engem anere Land gewiescht sinn. Dat ass eng zousätzlech Kon-ditioun, déi hei bäikënn par rapport zu deem, wat mer bei den Nationalwahlen hunn.

Dat muss also kënnen festgestallt ginn. Dat ge-schitt doduerjer, dass Attestatiounen bruecht ginn, dass och Deklaratiounen gemaach gi vun deene Betreffenen. A wann natierlech déi De-klaratiounen falsch wäeren, dann hätt dat Reper-cussiounen op hir Situatioun. Well och während dem Mandat bleibt d'Chamber weider zoustän-neg, wann eng nei Onvereinbarkeet géif op-tauchen oder bekannt ginn, fir feststellen, ob déi Persoun nach dierf weider fir Lëtzebuerg am Europaparlament sëtzen.

Et ass also net nëmme am Moment, wou d'Mandat ugetratt gëtt, wou déi Verifikatiounen stattfannen, mä wann et herno zu enger Situa-tioun kënn, dass e Soupçon besteet, dass déi Persoun iwwerhaupt nach weider kann am Europaparlament sëtzen, dann ass och d'Chamber zoustänneg, fir dat feststellen an ze kontrolléieren.

A schlussendlech ass och virgesi mat enger ver-einfachter Prozedur, wann een Europadepu-téierte stierft oder aus anere Grënn mat sen-gem Mandat ophält, dass dann och beim Sup-pleant, deen da géif noréckelen, eng Kontroll stattfënnt, ob en d'Viraussetzungen erfëllt, fir kënnen dat Mandat als Europadeputéierten ze erfëllen.

Le saviez-VOUS ?

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité.

La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

Le saviez-VOUS ?**VOTE DE LA LOI**

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

RENOVI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

Mir hunn dovunner ofgesinn, hei eng spezial Verifikatiounskommissioun anzesetzen. Et ass jo esou, dass mer déi éischte Kéier elo am Ufank vun dëser Period eng permanent Verifikatiounskommissioun agesat hunn, déi fir d'Chamberwahlen spillt, alles wat d'Validatioun vun de Mandat ugeet bei den nationalen Deputéierten. An dëselwecht Kommissioun wär dann och hei zoustänneg, fir déi Verifikatiounen ze maache fir d'Europawahl respéktiv fir d'Europadeputéiert.

Dat geschitt och dann no deene Prozeduren, déi virgesi sinn. Dat heescht, déi Kommissioun mécht e Rapport. De Rapport kann och eventuell bei Reklamatiounen eréischt gemaach ginn, nodeem se de betreffenen Deputéierten oder vläicht Leit vu baussen ugehéiert hunn, fir bei Reklamatiounen ze kucken, wéi seriö dat ass. An da gëtt dee Rapport an der Kommissioun ugeholl an dee gëtt dann an de Plenum bruecht vun der Chamber. An et ass u sech dann d'Chamber als Plénière, déi déi Decisioun hält, déi muss iwwert d'Konklusioun vun deem Rapport do ofstëmmen.

Dat ass also d'Prozedur, wéi se hei virgesinn ass, déi zimlech genau also deem entsprécht, wat mer och elo virgesinn hu bei den Nationalwahlen.

Hei spillt jo nach, dass mer müssen, dat ergëtt sech awer och duerch d'europäesch Recht, bannent gewëssenen Zäitramen aktiv ginn, fir dass d'Europaparlament kann a voller Kompositioun, och mat de Lëtzebuerger Verrieder, da matzäiten ufänken.

Dat setzt allerdéngs viraus, dass déi Leit, déi potenziell gewielt sinn, déi Informatiounen, déi si der Chamber selwer mussen matdeelen, hir an den Delaie ginn. Well nimm wann déi Informatiounen do sinn, da kann d'Chamber och hir Kontrollaarbecht op deem dote Punkt maachen.

E leschte Punkt, op deem ech nach wollt hiweisen, dat gëllt vläicht fir eng zukünfteg Aarbecht, betrëfft och vläicht eis Aarbechten iwwert déi nei Verfassung. Mir hunn an deem neie Verfassungsprojekt virgesinn, dass och eng richterlech Kontroll nach komme soll niest där éischtinstantzlecher Kontroll, déi duerch d'Chamber duerchgefouert gëtt.

Wat d'Wahlgeschäfte ugeet, ass et esou, dass nach eng Recoursméiglechkeet soll agefouert ginn - wéi dat a ville Länner besteet, notament Däitschland huet deem dote System - bei enger neutraler Instanz. Dat wär an deem heite Fall d'Lëtzebuerger Verfassungsgericht, wat da praktesch géif d'Appellinstanz gi bei Onzefriddenheit par rapport zu der Decisioun, déi d'Chamber iwwert d'Regularitéit vu Wahlen respéktiv iwwer eenzel Deputéiert geholl hätt.

Et misst een eigentlech, dat wär logesch, och eppes Äänlech virgesinn fir d'Europaparlament. Och do mécht et Sënn. An do gëtt et Uerteeler, notament vun dem Europäesche Mënschegegerichtshaff par rapport zu Rumänien. Déi wollten en äänleche System aféieren, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg - eigentlech an der Belsch, et gëtt e puer aner Länner - hunn. An dunn hunn déi vun Europäesche Geriichtshaff gesot kritt: „Ma Dir sidd keng a Demokratie, wou all d'demokratesch Regele fest

verankert sinn. Esou e System ouni richterlech Kontroll, dat därft Dir net aféieren.“ Bon.

(Hilarité)

Juristes halen ech net ganz vill vun där dote méi politescher Argumentatioun vun enger Cour. Mä op jidde Fall wësse mer, dass mer do also a Problemer sinn. A fir deem aus de Féiss ze goen, ware mer eis alleguerten eens, fir ze soen: „Majo da soll d'Verfassungsgericht sech an Zukunft als zweet Instanz déi dote Saache kënnen ukucke bei Reklamatiounen.“ An dat misste mer dann och à la rigueur festschreien an eise Verfassungstext, well dat do eng zousätzlech Kompetenz da wär vun dem Verfassungsgericht.

Voilà, dat wollt ech soen. An deem Sënn géif ech lech bieden am Numm vun der Kommissioun, fir jo ze soen. An ech bréngen natierlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Body. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här Président, fir d'Wuert. Fir d'Éischt e Merci dem Rapporteur Alex Body fir dee mëndlechen a schrëftleche Rapport.

De Rapporteur ass hei op d'Chronologie vun dëser Proposition agang, wéi se zustane komme ass, firwat se zustane komm ass. Wann een den europäesche Gedanke bis zu Enn féiert, da kéint ee sech am Fong och d'Fro stellen: Firwat kontrolléiert en nationaal Parlament, ob en Deputéierten an engem supranationale Parlament ka setzen oder net? Mä dat géif elo hei an deene fënnf Minutten ze wäit féieren.

Ech hunn och um Site nogekuckt, et sinn am Fong just nach zwee Länner vun der EU, wou en nationaal Parlament dat verifiéiert. Dat sinn Dänemark an ebe Lëtzebuerg. An Däitschland gëtt dat zum Beispill duerch e Verantwortlechen op Bundesniveau gemaach.

D'Verifikatioun duerch eng Geriichtbarkeet, ouni dass et eng Contestatioun ass, ass och eng Méiglechkeet. Dat ass zum Beispill an Eisträich oder bei eise belschen Noperen de Fall. Den Här Body ass drop agang. An Däitschland gëtt et och de Recours virun engem Geriicht, wann eng Contestatioun do ass. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi een nach eng Kéier hei bei eis och intern sollt ausdiskutéieren. Mir hunn et notament ugefaangen am Kader vun de Verfassungsarbechten.

Dëst gesot, soen ech nach eng Kéier Merci hei fir d'Nolauschten a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Président. Ech wëllt och dem Rapporteur, deem am Numm vun der Kommissioun hei de Rapport presentéiert huet, Merci soen. En huet eigentlech all d'Elementer presentéiert.

Effektiv hu mer festgestallt, dass eigentlech awer e Vide ass oder war an der Vergangeneheet, wat déi Prozedur fir d'Verifikatioun vun de Resultater vun den Europawahlen ubelaangt. Mir hunn elo eng Solutioun fonnt, déi e bëssen e Parallelismus ass par rapport zu deene Verifikatiounen, déi mer neierdengs bei den Nationalwahlen maachen. Ech mengen, dass dat awer méi wéi d'Strooss kann halen.

Sief et, dass een eventuell kann iwwerleeën, wéi een et an Zukunft mécht. Do sinn e puer Pisten opgezeechent, och an der Verfassung. Mä ech mengen, dass dat hei awer trotzdem elo en zolitten Text ass, wou mer dann drop kënnen schaffe respéktiv dann och an zwou, dräi Woche kënnen dat eng éischte Kéier applizéieren.

Dat gesot, gi mir op alle Fall och eisen Accord zu dëser Modifikatioun respéktiv dëser Verbesserung an Opfëllung (veuillez lire: Opwärtung) vun eise Chambersreglement.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Berger. An da wier et un der honorabelen Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här Président. Och mir soen dem Här Body Merci fir déi perfekt Erklärungen zu dëser Modifikatioun a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Här Président. Mir kënnen eis deem an dësem Fall och nëmmen uschléissen, nodeem mer den Text gelies hunn an och no deenen, mengen ech, ganz gudden Explikatiounen, déi den Här Body ginn huet, och en vue dovunner, wat an déi nei Verfassung stoe kënn, d'Verfassungsgericht, dat doranner och eng Funktioun an eng Aufgab sollt hunn.

Dem Här Gloden seng Iwwerleeung, fir ze soen, dass et, wann een den europäesche Gedanke weiderféiert, eigentlech d'Europäesch Parlament misst sinn oder eng europäesch Instanz, déi dat kontrolléiert, ass idealtypesch vläicht richtig. Et muss een awer soen, d'Wahlen fannen och ëmmer an engem nationale Kader statt. An de Corps électoral ass ...

► **M. Alex Body (LSAP).** - No eise Wahlgesetz!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ... nach ëmmer dee vu Lëtzebuerg. Duerfir déi Iwwerleeung. Wann een déi géif opgräifen, da bräicht ee wirklech och paneuropäesch Wahlen, déi net méi un een Nationalstat gebonne sinn. Dorüwber kann ee sécherlech diskutéieren, mä ech mengen, do si mer am Moment nach ganz wäit ewech.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 7422. Den Text steet am Document parlementaire 7422'.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7422

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Ännerungsvorschlag ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Paul Galles), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Body, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. 7404 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence d'un collaborateur du rapporteur lors de réunions de commission (suite)

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun. Ass een, deem eppes wëllt zur Resolutioun soen?

Da kënnen mer ...

(**Interruption par M. Léon Gloden**)

Den Här Gloden.

Résolution 1

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här Président. Zu der Resolutioun hei, déi eis soumetéiert ginn ass, erënneren ech drun, dass, an do deelen ech am Fong dem Här Body seng Duerstellung, am Fong den Deputéierte seng Aarbecht soll ganz eleng maachen. Et ass kloer, dass d'Fraktioun Mataarbechter hunn, déi Recherche maachen, déi Artikelen nosichen, mä d'Rieden an d'Rapporte sollen am Fong vun den Deputéierte geschriwwen ginn.

Et ass duerfir, wou mer an dat héicht Haus hei gewielt ginn. Mir sinn duerfir och der Meenung, dass am Prinzip soll kee Kollaborateur mat an d'Kommissiounen kommen. Ech hunn dat och gesot.

Op där anerer Säit soll een eng Iwwerleeung ustellen, fir de Fraktiounen méi Moyenen ze ginn, och fir se - an ech mengen, dat rejoinéiert och dat, wat de Spriecher vun der LSAP gesot huet - hei am Parlament, am Haus vum éischte Pouvoir vum Land, besser ze positionéieren oder op d'mannst um selwechten Niveau par rapport zu der Regierung. Well et ass e Fait, dass déi effektiv, an do ginn ech och deene Lénke recht, do mat enger Armada vu Beamten an déi Kommissiounen kommen. Haut nach eng Kéier ze gesinn an der Justizkommissioun. Do ass en Desequilibrium.

Well mir awer der Meenung sinn, dass am Prinzip kee Kollaborateur soll an d'Kommissiounen kommen an op där anerer Säit d'Fraktiounen solle méi Moyene kréien, enthalte mir eis hei bei dëser Resolutioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass nach eng Wuermeldung do?

(Négation)

Da kënnen mer direkt zum Vott kommen.

Vote sur la résolution 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Resolutioun ass mat 8 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 21 Abstentionen net ugeholl.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Body, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul Galles), Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Domadder wiere mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 14., 15. a 16. Mee virgesinn.

D'Setzung vun haut ass opgehewen.

(**La séance publique est levée à 17.37 heures.**)



Sommaire des séances publiques n^{os} 19, 20, 21 et 22

19^e séance

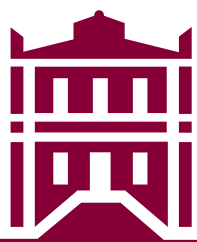
Ouverture de la séance publique	p. 235
Hommage à la mémoire de M. Jean Goedert, député honoraire	p. 235-236
Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar	p. 236
7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :	
1° le Code de la sécurité sociale ;	
2° le Code du travail ;	
3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;	
4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;	
5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;	
6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;	
7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;	
8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;	
9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;	
10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;	
11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)	
7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)	
et	
Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)	
- <i>Discussion générale (suite)</i>	p. 236-245
- <i>Prises de position du Gouvernement</i>	p. 245-246
- <i>Votes</i>	p. 247-248
- <i>Motions</i>	p. 248-252
7330 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2017	p. 246-247
7419 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2017	p. 252-253
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2017 de la Cour des comptes	p. 253
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2017 du Médiateur	p. 253

20^e séance

Séance solennelle de commémoration à l'occasion des funérailles de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean (cf. pages introductives du compte rendu n° 06)

21^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 254
Communications	p. 254
7433 - Proposition de loi pour une finance durable et modifiant la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif	
7434 - Proposition de loi portant flexibilisation du congé parental et extension de l'exercice du congé parental aux grands-parents et modifiant 1. le Code du travail, 2. le Code de la sécurité sociale, 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et 4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux	
7435 - Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse	
7436 - Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail	
7437 - Proposition de loi portant modification du Livre IV du Code de la sécurité sociale relatif aux prestations familiales	
et	
7438 - Proposition de loi portant modification du Livre III du Code de la sécurité sociale relatif au années bébé (« baby years »)	p. 254-255
Ordre du jour	p. 255
Heure de questions au Gouvernement	
Question n° 35 du 7 mai 2019 de M. Georges Mischo relative au Hall des soufflantes à Esch/Belval, adressée à Mme la Ministre de la Culture	p. 255
Question n° 36 du 6 mai 2019 de M. Gusty Graas relative à la situation des demandeurs d'asile en Hongrie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes	p. 255-256
Question n° 37 du 7 mai 2019 de Mme Djuna Bernard relative à l'éducation au développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 256
Question n° 38 du 7 mai 2019 de M. Paul Galles relative aux pensions alimentaires, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 256-257
Question n° 39 du 7 mai 2019 de Mme Martine Hansen relative au projet Google, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 257
Question n° 40 du 7 mai 2019 de M. Laurent Mosar relative au financement des cultes, adressée à M. le Ministre des Cultes	p. 257
Question élargie n° 8 de M. Fernand Kartheiser au sujet des pratiques du Gouvernement dans le cadre de la ratification de conventions et traités	p. 257-258
7340 - Projet de loi portant modification de l'article 269 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les personnes participant à une mission de sécurité civile	p. 258-260
7351 - Projet de loi relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public	p. 260-262
Question élargie n° 10 de M. Marco Schank relative à la construction et à l'exploitation d'une centrale d'énergie dans la zone industrielle Eselborn/Lentzweiler	p. 262-263
22^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 263
Question élargie n° 6 de M. Laurent Mosar relative à la proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique	p. 263-264
Question élargie n° 7 de M. Yves Cruchten relative à l'accès aux soins de santé	p. 264-265
7316 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare	p. 265-266
7254 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire	p. 266-272
7404 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la présence d'un collaborateur du rapporteur lors de réunions de commission	p. 272-275
7405 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition du Bureau et à la déclaration de politique générale sur l'état de la nation	p. 275-276
7422 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur la vérification des pouvoirs relative au Parlement européen	p. 276-277



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0420	Sven Clement	Entreposage de collections d'art privées dans les musées
0462	Gilles Roth, Diane Adehm	Listes noire et grise de l'Union européenne
0464	Josée Lorsché	Orthoptistes
0471	Yves Cruchten	Camions à la station-service près de Pontpierre sur l'autoroute A4
0473	Gilles Roth, Diane Adehm	Cotisations prélevées au profit de la Chambre des Salariés
0476	Viviane Reding	Site expérimental transfrontalier en matière de conduite autonome
0478	Mars Di Bartolomeo	Directives en matière d'utilisation des iPad dans les lycées
0486	Franz Fayot	Demandes auprès des Archives nationales
0490	Marc Goergen	Surveillance des communications via Internet par l'État
0503	Dan Biancalana	Violence domestique
0506	Gilles Roth	Construction d'une mosquée à Luxembourg
0510	Sven Clement	Extension de la vidéosurveillance
0511	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire
0512	Yves Cruchten	Logements en état de futur achèvement
0514	Paul Galles	Accueil et l'intégration des réfugiés
0518	Fernand Kartheiser	Qualité de l'air
0519	Martine Hansen	Sensibilisation des jeunes à la thématique climatique dans le cadre du « Fridays for future » ou « Youth for Climate »
0520	Marc Goergen	Incidents sur la ligne ferroviaire Wasserbillig-Luxembourg survenus le 16 mars 2019

0521	Fernand Kartheiser	Situation des demandeurs de protection internationale nationalité syrienne
0523	Sven Clement	EU Emissions Trading System (EU ETS)
0527	Sven Clement	Publicité pour un logiciel commercial par le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE)
0529	Marc Goergen	LetzShop
0531	Fernand Kartheiser	Construction d'édifices religieux
0533	Marc Goergen	Publicité lancée par le Gouvernement
0535	Joëlle Elvinger	Vote par correspondance
0537	Sven Clement	Certificat de salaire des fonctionnaires
0538	Marc Goergen	Ouverture de la chasse au sanglier
0545	Jeff Engelen	Migration des crapauds et des grenouilles
0546	Jeff Engelen	Diplômés de l'enseignement secondaire et secondaire technique
0547	Sven Clement	Digitalisation dans le cadre de la gestion de l'eau
0548	Josée Lorsché	Exercices d'évacuation dans les bâtiments scolaires
0555	Guy Arendt	Permis de chasser
0556	Marc Spautz	Présence luxembourgeoise au sein des organisations internationales et européennes
0557	Fernand Kartheiser	Éducation sexuelle
0558	Nancy Arendt épouse Kemp	Médias sociaux
0562	Laurent Mosar	Répressions du Hamas dans la bande de Gaza
0577	Sven Clement	Problèmes avec les voitures Tesla de la Police grand-ducale
0819 urgente	Max Hahn	Interdiction d'évolutions de drones pendant la fin de semaine de la fête nationale
0841 urgente	Marc Goergen	Transports d'animaux durant la canicule

Question 0420 (26.02.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'entreposage de collections d'art privées dans les musées :

Privatpersounen, déi eng Konschtsammlung oder e wäertvollt Einzelstéck besëtzen, kënnen hir Konschtwierker u Muséeën verléinen. Esou hunn déi verschidde Muséeën zu Lëtzebuerg, laut Aussoe vun der Press an der Madamm Ministesch, eng Rei Wierker an och ganz Kollektiounen vu Privatleit am Prêt. Dës Wierker a Kollektiounen ginn op d'Käschten a Verantwortung vun de Muséeën stockéiert, ënnert der Konditioun, datt d'Wierker kënnen dem Public zougänglech gemaach ginn. D'Besëtzer mussen während der Zäit, wou se hir Biller de Muséeën zur Verfügung stellen, also keng Käscht fir de Stockage oder d'Assurance vun hire Wierker a Kollektiounen iwwerhuelen.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Kulturministeresch dës Fro stellen:

- Wéi vill Wierker oder ganz Kollektiounen sinn am Moment (opgeléicht no Musée an der Unzuel vu Wierker pro Prêt) a Muséeën mat staatlecher Bedeelegung am Prêt?

- Wéi héich sinn d'Käschten fir d'Assurancen, fir de Stockage a fir aner Fraisen, déi duerch dës Prête fir d'letzebuergesch Muséeën entstinn (opgeléicht no Musée)?

- Mussen d'Besëtzer vun dëse Wierker dësen Avantage en nature a Form vun enger Stockéierung a Versécherung vun hire wäertvollen Investissementen versteieren? Oder handelt et sech hei ëm eng steierfräi Faveur, fir méi Sammler zu engem Prêt ze motivéieren?

- Wéi héich ass d'assuréiert Somme vun deene Wierker, déi de Muséeën selwer gehéieren, am Verglach zu der assuréierter Somme vun deene Wierker, déi geléint sinn (an absoluten a relative Wäerter)?

Réponse (07.05.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :

Den honorablen Deputéierte saiséiert eis mat enger Partie Fro betreffend d'Préten aus privater Hand, déi sech a Muséeën mat staatlecher Bedeelegung befannen.

Dozou gëllt virop ze präzisieren, dass d'chiffréiert Donnéeën, no deenen den honorablen Deputéierte freet, net komplett sinn. D'museal Eegekollektioun gëtt net systematesch evaluéiert, soudass et net méiglech ass, de Wäert vun de Prête par rapport zu deem vun der Eegekollektioun anzuschätzen. Fir déi regional mam Kulturministère konventionnéiert Muséeën, déi dacks vun ASBLE geleet ginn, kommen aner Schwierigkeiten derbäi: Bis elo hunn déi adaptéiert Moyene gefeelt, fir iwwerhaapt e präzisen Inventaire ze féieren. Allerdéngs ass et dem Kulturministère säin Uleies, bei dësem Aspekt vun der Professionaliséierung a Moderniséierung vun der Muséeaarbecht ënnerstëtzend matzewierken. An deem Sënn wäerte mer de 17. Juni dem MNHA säin neie Logiciel fir d'Gestioun vun de Kollektiounen virstellen. Duerch de Projet „Museum Plus“, gefouert vum Kulturministère an Zesummenaarbecht mam CTIE, sollen dann och all d'Muséeën op e performante Logiciel kënnen zréckgräifen, deen et net just erlaabt, e präzisen Inventaire ze halen, mä doriwwer eraus deen Inventaire am Sënn vun enger gestärkter Transparenz an Accessibilitéit der Effentlechkeet zougänglech ze maachen.

Nieft der Fro no der Opléschung vun de Prête gëllt och ze präzisieren, woufir de Prêt iwwerhaapt agesat gëtt. Dëst ëmsou méi, well d'Fro vun honorablen Deputéierten am Kontext vun enger de 14. Februar 2019 beim MNHA ausgefouertener Saisie gestallt ass, den honorablen Deputéierten och ze suggeréieren schéngt, de Prêt selwer kéint an deem Kader e Problem duerstellen. Deem ass net esou.

Et ginn zwee Instrumenter, déi et Privatpersounen erlaben, engem Musée Kulturgidder weiderzerechen: entweder en Don, mat deem den Objet definitiv an de Besëtzer vum Musée wiesselt, oder e Prêt, deen dem Musée et erlaabt, iwwert den Objet ze verfüegen. Dem honorablen Deputéierte seng Fro viséiert Géigestänn, déi iwwer e Prêt à long terme un d'Muséeën gerecht goufen.

Allerdéngs acceptéiert e Musée e Prêt nëmmen, wann deen et och erlaabt, d'Kollektioun ze vervollstännegen, Ausstellungen ze organisieren, oder wann den Objet pertinent fir d'Recherche ass. An all Fall handelt et sech also ëm en Objet, dee fir de Musée eng Plus-value duerstellt. De Prêt gëtt och just ënnert der Konditioun uegeholl, dass e fir déi geplangten Nutzung och kann agesat ginn.

Wat déi mam Prêt associéiert Käschten ugeet, esou muss ënnertrach ginn, dass déi staatlech Muséeën am Prinzip keng Assurance bezuelen, vu dass de Lëtzebuurger Stat säin eegenen Assureur ass, d'Wierker also iwwert d'Garantie d'État lafen. An deem Sënn falen duerch d'Préten och keng weider Käschten un.

De Prêt gëtt et an éischer Linn, fir de Muséeën hir Kollektiounen op flexibel Aart a Weis ze etofféieren a se domat fir de Public méi interessant ze maachen. Et ass net auszuschléissen, dass eng Privatpersoun e Prêt haaptsächlech mécht, fir dass en Objet oder eng Kollektioun sécher ënnerbruecht sinn. Dat ass u sech net problematesch, grad och well et dozou bäidréit, gesellschaftlech relevant Kulturgidder an engem optimalen Zoustand ze erhalen. Zwar kann een ënner Ëmstänn d'Konservéiere vum Wierk als Avantage analyséieren, deen Avantage ass awer kee reng individuelle, vu dass d'Konservatioun eng deklaréiert museal Missioun am generellen Interessi ass. Vu dass de Prêt à long terme vu Privatpersounen am Normalfall och keng finanziell Géigepartie fir d'Ausstellen oder Notze vun de geléintene Wierker virgesäit, schéngt et net opportun, weider finanziell oder steierlech Laaschte, w fir de Prêteur virzugesinn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0462 (07.03.2019) de M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm (CSV) concernant les listes noire et grise de l'Union européenne :

L'organisation Oxfam vient de publier un communiqué de presse intitulé « Des paradis fiscaux notoires vont sortir du radar de l'Union européenne ». Ce communiqué a été rédigé en prélude à une réunion des Ministres des Finances européens, le 12 mars prochain, à Bruxelles.

Le communiqué se fonde sur un rapport d'Oxfam intitulé « Tirés d'affaire » daté au 7 mars 2019 selon lequel les huit principales économies de transit (Pays-Bas, Luxembourg, Hong Kong, Îles Vierges britanniques, Bermudes, Îles Caïmans, Irlande et Singapour)

concentrent plus de 85 % des investissements internationaux dans des entités ad hoc, souvent établies pour des raisons fiscales. Or, aucun de ces pays ne figurera sur la liste noire ni sur la liste grise de l'UE en 2019.

Qui plus est, Oxfam a procédé en 2018 à une évaluation des 28 États membres d'après les critères de l'UE et a identifié cinq pays, parmi lesquels le Luxembourg, qui ne rempliraient pas le critère sur l'équité fiscale. Les auteurs citent un exemple emblématique : « Les règles fiscales internationales permettent actuellement à Vodafone Group Plc d'attribuer près de 40 % de ses bénéfices imposables à Malte et au Luxembourg. »

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions du rapport Oxfam ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg est un des plus grands paradis fiscaux du monde ?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il souscrire à l'appréciation des auteurs du rapport que le Luxembourg constituerait un paradis fiscal conduit, i. e. un pays par lequel les bénéfices peuvent transiter à des taux d'imposition nuls ou très faibles ?

- Dans la négative, en quoi les auteurs dudit rapport commettent-ils des erreurs d'appréciation ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que 18 États pourraient être ajoutés à la liste noire de l'UE ? Dans l'affirmative, quels sont ces États ?

Réponse (03.04.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés se réfèrent à un rapport intitulé « Tirés d'affaire » et publié par l'organisation Oxfam en amont de la réunion de l'ECOFIN du 12 mars 2019.

Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0246, il convient de noter qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter les tenants et les aboutissants d'un document qu'il n'a pas commandité et auquel il est parfaitement tiers.

Le rapport d'Oxfam se base notamment sur des estimations et des rapports de 2015, c'est-à-dire datant d'avant la publication des recom-



mandations BEPS (Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) de l'OCDE. L'impact de la mise en œuvre de ces normes à travers notamment la transposition de la directive sur la lutte contre les pratiques d'évasion fiscale (directive « ATAD ») au 1^{er} janvier 2019 n'y est aucunement reflété. Dès lors, les efforts déployés au cours des dernières années par les États membres de l'Union européenne (UE) pour lutter contre l'évasion fiscale, l'érosion de la base et le transfert des bénéfices ne sont pas pris en compte dans l'analyse d'Oxfam. C'est en omettant ces éléments que les auteurs viennent à la conclusion que la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales ne devrait pas être limitée aux pays tiers, mais devrait également inclure certains États membres de l'UE.

Ce faisant, l'organisation ignore le fait que tous les États membres respectent pleinement les critères d'évaluation de la liste, comme cela est d'ailleurs reconnu de façon constante par la Commission européenne.¹

L'annexe I aux conclusions du Conseil relatives à la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales, adoptées lors du Conseil ECOFIN du 12 mars 2019, recense toutes les juridictions considérées comme non coopératives à des fins fiscales et peut être consultée sous le lien suivant : <https://www.consilium.europa.eu/media/38452/st07441-en19.pdf>.

Question 0464 (07.03.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **orthoptistes** :

L'orthoptiste est un professionnel de santé qui joue un rôle important dans la détection, la rééducation et la réadaptation de troubles visuels de patients de tous âges - des nourrissons aux personnes âgées. Dans le cadre de la prévention, ce « kinésithérapeute de la vue » est impliqué dans le dépistage visuel précoce des enfants en bas âge et le dépistage visuel scolaire. Les orthoptistes peuvent également proposer un bilan neurovisuel aux enfants présentant des difficultés d'apprentissage de la lecture. Dans le contexte luxembourgeois de population croissante et vieillissante, il est probable que les demandes de prise en charge orthoptique augmenteront dans les années à venir.

Or, selon mes informations, le nombre d'orthoptistes au Luxembourg serait limité et la profession aurait du mal à recruter et à remplacer les départs à la retraite.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations concernant le nombre limité d'orthoptistes au Luxembourg et la difficulté de remplacer les départs en retraite ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ? Encore dans l'affirmative, quelles mesures ont-été prises pour remédier à cette situation, notamment en ce qui concerne la promotion de la profession d'orthoptiste auprès de jeunes étudiants ou le recrutement d'orthoptistes à l'étranger ?

2) Au vu du rôle important de l'orthoptiste, notamment pour le diagnostic et le traitement de troubles de l'apprentissage liés à la vue, Monsieur le Ministre de la Santé juge-t-il opportun d'augmenter les ressources humaines et financières du Service d'orthoptie dans les prochaines années ?

Réponse commune (17.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

ad 1) Le nombre d'orthoptistes possédant une autorisation d'exercer délivrée par le ministère de la Santé et inscrits au registre professionnel s'élevait à 26 en 2017 dont 21 étaient en activité et à 28 en 2018, dont 21 étaient en activité. Actuellement dix orthoptistes sont employés par le Service d'orthoptie de la Direction de la santé, trois par le Centre pour le développement des compétences relatives à la vue et un par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation. Les autres orthoptistes travaillent dans des cabinets d'ophtalmologie privés.

À noter qu'actuellement la formation d'orthoptiste n'est pas organisée au Luxembourg.

Concernant la reconnaissance de qualifications professionnelles pour les titulaires de titres de formation obtenus à l'étranger, il y a lieu de signaler que les demandes de reconnaissance déposées auprès du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au cours des cinq dernières années restent stables. Ainsi, deux à trois demandes de reconnaissance en vue de l'accès à cette profession sont déposées chaque année. Au cours des cinq dernières années toutes ces demandes se sont soldées par des reconnaissances directes, permettant ainsi aux intéressés de demander une autorisation d'exercer auprès du Ministère de la Santé.

Pour assurer un recrutement de nouveaux orthoptistes dans les années à venir, divers efforts de promotion pour cette profession ont été faits, plus particulièrement à la Foire de l'étudiant et aux « Job-days » ou « Job-talks » organisés dans les différents établissements secondaires du pays. Par ailleurs, il y a lieu de noter que la profession d'orthoptiste, ainsi que ses conditions d'études sont présentées dans la brochure d'information « Santé et social » du CEDIES (Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur), ainsi que sur deux sites Internet dédiés à l'information des futurs étudiants, à savoir « www.beruffer.anelo.lu » et « www.cedies.public.lu/fr/choisir-metier/metier-mois.html ». De surcroît, la profession d'orthoptiste est actuellement mise en exergue dans la rubrique « métier du mois » sur le site Internet du CEDIES.

ad 2) Le Service d'orthoptie de la Direction de la santé a comme mission principale le dépistage des troubles visuels auprès des enfants âgés de dix mois jusqu'au cycle 1.2 de l'école fondamentale. 25.000 bilans de dépistage visuels ont été effectués en 2018 par les orthoptistes du Service d'orthoptie. L'accroissement de la population entraîne à elle seule la nécessité d'augmenter les ressources humaines et financières du Service d'orthoptie. La prise de conscience de la population face aux troubles d'apprentissage de la lecture et la plus grande sensibilisation des médecins ophtalmologistes aux problèmes orthoptiques, a amené ces dernières années une augmentation sans cesse croissante des demandes de bilans orthoptiques et neurovisuels auprès du Service d'orthoptie.

La mise en place récente des centres de compétences de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Centre pour le développement des compétences relatives à la vue et Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa) permet de répondre à une partie des demandes de bilans neurovisuels. Le Service d'orthoptie continuera, comme par le passé, à prendre en charge les enfants transférés directement par les médecins ophtalmologistes, pédiatres, neurologues pédiatriques, etc. et qui ne peuvent pas être pris en charge par les centres de compétences précités.

Question 0471 (11.03.2019) de **M. Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant les **camions à la station-service près de Pontpierre sur l'autoroute A4** :

Depuis son ouverture il y a quelques années, la nouvelle station-service située près de Pontpierre sur l'autoroute A4 en direction de Luxembourg-ville attire de nombreux automobilistes et de plus en plus de camions. Or, on s'aperçoit de plus en plus fréquemment que la station est complètement saturée par des camions et que la file se prolonge jusqu'aux voies de circulation de l'autoroute, voie de secours comprise.

Cette situation pose évidemment de sérieux problèmes de sécurité pour les autres usagers de la route, qui se voient régulièrement obligés de freiner à bloc pour éviter des accidents. Force est de constater que l'aménagement de ladite station-service ne permet pas de pourvoir à l'afflux de camions. Il apparaît que ce problème survient également sur les autres stations-service situées sur les autoroutes, notamment sur l'aire de Berchem et sur l'aire de Capellen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Existe-t-il des initiatives pour réaménager l'accès à la station-essence à Pontpierre afin d'éviter les longues files de camions ? Qu'en est-il des autres stations-service ?

- Est-ce que la Police grand-ducale procède à des contrôles réguliers afin d'éviter ces situations dangereuses ? Si oui, combien de contraventions ont été dressées dans ce contexte ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage mon avis qu'il serait opportun d'installer des pan-

neaux d'avertissement sur nos autoroutes pour rappeler aux chauffeurs de camion qu'il est strictement interdit de stationner sur autoroute aussi pour rallier les pompes à essence ?

Réponse (05.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Des études sont actuellement menées en vue de la mise en place d'un corridor multimodal entre le centre (Agglo LUX) et le sud (Agglo SUD) du pays. Ces études tiennent compte de l'offre d'un tram rapide entre Luxembourg et Foetz bordant l'autoroute A4 et de l'itinéraire cyclable « Véloexpresswee ». Dans le cadre de ces études, le réaménagement de la voie de décélération et de la zone d'approche à l'aire de service de Pontpierre sont prévus.

Dans le cadre du projet de la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3, les bretelles de l'échangeur de Livange seront basculées vers le sud afin de créer plus d'espace entre l'entrée d'autoroute de Livange en direction de Luxembourg et la voie de décélération vers l'aire de Berchem pour sécuriser ainsi ce tronçon d'autoroute et de permettre ainsi d'éviter des files de camions.

La Police grand-ducale procède quotidiennement à des contrôles des aires de service du réseau autoroutier luxembourgeois. Ces contrôles se font aussi bien sur l'initiative propre de la Police grand-ducale que suite à des appels provenant soit des citoyens soit des exploitants des stations se trouvant sur ces aires.

En cas de constat de problèmes, voire de situations dangereuses, les patrouilles essayent principalement de faire déplacer les poids lourds afin de libérer la voirie et de rétablir une situation de sécurité. Ce déplacement des camions s'accompagne en principe par des verbalisations des chauffeurs en infraction.

Vu les obligations des conducteurs de poids lourds de respecter des temps de pause réguliers, un déplacement direct n'est pas toujours possible et la police se réserve le droit de fermeture complète d'une aire de service comme ultime moyen en cas de danger immédiat pour la circulation.

En 2018, la Police grand-ducale a émis 133 avertissements taxés dans le cadre de l'article 156 du Code de la route (immobilisation d'un véhicule sur une chaussée, sur une bretelle ou chaussée d'accès ou de sortie, sur une bande ou une place d'arrêt d'urgence ou sur un accotement d'une autoroute, hormis le cas de force majeure).

L'article 4, paragraphe 10 du règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant la réglementation de la circulation sur la grande voirie et les aires de service² définit pour les aires de service les signalisations d'interdiction, y inclus l'interdiction de stationnement (signal C,18) conformément au Code de la route, qui ont été apposées sur toutes les aires. L'ensemble de la signalisation verticale d'interdiction, d'obligation et directionnelle est assez dense, de façon à ce qu'un renforcement supplémentaire par des panneaux d'avertissement surchargerait les informations perceptibles pour les usagers de la route et diminuerait ainsi la visibilité des signaux réglementaires.

Question 0473 (11.03.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (*CSV*) concernant les **cotisations prélevées au profit de la Chambre des Salariés** :

Dans une « lettre à la rédaction » parue samedi dernier au « Luxemburger Wort », une personne privée se plaint du prélèvement des cotisations au profit de la Chambre des Salariés effectué par le Centre commun de la sécurité sociale.

La personne en concerne s'est exprimée comme suit :

« Depuis des années, le montant de la cotisation s'élevait à 31 euros, indépendamment du nombre d'heures travaillées et donc du salaire gagné. Aujourd'hui, le montant s'élève à dix euros pour un salaire mensuel brut inférieur à 300 euros, et à 31 euros au maximum pour tout salaire mensuel supérieur à 300 euros.

Or, le CCSS applique et applique toujours cette retenue obligatoire à l'ensemble des employeurs auprès desquels une seule et même femme de charge est déclarée. La conséquence en est que ces femmes salariées paient la cotisation à la Chambre des Salariés autant de fois qu'elles sont déclarées au CCSS.

Prenons l'exemple suivant : Une femme travaille quatre heures par semaine chez cinq pa-

trons différents à douze euros nets l'heure. Le CCSS va donc retenir pour cinq salaires inférieurs à 300 euros, cinq fois dix euros = 50 euros pour vingt heures de travail et un salaire net total autour de 1.000 euros, alors que la cotisation maximale est fixée à 31 euros. Plus grave encore, si la femme de charge travaille huit heures par semaine chez un premier patron pour un salaire brut légèrement supérieur à 300 euros et trois fois quatre heures par semaine chez trois autres patrons, sa cotisation va s'élever à 31 euros plus 30 euros, donc 61 euros. »

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre considère-t-il que ce système de prélèvement est équitable ?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas au contraire que cette situation aboutit en fait à discriminer les petits emplois et les femmes de charge concernées ?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation ?

Réponse (26.03.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Depuis la création de la Chambre des Salariés la cotisation annuelle pour cette chambre professionnelle s'élève à 31 euros. Un montant réduit de dix euros est néanmoins dû pour les salariés à faible revenu tandis qu'une cotisation de quatre euros continue à être appliquée pour les apprentis comme jadis pour la Chambre de Travail et la Chambre des Employés privés.

La retenue de la cotisation annuelle pour la Chambre des Salariés est à effectuer par l'employeur sur le salaire payé au mois de mars ou, à défaut de paiement de salaire, par l'institution en charge du paiement du revenu de remplacement (p. ex. par la Caisse nationale de santé pour les indemnités pécuniaires de maladie).

En cas d'emplois multiples d'un(e) salarié(e), le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) facture la cotisation pour la Chambre des Salariés à un seul et unique employeur, à savoir celui auprès duquel la durée de travail au mois de mars est la plus longue. En cas d'égalité de la durée de travail, l'affiliation la plus ancienne détermine l'employeur auprès duquel est perçue la cotisation pour la Chambre des Salariés.

À cet effet, le CCSS adresse un relevé des salariés concernés à chaque employeur au mois de mai, au moment où les cotisations sociales du mois de mars sont perçues. Ce relevé permet à l'employeur de contrôler ou de redresser les montants qu'il a retenus ainsi que d'effectuer des corrections aux déclarations auprès du CCSS avant l'établissement de la facture définitive des cotisations pour la Chambre des Salariés au mois de juillet.

La perception des cotisations pour la Chambre des Salariés, dont les modalités sont d'ailleurs réglées par le règlement grand-ducal du 4 novembre 2010 déterminant le mode de perception des cotisations mises à charge des ressortissants de la Chambre des Salariés, est donc clairement axée sur le principe d'une cotisation annuelle maximale de 31 euros par salarié.

Il s'ensuit que les allégations formulées dans la lettre à la rédaction citée par les honorables Députés dans leur question parlementaire ne reflètent pas la réalité et il est regrettable que de telles accusations aient été publiées sans une vérification préalable.

Question 0476 (11.03.2019) de **Mme Vivienne Reding** (*CSV*) concernant le **site expérimental transfrontalier en matière de conduite autonome** :

Le Gouvernement a annoncé en novembre 2018 le lancement d'un site expérimental transfrontalier en matière de conduite autonome qui serait mis en place entre le Luxembourg, l'Allemagne et la France. Destinée « à promouvoir le développement et l'expérimentation de différentes technologies dans un contexte réel et transfrontalier » le projet prévoit les premiers tests pour 2019.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie

¹ Voir les « Questions et réponses sur la liste de l'UE des juridictions fiscales non coopératives » de la Commission européenne (http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-17-5122_fr.htm) selon lesquelles : « Il convient de noter que tous les États membres satisfont pleinement aux critères de la liste de l'UE. »

² « 10. Le stationnement est interdit dans la zone d'approche, dans les zones d'approvisionnement ainsi que sur les voies pour voitures, les voies pour autocars, les voies pour camions et les voies mixtes. Cette disposition est indiquée par le signal C,18. »

et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est le calendrier exact pour le lancement et la réalisation du projet ?

- Quelle technologie a été retenue pour l'infrastructure 5G ?

- Quelles seront les entreprises qui fourniront cette technologie ?

Quels sont les effets et retombées technologiques et commerciales attendus ?

Réponse commune (10.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Avec la question parlementaire n° 0476, l'honorable Députée Viviane Reding demande des renseignements concernant le site expérimental transfrontalier de conduite connectée et autonome.

En ce qui concerne le calendrier de réalisation, la collaboration fut lancée officiellement le 14 septembre 2017 avec la signature d'un accord de coopération dans le domaine de la conduite connectée et automatisée entre le Luxembourg, l'Allemagne et la France dans le cadre du deuxième High Level Meeting à l'IAA (Francfort). Le projet est une initiative conjointe entre les trois pays sans date de fin précise, invitant différents acteurs privés ou de recherche à réaliser des tests sur le site. Un groupe de travail interministériel réalise un travail de concertation et de structuration, pour faciliter la promotion du site envers les entreprises et acteurs de recherche. Un premier appel à manifestation d'intérêts fut lancé en mai 2018, un deuxième appel suivra dans le courant de l'année 2019.

Un grand événement de lancement s'est tenu le 3 avril 2019 à Schengen, en présence des ministres du Transport des trois pays ainsi que des ministres de l'Économie du Luxembourg et de la Sarre. Les premiers projets phares européens sur le site (Interreg et H2020) seront mis en œuvre entre 2019 et 2021.

Le déploiement de la 5G est un atout important pour les tests sur la conduite coopérative, connectée et autonome (CCAM). L'implantation sur les tronçons spécifiques du site est prévue à travers le projet européen H2020 « 5GCroCo », dans lequel participent le groupe POST Luxembourg et SES Consult comme acteurs luxembourgeois, tout comme d'autres sociétés de télécommunication, vendeurs d'équipement, constructeurs automobiles et équipementiers. Ces acteurs, issus tant de l'industrie que de la recherche, ont pour la plupart des origines européennes (Deutsche Telecom, Orange, Ericsson, Nokia, Volkswagen, PSA, Renault, etc.). Une communication sur les compétences et apports des acteurs a été publiée conjointement le 22 novembre 2018.

Les cas d'usage retenus pour ce projet nécessitent des technologies fiables avec des temps de latence très courts (Tele-Operated Driving, Generation and Distribution of High Definition Maps, Anticipated Cooperative Collision Avoidance), qui serviront de base de validation pour les technologies 5G retenues (New Radio, MEC-enabled distributed computing, Predictive QoS, Network Slicing et Improved Positioning Systems). Le projet devra le moment venu faire le choix des technologies à déployer, ainsi que de la répartition des activités entre ses membres. Le déploiement de la 5G et les choix technologiques toutefois seront limités au projet, et n'ont pas vocation à définir le standard technologique au niveau national.

Ce choix est établi dans la stratégie nationale en matière de déploiement de la 5G établie par le Ministère d'État, Service des médias et des communications. Cette « stratégie 5G pour le Luxembourg » prévoit toutefois le déploiement de la 5G entre autres sur « un tronçon d'un grand axe de circulation ». Les retombées technologiques et commerciales attendues sont détaillées dans la section 01.2 de cette stratégie nationale.

En ce qui concerne d'autres projets et retombées, on peut noter par exemple que le Luxembourg Institute of Technology (LIST) et le Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) de l'Université du Luxembourg participent à des projets pilotes paneuropéens (« 5G-MOBIX » et « 5G-DRIVE ») afin de préparer l'introduction de la technologie 5G ; de par son passé, POST Luxembourg, par exemple via Teralink Solutions, s'est positionné d'emblée sur la connectivité véhiculaire, tirant ainsi profit d'un secteur maintenant en forte expansion ; et le Gouvernement luxembourgeois a lui-

même largement investi dans une infrastructure digitale regroupant connectivité, centres de stockage et, plus récemment, capacités de calcul dans le but de se positionner comme un centre de prédilection pour l'économie des données. Cet environnement favorable aux services basés sur les données de la mobilité et des véhicules connectés permettra au Luxembourg de participer à un secteur dont les recettes sont estimées à USD 82,9 milliards, avec une croissance annuelle du marché estimée à 13 % CAGR (Compound Annual Growth Rate) pour atteindre USD 4.513,6 milliards d'ici 2050 - selon une étude du BVDW et d'Accenture publiée en avril 2018.

Question 0478 (11.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **directives en matière d'utilisation des iPad dans les lycées** :

Lors de la Convention des jeunes réunie à la Chambre des Députés le vendredi, 8 mars dernier, des élèves de classes dites « iPad » déploieraient que les tablettes mises à leur disposition ne pouvaient être utilisées à des fins privées.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, qui ne semblait pas avoir connaissance d'une telle interdiction, quelles sont les directives en matière d'utilisation scolaire respectivement privée des tablettes par les élèves.

2) Est-ce que ces directives sont uniformes pour tous les lycées ou est-ce que ces règlements diffèrent selon les lycées ?

Réponse (03.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) L'honorable Député s'enquiert d'éventuelles directives en matière d'utilisation des tablettes mobiles mises à disposition des élèves dans le cadre des classes dites « iPad ». Je tiens d'emblée à préciser qu'alors que ces tablettes devraient avant tout servir comme outils pédagogiques, aucune directive interdisant formellement l'utilisation des tablettes tactiles à des fins privées n'a été émise par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Alors qu'une utilisation à des fins privées en dehors des heures de cours de certaines fonctionnalités de ces tablettes ne peut être exclue, il me semble cependant évident qu'en classe un recours à des fins privées de ces tablettes est à proscrire, et ce afin d'éviter que l'élève utilisateur ainsi que le reste de la classe ne se trouvent distraits, respectivement dérangés.

Ces appareils mobiles sont gérés par les différentes écoles moyennant un logiciel MDM (« Mobile Device Management »). Ce logiciel permet de gérer notamment le déploiement, la sécurisation et l'administration des appareils mobiles en question. L'objectif principal consiste à optimiser la fonctionnalité et la sécurité des appareils au sein des écoles, tout en protégeant simultanément le réseau local de ces dernières. Ainsi par exemple, le logiciel MDM permet la diffusion sur les iPad d'applications, de données, de paramètres de configuration et de mises à jour afin d'offrir aux utilisateurs des performances optimales.

ad 2) Il appartient à chaque lycée de paramétrer le logiciel MDM de sorte à ce qu'il réponde au mieux aux finalités du projet pédagogique associé aux classes dites « iPad ». Ainsi, le mode d'utilisation des iPad peut différer d'un lycée à l'autre.

Question 0486 (12.03.2019) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **demandes auprès des Archives nationales** :

Il me revient qu'une proportion importante de demandes de communication d'archives auprès des Archives nationales de Luxembourg est refusée par ladite institution. Le motif de refus (pour des documents ayant trait à différents sujets et datant de différentes périodes et formulés dans le cadre de travaux de recherche où d'études) semble être toujours le même, à savoir que les documents demandés contiennent des données personnelles.

En effet selon l'article 16 paragraphe 3 de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage : « Les archives qui contiennent des renseignements individuels relatifs à la vie privée, familiale et professionnelle ou à la situation financière d'une personne physique, qui révèlent l'origine ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale ainsi que le traitement de données

relatives à la santé et à la vie sexuelle, y compris le traitement des données génétiques ne peuvent être communiquées que : - vingt-cinq ans après le décès de la personne concernée, au cas où la date de décès est connue ; - soixante-quinze ans à compter de la date du document le plus récent inclus dans le dossier au cas où la date de décès n'est pas connue ou la recherche de la date de décès entraînerait un effort administratif démesuré. »

Selon la même loi (art. 17 § 5), le directeur des Archives nationales peut, suite à une demande écrite (expliquant notamment l'intérêt public motivant la réduction des délais de communication) et sur avis du Conseil des archives, autoriser la communication des archives publiques conservées aux Archives nationales avant l'expiration des délais de communication prévus. Or, d'après mes informations, et en dépit de l'article qui dispose que « l'entité versante transmet sa décision au directeur des Archives nationales dans un délai de trois semaines à compter de la transmission de la demande de communication. Passé ce délai et en l'absence de décision de l'entité versante, le directeur des Archives nationales prend la décision quant à la demande de communication. », certains demandeurs n'ont - six semaines après l'envoi de leur requête - pas encore reçu de réponse.

Dès lors, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture les questions suivantes :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatives, i. e. le taux élevé de refus de communication d'archives de la part des Archives nationales ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle donner des informations plus détaillées sur les raisons exactes de ces refus ?

- Madame la Ministre juge-t-elle que ce taux élevé de refus est justifié ? Est-ce qu'un délai de réponse à une demande d'une communication supérieure à six semaines (si jamais réponse est donnée) est raisonnable ?

- Madame la Ministre ne partage-t-elle pas l'avis que la procédure suivie ne porte préjudice à la recherche sur l'histoire contemporaine ?

- Madame la Ministre entend-elle intervenir dans le sens d'une précision de la loi respectivement de la procédure pratique afin de permettre aux chercheurs et étudiants de mener à terme leurs travaux dans les meilleures conditions possibles, en les autorisant par exemple à consulter les parties des documents requis ne contenant pas de données sensibles ?

Réponse (19.04.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

L'honorable Député me saisit d'une question relative à la procédure de communication des commandes effectuées auprès des Archives nationales, telle qu'applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage. En effet, celle-ci, et plus particulièrement les nouveaux délais de protection applicables aux documents contenant des données personnelles, aurait provoqué un nombre important de refus, ou du moins des retards considérables dans la communication des documents.

Il semble utile de rappeler l'esprit de la loi sur l'archivage à l'aune de la protection des droits fondamentaux ainsi que la nouvelle procédure applicable aux entités archivistiques contenant des données personnelles, afin de mieux cerner les difficultés en partie réelles soulevées par l'honorable Député.

La loi sur l'archivage procède à une mise en balance du droit au respect de la vie privée et des données personnelles, intégrant à cet égard les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, avec le droit à l'accès à l'information. Si ce dernier est crucial afin d'assurer l'exercice effectif de toute activité de recherche, il convient de souligner que ni le législateur, ni le Gouvernement ne sauraient faire prévaloir l'un de ces droits sur l'autre, sous peine de contrevenir tant aux prescriptions du droit de l'Union européenne qu'à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Cet exercice d'équilibre se traduit par l'introduction de nouveaux délais de protection visant les données personnelles relatives aux personnes privées par l'article 16 (3) de la loi, ceux-ci étant (i) de 25 ans à compter du décès de la personne concernée si cette date est connue, (ii) de 75 ans dans les autres cas. Un refus doit ainsi, au moins initialement, être opposé au demandeur qui commande, avant l'écoulement du délai applicable, un document contenant des données personnelles.

Néanmoins, l'introduction d'une procédure de dérogation permet, le cas échéant, de réduire

les délais applicables afin de tenir compte de l'intérêt de la recherche.

Le demandeur peut ainsi, en vertu de l'article 17(5), solliciter une dérogation sur demande écrite et motivée, soit en produisant une autorisation écrite de la personne concernée ou de ses ayants droit, soit en démontrant la primauté de l'intérêt public de sa recherche. En l'absence de réponse du producteur du document à cette demande dans un délai de trois semaines, le directeur des archives prend une décision - décision qui, comme il ressort des travaux parlementaires, n'est toutefois censée intervenir que subsidiairement à la compétence des entités versantes. Dans l'hypothèse d'une confirmation du refus initial, le demandeur peut encore saisir, en vertu de l'article 17(7), le Conseil des archives pour avis, ce dernier pouvant renvoyer le dossier à l'entité versante qui doit indiquer sa décision finale dans un délai de trois semaines. Par ailleurs, il convient de souligner que les refus de communication font, dans l'intérêt d'une procédure transparente, l'objet d'une publication sur le site internet des Archives nationales.

Cette procédure porte ses fruits : sur 3.574 commandes effectuées par 192 chercheurs depuis l'entrée en vigueur de la loi, seules 259 demandes de 30 chercheurs ont été refusées - c'est-à-dire 7,2 % de l'ensemble des demandes. L'on saurait d'autant moins parler d'une « proportion importante » de refus que, sur ces 30 chercheurs concernés, onze ont formé une demande de dérogation. Chacune de ces dernières a été acceptée.

En revanche, il est exact que l'entrée en vigueur de la loi sur l'archivage a provoqué des retards, parfois considérables, dans la communication des documents commandés.

Il s'agit ici d'un effet collatéral lié au fait que les Archives nationales, tout autant que les entités versantes, s'adaptent à une nouvelle législation. Néanmoins, les Archives s'efforcent de prendre les mesures nécessaires afin de parvenir à une réduction des délais. Elles procèdent ainsi à une détermination ex ante des documents potentiellement concernés - sur 77.000 unités documentaires à vérifier au 1^{er} septembre, il en restait au 14 mars 57.500 - ou encore élaborent des formulaires permettant d'accompagner de manière plus ciblée les démarches des chercheurs.

Au vu de ces éléments, et sachant que la loi sur l'archivage n'est entrée en vigueur qu'en date du 1^{er} septembre 2018, il me paraît prématuré de procéder à une modification ou précision de la loi à ce stade.

En revanche, je mesure l'ampleur des difficultés rencontrées tant par les chercheurs que par les Archives nationales. Un courrier sera adressé à l'ensemble des producteurs d'archives publiques versant leurs documents aux Archives nationales afin de parvenir à une communication des dossiers dans des délais conformes à la loi. Cet effort sera poursuivi dans le cadre de la mise en place du Conseil des archives, organe consultatif qui réunira les représentants des producteurs d'archives, des chercheurs ainsi que des Archives nationales et permettra ainsi non seulement la prise de décisions respectant l'ensemble des droits et intérêts en présence, mais également une coopération et un dialogue renforcés.

Enfin, l'honorable Député s'interroge quant à la possibilité d'une consultation de documents partiels dont on aurait retiré ou masqué les données personnelles posant problème. Néanmoins, ce modus operandi est fondamentalement contraire à la méthodologie guidant les recherches historiques ainsi que la science archivistique, une pièce d'archives ne se comprenant souvent que dans son contexte et en relation avec les autres documents d'un dossier. Le risque de conclusions fallacieuses tirées de documents incomplets explique ainsi la préférence exprimée pour la procédure de dérogation.

Question 0490 (12.03.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la **surveillance des communications via Internet par l'État** :

Den honorabelen Här Minister Bausch huet a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0299 aus sécherheitsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net op all meng Froe geäntwert. E puer vun deene Froe betreffen awer éischer d'politesch Position vum der Regierung zum Thema a verlaange keng Divulgatioun vun ermëttlungstechneschen a sécherheitsrelevanten Aspekter. Dofir wëll ech dem Här Minister e puer vu menge leschte Froen nach eng kéier stellen, fir Präzisierungen zum Thema ze kréien.



An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

- Wéi eng Positioun vertritt den Här Minister Bausch vis-à-vis vun der Praxis, „Zero-Days“-Schwachstellen net ze mellen an Trojaner ouni d'Averständnis an d'Wësse vun der concer- néierter Persoun op Computeren ze installéieren?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass Lëtze- buerg äänlech wéi d'Veereenegt State vun Ame- rika een „Vulnerability Equity Process“ fir d'ëf- fentlech Instanze sollt afeieren? Falls neen, fir- wat net?

Réponse (05.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

D'Publikatioun vun enger Faille informatique nom Modell vum US-amerikaneschen „Vulnerability Equities Process (VEP)“ kann engersäits d'Entreprises an de Public sensibiliséieren, sech besser géint informatesch Viren ze schützen. Anerersäits profitéieren dovunner awer och d'Internetpiraten, andeems si genee dës Informatiounen nutzen, fir d'Malware ze adaptéieren a vill méi schnell gezielt Attacken ze starten, wéi d'Betriebes- oder d'Privatpersounen kënnen reagéieren.

Wéi schonn an der Äntwert op d'Question parlementaire N° 0299 vum 1. Februar 2019 erkläert ginn ass, geschitt den Asaz vun sougenannten Trojaner op Basis vum Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale (CPP) duerch déi virgesinnte Servicer ënnert den opgezielte Konditiounen. Dës Moyene ginn op Uerder an ënnert der Kontroll vun engem Magistrat ausgeféiert. Déi am CPP virgesinnne Asprochsméiglechkeete gëllen och an dëse Fäll.

Iwwert déi technesch Aspekter vu verschiddene Moyene kann aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net kommuni- zéiert ginn.

Question 0503 (14.03.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant la **violence domestique** :

Le rapport d'activité 2018 du ministère ren- seigne que le nombre d'interventions policières en matière de violence domestique est en baisse. Le nombre d'expulsions diminue égale- ment.

Il est également relevé que le comité de coordi- nation institué par la loi n'est souvent pas en mesure de faire face à l'envergure ainsi qu'au degré de détail des statistiques demandées. Les membres du comité insistent que l'État luxem- bourgeois se donne les moyens financiers, ma- tériels et personnels nécessaires pour remplir cette fonction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- La violence domestique étant un phénomène présent dans toutes les couches sociales de la société, quelles sont les raisons de la baisse du reporting qui fait état d'un écart entre la vio- lence réelle et celle enregistrée ?

- Quelles sont les mesures envisagées pour ren- forcer la prévention, ainsi que le signalement de la violence domestique ? Quels sont les ou- tils mis à disposition pour éviter une victimi- sation secondaire ?

- Quelle est la méthodologie scientifique em- ployée au niveau du recueil des statistiques ? Est-elle appliquée, afin de se doter de données fiables et valables, de manière identique dans tout le pays par les services concernés ? De quelle marge d'interprétation disposent les ser- vices ?

- Madame la Ministre partage-t-elle l'appré- ciation du Comité relatif aux limites de sa mis- sion ? Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre compte-t-elle y remédier ?

- À l'instar de nos pays voisins et en matière de politique criminelle, n'est-il pas judicieux de commander une recherche criminologique et psychologique sur la violence domestique au Luxembourg ?

Réponse (27.03.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes* :

L'honorable Député pose un certain nombre de questions relatives à l'évolution de la violence domestique au Luxembourg.

Par rapport aux tirets 1 et 2, il est répondu comme suit :

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit la création d'un comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (désigné par la suite « le Comité ») composé de

représentants d'instances étatiques compé- tentes pour la mise en œuvre de la loi sur la violence domestique, de services d'assistance aux victimes de violence domestique agréés et de services agréés prenant en charge les auteurs de violence domestique. Instauré par règlement grand-ducal du 24 novembre 2003, le Comité a plusieurs missions, dont la centrali- sation et l'étude des statistiques en matière de violence domestique au Luxembourg établies par les instances susmentionnées. Ces données sont compilées dans un rapport au Gouver- nement annuel prévu par le règlement grand- ducal précité.

Ce rapport annuel doit se baser sur des don- nées fiables relatives aux expulsions et aux in- terventions policières en matière de violence domestique. Ces données sont communiquées au ministère par les parquets des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch, la Police grand-ducale, le Service d'assistance aux victimes de violence domes- tique (SAVVD) et le service prenant en charge les auteurs de violence domestique (« Riicht eraus »). Bien que ces statistiques se recoupent sur certains aspects, elles y mettent des accents différents selon les missions respectives des in- stances précitées. Alors que le SAVVD et le « Riicht eraus » mettent en exergue les aspects démographiques et sociologiques des victimes et des auteurs, la Police grand-ducale fournit une image globale de toutes les interventions policières. Les parquets auprès des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch renseignent à leur tour entre autres sur les jugements rendus en matière de vio- lence domestique.

Ces chiffres se rapportent aux cas de violence domestique notifiés et rapportés à la police et restent en effet muets en ce qui concerne les violences non détectées. Or, il est évident que dans un souci de prévention, le Gouvernement luxembourgeois doit viser ce public cible des victimes ne signalant pas les violences. Voilà pourquoi, le ministère mise depuis sa création en 1995 sur des actions de sensibilisation régu- lières (campagnes médiatiques, conférences, publication médiatisée des rapports au Gouver- nement annuels du Comité...) afin de visuali- ser la violence domestique comme un phéno- mène récurrent dans toutes les couches de la société luxembourgeoise et pour inciter les victimes de se manifester, de porter plainte et de puiser les possibilités offertes par la loi sur la violence domestique. Cette loi prévoit en effet une assistance spécialisée tant au profit des victimes majeures et mineures que des auteurs. Ce n'est que par ces moyens de sensibilisation, d'information et de prévention que de plus en plus de victimes se manifestent pour sortir du cercle de la violence.

La campagne sur la ratification de la Con- vention d'Istanbul est la toute dernière (en dé- cembre 2018) dans la rangée des campagnes mises sur pied ces dernières années. Il s'y ajoute des initiatives internationales adaptées au contexte luxembourgeois, comme par exemple la « WHITE RIBBON CAMPAIGN » en 2015 ou encore les deux dernières éditions de l'« Orange Week » en novembre-décembre 2017 et en novembre-décembre 2018, qui ont réussi à attirer l'attention du grand public sur le phénomène de la violence à l'égard des femmes. Ces initiatives sont complémentaires par rapport aux mesures implémentées par le Gouvernement.

Par rapport aux tirets 3, 4 et 5, il est répondu comme suit :

Concernant la méthodologie pour le recueil des statistiques, le Comité se tient aux obliga- tions légales de la loi sur la violence domes- tique. Parler d'une méthodologie scientifique serait grandiloquent. Les instances chargées de collecter les chiffres font de leur mieux pour recueillir de façon correcte les données sans pour autant disposer des ressources humaines et des connaissances pour effectuer une collecte répondant à des normes statistiques élaborées et irréfutables. Or, les statistiques évoluent de plus en plus importantes au vu des obligations formulées par les organisations internationales.

C'est en effet dans cette optique que le Comité a formulé dans son rapport au Gouvernement pour l'année 2017 la recommandation sui- vante : « Au vu des exigences prévues dans le cadre de conventions internationales, telles que par exemple la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, le Comité est d'avis que la collecte de données statistiques fiables relève en effet d'une grande importance, car elles constituent la base sur laquelle sont fondées les mesures législatives et politiques dans la lutte contre la violence et la violence domestique. Toutefois, le Comité ainsi que les instances y représentées ne sont pas en mesure de faire face à l'envergure ainsi qu'au degré de détail

des statistiques demandées. Voilà pourquoi, le Comité insiste à ce que l'État luxembourgeois se donne les moyens financiers, matériels et personnels nécessaires pour remplir cette mis- sion. Le Comité lance dans ce contexte l'idée d'un nouveau service administratif étatique in- dépendant, assorti de ressources techniques et humaines qualifiées ayant des connaissances juridiques et informatiques approfondies pour centraliser les différentes demandes nationales et internationales en matière statistique et pour générer des statistiques fiables. »

Je ne peux que me rallier à ce constat. Voilà pourquoi, j'ai la forte intention de profiter de la prochaine présentation du rapport au Gouver- nement pour l'exercice 2018 pour relancer au- près de mes ministres collègues de la justice et de la sécurité intérieure l'idée de la création d'un tel observatoire proposé par le Comité.

L'honorable Député évoque également la ques- tion de savoir si les différents services ont une marge d'interprétation des statistiques.

Ces dernières sont discutées au sein du Comité dans le cadre de ses réunions organisées quatre fois par an. Le Comité se dote souvent de com- pétences externes pour mieux analyser les chiffres et de les décortiquer de manière scien- tifique.

Dans ce contexte, je tiens à attirer l'attention sur une grande étude réalisée par le « Luxem- bourg Health Institute » en 2013/2014 qui a été présentée en mars 2015 à l'occasion d'une grande conférence internationale. Cette étude s'est basée sur les rapports au Gouvernement et les chiffres y présentés et a cherché à com- prendre les processus sociaux du recours à la violence, en répondant aux questions sui- vantes : Que déclarent les « auteur(e)s » de vio- lence et les « victimes » de leurs convictions, de leurs attitudes, de leurs comportements ? Dans quelles situations sociales et culturelles vivent- ils ? Sont-ils exposés à la violence dans leur foyer ou dans leur communauté ? Quels sont les principaux facteurs de risque de la vio- lence ? Le Luxembourg présente-t-il des spéci- ficités relatives à la composition hétérogène de sa population ? Cette étude a aidé à mieux comprendre l'origine de la violence. Du côté des politiques mises en place pour lutter contre la violence domestique, quelles sont les princi- pales stratégies d'intervention et les réponses qui ont été adaptées et avec quels succès ? Qu'en pensent les professionnels : magistrats, policiers, travailleurs sociaux, psychologues ? L'étude était la première qui a essayé d'appré- hender le phénomène de la violence domes- tique de manière scientifique.

La question centrale a donc été d'identifier les origines et les causes de la violence domestique au Luxembourg, et de comprendre le proces- sus de leur construction sociale. Les recom- mandations de cette étude ont guidé le Gouver- nement dans ses efforts d'amélioration de la protection des victimes :

- la création d'UMEDO - Unité médico-légale de documentation de violences en juillet 2018 ;

- l'amélioration de la prise en charge des en- fants victimes de violence par la réforme de la loi sur la violence domestique dans le cadre de la ratification de la Convention d'Istanbul et par la création d'un nouveau service d'assis- tance pour victimes mineures et jeunes adoles- cents ALTERNATIVES à Dudelange ;

- la prévention plus ciblée tenant compte du contexte plurilingue et multiculturel du Luxem- bourg.

Question 0506 (14.03.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **construction d'une mosquée à Luxembourg** :

Dans une interview donnée au « Luxemburger Wort » et publiée hier, le président de la Shoura évoque la construction d'une mosquée centrale à Luxembourg et s'est exprimé comme suit :

« Nous parlons bien d'une mosquée et pas d'un lieu de prière simplement. Actuellement, il n'y a aucune mosquée au Luxembourg mais des lieux de prière. Pour l'heure, il y a des idées mais pas encore de plans de construction. Nous voulons édifier une mosquée moderne, qui soit esthétique, avec un minaret.

En février nous avons eu un premier entretien officiel avec le Premier Ministre et Ministre des Cultes, Xavier Bettel, et lui avons soumis le pro- jet de la Shoura de construire une mosquée centrale à Luxembourg-ville. Il nous a donné son accord de principe. La prochaine étape sera de rencontrer la bourgmestre de Luxem- bourg-ville. Dans une deuxième étape nous de- manderons à l'État s'il est prêt ou non à cofi- nancer notre projet car les montants sont conséquents pour construire au Luxembourg ne serait-ce que pour l'acquisition du terrain. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces in- formations ?

- Monsieur le Ministre soutient-il l'idée de la construction d'une mosquée avec minaret à Luxembourg-ville ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il enclin à cofinancer la construction d'un tel lieu de culte ?

- La construction d'un lieu de culte est-elle liée à des conditions particulières ?

- Dans l'affirmative, lesquelles ? L'accord de Monsieur le Ministre est-il nécessaire en la ma- tière ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il conditionner la construction de lieux de culte ?

Réponse (26.03.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Cultes* :

En réponse aux questions soulevées par l'hono- rable Député M. Gilles Roth, le Ministre des Cultes tient à informer ce dernier qu'une entre- vue a eu lieu le 6 février 2019 au Ministère d'État avec le nouveau président de la Shoura, le nouveau chef de culte de la communauté musulmane au Luxembourg ainsi que le sécré- taire général de la Shoura.

Il a été question lors de cette entrevue des pro- blèmes d'espace que rencontrent certaines associations musulmanes au Luxembourg et le souhait de la Shoura de construire une mos- quée à Luxembourg-ville.

Il n'y a aucune base légale ou réglementaire permettant au Ministre des Cultes de marquer ou pas son accord à la construction de tout lieu de culte. Lors de la réunion précitée, et contrairement à ce que laisse entendre l'article du « Luxemburger Wort » du 13 mars dernier au- quel fait référence l'honorable Député, le Mi- nistre des Cultes ne s'est partant pas engagé ni dans un sens, ni dans l'autre.

La construction d'un lieu de culte est liée aux mêmes conditions que toute autre construc- tion, c'est-à-dire le respect du règlement des bâtisses, du Plan d'aménagement général, res- pectivement du Plan d'aménagement particu- lier de la commune où une telle construction serait prévue. Les autorisations de bâtir sont de la compétence des autorités communales.

Dans une lettre du 14 mars dernier, adressée au président de la Shoura, le Ministre des Cultes a d'ailleurs exprimé son étonnement par rapport au contenu de l'article précité et a saisi l'occasion pour rappeler les principes susvisés.

Question 0510 (14.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'**extension de la vidéosurveillance** :

Obwuel de Stater Schäfferot, genee wéi d'Po- lice, bei der Etüd iwwer VisuPol virun aacht Joer zur Konklusioun koum, datt Iwwerwachungs- kameraen net zu enger Baisse vun der Krimina- lität, mä just zu enger Verlagerung vun de Pro- blemer féieren, gouf VisuPol progressiv ausge- baut. Zënter dëser Etüd goufe keng weider effentlech Studien iwwert d'Effikassitéit vu Visu- Pol publizéiert, soudatt een aktuell net op rezent wëssenschaftlech Resultater zréckgräife kann, an trotzdeem sollen nach weider Kame- raen opgehaange ginn.

An engem fréie Mikro um Radio 100,7 huet d'Anne Heniqui de 14. Mäerz an dësem Kontext Bedenken doriwuer geäussert, datt eng Kamera direkt bei der Redaktioun vun engem Presseor- gan opgehaange soll ginn, well et esou derzou géif kommen, datt all d'Visiteure vun dëser Re- daktioun vun der Police gefilmt géife ginn.

D'Madamm Heniqui seet dozou :

„D'Redaktioun misst sech da mat den Delin- quanten, Strummerten an Drogéierten an en anere Quartier zréckzéien, fir ze verhënneren, datt d'Police potenziell Informanten a Whistle- blower ganz offiziell op de Schierm kritt. D'Iwwerwachung vun enger Redaktioun be- deit also net nëmmen en Agréff an d'Privat- sphär, mä och an d'Pressefräiheet.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen :

1. Ginn et weider Studien iwwert d'Effikassitéit vum VisuPol-Dispositiv, déi tëscht 2011 an 2019 durchgeführt goufen ?

2. Wéi vill Delikter konnten en flagrant délit duerch VisuPol zanter der Mise en place vum System pro Joer ennerbonne ginn?

3. Wéi vill Delikter goufe vun de Kameraen zanter hirer Mise en place pro Joer erfaasst a wéi vill dovunner konnten am Nachhinein duerch eng Enquête vun der Police opgekläert ginn? A wéi eng Kategorië sinn des Delikter anzeuere?

4. Wéi kann de Minister garantéieren, datt d'Pressefräiheet net duerch den Ausbau vun der Unzuel u VisuPol-Kameraen a Gefor bruecht gëtt? Wéi eng konkret Aktioun wëllt de Minister an dësem Kontext ennerhuelen, fir d'Pressefräiheet vun der Redaktioun op der Gare net ze limitéieren?

Réponse (05.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Ausser de Police-interne järelechen Evaluatiounen, déi och all Joer dem Comité de prévention communal an dem Procureur virgeluecht ginn, ginn et keng rezent Studien zum VisuPol-Dispositif. D'Generalinspektioun vun der Police gouf awer viru Kuerzem beoptraagt, fir eng Etüd zum Thema vun der Effikassitéit vun der Video-surveillance ze maachen. D'Resultater vun dëser Etüd sollen ufanks d'nächst Joer virleien.

ad 2. D'Zuelen zum „flagrant délit“ belafe sech op dräi fir 2018 a siwe fir 2017.

ad 3. An der leschter Referenzperiod (01.08.2017-31.07.2018) sinn an 175 Fäll Biller vun VisuPol an eng judiciaire Prozedur mat agefloss. Zuele vun opgeklärten Delikter existéieren statistesch gesinn net. D'Delikter sinn haaptsächlech anzeuere a folgend Kategoriën:

- Fahrerflucht,
- Täschendéifstahl,
- Kierperverletzung,
- Vandalismus,
- Déifstahl,
- Déifstahl méttels Gewalttätigkeiten.

ad 4. D'Kamerae sinn ëmmer esou ausgerichtet, dass se net an d'Haiser oder Butteker erakucken, sief et, dass se schonns physesch esou installéiert ginn, oder dass mat engem sougenannten „privacy masking“ d'Privatberäicher vun Haiser, Wunnengen a Geschäfte vun Ufank un eliminéiert ginn. Dëst verhënnert awer net, dass d'Strooss an den Trottoir virun engem Haus gefilmt ginn.

All Opname gi fir maximal zwee Méint konserveiert zu präventiven a repressiven Zwecker, ausser se wiere säisieret ginn am Kader vun engem judiciairer Enquête.

All Biller ginn och nëmme visualiséiert vun enger klenger Equipeu vum speziell ausgebildeten Leit, déi an engem separate Service schaffen, zu deem de physeschen Accès strikt geregelt a limitéiert ass.

Question 0511 (15.03.2019) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **gaspillage alimentaire** :

L'étude « Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg », datant de février 2016, a révélé des chiffres choquants : 123 kg d'aliments par personne par an sont gaspillés, dont 56 kg sont des déchets alimentaires évitables.

Dans la réponse commune de la Ministre de l'Environnement et du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs à ma question parlementaire n° 3153 du 21 juillet 2017, les deux ministres avaient entre autres fait savoir qu'une nouvelle campagne analytique pour déterminer la composition des déchets résiduels serait prévue pour l'année 2019.

1) Où en est ladite campagne analytique ? Ne serait-il pas temps de relancer une telle étude, afin d'analyser le succès ou le non-succès des différentes actions qui ont été mises en œuvre au cours des dernières années ?

La loi française relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire du 11 février 2016 oblige la grande distribution à distribuer les invendus alimentaires qu'elle jetait auparavant. Grâce à cette loi, chaque année plus de 10 millions de repas ont pu être offerts aux plus démunis.

2) Vu ce succès énorme, je voudrais savoir si le Gouvernement est d'avis qu'il conviendrait

d'adopter dans la législation luxembourgeoise des mesures plus incisives, à l'instar de la loi française qui :

- rend obligatoire le recours à une convention pour les dons réalisés entre un distributeur de denrées alimentaires et une association caritative ;

- prévoit aussi une sanction pour éviter la destruction volontaire de denrées alimentaires encore consommables par les commerces de détail ;

- modifie le régime juridique de la responsabilité des producteurs du fait de produits défectueux, afin de lever le blocage des dons de biens alimentaires sous marques de distributeur par leur fabricant.

Réponse commune (07.05.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Lex Dellez**, *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1) La connaissance de la composition des déchets alimentaires est primordiale afin d'évaluer l'impact des différentes mesures de gestion mises en œuvre et d'exploiter les potentiels de prévention. Ainsi, le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) prévoit une analyse de la quantité de déchets alimentaires tous les trois ans. L'objectif de l'étude est de quantifier l'ampleur du gaspillage alimentaire des ménages et d'autres lieux de consommation (gastronomie, restauration collective, ménages et commerce) et d'en identifier les causes principales pour alimenter la prise de décisions.

Par ailleurs, la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets impose la réalisation d'analyse de la composition des déchets ménagers résiduels tous les trois ans. Dans le cadre de cette analyse, une attention particulière est portée sur la fraction des déchets alimentaires et la nature de ces déchets.

L'étude sur les déchets alimentaires est actuellement réalisée en parallèle à l'analyse des déchets municipaux en mélange et se termine avec celle-ci.

Les résultats combinés de ces deux études permettront d'avoir une vue plus complète sur la situation des déchets alimentaires au Luxembourg. Ces résultats sont attendus pour automne 2019.

ad 2) Au Luxembourg, la distribution de denrées alimentaires est déjà pratique courante dans la grande distribution. Depuis des années, les grands supermarchés ont des contrats avec des associations caritatives pour leur redistribuer des denrées alimentaires excédentaires. Souvent les denrées alimentaires mises à disposition par les supermarchés dépassent les capacités des associations caritatives. Ces denrées alimentaires sont donc soumises à une collecte séparée pour être traitées dans des installations de biométhanisation.

D'autres pratiques telles que la réduction des prix pour des produits dont la date limite d'utilisation optimale vient à échéance ou l'utilisation des invendus pour l'alimentation d'animaux dans des zoos ou des parcs se tiennent aussi.

Question 0512 (15.03.2019) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant les **logements en état de futur achèvement** :

Il me revient que certains promoteurs immobiliers insèrent une clause dans les contrats de vente en l'état futur d'achèvement qui prévoit une indexation du prix convenu avec l'acquéreur, déclenchée et calquée sur le mécanisme d'indexation des salaires.

Une telle indexation reprend un mécanisme destiné à compenser l'augmentation du coût de la vie pour les travailleurs, dont les salaires ne représentent qu'une part modeste du coût total de la construction du logement. Cependant, les promoteurs immobiliers appliquent cette augmentation de 2,5 % à la totalité des tranches de paiement de l'immeuble en construction.

Il va sans dire que de telles pratiques sont de nature à contribuer à la hausse du prix des logements dont le niveau très élevé accable déjà la plupart des résidents.

Compte tenu du caractère aléatoire de l'application d'une telle clause, il y a également un risque d'abus, puisque le contrat de vente en l'état futur d'achèvement a vocation à s'étirer sur une période assez longue ; ainsi les promoteurs pourraient retarder l'avancement des travaux, afin d'attendre une tranche d'indexation, puisque celle-ci leur rapporte plus que l'augmentation réelle du coût de la main d'œuvre utilisée.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

- Est-ce que Madame la Ministre du Logement peut confirmer cette pratique ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre de la Protection des consommateurs peut-elle me dire si cette pratique est légale et fondée sur le plan juridique ?

- Cette pratique peut-elle être encadrée et limitée ?

- Est-il par exemple envisageable de limiter le cas échéant cette clause d'indexation à la seule part du coût du logement représentant le coût de la main d'œuvre ?

- De quelle façon peut-on éviter, voire sanctionner les éventuels abus ?

Réponse (12.04.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

La vente d'immeubles à construire est soumise aux articles 1601-1 à 1601-14 du Code civil. Celui-ci prévoit notamment dans son article 1601-5 que les contrats conclus par acte authentique doivent « encore mentionner si le prix est ou non révisible et, dans l'affirmative, les modalités de sa révision ». Le contrat de vente doit donc clairement indiquer les modalités de révision du prix.

Dans le cadre de la vente de professionnel à consommateur sont aussi applicables les dispositions du Code de la consommation relative aux clauses abusives telles que reprises aux articles L. 211-2 à L. 211-5.

La pratique d'appliquer une augmentation de 2,5 % à la totalité des tranches de paiement de l'immeuble en construction peut par conséquent être considérée comme étant légale et une répercussion à la seule part du coût du logement représentant le coût de la main d'œuvre ne peut pas être imposée au vendeur au vu de la législation actuellement en vigueur.

Le Code de la consommation accorde néanmoins au consommateur en son article L. 211-3 le droit de résilier un contrat lorsqu'une clause « prévoyant la détermination du prix au moment de la fourniture ou des fournitures successives ou permettant au stipulant de l'augmenter, même en considération de critères objectifs » mène à un prix définitif « excessif par rapport à celui auquel il (le consommateur) pouvait s'attendre lors de la conclusion du contrat ».

Question 0514 (15.03.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant l'**accueil et l'intégration des réfugiés** :

Le Gouvernement entend remplacer l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) par l'Office national de l'accueil (ONA) à partir du 1^{er} mai 2019. Un projet de loi a d'ailleurs été déposé en ce sens. Dans le contexte de cette modification, le volet concernant l'accueil de demandeurs de protection internationale (DPI) entrera dans le ressort du Ministère des Affaires étrangères et européennes, le volet concernant l'intégration, quant à lui, restera dans la compétence du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Ainsi, le Ministère des Affaires étrangères devrait également être chargé de la mise en œuvre du Plan d'action national (PAN) d'intégration.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) À l'étranger et notamment en Allemagne, l'État s'efforce de mettre en route des mesures d'intégration dès l'arrivée de DPI pour gagner du temps. Alors qu'il appert que les structures d'accueil seront bientôt sous la responsabilité du Ministère des Affaires étrangères et euro-

péennes, comment le Gouvernement entend-il planifier des mesures d'intégration immédiates des DPI ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire comment le Comité interministériel à l'intégration tiendra compte des nouvelles répartitions des compétences ministérielles ? Le Gouvernement entend-il ouvrir le Comité interministériel à l'intégration à la société civile et en publier les comptes-rendus à l'instar de la pratique du Comité interministériel pour la coopération au développement ?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me préciser quel ministère sera l'interlocuteur et le financeur dans le cadre des appels à projet dans le cadre du PAN d'intégration ?

4) D'après le programme gouvernemental, « les dernières années, de nombreuses associations et projets citoyens se sont constitués afin de favoriser l'intégration des réfugiés. Ces apports extrêmement importants de la société civile méritent d'être soutenus. Ces projets feront l'objet d'une évaluation afin de pérenniser les meilleurs projets ». Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me préciser qui sera en charge de cette évaluation et dans quel laps de temps celle-ci sera-t-elle réalisée ?

5) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'état concernant le projet pilote munissant les DPI de cartes prépayées rechargeables pour assurer eux-mêmes leurs achats et pour ainsi se préparer à une vie autonome une fois qu'ils pourront quitter la structure d'accueil ? Combien de personnes respectivement de foyers d'accueil ont participé à ce projet pilote ? Les ministres sont-ils déjà en mesure de confirmer si ce nouveau système sera généralisé ?

6) L'épicerie mobile ayant été la cible de nombreuses critiques notamment en ce qui concerne la quantité, la qualité et la structure des prix, le Gouvernement entend-il prolonger le contrat avec le fournisseur et si oui, sous quels termes ?

Réponse commune (02.4.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) Afin de préparer au mieux et de faciliter ainsi l'intégration des personnes réfugiées dans la société luxembourgeoise, il est en effet essentiel d'amorcer le plus rapidement possible les premières mesures en faveur de cette intégration. C'est ce principe qui est à la base du « Parcours d'intégration accompagné » (PIA) ; ainsi, la première phase du PIA (PIA1) s'adresse aux demandeurs de protection internationale, dès leur arrivée sur le territoire, tandis que la deuxième phase (PIA2), qui met l'accent sur l'apprentissage des langues, s'adresse aux personnes qui sont toujours en attente d'une décision sur leur statut et qui ont accompli les cours du PIA1. Le nouveau partage des responsabilités entre le Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ne modifiera en rien ce principe. L'intégration est un processus qui nécessite la mise en réseau et la coopération de plusieurs ministères et d'une multitude d'autres acteurs. Dans le contexte du PIA, une étroite coopération entre les services en charge de l'accueil et ceux en charge de l'intégration continuera à être de mise.

ad 2) Le Comité interministériel à l'intégration rassemble des représentants de tous les ministères concernés. Partant, la nouvelle répartition des compétences ministérielles n'aura pas d'impact sur la composition de ce Comité interministériel qui restera placé sous l'autorité du Ministre de la Famille et de l'Intégration. D'éventuelles modifications quant à son fonctionnement seront analysées et discutées au sein du comité.

ad 3) La mise en œuvre du Plan d'action national pluriannuel d'intégration 2018 (PAN) est de la compétence du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

ad 4) L'analyse et l'évaluation des projets d'intégration sont de la compétence du départe-

Le saviez-VOUS ?

SESSION

Une session est une des divisions de la législature. Il s'agit de la période de l'année pendant laquelle siège la Chambre des Députés. Le Règlement de la Chambre prévoit l'ouverture de la session pour le deuxième mardi d'octobre. Généralement une session se clôture juste avant l'ouverture de la prochaine session.

ment Intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Les modalités et le calendrier de cette démarche n'ont pas encore été arrêtés.

ad 5) Lancé le 1^{er} février 2018, le projet pilote munissant les demandeurs de protection internationale de cartes prépayées rechargeables est toujours en cours. Il s'applique actuellement à une structure d'hébergement. Entre la date de lancement et le 20 mars 2019, 46 ménages ont participé au projet pilote. Une évaluation du projet est en cours afin de déterminer les avantages et insuffisances du système testé. Cette évaluation permettra de définir les outils logistiques qui devront être mis en place pour pouvoir déployer le projet à d'autres structures.

ad 6) Le contrat actuel avec le fournisseur de l'épicerie sur roues se termine fin décembre 2019. Des contrôles de qualité et des adaptations de l'offre ont lieu de manière continue auprès du prestataire actuel.

Si au-delà de cette date, la solution de l'épicerie mobile est retenue pour la fourniture en denrées alimentaires de certaines des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale, un nouveau marché public sera publié pour sélectionner le fournisseur pouvant au mieux répondre aux besoins des personnes hébergées.

Question 0518 (18.03.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la qualité de l'air :

Zu Lëtzebuerg ginn, wéi an anere Länner och, Miessunge vun der Loftqualitéit virgeholl. An dësem Domän gëtt et europäesch Normen, wou esou Statioune sollten opgestallt sinn a wéi d'Miessunge solle virgeholl ginn.

Duerfir wollt ech dës Froen an d'Madamm Minister fir Ëmweltschutz, den Här Minister fir Klimafroen an den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

1. Wéi eng Miessunge ginn zu Lëtzebuerg gemaach, besonnesch am Hibleck op Stéckstoffoxid a rengen Stëbs?

2. Wéi eng national an europäesch Norme regelen d'Aktioun vun der Regierung an dësem Domän? Wéi eng präzis Kritäre sinn duerch europäesch Norme virgeschriwwen, fir eng Miessstation opzerrichten (z. B.: Distanz vun enger Strooss oder vun enger Kräizung, Héicht vun der Schläich)?

3. Wéi vill Apparater gi fir esou Miessungen agesat? Op wéi enge Plaze sinn déi Apparater opgestallt ginn? No wéi enge Kritäre sinn déi Plazen erausgesicht ginn? Kënnen d'Madamm an déi Häre Ministeren der Chamber d'Lëscht vun de Miessapparaturen an der Annex vun hirer Äntwert matschécken?

4. Ginn déi europäesch Norme fir d'Opstelle vun esou Miessstationen op all einzelne Miesspunkt a vollem Ëmfang respektéiert?

5. Wou geschitt d'Auswärtung vun de Miessresultater? Wéi eng Vergläichsnorme gi geholl, fir d'Resultater ze beurteilen?

6. Wa Rechemodeller benotzt gi fir d'Resultater vun de Miessungen ze bearbechten (sogenannten „Modellisierungen“), wéi eng sinn dat a wat sinn d'Parametere vun deene gewielte Methoden?

7. Zu Berlin goufe vun der Säit vun der Administratioun d'Resultater vun de Miessungen nach duerch Koeffiziente verännert, fir eventuell, esou gouf gesot, ze déif Miessungen ze „kompenséieren“. Ass esou e Virgoen och zu Lëtzebuerg virgesinn?

Réponse commune (24.04.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. D'Loftqualitéitsmiessungen, déi vun der Ëmweltverwaltung duerchgefouert respektiv koordinéiert ginn, sinn déi folgend:

Fir de Stéckstoffdioxid moosse mer zu Lëtzebuerg mat zwou verschidde Methoden:

a) Op eise Miessstatione gëtt mat elektronischen Apparater gemooss, déi d'Resultater vun de Miessungen an Echtzäit un eise Server iwwermittelen an op emw.lu publizéieren. D'Miessunge ginn no den Uferderungen, déi vun der Direktiv 2008/50/CE heifir virgeschriwwen sinn, duerchgefouert (Method EN 14211:2012).

b) Des Weidere ginn orientéierend Miessunge mat NO₂-Passivsammler vun der Ëmweltverwaltung an Zesummenarbecht mat de Gemengen am Kader vum Klimapakt Loftqualitéit gemaach.

Fir de rengen Stëbs ze moossen, benotze mer engersäits Miessapparater, déi no der Referenzmethod EN 12341:2014 mat Filtere funktionéieren an déi all 24 Stonnen automatesch gewieselt ginn, dono ginn déi dann am Labo ausgewäert. Fir de Public awer och hei kënnen an Echtzäit ze informéieren, gëtt parallel dozou mat kontinuéierleche Miessapparater gemooss.

ad 2. Sämtlech Kritären an Norme fir d'Miessunge vun der Loftqualitéit sinn an den Direktiven 2004/107/CE, 2008/50/CE an 2015/1480/CE beschriwwen, déi duerch d'modifizéiert groussherzoglech Reglementer vum 30. Mee 2005 an 29. Abrëll 2011 an nationaal Recht transposéiert gi sinn.

Déi genee Kritäre ginn an der Annex III vun der Direktiv 2008/50/CE beschriwwen, déi deelweis an der Direktiv 2015/1480/CE iwwerschaafft gi sinn.

Am Kapitel B ginn déi groussraimeg Kritäre fir déi eenzel Typen vu Statioune beschriwwen (Macro-Implantation). Hei gëtt enner anerem präziséiert, datt esouwuel do muss gemooss ginn, wou déi héchste Konzentratiounen ze erwaarde sinn, ewéi och do, wou d'Konzentratiounen repräsentativ si fir d'Belastung vun der Populatioun am Allgemengen. Bei Miessungen an direktem Zesummenhang mam Verkéier muss d'Miessplatz repräsentativ si fir e Stroossendeel vu mindestens 100 Meter.

Am Kapitel C geet et da méi an den Detail (Micro-Implantation), woubäi virun allem op folgend Kritäre muss opgepasst ginn:

- Den Usaugrouer, respektiv de Passivsammler, muss mindestens 180 Grad fräi ustréimbar sinn a soll e puer Meter vun eventuellen Hindernisser ewech sinn, ausser wann an der Baufluchtlinn gemooss gëtt, da soll den Abstand zu den Haiser mindestens 50 cm bedroen.

- D'Loft soll op enger Héicht tëschent 1,5 m a 4 m ugesaugt gi respektiv de Passivsammler soll an där Héicht montéiert ginn.

- D'Loft dierf net direkt ni eng direkter Emissiounsquell gemooss ginn.

- Bei Miessungen an direktem Zesummenhang mam Verkéier (Trafikstationen) muss d'Miessapparatur mindestens 25 m vun enger grousser Kräizung, déi de Verkéiersfloss ënnerbrécht, ewech sinn, a se dierf net méi wäit ewéi 10 m vun der Stroosbordure ewech sinn.

E Mindestabstand zur Strooss ass dogéint an der Direktiv net virgesinn.

ad 3. D'Stéckstoffoxiden (NO, NO₂ an NO_x) ginn an den telemetresche Statioune no der Referenzmethod EN 14211:2012 mat elektronische Geräter gemooss, déi d'Analysemethode vun der Chimilumineszenz benotzen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Des Weidere ginn am Joer 2019 orientéierend Miessungen no der Norm EN 16339 op siwe Plazen an der Stad Lëtzebuerg gemaach, an op 76 Plazen uechtert d'Land an Zesummenarbecht mat de Gemengen am Kader vum Klimapakt Loftqualitéit.

D'Miessunge vun rengen Stëbs PM₁₀ an/oder PM_{2,5} no der Referenzmethod EN 12341:2014 (Filtermethod) ginn op folgend Plaze gemaach: Beidweiler, Esch-Uelzecht, Luxembourg-Bonnevoie, Walferdange.

D'Miessunge vun de Stëbs PM₁₀ an PM_{2,5} (kontinuéierlech) ginn an de Miessstationen vun Beidweiler, Esch-Uelzecht, Lëtzebuerg-Bouneweg a Lëtzebuerg Place Winston Churchill gemaach.

Des Weidere gi cibléiert orientéierend Miessungen, zum Beispill no Reklamatiounen vum Public oder zur Kontroll vun der Industrie, duerchgefouert.

ad 4. Jo, déi europäesch Norme fir d'Opstelle vun esou Miessstatione ginn op all einzelne Miesspunkt a vollem Ëmfang respektéiert.

ad 5. D'Auswärtung vun de Miessresultater gëtt vun der Ëmweltverwaltung op Basis vun de bestehenden europäesche Grenzwärter an de Richtwäerter vun der Weltgesundheitsorganisatioun gemaach.

ad 6. D'Ëmweltverwaltung benotzt déi sogenannte Method vun der „geostatistischer Interpolatioun“ fir Kaarte vun der Loftqualitéit ze erstellen. D'geostatistesch Interpolatiounskarte weist an Echtzäit déi wahrscheinlechste Ausbreedung vun de Loftschadstoff NO₂, PM₁₀, PM_{2,5} an Ozon tëschent de verschidde feste Miesspunkte vun telemetresche Miessnetz zu Lëtzebuerg, dëst mat enger Resolutioun vun 1 km². D'Berechnunge baséieren sech op d'Resultater vun de Miessungen an op Informatiounen iwwert d'Bevëlkerungsdicht, national Emissiounen, d'Bevëlkerungsdicht an d'Stroossennetz.

ad 7. Neen, esou e Virgoen ass zu Lëtzebuerg net virgesinn.

Question 0519 (18.03.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la sensibilisation des jeunes à la thématique climatique dans le cadre du « Fridays for future » ou « Youth for Climate » :

Vendredi dernier, 15 mars, fut une journée de mobilisation sans précédent des jeunes du monde entier en faveur d'une meilleure politique climatique. Répondant à l'appel lancé par la suédoise Greta Thunberg et le mouvement « Youth for Climate Luxembourg », des milliers de jeunes sont également descendus dans la rue au Luxembourg et ont participé à la marche pour le climat.

Afin de permettre aux jeunes de participer à cette marche, le Ministre de l'Éducation nationale avait autorisé les directions des lycées à libérer des cours les élèves qui désirent se joindre à la grève. Dans son communiqué du 1^{er} mars le Ministre de l'Éducation nationale avait « (...) salué l'engagement des jeunes déterminés à exprimer leur voix pour participer aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain. Il apprécie également qu'ils aient choisi de faire face à la réalité du changement climatique et de soutenir activement le développement durable, pour assurer l'avenir de la planète et des générations futures. »

Il ne fait aucun doute que le changement climatique est un sujet important et qu'il est partant également plus que justifié de soutenir la ferveur et l'engagement des jeunes. Toutefois, et sans remettre nullement en cause ni l'investissement impressionnant des jeunes - qu'il faut saluer - ni la décision de principe de libérer les élèves de leurs cours, il n'en demeure pas moins que si on souhaite réellement que les choses bougent au niveau du développement durable, il ne suffit pas de permettre aux jeunes de descendre dans la rue. Il est, au contraire, important de donner aux jeunes les outils indispensables pour mesurer et comprendre les enjeux en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les jeunes ont été sensibilisés au préalable au sujet du changement climatique et des politiques en la matière et s'il a été mis à la disposition des établissements scolaires secondaires du matériel d'information relatif aux défis et aux politiques en matière de climat ?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

- En tout état de cause, le ministre n'estime-t-il pas qu'il aurait fallu thématiser la marche en faveur du climat en s'assurant que les jeunes soient tous informés des enjeux en question et qu'il faille à l'avenir prévoir une sensibilisation adéquate des jeunes ?

Réponse (03.05.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Les défis environnementaux, et notamment celui du changement climatique avec ses conséquences néfastes pour notre planète, ne sont pas des thèmes ayant surgi que récemment dans le contexte de la marche pour le climat. Ce sujet éminemment important pour le futur de notre planète fait partie intégrante du programme de plusieurs matières et est traité depuis plusieurs années déjà dans nos écoles.

Les jeunes se trouvent ainsi largement sensibilisés au sujet du changement climatique, grâce aux discussions sur le sujet, aussi bien à l'école qu'en dehors du milieu scolaire. Dans ma communication aux directions de lycées par laquelle je les ai autorisées à libérer des cours les élèves désirant participer à la marche pour le climat, j'ai également accordé aux élèves l'autorisation d'organiser dans l'enceinte des établissements, selon les modalités fixées par ces derniers et en dehors des heures de cours, de réunions d'information portant sur l'objet de cette manifestation.

La formidable mobilisation des jeunes le 15 mars dernier a d'ailleurs montré à quel point la thématique du changement climatique leur tient à cœur. Je considère que l'école a contribué à cette prise de conscience et a assuré son rôle éducatif en la matière. Cette manifestation sans précédent des élèves de l'enseignement secondaire n'avait d'ailleurs pas pour but de proposer des solutions concrètes au réchauffement de notre planète, mais était l'expression d'inquiétudes fondées ainsi qu'un appel au monde politique de prendre ces inquiétudes davantage en considération et de mener une politique plus volontariste en la matière.

J'estime par conséquent que l'on a dépassé le stade de la pure sensibilisation et qu'il est temps d'entamer avec les jeunes un large débat sur cette question complexe. Ainsi, afin de pouvoir recueillir les attentes et les propositions des élèves de l'enseignement secondaire, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural organisent, en coopération avec la Conférence nationale des élèves (CNEL), une série de cinq échanges régionaux et thématiques au sujet du réchauffement climatique et des mesures à adopter afin d'y remédier.

Question 0520 (18.03.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les incidents sur la ligne ferroviaire Wasserbillig-Luxembourg survenus le 16 mars 2019 :

De leschte Weekend koum et op der Gare vun Eiter zu engem schlëmmen Tëscheffall, bei deem Onbekannter Mataarbechter vun den CFL op brutal Manéier zesummegeschloen hunn. Et ass bedauerlech, dass an deem Zuch kee Sécherheetspersonal mat u Bord war an nëmmen zwee Mataarbechter präsent waren. Et ass net déi éischte Kéier, dass d'Personal vun den CFL Affer vun esou Gewaltakter ass.

An dësem Zesummenhang wëllt ech dem Här Minister fir Mobilitéit folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Mesurë goufen an deene leschte Jore getraff, fir d'Sécherheet vun CFL-Personal an de Reesender an den Zich op de Gare ze garantéieren? Ass den Här Minister der Meinung, dass dës Mesuren ausräichend waren?

2. Wéi eng zousätzlech Mesurë gedenkt den Här Minister nom leschten Tëscheffall ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vun Personal, virun allem bei Nuetszich, ze erhéien?

Réponse (05.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

An deene leschte Jore goufen ënnerschiddlech Moossname geholl, fir d'Sécherheet vun de Reesender souwéi vun Personal vun den CFL ze verstärken.

Als Beispill opzeiele wieren do:

- D'Ausbaue vun der Videoiwwerwaachung an de Gare an op den Arrêten. Am Joer 2018 ware 424 Kameraen an de Gare an op den Arrêten installéiert, dat heescht, 80 % vun de Reesender passéieren op den Arrêten oder Gare ënner Videoiwwerwaachung. Am Generelle sinn d'Kameraen op deene meescht besichte Plazen, besonnesch vun deene Jonken, an och systematesch an der Ëmgégend vun de Lifter an de Parkinge placéiert. Déi nei Arrêten oder Gare si vu virera mat Kameraen ageriicht an een Asazplang vun de Kameraen op den Arrêten oder Gare ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn. Kuerzfristeg wäerten all Gare an all Arrêt mat Kameraen ageriicht sinn.

- D'Präsenz vu 35 SOS-Sailen, fir Hëllef ze ruffen, op de Quaië vu 14 Gare an Arrêten.

- D'Rullmaterial (mat Ausnam vun den Automotricen Z2, déi ersat gi mat neiem Material, dat am November 2018 vun der CFL bei Alstom bestallt ginn ass) an d'Busse sinn ageriicht mat Kameraen.

- D'Formatioun vun Personal am Kontakt mam Client an der Matière Konfliktmanagement. An deene leschte 5 Joer hunn 263 Agenten, dovun haaptsächlech Zuchbegleeder (108), Fahrdienstleiter oder Aufsichtsbeamten (108), eng Formatioun „Konflikter mat Clienten ausdroen“ absolvéiert.

- D'Verstärkung vun der Präsenz vun externe Sécherheetspersonal an den Zich (ongeféier 10 % vun den Zich gi momentan begleet a punktuell verstärkt).

- D'Verstärkung vun der Präsenz vun externe Sécherheetspersonal an Zesummenarbecht mam CFL-Personal an de Gare Lëtzebuerg, Etelbréck, Péiteng, Beetebuerg, Esch/Uelzecht, Miersch, Wasserbëlleg, Dummeldeng, Belval-Universitéit a Rodange.

- D'Präsenz vun der Police oder Agente vun der Douane (sporadesch).

- Nationale souwéi internationale Benchmarking iwwer präventiv Moossnamen am effentlechen Transport.

Le saviez-VOUS ?**MOTION**

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.

Question 0521 (19.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **situation des demandeurs de protection internationale nationale syrienne** :

A Syrien gëtt aktuell nëmmen nach bei Idlib gekämpft, wou d'IS hire leschte Stützpunkt huet. Schonn am Dezember hunn d'USA ugekënnegt, datt hir Zaldoten d'Land verlossen. A groussen Deeler vum Land kann den Neiopbau nom Krich ufänken, och nodeems eng Konferenz vun de Geberlänner zu Bréssel 6,2 Milliarden Euro gesammelt huet. An deem Kontext wëllt ech dem Här Aussen- an Europa-minister a Minister fir Immigration an Asyl an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun des Froe stellen:

1. Nodeems de Krich a Syrie praktesch eriwwer ass, stellt sech d'Fro vum Statut vun de Flüchtlingen. Hunn och déi syresch Flüchtlingen an den Ae vum Här Ausseminister weider d'Wiel, ob si heemginn oder hire Flüchtlingstatut hei am Land behale wëllen, esou wéi hien dat an der Äntwert op meng Fro N° 0120 iwwert d'Irak-Situatioun gesot hat? Dës Fro bezitt sech natierlech net op déi kleng Deeler vu Syrien, wou nach Krichshandlung sinn, mä op déi Leit, déi aus Géigende kommen, wou et keng Gefor méi fir hir Liewe gëtt.

2. Wéi ass d'Praxis vun deenen aneren europäesche Länner, wou syresch Krichsflüchtlinge sinn, zum Beispill an Däitschland an a Frankräich? Encouragéieren déi respektiv Regierungen déi betraffe Leit, fir esou séier wéi méiglech heemzuegoen?

3. Wéi vill syresch Flüchtlingen hunn hei am Land de Flüchtlingstatut?

4. Wéini wëllt d'Regierung iwwert d'Situatioun a Syrien an am Irak statuieren? Am Fall, wou d'Regierung géng feststellen, datt a Syrien an am Irak kee Krich méi ass, wat fir Konsequenzen hätt dat op de Statut vun de Flüchtlingen?

5. Géng d'Regierung an deem Fall d'Leit aus Syrien an aus dem Irak, déi virum Krich fortgefla sinn, encouragéieren, esou séier wéi méiglech heemzuegoen an um Neesopbau vun hirem Heemechtsland deelzuehelen?

6. Wëllt d'Regierung nach eng Familljenzummefféierung hei am Land an d'A faassen, am-plaz déi betraffe Leit zréck bei hir Familljen ze schécken?

7. Wéi vill Suen huet Lëtzebuerg op der Geberkonferenz zu Bréssel Mëtt Mäerz fir den Opbau vu Syrie bereetgestallt?

8. Ass et net kontraproduktiv, Sue fir Syrien ze sammelen a gläichzäiteg berufflech qualifizéiert Syrer net ze invitéieren, hire Flüchtlingstatut opzeginn a sech an hirer Heemecht ze engagéieren?

9. E Begrëff, dee laang Zäit ganz gär gebraucht ginn ass, ass dee vum „brain drain“.

Gemengt war, datt no der kolonialer Ausbeutung Industrielänner qualifizéiert Aarbechtskraaft an déi fréier Kolonie siche ginn an esou déi Länner weider méi arm maachen. Ass et ze verrieden, datt Handwierker, Verwaltungspersonal an Akademiker, besonnesch och medezinnescht a paramedezinnescht Personal, aus Syrien encouragéiert ginn, an Europa ze bleiwen, wa si beim Opbau vu Syrien gebraucht ginn an esouguer a Syrien ausgebild gi sinn?

10. Applizéiert sech de politesche Begrëff vum „brain drain“, dee vill Parteien och hei am Land ëmmer nees aktiv vertrauden hunn, haut an den Ae vun der Regierung net op Flüchtlingen a Migranten aus dem Irak, aus Syrien an aus anere Länner?

Réponse (11.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes et Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1. Wéi am Irak suivéiert d'Regierung d'Situatioun a Syrien vu ganz no. Fir de Moment steet net an Aussicht, Syrer, déi internationale Schutz zu Lëtzebuerg kruten, opzefuerderen, dee Statut opzeginn an an hieft Heemechtsland zréckzuegoen. Et ass awer all Syrer fräi, ze entscheeden, fir fräiwëlleg a Syrien zréckzuegoen an de Statut zu Lëtzebuerg opzeginn.

Lëtzebuerg vertritt mat deser Positioun déi gemeinsame Positioun vun der Europäescher Unioun (EU), dass de Krich a Syrien nach net eriwwer ass. Och wann d'Kampfhandlung manner ginn, ass a Syrien nach ëmmer déi nämlecht Diktatur um Pouvoir, déi zënter 2011 op déi brutaalst Manéier hir eege Bevëlke-

rung bekämpft huet. Dofir si mir och ganz kloer der Meenung, dass d'Bedingunge fir e Retour vun de Refugiéen net do sinn.

ad 2. D'EU huet eng gemeinsame Positioun: D'Bedingunge fir e sécheren a wierdege Retour vun de syresche Flüchtlinge wäert eréischt gi sinn, wann a Syrien eng politesch Transitioun ënnerwee ass, op der Basis vun der Sécherheetsratsresoloutioun 2254. Viru wäert keen europäescht Land déi betraffe Leit encouragéieren, fir heemzuegoen.

ad 3. Fir de Moment kruten 1820 Syrer den internationale Schutz zu Lëtzebuerg accordéiert.

ad 4. D'Regierung huet sech weder en Zäitraum nach als Zil gesat, fir iwwert d'Situatioun a Syrien an am Irak, déi dagdeeglech ännert, ze kommunizéieren. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass den internationale Schutz net nëmmen a Verbindung mat enger Krichssituatioun besteet, mä virum allem och, wann e Risk vun enger Verfolgung duerch Grënn vun der Rass, der Relioun, der Nationalitéit, der sozialer Zugehöregeeket oder der politescher Meenung besteet. Deemo huet en Enn vum arméierte Konflikt net automatesch een Impakt op de Statut vun de concernéierte Flüchtlingen, well d'Grënn vun der Flucht nach ëmmer déiselwech kënnen sinn, an e Retour ënner deene Konditiounen net ze envisagéieren ass.

ad 5. Am Fall vun engem kompletten Enn vum arméierte Konflikt am Irak an a Syrien, souwéi der néideger politescher Transitioun zu Damaskus, géif d'Regierung déi Persounen, déi an hir Heemecht wëllen zréckgoen, esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzen. Eng proaktiv Kommunikatiounspolitik, fir d'Leit an esou enger Situatioun opzefuerderen, heemzuegoen, ass awer net virgesinn.

ad 6. D'Konditiounen an d'Recht op d'Familljenzummefféierung fir Persounen, déi ënner dem internationale Schutz zu Lëtzebuerg wunnen, ass an eise Immigrationgesetz festgehalen. Dese Persounen dëst Recht ofzekerken op Basis vun engem ongewëssen Enn vum arméierte Konflikt an der syrescher an irakescher Region, ass net virgesinn - dëst zemoos net, wann et der Persoun, déi zu Lëtzebuerg de Statut vum internationale Schutz huet, net méiglech ass, dee Statut wéinst reelle Menacen am Heemechtsland nees ofzeginn.

ad 7. Esou, wéi d'Regierung dat zu London op der Geberkonferenz 2016 annonciéiert hat, beleeft sech d'Lëtzebuurger humanitär Hëllef fir d'Syrer zënter 2016 op d'mannst op 7,5 Milliounen Euro pro Joer, an de Montant soll bis op d'mannst d'nächst Joer nach bäibehale ginn. Op der Geberkonferenz zu Bréssel Mëtt Mäerz 2019 konnten d'Länner ausserdem hir Hëllef via den EU-Mechanismus fir d'Tierkei am Kader vum Accueil vu syresche Flüchtlinge fir d'Joer 2019 deklaréieren, an doduerch beleeft déi geplangte Contributioun vu Lëtzebuerg sech dëst Joer op zéng Milliounen Euro.

ad 8. Ech referéiere mech op d'Äntwert op d'Fro 2 an op déi gemeinsame Positioun vun der EU, dass d'Bedingunge fir e sécheren a wierdege Retour vun de syresche Flüchtlingen nach net gi sinn.

ad 9. + 10. De sougenannten „brain drain“, oder Talentflucht, ass e Phenomeen, deen am Beräich vun der Migratioun effektiv net ganz nei ass. Haut gëtt d'Talentflucht virum allem am Beräich vun der legaler Migratioun benotzt, bei der Ofwerbung vun Talenter aus aneren, oft manner entwéckelten, Länner. Zu Krichszäiten an ënner Diktaturen ass et nach ëmmer zur Flucht vu qualifizéierten an héich qualifizéierte Persoune komm, déi d'Entwécklungscapacitéit vun deene respektive Länner ofgeschwächt huet. Et ass eng normal Reaktioun, wa Leit ënner dem Risiko, hieft d'Liewen ze loosse, hieft Land verlossen. An deem Sënn ass d'Talentflucht aus Krichsgebidd net direkt gläichzestell mat der Talentflucht am Beräich vun der legaler Migratioun. Ausserdeem referéieren ech mech nach eng Kéier op d'Äntwert op d'Fro 2.

Fir de Moment gi Syrer, déi ënner dem internationale Schutz zu Lëtzebuerg sinn, weder

opgefuerdert, heizebleiwen, nach encouragéiert, nees an hieft Heemechtsland zréckzuegoen. An der Tëschenzäit ass et allerdinges net onwichtig, en „brain waste“ ze evitéieren an d'Capacitéit vun de Flüchtlingen zu Lëtzebuerg ze maximiséieren.

Question 0523 (19.03.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le « **EU Emissions Trading System** » (EU ETS) :

Mat dem sougenannten EU Emissions Trading System (EU ETS) gouf och zu Lëtzebuerg den „cap and trade“-Prinzip fir Emissiounen agefouert. Dës Kreditter, fir Emissiounen vun ëmweltschiedleche Gasen ausstoussen ze kënnen, däreft fräi gehandelt ginn. Si ginn um primäre Maart zu Leipzig um EEX versteet an, um sekundäre Maart, och do gehandelt. Duerch desen Handel gëtt et Betriber méiglech gemaach, ekonomesch vun Aspuerung vum CO₂-Emissiounen ze profitéieren.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohaltege Entwécklung an dem Här Finanzminister des Froe stellen:

- Wéi vill Zertifikater ginn (opgeschlëselt no Joer) zu Lëtzebuerg fräi verdeelt a wéi vill gi versteet?

- Wéi vill Revenu huet Lëtzebuerg (opgeschlëselt no Joer) duerch des Auktioune kënnen generéieren?

- Op wéi enger legaler Basis ginn déi gratis Zertifikater u Betriber verdeelt?

- A wéi engem Verhältnis steet d'Unzuel un Zertifikater, déi vu Lëtzebuerg verdeelt a versteet ginn, zum Volumen un Emissiounen, déi ënner den EU ETS falen an zu Lëtzebuerg entstinn?

Réponse commune (24.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

D'Zuel vun de Quoten, déi gratis u Betriber, déi zu Lëtzebuerg ënner den Emissiounshandelsystem falen, verdeelt goufen, respektiv déi versteet goufen (dës Steeë sinn op fir Betriber aus alle Memberstaten), mat den entspreche Recetten, huet an de leschte Jore folgendermoossen evoluéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Directive modifiée 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, transposéiert duerch d'Loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système de quotas de gaz à effet de serre souwéi d'Décision de la Commission définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit, déi an all Memberstat direkt applicabel ass, stellen déi legal Basis duer fir déi gratis Verdeelung vun den Emissiounsquoten.

Déi zu Lëtzebuerg vum Emissiounshandelsystem concernéiert Betriber haten an de Joren 2016, 2017 an 2018 deklaréiert Emissiounen vu respektiv 1.752.500; 1.743.825 an 1.732.500 Tonnen CO₂.

Question 0527 (19.03.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **publicité pour un logiciel commercial par le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE)** :

Um Twitter-Profill vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) gëtt an der sougenannter « Bio » vun deem Twitter-Account (an där den Deteneur vun Onlineprofil sech a kuerze Wieder beschreibe kann) per Hashtagsreferenz op e spezifische kommerziellen Ubidder vu Betriebssystemer an Office-Programmer gemaach.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Bildung des Froe stellen:

1. Ass et d'Politik vum Bildungsministère, op effentleche Kanal Werbung fir eng spezifesch Software an/oder Ubidder ze maachen?

2. Wat ass d'Contrevaieur, déi de Stat fir des Werbung op Twitter kritt?

3. Wien huet entscheet, des Werbung ze schalten? Gëtt et eng Konventioun tëscht dem Stat an der Entreprise, déi d'Schalt vu solche Formen an/oder aner Forme vu Publicitéit ëmfaasst?

4. Wéi eng Konditiounen mussen Entreprises erfüllen, fir vun äänlecher Ennerstëtzung an enger äänlecher Visibilitéit ze profitéieren?

Réponse (03.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. De Bildungsministère, deem d'Pluralitéit vun Hiersteller an Ubidder vu Software a Betriebssystemer wichteg ass, consideréiert desen Hashtag, dee Referenz op e spezifische kommerziellen Ubidder vu Betriebssystemer an Office-Programmer mécht, an deem Kontext net als Publicitéit fir des Entreprise, mä leedeglech als Informatioun. Et handelt sech hei ëm eng Informatioun iwwer Offeren, déi d'Education schonn ubitt an déi d'Schüler gratis zur Verfügung gestallt kréien. Hei besteet kee kommerzielle Kontext an dofir kann de Verwee op déi Produiten och net als Reklamm verstane ginn.

ad 2. Et handelt sech, wéi erwäant, net ëm Reklammen an et besteet deemno keng Géigeleeschtung fir de Stat.

ad 3. De Bildungsministère ass net der Meenung, datt d'Benotze vun de Programmer vun der viséierter Entreprise als Reklamm agestuift ka ginn.

ad 4. D'Benotze vun de Programmer vu Software-Entreprisé baséiert op Lizenzkontrakter am Kader vum Gesetz iwwer effentlech Marchéen, net op Konditiounen vum Stat.

Question 0529 (19.03.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant « **LetzShop** » :

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0380 huet den Här Minister eng ausschweinglech Introduktioun zum Thema E-Commerce a LetzShop gemaach. Leider huet hien am Folgenden e puer Froen net zu menger vollster Zefriddenheet beäntwert, soudass eng Rëtsch Onkloerheeten iwwreg bleiwen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mëttelstand des Froe stellen:

1. Opgeschlëselt no „coûts fixes“ an „coûts variables“, wat sinn d'Käschte vun der Onlineplattform LetzShop am aktuelle Geschäftsjoer?

2. Ass den Här Minister der Meenung, dass LetzShop nom aktuelle Finanzierungsmodell duerch effentlech Bähillefen eng deloyal Konkurrenz fir privat Onlineverkaufsplattformen duerstellt? Falls jo, wéi ass d'Finanzierung vun der Plattform konform mat den Artikelen 107 bis 109 vum Traité vun der Europäescher Unioun? Falls neen, wéi motivéiert de Minister seng Iwwerzeugung, dass et sech hei net ëm eng Form vun deloyal Konkurrenz duerch staatlech Bähillef handelt? (wannechgelift mat Jo oder Neen op d'Fro äntweren an dann d'Erklärung)

Réponse (05.04.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

D'Konte vum Geschäftsjoer 2018 wäerten um 20. Mee 2019 op der Assemblée générale vum GIE „Luxembourg for Shopping“ presentéiert ginn an duerno, sous réserve, dass d'Assemblée générale des och guttheescht, am RCSL déposiert ginn. No deem Depôt wäerten d'Konten dann och effentlech zougänglech sinn.

De Finanzierungsmodell vun LetzShop stellt keng deloyal Konkurrenz fir privat Onlineverkaufsplattformen duer an dëst direkt aus e puer Grënn:

1. Diskrepanz tëschent Offer an Nofro.

Ewéi schonn an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 0380 illustriert, besteet am Onlinegeschäft zu Lëtzebuerg eng grouss Differenz tëschent der Nofro vum de Clienten an der Offer vun eise lokale Betriber. De Lëtzebuurger Marché huet an deser fundamentaler Fro deemno versot. Hei kann een also vun aussergewéinlechen Emstänn schwätzen, déi d'Ägräife vum Lëtzebuurger Stat berechtigen.

Wann déi positiv Konsequenze vun enger effentlecher Moosnam eng potenziell Konkurrenzverfälschung iwwerweien, erluben d'Artikelen 106 bis 109 vum Vertrag iwwert d'Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, eng Statshëllef ze accordéieren. Dëst ass beim Projet LetzShop de Fall.

Duerch LetzShop gëtt een „Service d'intérêt économique général“ offréiert, deen et an där Form viru drun zu Lëtzebuerg net gouf. Dëst kënn virum allem de Bierger zegutt, déi weiderhi vun engem innerstädesche Commerce an enger dynamescher lokaler Offer profitéieren kënnen, sief dat online oder am Geschäft selwer.

2. Effentlech Ausschreiwung

Fir d'Entwécklung vun der Marketplace LetzShop ass eng effentlech Ausschreiwung



vum Stat gemaach ginn. All Akteur aus dem Secteur hat also dëselwecht Chance, sech kënnen un dëser Ausschreibung ze bedeelegen.

3. Multichannel-Verkaf

Ech wëll nach drop hiweisen, dass LetzShop dem Lëtzebuerg Handel keng Internetsäiten erstellt, mä dass LetzShop just eng Internet-plattform ass, op där d'Geschäfte hir Produkter zum Verkaf ubidden an dësen och selwer ofwëckelen. D'Equipp vum GfE weist systematesch hir Clienten op d'Wichtigkeet vum „Multichannel-Selling“ hin. An deem Kontext bidde si op der Säit academy.letzshop.lu ee Repertoire vu sämtleche Webagencen u fir déi Betriber, déi nieft hirer Bedeelegung bei LetzShop.lu och eng eegen, op hir Bedierfneser ugepasste Websäit fir den Onlinehandel entwëckele wëllen.

Question 0531 (20.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **construction d'édifices religieux** :

Am „Forum“ vum Januar 2013 (op de Säite 26 a 27) war en Interview mam deemolege Stater Buergermeeschter Xavier Bettel iwwert d'Kirchfabriken. An deem Interview gouf den Här Bettel och gefrot: „... Würden Sie den Bau neuer religiöser Bauten unterstützen?“

An den Här Bettel huet geäntwert: „In Zukunft möchte ich in Luxemburg prinzipiell keine ostentativ religiösen Gebäude. Sollte morgen eine neue Kirche gebaut werden, dann bitte ohne Kirchturm. Wenn morgen eine Moschee gebaut wird, dann ohne Minarett. Religion sollte mit nichts imponieren. Um sich als Gemeinschaft zu treffen, reicht ein Versammlungssaal. Die Moschee in Bonneweg besteht und funktioniert seit Jahren, auch ohne Minarett.“

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Här Premierminister dës Fro stellen:

1. Ass den Här Statsminister nach ëmmer der Meenung, datt hie keng nei „ostentativ reliéise Gebaier“ zu Lëtzebuerg wëllt?

2. Deelt den Här Statsminister déi Meenung, datt dat „Ostentatiiv“ vun engem reliéise Gebai dacks eng vu sengen Haaptcharakteristiken ass, datt domat eng Relioun hire Gott wëllt éieren an datt och eis Kultur a Konscht an hirem Wiese gepräagt si vun der Sich nom Schéinen an dacks och vum „Ostentativen“?

3. Wat huet den Här Minister mam Saz „Religion sollte mit nichts imponieren“ gemengt? Kann zum Beispill déi moralesch Kraaft vum Chrëschtentum net per se schonn „imponéieren“?

4. Ass den Här Premierminister nach ëmmer der Meenung, datt, wann zu Lëtzebuerg sollt eng nei Kierch gebaut ginn, déi da kee Kierchturm dierft kréien? Ass den Här Premierminister der Meenung, datt e Kierchturm zu Lëtzebuerg iren net géif an eis gewuesse jüddesch-chrëschtlech Kultur oder an eis Architekturandschaft erapassen?

5. Fënn den Här Bettel dee strikte Parallelismus a sengem Vergläich tëschent engem Kierchturm an engem Minarett nach ëmmer fir ubrecht a richteg?

6. Wéi stellt sech den Här Premierminister konkret zu där Fro vun engem Minarett fir eng eventuell nei Moschee zu Lëtzebuerg?

7. Ass hien, no deene villen Diskussiounen ëm Moscheen an aneren europäesche Länner, ënner anerem och an der Schwäiz, der Meenung, datt esou e Minarett géif an déi lëtzebuergesch Architekturandschaft oder an d'Bild vun eisen iwwer Jorhonnerte gewuesene Stied an Dierfer erapassen?

8. Ass den Här Premierminister der Meenung, datt, wann hien da vläicht aktuell sollt fir eng Moschee mat engem Minarett zu Lëtzebuerg sinn, vun dem Minarett aus kann e Gebietsopruuff an arabescher Sprooch, eventuell mat Lautsprecher, gemaach ginn?

Réponse (26.03.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Cultes* :

De Kultusminister informéiert den honorabelen Deputéierten, datt et keng gesetzlech oder reglementär Basis gëtt, déi et him géif erlaben, sech fir oder géint de Bau vun engem „reliéise Gebai“ auszeschwätzen. Als Kultusminister mécht hien dozou deemno keng Aussoen.

De Bau vun esou engem Gebai ënnerläit deenen nämlechte Konditiounen wéi dee vun all aneren Gebai, dat heescht dem Bautereglement, dem Plan d'aménagement général, respektiv dem Plan d'aménagement particulier vun der Gemeng, op där hirem Terrain esou e Bau geplangt wier. D'Baugenemegung falen an d'Kompetenz vun de Gemengenautoritéiten.

Question 0533 (20.03.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la **publicité lancée par le Gouvernement** :

Aktuell organiséiert de Ministère fir Bildung eng Rei vun Diskussiounswenter mam Numm „Bildung am Dialog“. D'Zil vun dësen Diskussiounswenter ass, mat de Bierger am Land iwwert de lëtzebuergesche Bildungssystem ze diskutéieren. Fir dësen Zweck huet de Ministère eng Publicitéit lancéiert, fir op dës Diskussiounswenter opmierksam ze maachen an anzueleden. D'Publicitéit gëtt, ënner anerem, um Radio iwwerdroen, a wou dem Här Minister Meisch säin Numm e puer Mol direkt erwänt gëtt. Dëst stellt d'politesch Neutralitéit vun dëser Publicitéit gewässeremoossen a Fro.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien an dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

1. Opgelëscht no Plattform (Radio, Tëlee, Social Media), wat sinn d'Gesamtkäschte vun der Werbecampagne fir d'Diskussiounswenter vu Bildung am Dialog? Wéi ee Ministère dréit dës Käschten? Wéi ee Budget ass dofir virgesinn?

2. Aus wéi enge Grënn huet den Här Minister Meisch bei dëser Werbecampagne decidéiert, säin Numm an all Spot erwänt ze loosser? Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Mentionnéiere vu sengem Numm an dëser Campagne als Publicitéit fir seng eege Persoun kéint ze wäerte sinn? Falls jo, sollt dës Publicitéit an deem Fall net éischer vu senger Partei finanziéiert ginn?

3. Här Minister fir Kommunikatioun a Medien, wat sinn d'Bedéngungen, fir dass ee Minister säin Numm an enger Werbecampagne dierf placéieren? Existéiere fir Regierungsmembere Regelen, déi hir Präsenz an de Medien am Kader vun hirem Mandat definiéiert? Falls neen, firwat net?

Réponse commune (16.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. D'Diskussiounswenter am Kader vu Bildung am Dialog hu sech un de breede Public gericht. Jiddwer interesséiert Persoun sollt d'Geleeënheet kréien, ronderëm déi grouss Themen an Erausforderunge vum Lëtzebuerg Bildungssystem, vun der Crèche iwwert d'Schoul bis zum liewenslaange Léieren, matzediskutéieren a konkret Iddien a Proposen ofzeginn.

Fir de Public ze erreechen an op dës Initiativ opmierksam ze maachen, ass et evident, datt ee muss op d'Medien zréckgräifen. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass senger Informatiounsflucht nokomm, an dat am Sënn vun enger moderner an oppener Verwaltung. Fir d'Käschte vun der Informatiounscampagne méiglechst niddereg ze halen, ass awer bewusst eng Selektioun vu Medie gemaach ginn. Op Printmedien an Televisioun ass komplett verzicht ginn.

D'Käschte fir dës Informatiounscampagne belafe sech op 82.115,62 €. Se sinn integral vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gedroe ginn an op den Article budgétaire 10.0.12.140 - frais de publicité, d'information et de sensibilisation imputéiert ginn.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op deen éische Punkt vun der Fro vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen ënnerstrach, huet et sech bei där ugeschwate Campagne ëm eng Informatiounscampagne vun engem Ministère gehandelt. Konstant iwwert déi rezent Legislaturperiode goufen et Informatiounscampagnen vu Ministère. Educatioun ass e Sujet, dee vill Leit concernéiert an interesséiert, dofir sieht den zoustännege Ministère den Dialog an dat natierlech representéiert duerch de Bildungsminister.

ad 3. De Kommunikatiouns- a Medieminister ass net zoustänneg fir d'Organisatioun vun In-

formatiounscampagnen vun deenen eenzelne Ministère.

An engem Land, wou d'Meenungsfräiheet, d'Onofhängegkeet vun der Press an d'Pluralitéit zu de Grondwäerter vun eiser Gesellschaft gehéieren, existéiere weder fir Regierungsmembere, nach fir all aner Persoun spezifesche Regelen, déi „d'Präsenz an de Medien definiéiert“.

Question 0535 (21.03.2019) de **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant le **vote par correspondance** :

L'article 330 de la loi électorale concernant le vote par correspondance lors des élections européennes stipule que la demande de vote par correspondance doit indiquer les noms, prénoms, date et lieu de naissance et domicile de l'électeur, ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la lettre de convocation.

Lors d'une demande effectuée par voie de dépôt électronique sur la plateforme étatique sécurisée MyGuichet.lu, seules les informations précisées à l'article 330 sont effectivement requises.

Or, il m'a été rapporté que la commune de Walferdange demande aux citoyens faisant recours au formulaire préimprimé, en plus des informations énumérées ci-dessus, également le numéro de téléphone ainsi que l'adresse e-mail de l'électeur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre est-elle au courant que la commune de Walferdange demande plus de données que celles explicitement prévues par la loi électorale précitée ?

- Est-ce que d'autres communes demandent également le numéro de téléphone ainsi que l'adresse e-mail aux électeurs ?

- Est-ce que Madame la Ministre juge cette demande conforme aux dispositions émanant de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données (RGPD) ?

- Dans la négative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun d'envoyer aux communes une circulaire rappelant les dispositions émanant de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données (RGPD) ?

Réponse commune (05.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Les questions de l'honorable Députée concernent les informations que l'électeur est obligé de fournir dans le cadre d'une demande de vote par correspondance. Dans ce contexte, il lui aurait été rapporté que la commune de Walferdange exigerait au-delà des prescriptions légales, la communication par l'électeur d'une adresse e-mail et d'un numéro de téléphone.

En vertu de l'article 330 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 l'électeur désirant voter par correspondance doit présenter une demande à l'administration communale de sa commune de résidence en indiquant ses noms, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et l'adresse à laquelle la lettre de convocation doit être envoyée.

Le Collège des bourgmestre et échevins appréciera sur base de ces seules informations légales requises si un requérant remplit ou non les conditions du vote par correspondance. Toute information supplémentaire de la part de l'électeur de nature facultative constituera une démarche volontaire qui peut avoir son utilité pour des raisons essentiellement pratiques à condition qu'elle ait lieu dans l'intérêt exclusif de l'exercice du droit de vote par l'électeur.

Question 0537 (21.03.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **certificat de salaire des fonctionnaires** :

Bis den 31.03.2019 sollten d'Steiererklärungen fir d'Joer 2018 agereecht ginn. Opgrond vu feelende Certificats de salaire stellt dës Frist fir eng Rei Mataarbechter aus der Fonction publique zurzäit awer e Problem duer. Méi konkret geet et drëms, dass et aktuell anscheinend oft net méiglech ass, e Lounnoweis iwwer MyGuichet ze bezéien, soudatt déi betrafte Persounen am Moment hir Steiererklärung net maache kënnen. En vue vun der approchéierender Frist stellt sech d'Fro, ob et den Employéen a Fonctionnaires iwwerhaapt wäert méiglech sinn, bis zum 31. März hir Steiererklärung ze maachen.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir d'Fonction publique an dem Minister fir d'Digitaliséierung dës Fro stellen:

- Wéi vill Employéen a wéi vill Fonctionnaires kënnen aktuell kee Certificat de salaire vum Joer 2018 iwwer MyGuichet ausgestellt kréien?

- Ass et méiglech de Certificat de salaire iwwer en anere Wee wéi déi staatlech Onlineplattform ze bezéien?

- Wat ass de Grond fir d'Pann bei MyGuichet a bis wéini wäerten dës Problemer behuewe ginn?

- Wat schwätzt dergéint, de Fonctionnaires, déi schonn am November hire Paiziedel vum Dezember erhalen, schonn am Dezember hire Certificat de salaire ausstellen?

Réponse (09.04.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

Zanter dem Januar 2018 huet de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) souwuel d'Fiche de rémunération mensuelle respektiv d'Fiche de pension mensuelle wéi och de Certificat de rémunération / de pension iwwer MyGuichet.lu dematerialiséiert.

Wat d'Certificats de rémunération / de pension fir 2018 ugeet, esou si se all ausgestellt ginn a se sinn disponibel op MyGuichet.

De 26. Februar, mat der Ausbezielung vun der Mäerzpaie, kruten all Beamten an hirem Paiziedel déi heiten Informatioun: « Votre certificat de rémunération pour l'année 2018, servant de justificatif auprès de l'Administration des contributions directes dans le cadre de votre déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2018, sera accessible vers mi-mars prochain par le biais de MyGuichet.lu, portail centralisé pour l'ensemble des démarches en ligne de l'État luxembourgeois. »

Genee esou gouf dat och ëmgesat a Mëtt März sinn d'Certificaten ausgestellt ginn: 94,6 % vun de Certificaten waren am dem 14. März disponibel. Den 20. März waren et der insgesamt 99,6 %. Nëmme ronn 0,4 % vun de 47.113 Certificate sinn eréischt de 27. März generéiert ginn, dëst wëinst der gréisserer Komplexitéit vun deenen Dossieren, wou een Agent parallel e puer Situatiounen huet, zum Beispill eng hallef Tache als Employé C1 an enger Administratioun an eng hallef Tache ënner dem Statut vum Salaré an enger anerer Administratioun (Gestioun vu Multi-contracts, déi ënner anerem en Impakt op d'Steierberechnung huet).

Aktuell ass et net méiglech, de Certificat de rémunération iwwer en anere Wee elektronesch ze bezéie wéi iwwert de Portail MyGuichet. All Agent hat an huet och nach elo d'Méiglechkeet, beim CGPO ze froen, de Paiziedel an de Certificat de rémunération ënner Pabeierform per Post geschéckt ze kréien.

Dem honorabelen Deputéierte seng Question parlementaire vum 20. März werft och d'Fro vun enger Pann op, déi anscheinend nach andauere géif zu dem Moment vu senger Fro. Et wier hëllefriich gewiescht, wann den honorabelen Deputéierten e bësse méi präzis op dësem Punkt gewiescht wier an eis gesot hätt, vu wat hie genee schwätzt.

Dat Eenzegt, wat een eventuell als Pann kéint deiten, ass e Virfall, deen et awer scho bal eng Woch viru senger Question parlementaire gouf, an zwar de 14. März, wou effektiv während enger Stonn an 51 Minuten de Service fir d'Consultatioun vun de Certificaten op MyGuichet.lu net disponibel war. Zu deem Zäitpunkt, wou den Deputéierte seng Fro gestallt huet (20.3.), gouf et keng Pann oder en aneren technesche Virfall.

Le saviez-VOUS ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

Well bis an de Januar eran nach Recalculen an Annerungen an de Remuneratiounen kënnen optrieden, déi en Impakt hunn op dat Steierjoer vu virdrun, ass et net méiglech, schon am Dezember e Certificat de rémunération ausstellen, ouni sech dem Risiko auszusetzen, spéider en neie Certificat mussen ze generéieren. Wéinst der Komplexitéit vun dëser Aufgab, zemoos an engem Kontext vu deene sougenannte Multi-contrats an engem groussen Volume (aktiv Agenten a Pensionéierter), gëtt deen Exercice nëmmen eng Kéier fir all Persoun gemaach.

Question 0538 (21.03.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant l'ouverture de la chasse au sanglier :

Den 8. März huet de Regierungsrat säin Accord ginn, fir d'Juegd op Wëllschwäin ze erëffnen. Esou därefer d'Wëllschwäin, am Géigesaz zu de viregte Joren, dëst Joer schon ab März geschoss ginn. D'Begrënnung fir dës exzeptionell Ouverture fousst op de Konklusioun vum Rapport vun der Task Force fir d'Schwéngspesch, fir d'Verbreedung vun der Krankheet ze verhënneren.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Wëllschwäin goufen zu Lëtzebuerg positiv op d'afrikanesch Schwéngspesch getest?
2. Wéi ustiechend ass d'Schwéngspesch fir Mënschen? Falls d'Antwort negativ ass, wéi rechtfäerdigt d'Regierung d'massivt Ofschësse vu Wëllschwäin an der Ofwieseneheet vun direkte Risiko vun der Schwéngspesch op d'Gesondheet vum Mënsch?
3. Goufe bei de Gespréicher vun der Task Force fir d'Schwéngspesch och Meenunge vun Déiereschutzorganisatiounen, déi am Artikel 6 (3) vum Déiereschutzgesetz definéiert sinn, ageholl? Falls jo, wat waren d'Positiounen vun den eenzelnen Associatiounen a wéi huet d'Regierung dës Positiounen an de Reglement matgedroen? Falls neen, gesäit d'Regierung et net als relevant un, Déiereschutzorganisatiounen an dëst Themefeld matanzubeziehen?
4. Gesäit d'Regierung d'Jeeër als Partner bei der Bekämpfung vun der Schwéngspesch?
5. Wäert d'Regierung der Jeeërfederatioun FSHCL hirer Fuerderung nokommen, d'Juegd op Wëllschwäin op dat ganz Joer auszebreen den?
6. Wäert d'Regierung der Jeeërfederatioun FSHCL hirer Fuerderung nokommen, de Gebrauch vun halfeautomatesche Waffe fir d'Juegd ze erlaben?
7. Wäert d'Regierung fir d'Juegd vu Wëllschwäin d'Klappjuegd als Juegdmethod recommandéieren?

Réponse commune (27.03.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1. Bis op den Datum vum 22. März 019 goufen am Veterinärlaboratoire 131 Wëllschwäin ënnersicht an all d'Analyse waren negativ.

ad 2. D'Schwéngspesch ass net ustiechend fir de Mënsch. Mat de Preventiounsmesurë gëtt probéiert, ee weidert Ausbreede vun der Krankheet ze verhënneren, déi déidlech fir Haus- a Wëllschwäin ass.

ad 3. An der Task Force sinn d'Déiereschutzorganisatiounen net mat abezunn, well hei just Vertrieber vun Organisatiounen matdiskutéieren, déi vun de Konsequenze vun dëser Krankheet direkt betraff sinn. Mir sinn hei am Kader vun enger Seuchenbekämpfung, wou d'Reduktioun vun der Wëllschwéngspopulatioun eng preventiv Mesur duerstellt an d'Keulung vun den Hausschwäin an engem Betrib, dee mam Virus infizéiert ass, vun der europäescher Reglementatioun virgeschriwwen ass. Natierlech sollen dës Aktiounen am Respekt vum Déiereschutz duerchgefouert ginn.

ad 4. Jo.

ad 5. Et gouf ee Règlement d'urgence geholl, deen et erlaabt, an der Iwwerwachungszone während dem ganze Joer Wëllschwäin ze schéissen.

ad 6. Neen.

ad 7. D'Klappjuegd ass eng vun de gesetzlech erlaabte Juegdmethoden, fir Wëld ze bejoun, déi am Moment am Kader vun enger breeder Diskussioun evaluéiert gëtt.

Question 0545 (22.03.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la migration des crapauds et des grenouilles :

Am Fréijoer wandere d'Fräschchen a Mouken op hir Lächplaz, wat normalerweis hir Gebuertplaz ass. Dëst bréngt et da mat sech, datt si op hirer Wanderung eenzel Stroosse mussen iwwerwannen a vill vun dësen Déiercher iwwerlieden dëst net. Méi oder wéineger sinn all dës Plaze bekannt, wou si iwwer d'Strooss mussen. Eenzel Stroossen hunn een Tunnel, aner net.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Gëtt et ee Relevé vun all dëse Stroossen, wou d'Fräschchen driwwer wandere?
2. Wa jo, wéi gesäit dësen aus?
3. Wäre den Här Minister bereet, kuerzfristeg op eenzelne Stroossen en Tunnel unzëbréngen bei eenzelne Passagen, déi ons bekannt sinn, ewéi tëscht Mamer-Dippech, Fouscht-Préizerdauil oder Wäisswampech-Wilwerdang?

Réponse commune (03.05.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Introduktioun:

- Vu Mëtt Februar un, esoubaal d'Temperature méi héich ginn (+/- 6 °C nuets) an et fiicht ass, wandere virun allem Grasfräschchen a brong Mouken op hir Lächplazen, woubäi si méi wéi 2 km wandere kënnen.

- D'Fragmentatioun vun eise Landschaften, nottamment duerch d'Präsenz vun engem groussen Verkéiersnetz, verursaacht eng héich Amphibiemortalitéit.

- Et existéieren e puer Léisungen, fir dësem entgéintzewierken, wéi zum Beispill:

- Installatioun vu Schëlde;
- temporär Stroosespären (tëscht +/- 19.00 a 7.00 Auer);

- periodesch Installatioun vun Zénk aus Plastikfolie;

- Arichtung vu permanente Léisunge wéi zum Beispill d'Baue vu Moukentuennen.

- D'Installatioun vu Leitsystemer a Moukentuennen ass immens wichteg, trotzdeem dierf een den Entretien vun dësen Amphibieschutzanlagen net vergiessen. Wann dat net de Fall ass, kënnen dës Strukturen hir Roll net erfëllen. Enn 2018 huet d'Naturverwaltung (ANF) eng Etüd an Optrag ginn, déi déi bestoend Strukturen analyséiert a Verbesserungsrecommandatiounen proposéiert.

ad 1. Eng Iwwersiicht vun all deene bekannte Standuerter, wou dës Problem opgetrueden ass, ass schon 2003 vum Här Roland Proess am Ferrantia n° 37 „Verbreitungsatlas der Amphibien des Großherzogtums Luxemburg“ publizéiert ginn. Dës Lëscht war 2016 aktualiséiert ginn, wéi den Här Proess de Ferrantia n° 75 publizéiert huet. Béd Lëschte waren zesumme mam Här François Schoentgen, pensionéierte Mataarbechter vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ausgeschafft ginn.

Wahrscheinlech si béd Lëschten net vollständeg. Esou huet d'ANF ufanks 2019 d'Initiativ ergraff, fir zesumme mat senger Fierschtere méi Donnéeën iwwer dës Sujet ze sammelen. Och natur&ëmwelt war an dësem Kontext kontaktéiert ginn.

D'Zil ass, fir duerno, zesumme mat der Administration des ponts et chaussées an den zoustännegen Ministären, dës Problem esouwäit wéi méiglech ze reduzéieren.

ad 3. D'Agente vun der Brigade vun deenen eenzelne regionale Servicer wëssen aus jorelaanger Erfahrung, zu wéi engem Zäitpunkt op wéi enge Stroossenabschnitter besonnesch vill Fräschchen a Mouken ënnerwee sinn. Do wou et méiglech ass, ginn zum Beispill all Joer während gewëssen Zäite wéineg befuere Stroosse gespaart, respektiv Hiweisschëlde fir d'Automobilisten opgestallt.

Et ass och alt op Plaze mat mobille Paraventen op deenen zwou Säite laanscht d'Strooss geschafft ginn. Dee Moment goufen Eemeren an de Buedem gesat, wou d'Fräschchen an d'Mouken dragefall sinn an duerno goufe si op déi

aner Stroosessäit transportéiert, bis iergendwann d'Eemeren eidel bliwwen sinn. Nodeems awer d'Eemeren ëmmer méi oft verschwonnen sinn, huet misse mat dëser Method opgehale ginn.

Déi fest Virrichtungen (z. B. quadratesch oppe Kullange laanscht d'Strooss a Réier, déi ënnert der Strooss duerch op déi aner Säit féieren), déi et de Fräschchen a Mouken erlaben, sécher op hir Lächplazen ze kommen, sinn net opgrond vu konkrete Richtlinie gebaut ginn. Si sinn zustanekomm duerch Recommandatiounen vun der Natur- a Vulleschützliga an duerch eng enk Zesummenaarbescht tëscht den Naturschutzorganisatiounen a Ministären a Verwaltungen, an natierlech duerch d'Bereetstellung vun deenen dozou noutwendige Kreditter. Fir esou Equipementer niewent der Strooss muss natierlech och genuch Plaz zur Verfügung stoen, wat awer net ëmmer de Fall ass.

Doriwwer eraus huet d'Stroossebauverwaltung sech nach ëmmer beméit, dofir ze suergen, datt esou wéineg wéi méiglech Fräschchen a Mouken op der Streck solle bliwwen.

Als Annex zu dësem Dokument fannt Dir de Relevé vun all de Stroossen, iwwer déi d'Fräschchen wandere, mat de gefrote Renseignerementen.

Doraus geet zum Beispill ervir, dass op 19 Strecken Moukentuennen („crapaudsducs“) gesat sinn an op 30 Plaze Barriären zum Asaz koumen.

Des Weideren ass d'preliminär Lëscht vun der ANF nach amgaangen ausgeschafft ze ginn, mä se enthält schon déi folgend zousätzlech Standuerter:

- CR112 Buschdorf - Boevange
- Clervaux - Camping Reiler
- CR118 Lauterbur - Scheitgen
- CR149 Erpeldange - Ellange
- Diekirch Bamerdall - Fridhaff
- CR345 Mertzig - Dellen (Turelbaach)
- CR345 Mertzig - Carelshaff
- CR307 Wahl - Buschrodt
- N12 Lehrhaff - Hierheck
- N27 Esch-sur-Sûre - Lultzhausen
- Blumenthal
- Fischbach, Plankenhaff
- Geyershaff - Jakobsbiereg
- CR306 Glabach - Scheierhaff
- Rameldange, „an der Retsch“
- Zolwer - Ehlerange
- Remersch
- Ellange, rue de la Gare, rue du Cimetière
- CR119 Schrondeweiler - Aechelbuer (Deifebaach)
- CR123 Cruchten - Schleederhaff
- CR123 Cruchten - Essingen
- CR306 Glabach - Scheierhaff
- Steinsel, rue Basse
- CR353 Bastendorf - Braneburg (Weiler).

Question 0546 (22.03.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les diplômés de l'enseignement secondaire et secondaire technique :

Zu Lëtzebuerg bekloe sech vill Betriber iwwer ee Mangel u qualifiziertem Zouwuess. A ville Beruffer ass e Mangel ze bekloen. An de Joren 2007 bis 2014 waren all Joer tëscht 35.000 bis iwwer 40.000 Schüler am Secondaire an am Secondaire technique ageschriwwen.

An dësem Kontext wëllt ech gär folgend Froen un den Här Unterrichtsminister stellen:

1. Gëtt et ee Relevé, wéi vill Schüler an dës Joren e fäerdege Schoulofschloss virweise kënnen?

2. Wa jo, wéi gesäit dësen aus?

3. Wéi vill Schüler hu kee Schoulofschloss virzeweisen?

4. Wéi vill qualifizéiert Aarbechtskräfte feelen, jee no Berufsgrupp, zu Lëtzebuerg?

Réponse (07.05.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Op d'Nofro vum honorablen Deputéierten verweisen ech op folgend Statistike vun deene betraffene Joren.

ad 2. Relevé vun de Schülerinnen a Schüler mat fäerdegem Schoulofschloss:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Relevé vun de Schülerinnen a Schüler ouni Schoulofschloss:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et sief bemierkt, datt ab dem Joer 2013 de Kader fir d'Erfaasse vun den Decrocheuren geännert huet, wat de Sprong an den Zuele vun 2013/2014 am Verglach zu 2012/2013 erkläert.

D'Zuele vum Decrochage sinn zanterdeem relativ konstant.

Decrochage	2014/2015	2015/2016
	1.007	944

ad 4. Et ass net méiglech ze soen, wéi vill Leit am Ament a wéi enge Berufsgruppe feelen. D'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) huet awer e gudden Iwwerbléck, wéi eng Plaze gemellt ginn a wéi eng Beruffer am Moment gesicht ginn.

Op den 28. Februar 2019 waren eng 7.096 oppe Plaze bei der ADEM gemellt. Dat ass eng Hausse vu 15,5 % am Verglach zum Februar 2018. Dat wëllt awer elo net heeschen, datt déi Plazen ni wäerte besat ginn, oder datt et schwéier wär, fir déi Plazen ze besetzen. Et ass eng Momentopnam, déi erëmispigelt, wéi eng Beruffer am Moment am meeschten hei am Land gesicht sinn. D'Tabell hei drënner weist déi 20 heefegst gesichte Profiller. Déi maache knapp d'Halschent vun all den oppene Plazen aus, déi aktuell bei der ADEM gemellt waren. Dës Zuelen, an nach weider Detailler, kann een och via den öffentliche „Open Data Portal“ kréien:

<https://data.public.lu/fr/organizations/agence-pour-le-developpement-de-lemploi/>

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'ADEM ass am Moment amgaangen, zesumme mat der Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), eng Lëscht auszuschaffe mat Beruffer, wou d'Betriber Schwierigkeeten hunn, déi passend Leit ze fannen („métiers en pénurie“ op Franséisch oder „Mangelberufe“ op Däitsch).

Den Aarbechtsministère an de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend schaffen enk mateneen, wat eng Upassung vun de Schouloffereen un d'Besoinne vun Aarbechtsmaart ueget, dëst souwuel an der Grond- ewéi an der Weiterbildung. Och wäerten an Zukunft Initiative lancéiert ginn, fir dës Beruffer an déi entsprecheend Ausbildung méi attraktiv ze maachen.

Question 0547 (22.03.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la digitalisation dans le cadre de la gestion de l'eau :

De Weltwaasserdag den 22. März erënnert d'Biergerinnen, d'Bierger an och d'Politik do-drun, wéi wichteg den Enjeu vu propperem Waasser a speziell vum Drénkwaasser hautzdaags ass. D'Drénkwaasser gëtt méi a méi zu enger Ressource vun onschätzbarem Wäert. D'Tatsach, datt ëmmer nach op ville Plaze verschwenderesch mam Waasser ëmgaange gëtt, weist, wéi wichteg et ass, datt d'Politik an dësem Beräich agéiert. Zu Lëtzebuerg fält d'Versuergung vun de Menagé mat Drénkwaasser a leschter Instanz ënnert d'Veantwortung vun den eenzelne Gemengen. An de leschte Joren hu sech duerch d'Digitalisatioun vill nei Méiglechkeete fir eng méi effikass Gestiou vun Drénkwaasser erginn. Mëttlerweil ass et duerch modern Technik méiglech, d'Qualitéit vum Waasser an den Niveau am Behälter ze iwwerwaache souwéi eventuell Stéierungen am Circuit ze detektéieren.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Innenministesch dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch Bofferding, ass am Kader vun der Reform vum Gemengen- a Gemengesyndikatsgesetz geplangt, d'kommunal Autonomie an dësem Beräich ze iwwerdenken? Wa jo, wat ass genee virgesinn?

2. Madamm Ministesch Bofferding, wëssend, datt de Savoir-faire an d'Kompetenz vun interkommunalen Drénkwaassersyndikater déi vun eenzelne Gemenge kloer dépasséiert, missten d'Syndikater Arer Meenung no an deem Beräich net méi Mëttel a Kompetenzen uvertraut kréien? Wa jo, wéi gedenkt Dir, dat konkret ëmzesetzen?

3. Ass virum Hannergrond vun enger Moderniséierung vum Drénkwaasserreseau virgesinn, d'Subside fir den Equipement vu Behälter mat modernster Iwwerwaachungstechnik an d'Luucht ze setzen? Wa jo, kéint d'Madamm Ministesch Bofferding e konkrete Chiffer nennen?

4. Kann d'Madamm Ministesch garantéieren, datt d'Drénkwaasserqualitéit an all de Gemengen uechtert d'Land den hygienesche Standarden entsprécht?

5. Madamm Ministesch Bofferding, kéint Dir garantéieren, datt d'Drénkwaasseranalysen an den eenzelne Gemengen a regelméissegen Ofstänn duerchgefouert ginn? Wa jo, sinn all dës Donnéeë fir d'Biergerinnen a Bierger zu all Moment zougänglech?

Réponse commune (26.04.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. D'Gestioun vum Waasser ass eng Kärkompetenz vun de Gemengen zanter datt se existéieren. Den Dekret vum 14. Dezember 1789, deen d'Kompetenze vun den deemools nei forméierte Gemenge bestëmmt huet an haut ëmmer nach a Kraaft ass, gesäit vir, datt d'Gemengen d'Bedéngung fir ee gudden effentleche Gesondheitszoustand mussen schaffen. D'vun si proppert Drénkwaasser an d'Entsuerge vum Ofwaasser essenziell Elementer. Dat modifizéiert Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Waasser huet de Gemenge vill méi genee a wäitgoend Kompetenzen a Responsabilitéiten an deem Beräich ginn, dat am Sënn vun enger héijer Waasserqualitéit an enger performanter Klärung vun Ofwaasser. D'Gemengen agéieren also schonn an engem gesetzleche Kader, deen net muss iwwerducht ginn.

ad 2. Zwou oder méi Gemenge kënnen decidéieren, fir Gemengesyndikater ze schaffen, fir Servicer unzebidden, déi se eleng net meeschtere kënnen, well se déi néideg Moyenen dofir net hunn. Am Beräich vun der Waassergestioun sinn eng Rei Syndikater tätég. Si falen och ënnert dat modifizéiert Gesetz vum 19. Dezember 2008 an hu bis op d'Tarifikatioun an d'Reglementatioun déiselwecht Kompetenzen a Responsabilitéite wéi eng Gemeng.

Eng Rei vun interkommunale Syndikater offréieren hire Membersgemenge schonn eng ganz Rei Servicer (Opstelle vu Proufpläng, Duerchféiere vun der Proufnam, Fuite sichen, Behälter botzen, Moosnamen am Fall vu Kontaminatiounen, Berodung etc.), well virun allem kleng Gemenge mat engem klengen Service technique hei oft iwwerfuert sinn. Syndikater kënnen vu Subside bis 50 % nom Art. 65 §1 i) vum Waassergesetz profitéieren fir Projeten am Beräich vun der Ofsécherung vun der Drénkwaasser-versuergung.

ad 3. Den Artikel 14 vum Drénkwaasserreglement vum 7. Oktober 2002 fuerdert, datt all effentleche Versuerger en Dossier technique vu sengen Infrastrukture muss realiséieren (vun der Quell bis bei d'Veerdeelung). Sait dem 7. Juli 2017 fuerdert d'est Reglement, datt d'Versuerger dorivver eraus eng Risikoanalyse (Water Safety Plan) bis den 22. Dezember 2021 duerchféieren. D'Waasserverwaltung huet heifir en informatéschen Tool zur Verfügung gestallt. An dësen Dossiere ginn d'Schwaachstellen identifizéiert, op déi muss mat adequate Moosname reagéiert ginn. Déi Moosname mussen op d'Problemstellung adaptéiert sinn a si Stand der Technik. Deemno ginn och keng Subside fir qualitativ Iwwerwaachung vun der Drénkwaasserqualitéit bezuelt.

Wann et der Ofsécherung vun der Versuergungssecherheet op regionalem Niveau déngt, kënnen Subside bis zu 50 % vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert de Waasserfong ugefrot ginn (Art. 65 §1 i) Waassergesetz). Dese Punkt kann awer nëmmen aktivéiert ginn, wa sech Gemenge regional zesummendinn oder d'Moosnam eng Wichtegkeet op regionalem Plang huet.

ad 4. Krunnewaasser ass dat meesch kontrolléierte Liewensmëttel, an dat vun effentlechen Drénkwaasserversuerger geliewert Waasser muss iwwerall am Land déi streng Qualitéitsnorme vum Drénkwaasserreglement vum 7. Oktober 2002 erfüllen. All Versuerger muss duerch säin, an der Annex II vum selwechte Reglement definéierten, Iwwerwaachungsplang fir all Versuergungszone nowiesen, datt d'Qualitéit den Normen entsprécht. Eemol am Joer muss de Versuerger der Waasserverwaltung d'Resultater vun deem Monitoring eraschécken an eng aktuell Analys verëffentlechen. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung muss déi Resultater all dräi Joer an d'EU-Kommissioun rapportéieren. Wéi an all techneschem System, kann et zu Stéierfäll kommen. Dës gi vum Versuerger direkt der Waasserverwaltung gemellt, déi Korrekturmaossnamen ordonnéiert.

ad 5. Den Artikel 12 vum selwechte Reglement schreift vir, datt d'Biergerinnen a Bierger zu all Moment eng Kopie vun der rezentster Qualitéitsanalyse vum Waasser bei der Gemeng ufroe kënnen. D'Waasserversuerger sinn ausserdeem verpflichtet, mindestens eemol am Joer d'Biergerinnen a Bierger iwwert d'Qualitéit vum geliewert Waasser ze informéieren. Dës Informatiounen ginn an der Regel op den Internetsite vun de Gemenge publizéiert oder och am Gemengebuett affichéiert.

Question 0548 (22.03.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **exercices d'évacuation dans les bâtiments scolaires** :

Conformément au règlement grand-ducal du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles et aux circulaires ministérielles y afférentes, deux exercices d'évacuation de chaque bâtiment scolaire doivent avoir lieu annuellement. Le premier doit être organisé aussitôt que possible au début de chaque année scolaire, le deuxième est à prévoir à l'improviste au cours de l'année scolaire. Ces mêmes dispositions sont de rigueur pour les services d'éducation et d'accueil (SEA) et toute autre structure hébergeant des enfants, jeunes et adultes.

Quant à la finalité de ces exercices, il s'agit de vérifier le bon fonctionnement et l'efficacité des dispositifs et moyens de secours et d'alerte de même que les issues de secours et leur signalisation. En même temps, il y a lieu de familiariser le personnel et les élèves avec les dispositifs et moyens de secours et d'éliminer d'éventuelles défaillances des dispositifs de secours en place. Chaque exercice d'évacuation doit être accompagné d'un rapport final à consigner dans le registre local de la sécurité.

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2018 portant création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), il était d'usage que les services de secours et d'incendie communaux assistaient les délégués à la sécurité dans la mise en œuvre des exercices d'évacuation.

Du fait que les missions des services de secours et d'incendie sont dorénavant regroupées dans un établissement public n'ayant pas dans ses attributions la réalisation ou l'accompagnement des exercices d'évacuation, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Les délégués à la sécurité des communes, voire des écoles et SEA sont-ils autorisés à faire appel aux agents du CGDIS à des fins d'expertise lors des exercices d'évacuation ayant lieu dans les écoles et SEA ?

2) À qui incombe la responsabilité de rédiger le rapport des exercices d'évacuation dans ces mêmes bâtiments, compte tenu du fait que le personnel enseignant et éducatif n'est pas particulièrement formé en matière de prévention d'incendie et de secours et des dispositifs techniques y relatifs ?

3) Vu que le deuxième exercice d'évacuation doit avoir lieu à l'improviste au cours de l'année scolaire, l'initiative de sa mise en œuvre incombe-t-elle au délégué à la sécurité de la commune ou au délégué à la sécurité des écoles et structures d'accueil qui fait lui-même partie du personnel ?

Réponse commune (03.05.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur la possibilité, pour les délégués à la sécurité des communes, voire des écoles et services d'éducation et d'accueil (SEA), de devoir faire appel aux agents du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), à des fins d'expertise lors des exercices d'évacuation réalisés dans les établissements concernés. Elle pose également la question de savoir, à qui incombe la responsabilité de la rédaction du rapport d'exercice dans ces mêmes bâtiments, ainsi que celle de l'identification de la personne ayant la responsabilité d'organiser le second exercice d'évacuation de ces structures.

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires des SEA, le volet de la sécurité de ceux-ci incombe à l'Inspection du travail et des mines (ITM). Dans certains cas, notamment pour les SEA conventionnés respectivement communaux, la compétence en matière de sécurité est partagée entre l'ITM et le Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP).

En ce qui concerne la participation des pompiers du CGDIS à de tels exercices d'évacuation, deux points sont à soulever, qui plaident pour un recours restreint.

D'une part, le nombre élevé de bâtiments dans certaines communes, qui génèrent un grand nombre d'opérations de secours, ne permettent pas aux pompiers du CGDIS de répondre aux multiples demandes d'exercice. D'autre part, et notamment pour les plus petites communes, dotées pour la plupart d'un centre d'incendie et de secours composé de pompiers volontaires, il leur est également difficile d'engager du temps supplémentaire pour l'observation des exercices.

Toutefois les délégués à la sécurité des communes peuvent faire appel aux responsables de la sécurité, à savoir au bourgmestre ou à toute autre personne investie de l'autorité ou du pouvoir de gestion d'organisation ou d'inspection d'une activité scolaire, pour décider s'il se révèle propice d'informer le CGDIS des exercices d'évacuation organisés dans les établissements scolaires ou, le cas échéant, de solliciter l'intervention des agents du CGDIS dans le cadre de ces derniers. Il incombe ensuite au CGDIS de décider de l'opportunité de cette demande, notamment en fonction de la plus-value que la présence des pompiers peut apporter.

ad 2) En principe l'organisateur de l'exercice ou la personne déléguée à cet effet sont tenus de rédiger le rapport qui est à intégrer au registre de sécurité. Le gestionnaire du SEA peut également avoir recours à une entreprise externe pour organiser l'exercice d'évacuation et rédiger le rapport en question.

Au niveau des écoles, les délégués à la sécurité ont régulièrement la possibilité de suivre une formation visant à les préparer au mieux à leurs missions. La responsabilité de rédiger le rapport des exercices d'évacuation dans les bâtiments scolaires incombe aux responsables de la sécurité ou à leurs délégués qui consigneront les modalités et rapports sur les différents exercices d'évacuation dans le registre local de sécurité et présenteront les notes y afférentes à l'inspecteur général de la sécurité dans les écoles sur demande, conformément à l'article 12.4 du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles. En principe, le rapport de l'exercice d'évacuation devrait également être présenté à la commission scolaire lors de la séance qui suit l'exercice.

ad 3) Les exercices sont organisés par le gestionnaire du SEA ou par la personne déléguée par celui-ci, à savoir le travailleur désigné ou le délégué à la sécurité. Le gestionnaire peut également mandater une entreprise externe.

Dans les bâtiments scolaires, le délégué à la sécurité faisant partie du personnel de l'école procède en principe, le cas échéant en concertation avec le délégué à la sécurité communal, à l'organisation des exercices d'évacuation, y compris de ceux qui ne sont pas annoncés au préalable.

Question 0555 (25.03.2019) de **M. Guy Arendt** (*DP*) concernant le **permis de chasser** :

Au Luxembourg, les chasseurs doivent renouveler leur permis de chasser chaque année. D'après les dispositions de la loi relative à la chasse : « Le permis annuel est délivré sur production : 1. d'un extrait récent du casier judiciaire ; 2. d'une attestation d'assurance conforme aux dispositions de l'article 66 ; 3. d'une quittance attestant le paiement entre les mains d'un receveur de l'Administration de l'enregistrement et des domaines des droits prévus par les lois et règlements en vigueur, et notamment par l'article 67. » Cette procédure pour obtenir le permis de chasser annuel peut durer jusqu'à deux semaines.

En France, la demande de validation du permis de chasser annuel ainsi que le paiement par carte bancaire de la redevance cynégétique peut se faire en ligne. Une « E-Validation » est envoyée à l'administré qui peut imprimer son titre directement chez soi. Cette procédure prend environ cinq minutes. De plus, les instances françaises n'exigent pas d'extrait du casier judiciaire pour le renouvellement annuel du permis de chasser.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Dans le but d'une simplification administrative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de dématérialiser la procédure de demande de délivrance du permis de chasser annuel ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

2) Est-il envisageable de créer un système par lequel l'administré pourra également payer son permis de chasser annuel par carte de crédit ou même par le système de paiement « Digi-cash » ?

3) Dans le même ordre d'idées, Madame la Ministre pourrait-elle envisager de ne plus exiger l'envoi annuel d'un extrait du casier judiciaire pour l'obtention du permis de chasser ?

Réponse (27.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Je songe à introduire une démarche digitale à l'instar de celle du permis de pêche, dès que cette dernière s'avère fiable et que les ressources nécessaires soient disponibles.

Dans ce contexte j'aimerais préciser qu'à ce stade, la constitution d'une demande pour l'obtention d'un permis de chasser annuel peut se faire entièrement sans quitter son domicile, tout en utilisant les moyens déjà existants :

- Timbre : par virement bancaire, puis envoi du timbre par les soins de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ;

- Casier judiciaire : par www.guichet.lu ou en accordant à mes services le droit de demander le casier judiciaire ;

- Attestation d'assurance : parvient aux chasseurs avant le début de la saison de la part des compagnies d'assurance.

ad 2) Les cartes de crédit et le système « Digi-cash » sont acceptés dans les guichets de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Par ailleurs, le chasseur peut virer les fonds et l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA lui fait parvenir le timbre pour l'obtention d'un permis de chasser.

Il est évident que dans le cadre d'une démarche digitale, le paiement pourra se faire en ligne.

ad 3) De prime abord, il m'importe de préciser que l'article 63 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse m'oblige de demander un extrait récent du casier judiciaire. Ce contrôle annuel s'avère indispensable pour s'assurer de l'intégrité des personnes auxquelles j'accorde un permis de chasser annuel.

Pourtant, les détenteurs d'un permis de chasser luxembourgeois pour la saison 2017/2018 étaient contactés en automne 2017 par courrier dans lequel se trouvait un formulaire moyennant lequel on pouvait accorder à mes services de demander le casier judiciaire dans le cadre de leur demande annuelle en obtention d'un permis de chasser annuel. Cet accord ne doit pas être renouvelé. Près de 1.800 chasseurs ont profité de cette simplification administrative.

Question 0556 (25.03.2019) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant la **présence luxembourgeoise au sein des organisations internationales et européennes** :

En effet, selon l'accord de coalition, le Gouvernement souhaite mettre en place une politique de soutien pour renforcer la présence de ressortissants luxembourgeois au sein des structures des organisations internationales et européennes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre actuel de ressortissants luxembourgeois au sein des structures des organisations internationales et européennes ?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser, le cas échéant, les départements et les postes des précités ressortissants ?

- Monsieur le Ministre peut-il, enfin, m'informer sur les mesures qu'il propose de prendre afin de renforcer dans le futur la présence de ressortissants luxembourgeois au sein des structures des organisations internationales et européennes ?

- Quelles sont, dans ce contexte, les organisations internationales et européennes visées prioritairement par les précitées mesures envisagées par Monsieur le Ministre ?

Réponse (23.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

D'après les chiffres dont dispose le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), le nombre de ressortissants luxembourgeois qui travaillent actuellement au sein des différentes institutions européennes et organisations internationales se situe aux alentours de quelque 300 personnes. La grande majorité d'entre elles travaille auprès des services de la Commission européenne et du Parlement européen à Luxembourg et à Bruxelles et auprès de l'agence de l'OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA) à Capellen.

Les ressortissants luxembourgeois sont représentés à divers niveaux hiérarchiques et groupes de fonctions et sont engagés sous différents statuts : administrateurs, agents contractuels, agents temporaires ou bien experts nationaux détachés.

Des travaux sont en cours ayant pour objectif de renforcer la présence de ressortissants luxembourgeois dans les organisations européennes et internationales. Le Gouvernement compte concentrer son action principalement autour de trois axes :

1. Promotion : Promouvoir et accroître la visibilité, au niveau national, des différentes possibilités de carrière qu'offrent les institutions européennes et organisations internationales, notamment en matière d'offres de stages, de concours d'entrée et de postes vacants à pourvoir.

2. Formation : Mettre en place, en collaboration avec des organismes de formation spécialisés, des structures et séminaires permettant de mieux préparer les ressortissants luxembourgeois aux différents concours d'entrée de la fonction publique européenne et internationale.

3. Participation : Favoriser, à travers une approche interministérielle, les détachements temporaires d'experts nationaux détachés (END) de nationalité luxembourgeoise auprès d'institutions européennes et internationales. Les avis de vacances de poste d'END auprès de la Commission européenne sont d'ailleurs depuis un certain temps régulièrement publiés sur le portail www.govjobs.lu.

Un poste au sein de l'organigramme du MAEE sera créé afin de garantir le suivi, la gestion et la cohérence administrative de l'action du Gouvernement en matière de présence luxembourgeoise au sein des structures des organisations internationales et européennes.

Question 0557 (25.03.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'éducation sexuelle :

D'après le projet de loi relatif à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse, esou wéi et de 17. Dezember 2014 ofgeännert gouf, bestëmmt a sengem Artikel 1: « La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie. Il ne saurait être porté atteinte à ce principe qu'en cas de nécessité et selon les conditions définies par la présente loi. »

An dësem Kontext wollt ech dem Här Unterrichtsminister dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt dëse gesetzlechen Opdrag am Un-terrechtswiesenen ëmgesat? Ass an der ëffentlecher Schoul de Prinzip vum Schutz vum Liewen - vun Ufank un - integrale Bestanddeel vun alle Coursen iwwer d'Sexualitéit? Stellt de Stat sécher, datt jiddereen, deen an der ëffentlecher Schoul zum Thema Sexualitéit intervenéiert, dës gesetzlech Verpflichtung zum Schutz vum ongebuere Liewen kennt, respektéiert an zum Deel vu sengem Unrecht mécht?

2. An engem Artikel am „Lëtzebuurger Land“ vum 8. März 2019 („Camouflage“) gëtt gesot, datt „Mitarbeiterinnen des nationalen Referenzzentrums zur sexuellen und affektiven Gesundheit, Cesas, einen Kurs (...) besucht (...)“ (haben). Opgrond vu wéi enge rechtliche Dispositionen kann esou eng Visitt stattfinden? Huet den Zentrum „Cesas“ en Inspektionsopdrag an der ëffentlecher Schoul? Wa jo, opgrond vu wéi enge gesetzlechen Dispositionen?

3. Weider heescht et, deenen Damme wär an deem Cours d'„Lebensschutz-Terminologie“ opgefall a si hätten dat dann dem „interministeriellen Begleitkomitee“ gemellt - an deem och de Schoulministère vertraude wär - an doropshi wär de Cours „aus dem Angebot von lifelong-learning.lu verschwunden“.

- Kann den Här Minister déi Behauptungen aus dem Artikel „Camouflage“ confirméieren?

- Wéi ass dee genannten interministerielle Begleitkomitee zusammegesat?

- Wéi erfüllt dëse Komitee dee gesetzlechen Opdrag fir de Schutz vum ongebuere Liewen? Begréisst, ënnerstëtzt a verdeedegt de Komitee gesetzeskonform all Initiative fir de Schutz vum ongebuere Liewen an de Coursen an der ëffentlecher Schoul?

- Huet dee Komitee en Afloss drop gehat, fir dee genannte Cours aus der Offer vu lifelong-learning.lu „verschwunden“ ze loossen?

4. Weider heescht et, de SCRIPT wëilt bis op Weideres keng Interventiounen an deem Sënn autoriséieren a wëilt all Offeren iwwerpräwen, well d'Schoul „weltanschaulich neutral“ misst sinn. Et misst ee präwen, ob „Lebensschutz-typische Inhalte“ an d'Schoulen an an d'Maisons relais komm wären. Dozou dës Froen:

- Kann den Här Minister dës Aussoe confirméieren?

- Ass et richtig, datt de SCRIPT mengt, de Respekt vum gesetzlechen Opdrag fir de Schutz vum ongebuere Liewe géif am Widdersproch zu enger „weltanschaulicher Neutralitéit“ stoen?

- Wéi eng Wäerter kënnen an der ëffentlecher Schoul iwwerhaapt nach vermittelt ginn, wann déi soll „weltanschaulich neutral“ sinn? Wéi ass déi „Neutralitéit“ definéiert? Gëllt déi och dann, wann d'Gesetz e kloren etheschen Opdrag a Form vun enger Garantie gëtt?

Réponse (06.05.2019) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Den Artikel 2 aus deem vum Deputéierten zitéierte Gesetz vum 15. November 1978 „relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse“, dat duerch d'Gesetz vum 17. Dezember 2014 ofgeännert gouf, präziséiert engersäits, dass d'Sexualerzëiung (éducation sexuelle et affective) zu den Aufgaben vun der Famill gehéiert, an anerersäits, dass se an déi eenzel Schoulfächer integréiert ass, ouni een eegent Fach ze sinn.

Grondsätzlech ass festzhalen, dass an enger opgeklärter Gesellschaft Theme wéi Sexualitéit, sexuell Vielfalt, Schwangerschaft, Schwangerschaftsabbruch, Verhütung, wéi och de Respekt vum Schutz vum Liewen alters- an gendgerecht an den ëffentleche Schoule vermittelt ginn.

Fir d'Grondschoolen ass am Plan d'études festgeluecht, wéi eng Themen an deene verschidene Fächer traitéiert ginn. All Enseignant muss sech un d'Inhalter vum Plan d'études halen, och am Kontext vun der Sexualerzëiung. D'Sexualerzëiung ass och Bestanddeel als Kapitel vum offizielle Science-Buch „Mensch und Natur“ am Cycle 4.

Am Enseignement secondaire sinn d'Inhalter vun den eenzelne Fächer an den Horaires et programmes festgeluecht. An deene concernéierte Fächer ginn déi uewe genannten Themen zum Deel verdéift, traitéiert an erweidert em Theme wéi „verantwortungsvolle Partnerschaft, überlegte Familienplanung, sexuell übertragbare Krankheiten, Erbkrankheiten oder künstliche Befruchtung“.

De Ministère fir Education, Kanner a Jugend vergewëssert sech ëmmer, dass extern Intervenanten an der Schoul, déi dofir zum Beispill mam SCRIPT eng Konvention oder e Kontrakt hunn, d'Virgawe vum Léierplang kennen. Dorüwer eraus hunn d'Schoulen d'Autonomie, extern Intervenanten zu engem bestëmmte Sujet zur Ennerstëtzung oder Ergänzung an engem Unrechtswiesenen ze invitéieren.

ad 2. De Cesas proposéiert keng eegen Interventiounen a scholesche Strukturen an huet keen Inspektionsopdrag an der ëffentlecher Schoul. De Cesas huet deemno och keen Entscheedungspouvoir.

De Cesas huet als Objektiv, déi affektiv a sexuell Gesondheet ze promovéieren an d'Wuelbefanne vu jiddwerengem duerch eng positiv Approche zur Sexualitéit ze féerden.

Eng wichteg Missioun vum Cesas ass et, den egalitären Zougang zu neutralen Informatiounen zu dësem Sujet ze erméiglechen. D'Recommendatiounen vum Cesas baséieren sech op international Konventionen a Standarden: d'Convention internationale des droits de l'enfant, la déclaration des droits sexuels vun der International Planned Parenthood Federation (IPPF), d'Standards européens en matière d'éducation sexuelle (OMS/BZgA), d'Strategie vun der UNESCO „Éducation pour la santé et le bien-être“ an aner offiziell Konventionen, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet (z. B. Lanzarote3).

ad 3. Et ass festzhalen, dass am Artikel vum „Lëtzebuurger Land“ wéi och an der parlamen-

tarescher Ufro verschidden Ubidder vu Formatiounen a verschidde Comitée matenee vermëscht ginn.

Een „interministerielles Begleitkomitee“ gëtt et net. Et gëtt e Comité interministériel fir de Plan d'action national « Promotion de la santé affective et sexuelle » (PAN-SAS). An dësem Comité sinn offiziell genannte Membres effectifs a Membres suppléants vu véier Ministären: dem Ministère de la Santé, dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dem Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes an dem Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Dëse Comité huet de Plan d'action national opgesat an ass responsabel fir seng Ëmsetzung.

Op där anerer Säit gëtt et ee Comité d'accompagnement vum Cesas. An dësem sinn offiziell genannte Vertrieeder aus deene véier uewe genannte Ministären an dräi Experts externes. Dëse Comité huet ënner anerem folgend Missiounen: E soll de Cesas konstruktiv begleeden an ënnerstëtzen an nei prioritär Aktiounen fir de Cesas definéieren.

Weiderhi gëtt et am non formale Bildungsberäich eng Commission de la formation continue, déi am Kader vun der Loi jeunesse geschaf ginn ass. Hir Aufgab ass et, d'Konformitéit vu Weiderbildungen am Beräich vun der non formaler Kanner- a Jugendaarbecht mam Bildungsrahmenplan (Cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes) ze iwwerpräwen an ze validéieren. Déi validéiert Formatiounen ginn um Site www.enfancejeunesse.lu publizéiert.

Déi am Artikel vum „Lëtzebuurger Land“ ugeschwate Formatioun gouf am September 2017 vun der Commission de la formation continue validéiert.

Am Oktober 2018 gouf d'Commission de la formation continue mat Informatiounen vum Cesas befaasst, laut deenen dës Formatioun net konform wier zum Bildungsrahmenplan. Dës Informatiounen konnten awer net bestätegt ginn. Insofern kann ech och d'Ausso am Artikel „Camouflage“, op déi sech déi parlamentaresche Ufro ënner Punkt 3 bezieht, net confirméieren.

De Comité d'accompagnement vum Cesas souwuel wéi de Comité interministériel fir de Plan d'action national « Promotion de la santé affective et sexuelle » begréissen an ënnerstëtzen eng opgeklärte Sexualerzëiung an der Schoul. De Comité interministériel fir de PAN-SAS hält sech souwuel un déi national an déi international Bases légales wéi un de Cadre politique, esou wéi se am PAN-SAS beschriwwen sinn an an der Annex vun dësem opgeléicht sinn:

(<http://sante.public.lu/fr/publications/p/plan-action-national-promotion-sante-affective-sexuelle-2019/index.html>)

Dorënner fällt och d'Gesetz vum 17. Dezember 2014, dat d'Gesetz vum 15. November 1978, dat an dëser parlamentarescher Ufro ernimmt gëtt, modifizéiert.

ad 4. D'Nofro bei deene concernéierte Services fir Grondschoolen a Lycées an dem Ministère fir Education, Kanner a Jugend huet erginn, datt d'Interventiounen duerch déi betraffte Schoulihanen ni e Problem duergestallt hunn.

Et ass och fir de SCRIPT selbstverständlech, d'Gesetzter vum Land ze respektéieren. Dat gëllt fir déi weltanschaulich neutral Sexualerzëiung wéi fir d'Gesetz vum 17.12.2014.

An der ëffentlecher Schoul gëtt d'Sexualerzëiung am Respekt mat der Pluralitéit vun de Meenungen a Weltanschauungen an am Respekt mat der bestehender Gesetzgebung op zefridde stellend Aart a Weis assuréiert.

D'Fro vun der Wäertevermittlung an der Schoul gëtt ausféierlech am Rahmenlehrplang fir d'Fach „Leben und Gesellschaft / Vie et Société“ beschriwwen:

<http://www.men.public.lu/fr/actualites/grands-dossiers/systeme-educatif/vie-societe/rahmenlehrplan.pdf>

Hei heescht et zur Roll vum Enseignant: „Der Lehrer oder die Lehrerin gestaltet den Unter-

richt so, dass alle Kinder und Jugendlichen teilnehmen können und die Pluralität in der Klasse zum Ausdruck kommt. Die Lehrperson steht für grundlegende Wertkonzepte der demokratischen Gesellschaft wie Menschenwürde, Gerechtigkeit, Freiheit, Solidarität und Toleranz und bringt sie in den Unterricht ein. (...) Jede Form von Überwältigung, Indoktrination und Manipulation ist ausgeschlossen.“

Question 0558 (25.03.2019) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant les médias sociaux :

Laut Informatiounen aus der Press, zirkuléiert ëmmer méi oft kannerpornografesch Material (Videoen/Fotoen) op de sozialen Netzwerker. D'Police huet an dësem Kontext gewarnt, datt ee sech strofbar mécht, wann een dëst Material kuckt an och deelt.

An dësem Kontext wëilt ech folgend Froen un den Här Educationminister, un den Här Medieminister an un den Här Justizminister stellen:

1. Laut Aussoen aus dem Koalitionsaccord wëllt d'Regierung méi Sensibiliséierungsarbecht am Beräich vun de soziale Medien maachen: « À l'âge des médias sociaux, il est important que les gens soient conscients qu'Internet ne constitue pas une zone de non-droit. Par conséquent, le projet „BEE SECURE“ sera renforcé et la sensibilisation à ces sujets dans les écoles et les entreprises sera davantage promue. » Kann d'Regierung eis soen, wéi eng konkret Mesurë virgesi ginn, fir souwuel Jugendlecher wei och Erwuessener am Émgang mat soziale Medien ze sensibiliséieren?

2. Ass an deem Kontext och virgesi fir, d'Leit ze informéieren, wéi eng Demarché se sollen ënnerhuelen, wa si mat kannerpornografeschem Material op de sozialen Netzwerker konfrontéiert ginn?

3. Wat fir eng Moyenen hu mir, fir datt esou Material, zumindest esou schnell wéi méiglech, vun de sozialen Netzwerker kann erofgeholl ginn?

4. Hu mer genuch Personal bei der Police zu Verfügung, fir mat Zäiten op esou Material ze reagéieren an et aus dem Verkéier ze zéien?

Réponse (06.05.2019) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. BEE SECURE ass eng Initiativ vu verschidene Ministären an huet als Aufgab, d'Bierger, besonnesch awer d'Kanner an déi Jonk, fir e verantwortlechen Émgang mat den Informatiounsmedien ze sensibiliséieren. BEE SECURE gëtt koordinéiert vum Service national de la jeunesse (SNJ) vum Educationminister. Wichteg Partner vu BEE SECURE sinn, niest dem SNJ, de KannerJugendTelefon, Securitymadein.lu, den Economieministère an de Familljeministère.

Ee vun de gréisste Beräicher vun der Aarbecht vu BEE SECURE ass dee vun der Sensibilisation:

- Sensibilisation vun Kanner a Jugendlecher: 2018 goufen 874 Formatiounen, haaptsächlech am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire gehalen, deelweis och a Maisons relais an a Jugendhaiser;

- Sensibilisation vun Erwuessenen: 2018 goufe véier Formatiounen fir Senioren, 75 Elterengewender a 24 Formatiounen fir Enseignanté gehalen;

- Sensibilisation vum grand Public: All Joer gëtt eng nei thematesch Campagne lancéiert. 2017/2018 war d'Thema „Big Data“, 2018/2019 war et „Love Stories 4.0“. Bei dëser Campagne gëtt mat ville Partner zesumme-geschafft, déi entweder inhaltlech bäidroen oder hëlfechen, d'Messagen ënner d'Leit ze bréngen (an der Regel ongeféier 25 Partner). D'Messagë ginn iwwer Affichen (ong. 3.000 Affichen), Deplianten (ong. 30.000 Deplianten) an Evenementer (ong. 30 Evenementer, déi genannten Zuele bezéie sech op déi lescht ofge-

Le saviez-VOUS ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

schlosse Campagne „Big Data“) verbreet. D'Press gräift d'Themen och ëmmer gutt op (2018: 288 Citatiounen, dovun 47 op Radio/TV an 131 a Printmedien);

- Fir déi kleng Kanner gouf speziell den Internetsite www.bee.lu a verschidde Sensibiliséierungsmaterial mat der Figur „Bibi“ ausgeschafft;

- De Site www.silver-surfers.lu riicht sech speziell un d'Senioren, fir déi och eenzel Dossierien adaptéiert goufen.

Doriwwer eraus huet BEE SECURE, zesumme mat saferinternet.at a klicksafe.de 2018 eng MOOC-Formatioun organiséiert (MOOC: Massive Online Open Course), un där europawäit iwwer 1.200 Educateuren an Enseignantinnen deelgeholl hunn.

Publikatiounen sinn e weidere wichtegen Aspekt vun der Sensibiliséierungsarbeit. Eleng 2018 huet BEE SECURE sechs verschiddenen thematesch Dossierien zesummegeballt, ee Guide, fir Plainte bei der Police am Beräich Cybermobbing ze maachen an ee Guide fir den Émgang mam Internet an de Maisons relais goufen ausgeschafft.

BEE SECURE animéiert och de Portal www.bee-secure.lu, wou, nieft all den Dossierien a Ratgeber, ganz vill Informatiounen an Tipps a verschiddene Sproochen ze fanne sinn. Op deem Site féint een och an der Rubrik „Über BEE SECURE / Jahresberichte“ eng detailléiert Beschriewung vun allen Aktiounen vu BEE SECURE, déi iwwregens iwwert d'Sensibiliséierung eraus ginn.

ad 2. BEE SECURE informéiert am Kader vu senger Formatiounen, Evenementer a senger allgemenger Effentlechkeetsarbeit iwwert d'BEE SECURE-Stopline, déi d'Méiglechkeet gëtt, anonym a vertraulich illegal Inhalter um Internet ze mellen.

D'Police recommandéiert de Leit, dat Material esou séier ewéi méiglech ze mellen an ze läschen oder d'Police ze informéieren.

ad 3. D'BEE SECURE-Stopline, www.stopline.bee-secure.lu, ass eng Websäit, wou een illegal Inhalter melle kann. Zu illegalen Inhalter gehéieren: kannerpornografesch Material, Rassismus, Revisionismus, Diskriminierung an Terrorismus.

2018 krut BEE SECURE 2.047 URLen mat kannerpornografeschen Inhalter gemellt, dovun sinn der 1.728 vun der Stopline-Equipp als illegal agestuft ginn an un d'Police respektiv de Parquet weidergeleet ginn.

Dese Meldungen gëtt, an Zesummenaarbecht mat der Police an dem Parquet, op nationalem an internationalem Plang nogaangen. Dobäi gëtt och mat dem internationalen Netzwierk vun den Helplines and Hotlines, dem Netzwierk „Inhope“, kooperéiert. Dëst ass néideg, well net all Sait, déi gemellt gëtt, an de Lëtzebuerger Zoustännegkeetsberäich fällt, zum Beispill wann de Serveur, op deem den Inhalt gespäichert ass, net zu Lëtzebuerg steet.

Dat gemellte Material, wat als illegal agestuft gouf, gëtt esou méiglechst séier aus dem Netz geholl. D'Zil ass, datt d'Zäit tëscht Astufung als illegal an „Take down“ net iwwer 24 Stonnen laang ass.

D'Moyenen, fir dat Material esou schnell ewéi méiglech vun de sozialen Netzwerker erfroze huelen, si limitéiert. Eng weltwäit Zesummenaarbecht gëtt an d'Weeër geleet, wann esou Material gemellt gëtt. Et gëtt zesumme mat de Providere vun de verschiddenen Internetsitte gekuckt, fir et erfroze huelen respektiv ze läschen. Mat eise lëtzebuergeschen Interlocuteuren gëtt an deem Beräich aktiv zesummegeballt, fir zäitno eng Léisung ze fannen.

ad 4. Generell ass all Polizist duerch de Code de procédure pénale autoriséiert, fir op esou Material ze reagéieren. Speziell awer d'Sectioun „protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel“, zesumme mat der Sectioun „nouvelles technologies“ vum Service police judiciaire, ginn an deem Beräich mat der Enquête befasst.

D'Police versicht mat deene Moyenen, déi si zur Verfügung huet, der Evolutioun am Beräich vun den neien Technologien an de soziale Medie Rechnung ze droen.

Question 0562 (25.03.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les répressions du Hamas dans la bande de Gaza :

En effet, le Hamas a durement réprimé les protestations de la population palestinienne contre sa gestion politico-économique dans la bande de Gaza. Des centaines de Palestiniens se sont rassemblés pour protester contre le coût de la vie, mais aussi pour exprimer leur irritation

contre le Hamas. Selon les organisations de défense des droits humains, les forces du Hamas ont frappé et arrêté des centaines de personnes. L'envoyé de l'ONU a condamné une « campagne d'arrestations et de violence », soulignant que les Gazaouis protestaient « contre la désastreuse situation économique ». Et d'ajouter : « Je suis particulièrement inquiet par l'attaque brutale de journalistes et d'employés de la Commission indépendante pour les droits humains ainsi que par les perquisitions dans les maisons. » Selon la Commission indépendante pour les droits humains, plus de 1.000 Palestiniens ont été interpellés.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il partage les inquiétudes de l'émissaire de l'ONU relatives aux répressions du Hamas dans la bande de Gaza ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend condamner publiquement ces répressions contre la population palestinienne ?

3) Monsieur le Ministre peut-il, enfin, me renseigner s'il entend également thématiser les précitées répressions aux niveaux européen et international ?

Réponse (11.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

1) Je partage l'inquiétude de Nickolay Mladenov, le coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU. Je me joins aux propos qu'il a tenus à la séance du Conseil de sécurité du 26 mars 2019, lors de laquelle il a condamné fermement la campagne d'arrestations et d'actes de violence menée contre les manifestants, y compris des femmes et des enfants, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme dans la bande de Gaza.

2) Le droit de manifester pacifiquement ainsi que la liberté d'expression et d'association doivent être respectés. La répression violente de manifestations est inacceptable. Le Luxembourg s'associe pleinement aux déclarations de l'Union européenne qui condamnent la répression des manifestations commises par les forces de sécurité du Hamas dans la bande de Gaza.

3) Le Luxembourg soutient activement les efforts visant à ce que les enceintes internationales demeurent saisies du processus de paix au Moyen-Orient et de la situation dans les Territoires palestiniens occupés. Cette situation est suivie de près par l'Union européenne et par l'ONU et figure régulièrement à l'ordre du jour des réunions des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et des réunions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Question 0577 (29.03.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant les problèmes avec les voitures Tesla de la Police grand-ducale :

Den 22. März huet d'Press iwwer en technesche Problem mat engem vun den Tesla-Autoen vun der Police bericht. D'Pann an de Fait, datt de Police-Tesla huet missen ofgeschleeft ginn, waren anscheinend esou spannend, datt sech op der Géigespur souguer e Stau weinst „Gaffer“ gebilt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Stëmmt et, datt d'Pann vum 22. März net den éischten technesche Problem war, deen d'Police mat engem vun hiren Teslaen hat?

2. Wéi een Defekt war Schold un der Pann vum 22. März?

3. Konnt de Problem vum Auto behuewe ginn a gouf alles gemaach, fir datt sech esou e Virfall net widderhëlt?

4. Kann de Minister scho soen, awéifern den Tesla sech an der aktueller Testphas als adaptéiert fir d'Missioun vun der Police bewäert huet?

Réponse (24.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. Sait Abrëll 2018 hunn déi zwee Tesla-Autoen ongeféier 60.000 km gemaach.

Während dëser Zäit hu verschidde Stécker weinst klengen Defekter missen op Garantie ersat ginn, genau wéi dëst och bei anere Gefierer vun der Police de Fall ass. Dëst gehéiert zum normale Suivi vun de Police-Gefierer a gëtt vun

héich qualifiziertem Personal vum Garage vun der Police assuréiert.

A Betruecht vun der héijer Kilometerzuel, déi déi zwee Tesla-Gefierer während de leschte Méint gemaach hunn, ass d'Zouverlässigkeet vun den zwee Gefierer vergläichbar mat allen anere Police-Gefierer vun derselwechter Klass, woubäi eng technesch Pann bei kengem ausgeschloss ka ginn.

ad 2. Den Incident vum 22. März ass net op een techneschen Defekt zréckzuféieren. D'Gefier war um Wee an Direktioun Garage vun der Police weinst enger Maintenance vu senger Batterie. D'Gefier war net fir eng Missioun ennerwee. Dës Maintenance muss all 20.000 km gemaach ginn an d'Batterie vum Gefier muss bis op e Minimum entluede ginn, fir doropshin nees kënnen am Kader vun dëser Maintenance bei niddreger Tensioun während enger laanger Dauer opgelueden ze ginn. Während dësem techneschen Trajet war dunn d'Batterie schon 3 km virun der Arrivée am Garage vun der Police ganz eidel.

ad 3. D'Police hëlt all néideg Sécherheitsmoossnamen, fir dass esou e Virfall sech net widderhëlt, an huet och hir intern Prozeduren, wat d'Maintenance betrëfft, geännert.

Et sief ze rappeléieren, dass d'Police sech nach ëmmer an enger Pilot-a-Léier-Phas befënnt wat elektresch Mobilitéit betrëfft.

ad 4. D'Police befënnt sech nach an enger Testphas, fir ze analyséieren, wéi déi elektresch Mobilitéit sech kann an hiert generell Konzept vun hirem Fierpark an an hir Missiounen integrieren.

Et sief ze rappeléieren, dass och aner elektresch Gefierer Deel vun dësem Pilotprojet sinn. Dës Etüd kuckt esouwuel, ob d'Gefierer adequat fir d'Missiounen vun der Police sinn, wéi och den technesche Volet vun der elektrescher Mobilitéit. D'Konklusiounen kënnen eréischt zum Schluss vum Pilotprojet gezu ginn.

Question urgente 0819 (21.06.2019) de **M. Max Hahn** (DP) concernant l'interdiction d'évolutions de drones pendant la fin de semaine de la fête nationale :

Comme le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a précisé dans son communiqué du 20 juin 2019, les évolutions de drones au-dessus de la ville de Luxembourg ainsi que dans les espaces aériens spécifiques dédiés aux aéronefs participant au défilé militaire seront interdites les 22 et 23 juin 2019.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question urgente suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Au vu du risque de faire voler un drone lors du tir de feux d'artifice, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'interdire les évolutions de drones dans l'intégralité des communes organisant un feu d'artifice pour célébrer la fête nationale ?

Réponse (21.06.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Par sa question urgente, l'honorable Député demande des informations sur l'interdiction d'évolutions de drones pendant les festivités autour de la fête nationale.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que les évolutions des drones sont interdites les 22 et 23 juin 2019 au-dessus de la ville de Luxembourg, ainsi que dans les espaces aériens spécifiques dédiés aux aéronefs participants au défilé, afin de protéger en première ligne tout rassemblement de personnes qui aura lieu lors des festivités entourant la fête nationale, ainsi que le défilé militaire lui-même.

Il n'est pas nécessaire d'interdire les évolutions de drones dans l'intégralité des communes organisant un feu d'artifice pour célébrer la fête nationale comme les évolutions des drones sont en principe uniquement permises pendant le jour (entre le lever et le coucher de soleil).

Question urgente 0841 (28.06.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les transports d'animaux durant la canicule :

Wéinst der Hëtztwell, déi momentan grouss Deeler vun Europa am Grëff huet, si vill Déierentransporter net an der Lag d'Konditiounen vun engem aartgerechten Transport ze erfëllen, sou wéi an der Annex I vum EU-Reglement 1/2005 virgesinn ass. Dëst mat schreckleche Konsequenzen fir d'Wuel vun den Déieren.

De franséische Landwirtschaftsminister huet aus dësem Grond all d'Déierentransporter op franséischem Territoire suspendéiert bis d'Temperature sech erëm an engem akzeptablem Beräich befannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an der Madamm Minister fir Umwelt, Klima an nohaltig Entwécklung dës Fro stellen:

1. Opgrund vun den extrem héijen Temperaturen, wéi vill Kontrolle bei Déierentransporter goufen dës Woch zu Lëtzebuerg ausgefouert?

- Bei wéi villen Transporter sinn ze héich Temperature festgestallt ginn?

- Wéi eng Strofe goufen doropshin ausgeschwat?

2. Wäert d'Regierung, äänlech wéi Frankräich, en zäitlech Verbuert vun Déierentransporter arrêteieren bis d'Temperature sech erëm normaliséiert hunn?

- Falls jo, wou wäerten d'Déieren, déi op lëtzebuergeschem Territoire sinn, tëschenzäitlech versuergt ginn?

- Falls neen, firwat net?

Réponse (02.07.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. D'Kontrolle vun Déierentransporter ginn op verschiddenen Niveaue duerghefouert. Déi Transporter, déi Déieren an d'Schluechthaiser hei am Land féieren, ginn „à destination“ vun de Veterinären am Schluechthaus kontrolléiert. Eng vun deene Kontrolle bezitt sech op de Respekt vum „bien-être au transport“. Et gëtt iwwerpréift, ob d'Déieren transportfäeg waren an evaluéiert, ob den Transport sech korrekt ofgespillt huet duerch d'Iwwerpréiwe vu verschiddene Kritäre beim Ofuede vun den Déieren am Schluechthaus. Déi Déieren, déi an d'Ausland transportéiert ginn, sief et op e Btrib oder an e Schluechthaus, ginn au départ vun der Veterinärspektioun kontrolléiert. Hei mussen, laut europäescher Legislatioun, verschidde Konditiounen respektéiert ginn an dës beschäinegt de Veterinärinspekter duerch seng Ennerschrëft um Gesundheitszertifikat. Falls den Transport méi wéi aacht Stonnen dauert, muss vum Transporteur en „plan de marche“ opgestallt ginn, deen opweist wéi laang den Transport dauert a wou Pausen ageluecht ginn. Och dëst Dokument gëtt am Virfeld vum Inspekter kontrolléiert op seng Plausibilitéit.

Wat elo déi auslännesch Transporter betrëfft, déi am Transit duerch eist Land fueren, ginn dës Kontrolle vun der Douane respektiv der Police duerghefouert. Et handelt sech hei ëm Routinekontrollen, déi bei Camionen duerghefouert ginn oder spezifesche Kontrollen, déi sech op Déierentransporter konzentréieren.

Wat elo déi lescht Woch mat héijen Temperature betrëfft, si keng spezifesche Kontrollen duerghefouert ginn an et si bei den normale Kontrolle keng schweierwiegend Mängel opgefall.

ad 2. Als Éischt ass ze bemierken, dass Frankräich kee Verbuert eraus ginn huet mä éischter Restriktiounen mat präzise Recommandatiounen, wéi Transporter sollen organiséiert a wéi d'Kontrolle sollen duerghefouert ginn, fir den „bien-être animal au transport“ beschtméiglech ze garantéieren. Dobäi kënn, dass d'Firmaen, déi Déierentransporter duerghefieren, sech dem Klima ugepasst hunn a versicht hunn, zu de méi kille Dageszäiten, moies fréi oder owes, d'Déieren ze transportéieren.

Och sief betount, dass national d'Transportweeër oft kuerz sinn an domat déi negativ Konsequenzen fir den Déiereschutz kënnen verhënnert ginn. Zousätzlech ass nach ze bemierken, dass mir am Fall vun engem kompletten Transportstop de Risiko aginn, dass eis Ställ iwwerbeluecht sinn, wat erëm e Problem duerstellt fir de Bien-être animal.

Wat d'Transporter am Transit betrëfft, ass et ganz schwierig, déi ze verbidden, aus deem Grond well mir keng Opfaangstrukturen, sougenannt „points d'arrêt“, hei zu Lëtzebuerg hunn, wou déi Déiere kënnen ofgelueden an mat Fudder an Waasser versuergt ginn.

Schlussendlech ass drun ze erënneren, dass ech, wéi och verschidde Ministeren aus aneren europäesche Länner, e Verbuert ausgesprach hunn, fir lieweg Béischen an d'Türkei ze transportéieren während de Summerméint (vun Juli bis September) well et hei duerch déi laang Waardezäiten op der türkescher Grenz an de leschte Joren ëmmer erëm Problemer gouf wat den Déiereschutz betrëfft.